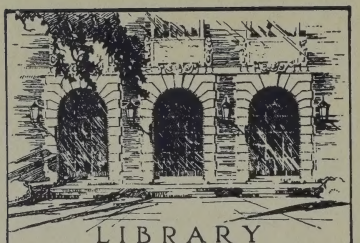

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS
947
Se5h

Return this book on or before the
Latest Date stamped below.

Theft, mutilation, and underlining of books are reasons for disciplinary action and may result in dismissal from the University.

University of Illinois Library

JUN – 4 1957

L161— O-1096

MARC SEMENOFF

HISTOIRE DE RUSSIE

(Étude comparée entre l'Orient et l'Occident)

PRÉFACE

de

LOUIS RÉAU

Ancien Directeur de l'Institut français de Petrograd.

LA RENAISSANCE DU LIVRE

78, BOULEVARD SAINT-MICHEL — PARIS

27

HISTOIRE DE RUSSIE

OUVRAGES DE MARC SEMENOFF

Caserne (épuisé).
Introduction à la Vie Secrète (Esotérisme antique et européen). A. DELPEUCH, édit.
Histoire de Russie (LA RENAISSANCE DU LIVRE, édit.).

A PARAITRE :

Dualité ou l'Évolution d'une âme (roman).
Mentalité. I. *Avec soi-même.* II. *Avec les hommes.*
Tziganeka (roman).
Sur le Sentier Douloureux (roman).
Causeries du soir.
Jean Valois.

OUVRAGES TRADUITS DU RUSSE :

DOSTOIEWSKI. — **Les Nuits blanches. Crime et Châtiment.** (A. FAYARD, édit.).
TOLSTOI. — **La Sonate à Kreutzer. Anna Karenine. Résurrection. Guerre et Paix.** (A. FAYARD, édit.).
POUCHKINE. — **Boris Godounof. Rousslane et Lioudmila. Les Tziganes. Fontaine de Bakhtchi-Saraï.** (PLON-NOURRIT, édit.).
TOURGUENEFF. — **Héroïsme d'amour.** (OLLENDORFF). **Les Eaux printanières.** (PLON-NOURRIT, édit.).
Hymne au triomphe de l'Amour. Assia. (LE MONDE NOUVEAU).
Roudine (PLON-NOURRIT).
N. GOGOL. — **Le Révizor. Le Mariage.** (PLON-NOURRIT, édit.). **Les Ames mortes.** (OLLENDORFF. édit.).
A. KOUPRINE. — **Sulamite.** (LE MONDE NOUVEAU, édit.). **Olessia.** (REVUE DE PARIS).
LERMONTOFF. — **Le Démon. Hommes de Dieu.** (PLON-NOURRIT, édit.).

A PARAITRE :

N. GOGOL. — **Vy, le roi des gnômes. Correspondance.**
GRIBOEDOF. — **Le malheur d'avoir de l'esprit.**
E. SEMENOFF. — **Le Crépuscule russe. Les Souterrains de Mourmansk.**
POUCHKINE. — **Eugène Oniéguine. Le Prisonnier du Caucase.** (PLON-NOURRIT).
Impératrice Catherine II. De choses vécues et de choses imaginaires. (LA REVUE HEBDOMADAIRE).
CHMELEF. — **Cela fut.** (Récit d'un homme étrange).
TASSINE. — **Le bourreau.**
YOUCHKEVITCH. — **La Famine.**

MARC SEMENOFF

Histoire de Russie

(Etude comparée entre l'Orient et l'Occident)

PRÉFACE
de
LOUIS RÉAU
Ancien Directeur de l'Institut français de Petrograd.

LA RENAISSANCE DU LIVRE
78, BOULEVARD SAINT-MICHEL — PARIS

Copyright 1924 by Marc Semenoff.

94-T
Se5h

Je dédie cet ouvrage
à mon cher petit Ivan.

M. S.

Ste Ste Russe 3057 Manuscrits Bulg.

PRÉFACE

Il existait déjà à l'usage des lecteurs de langue française une excellente Histoire de la Russie, *rédigée par un des premiers initiateurs des études slaves en France : Alfred Rambaud. Cet ouvrage ancien, mais non vieilli et d'ailleurs tenu à jour par les soins de M. Haumant, était devenu presque classique. Six éditions n'avaient pas épuisé son succès.*

Est-ce à dire qu'une nouvelle Histoire russe soit intempestive et superflue? Aucun des lecteurs du beau livre de M. Marc Semenoff ne lui reprochera de faire double emploi avec le manuel de Rambaud. Il est en effet conçu sur un plan et surtout dans un esprit tout différent. On y retrouvera les mêmes faits, mais autrement ordonnés et interprétés, la même trame historique, mais vue sous un angle et sous un éclairage tout nouveaux. Il en est de l'histoire comme des paysages dont les grandes lignes restent immuables, mais dont le caractère change à toutes les heures du jour suivant l'incidence et l'intensité de la lumière.

L'originalité de ce livre tient à la double personnalité de l'auteur dont je dois dire ici quelques mots, puisqu'il m'a fait l'honneur de demander mon parrainage. Fils du publiciste bien connu Eugène Semenoff qui pendant et depuis la guerre s'est dépensé sans compter avec une rare vaillance pour la cause des Alliés, il est Russe par ses origines tout en étant Français d'adoption. Ses deux patries lui sont également chères et il n'a jamais songé à renier l'une au profit de l'autre. La Russie est restée la patrie de son cœur tandis que la France devenait la patrie de son intelligence.

Russe, M. Semenoff l'est resté, non seulement par son admiration fervente pour le plus grand des pays slaves, par sa foi inébranlable en ses destinées, mais par la tournure même de son esprit. A la différence de Rambaud qui s'interdit tout élan mystique, toute philosophie de l'histoire et ne vise qu'à satisfaire la raison par l'enchaînement de faits bien classés, ce qui l'intéresse, ce qui le passionne, ce sont moins les événements en eux-

*mêmes que les manifestations successives de l'*âme slave *au cours des siècles. Ajoutons que son livre a été écrit, comme on peut s'en rendre compte à bien des indices, dans la fièvre de la grande guerre, au moment décisif et tragique où les destins de la Russie et de la France étaient en jeu : c'est ce qui donne à ces pages une chaleur d'accent qu'on n'est pas accoutumé à trouver dans les ouvrages de ce genre. Bien qu'il s'adresse aux étudiants, ce livre n'a rien de la sécheresse d'un manuel.*

A son amour filial pour la Russie, M. Semenoff joint la plus sincère admiration pour la France, sa patrie adoptive, La France lui apparaît, au cours de sa longue et glorieuse histoire, comme le guide et le flambeau de l'humanité, l'institutrice de toutes les libertés, l'initiatrice de tous les progrès. Elle est à ses yeux la nation-type de l'Occident *: celle qui a le plus complètement réalisé les états successifs de la civilisation européenne : féodalisme médiéval, absolutisme monarchique, révolution politique et sociale.*

C'est cette dualité de formation intellectuelle qui a visiblement inspiré à l'auteur l'idée directrice de son ouvrage. Son Histoire de Russie *est en réalité une étude comparative de deux civilisations qu'il oppose l'une à l'autre : le* monde slave, *dominé par la Russie et le* monde occidental *ou européen dont la France est le représentant par excellence. Au travers du livre se déroule comme un « fil rouge » ce parallèle constant et systématique entre l'histoire de Russie et l'histoire de l'Occident. Cette conception originale a le grand avantage d'élargir notre horizon, de nous faire apercevoir entre des séries d'événements que nous avons l'habitude de considérer à part des rapports insoupçonnés. C'est un peu comme si Alfred Rambaud s'était avisé de fondre en une vaste synthèse son* Histoire de Russie *et son* Histoire de la Civilisation.

M. Semenoff met parfaitement en lumière les prises de contact successives de la Russie avec l'Occident : Russie kiévienne sous le grand prince Iaroslav qui marie sa fille Anne à un roi de France de la dynastie capétienne ; puis après l'invasion mongole, Russie moscovite sous le règne d'Ivan le Terrible qui ouvre au commerce international le port d'Arkhangelsk. La pénétration des deux civilisations se poursuit avec Pierre le Grand qui enlève aux Suédois les côtes de la Baltique et fonde, face à l'Europe, la nouvelle capitale Pétersbourg qui remplace avantageusement Novgorod, trop enfoncé dans l'intérieur des terres et Arkhangelsk, bloqué six mois par an par les glaces de la Mer Blanche. A partir du milieu du XVIII^e^ siècle, la Russie qui ne s'était

battue jusqu'alors qu'avec ses voisins immédiats devient une puissance européenne engagée dans tous les grands conflits internationaux. La fille de Pierre le Grand, la tsarine Elisabeth, participe à la guerre de sept ans. Paul Ier et Alexandre Ier s'enrôlent dans la croisade contre la France révolutionnaire et napoléonienne.

Pendant longtemps la France et la Russie ont méconnu l'aide mutuelle qu'elles pouvaient s'apporter dans la lutte contre leur ennemi commun : le germanisme. Louis XIV, lié avec la Suède et la Pologne, rejeta dédaigneusement l'alliance que venait lui offrir Pierre le Grand. Louis XV soutint obstinément la Turquie contre Catherine II. L'alliance franco-russe, contrepoids nécessaire à la Triple-Alliance et condition indispensable de l'équilibre européen, ne fut conclue qu'à la fin du XIXe siècle, sous le règne d'Alexandre III. Elle ne réussit pas à empêcher la guerre mondiale de 1914 qui devait finir — au prix de quels sacrifices ! — par l'écrasement de l'Allemagne et aussi hélas ! par l'écroulement de la Russie, qui, minée par la Révolution bolcheviste, ne sut pas tenir jusqu'au bout.

Mais malgré ces rapprochements multiples, malgré cette liaison toujours plus étroite de la politique russe avec la politique européenne, il est certain — c'est d'ailleurs une des thèses favorites de l'auteur — que la Russie a longtemps évolué à part, en marge de l'Europe. Séparée du monde latin par le schisme, elle n'a participé ni au mouvement des Croisades, ni à l'essor artistique et religieux de la Renaissance et de la Réforme; elle n'a subi que très faiblement le contre-coup de la Révolution française. Il en résulte que le parallèle poursuivi par M. Semenoff entre ces deux civilisations a parfois un caractère un peu factice; certains chapitres qui résument à grands traits l'histoire de l'Occident font l'effet de hors-d'œuvre; le lecteur n'aperçoit qu'assez confusément le lien qui unit ces deux séries de faits. Un autre inconvénient de ce plan, c'est que l'auteur, ne pouvant mêler l'exposé de ces deux évolutions, est obligé à maintes reprises de marquer le pas pour « aligner » les deux coursiers attelés à son char : ce qui ralentit nécessairement sa marche.

Ce léger défaut qui était inévitable étant donné le plan adopté, est d'ailleurs atténué dans une très large mesure par la clarté avec laquelle M. Semenoff expose les faits et les idées : c'est là une qualité toute française qui l'apparente à nos meilleurs historiens.

Toutefois le Russe reparaît dans les conclusions du livre où l'auteur a tenté d'esquisser sa philosophie de l'histoire. Nous

CHAPITRE PREMIER

SCYTHES, SARMATES ET SLAVES

L'antiquité gréco-latine et la Russie. — La région comprise entre la Baltique et le Pont-Euxin fut fort peu connue des Anciens. Les deux grands historiens, Tacite et Hérodote, nous parlent surtout, l'un des habitants du nord-est, et l'autre de ceux du sud de ces vastes étendues qui devaient former un jour la Russie.

Hérodote, au v^e^ siècle avant Jésus-Christ, visita les colonies grecques établies sur les côtes septentrionales de la mer Noire et remonta le Dniepr. Il donna le nom de Scythie au pays et décrivit les mœurs des Scythes qui se trouvaient en rapport de commerce ou de guerre avec les Grecs.

Les Scythes étaient venus d'Asie environ sept cents ans avant l'ère chrétienne. Les uns s'établirent cultivateurs à l'ouest du Dniepr, les autres, nomades, se dispersèrent dans la région située entre les Carpathes et le Don. Vers la même époque, les Grecs fondèrent des villes, centres de commerce bientôt florissants : Olvia, à l'embouchure du Boug, Tanaïs à celle du Don, Panticapeï en Crimée, Kersoune non loin du port où se trouve aujourd'hui Sébastopol. Des échanges commerciaux très actifs s'établirent entre la Grèce et la Scythie. Celle-ci fournissait le blé et le poisson, et recevait des Grecs : tissus, objets de luxe, vin et beurre.

Le climat sévère, les immenses solitudes du pays avaient étonné Hérodote. La barbarie de ses habitants le frappa. Les Scythes adoraient le glaive fiché en terre ; des prisonniers faits à la guerre, un sur cent était égorgé en l'honneur de ce dieu guerrier et on arrosait ensuite l'épée du sang de la victime.

Pendant les festins, ceux-là seuls avaient le droit de boire à la coupe commune qui avaient tué au moins un ennemi.

Lorsqu'un roi scythe mourait, ses parents et ses proches se tailladaient le visage, les mains, le corps, déchiraient leurs vêtements et portaient le mort dans un lieu réservé aux tombes royales. Sur tout le parcours du cortège funèbre, le peuple manifestait sa douleur de la même manière.

La Scythie n'a point de forêts, point de villes. Le Scythe nomade erre continuellement à travers les steppes ; son troupeau est son unique richesse. Il tient particulièrement à son coursier, sa nourriture préférée est la viande de cheval, et sa boisson le koumiss ou lait de jument, que boivent encore aujourd'hui les Tatares, les Kirghiz, les Kalmouks. Pour traire les juments, les Scythes possèdent des esclaves affectés uniquement à ce service auxquels ils crèvent les yeux pour les empêcher de fuir.

Les Scythes se divisaient en plusieurs tribus restées obscures. Nous savons seulement que celle des Scythes royaux dominait le peuple et lui donnait ses rois.

Les Scythes considéraient la vie d'outre-tombe comme la continuation de celle-ci. Aussi, pour que le roi ne manquât de rien après sa mort, ses sujets déposaient-ils dans sa tombe ses armes, sa vaisselle, ses vêtements les plus riches. On étranglait sa femme, ses domestiques, on tuait ses chevaux. Ceux qui étaient présents aux funérailles, au nombre souvent de plusieurs centaines, jetaient ensuite quelques poignées de terre sur son tombeau. L'éminence de terre ainsi formée était désignée sous le nom de Kourgane (tumulus).

De nombreux Kourganes se sont conservés jusqu'à maintenant dans le midi de la Russie. Ils sont restés un vivant témoignage du degré de civilisation auquel étaient parvenues, avec le temps, les tribus scythes sous l'influence de la culture grecque.

On retrouve dans les Kourganes des œuvres d'art, des ornements finement sculptés, des vases précieux admirablement ciselés par des artistes athéniens. Des fouilles ont permis de découvrir des restes de fortifications, de rues, de temples et d'habitations.

Au nord de la Scythie, d'après Hérodote, vivaient les Nèvres, les Androphages, les Mélanchlènes, les Gélons et les Bondines, les Hyperboréens. Tout ce que l'historien grec relate sur ces diverses peuplades manque de précision et appartient à la fable.

Tacite parle, lui aussi, des habitants du nord-est de l'Europe orientale, mais il hésite quand il écrit sur les Venèdes et les

Finnois qui peuplaient la Courlande et la Finlande, ne sachant s'il doit les considérer comme Germains ou Sarmates. Ceux-ci, selon une tradition, descendaient de l'union des Amazones et des Scythes. Ils se distinguaient, d'après l'historien latin, par leur paresse et leur malpropreté. Les Finnois vivaient dans un état de misère affreuse, sans chevaux ni maisons, broutant l'herbe, couchant sur la terre et ne craignant ni les dieux, ni les hommes. Quant aux Hellusions et aux Oxiones (Lapons ?), Tacite n'ose rien en dire : « Ils ont la tête d'un homme, le corps et les membres d'une bête. Il n'y a rien de certain sur ces peuples, je n'en parlerai pas ».

Sauf les côtes de la mer Noire et de la Baltique, la Grèce et Rome n'ont pas connu la Russie primitive. Leurs armées n'ont jamais foulé le sol du grand pays slave. Rome et Athènes n'ont pas eu d'influence sur la civilisation russe. La Russie dut se développer par elle-même, en dehors de la culture de l'Europe occidentale et centrale.

Les habitants de la Russie primitive. — L'histoire n'a pas encore résolu le problème de l'origine des Scythes. Certains historiens les considèrent comme des Mongols, d'autres comme des Finnois, la majorité voit en eux des frères aryens des Celtes, des Germains et des Slaves. D'ailleurs, le type des figures sculptées et dessinées sur les monuments, les relations des mœurs et coutumes des habitants de la Scythie nous montrent qu'il s'agit bien des Indo-Européens descendants des Aryas. Les Sarmates, dont nous avons déjà parlé, appartiennent aussi à cette famille.

Environ trois siècles avant l'ère chrétienne, des Sarmates venus des terres asiatiques triomphèrent des Scythes. Une grande partie de ces derniers émigra vers le Danube. A leur tour, les Sarmates furent conquis par les Slaves du Sud de la Russie ; ainsi les deux peuples se fondirent l'un dans l'autre.

On ignore l'époque de la venue des Aryens slaves en Europe. Ils habitèrent tout d'abord les régions des Carpathes, où ils étaient connus sous le nom de Venèdes et Sklavènes, puis se dispersèrent : les uns se dirigeant vers le Sud (Serbes et Bulgares), les autres vers l'Ouest et le Nord (Croates, Tchèques, Moraves, Polonais et Polabes), les derniers, vers l'Est, peuplèrent les immenses régions comprises entre la mer Noire, le Dniepr, la Baltique, la Volga, etc. (les Russes).

Les Slaves russes se divisaient en plusieurs tribus, dont les

principales étaient les Slovénés, sur les bords du lac Ilmen ; les Krivitchis, entre la Volga, le Dniepr et la Dvina occidentale ; les Drégovitchis, entre la Pripeth et la Dvina occidentale ; les Radimdtchis, sur la Soja ; les Sévérianes, sur la Desna et vers le Dniepr ; les Viatitches, sur l'Oka ; les Drévlianes, sur le Pripeth ; les Polianes, vers les rives centrales du Dniepr ; les Boujanes, sur le Boug ; les Tivertsis et les Ouglitches, sur le Dniepr et le Pruth ; enfin les Biélochorvatis, dans la Galicie orientale actuelle.

Les autres Slaves s'étendirent sur une grande partie de l'Autriche et de l'Allemagne actuelles, de l'Elbe à l'Oder et aux rives de la Vistule ; du bas Danube aux côtes de l'Adriatique, constituant du IVe au VIIe siècle les royaumes de Bohême et de Pologne et au VIIe siècle le royaume de Bulgarie. La Poméranie et le Brandebourg, habités par des Slaves, devaient bientôt tomber sous le joug allemand. Vers la même époque, se formèrent les royaumes de Croatie, de Dalmatie et de Serbie.

Au IIIe siècle après Jésus-Christ, des tribus germaniques, connues sous le nom de Goths, descendirent de la Baltique vers la mer Noire et soumirent de nombreuses peuplades finnoises et slaves. En l'an 375 la domination des Goths fut détruite par les Huns, ceux-ci devaient rester en terre slave jusqu'au Ve siècle, époque à laquelle ils se remirent en marche vers l'Ouest, entraînant avec eux les Goths. Ils envahirent la Hongrie et poussèrent jusqu'à la Gaule.

Au VIe siècle, les Slaves eurent à souffrir l'invasion d'une nouvelle tribu mongole : les Avares, dont la puissance fut de très courte durée. Après eux vinrent encore les Ougres (Hongrois), les Chozars, les Petchénéguis et les Polovtsi. Enfin, la dernière invasion mongole, la plus longue, la plus terrible, fut celle des Tartares, qui eut lieu au XIIIe siècle.

Donc, pendant plus de mille ans, la Russie eut à soutenir le choc et arrêter la ruée sur l'Europe des hordes asiatiques.

Les Slaves russes avaient comme voisins, au début de leur histoire, les Finnois et les Lithuaniens dont nous parlerons plus loin.

Du pays habité par les Slaves russes. — L'Europe orientale est une vaste plaine limitée par les monts des Carpathes, du Caucase, de l'Oural et les mers Caspienne et d'Azof, la mer Noire, la Baltique et la mer Blanche. Dans cette immense plaine, cette vaste étendue, le climat essentiellement continental présente les contrastes les plus violents. Rien ne vient

atténuer les rigueurs de l'hiver et les vents de l'Est, en été, amènent des chaleurs accablantes. Les 5.400.000 kilomètres carrés qui forment la Russie, sans compter la Sibérie, présentent de faibles élévations et dépressions de terrain, mais sont fort riches en cours d'eau.

Les peuplades diverses qui habitaient cette vaste surface, presque uniforme, dans les mêmes conditions d'existence, devaient tôt ou tard se fondre en une seule nation et constituer un Etat unique. Tandis que les montagnes de l'Europe Occidentale séparaient les peuples et contribuaient à la naissance de pays indépendants les uns des autres, les grands fleuves russes, au contraire, qui dépassent souvent de plusieurs centaines de lieues ceux de l'Ouest européen, favorisèrent l'union des slaves de Russie. La Volga, la « Matouchka » (mère) Volga serait la merveille de l'Europe, écrit Alfred Rambaud, « si les glaces ne la retenaient captive plusieurs mois par an. Le bassin de ce fleuve et de ses affluents embrasse une superficie presque triple de celle de la France ».

Ce fut autour de la Volga que se joua le destin de la Russie primitive, depuis les premières invasions asiatiques jusqu'à la fondation de l'empire moscovite. Un autre grand fleuve, le Dniepr, mit les Slaves russes en contact avec Byzance et le Christianisme. La Dvina occidentale, la Volga, le Dniepr et le Don furent les premières voies de communication entre la Baltique, la mer Noire et la mer Caspienne.

Le nord de la Russie est un pays de forêts, le sud un pays de steppes. Les Slaves russes fuyaient les steppes afin de n'avoir pas à lutter contre les Chozars, les ennemis d'Asie et de nombreuses tribus errantes. Dans les forêts, on pouvait labourer la terre avec plus de sécurité, chasser, s'occuper d'apiculture et pratiquer la pêche.

Ainsi, nous comprenons pourquoi les Russes s'éloignèrent des mers du Sud et comment, plus tard, de longues guerres contre les hordes maîtresses des steppes les contraignirent à rester isolés de la civilisation occidentale.

Les Slaves de Russie étendirent ainsi leurs colonisations vers le Nord (ils se fondirent avec les Finnois et formèrent un peuple nouveau : celui des Grands Russiens) et vers l'Est, où ils atteignirent l'Oural. Ils dépassèrent bientôt cette frontière naturelle et pénétrèrent en Asie.

A ce propos, l'historien russe Elpatievski nous fait remarquer que la densité de la population, très faible par rapport à l'immense étendue du territoire, fut l'origine du servage. En

effet, les habitants quittaient fréquemment leur lieu de résidence et n'avaient aucune demeure stable. Le Gouvernement moscovite comprit alors, que, dans l'intérêt de l'Etat, il était nécessaire de fixer les hommes à leurs terres.

« La nature a écrit sur la carte de l'Europe des destinées de régions. Elle détermine des aptitudes, et, par conséquent, des destinées de peuple. » Nous citons cette pensée d'Ernest Lavisse, qui résume si bien ce que nous avons voulu montrer dans ce dernier paragraphe.

Mœurs et religion des anciens Russes. — Le principe patriarcal gouvernait les familles slaves. Un *rod* (*) était la réunion de plusieurs familles, parentes les unes des autres, vivant ensemble, jouissant d'une propriété commune et dirigées par le *Starchi* (aîné). Les Starchiés s'assemblaient souvent en conseil (conseil des Aînés, des Anciens) et y décidaient de toutes les affaires de la tribu. Les familles pouvaient s'y rendre, mais seuls les Starchiés avaient droit de vote.

Les Slaves avaient une vie très sédentaire. Ils aimaient les travaux des champs, la pêche, la chasse, l'apiculture. Leurs habitations étaient des *isbas*, cabanes en bois, construites de préférence dans les forêts, au bord de l'eau : fleuves, marais et lacs.

Les anciens Russes étaient de haute taille, de teint coloré, très robustes, forts et résistants ; ils avaient les yeux bleus et les cheveux blonds. Ils se nourrissaient surtout d'oiseaux, de poissons et de lait. Leur boisson préférée était l'hydromel. De caractère très pacifique, à la guerre, cependant, ils se battaient avec bravoure et savaient user de ruses militaires. L'esprit de la plus large hospitalité, comme celui de la vengeance la plus cruelle les animaient. Aimant par-dessus tout la liberté, ils rendaient libres, au bout d'un certain temps, leurs prisonniers esclaves.

Dans les combats, les anciens Russes, protégés par des boucliers, se servaient de piques, de flèches et d'épées.

Le mariage des Slaves se pratiquait suivant trois modes différents. Ils enlevaient leur femme ; le rapt avait lieu au moment des fêtes, danses et jeux, avec le consentement de la jeune fille appartenant à un rod étranger : l'homme l'enlevait et la conduisait chez lui. Un autre forme de mariage

---

Le *Rod,* association intermédiaire entre la famille et la tribu correspondait au groupe que la langue grecque appelait *phratrie* et la langue latine *curie.* Le *starchi* ou curion ou phratriarque.

était l'achat de la vierge : le jeune homme payait la somme fixée par les parents. Une troisième et dernière coutume consistait à conduire la jeune fille, le soir, chez son futur mari, à qui, le lendemain matin, on apportait la dot de sa femme. La femme chez les Slaves, comme chez les Germains, était très honorée. Le droit de vie et de mort qu'avaient sur elle les Romains était inconnu. Elle n'était pas tenue, enfermée dans ses appartements comme chez les Grecs. Et nous pourrions appliquer aux Slaves cette remarque de Tacite concernant les Germains : « Ils supposent à ce sexe je ne sais quoi de religieux et une sorte d'inspiration ; ils se gardent bien de rejeter l'avis de la femme ou de douter de ses oracles. »

Chez les Slaves, l'autorité du père était absolue, mais lorsqu'il mourait, la mère héritait de cette autorité.

Les fouilles pratiquées dans les Kourganes montrent que les femmes se paraient de riches ornements. On retrouve des diadèmes de métaux différents, des colliers, des pendentifs en argent, des bracelets, des boucles d'oreilles et des bagues de dimensions et de formes variées.

L'adoration de la nature dans toutes ses manifestations était la religion des anciens Russes. Des divinités nombreuses incarnaient les forces naturelles. Le dieu honoré par-dessus tout, le Soleil, avait reçu différents noms : Dajbog (bog-dieu), Chorss, Véless et Svarojitch, c'est-à-dire fils de Svarog (le Ciel). Péroune, le dieu du tonnerre, de l'éclair meurtrier, personnifiait la guerre. On le représentait tenant dans sa main une pierre précieuse semblable à du feu. C'est au nom de Péroune que les Russes signaient leurs traités de paix et de commerce. A ce dieu seul, ils offraient en sacrifice, non seulement leurs troupeaux, leurs oiseaux, mais aussi des victimes humaines, car Péroune incarnait les forces vengeresses du Ciel qu'il fallait apaiser. La terre était divinisée par le peuple et l'expression « Mat-Zemlia-Siraia » (mère terre) est devenue une locution quasi-religieuse.

Le culte extérieur n'existait pas ; point de temples ni de prêtres. Quelque méchante idole dressée çà et là était l'unique manifestation religieuse des Russes. Par contre, le culte des ancêtres prenait une grande place dans leur vie. On reconnaissait pour divin le chef de famille après sa mort, son âme vivait toujours dans son foyer, protégeait les siens et continuait à les diriger. C'était le « *diédouchka domovoï* » (esprit de la maison).

D'ailleurs, les esprits des morts peuplaient la nature entière. « *Vodianié* » (Voda-eau) habitaient les cours d'eau, les « *roussalkis* » étaient les fées des fleuves. Le « *Liéchi* » (lièss-forêt) personnifiait la vie des bois.

Les fêtes des Slaves russes naquirent de ces croyances. Ils saluaient la naissance du soleil ou la venue du printemps par des réjouissances spéciales appelées la « *Krassnaia Gorka* » (de Krassni : rouge, couleur du soleil). Ces fêtes se prolongeaient par les journées des « *Koupalis* » (Koupalo : dieu de la lumière) et finissaient en hiver avec les « *Koliadis* » (du mot latin calendæ). Le « *Trizna* » était le festin des morts. On appelait « *Radonitsa* » le trizne du printemps, et « *Roussalis* » le trizne de l'été.

Comme les Russes n'avaient pas de prêtres, le chef de famille faisait les prières et offrait les sacrifices. Mais comment connaître la volonté des dieux et conquérir leurs faveurs ? Les hommes qui se croyaient dignes de servir d'intermédiaires entre leurs semblables et la divinité étaient rares. On les estimait grandement et considérait comme un honneur de les recevoir. Ces « *volchvis* » (magiciens) se rendaient volontiers à l'invitation, murmuraient de mystérieuses paroles, fumaient des plantes aux vertus spéciales et distribuaient des objets enchantés. Leurs fidèles les écoutaient religieusement et suivaient leurs conseils.

Les Slaves pratiquaient l'incinération et la mise en bière. Le jour des funérailles, il y avait un grand festin. Nous retrouvons chez les Russes certaines coutumes scythes : les veuves se tailladaient les mains et le visage.

C'est en grande partie à la poésie populaire, aux chants nationaux, aux « *bilinis* » (biloie : passé), chansons chantées encore aujourd'hui, que le souvenir s'est conservé de ces antiques usages.

Les Bulgares. — Tandis que les autres peuplades slaves n'étaient encore qu'en formation, des nomades bulgares avaient réussi à fonder, vers le VIII^e^ siècle, un empire assez puissant au confluent de la Volga et de la Kama. Ce furent les « *Voljskié Bolgari* » (Bulgares de la Volga), appelés ainsi pour les distinguer de leurs frères du Danube « *Dounaskié Bolgari* ». La Kama leur permit d'établir des rapports commerciaux avec la Sibérie, la Volga avec la mer Caspienne, la Perse et les Arabes. Les relations avec les Arabes, vers le X^e^ siècle, répandirent parmi les Bulgares, avec une certaine culture, la religion mahométane.

La capitale de l'empire s'appelait Boulgar, ville qui, d'après quelques écrivains arabes, comptait jusqu'à dix mille habitants. On ne sait ce qu'aurait pu donner cette civilisation naissante, puisqu'elle fut détruite au XIII^e siècle. Les ruines de la capitale subsistent encore ; tout près se trouve un village du nom de « *Ousspenskaoïé-Bolgari* ».

Les Chozars. — Un autre empire se constitua du VIII^e au IX^e siècle. Il s'étendait du Dniepr au Caucase et à la Volga. La tribu nomade mongole des Chozars soumit certaines peuplades slaves.

Les Chozars passaient l'hiver dans leurs villes dont les principales étaient : la capitale, *Itil* ou *Balangiar* sur la Volga, *Sarkel* ou *Bielaia Veza* sur le Don et Senander au Caucase. L'été, ils se rendaient dans leurs steppes et se livraient aux travaux des champs, au jardinage.

Les rois des Chozars s'appelaient *Koganes*, ils pratiquaient la religion juive, se montraient rarement au peuple, pensant être d'une essence supérieure et jouissaient d'un pouvoir absolu. On considérait leurs tombeaux comme sacrés. Tout voyageur qui passait devant une tombe de Kogane devait immédiatement abandonner sa monture, s'agenouiller et reprendre son chemin à pieds. Bien que le Kogane pratiquât le judaïsme, la tolérance religieuse était très grande ; des temples juifs, mahométans et chrétiens s'élevaient les uns près des autres à Itil.

Comme pour la civilisation des Bulgares, nous ignorons comment se serait développée celle des Chozars. Au X^e siècle, ce peuple fut affaibli par des luttes incessantes contre les Petcheneguis, autre tribu mongole. Les Russes eux-mêmes aidèrent ces derniers à détruire l'empire chozar.

Finnois et Lithuaniens. — La tribu la plus barbare d'origine mongole que les Slaves russes rencontrèrent au début de leur histoire était celle des Finnois. Les Tchoudes, ancien nom des Finnois, habitaient les régions marécageuses et boisées du Nord : Livonie, Esthonie et Finlande. Ce fut en 862 que les anciens Russes eurent avec eux leurs premiers rapports. Nous avons déjà dit que de la fusion des deux peuples naquirent les Grands Russiens. La pauvreté du pays, les rigueurs du climat devaient habituer le Grand Russe au labeur persévérant, opiniâtre, et lui apprendre à poursuivre d'une volonté ferme le but fixé. Il se distingue ainsi du Petit Russien du Dniepr, demeuré plus purement slave, à l'imagination plus

vive, la résignation plus grande, l'énergie lente et l'initiative moins développée.

Les Lithuaniens appartenaient à la famille aryenne slave et se mélangèrent plus tard avec des Mongoles. Dès le IIe siècle de l'ère chrétienne, ils peuplent toute la région comprise entre le Niemen et la Dvina occidentale, la Baltique et le Dniepr. Leurs tribus principales étaient les Porusses ou Prussiens (de po : autour de, et la Russ : affluent du Niémen), les Jmoudes, les Latiches, les Iatvagues. Leur manque de culture égalait celui des Finnois. Habitant comme ceux-ci un sol ingrat, leurs forêts les éloignèrent de toute civilisation, et ce fut seulement vers le XIIIe siècle qu'ils commencèrent à jouer un rôle dans l'histoire.

CHAPITRE II

LES PREMIERS KNIAZ DE RUSSIE

Au IXe siècle, les Slaves de Russie, divisés en peuplades dispersées et souvent hostiles les unes aux autres, étaient incapables de se défendre contre leurs puissants voisins les Chozars au Sud, les Varègues ou Northmans, au Nord. Pour ne pas être réduits en esclavage, ils durent leur payer un tribut. Cependant, les Slaves de l'Ilmen réussirent à chasser les Varègues. Mais les luttes intestines recommencèrent, des villes se soulevèrent les unes contre les autres.

Les Slaves russes avaient déjà alors plusieurs grandes cités : Kief, Lioubetch, Tchernigof, Smolensk, Polotsk et Novgorod. Ces villes étaient des centres de commerce florissants. Parmi les marchands étrangers, on comptait surtout les Varègues. Des hommes armés, constituant des *droujinis*, inspectaient les marchés et veillaient à ce qu'aucune marchandise ne fût volée. Des chefs varègues appelés *Konoungs* (en slave Kniaz), commandaient les droujinis. Ces Kniaz usaient souvent de la force armée pour devenir les maîtres de la ville. Les *Volosts* (ensemble de communes constitués par plusieurs rods), qui entouraient la cité tombaient de même sous la dépendance des Kniaz. Ainsi se formaient des *Kniajestvos* (principautés).

En l'an 862, les Slaves du Nord, fatigués des guerres civiles, résolurent de se réunir en *Vietché* pour étudier les moyens de rétablir l'ordre. Sur le conseil d'un starchi de Novgorod, on envoya des ambassadeurs aux Varègues. Les envoyés russes dirent aux princes variagues : « Notre patrie est immense et riche, mais le désordre y règne. Venez et gouvernez-nous ».

Trois frères, Riourik, Sinéouss et Trouvor partirent pour la terre slave avec leur droujina et leur rod. L'aîné, Riourik, s'établit à Novgorod, Sinéouss sur le Biéloozer (lac blanc), et Trouvor à Isborsk, près Pskof. Ces deux derniers moururent

bientôt et Riourik resta le seul Kniaz du nord de la Russie, fondateur de la dynastie qui porte son nom. On crut longtemps que ce chef avait appartenu à la tribu *Rousse* des Varègues.

Qu'étaient les Varègues ? Qu'étaient les Rousses ?

L'historien Platonoff nous cite l'opinion de l'académicien Bayer, qui considère les Varègues et les Rousses comme des Normands, et celle de Lomonossof. Ce dernier distingue les Variagues-Normands, et les Rousses, tribu qui descendait des Slaves prussiens ou po-roussiens dont nous avons déjà parlé.

Platonof nous dit, lui, que les anciens russes appelaient « rousses » toutes les droujinis varègues. Les Finnois eux-mêmes nommaient *Ruotsi* les Variagues. Cette dénomination fit que les Kniajestvos, fondés par les Varègues, portèrent le nom de « Russes », nom qui s'étendit à travers tout le pays et devint l'origine de « Russie ».

Platonof termine en nous faisant remarquer que les Grecs appelèrent « Varègues » les Normands venus s'enrôler dans leur armée, et « Rousses » un puissant peuple, formé de Slaves et de Normands, habitant les bords de la mer Noire.

Les Russes appelèrent donc l'étranger pour mettre l'ordre dans leur patrie.

Mille ans auparavant, en Gaule, les trois cents ou quatre cents peuples Gaulois, Ibères, Celtes et Germains ne cessaient de se faire la guerre et demandaient souvent le secours, soit des *Wehrt Manns* (hommes de guerre) d'outre-Rhin, soit des Romains. Mais l'intervention et l'établissement des Romains et des Germains en Gaule devaient transformer profondément le pays, tandis que les Kniaz Varègues ne modifièrent en rien l'état politique et social primitif des Russes.

On ne sait rien de précis sur le règne de Riourik. Une révolte vite réprimée eut lieu, semble-t-il, à Novgorod, où le Kniaz n'était pas aimé. De nombreux mécontents s'enfuirent alors à Kief, où régnaient deux droujinnikis de Riourik, Askold et Dir. Ceux-ci avaient réussi à délivrer les Polianes du tribut qu'ils payaient aux Chozars. Ils organisèrent aussi les premières expéditions contre *Tsargrad* (Constantinople, ville royale). Les Grecs répondirent en envoyant des prêtres à Kief, ceux-ci convertirent les deux princes au christianisme. Les historiens byzantins parlent des Russes pour la première fois à cette époque (865).

Oleg (879-912). — A la mort de Riourik (879), son fils Igor, étant encore trop jeune, Oleg, l'aîné de la famille, devint Kniaz. Le nouveau prince quitta Novgorod, descendit le Dniepr et

soumit les villes de Lioubetch et Smolensk. Puis il s'empara de Kief en tuant Askold et Dir, sous prétexte qu'ils n'étaient ni Kniaz ni de rods de Kniaz. Oleg appela Kief « la mère des villes russes » et en fit sa capitale (882).

Après de nombreuses guerres, il réunit sous sa domination un grand nombre de tribus slaves, les affranchissant ainsi du joug des Chozars.

Sa campagne la plus célèbre, celle de Grèce, se termina par la prise de Tsargrad (907). Une flotte puissante et une nombreuse armée furent équipées, et la chronique raconte qu'à un certain moment des roues furent mises aux vaisseaux et que les forces russes gagnèrent ainsi Constantinople à travers champs. Les environs de la capitale grecque furent dévastés et la ville investie. Les Grecs, épouvantés, consentirent à payer un tribut, et Oleg, en signe de victoire, suspendit son bouclier aux portes de Tsargrad.

Ce triomphe produisit en Russie une profonde impression ; le peuple, dans ses chants, donna à Oleg le nom de *Moudri* (Sage), reconnaissant ainsi sa supériorité.

Un voyant avait prédit au Kniaz qu'il succomberait à cause de son cheval. Le coursier mourut quelque temps après et Oleg, pour montrer le ridicule des prophéties, s'approcha du corps de la bête ; du crâne de celle-ci sortit un serpent qui piqua mortellement au pied le grand Kniaz.

Oleg avait formé un puissant état russe et signé les premiers traités de commerce avec Constantinople (907 et 911).

Igor (912-945). — Le fils de Riourik fit à son tour deux guerres contre Tsargrad. Dans la première, il fut moins heureux que son prédécesseur ; la flotte russe fut détruite. Dans la seconde, les Grecs vaincus ne lui donnèrent pas le temps d'arriver jusqu'à leur capitale : ils demandèrent la paix et signèrent avec Igor un nouveau traité de commerce. Lorsque celui-ci fut ratifié à Kief, les droujinnis du Kniaz jurèrent au nom du Dieu chrétien. Depuis Askold et Dir, les premiers princes convertis, le christianisme s'était donc déjà répandu parmi les habitants de Kief.

C'est sous le règne d'Igor que les Petchéneguis envahirent pour la première fois les terres slaves ; ils firent bientôt la paix avec le Kniaz et constituèrent même une partie de son armée lors de l'expédition contre Constantinople.

Igor fut tué par les Drevlianes au moment où il allait leur réclamer le tribut qu'ils lui devaient.

Olga (945-957). — La femme d'Igor devenant, selon les habi-

tudes slaves, à la mort de son mari, le chef de famille, régna au nom de son fils, Sviatoslaf, trop jeune encore. Obéissant aux coutumes de sa race, elle commença par se venger sur les Drevlianes de l'assassinat de son mari. Cette vengeance fut si terrible qu'elle terrifia ses contemporains.

Olga fit ensuite le tour de ses terres et précisa la valeur des tributs et impôts des différentes peuplades qui lui étaient soumises. Puis elle se rendit à Tsargrad, auprès de l'empereur Constantin Porphyrogenète. Celui-ci relata lui-même les détails de la réception dans le livre des cérémonies de la cour byzantine. Il fut frappé de l'intelligence et de la beauté de la Kniaguinia russe. Nestor, le chroniqueur russe du XI^e^ siècle, raconte qu'Olga embrassa la religion chrétienne durant ce séjour. Il assure même que Constantin demanda la main d'Olga et que celle-ci refusa. Mais le souverain grec, dans ses écrits, ne parle point du baptême de la Kniaguinia. On doit donc supposer que la femme d'Igor, baptisée sous le nom d'Hélène, s'était convertie à Kief, avant son voyage, et n'avait entrepris celui-ci (957) que pour adorer les Saintes Images et être bénie par le patriarche.

Le fils d'Olga, Sviatoslaf, sur la prière de sa mère de recevoir le baptême, refusa et prétendit que sa droujina se moquerait de lui.

L'église orthodoxe fit une sainte d'Olga, la première chrétienne russe.

Sviatoslaf (957-972). — Le nouveau Kniaz passa sa vie à guerroyer. Il menait une existence de discipline sévère avec sa droujina. Il assujettit une nouvelle tribu slave, les Vititchis, puis s'attaquant au puissant empire des Chozars, il conquit les deux villes, Sarkel et Itil. Après avoir battu les Siastes et les Tcherkesses du Caucase, Sviatoslaf fut invité par les Grecs à les aider dans leur lutte contre les Bulgares de la Volga. Le Kniaz envahit la Bulgarie et s'empara de la capitale Pereiaslavetz. Il voulut s'y établir : « Je n'aime pas Kief, dit-il, Pereiaslavetz est le centre de mon empire, toutes les richesses y abondent. Tzargrad y envoie son or, ses étoffes de soie, son vin et ses fruits ; les Hongrois et les Tchèques lui donnent leurs chevaux et leur argent et la terre russe lui fournit des fourrures, du miel, de la cire et des esclaves ».

A cette époque, les Petcheneguis vinrent assiéger Kief. Olga et les enfants de Sviatoslaf appelèrent celui-ci à leur secours. Le Kniaz revint et chassa les hordes mongoles. Olga mourut peu après. Son fils l'enterra chrétiennement et retourna à Pereiaslavetz.

Jean Zimiscès, l'empereur de Constantinople, redoutant la constitution d'un état slave aussi puissant, exigea que le Kniaz évacuât la Bulgarie. Sviatoslaf refusa (971). Les Grecs firent alors de grands préparatifs militaires et envahirent la Russie. Après plusieurs échecs infligés aux Russes, les Grecs rencontrèrent l'armée de Sviatoslaf à Dorostol. Une bataille sanglante s'engagea qui fut une nouvelle défaite slave. Sviatoslaf dut abandonner la Bulgarie de la Volga aux Grecs.

L'armée russe, épuisée par cette guerre, fut traitreusement attaquée à son retour à Kief par les Petchénéguis et écrasée sur les rives du Dniepr. Sviatoslaf y fut tué (972).

Vladimir le Saint (980-1015). — Sviatoslaf laissait trois fils, Iaropolk, Oleg et Vladimir. Iaropolk déclara la guerre à Oleg et le fit périr. Vladimir, apprenant ce meurtre, appela les Varègues à son secours, assiégea Polotsk, y tua le Kniaz Rogvold et épousa contre son gré Rogniéda, sa fille, fiancée de Iaropolk. Puis il s'empara de Kief et mit à mort Iaropolk. Les terres russes se trouvèrent de nouveau soumises au gouvernement d'un seul Kniaz (980).

Les premières années du règne de Vladimir furent marquées par de nombreuses guerres. Les Russes conquirent la Russie rouge ou Galicie, battirent les Iatvagues et luttèrent contre les Bulgares de la Volga.

Vladimir était un païen polygame, aux mœurs cruelles. Un jour, après avoir remporté un brillant succès sur les Iatvagues, il résolut d'offrir en sacrifice au Dieu slave Péroune, une victime humaine. Le sort tomba sur le fils d'un Varègue chrétien ; le père refusa de donner son enfant et s'écria : « Les Dieux des Russes ne sont pas des Dieux, mais des idoles fabriquées par des mains d'hommes. Je ne livrerai pas mon fils à ces chiens ». Le Kniaz ne supporta pas cette insulte publique aux divinités russes et fit mettre à mort le père et le fils. Mais le fier langage du chrétien avait produit une grande impression sur la foule et sur Vladimir lui-même. Le Kniaz décida d'étudier les religions de ses voisins. Ceux-ci, dès qu'ils apprirent les intentions du grand prince russe envoyèrent des ambassadeurs bulgares de la Volga, musulmans, chozars juifs, Allemands catholiques, venus au nom du pape, enfin des Grecs orthodoxes !

L'année suivante seulement (987), le Kniaz convoqua sa droujina et les starchiés de la ville pour décider quelle religion donner à la Russie. Ceux-ci lui conseillèrent d'envoyer des députés dans les différents pays afin de voir comment « chacun

servait Dieu ». Les envoyés voyagèrent longtemps, mais les splendeurs déployées à Tsargrad, dans la cathédrale de Sainte-Sophie, durant l'exercice du culte, les éblouirent tellement, qu'à leur retour ils déclarèrent à Vladimir : « Tout homme qui a goûté aux douceurs ne peut plus supporter ce qui est amer. Nous ne resterons pas ici. D'ailleurs, la plus sage des femmes, Olga, votre grand'mère, n'aurait pas embrassé l'orthodoxie si cette religion n'avait pas été supérieure aux autres ! »

La même année, des troubles intérieurs fort graves éclatèrent dans l'empire grec. L'empereur Basile II appela le Kniaz de Kief à son secours contre Bardas-Phocas. Vladimir consentit à conclure l'alliance, à la seule condition d'obtenir la main d'Anna, sœur du souverain grec. La révolte de Phocas fut réprimée grâce à l'intervention russe. Mais Basile II ne tint pas sa promesse. Vladimir lui déclara la guerre et vint assiéger Korsoune, la grande cité grecque de Crimée. Il prit la ville et envoya dire à Basile II qu'il marcherait sur Tsargrad s'il ne lui accordait point sa sœur en mariage. L'empereur grec répondit que sa sœur ne pouvait épouser un païen. Vladimir consentit alors à recevoir le baptême.

Ce fut en 989, à Korsoune, que Vladimir fut baptisé avec toute sa droujina. Son mariage avec la princesse de Tsargrad fut célébré de suite après.

Le Kniaz revint à Kief, accompagné du clergé grec. Les habitants de la capitale russe embrassèrent avec joie la religion orthodoxe, ils furent baptisés dans les eaux du Dniepr et les vieilles idoles renversées et précipitées dans le fleuve.

Le christianisme se répandit dans toute la Russie, mais la nouvelle foi ne fut pas acceptée partout aussi facilement qu'à Kief ; Vladimir dut employer la force contre les Novgorodtsis. Les Viatitchis se montrèrent aussi réfractaires à la propagande chrétienne. Les Russes de la Volga, sur lesquels les Volchvis (magiciens dont nous avons parlé), avaient beaucoup d'influence, fomentèrent même au début des révoltes ouvertes.

La fin du règne de Vladimir se ressentit de sa conversion. Le Kniaz fit activement construire des églises et des écoles ; de nouvelles villes furent bâties. Le bien-être du peuple devint l'unique souci du prince qui n'entreprenait rien sans demander conseil au clergé ; des réjouissances populaires furent organisées et des aumônes largement distribuées aux pauvres.

Les Bilinis chantent encore la gloire du Kniaz « *Krassnoie sol-nichko* » (Soleil d'or), et l'église russe l'a consacré saint.

Iaroslaf le Sage (1019-1054). — Les quatre années qui suivirent la mort de Vladimir se passèrent en guerres civiles entre ses fils. L'aîné, Sviatopolk, appelé « le Maudit », fit périr trois de ses frères ; le quatrième, Iaroslaf, rassembla à Novgorod une grande armée composée de Novgordtsis et de Varègues, puis déclara la guerre à Sviatopolk. Celui-ci demanda secours au roi de Pologne, Boleslas le Brave. Iaroslaf triompha et Sviatopolk mourut en exil. Mais Iaroslaf avait encore un frère : Mstislaf, qui régnait à Tucontorakane. Une guerre éclata à la suite de laquelle un partage eut lieu : Iaroslaf garda Kief et toutes les terres à l'Ouest du Dniepr ; Mstislaf eut Tchernigof et les régions à l'Est du Dniepr. Ce fut seulement en 1034, à la mort de Mstislaf que le pays russe entier fut de nouveau gouverné par un seul prince : Iaroslaf.

Les principaux événements de ce règne furent : la guerre contre la Pologne à qui les Russes enlevèrent la Galicie (1030), l'écrasement définitif des Petchenéguis (1034), et une nouvelle campagne contre Tsargrad qui fut le dernier effort des Russes contre la capitale grecque (1034). Une prédiction du temps assurait que les hommes du Nord prendraient un jour Constantinople. Cette prophétie attend encore sa réalisation.

De nouvelles villes furent fondées pendant ce règne : Iourico chez les Tchoudes, et Iaroslavl sur la Volga. Iaroslaf fit de grands efforts pour répandre davantage le christianisme. Ce Kniaz aimait beaucoup lire ; pour la première fois en Russie, on traduisit, sur son ordre, des livres grecs. Il ordonna au clergé de propager le plus possible l'instruction parmi le peuple, enfin il donna à la Russie son premier recueil de lois : *la Rousskaia Pravda*, (la Vérité russe).

Ce prince était connu de l'Europe entière. Henri I^er^, roi de France, épousa sa fille Anna ; deux autres de ses filles s'unirent au roi de Norvège et au roi de Hongrie. Iaroslaf, lui-même, avait comme femme une princesse suédoise. Son fils Vsevolode se maria avec une princesse de Tsargrad, fille de Constantin Monomaque.

La Russie devenait déjà un état européen, mais les circonstances historiques devaient rejeter ce peuple hors du puissant mouvement occidental et retarder de plusieurs siècles encore l'heure où il prendrait sa place comme grand Etat européen.

Une nouvelle version des Origines. — La nouvelle école historique russe dont le chef est le savant académicien Chakhmatoff, mort de privations en août 1919, donne une autre version des origines de l'Empire Russe. Nous en résumons ici très succinctement un commentaire fait par V. Parkhomenko, professeur à l'Université de Kief, qui étudie d'une manière plus rigoureusement scientifique l'histoire des VIIIe, IXe et Xe siècles.

Les souvenirs des premiers chroniqueurs russes s'arrêtent au siècle de Iaroslaf le Sage (environ 1015-1025). Lorsqu'ils étudient des époques plus lointaines, ils expliquent les événements et tirent parfois les faits eux-mêmes d'événements plus rapprochés, évoluant dans les limites du XIe siècle. Enfin les chroniqueurs s'étaient formé une idée déterminée de l'unité de la Russie et d'une dynastie princière (de Kniaz) unique.

C'est pourquoi l'historien ne peut ajouter foi aux récits concernant l' « appel des Variagues » en 862, à l'histoire de Riourik et d'Oleg, de l'expédition de ce dernier de Novgorod à Kief, etc. Ces relations furent combinées, rédigées à la limite du XIe et XIIe siècles et reflétèrent des faits et événements qui eurent lieu au XIe siècle.

Le début de l'histoire de la Russie ou plutôt des Slaves de l'Est reste tout à fait obscur jusqu'au VIIe siècle. Du VIIIe au IXe siècle, nous voyons trois groupes de tribus, vivant isolés, subissant des influences économiques, civilisatrices différentes. La première, au Nord : les ancêtres des Slaves Ilmènes et Krivitches, entre Ladoga, Polotsk et Gnesdof, près Smolensk ; par les Normands et la Bulgarie Kamskaia, l'Orient influe sur eux. Le second, au Sud-Ouest : les ancêtres des Oulitches, des Drevlianes et des Tivertses, sur le milieu du Dniepr, le bas de ce fleuve et aussi le Pripeth ; leurs villes sont : Peresetchen, Iskorosten et une ville dont le nom demeure inconnu sur les terres de la future Kief ; ces tribus sont en relations avec des colonies byzantines, les Bulgares du Danube et, en général, avec les Slaves du Sud et de l'Ouest. Le troisième groupe, au Sud-Est : les ancêtres des Kolianes, des Severianes, des Viatitches et des Radimitches ; ils vont du Caucase du Nord vers la Volga, de Tmoutorokane et d'Itil des chozars, ils étendent leurs colonies le long du grand fleuve jusqu'aux terres de Rostof-Mourom ; ils subissent fortement des influences et des mélanges étrangers et forgent la gloire de la « Rouss » du IXe siècle de la mer Caspienne à la mer Noire.

Le IXe siècle, surtout sa seconde moitié, est l'époque des

grandes migrations des tribus dans le midi de la Russie, allant de l'Est à l'Ouest. Les Ougres, les Petchénègues, un groupe de chozars, des Slaves du Sud-Est : ils se dirigent vers l'Oka et la terre de Souzdal, puis vers le Dniepr.

Au Xe siècle, les Slaves rostof-mouromskie sont une force politico-nationale et c'est de cette époque (et non du XIIe siècle) que l'histoire de la « Rouss Souzdalskaia » doit commencer.

Vers 940-945, le Kniaz-Kogane Igor, venu du Sud-Est, construit sur la rive droite du Dniepr la forteresse de Kief (le vieux Kief), et bien qu'il succombe bientôt dans cet effort, ses descendants gardent cette forteresse et se consolident sur la rive droite du Dniepr.

Ces migrations ont pour conséquence la prise de contact des trois grandes tribus ci-dessus nommées et la formation des Kniajestvos de tribus, et des dynasties princières. (Sveneld et Mala, drevliane ; Rogvolod de Polotsk, et autres.) Parmi elles, se distingue la dynastie des Koganes de Kief, venue du Sud-Est de la Rouss. Ce sont les événements historiques qui rejettent la Volga au second plan et relèvent l'importance de Byzance et du Dniepr. C'est ainsi que le fils d'Igor, Sviatoslaf met son fils Vladimir sur le trône de Novgorod, dans le Nord : Vladimir doit presque immédiatement entrer en lutte avec les Normands.

Vladimir quitte bientôt Novgorod, revient à Kief. La guerre pour Novgorod commence alors (car cette ville est un carrefour important sur la route « des Variagues aux Grecs ») entre Kief, Polotsk et Rostof-Mourom. Iaroslaf Vladimirovitch, grâce à un mariage avec une princesse suédoise, garde Novgorod et le donne à son fils.

Ainsi Iaroslaf unifie, dans une certaine mesure, les trois groupes de tribus et permet à ses petits-fils de se répandre sur tout le territoire des Slaves de l'Est. Et, sous l'influence de l'Occident, le Kogane de Kief devient Kniaz et maître de la route « des Variagues aux Grecs ».

Tous ces événements, qui eurent lieu au début du XIe siècle, ont modifié le sens des relations des chroniques concernant les origines de l'Etat Russe : ils ont rajeuni les vieilles et obscures traditions du Nord, du Sud-Ouest et du Sud-Est. Quant aux idées et chronologies des chroniques byzantines (ainsi la guerre avec la Rouss en 860) — ils les avancèrent d'un siècle et rendirent contemporains et parents des héros de différentes villes et époques.

CHAPITRE III

L'EUROPE ET LA RUSSIE AU XI[e] SIECLE

« Comment se fait-il que les pays que Rome n'a point conquis et longuement possédés tiennent aujourd'hui une si grande place dans le monde, qu'ils aient une originalité si forte et cette pleine confiance en l'avenir ? » Cette question, posée par Lavisse, s'appliquerait-elle aussi à la Russie ? Il est permis de le supposer.

Le problème soulevé par l'historien incite à des parallèles que l'étudiant en histoire a tout intérêt à approfondir et que nous développerons dès le XI[e] siècle, époque à laquelle le destin russe semble vouloir s'affirmer.

Lavisse déclare que, dès le moment où la vie publique de l'empire romain a cessé, l'Italie, la Gaule, l'Espagne, ne savent pas devenir des nations et que leur existence historique ne commence qu'après l'arrivée des Barbares.

Malgré tous les bouleversements causés par l'invasion de ces derniers, l'influence de la civilisation romaine est demeurée intacte ; l'état politique et social de l'Europe occidentale à l'origine, et durant le développement du régime féodal nous le prouve. La Russie de même, nous l'avons vu, a été envahie par les Barbares qui ne laissèrent pas non plus dans ce pays de forte empreinte de leur passage. Nous étudierons plus tard les répercussions provoquées chez les Slaves russes par la longue invasion des Tatares.

Mais, tandis que Rome et Athènes continuent à survivre en Occident, la Russie se forge elle-même un destin qui, sous Iaroslaf déjà, commence à s'individualiser.

Nous essayerons de montrer comment, dès le début de son histoire, le grand pays slave se différencie de ses frères aryens et, dans la suite de ces parallèles, nous nous adresserons d'abord et surtout à la France, car, Fustel de Coulanges l'a fort bien

développé, elle fut la nation type du régime féodal, comme elle devait être le pays modèle du principe de la monarchie absolue, la patrie de l'Idée libératrice de l'humanité.

La France. — Quatorze siècles avant l'arrivée du Konoung Riourik en terre slave, vers l'an 600 avant J.-C., les Grecs avaient fondé les villes de Nice, d'Agde, d'Antibes, d'Arles et de Marseille. Et, tandis que les Slaves n'étaient pas encore descendus des Carpathes pour peupler la Russie, la jeunesse marseillaise étudiait déjà l'*Iliade* et l'*Odyssée*.

Lorsque les Romains arrivèrent en Gaule ils y trouvèrent les bases d'une civilisation qui devait durer.

Les Celtes ressemblaient beaucoup, physiquement, aux Slaves, au point que certains historiens les auraient volontiers appelés *Celto-Slaves*. Quelques traits de caractère chez le Gaulois rappellent, en effet, l'ancien russe : un besoin d'instruction instinctif, une large hospitalité, une promptitude à passer de l'enthousiasme au désespoir, enfin une grande difficulté à subir toute discipline.

Les Gaulois avaient eu déjà de puissants monarques, de fortes oligarchies ; des Sénats ou Conseils des Anciens s'étaient réunis maintes fois pour résoudre des questions politiques ; il était arrivé même que le peuple entier, avec le Sénat, avait élu un *rix* (chef suprême) ; un clergé fortement organisé, dont les prêtres étaient aussi des médecins et des juges, les Druides, exerçaient sur les peuples gaulois une profonde influence.

Comme le dit Alfred Rambaud, ce fut un malheur que la conquête de César nous ait imposé la civilisation latine. Il n'a pas été permis à nos ancêtres de montrer ce qu'ils auraient pu produire par leur génie propre, en s'inspirant des progrès accomplis par leurs voisins.

Qui sait, en effet, si de cette civilisation perdue une culture ne serait pas née, mi-slave, mi-celtique ?

Mais onze siècles ont passé. Quelle est, à cette époque l'organisation du peuple français ?

Après le partage de l'empire de Charlemagne au traité de Verdun, le royaume de France existait toujours et la féodalité française était née. Charles le Chauve avait déclaré que tout homme libre pouvait se choisir un seigneur et que nul vassal du roi n'était contraint de le suivre à la guerre, sauf contre l'ennemi étranger. Les duchés et les comtés formaient déjà les divisions essentielles de la France féodale. Les alleux avaient disparu pour faire place aux fiefs. Les suzerains de certains nobles pouvaient en même temps être vassaux d'autres sei-

gneurs ; il arrivait qu'un roi fût vassal d'un autre souverain ; ainsi Guillaume le Conquérant, maître chez lui, en Angleterre, était, comme duc de Normandie, vassal du roi de France. Une hiérarchie extrêmement compliquée s'était organisée dans la noblesse et le clergé français. Le morcellement du territoire en duchés, comtés, marquisats, archevêchés-duchés, évêchés-duchés et évêchés-comtés, devint la cause d'une multitude de guerres intérieures qui ruinaient le peuple dont les moissons étaient incendiées, les bêtes enlevées, les villages détruits. Non seulement la royauté, affaiblie, ne put empêcher ces massacres, mais elle dut les consacrer en 847.

La royauté, au moment où le régime féodal battait son plein, ne pouvait être qu'impuissante. Charlemagne, empereur des Romains, Auguste, qui voulut mettre fin aux guerres privées en contraignant les seigneurs à se soumettre à son arbitrage, échoua et fut obligé de subir les conditions de son époque. Comment les suzerains auraient-ils obéi à un roi, lui-même vassal d'un noble plus puissant ?

Du IX^e au XI^e siècle, les féodaux élisent des souverains et se révoltent contre eux. Si la royauté ne disparut pas, ce fut grâce à la tradition romaine conservée par l'Eglise qui avait besoin pour vivre d'un fort pouvoir temporel, et voulue par le peuple chez qui le souvenir du grand Charles survivait, nourrissant chez lui le désir d'un maître respecté. Tous les roturiers, vilains francs descendants des colons de l'époque romaine, ou serfs mainmortables sentaient la nécessité d'un pouvoir qui les protégeât contre l'oppression cruelle et ruineuse des nobles et souvent aussi des prêtres.

Dans la France primitive, toute loi générale était inconnue. Le droit romain régissait le Midi. Le droit canon s'ajoutait à lui pour juger les ecclésiastiques. Quant à chaque grand peuple germain, il possédait ses lois propres, des codes écrits existaient. Plus tard, ceux-ci empruntèrent beaucoup à la législation de Rome. C'est par la volonté de l'Eglise que le droit romain, plus sévère, plus rigoureux, supplanta la loi barbare trop douce. Il fallut punir autrement que par le rachat avec l'argent les crimes contre la religion. Pour rendre la loi commune à tous les peuples du royaume, des capitulaires furent rédigés. Au IX^e siècle, ils réglaient les devoirs envers l'église, le commerce, les mesures administratives et aussi le recrutement de l'armée. Des tribunaux, permanents depuis Charlemagne, siégeaient pour faire respecter la loi. Des prisons furent construites, institution romaine, le mot germain, qui

signifie prison, venant du terme latin : les barbares ignoraient ce genre de châtiment.

Nous pouvions trouver en Gaule déjà un peuple serf, une classe noble dominant une royauté impuissante, des prêtres sachant infliger des punitions sévères, recourant au jugement de Dieu, aux ordalies, ces épreuves terribles et pratiquant déjà une sorte d'excommunication.

Mais, au XI^e siècle, Rome a mis l'empreinte puissante de sa civilisation sur les hommes et les choses, nous venons de le voir. Un *Korol* (en Slave : roi), un Karl, un Charlemagne put même, un instant, faire renaître l'empire romain et toucher, sans les conquérir, les terre slaves de Russie. C'est à la fin de ce siècle que se produisit un des mouvements les plus grandioses vécus par l'Humanité : les Croisades allaient bouleverser profondément la Chrétienté romaine. La France, comme toujours dans les grands événements de l'histoire mondiale, devait y jouer le premier rôle.

Les Croisades, cependant, auraient pu être évitées. L'ignorance, les préjugés religieux et politiques, l'intérêt de la papauté, contribuèrent à leur naissance. Si Lavisse a pu dire : « Il n'est pas certain que ce soit un bonheur pour nous que César ait vaincu Vercingétorix », ne pouvons-nous écrire : Combien de deuils, de souffrances, de crimes nouveaux auraient pu être épargnés à l'humanité si Charles Martel n'avait pas arrêté les Arabes, en l'an 110 de l'Hégire. La riche culture de ceux que les Croisés appelaient, dans leur mépris et leur haine, Sarrasins, Infidèles et Païens, aurait agi plus tôt sur l'Europe occidentale, la civilisation franque et romaine.

Cinquante ans après la dernière marche des armées russes de Iaroslaf sur Tsargrad, la capitale que Rome devait flétrir du nom de « Schismatique », le pape Urbain II prêchait en France la première Croisade, non seulement pour châtier les Infidèles, mais aussi certainement pour ramener à l'Eglise romaine les Schismatiques de Tsargrad.

L'Angleterre. — L'Angleterre, au début de son histoire, vécut comme la Gaule, de nombreuses invasions. Les Gaëls et les Bretons furent ses premiers habitants. Ces derniers avaient les mêmes institutions que les Gaulois. Les Druides s'instruisaient en *Bretagne* (nom donné à l'Angleterre par les Romains) avant de venir en Gaule, et la Bretagne leur servit de refuge lorsque les empereurs romains les persécutèrent. Les Angles et les Saxons (guerriers germains) vinrent ensuite, suivis au IX^e siècle

par les Danois. Deux cents ans plus tard, enfin, en 1066, Guillaume, duc de Normandie, gagna la bataille de Hastings et conquit l'Angleterre.

A la fin du XI^e siècle, l'Angleterre est un tout petit pays gouverné par un duc étranger, vassal du roi de France. L'Irlande le pays de Galles et l'Ecosse sont des Etats indépendants. La conquête de l'Angleterre par Guillaume devait avoir une influence décisive sur les destinées de ce pays. Le vainqueur confisqua les terres et tous les biens des vaincus. Plus de soixante mille fiefs furent distribués, non seulement à des seigneurs et à des bourgeois de France, mais à de simples soldats paysans qui devinrent barons ou comtes, fondant la nouvelle noblesse anglaise.

Dans cette création de la noblesse par le suzerain du pays, réside la grande différence entre le régime féodal de France et celui d'Angleterre. Les comtes et les barons tenaient leurs bénéfices de leur souverain. Celui-ci n'était pas élu, comme en France, par les nobles féodaux, il se trouvait donc, non seulement le suzerain de tous, mais encore un maître absolu. Quant à l'Eglise, elle dépendait également du roi, car les plus hautes dignités ecclésiastiques furent enlevées aux Anglo-Saxons et données à des prêtres et à des moines normands.

On voit ainsi, d'une manière frappante, comment la France du XI^e siècle représente la « féodalité type » qui devra évoluer vers la royauté absolue, alors que l'Angleterre, avec sa royauté organisée, n'a déjà plus qu'un pas à franchir pour la conquête de la liberté politique. En 1086, Guillaume le Conquérant assemble à Salisbury tous les vassaux, les vassaux de ses vassaux, tous les propriétaires d'Angleterre, puis les oblige à l'hommage et au serment de fidélité. L'absolutisme d'un monarque était chose trop jeune pour l'Europe, ce régime ne pouvait durer.

Le Saint Empire romain-germanique. — L'Allemagne est née du partage de l'empire de Charlemagne. Les Saxons, les Francs, les Bavarois et les Souabes furent ses premiers peuples. Chacun de ceux-ci donna son nom aux régions qu'il occupait : la Saxe, la Franconie, la Bavière et la Souabe. Des marches, Etats frontières, furent créés pour protéger les Germains contre les peuples de l'Est, Slaves et autres. L'Autriche était une de ces marches. C'est sur la rive gauche du Rhin que naquirent les premières grandes villes germaniques : Strasbourg, Bâle, Mayence, centre religieux, Worms, Trêves, Cologne, Francfort-sur-le-Main qu'habitent de préférence les souverains.

Comme en Angleterre et en France, le régime féodal s'organisa vite. Mais de même qu'en France, la noblesse et le clergé désirant maintenir leur indépendance, conservèrent le principe de la royauté élective, établi pendant le règne des derniers Carolingiens germaniques. Pour amoindrir davantage la puissance, le rôle des souverains, les ducs et les évêques donnaient successivement la couronne à des princes de duchés différents.

Le premier grand roi germanique fut Otto (936-973). Des herzog (ducs) se révoltèrent contre lui après son couronnement à Aix-la-Chapelle. Otto passa quinze années de son règne à guerroyer contre les féodaux rebelles. Pour triompher d'eux plus facilement, le roi contribua au développement de nombreuses petites seigneuries et envoya dans chaque duché un fonctionnaire, homme à lui, le Palatin. En Angleterre, les rois nommaient aussi dans les comtés des shérifs, fonctionnaires en qui ils avaient entière confiance. Ces terres féodales nobles, auxquelles s'ajoutèrent les fiefs ecclésiastiques, augmentèrent le morcellement de la Germanie. Tandis que la royauté, puissante dès le début en Angleterre, et plus tard en France, favorisait l'unité dans les deux nations, la royauté allemande, dès Otto, travailla ainsi, malgré elle, à l'anarchie.

Un événement imprévu obligea Otto à s'intéresser aux affaires intérieures de l'Italie.

L'Italie, après le partage de Verdun où sa partie septentrionale fut comprise dans le royaume de Lothaire, se trouva divisée en de nombreux Etats, sans aucun lien entre eux. Au nord se constitua le royaume des Lombards, dont la capitale était Pavie, et se formèrent plusieurs grandes villes : Milan, Venise, Florence. Au centre grandirent les Etats de l'Eglise et plusieurs principautés féodales, entre autres les comtés de Toscane. Au sud naquit le royaume de Naples, qu'une dynastie normande posséda tout d'abord. Au XI[e] siècle, des nobles français conquirent l'Italie méridionale et la Sicile, appelèrent des compatriotes, chevaliers ou roturiers, et leur donnèrent des fiefs : c'est ainsi que se fonda le royaume des Deux-Siciles.

Une reine lombarde veuve, Adélaïde, avait été mise en prison par le roi Bérenger, sur son refus d'épouser le fils de ce dernier. Elle appela Otto à son aide ; le roi germanique réunit une armée, traversa les Alpes et arriva à Pavie. Les Lombards n'offrirent aucune résistance. Otto épousa Adélaïde, mais laissa la couronne à Bérenger. Dix ans plus tard, en 962, celui-ci déclara la guerre au Pape Jean XII, qui demanda secours à Otto. Pour la seconde fois, l'armée germanique passa les Alpes,

mais, après avoir occupé Pavie, elle traversa l'Italie et entra dans Rome.

Otto voulut alors se faire couronner *imperator*, titre que Charlemagne avait porté. Son ambition était la reconstitution de l'empire romain ; or, à cette époque, seul le pape pouvait couronner un empereur. Jean XII donna donc la couronne à Otto (2 février 962). Toute la noblesse romaine jura fidélité à l'Allemand. Otto devenait *roi des Francs et empereur souverain de l'Italie et de Rome :* le saint empire romain germanique était fondé. Les villes de Florence, de Milan, de Venise devenaient vassales de l'empereur, du moins nominalement.

Otto fut à cette époque, et seulement en apparence, le prince le plus puissant de l'Europe. Mais, bien qu'il portât la couronne d'argent pour la Germanie, la couronne de fer pour l'Italie et la couronne d'or pour Rome, il n'avait point de capitale. Les féodaux germaniques ne lui permirent point d'en avoir en Allemagne et le pape ne voulut pas qu'il résidât à Rome. Jean XII ne cessait d'ailleurs d'intriguer contre Otto, s'unissant à la noblesse féodale allemande. L'imperator revint en Italie, déposa le pape et en fit nommer un autre ; premier conflit entre l'empire et la papauté.

A la mort d'Otto, les féodaux donnèrent la couronne à un Bavarois, puis à un Franconien. Au XI^e siècle, ce fut un Franconien, Henri IV, qui, à propos de la célèbre querelle des investitures (1077) s'engagea dans un conflit dangereux avec le pape Hildebrand-Grégoire. L'empereur-roi dut aller jusqu'à Canossa s'humilier, tête et pieds nus dans la neige, et implorer le pardon du pape. Grégoire VII écrivit aux nobles et aux ecclésiastiques féodaux l'humiliation qu'il avait infligée à leur roi. La féodalité germanique, qui ne cherchait qu'un prétexte pour se révolter contre le roi qu'elle élisait, se souleva. Henri IV écrasa cette insurrection.

Mais, malgré ce succès, son autorité resta amoindrie en Allemagne, et en Italie, où le souverain n'était craint et obéi qu'à condition d'être suivi de son armée. L'empereur-roi continua donc d'être un monarque sans puissance et sans capitale.

La Papauté. — Tandis que la féodalité s'organisait et que la royauté naissait, comme nous venons de le montrer brièvement pour les plus grands peuples de l'Europe du XI^e siècle, une puissance grandissait, formidable déjà à cette époque : celle du gouvernement de l'Eglise romaine. L'évêque de Rome élu par les prêtres et les chrétiens de la Ville Eternelle, était

considéré par les empereurs de Tsargrad comme un simple fonctionnaire religieux. (Rome, depuis le partage de l'Empire romain par Théodose, en 395, dépendit pendant plusieurs siècles de l'Empire byzantin.) Il allait devenir avec Grégoire le Grand, au VI^e^ siècle, une force qui compléta l'œuvre de la conversion au christianisme des peuples de l'Occident.

Mais l'Eglise, avant les grandes réformes du pape Grégoire VII, avait perdu de sa beauté, de sa grandeur, de la pureté des premiers siècles. Elle ne sut pas, étant donné sa mission, rester assez en dehors du monde profane, et adopta les coutumes féodales. Des membres du clergé séculier et du clergé régulier devinrent persécuteurs d'hommes libres, violents, polygames, aimant la guerre. Déjà Charlemagne est obligé de prendre des mesures énergiques contre « ceux qui ont renoncé au monde, afin d'augmenter tous les jours leurs biens par tous les moyens, licites et illicites, de suivre la passion d'acquérir jusqu'à corrompre par argent des témoins pour avoir le bien d'autrui et, sans crainte de Dieu, transporter çà et là les reliques des saints, afin de pouvoir bâtir de nouvelles églises en amenant les simples à se dépouiller de leur avoir pour les doter ». Au X^e^ siècle, on vit un roi de France nommer archevêque un enfant de douze ans. En 1033, Benoît fut élu pape n'ayant pas treize ans. Des évêchés furent vendus à des laïcs ; la simonie ou commerce de dignités ecclésiastiques et d'objets de piété se pratiquait beaucoup. Enfin, comme les évêques et les moines étaient de grands propriétaires, ayant admis le principe féodal de la « mainbournie » ou tutelle à l'égard de leurs vassaux, ils furent obligés de défendre leurs terres et de devenir comme les seigneurs laïcs, des hommes de guerre.

Le clergé féodal, séculier ou régulier, avait une puissance égale à celle de la noblesse. Hildebrand-Grégoire, devenu pape, comprit tout le parti politique que l'Eglise pouvait tirer de ce régime pour l'acquisition du pouvoir temporel, mais il fallait tout d'abord réformer les mœurs des prêtres et interdire aux laïcs, monarques ou nobles, de donner l'investiture d'un évêché ou d'une dignité ecclésiastique quelconque. Des évêques simoniaques furent exclus de l'Eglise, exclus également tous les prêtres qui ne voulurent pas se séparer de leurs femmes. Quant aux investitures, l'interdiction papale prenait une importance politique capitale. Il s'agissait non seulement de retirer aux souverains et aux nobles la possession de territoires considérables attachés aux dignités ecclésiastiques et

dont ils avaient été les donataires, mais encore de priver de tout pouvoir temporel les maîtres laïcs de la chrétienté. Henri IV, roi de Germanie, déclara le premier la guerre à la papauté. Nous avons vu son humiliation à Canossa. Henri IV devait prendre sa revanche. Sept ans après Canossa, il entrait dans Rome et forçait Grégoire à fuir ; le pape mourut bientôt après à Salerne (1085).

De terribles guerres entre les empereurs-rois et les papes commencèrent alors ; elles devaient longtemps ensanglanter l'Allemagne et l'Italie. Les premières grandes luttes religieuses naissaient.

A la fin du XI^e siècle, la papauté avait couronné deux grands rois, Charlemagne et Otto, brisé l'orgueil d'un troisième, et provoqué le grandiose mouvement des Croisades.

L'Allemagne, Tsargrad et les Slaves. — L'empire grec date de la mort de Théodose, en 395. Tandis que Rome devait succomber définitivement au V^e siècle, écrasée par les barbares germains, Byzance, devenue Constantinople, capitale grecque, vécut jusqu'au XV^e siècle, en l'année 1453, où elle tomba sous la domination turque.

L'Empire Byzantin comprenait l'ancienne Grèce, la Macédoine, la Bulgarie et avait des possessions en Asie et en Afrique. Constantinople, que les Slaves russes appelaient Tsargrad, demeurait un centre puissant de civilisation. Un grand empereur, Justinien, fit rédiger au VI^e siècle le *code*, ensemble de toutes les lois romaines, qui forment, aujourd'hui encore, la base de nos études de droit. On trouvait dans la bibliothèque byzantine les chefs d'œuvre de la littérature antique gréco-latine. Enfin, de même que l'ancienne France civilisa les barbares germains, Tsargrad, foyer intense, donna sa culture à la majorité des barbares slaves.

Nous avons dit comment les Slaves peuplèrent l'Europe centrale et orientale.

La Germanie créa des *marches*, comtés frontières gouvernés par des margraves. Ceux-ci furent chargés de combattre, de réduire en esclavage, de convertir au catholicisme les Slaves les plus voisins de l'Est. De nombreux villages furent incendiés, des habitants massacrés ou vendus. Le mot esclave, *slave* en anglo-saxon, date de cette époque. Il est curieux de remarquer, d'autre part, qu'en langue slave, le terme *slava* signifie gloire.

L'Allemagne occupa toute la région dévastée, extermina les Slaves qui résistaient encore et convertit par la force les

autres au catholicisme. Elle créa ainsi une nouvelle province allemande, le Brandebourg.

Les princes slaves polonais, effrayés par la force germanique, se reconnurent tout d'abord sujets allemands. Ainsi, au Xe siècle, le margrave Géro oblige Mieszko à reconnaître la suzeraineté de l'empereur-roi. Les Polonais embrassèrent la foi catholique ; un nonce du pape présida lui-même à la naissance de cette religion en Pologne. Ce fut seulement au XIe siècle qu'avec Boleslas le Chrabri (le brave) et plus tard avec Boleslas II le Hardi, que les monarques polonais commencèrent à secouer le joug germanique et se proclamèrent indépendants.

Les Slaves tchèques, habitant la Bohême, devinrent eux aussi sujets catholiques de la Germanie sous le roi Otto. Celui-ci donna le nom de herzog aux princes établis à Prague. C'était en faire ses vassaux.

Au XIe siècle, tous les Slaves du Nord jusqu'à l'Oder, les Polonais et les Tchèques, asservis ou vassaux, appartenaient au catholicisme et se trouvaient soit complètement germanisés, soit formant partie de l'empire d'Allemagne.

Les Slaves du Sud, Serbes et Bulgares, eurent une destinée différente. Les Serbes croates et dalmates établis sur le littoral de l'Adriatique se trouvèrent en contact avec des missionnaires catholiques et subirent l'influence de la civilisation occidentale. Les Serbes de la Vieille Serbie, bosniaques, herzégoviniens, monténégrins et aussi macédoniens s'attaquèrent au VIIe siècle à l'empire byzantin, mais furent soumis par ce dernier. Au IXe siècle, Tsargrad leur envoya ses prêtres qui les initièrent à la culture byzantine.

Les Bulgares établis sur le cours inférieur du Danube assaillirent, eux aussi, l'empire grec au VIIe siècle. Plusieurs fois, durant les trois cents ans qui suivirent, ils menacèrent Constantinople sans parvenir à l'occuper. Au XIe siècle, les Bulgares étaient vassaux des empereurs de Tsargrad.

Revenons aux Slaves de l'Est, les Russes. Ils sont, au XIe siècle, le seul peuple slave indépendant. Comme les Serbes et les Bulgares, ils ont plus d'une fois fait trembler Tsargrad. Nous avons déjà écrit comment cette ville leur donna sa religion et rechercha souvent leur alliance. Mais avant de parler de l'influence de l'orthodoxie sur la Russie, nous devons faire mention des Magyars ou Hongrois, peuple nomade qui allait, dans la suite, jouer un rôle important dans les rapports entre Germains et Slaves.

Venus d'Asie, ayant traversé la Russie, les Magyars, pillant tout sur leur passage (des Hongrois envahirent même la France) peuplèrent la région qui forme la Hongrie d'aujourd'hui. Vers l'an 1000, un de leurs rois, Waïc, ayant épousé une princesse allemande, embrassa le catholicisme et contraignit, sous peine d'esclavage, tous ses sujets à recevoir le baptême. Le pape lui envoya une couronne. Ce fut le premier roi de Hongrie, connu sous son nom chrétien d'Etienne. L'organisation du royaume se fit sur le modèle du régime féodal allemand. Les villes hongroises furent peuplées en majorité par des Germains, marchands et ouvriers que les rois magyars appelèrent.

Nous ne pouvons finir ce chapitre sans rappeler qu'au milieu du XI^e siècle, en 1005, Tsargrad rejeta l'autorité du pape. Ce fut le schisme grec. Bien des conflit sanglants naquirent de cette séparation religieuse entre les peuples de civilisation latine et ceux qui durent leur culture à Tsargrad. Des historiens expliquent aussi par la différence de religion la haine réciproque des Slaves russes et des Slaves polonais.

Au XI^e siècle encore, les Turcs, dont nous parlerons plus tard, attaquèrent l'empire byzantin. L'empereur de Tsargrad demanda secours au pape (1073). En 1078, les Musulmans prenaient Jérusalem. Ce fut la cause première des croisades. Le véritable péril turc ne devait menacer l'Europe entière que quatre cents ans plus tard.

Tsargrad et la Russie. — Nous espérons avoir suivi depuis le début de cette histoire, les premiers pas de la Russie et des grands peuples européens avec suffisamment de clarté pour que l'étudiant tire lui-même les conclusions évidentes.

Au XI^e siècle, une Europe en formation se débat entre la tradition romaine qui s'impose et les lois nouvelles du germanisme barbare, modes qui se transformeront sans disparaître au contact de la tradition antique. Des nations germano-gréco-latines naissent, un régime féodal presque semblable partout s'organise, des classes fortement constituées déjà hiérarchisent la société. La noblesse et le clergé sont deux puissances qui dominent la royauté ou la contraignent à compter avec elles. Le peuple, troisième classe, asservie, n'existe pas en tant qu'individualité légale. Il est trop tôt pour parler de la bourgeoisie, qui commence à peine à se détacher du bloc de la roture.

Les bases de la société européenne sont solides. Une nouvelle civilisation grandit, qui a *reçu* de l'antiquité et qui déjà

donne. Rien de pareil en Russie. Aucune force sociale assise sur des bases traditionnelles ou nouvellement créées ne s'est encore individualisée. La Russie n'a rien reçu et est encore trop « informe » pour qu'on sache ce qu'elle donnera. Des Kniaz ont su créer une unité dans un peuple disséminé à travers de trop vastes étendues. Mais on sent cette unité très fragile, trop à la merci des puissants voisins germains, grecs et même slaves, ainsi que des redoutables hordes d'Asie.

La gloire de Iaroslaf, à laquelle aboutirent les efforts des premiers princes, ne fut qu'un avertissement pour l'Europe étonnée et attentive déjà aux faits et gestes d'un pays nouveau, qu'une flamme vite éteinte dans une nuit qui devait durer encore plusieurs siècles.

Mais heureusement pour l'avenir de la Russie, ses premiers kniaz la mirent en rapport avec Constantinople. Un destin poussa dès le début de leur vie les Slaves russes vers Tsargrad. Tsargrad, ville royale, étonnait les barbares de Kief par ses splendeurs, ses richesses, ses beautés. Ils en revenaient toujours plus émerveillés, plus attristés de retrouver leur pays pauvre et misérable. Mais l'heure vint où Tsargrad donna sa religion à la sainte Russie. La culture de ce grand pays naquit avec le christianisme.

Nous étudierons maintenant les répercussions profondes provoquées par cet éveil moral sur la vie russe.

CHAPITRE IV

LE CHRISTIANISME en RUSSIE, FEODOSSI, VLADIMIR MONOMAQUE

Rôle de l'Eglise. — La foi chrétienne, embrassée à Kief à la fin du Xe siècle, se propagea par les voies fluviales vers le Nord et le Nord-Est du pays. Mais, comme nous l'avons dit, les *volchvis*, voyants, magiciens et sorciers surent user de leur influence pour mettre obstacle au succès de la religion du Christ. Des révoltes eurent lieu çà et là, mais sans lutte sanglante comme en Occident. Le Paganisme russe n'avait pas à se défendre, ne possédant aucun culte organisé. L'élan religieux des anciens Russes était tout intérieur, contemplatif, mystique. Ce mysticisme se fit sentir dès la conversion du peuple à l'orthodoxie. Les missionnaires de Tsargrad ne cessaient de se plaindre : leurs fidèles ne se rendaient à l'église que deux ou trois fois par an, d'autres n'y mettaient jamais les pieds et ceux-là mêmes qui venaient d'adresser leur plus fervente prière au Dieu chrétien s'empressaient immédiatement après, de revenir à leur vieux chêne, à leur saule, au lac près duquel ils avaient construit leur demeure, en appelant au *domovoï*, au *liéchi*, au *vodianoï* aux innombrables esprits qui, ils en étaient certains, peuplaient l'invisible. Dans la rue, le Russe évitait les prêtres et les moines : pareille rencontre était présage de malheur. Les réjouissances païennes ne disparurent pas, mais les nouveaux chrétiens les adaptèrent à la religion reçue : la fête du Soleil d'hiver tomba le jour de Noël, celle du Soleil d'été coïncida avec la Saint-Jean-Baptiste.

Cependant les mœurs des anciens russes se transformèrent peu à peu au contact de l'enseignement chrétien. Il est important de noter que le service religieux dans les églises était fait en langue slave, compréhensible au peuple, non en grec. Vers le milieu du IXe siècle, saint Cyrille et saint Méthode avaient

créé un alphabet. Avant ces deux apôtres les anciens russes possédaient une langue écrite, conservée grâce à des écrivains arabes qui en reproduisirent les caractères d'après les inscriptions de Kourganes : les savants n'ont pu encore déchiffrer cette écriture. L'alphabet slave créé par Cyrille et Méphodi se composait de lettres grecques et d'autres, d'origine sémite probablement ; ces deux maîtres eurent, en effet, des élèves bulgares qui certainement connurent la jeune civilisation des Chozars. Les ouvrages religieux, les livres sacrés furent traduits en langue russe.

Remarquons aussi de suite cet autre fait capital dont les conséquences se firent sentir durant tout le cours de l'histoire du pays : l'Eglise de Tsargrad considérait les monarques de l'empire byzantin comme absolus de droit. La Russie ne souffrit jamais de ces guerres religieuses sanglantes et longues que l'Eglise romaine provoqua dans tous les pays de l'Europe centrale et occidentale : elles n'eurent leur origine que dans la volonté politique de la papauté de jouir à la fois des pouvoirs temporel et spirituel et d'être obéie comme représentant l'unique vérité en dehors de laquelle tout n'était qu'hérésie, blasphème, crime.

Malgré les premières difficultés, la loi chrétienne eut une influence morale considérable sur le peuple russe, mystique et pacifique de nature et qui semblait avoir besoin de cette religion comme discipline, règle de vie. Nous avons vu comment le kniaz Vladimir changea de conduite après son baptême. Le nombre des chrétiens grandit rapidement parmi les droujinikis qui apprirent à respecter l'Eglise, à aimer les livres sacrés et qui, souvent, voulurent fuir dans les monastères, dans la solitude, les tentations du monde profane.

L'Eglise éleva les kniaz à la conscience de leur rôle d'éducateurs du peuple. Elle enseigna que les prêtres étaient les élus de Dieu, qu'ils devaient châtier le mal et contribuer au bien. Lorsque les princes s'avilissaient dans des luttes fratricides ou de basses querelles, les prêtres les rappelaient à leur dignité en déclarant qu'un monarque doit demander conseil aux aînés et respecter les droits d'autrui. L'Eglise prit sur elle de protéger les faibles et de nourrir les malades, les infirmes, les pauvres. Elle mit en pratique son enseignement de l'égalité des hommes devant la loi de Dieu. Tandis que, nous l'avons vu, Rome s'adaptait au régime du servage féodal et en usait pour ses fins politiques, les prêtres russes déclaraient libre tout esclave donné à l'Eglise, travaillant dans les terres ecclé-

siastiques. Le clergé russe fit davantage : il défendit aux maîtres non seulement de tuer ou de mutiler leurs esclaves, mais aussi de les frapper et exigea souvent même l'affranchissement des serfs. Enfin, les prêtres jugeaient les fautes et crimes contre la religion et aussi ceux que les fidèles commettaient dans leur vie privée, luttant ainsi contre la polygamie et veillant à la pureté des mœurs de famille.

L'Eglise devenait le seul pouvoir organisé en Russie. Elle commença bientôt à se hiérarchiser : la hiérarchie lui vint de Tsargrad. Un métropolite, chef du clergé, habita désormais Kief. Il était choisi par le patriarche de Tsargrad avec le consentement du kniaz. Des évêques, au nombre de cinq au début, de quinze plus tard, furent nommés par le métropolite dans les principales villes. Les « popes » enfin, se trouvèrent au bas de l'échelle. Des Grecs et des Bulgares furent les premiers prêtres en Russie ; les Russes commencèrent à les remplacer vers la fin du XI[e] siècle.

Avant leur conversion au christianisme les Russes n'obéissaient à aucun régime légal défini. Sous l'influence du métropolite, Vladimir le saint fut le premier à poursuivre les voleurs et autres criminels avec plus de sévérité que de coutume. Afin d'organiser une vie plus morale, l'Eglise vit bientôt la nécessité de formuler des lois. Ce fut sous Iaroslaf le Sage, nous le savons, que parut le premier code russe, la *Rousskaia Pravda* (Vérité Russe). On y retrouva les anciennes coutumes slaves, des ordres écrits de kniaz et aussi, surtout, de nombreuses lois byzantines. Comme les successeurs de Iaroslaf apportèrent à la *Vérité Russe* d'importantes modifications, nous parlerons plus loin de ce recueil de lois.

L'instruction, l'éducation intellectuelle et artistique naquit en Russie avec le christianisme : les monastères contribuèrent en très grande partie à son développement.

Féodossi. — Les premiers monastères s'étaient formés autour de Kief et de Novgorod. Leur nombre, d'une quarantaine au début, augmenta par la suite. Les kniaz et autres riches personnages leur faisaient des dons de toutes sortes : argent, vivres, objets précieux. En échange les moines adressaient des prières au Seigneur pour le salut des âmes des donataires. Les chroniques de l'époque disent la vie belle, morale et hautement chrétienne des moines et des prêtres. Trois hommes sortis du bas peuple, Ilarion, Féodossi et Antoni furent les premières grandes figures du christianisme russe naissant.

Ilarion, simple pope du village de Berestof, près Kief,

attira sur lui l'attention de ses supérieurs par sa probité et sa fermeté, son érudition et son grand talent d'orateur ; il devint métropolite.

Féodossi naquit à Vassilief ; il perdit son père à l'âge de quatorze ans. Déjà il s'adonnait avec ardeur aux études et menait une vie sévère, ascétique. Un jour des pélerins traversèrent le village et parlèrent à l'enfant des saints lieux des monastères. Enthousiasmé par leurs récits Féodossi les suivit, mais fut bientôt rejoint par sa mère et ramené chez lui. Quelque temps après, il s'enfuit pour la seconde fois et, pour vivre, travailla chez un prêtre d'une ville voisine. Sa mère le retrouva de nouveau, des scènes violentes eurent lieu alors entre la mère et le fils : celui-ci donnait tout ce qu'il possédait aux pauvres : vêtements et vivres.

A cette époque un moine, Antoni, né à Lioubetch, vivait à Kief, menant une vie dure, aspirant au perfectionnement de son être moral, isolé dans une grotte située non loin de la ville. La foule qui connut bientôt la vie austère de l'apôtre vint à lui, réclamant sa bénédiction ; des chrétiens voulurent suivre son exemple. Lorsque Féodossi, encore jeune homme, quitta pour la troisième fois la maison paternelle et arriva à Kief se faire moine, la renommée d'Antoni parvint à ses oreilles. Il alla le trouver, mais le saint homme refusa de le recevoir : « la vie te sera dure dans cette grotte étroite, tu es encore trop jeune », lui dit-il. Mais bientôt il devina dans Féodossi une volonté de fer, une force de caractère devant lesquelles toute épreuve ne serait qu'un jeu. Il l'admit comme moine, mais pour la troisième fois la mère sut retrouver le fugitif. Féodossi ne la reçut que sur les instances de son maître. La mère voulant mourir près de son enfant entra elle-même peu après dans un couvent de la ville.

La grotte d'Antoni devait devenir onze ans après, en 1062, grâce aux efforts persévérants, au talent d'organisateur de Féodossi, le monastère le plus influent, le plus célèbre, le premier centre de la culture russe. On venait au *Kievo-Petcherski-Monastir* de toutes les régions du pays, même les plus lointaines, pour demander conseil et bénédiction aux saints moines dont Féodossi était l'âme directrice. Les moines des autres monastères suivaient dans leur conduite l'exemple du Kievo-Petcherski Monastir. Celui-ci grandit encore, devenant de plus en plus riche.

« Féodossi consacra aux pauvres le dizième des revenus de son monastère », écrit Znamenski, « et fonda un hospice où

habitèrent des malades, des infirmes, de misérables mendiants. Le grand moine voulait que sa vie servît d'exemple. Il vaquait à toutes les corvées, allait chercher l'eau lui-même, sciait le bois, faisait cuire le pain ; il ne mangeait que du pain sec, des légumes sans beurre, dormait assis, s'habillait simplement. Féodossi rendait de fréquentes visites aux chrétiens de la ville, ne leur épargnait point les réprimandes sur leurs faiblesses et leur donnait des règles de vie sévères. Il protégeait les pauvres que la justice poursuivait et faisait souvent annuler des verdicts. Les kniaz eux-mêmes n'échappaient pas aux reproches du maître et l'écoutaient avec respect et humilité. L'apôtre mourut en 1074 ; sur son lit de mort il promit à ses frères de rester avec eux en esprit ».

Influence morale des monastères. — *Le Kievo-Petcherski-Monastir* donna à la Russie de grands prédicateurs chrétiens, des évêques, des chroniqueurs, des écrivains qui laissèrent des ouvrages d'éducation morale. D'ailleurs tous les monastères des premiers siècles chrétiens eurent sur la Russie une grande influence éducatrice. Le célèbre historien Solovief dit : « Lorsqu'un profane pénétrait dans un monastère, il entrait dans une autre vie, supérieure, où tout était merveilleux, où son imagination se nourrissait stupéfaite, de récits divins, d'histoires de vies consacrées à la sagesse, de visions, d'aide surnaturelle pour la lutte contre les forces hostiles. Nous ne devons pas nous étonner de voir les hommes les meilleurs attirés par les monastères. »

Les moines, au début, vivaient des travaux de leur terre, souffrant souvent de la faim. Peu à peu, à mesure que les monastères devinrent plus influents, ils trouvèrent des bienfaiteurs pour leur donner terres, argent et esclaves. Le labeur opiniâtre, le désintéressement profond des moines, leur unique souci de vivre suivant la loi de fraternité et de justice, leur zèle de pionniers de la vérité chrétienne, toute leur vie si nouvelle pour le monde païen russe produisirent sur celui-ci une impression énorme. Les kniaz comprirent que les couvents étaient des centres nécessaires non seulement pour la propagation de la foi, mais aussi pour l'instruction du peuple et l'éducation de son âme. Aussi Vladimir le Saint et Iaroslaf le Sage, s'inspirant du *Nomocanon*, code de Tsargrad, accordèrent-ils aux moines les subsides que leurs lois destinaient aux hommes d'Eglise.

Il est intéressant de noter qu'une partie des revenus ainsi donnés par l'Etat au clergé devait servir à l'entretien des

veuves, des orphelins, de ceux qui avaient été victimes d'une erreur judiciaire ou qu'un incendie avait ruinés, des mendiants, des pélerins, des malades.

Les monastères s'élevaient généralement dans les lieux isolés, sauvages. Ils contribuèrent ainsi à rendre par endroit la population plus dense et favorisèrent son accroissement. Nous avons déjà parlé de la coutume qui se consacra de leur faire des dons d'esclaves. Nous rappelons aussi que l'Eglise russe lutta dès le début contre l'esclavage. Les travailleurs des terres ecclésiastiques étaient déclarés hommes libres, jouissant de leurs droits civils. De même que les prêtres, les moines mettaient en pratique ce principe de justice sociale qui devait servir d'exemple non seulement aux propriétaires terriens laïques, mais aussi aux kniaz possesseurs de vastes domaines et maîtres de nombreux esclaves.

Un grand nombre de couvents de femmes se formèrent également. La vie morale des religieuses fut aussi élevée, aussi belle que celle des moines. Nous avons vu la mère de Féodossi entrer dans un monastère ; elle était une femme du peuple, mais il arriva souvent que des « kniaguinis » veuves et des « kniajnis » (filles de kniaz) se soumirent aussi à la vie dure des religieuses.

Les premières écoles. L'Art russo-byzantin. — Les premières écoles en Russie datent du XI[e] siècle. Elles étaient bâties près des églises et des couvents ; des prêtres et des moines apprenaient aux enfants la lecture, l'écriture, le calcul et le chant religieux. Les élèves qui voulaient poursuivre leur instruction lisaient ensuite les vies des saints, et étudiaient les ouvrages sacrés. Les premiers livres, Bible, chroniques, œuvres scientifiques et philosophiques se répandirent en Russie, provenant de Tsargrad et de Bulgarie. On les copia, on les traduisit ; souvent des membres de la famille du kniaz firent le métier de copistes ; c'était faire acte de piété que de recopier les ouvrages de religion ou d'éducation spirituelle.

L'œuvre écrite la plus ancienne en Russie est l'*Evangile d'Ostromir*, transcrit en 1057 sur les ordres du possadnik de Novgorod : Ostromir. Vers cette époque parurent des ouvrages purement russes, ce ne furent encore que des imitations de la littérature de Tsargrad. Nous y retrouvons comme noms d'auteurs ceux d'Ilarion et de Féodossi, ainsi que ceux de Luc Gidiati et de Cyrille Tourovski.

Les livres étaient souvent illustrés, mais bien que les dessins nous fassent connaître les figures et les vêtements des Russes

de ce siècle, ils ne possèdent aucune valeur artistique. L'art du dessin était alors en décadence à Tsargrad et les Russes ne pouvaient avoir d'autres maîtres que les Grecs.

Par contre, la riche architecture byzantine fut la première grande école d'art plastique des anciens russes. Des temples de pierres s'élevaient dans toutes les villes de Russie. La célèbre cathédrale de Sainte-Sophie à Kief, et celle du même nom à Novgorod furent construites sous Iaroslaf. La première a été classée parmi les chefs-d'œuvre de l'Europe les plus beaux de l'époque. Les Russes prenaient modèle des splendides églises de Tsargrad aux larges coupoles d'or, aux riches mosaïques, aux fresques merveilleuses. Les premiers artistes en Russie furent des Grecs. Ceux-ci eurent bientôt des élèves russes qui les égalèrent. Le caractère profondément byzantin, oriental de la peinture et de l'architecture valut à cet art le nom d'art russo-byzantin.

Ainsi nous voyons que peu après sa conversion au christianisme, au XI^e^ siècle, la Russie devenait une force morale incontestablement originale en Europe. Pour affirmer de plus en plus une influence personnelle sur les autres nations déjà civilisées, elle n'avait qu'à se développer normalement et grandir encore comme elle le fit sous ses premiers kniaz et surtout sous Iaroslaf. Malheureusement, la Russie se trouvait comme une « marche » avancée de l'Europe située sur les redoutables frontières de l'Asie sauvage. Trop jeune encore, son armée était insuffisante pour résister aux attaques toujours plus fréquentes des hordes jaunes. Le destin la choisit pour être frappée la première et le plus cruellement. La Russie sauva l'Europe et sa civilisation des barbares d'Asie, mais succomba elle-même avec sa culture naissante déjà si riche. Le joug étranger fut atroce, l'épreuve terrible. Mais le grand pays slave devait en sortir plus puissant et stupéfier l'Occident par son brusque et foudroyant retour à la vie historique européenne.

Les successeurs de Iaroslaf. — Avant de mourir, Iaroslaf partagea le pays russe entre ses fils. Le régime *volost-oudiélni* (séparation de régions, de kniajestvos de plus en plus indépendants, politiquement et économiquement (par opposition au régime *oudelno-vetchevoï*) commença à se développer en Russie. Les différentes principautés n'étaient unies que par la même église et le même rod des kniaz. Malheureusement les membres de ce rod provoquèrent de longues guerres intestines pour la possession du pouvoir unique. Ces luttes fratricides affaiblirent la Russie qui fut impuissante à soutenir le choc des

Polovtsis, tribu nomade asiatique qui envahit les steppes du Sud au début de la seconde moitié du XI^e siècle, peu après l'écrasement des Petcheneguis.

Iaroslaf avait donné à son fils Sviatoslaf les villes de Tchernigof et Riazansk, à Vsévolode la cité de Pereiaslavl, à Igor celle de Vladimir-Volynsk, à Viatcheslaf Smolensk, enfin à Iziaslaf Kief et Novgorod. Avant de mourir il réunit ses fils et leur dit : « Aimez-vous, vous êtes des frères. Dieu ne vous abandonnera pas si vous vivez en amour. Il brisera vos ennemis et vous vivrez en paix, mais si la haine vous incite à lutter les uns contre les autres, vous périrez et vous perdrez la patrie de vos pères et de vos aïeux. Vivez donc en union et solidarité. Je confie Kief à mon fils aîné, à votre frère Iziaslaf : suivez ses conseils comme vous avez obéi aux miens, qu'il me remplace auprès de vous. » Puis, s'adressant à Iziaslaf il ajouta : « Si quelqu'un veut humilier ton frère, porte secours à celui qui est de ton sang. »

Malgré ces recommandations suprêmes, les fils de Iaroslaf se disputèrent la suprématie dès la mort du grand prince. Une suite de guerres civiles commença qui devait durer plus de cinquante ans (1054-1113).

Le kniaz de Kief Iziaslaf fut chassé de la ville par les habitants sur son refus d'aller combattre les Polovtsis. Ceux-ci venaient en effet de battre les forces réunies des princes russes et menaçaient Kief. Iziaslaf demanda secours au roi de Pologne, Boleslas, et revint dans sa capitale. Mais ses frères Sviatoslaf et Vsevolod l'en chassèrent de nouveau : Iziaslaf se rendit en Allemagne, cherchant secours auprès de Henri IV et du pape Grégoire VII. Sviatoslaf devint kniaz de Kief et ce fut seulement à sa mort qu'Iziaslaf reprit pour la troisième fois le gouvernement de la ville avec le consentement de son frère Vsevolod. Le prince de Kief devait périr dans une bataille livrée contre ses neveux Oleg et Iaroslaf.

Iziaslaf et Vsevolod n'avaient voulu donner aucune principauté à ces princes, les privant ainsi à jamais de la possibilité de devenir kniaz. On appelait *izgoi* (iz-hors de ; goi-la vie — mis hors de la vie commune) les princes qui avaient perdu pour une raison ou une autre le droit à un volost. Le terme s'appliqua ensuite à tous les hommes sans défense « que l'on pouvait tuer comme un chien, sans crainte de représailles ni de châtiment. »

La guerre civile déchaînée par Oleg et Iaroslaf fut terrible. Ils avaient appelé à leur aide les Polovtsis, de plus les fils des

kniaz régnants, parmi lesquels le célèbre Vladimir Monomaque, et d'autres princes, devenus izgois, se joignirent aux révoltés. Iziaslaf fut tué dans un combat ; Vsevolod lui succéda à Kief (1078). De nombreuses années se passèrent encore en luttes fratricides et en guerres contre les envahisseurs asiatiques.

Vsevolode faillit perdre Kief plusieurs fois et ne conserva cette ville que grâce à son fils Vladimir Monomaque ; celui-ci réussit à vaincre les Polovtsis et les rebelles. Nous savons, grâce à l'éducation donnée à Vladimir, que son père était un homme d'une vaste érudition, connaissant cinq langues européennes. Vsevolode mourut en 1093. Kief élut immédiatement kniaz Vladimir Monomaque, mais celui-ci refusa le gouvernement, ne voulant pas priver son parent Sviatopolk de son droit au kniajestvo. Ce fut sous Sviatopolk que tous les kniaz épuisés par les guerres civiles continuelles et épouvantés par les ravages causés en Russie par les Polovtsis, décidèrent de se réunir à Lioubetch (1097) pour partager de nouveau les terres entre eux et accorder des principautés aux kniaz izgois. Les troubles continuèrent cependant malgré une seconde assemblée des kniaz qui eut encore lieu en 1100. Lorsque Sviatopolk mourut à Kief en 1113, les habitants de la ville appelèrent Vladimir Monomaque qui régnait depuis le traité de Lioubetch à Pereiaslavl. Monomaque s'était de nouveau couvert de gloire deux années auparavant en triomphant des Polovtsis dans une bataille décisive près des rives du Don. Vladimir Monomaque succéda donc à Sviatopolk.

Vladimir Monomaque (1113-1125). Sa « Règle de Conduite ». — Le nouveau « Veliki kniaz » (grand kniaz) de Kief prenait le gouvernement, nous l'avons vu, de par la volonté du peuple. Celui-ci avait menacé de se révolter si Monomaque refusait de nouveau le pouvoir.

Vladimir avait alors soixante ans. Il portait le nom de Monomaque en mémoire de son grand-père maternel, l'empereur de Tsargrad, Constantin Monomaque, dont la couronne et le trône lui furent envoyés par le nouveau souverain grec Alexis Comnène. Célèbre déjà par ses victoires sur les Polovtsis et par sa valeur morale personnelle, il jouissait d'une grande influence sur les autres kniaz. Aussi les guerres civiles cessèrent-elles sous son règne et les princes qui ne voulurent pas se soumettre à sa volonté pacifique furent poursuivis et sévèrement punis. Les Polovtsis n'osèrent plus attaquer la Russie, ce furent de longues années de paix pour le pays. Monomaque

réunissait souvent en assemblée les princes russes et s'occupait avec eux du bien-être du peuple.

« La conduite de Monomaque, son labeur incessant ne pouvaient ne pas forcer l'admiration des contemporains », écrit l'historien Solovief, d'autant plus que cette activité n'avait qu'un but : le bien de la nation. Vladimir quittait souvent sa capitale ; chez lui, en expédition militaire ou en voyage politique, il faisait tout lui-même, ne craignait pas de coucher sur la terre humide, se levait avant l'aube, ne s'occupait ni du froid ni de la chaleur, allait à la messe, puis réunissait sa droujina pour discuter avec elle les affaires les plus urgentes et enfin rendait la justice. A cette activité dévorante Vladimir Monomaque joignait le bon sens, la rapidité et la netteté de la vision, la science de mener une action jusqu'à ses conséquences ultimes et d'en tirer tout le profit possible. Le peuple se sentait confiant et calme sous la protection de ce prince et nourrissait à son égard un dévouement sans limite.

Très sévère pour lui-même, Monomaque avait donné à ses enfants une forte éducation. Voici quelques recommandations qu'il leur formulait comme règle de conduite :

« Que votre cœur et que votre âme ne connaissent pas l'orgueil : nous sommes mortels et pouvons disparaître d'un jour à l'autre ; ce qui nous est donné ici-bas ne nous appartient pas mais nous est confié pour quelques heures seulement.

« Combattez la paresse ; dans votre maison surveillez tout vous-mêmes : c'est l'unique moyen d'assurer l'ordre et d'empêcher l'étranger de rire de votre famille et de votre hospitalité.

« A la guerre soyez actifs : ne vous fiez pas à vos chefs et ne passez point votre temps à table ou au lit. Armez vous-même la garde, et ayant tout organisé, dormez auprès de vos hommes et soyez les premiers levés. N'otez jamais votre armure.

« Lorsque vos voyagez dans vos domaines ou sur des terres étrangères, défendez à vos hommes de faire du mal aux habitants et de ravager leurs champs et leurs villages. Ainsi vous ne serez pas maudits à votre départ.

« Lorsque vous vous arrêtez sur votre route, comblez de dons celui qui est dans le besoin, ne l'humiliez pas. Sachez surtout respecter l'hôte, quel qu'il soit, homme de rang inférieur ou personnage illustre. Que jamais cet hôte ne vous quitte ayant faim ou soif, car c'est lui, qui, ensuite partout, vous fera connaître en mal ou en bien.

« N'oubliez pas ce qui vous a été enseigné de juste et appre-

nez ce que vous ne savez pas. Mon père a étudié cinq langues tout en restant chez lui. La paresse enfante tous les vices : elle fait oublier à l'homme sa science et lui interdit d'apprendre ce qu'il ignore. Ne soyez pas lents à faire le bien.

« J'ai veillé toujours moi-même à l'exécution de tout ce qui devait être accompli ; je ne me suis jamais fié à mes juges, à mes chefs, j'ai défendu qu'on portât préjudice aux laboureurs, aux veuves, à tous les êtres sans défense. Ne me condamnez pas, enfants, si ces lignes sont lues par un étranger ; je ne fais pas mon éloge, mais suis reconnaissant à Dieu de m'avoir accordé une si longue vie et rendu capable de remplir les obligations de toutes sortes auxquelles l'homme se doit. »

Toute l'âme russe, ardente et idéaliste se manifeste dans cet enseignement d'une morale si élevée. Nous avons constaté par la vie des premiers grands chrétiens — Antoni, Ilarion et surtout Féodossi — ce que pouvait produire l'élan mystique slave dans le domaine de l'action. Vladimir Monomaque ajoute à l'action la pensée éducatrice. Ainsi, déjà au XI^e^ siècle, époque à laquelle la Russie ne figure pas encore dans l'histoire du monde, elle donnait déjà à l'humanité des hommes qui pouvaient servir d'exemple et que nous pouvons considérer comme les ancêtres spirituels du grand Tolstoï.

Vladimir Monomaque régna douze ans ; ce fut la dernière époque de prospérité et de gloire de Kief, la première capitale de la Russie. A la mort du grand kniaz les guerres intestines reprirent et les Polovtsis en profitèrent pour compléter l'œuvre de dévastation et de ruine accomplie par les princes russes eux-mêmes.

CHAPITRE V

LA CHUTE DE KIEF — LES PRINCIPAUTES RUSSES JUSQU'A L'INVASION TARTARE

D'après la loi du rod, c'était le frère aîné du « veliki kniaz » et non son fils qui devait lui succéder à Kief. Si le prince de la capitale n'avait pas de frère le droit au pouvoir revenait au fils de son frère aîné. A la mort du grand prince — on appelait ainsi le kniaz de la capitale — tous les kniaz « montaient une marche de l'échelle qui devait les élever jusqu'à Kief » : ainsi le kniaz de Pereiaslavl devenait prince de Tchernigof et celui de cette ville venait succéder au grand prince de Kief. Les enfants du prince mort avant d'avoir pu régner sur la capitale étaient considérés comme izgois. Cette loi provoqua, nous l'avons vu, les troubles sanglants qui firent tant de mal au pays après la mort de Iaroslaf.

Or, cette loi fut de nouveau violée en faveur du fils de Monomaque par le peuple lui-même. Celui-ci, par amour pour le prince défunt, élut son fils aîné Mstislaf 1125-1132), bien que le droit au gouvernement revînt à l'aîné de la Maison des Riourik. La famille des Monomaque possédait alors les oudièls, kniajestvos de Kief, Novgorod, Smolensk, Pereiaslavl, Tourof, Volyn, Rostof et Souzdal. De plus, Mstislaf conquit la principauté de Polotsk et la donna à son fils Iziaslaf, chassant en Grèce les princes qui y régnaient. Les Monomaque continuèrent donc à être puissants.

Mais la famille qui régnait à Tchernigof, celle des Olgovitchis, prit les armes contre eux. Les Olgovitchis descendaient du fameux Oleg qui lutta contre Kief avec le secours des Polovtsis.

Lorsque cette guerre commença, Mstislaf était déjà mort et son frère, Iaropolk (1132-1139) lui succédait. Des dissensions éclatèrent entre les Monomaque pour la possession de la capitale. Les Olgovitchis en profitèrent. La lutte fut longue,

Kief souvent pris et repris par les uns et les autres. Après la mort de Iaropolk, un olgovitch, Vsevolode, réussit à s'emparer de Kief et y régna jusqu'à sa mort (1139-1146). Igor, son frère, voulut alors devenir veliki kniaz, mais les habitants de la capitale le tuèrent et élurent de nouveau un Monomaque, Iziaslaf II Mstislavitch (1146-1154).

Les olgovitchis étaient vaincus mais un autre Monomaque, oncle d'Iziaslaf, Iouri Dolgorouki, recommença la guerre pour posséder Kief. Iziaslaf fut chassé deux fois de sa capitale, mais il triompha cependant et resta grand prince jusqu'à sa mort. Dolgorouki s'empara alors de la ville et y régna trois ans, jusqu'en 1157, année où il mourut. Son fils, André Bogolioubski, prince de Rostof-Souzdal, devait frapper le dernier coup. Kief changea plusieurs fois encore de maître : un Monomaque, le dernier, Mstislaf II Iziaslavitch, réussit à y régner quelques années. Mais André s'allia à onze autres princes qui jalousaient Mstislaf II et enleva la capitale en une seule bataille (1169).

Kief avait à cette époque trop perdu de son importance politique et morale pour que Bogolioubski désirât en faire sa capitale. Il donna la principauté conquise à son frère Glèb et retourna à Vladimir, ville qu'il aimait, qui commençait à grandir et devenait le centre le plus important de la Russie du Nord-Est.

Les Polovtsis. — Iaroslaf le Sage avait délivré Kief des Petchenéguis. Bientôt après, ceux-ci quittèrent définitivement les steppes russes et se dirigèrent vers les Balkans. En 1061, une nouvelle tribu nomade arriva d'Asie, plus puissante, plus redoutable que celle des Petchenéguis. Ces barbares, les Polovtsis, se divisaient en rods, gouvernés par des Khans, dont le pouvoir était héréditaire.

— « Les hommes ne s'occupaient que de guerre, de rapines. Leurs femmes et leurs esclaves vaquaient aux affaires domestiques. Païens, ils ne montraient aucun zèle pour leur religion ; aussi les princesses polovêtses acceptaient-elles facilement le baptême lorsqu'elles épousaient les Kniaz russes. On vit, de même, de nombreux Khans embrasser la religion du Christ. Pour épargner à leurs terres les ruines et les horreurs accumulées par les Polovtsis sur leur passage, les princes russes se hâtaient de conclure avec eux des traités affermis par des mariages avec les filles des Khans ; mais ces unions n'empêchaient pas les hordes polovêtses de ravager, d'incendier, de détruire les villes et les villages de leurs alliés ».

Malheureusement, nous le savons, les princes russes, loin de s'entendre pour chasser l'ennemi cruel l'appelèrent souvent pour les aider dans leurs luttes fratricides. Notons, par curiosité, que, vers la même époque, de grandes villes du midi de la France, dévastées par les guerres féodales incessantes, demandaient fréquemment secours elles aussi à de grandes cités étrangères. Ainsi, en 1166, Narbonne s'allie à Gênes et plus tard à Pise ; en 1202, Toulouse signe des traités avec des villes étrangères pour vaincre plus vite les Armagnacs. Arles, en 1212, s'unira à Gênes et quelques années après à Pise.

Le peuple russe, essentiellement agriculteur dès le début de son histoire, labourant la terre et ne quittant sa région natale que pour se diriger en caravanes, le long des fleuves, vers les pays avec lesquels il entretenait des rapports commerciaux, Tsargrad par exemple, le peuple russe souffrit terriblement des incursions fréquentes de ces hordes sauvages. La page qui suit est plus éloquente que toute considération :

« Le soir, dans le village tout dort. Le boïar, sa famille, ses esclaves, fatigués par les travaux du jour, reposent. On entend à peine les cris des hommes de garde, qui s'appellent dans la nuit afin de s'assurer que tout est calme et sûr dans la steppe, ou près des rives du fleuve. Ils n'entendent pas les Polovtsis qui s'avancent de toutes parts, se glissent et rampent, s'approchent du village et de la riche propriété du boïar. Un peu avant l'aube, aux heures où le sommeil est très profond, les cris et les hurlements des barbares retentissent soudain. Les soldats de garde sont tués tout d'abord par des flèches, qui ne manquent jamais leur but ; puis les portes de la maison sont enfoncées, brisées. Les Polovtsis se précipitent dans les chambres, s'emparent de tous les objets de valeur. Il se jettent sur le boïar, sur sa femme, ses enfants et les retiennent prisonniers ; butin précieux, qui permettra aux bandits, soit d'obtenir une forte rançon pour rendre aux captifs la liberté, soit de vendre leurs prisonniers dans les marchés d'esclaves en Orient. Les barbares massacrent ceux qui leur résistent, même les enfants, et brûlent ce qu'ils ne peuvent prendre. Les Russes, abattus par la douleur, ensanglantés, complètement nus souvent, suivent à pied, nuit et jour, leurs persécuteurs. Beaucoup ne peuvent supporter ces souffrances et meurent en route.

Ceux qui sont restés, qui ont fui dans les forêts, ne sont pas plus heureux. Leurs izbas, leur blé sont brûlés, leurs

troupeaux enlevés. L'herbe pousse là où s'épanouissaient le bonheur, la vie paisible ; les animaux sauvages y remplacent les animaux domestiques ; des villes, de vastes régions même disparaissent. »

Nous extrayons cette saisissante peinture de l'époque d'un livre de Tarassof et Hartwig.

Les Polovtsis gardaient chez eux leurs prisonniers comme esclaves, les vendaient dans les marchés de Crimée d'où les malheureux étaient envoyés en esclavage dans différents pays d'Europe ou d'Asie. Les plus riches étaient rendus au prix d'une forte rançon, à leurs parents ou leurs amis : pour ce rachat, les Russes pouvaient pénétrer librement dans les tentes des barbares ; des Grecs, des Bulgares, des Chozars y venaient aussi.

Le nombre des incursions polovêtses qui eurent lieu en Russie de 1061 à 1210 est inconnu. On en compte une cinquantaine, dont l'horreur et l'épouvante se traduisirent plus fortement dans les chroniques, les poèmes et les chansons de l'époque. Et les Russes aggravaient encore ces malheurs par des guerres civiles, ainsi que le chantent tristement ces vers du XII[e] siècle :

Des frères s'entre-tuent. Ceci doit me revenir et cela m'ap-
[partient]
Pour de misérables paroles ils sèment le désordre et le crime,
Appelant sur eux catastrophes et malédictions,
Tandis que, partout, triomphants,
De féroces sauvages dévastent la Russie.

Ce furent naturellement les Kniajestvos du Sud qui furent le plus durement éprouvés, ceux de Kief, de Pereiaslavl, de Tchernigof et d'autres. Les Kniaz s'efforcèrent cependant, au milieu de leurs luttes criminelles, de chasser le terrible envahisseur. Les monastères servirent souvent de forteresses. D'autre part, des remparts de terre creusés en ravins s'étendaient le long des frontières, atteignant parfois une dizaine de verstes, système de tranchées primitives. Les princes affectaient des détachements spéciaux pour la surveillance des steppes. Des Petchénéguis en faisaient fréquemment partie, sachant mieux lutter contre les Polovtsis, nomades sauvages comme eux.

Des Kniaz protégèrent souvent eux-mêmes leurs frontières. Ils prenaient l'offensive avec leurs droujinis afin de rendre

libres les voies commerciales qui conduisaient par les steppes aux mers du Sud. Vladimir Monomaque fut un des princes qui surent le mieux frapper brusquement les Polovtsis dans leurs demeures mêmes. Après la mort de ce Kniaz, les expéditions contre les barbares devinrent de plus en plus rares et malheureuses. Celle qui fut entreprise par les petits-fils d'Oleg de Tchernigof, les princes Igor et Vsevolode, se termina par un désastre ; les barbares firent prisonniers les deux Kniaz. L'imagination populaire fut vivement impressionnée par les relations des combats livrés dans les steppes lointaines, par la captivité des princes, la fuite d'Igor, qui réussi à tromper la vigilance de ses gardiens. Les chroniques du siècle racontent ces événements avec force détails et un chant les célèbre : le « *Slovo opolkou Igoriève* », récit des expéditions d'Igor, le « Roland » russe, premier grand poème épique de la Russie.

Au milieu du XII^e^ siècle, toutes les voies conduisant par les steppes aux mers du Sud se trouvaient aux mains des Polovtsis. La Russie avait perdu Tmoutorakane, sur la mer d'Azof. Le commerce avec Tsargrad devenait de plus en plus difficile et finit par s'éteindre. L'influence de Kief tomba rapidement, des villes importantes disparurent ou devinrent d'insignifiantes bourgades, comme Iourief, Sviatopoltch, Lioubetch.

La « *Kievskaia Rouss* » (Russie de Kief) meurt. La Russie perd contact avec ses premiers civilisateurs. Elle va se trouver maintenant en présence des Suédois, des Allemands et des Polonais, adversaires redoutables, contre lesquels elle devra lutter en même temps qu'elle subira le joug des Tartares, nouveaux venus d'Asie.

La principauté de Rostof-Souzdal. — La loi de succession au pouvoir des rods princiers disparaît dans la seconde moitié du XII^e^ siècle. La Russie se divise en kniajestvos, gouvernés par des princes appartenant toujours à la dynastie des Riourik, mais entièrement indépendants les uns des autres et en guerre incessante entre eux. Ces principautés sont celles de Kief, de Rostof-Souzdal, de Tchernigof, de Siéversk, de Mouromsk, de Riazan, de Polotsk, de Smolensk, de Volynsk, de Galicie et de Novgorod. La vie nationale russe se concentre plus particulièrement dans trois villes principales : Gospodine Veliki-Novgorod (le Seigneur Grand Novgorod), Vladimir, capitale de la principauté de Rostof-Souzdal, et Galitch, sur le Dniestr. Le gouvernement des vièchés (assemblées populaires) se développe à Novgorod, qui devient un Etat républicain. A Vladimir, les Kniaz règnent autocratiquement, tandis que

l'aristocratie des boïars possède la direction du pouvoir à Galitch.

Nous nous occuperons tout d'abord de la principauté de Rostof-Souzdal : elle contribua le plus directement à la chute définitive de Kief et l'une de ses villes fut Moscou qui devait jouer bientôt un rôle de premier ordre dans l'histoire de la Russie.

Ce Kniajestvo s'étendait de l'Oka (cours moyen et inférieur) à la Volga (cours moyen et supérieur). La Kliazma et la Moscova, affluents de l'Oka, l'arrosaient aussi. Des tribus finnoises avaient habité tout d'abord ces régions. La colonisation slave se fit rapidement, au IXe siècle. L'assimilation des Finnois fut complète. Nous avons eu déjà l'occasion de parler des Grands-Russiens, nouvelle tribu slave formée à la suite du mélange des deux races.

Rostof, Souzdal et Mourom, les plus anciennes villes grands-russiennes, existaient bien avant Vladimir le Saint : au Xe siècle Vladimir fut bâtie sous ce Kniaz et Iaroslavl sous Iaroslaf le Sage. Moscou et Iourief datent de Iouri Dolgorouki, au XIIe siècle, Bogolioubof d'André Bogolioubski, à la même époque. Tver et Nijni-Novgorod furent fondées plus tard (XIIIe siècle).

Toute cette vaste région était fort peu peuplée à la fin du XIe siècle. La terre, presque stérile, riche en forêts, marécageuse, contraignit les habitants agriculteurs à des efforts lents, patients, opiniâtres. Le sol ingrat, le climat sévère firent des Grands-Russiens, nous l'avons dit, un peuple hardi, pratique, plein d'initiative et d'une volonté froide, inébranlable. Grâce à l'absence de commerce et d'industrie, les villes ne grandirent pas, ne parvenant point à l'importance des cités du Sud. La « *Rostovsko-Souzdalskaia Rouss* » fut donc tout d'abord un pays de paysans tenaces et laborieux.

Les Russes qui venaient s'établir dans la principauté reconnaissaient le droit de souveraineté au Kniaz, simple cultivateur comme les autres, mais possesseur du sol qu'il avait colonisé. Ils acceptaient de lui payer l'impôt sur la terre qu'ils labouraient et qui leur appartenait, obéissaient à ses fonctionnaires, les *tiounes*, et, en cas d'attaque ennemie, venaient chercher protection dans la ville du prince. Devant l'influence toujours grandissante du Kniaz, les *vièchés*, ou assemblées populaires, devinrent impossibles. Les princes de Souzdal et, plus tard, ceux de Moscou, furent des souverains absolus.

La principauté de Rostof-Souzdal prit force et puissance

après la célèbre assemblée de Lioubetch (1097). Elle fut donnée, avec le consentement de tous les Kniaz, à Vladimir Monomaque. Celui-ci la laissa à son plus jeune fils, Iouri Dolgorouki. Ce prince bâtit de nouvelles villes, parmi lesquelles Moskva, et appela en Souzdal de nombreux colonisateurs afin d'y accroître la population. Mais son ambition secrète était la possession de Kief, la célèbre capitale du Sud. On sait comment il réussit à s'emparer de la ville. Voulant garder près de lui son fils André Bogolioubski, il le nomma prince à Vichegorod, à quinze verstes au nord de Kief. Bogolioubski n'aimait pas le Kniajestvo de Kief. Dès la mort de son père, il retourna à Vladimir, sa ville préférée, et y commença son règne.

André Bogolioubski (1157-1174). — Lorsque André quitta Vichegrad, il emporta avec lui l'icône miraculeuse de la Sainte Vierge qui, selon une antique croyance, avait été peinte par l'évangéliste Luc et donné à Kief par Tsargrad. On raconte que durant son retour en Souzdal, André eût une vision : la Vierge lui apparut et lui ordonna de garder l'icône dans sa capitale, Vladimir, et de construire, à l'endroit même où elle venait d'apparaître, un monastère et une église. Bogolioubski obéit, mais, en plus des temples religieux, il bâtit un village, qui fut son lieu de résidence préféré. Il le nomma Bogolioubov (Bog : seigneur, lioubov : amour).

Dès le début de son règne, André se manifesta comme un autocrate : il chassa de son kniajestvo, non seulement ses frères et ses neveux, mais aussi les boïars les plus indépendants, et sembla ignorer complètement les viètchés organisés à Rostof et Souzdal sur le modèle de ceux de Kief et de Novgorod. Afin que grandît l'influence de sa capitale, il n'épargna pas l'argent, fit des constructions nouvelles, construisit des églises en pierre, une cathédrale, de nombreux monastères. La population de Vladimir augmenta dans de fortes proportions.

Bien que se conduisant en monarque absolu, Bogolioubski n'agissait jamais sans l'assentiment du clergé ; il se faisait aimer par sa piété, sa charité pour les pauvres, son respect pour l'Eglise. André demanda même au patriarche de Tsargrad d'élever l'évêque de Vladimir au rang de métropolite, mais le patriarche refusa.

Le grand kniaz aspira enfin à réunir sous sa puissance toutes les terres russes ; nous savons comment il s'empara de Kief, en 1169, et laissa cette ville à Glièb A la mort de celui-ci, Bogolioubski donna la principauté de Kief aux kniaz de Smolensk, qui lui étaient entièrement soumis, les fils de Rostislaf

Mstislavitch. Mais bientôt, ayant appris que ces princes avaient refusé de suivre ses ordres, André leur écrivit dans des termes que Pierre le Grand lui-même eut approuvés : « Si vous ne pliez pas devant ma volonté, partez. Quant à toi, Mstislaf, instigateur de la révolte, je t'ordonne de quitter la terre russe. » La guerre éclata. Après avoir assiégé Vichegorod, l'armée du grand prince fut battue par Mstislaf.

Bogolioubski, plus heureux à Novgorod, subit tout d'abord un échec devant cette ville (1170). Mais il trouva un moyen d'affamer les habitants : le commerce de la république se faisait surtout par la Volga ; André interdit aux marchands novgorodiens de traverser les frontières. Novgorod, aflamée, fut obligée de demander la paix et de subir les conditions du vainqueur. Peu après cette victoire, le Kniaz fut tué dans sa propriété de Bogolioubof (1174). Les boïars, qui ne lui avaient pas pardonné sa conduite dure et impitoyable à leur égard, furent les organisateurs du complot.

André Bogolioubski, le premier grand prince « velikorousski » (grand russien), mystique, volontaire, organisateur, visionnaire de l'avenir, montra ce que pouvaient réaliser les princes grands-russiens inspirés par l'idée de la grandeur nécessaire de la patrie russe. S'il avait réussi dans son œuvre d'unification, les libertés primitives de la Russie barbare auraient péri plus tôt, mais une monarchie absolue, soumise à l'influence éducatrice bienfaisante de l'Eglise eût été fondée, unifiant le grand pays slave dès le XII[e] siècle. L'unité de la nation aurait fait sa force et eût permis à la Russie d'éviter le joug tartare.

On ne pouvait demander à la Russie se débattant seule, dans les efforts d'une éducation historique toute personnelle, d'accomplir à cette époque ce que ne réalisèrent pas encore les nations occidentales, elles-mêmes en formation, bien qu'élevées sous le régime des lois traditionnelles antiques. Notons, cependant, pour en tirer plus tard les conclusions nécessaires, comment le génie des premiers grands hommes russes, d'Eglise ou d'Etat, leur permit d'intuitiver la voie que devait suivre la Russie pour l'accomplissement de son destin historique propre.

Deux cents ans après, les Kniaz de Moscou alors capitale grand-russienne, et plus tard encore Pierre le Grand, Moscovite aussi, devaient reprendre l'œuvre pressentie par le visionnaire André Bogolioubski de Vladimir. Comme celui-ci, mais avec plus de succès, ils employèrent la contrainte et recoururent à la loi de l'autorité impitoyable, mais nécessaire.

Suivons maintenant le lent développement des causes menant aux conséquences que nous étudierons en temps voulu.

Vsévolod III le Grand Nid (1176-1212). — Le frère d'André, Vsévolod lui succéda à la suite d'une courte guerre contre ses oncles que les habitants de Rostof et de Souzdal, d'accord avec les boïars, avaient appelés pour gouverner la principauté.

Voici en quels termes l'historien Solovief nous parle de ce prince : « Vsévolod était prudent, évitait les actes, les batailles décisives qui auraient permis de tout gagner en une fois. mais aussi de tout perdre. Il transigeait là où il croyait le succès incertain. Par contre, il était constant dans ses efforts pour atteindre le but fixé, conquérir le plus possible de terres, accroître sa puissance aux dépens des autres princes et soumettre ces derniers à sa volonté ».

Des dissentiments éclatèrent bientôt entre les membres de la famille du Kniaz. Son fils, Constantin, voulut rendre à Rostof, ville plus ancienne, son droit de suprématie sur Vladimir. Pour le punir, le Kniaz réunit sa droujina et le clergé et nomma solennellement dans cette assemblée son successeur, Iouri, frère cadet de Constantin.

Après la mort de Vsévolod — surnommé « le Grand Nid » à cause de sa nombreuse famille — Constantin, pour chasser Iouri, s'unit à Novgorod, qui, depuis Bogolioubski, cherchait l'occasion de reconquérir son indépendance. Un Kniaz du Sud, un Monomaque, prince de Toropetz, Mstislaf, vint prêter aide à Novgorod : « Toujours présent là où il fallait protéger les faibles contre les puissants et sauvegarder les mœurs anciennes », Mstislaf représentait le type accompli du Kniaz de la Russie méridionale, de caractère diamétralement opposé à celui des princes grand-russiens. » Une bataille décisive eut lieu non loin de Vladimir, près de la rivière Lipitz (1216). Mstislaf et Constantin furent vainqueurs. La république de Novgorod redevint indépendante.

Le pouvoir absolu des grands princes de Vladimir tomba après cette défaite. La principauté se divisa en volost-oudièls gouvernés par des princes qui ne reconnaissaient plus l'autorité du maître de Vladimir. Comme le dit Platonoff « ce qui distingua la Russie Souzdalskaia de l'ancienne Kievskaia fut l'absence de l'organisation des vièchés dans les villes, et le fait que les princes continuèrent à être maîtres absolus dans leurs oudièls ».

Cette autocratie persistante eut des conséquences importantes, comme on le verra par la suite, lorsque Moscou, ville

rostof-souzdalienne, voulut, à l'instar de Vladimir, devenir la capitale de toutes les terres russes.

La Galicie ou Russie rouge. — Nous ne nous arrêterons pas sur le développement des autres petites principautés russes comme celle de Tchernigof-Siéversk, où régnèrent les Olgovitchis, de Mourom ou de Riazan, soumises à Vladimir, de Smolensk, possession des Monomaque et de Polotsk, dont s'emparèrent les Lithuaniens. Leur destinée fut, en effet, intimement liée à celle des villes de Kif et de Vladimir. Nous l'avons vu au cours des chapitres qui précèdent.

Avant d'étudier l'histoire de Novgorod, l'une des plus grandes républiques de l'Europe du Moyen-Age, nous devons dire quelques mots sur la naissance de la principauté de Galicie, cette province dont le sort, après de nombreux siècles de vicissitudes, se joue aujourd'hui encore sur l'un des formidables champs de bataille de la dernière guerre mondiale.

Les Slaves volinianes habitèrent dès le début de l'histoire des Slaves russes la région du Pripeth et du Boug. Vladimir-Volynsk (de voliniane) Loutsk et Lublin furent les premières villes de cette province conquise vers le IX^e^ siècle par la principauté de Kief. D'autre part, les Slaves biélokhorvates s'étaient établis, aux premiers siècles de notre ère, le long des fleuves, le Dniestr et le Prouth. Les principales villes y furent : Galitch et Peremichl. Lvof (Lemberg) devait être fondée plus tard. Tous ces noms volhyniens et galiciens ont été souvent illustrés au cours de l'histoire européenne, et de nos jours, de nouveau, par de sanglantes batailles entre Slaves et Germains.

La Galicie fut réunie à la principauté de Kief au X^e^ siècle, sous Vladimir le Saint. A l'assemblée de Lioubetch (1097), elle fut donnée à des descendants de Iaroslaf le Sage, des princes izgois. La situation géographique du pays obligea les Kniaz de la Russie rouge à intervenir fréquemment dans les conflits qui mirent aux prises la Pologne, la Russie, la Hongrie et aussi la Lithuanie.

Un prince puissant de Volhynie, Romane Mstislavitch, conquit Galitch en 1199. Dès lors, la puissance du kniajestvo « Volynskoie-Galitskoie » ne fit que grandir.

La Galicie eût pu devenir un Etat redoutable dont l'alliance aurait été fort utile à l'époque de l'invasion tartare. Malheureusement un mal politique dont la Pologne, elle aussi, devait mourir, l'oligarchie des boïars, rongea dès le début de son histoire la Russie rouge. Cette aristocratie constituée par

de riches propriétaires terriens, supprima tout d'abord l'influence des vièchés et lutta ensuite contre la puissance des Kniaz. Romane Mstislavitch voulut écraser cette oligarchie naissante. Des boïars furent condamnés à mort et d'autres exilés. Mais Romane ne réussit pas à les vaincre. Ces guerres civiles affaiblirent la principauté qui, on le verra, fut envahie par les Polonais et les Lithuaniens.

Gospodine Veliki Novgorod (Seigneur ou Maître Grand Novgorod). — Les terres novgorodiennes, appartenant principalement aux Slaves ilmènes, s'étendaient, au XIII[e] siècle, du golfe de Finlande à la mer Blanche et du fleuve la Petchora aux sources de la Viatka et de la Kama, affluent de la Volga.

La République de Novgorod, par sa superficie, était donc l'Etat le plus considérable de la Russie primitive. Elle se divisait en cinq provinces ou *piatines* (piat : cinq). Ces piatines formaient partie intégrante de la république. Les terres plus lointaines (Perm, Oural, Petchora, Mer Blanche et Dvina septentrionale) constituaient ce qu'on peut appeler les colonies novgorodiennes : elles payaient un tribut à la République. Les villes de Pskof, Ladoga, Isbork, Staraia Roussa étaient considérées comme faubourgs de la capitale. Novgorod et Pskof furent les cités les plus peuplées de l'ancienne Russie ; elles comptaient jusqu'à six à sept mille maisons.

Le sol novgorodien était peu fertile. Le blé ne suffisait pas à nourrir la population. Les Novgorodsis achetaient le pain aux principautés du centre-est de la Russie et le transportait par la Volga et la Msta. Ils donnaient en échange des produits reçus de leurs voisins occidentaux de la Baltique : vins, étoffes, métaux et fruits. Novgorod fournissait à ses populations des l'ouest les fourrures, la cire, le miel et la graisse de poissons. Novgorod devint donc rapidement un centre très actif d'échanges entre l'Orient et l'Occident.

Le besoin de trouver des produits toujours plus nouveaux obligea les Novgorodsis à quitter souvent leur patrie. Ils furent non seulement des commerçants, mais aussi des colonisateurs. Ils se trouvèrent en rapports avec les Chozars, les Bulgares, les Arabes, les Scandinaves, les Grecs, les Allemands, pénétrèrent dans les vastes régions du nord et du nord-est de la Russie et dépassèrent même l'Oural. Les Novgorodsis furent les premiers Russes qui foulèrent le sol sibérien. Ne pouvant conquérir par la force toutes ces terres, ils surent y organiser des centres de commerce nombreux : une fois installés dans le pays, les marchands de la République faisaient venir des

hommes du peuple qui colonisaient la région au nom de leur seigneurs les boïars. Ainsi se formèrent les « colonies » soumises aux piatines novgorodiennes.

Ce fut au XII[e] siècle que la République inaugura ses relations commerciales avec l'Occident allemand. Des marchands goths, de l'île de Gothland, dans la Baltique, vinrent pour la première fois à Novgorod. Un siècle plus tard, les échanges s'établirent avec toute l'Allemagne du Nord par l'intermédiaire de la célèbre Hanse germanique.

Les villes libres de l'Allemagne, comme Brême, Hambourg, Dantzig, pour parer aux vices de l'anarchie qui s'était développée en Germanie, provoquée par toutes les causes que nous avons étudiées dans un précédent chapitre, ces villes, afin de défendre leurs intérêts commerciaux, s'étaient réunies en plusieurs ligues dont le but fut d'assurer elles-mêmes la police et la sécurité des communications sur terre et sur mer. Elles eurent des soldats, armèrent des navires de guerre. Ces ligues portaient le nom de Hanse. La plus célèbre fut la ligue Hanséatique, appelée plus tard « la Hanse », qui comprenait plus de cinquante villes. A Londres, il s'était formé une compagnie de marchands appelée « la Hanse de Londres », dans laquelle entraient de nombreuses villes de France et de Flandre. La Hanse de Londres rivalisait avec la Hanse germanique, mais Novgorod ne la connaissait pas au XIII[e] siècle.

Les relations commerciales entre Novgorod et la Hanse grandirent à un point tel que les Allemands possédèrent un quartier spécial de la cité où ils vivaient indépendants, soumis à leurs lois propres et ayant leurs églises.

Novgorod fut gouvernée jusqu'au XII[e] siècle par les Kniaz de Kief. Mais, après la mort de Vladimir Monomaque, la grande ville profita des guerres civiles incessantes, dans la principauté du sud, pour organiser son indépendance.

Les viètchés. — Les viètchés invitaient des kniaz appartenant aux rods princiers russes à venir gouverner la ville, mais sous certaines conditions, bien déterminées. On appelait *riade* l'accord ainsi conclu entre le Kniaz et l'assemblée du peuple.

« Le Kniaz devait, dans sa conduite, s'inspirer des mœurs et lois novgorodiennes ; son pouvoir était limité par celui du possadnik, il ne pouvait rendre justice qu'en présence de ce dernier ; le prince n'avait pas le droit de priver de ses fonctions tout personnage élu par le peuple sans l'accuser et prouver sa culpabilité devant un tribunal. Modifier les lois

existantes n'était pas en son pouvoir ; ni lui ni sa droujina ne pouvait acquérir de propriétés en terre novgorodienne ; il devait choisir parmi les Novgorodsis les gouverneurs des volosts soumis à Novgorod. Le Kniaz n'habitait pas la ville même ; sa résidence se trouvait à trois verstes de la capitale.

Les viètchés élisaient les Kniaz et, lorsqu'elles en étaient mécontentes, avaient le pouvoir de les chasser ; elles choisissaient le possadnik et le tissiatski.

Le possadnik dirigeait les affaires civiles, servait d'intermédiaire entre le kniaz et le peuple et remplaçait le prince lorsque celui-ci devait, pour une raison ou pour une autre, quitter la ville. Le possadnik était choisi parmi les plus riches seigneurs de la cité, les grands boïars ; il représentait l'aristocratie de Novgorod. Elu pour un temps indéterminé, les viètchés le renvoyaient dès qu'il avait cessé de plaire. Les *starostes*, élus par l'assemblée du peuple, administrateurs de la ville, dépendaient du possadnik.

Le tissiatski (de tissiatch, mille, mille citoyens soldats), s'occupait de toutes les questions militaires. Il commandait aux *sotnias* (sto : cent, cent soldats). Le tissiastki était aussi un boïar, mais il représentait la masse du peuple, tous ceux qui faisaient partie des tissiatch.

Le Kniaz recevait de la ville des dons et une rétribution dont la valeur était fixée une fois pour toutes. De plus, il jouissait du droit de chasse dans certaines régions. Le possadnik et le tissiatski touchaient des revenus de volosts différents.

Jusqu'au milieu du XII^e^ siècle, le métropolite de Kief envoyait lui-même à Novgorod un évêque élevé plus tard au rang d'archevêque. Mais bientôt les viéchés élurent elles-mêmes le chef de l'Eglise de la République. A cet effet, l'assemblée se réunissait sur la place de la cathédrale Sainte Sophie : trois candidats, pris dans le clergé novgorodien, se trouvaient dans l'église. Leurs trois noms étaient écrits sur trois feuilles différentes. Afin que sainte Sophie décidât elle-même du vote, un aveugle ou un enfant prenait l'une de ces feuilles. Le nom du candidat inscrit était celui de l'élu.

L'archevêque, consacré par le métropolite, ne faisait pas que gouverner l'Eglise de la République. Son nom *Vladika* (Maître), témoignait de son influence qui s'étendait à toute la vie politique de Novgorod. Il occupait la première place au Conseil d'Etat ; toute décision des viètchés devait tout d'abord être bénie par lui, et au cas où les assemblées populaires devenaient trop tumultueuses et violentes, il venait, la croix en

main, en grand arbitre pacificateur. Les kniaz et les possadniks recherchaient ses conseils : tout traité conclu avec les principautés russes ou les Etats étrangers devait être béni par le Vladika avant d'être exécuté. L'archevêque avait ses fonctionnaires, son tribunal, son régiment.

Les vièchés choisissaient donc les représentants de tous les pouvoirs civils et religieux de la République. Elles les expulsaient aussi de leurs charges, les jugeaient et leur montraient « la route qui conduisait hors de la ville ». Les lois nouvelles étaient votées par les vièchés ; seules, ces dernières avaient le droit de guerre et de paix. On convoquait les vièchés au son de la *cloche* (vetchevoi Kolokol). L'assemblée du peuple se réunissait soit dans le célèbre quartier du Commerce, place Iaroslaf, soit sur la place Sainte-Sophie, en face la Cathédrale. Le possadnik, le kniaz, les boïars, le peuple lui-même pouvaient, selon les besoins, réunir les vièchés. Tout homme libre, boïar ou paysan, avait le droit de s'y rendre. Les décisions des assemblées étaient prises à la majorité des voix, par acclamation, quand cette majorité s'était pleinement manifestée. Souvent, lorsque la minorité refusait d'obéir à la loi, on l'obligeait à l'accepter par la contrainte. Il arriva que deux vièchés hostiles se réunirent, l'une sur la place Iaroslaf, l'autre sur la place Sainte-Sophie. La journée finit par une bataille rangée entre les adversaires. L'archevêque et des prêtres s'empressèrent de venir apaiser les citoyens.

Conseil d'Etat. Aristocratie. Peuple. — On comprendra que dans de telles conditions, il était impossible aux vièchés de résoudre des problème d'ordre complexe ; aussi dans ce cas n'avaient-elles qu'à voter sur des rapports préalablement élaborés par le Conseil d'Etat. Tous les hauts fonctionnaires de la capitale étaient membres de ce Conseil que présidait, nous l'avons vu, le Vladika. L'influence de ce Conseil aristocratique grandit avec le temps.

La population novgorodienne se divisait en citoyens « majeurs », les boïars et les kouptsis (marchands) et en citoyens « mineurs », hommes « noirs », les *smierdis* (paysans) et les *polovnikis* (sorte de travailleurs salariés).

Les boïars formaient la grande aristocratie de la République. Ils possédaient de vastes domaines dans les piatines et les colonies novgorodiennes. Les membres des familles riches élues plusieurs fois par les vèchés à de hautes charges, devenaient boïars. Les marchands, avec le développement du commerce de la République, rivalisèrent de richesses avec les

boïars et constituèrent une classe très influente dans les décisions du Conseil d'Etat et les votes des vièchés.

Le hommes noirs, classe aisée ou pauvre, petits marchands, gens de métiers, salariés et paysans, étaient comme les boïars et les kouptsis citoyens libres. Les smierdis habitaient les terres gouvernementales organisées en communautés spéciales appelées pogostes. Les polovnikis dépendaient de leurs patrons, des propriétaires fonciers.

Novgorod fut une république puissante, dont l'influence s'étendit sur d'immenses régions et dont l'organisation démocratique modèle eut des répercussions dans la vie de tout le pays. Malheureusement, Novgorod devait succomber, affaibli par de longues guerres civiles, des luttes incessantes entre les hommes noirs et les boïars, les pauvres et les riches. De plus, un adversaire redoutable grandissait : le kniajestvo de Souzdal. Novgorod dut se soumettre à la loi d'André Bogolioubski. Redevenue indépendante après Vsevolod le Grand Nid, la République put jouir encore de nombreuses années de force et de prospérité avant de tomber définitivement sous le pouvoir des kniaz de Moscou.

Une ville, Pskof, faubourg de Novgorod, se libéra peu à peu de la domination de la capitale et devint une cité indépendante, appelée « frère cadet de Novgorod ». Elle resta seulement soumise à l'autorité spirituelle du Vladika novgorodien. Sa cathédrale de la Sainte Trinité joua le même rôle que celle de Sainte-Sophie. Pskof conclut des traités spéciaux avec la Hanse germanique.

La situation géographique du frère cadet de la grande république l'obligea à jouer, nous le verrons, le rôle d'avant-garde protectrice des terres russes, subissant les premières attaques de ses ennemis occidentaux, allemands et lithuaniens.

La Russie avant l'invasion tartare. — Le régime démocratique de la République novgorodienne peut servir d'image-type de l'organisation politique et sociale de toute la Russie au début du XIII[e] siècle. Nous nous répéterons donc fort peu ici et insisterons uniquement sur certains détails frappants de la vie russe à cette époque.

Nous n'avons pas encore parlé de la classe la plus humble de la société, la plus misérable, la plus malheureuse, celle des esclaves, connu sous le nom général de *tchéliad*. Les *cholops*, les *rabs* (esclaves) très nombreux, furent tout d'abord des prisonniers de guerre ; plus tard, leurs enfants et descendants continuèrent à subir leur sort. Les esclaves ne répondaient pas

de leurs fautes ou de leurs crimes devant la loi : leur maître était seul responsable de leurs actes et avait droit de vie, de mort et de châtiment sur eux. Lorsque le possesseur d'un esclave chassait ce dernier, le cholop devenait izgoi, homme sans gîte ni protection. Les kniaz, les boïars et les monastères avaient seuls le droit de posséder des rabs ; nous avons vu comment les prêtres, les moines et quelques grands princes chrétiens s'efforcèrent d'améliorer le sort non seulement des izgois, mais aussi celui de tous les esclaves.

On rencontrait aussi des *zakoupis*, citoyens libres n'ayant pu régler leurs dettes et qui « se louaient » à leurs clients, ou criminels qui n'avaient pu payer la somme nécessaire pour le rachat de leur crime. Lorsque le travail fourni annulait la dette les zakoupis redevenaient smierds au polovniks, hommes libres.

La Vérité Russe. — Ce premier code du pays déterminait les conditions dans lesquelles un homme devenait cholop ou zakoup et la façon dont il se libérait, de manière à éviter toute erreur ou injustice.

Ce fut sous Iaroslaf le Sage, on le sait, que parut le recueil de lois, la *Rousskaïa Pravda*. Le but de ce travail fut tout d'abord de limiter, puis de supprimer la coutume barbare de la vengeance par le sang ; les fils de Iaroslaf l'abolirent complètement. Le kniaz, le possadnik ou le tioune rendait la justice chez lui : le coupable devait payer une amende (*vira*) au kniaz et des dommages et intérêts (*ourok*) aux parents de la victime. Des amendes furent fixées de même pour toute injure grave, simple ou suivie de voies de fait.

Le condamné payait par *konnes* ou *grivènes*. Les konnes — monnaie ancienne — étaient des fourrures précieuses que l'on échangeait pour d'autres marchandises jusqu'à valeur égale. Plus tard, on coula le métal argent en poids différents : la monnaie ainsi obtenue fut appelée grivène. La peine de mort n'existait pas, les châtiments corporels ne pouvaient être infligés aux hommes libres. Si le criminel avait fui, la communauté où le corps avait été trouvé payait la vira. Avant de fixer l'amende, on considérait la classe à laquelle appartenait la victime : ainsi, le meurtrier devait payer 80 grivènes pour l'assassinat d'un droujinik du kniaz, 40 seulement pour celui d'un homme libre. L'amende pour une insulte dépendait de la qualité de l'injure ; pour le vol, elle se déterminait selon l'objet volé.

Des dispositions spéciales limitaient les droits des usuriers ; d'autres fixaient les droits de l'héritage. La fortune du père se divisait également entre les fils ; les filles ne recevaient rien, mais leurs frères devaient leur assurer une dot.

La Russie, pays démocratique. — Ainsi, sous l'influence de la culture de Tsargrad, nous l'avons vu, un Droit régulier, écrit, fixe, naissait et s'établissait en Russie. Ce droit contribuait, avec la loi chrétienne, dont il s'inspirait, à créer l'unité morale du pays entier. D'autre part, et « malgré des séparations, des divisions manifestes, toutes les principautés russes conservaient un lien intérieur, comme l'écrit Elpatievski, tous les kniaz et les habitants des kniajestvos avaient conscience qu'ils constituaient un seul et même peuple russe. Une religion unique régnait sur tout le grand pays, où l'on parlait la même langue, où les Russes vivaient de mœurs semblables légèrement modifiées çà et là selon les conditions climatériques et que gouvernaient des kniaz appartenant tous à la maison des Riourik ».

Déjà la littérature du XII^e^ siècle, les chroniques, les poèmes, l'épopée, *Chants sur l'expédition d'Igor*, parlent de Kief comme du « berceau de la terre russe », appellent les droujinis appartenant à des kniaz en guerre entre eux ou contre l'ennemi du dehors « régiments russes » « roussitchis». Des princes comme André Bogolioubski rêvent d'une unité territoriale de la patrie. Enfin, l'unité des mœurs qui s'est réalisée chez tous les Slaves russes habitant l'immense étendue allant de la Galicie à la Baltique, de la Mer Blanche à l'Oural, et de la Volga aux Carpathes, fait de la Russie du XII^e^ siècle, bien que primitive, barbare et non unifiée politiquement, la plus grande démocratie de tous les temps.

La démocratie, n'est-ce pas la volonté du peuple et cette volonté ne se manifeste-t-elle pas par les vièchés ? Or, un chroniqueur du XII^e^ siècle écrit : « Les Novgorodsis, en premier lieu, puis les Smolianes (de Smolensk) et les Kianes (de Kief) se réunissent en vièchés ; et ce que les aînés (habitants de la ville principale du volost) ont décidé, est exécuté aussi par les *prigorodis* (gorod ou grad : ville ; prigorod, faubourg de la capitale, ou autres villes de l'oudïel).

Comme celles de Novgorod, les vièchés de toute la Russie choisissent les kniaz. Le peuple de Kief demande plusieurs fois, et sous menace de révolte, à Vladimir Monomaque de prendre le gouvernement de la ville. Les vièchés de Rostof et de Souzdal élisent Bogolioubski et nous savons comment ils se conduisirent

à la mort de ce premier autocrate. Partout, lorsque l'assemblée du peuple choisit un prince, elle conclut avec lui un riade, et cet accord est confirmé, sanctifié, par la cérémonie du baiser de la croix, sorte de serment.

Les vièchés décidaient de la guerre ou de la paix : ainsi les habitants de Kief refusèrent de suivre Iziaslaf Mstislavitch dans sa guerre contre Iouri Dolgorouki.

La vie du kniaz. La vie du peuple. — Nous avons vu par l'exemple de Novgorod comment gouvernait le kniaz d'accord avec les fonctionnaires élus par les vièchés et parfois aussi nommés dans les autres principautés par le prince lui-même ; celui-ci les choisissait souvent parmi ses droujinikis.

Comment vivait le kniaz ?

— Les kniaz se mariaient jeunes, souvent à quatorze ans. Ils épousaient des kniajnias russes, des filles de boïars, de Khan polovètse, des princesses de Tsargrad, de Pologne, de Hongrie ou de Scandinavie.

Le kniaz encore adolescent était envoyé dans la ville qu'il devait gouverner plus tard. A son arrivée, il s'asseyait sur le « *Stol* » (trône), dans la principale église de la cité, le clergé le bénissait et les habitants lui prêtaient serment en baisant la croix, cérémonie que plus tard, à l'avènement du kniaz, le peuple devait répéter. »

L'incident suivant, qui eut lieu à Novgorod en 1218, nous montre l'importance que le peuple attachait à cette cérémonie : Sviatoslaf était alors kniaz, il n'aimait pas le possadnik Tverdislaf et demanda aux vièchés de l'éloigner.

— De quoi est-il coupable ? demanda le peuple.

— Il n'a commis aucune faute, mais il ne me plaît pas.

Alors les Novgorodsis dirent : « Kniaz, tu as baisé la croix avec nous, jurant ainsi que tu ne priveras aucun homme libre de son pouvoir. Si le possadnik ne te plaît pas, nous te saluons, tu peux nous quitter. »

Et Sviatoslaf fut obligé de réprimer son antipathie pour le possadnik.

Cette petite anecdote nous en dit long sur la mentalité démocratique du peuple russe à cette époque.

Les princes de l'époque des Oudièles étaient non seulement des hommes instruits, mais parfois même des lettrés comme Vladimir Monomaque. Très religieux, ils fréquentaient souvent les églises et les monastères, en construisaient de nouveaux, et quelquefois se faisaient moines à l'approche de la mort. On les enterrait dans ces édifices saints.

Ils se levaient avant l'aube, allaient à l'église et travaillaient ensuite avec les boïars ; le reste de la journée se passait en parties de chasse, leur occupation favorite, et en repos. Le soir les kniaz s'amusaient avec leurs droujinikis à voir danser et entendre chanter les *Skomorochs* (sorte de troubadours russes qui allaient de ville en ville chez les riches boïars et chantaient en s'accompagnant avec la grossnia, instrument ancien, les bylines de Kief et de Novgorod.

Le kniaz habitait la capitale (ville « aînée ») du volost, les possadniks ou les tiounes vivaient dans les prigorodis.

Au début du XVI^e^ siècle, la Russie possédait environ trois cents villes ; les maisons y furent tout d'abord en bois, basses, à deux étages pour les kniaz et les boïars, à un étage pour le peuple. Autour de l'izba du prince ou du noble s'élevaient les chaumières de leurs smierdis et polovniks. Une petite izba spéciale était destinée aux bains. Ce furent des ouvriers et des artistes de Tsargrad qui, nous l'avons dit, apprirent aux russes à bâtir avec de la pierre.

Littérature et Art. — Nous ne reviendrons pas sur les premières écoles et les premières manifestations de l'art littéraire. pictural et architectural de la Russie. Nous ajouterons ici quelques noms et quelques titres, illustrant la naissance aux efforts créateurs du grand pays slave.

Nestor (1056-1114), moine du célèbre monastère de Feodossi, et Sylvestre, moine du monastère Vidoubitsk qui vécut vers la même époque, laissèrent des chroniques : « *Récits des temps passés* », œuvres auxquelles les historiens modernes recourent encore. Ces récits, qui nous font connaître l'histoire du pays jusqu'à la fin du XI^e^ siècle, furent continués ensuite par des chroniqueurs, moines des monastères de Kief, de Novgorod et d'autres villes de Russie.

Les bylines forment un vaste monument littéraire : les plus célèbres sont celles de Kief et de Novgorod ; les premières relatent les luttes pénibles et héroïques soutenues par le peuple contre les hordes asiatiques. Les paysans russes chantent encore aujourd'hui les héros « Ilia Mourometz », « Dobrinia Nikitich », et « Aliecha Popovitch ». Les bylines de Novgorod ont un autre caractère : ce ne sont plus les exploits des droujinis, mais l'effort patient, quotidien, des marchands et des industriels, l'activité pacifique et organisatrice de tous les hommes libres. « Mikilouchka » est un robuste paysan qui triomphe de la terre stérile, « Sadko » est tout d'abord un misérable chanteur « Skomoroch » qui court les villages avec sa gousslia, il devient

riche par la suite, s'adonnant au commerce, et possède trente navires qui sillonnent les mers bleues. Enfin « Bousslaef » est le héros des luttes politiques qui troublèrent si souvent la grande république.

Citons encore l'épopée du XII[e] siècle : « *Chants sur l'expédition d'Igor* ». Elle nous met en contact avec l'âme du peuple de la Russie démocratique et nous fait sentir sa douleur devant les guerres civiles perpétuelles qui permettent à l'étranger maudit de ruiner la patrie.

Quant aux chefs-d'œuvre d'architecture et de peinture religieuses, nous devons mentionner encore ceux qui s'élevèrent en Rostof-Souzdal, sous André Bogolioubski et ses successeurs. Ils ne le cédaient en rien à ceux de Kief et de Novgorod dont nous avons déjà parlé. L' « *Ouspenski Sobor* » (Sobor-Cathédrale) de Vladimir, et d'autres églises enrichies d'ornements sculpturaux furent d'autres splendides manifestations du goût plastique russo-byzantin du XII[e] et XIII[e] siècles.

Tel fut l'état politique, social et moral de la Russie à l'époque où les Tartares l'envahirent. La Russie n'avait rien « reçu », mais déjà elle aurait pu commencer à « donner » à l'Europe, lorsqu'elle fut brusquement, brutalement conquise, ne gardant qu'un faible contact, malheureusement hostile, avec l'Occident.

CHAPITRE VI

LE JOUG MONGOL. MOSCOU : SES EPREUVES. ALEXIS ET SERGE. LITTERATURE RELIGIEUSE

Les Tatares. — L'invasion tatare fut soudaine, inopinée. Un chroniqueur russe du XIII[e] siècle écrit : « Des barbares sont venus et personne ne sait au juste qui ils sont, d'où ils viennent, quelle langue est la leur, à quelle tribu et à quelle religion ils appartiennent ». Un autre moine dira : « Dieu seul connait ces hommes. Il nous les a envoyés pour nous punir de nos fautes qu'il nous faut expier ».

Il aurait dépendu de la sagesse des princes de prévoir le sort terrible qui allait frapper la Russie. Les princes russes en effet, avaient déjà été avertis par les invasions des Petcheneguis et des Polovtsis ; ils auraient donc pu, dans une certaine mesure, prévoir la possibilité d'un pareil événement et préparer, par l'union de toutes les forces du pays, une armée suffisamment puissante pour briser tous les assauts plus ou moins imprévus des barbares d'Asie.

La Mongolie actuelle fut la patrie de la tribu mongole des Tatares. Un Khan, Temoutchine (1154-1227) résolut de réunir en une nation puissante toutes les hordes nomades mongoles. Il y réussit après quarante années de guerre contre elles. Dans une assemblée de tous les princes mongoles, il se fit appeler alors Tchingiz Khan (Grand Souverain) et conquit ensuite la Chine du Nord (1213), puis il se tourna vers l'Occident et atteignit la mer Caspienne et l'Arménie, semant sur son passage l'épouvante et la ruine.

L'un des détachements de Temoutchine franchit le Caucase et arriva jusqu'aux steppes méridionales de la Russie occupées alors par les Polovtsis. Ceux-ci furent écrasés et appelèrent les Russes à leur secours. Les kniaz de Tchernigof, de Kief et de

Galitch décidèrent de prendre les armes. Les Khans tartares leur envoyèrent des ambassadeurs avec l'ordre de dire qu'ils en voulaient non aux Russes, mais aux Polovtsis. — « Restez en paix avec nous. Si les Polovtsis viennent à vous, tuez-les et emparez-vous de leurs propriétés. Nous savons qu'ils vous ont fait beaucoup de mal. »

Les princes russes s'unirent aux Polovtsis avec leurs droujinis. La bataille eut lieu près de la Kalka, rivière qui se jette dans la mer d'Azof. Les Polovtsis, battus, se précipitèrent, en fuyant, dans les rangs des Russes et y provoquèrent un désordre qui empêcha toute résistance (1224). La Russie n'avait jamais connu pareil désastre. Six kniaz y furent tués. Les Tatares cette fois, ne profitèrent point de leur victoire. Tchingiz Khan rappela ses avant-gardes, mais, se considérant déjà comme le maître du monde, il laissa à sa mort (1227), en héritage à ses fils, non seulement toutes ses conquêtes asiatiques, mais aussi « tout le pays à l'ouest de l'Oural et de la Caspienne », c'est-à-dire la Russie. Treize ans après la bataille de la Kalka, le petit-fils de Temoutchine, Baty, réunit une armée de trois cent mille hommes, chiffre formidable pour l'époque, et partit à la conquête du pays russe qui lui revenait.

« Avant la seconde invasion tatare, des phénomènes extraordinaires et incompréhensibles aux russes de ce temps, épouvantèrent le pays et firent croire à la fin prochaine du monde. Une comète apparut ; des forêts entières brûlèrent, incendies provoqués par une sécheresse très grande ; il y eut une éclipse de soleil, un tremblement de terre ébranla tout le sol russe, enfin Novgorod et Smolensk souffrirent cruellement de la famine. »

Mœurs des Tatares. Tolérance religieuse. — Avant de relater les terribles événements qui se précipitèrent de 1237 à 1240, il est intéressant de faire connaître la vie des futurs maîtres de la Russie. Des voyageurs européens qui furent reçus par les khans mongols, Marco Polo, Roubroukviss, Plano Karpini, ont laissé des souvenirs qui sont des documents d'une grande valeur historique. Voici un passage que nous extrayons de l'un de ces documents :

« Les hommes ne font que tirer de l'arc et surveiller quelque peu leurs troupeaux. Tous sont d'excellents tireurs. Les enfants de deux et trois ans vont déjà à cheval et apprennent à viser. Les jeunes filles et les femmes savent aussi monter à cheval et se servir de la flèche ; elles sont très laborieuses et les hommes les respectent. La femme du khan prend place sur le trône, près

de son mari, elle le conseille et, à sa mort, devient régente. La polygamie est en usage chez les Mongols.

Les Tatares croient en un seul dieu, adorent le soleil, la lune, l'eau et la terre. Ils sont très tolérants en matière religieuse. »

« Roubroukviss voit des prêtres chrétiens, musulmans et païens exercer leur culte les uns après les autres devant le khan Mangou. « Nous autres Mongols », dit le khan à l'Européen, nous croyons en un seul Dieu pour lequel nous vivons et mourons. Mais de même que Dieu a donné à notre main plusieurs doigts, il a donné aux hommes plusieurs voies pour le salut. » Une loi de Temoutchine libère les prêtres de toutes les religions de tout tribut à payer aux Tatares.

Les Tatares sont très superstitieux. C'est commettre un péché que de toucher du feu avec un couteau, tuer des petits oiseaux, briser des os contre des os, renverser du lait ou toute autre boisson. Ils croient aux pressentiments, aux enchantements, à la purification par le feu ; aussi, font-ils passer les ambassadeurs étrangers et les princes apportant des dons entre deux rangées de feux, afin de préserver leur souverain de toute influence mauvaise. Les magiciens et les voyants possèdent un grand ascendant sur la population.

Il n'existe aucun peuple au monde aussi obéissant et respectueux vis-à-vis des autorités que les Tatares ; ils se querellent rarement et ne se battent jamais entre eux. L'entr'aide est en honneur chez le peuple ; ils supportent facilement les privations, passent deux ou trois jours sans manger, chantent et se réjouissent comme s'ils n'avaient pas faim.

Personne chez les Tatares n'emploie cette expression : « Ceci est à moi », car tout appartient au khan. Les voleurs sont inconnus parmi eux ; les portes de leurs maisons restent toujours ouvertes. Affectueux et indulgents à l'égard de leurs concitoyens, ils pratiquent la cruauté envers les étrangers ; leur orgueil et leur mépris pour les autres nations n'ont pas de borne. Ils se croient les maîtres du monde de par la volonté de Dieu et n'accordent la paix qu'à ceux qui reconnaissent leur domination. Tchingiz khan ordonnait à ses hommes de n'épargner ni les propriétés, ni la vie des ennemis. « L'être le plus heureux sur la terre est celui qui chasse son adversaire écrasé », disait-il, « qui dévaste ses biens, chevauche sur ses coursiers, se réjouit des larmes de ses proches et embrasse ses femmes et ses filles ».

L'armée tatare organisée par Tchingiz khan est divisée en

dizaines (dix soldats), commandées par des dizainiers, en centaines, ayant des centainiers pour chefs, en milliers, obéissant à des commandants de milliers, et en dizaines de milliers à la tête desquels se trouve un chef spécial.

Le nombre des soldats sous Baty montait à 600.000 hommes, 160.000 Tatares et 450.000 étrangers. Les états conquis par les Mongols fournissaient aux troupes du khan le dixième de la population mâle.

Donc, ce fut le peuple tatare qui conquit la Russie et lui fit subir son joug pendant près de 250 ans (1237-1480).

Baty. — Au commencement de l'hiver de l'année 1237, Baty traversa le fleuve Oural qui se jette dans la Caspienne, culbuta les forces des Bulgares de la Volga et détruisit leur capitale, Veliki-Boulgar. Puis il s'approcha de la ville de Riazan que gouvernaient les Algovitchis et exigea de ceux-ci la remise immédiate du dixième des troupeaux et de la population du kniajestvo. Les kniaz répondirent : « Tout vous appartiendra quand nous serons morts », et demandèrent secours aux autres princes russes. Ceux-ci n'aidèrent pas les Riazantsis et luttèrent isolément par la suite contre les Tatares. Riazan fut prise, brûlée, sa population massacrée ou réduite en esclavage.

Baty prit ensuite la direction du nord et envahit la principauté de Rostof-Souzdal. Sur sa route, il rencontra une droujina peu nombreuse commandée par un noble de Riazan, Kolovrate. Un combat s'engagea mais les forces étaient trop inégales ; les russes succombèrent. Les Tatares, admirant l'héroïsme de la petite troupe, laissèrent libres les survivants. Après avoir saccagé la ville de Moscou, ils arrivèrent aux portes de Vladimir. Leur ligne de conduite nous est connue : épargner le vaincu qui se rend, détruire ce qui résiste. Or, une byline de l'époque chante la volonté des russes : « Nous mourrons, mais nous ne deviendrons pas esclaves ».

Le kniaz Iouri II ne se trouvait pas à Vladimir lorsque Baty assiégea cette ville ; il l'avait quittée pour former une armée un peu plus au nord. Les Vladimirtsis résolurent de résister jusqu'au dernier homme. L'évêque Mitrophane harangua ainsi la foule : « Amis, ne craignons pas la mort, ne regrettons rien de cette vie si éphémère, mais méditons sur l'éternité dans laquelle vivent les anges. Le Christ ceindra nos têtes de couronnes immortelles ! » La glorieuse cité fut prise ; les Tatares mirent le feu à la célèbre cathédrale Ouspenski ; la famille du kniaz, l'évêque et beaucoup d'habitants périrent dans les flammes. Pas une maison de Vladimir ne resta debout. Baty

se remit en marche, anéantissant tout sur son passage, pour livrer bataille à Iouri II. La bataille eut lieu près de la rivière Siti, non loin de la Volga. Les russes, trop inférieurs en nombre, furent écrasés, leur kniaz périt dans la mêlée.

Baty s'empara ensuite des villes de Tver et de Torjok, puis se dirigea vers Novgorod au début du printemps, époque de la fonte des neiges, où les fleuves débordaient, où les marais étaient infranchissables. La saison sauva cette ville. Baty craignit un désastre et prit la direction du sud-est. Sur son chemin, une petite ville, Kozelsk, lui opposa une résistance acharnée qui resta comme une page des plus glorieuses de cette lutte tragique. Le siège de cette bourgade dura près de deux mois. Les habitants, décidés à mourir pour leur prince encore enfant, prirent tous les armes ; il ne resta pas une âme, pas une maison. Les Tatares appelèrent Kozelsk la « ville mauvaise ». Elle avait dû être prise d'assaut, comme toutes les autres villes de la Russie qui se défendirent héroïquement et dont les hommes et les femmes périrent les armes à la main.

En quelques mois (hiver 1237-mars 1238), Baty avait conquis tout l'est et le nord-est de la Russie.

Dans sa marche vers le Sud, le khan mongol culbuta ensuite les Polovtsis, qui s'enfuirent au nombre de 40.000 en Hongrie, et fit halte dans les steppes entre les cours inférieurs du Don et de la Volga. En 1239, il dévasta les principautés de Pereiaslavl et de Tchernigof et s'avança sur Kief. Les kniaz du sud luttèrent avec un héroïsme désespéré mais ils commirent la même faute que les princes des autres régions : ils ne s'unirent pas contre l'envahisseur ; Kief tomba, après une longue résistance, en 1240.

Baty marcha alors sur Galitch, s'en empara, traversa les Carpathes et envahit la Hongrie. En Europe, on crut à une nouvelle invasion des Huns. Ce fut l'épouvante générale. Le pape appela aux armes tout l'occident. Mais l'Angleterre était loin, la France se préparait avec Saint-Louis à une nouvelle croisade, et l'empereur roi germanique se contenta d'une lettre envoyée aux souverains catholiques.

La Russie, par sa glorieuse résistance, avait heureusement de beaucoup diminué la force des Tatares. Ce furent encore des Slaves qui sauvèrent l'Europe de l'invasion qui la menaçait. Une armée tchèque arrêta en Moravie la marche en avant de Baty. Celui-ci fut obligé de rebrousser chemin et revint en Russie. Il y fonda sur la Volga la capitale de son empire qu'il appela la Horde d'Or ou de Kiptchaksk. Plus tard, aux

XIVe et XVe siècles, furent créées les Hordes de Crimée et de Kazan.

La Russie ne présentait plus, en 1240, qu'une immense étendue de ruines, de désolations et de mort. Plus des huit dixièmes de la population avaient péri. « Lorsque nous traversâmes le pays russe », écrit Plano Karpini, qui voyagea en Russie cinq ans après l'invasion, « nous vîmes une innombrable quantité d'ossements humains qui jonchaient les steppes ». Et un chroniqueur russe de ce siècle se lamente en ces termes : « Baty, comme une bête féroce, dévorait des régions entières, déchirant tout avec ses griffes. Les kniaz russes les plus braves tombèrent dans les combats ; d'autres erraient sur les terres étrangères, cherchant secours en vain. Jadis possesseurs de grandes richesses, ils ont tout perdu. Les mères pleuraient leurs enfants écrasés sous les coursiers tatares. Les vivants enviaient le calme des morts. »

C'était cependant un peuple fort, doué de puissantes qualités morales, nous l'avons vu, qui devenait le maître de la Russie. Son joug bien que dur fut loin d'être cruel. Nous allons en étudier maintenant les manifestations et les conséquences.

Le joug Mongol. — Les khans tatares considérèrent la terre russe comme leur « oulousse » (domaine). Demeurant à Saraï, ils envoyèrent leurs « *baskakis* » (fonctionnaires) avec des détachements armés dans les principales villes du pays. Comme le tribut du Khan se payait par tête, des scribes spéciaux recensèrent tout d'abord la population, excluant du nombre les clergés « blanc et noir » (prêtres et moines). Nous connaissons la loi tatare concernant les représentants consacrés des religions : cette libéralité basée sur une profonde tolérance religieuse s'étendit à la famille entière de l'ecclésiastique ; de plus les objets d'église, livres, vases, encensoirs, etc., furent déclarés inviolables. La religion chrétienne n'eut donc aucun persécuteur ; les khans firent même une loi punissant de mort tout homme, tatare ou non qui blasphèmerait contre l'orthodoxie. Mais il arriva que des Russes refusèrent de passer entre deux rangées de feux (nous connaissons la vertu purificatrice que les Mongols attribuaient à cette cérémonie) on les décapita. Cette mesure fut prise, non à cause de l'irrespect témoigné vis-à-vis d'une croyance tatare, mais par suite de la désobéissance au Khan.

L'impôt par tête fut un tribut fort lourd à payer pour le peuple. Les malheureux smierdis refusèrent souvent de fournir la somme nécessaire. Battus sans pitié par les tatares qui

leur prenaient leur misérable avoir, chevaux, charrues et mobilier, ils se révoltèrent maintes fois, tuant fonctionnaires et soldats envoyés pour la levée de l'impôt. Les princes russes eurent à subir de nombreuses humiliations pour apaiser le courroux du Khan et durent contraindre leurs sujets par la force à l'obéissance aux vainqueurs.

Si la misère du paysan était trop manifeste, les tatares s'emparaient de ses fils et filles, souvent de lui-même et de sa femme, pour les réduire en esclavage. Afin d'échapper à ce sort, de nombreux smierdis se donnaient comme cholops à de riches concitoyens, ou allaient travailler dans les terres des monastères pour y trouver la sécurité.

Une haine féroce contre le maître maudit remplissait les cœurs russes. Le langage populaire a conservé des expressions de l'époque : « Il est plus méchant que le plus cruel des tatares », « le tatare, comme le chien, n'a pour âme que de la vapeur », « un hôte inopportun est plus désagréable qu'un mauvais tatare ». Et les paysannes chantent encore cette berceuse :

« Baiou, baiouchki, baïou (Dodo, fais dodo)
Petit enfant, dors et réveille-toi fier et brave,
Prends tes armes, sur le mur,
Ceins ton épée, charge ton pistolet
Et va... Cingle et tue le tatare impie
Et ses tatartchenkis » (petits tatares).

Les kniaz continuaient à gouverner leurs volosts. Mais ils avaient continuellement affaire aux baskakis et autres envoyés du Khan. De plus, ils devaient de fréquentes visites au souverain mongol, à Saraï ; là, on leur ordonnait de s'agenouiller devant des idoles, des portraits du Khan, devant le monarque lui-même. Tant que la Horde d'or dépendit des grands souverains de la Mongolie, les princes russes, après être restés quelque temps à Saraï, durent faire encore le voyage jusqu'à cette province lointaine, afin d'y rendre les honneurs à leur maître. Il arriva que des kniaz refusèrent de s'humilier ainsi : Michel Vsevolodovitch de Techernigof et son boïar Théodore furent mis à mort à Saraï même pour désobéissance. Les métropolites russes étaient obligés eux aussi de venir à la Horde d'or.

Lorsqu'un kniaz montait sur le trône, il recevait du Khan un *iarlik* (lettre d'investiture) lui donnant droit à la souveraineté dans son oudïel. Les tatares ne changèrent rien aux lois

de successions de la maison des Riourik. Mais lorsque des guerres civiles éclataient entre les princes et que ceux-ci s'adressaient au Khan pour les juger et les secourir, les khans envoyaient des iarliks selon leur volonté et punissaient les kniaz qui ne se soumettaient pas.

Conséquences de l'invasion Mongole. — On voit que les tatares laissèrent à l'Eglise russe toute sa force et son influence, aux Riourikovitchis, leur pouvoir. L'unité morale du peuple ne fut donc pas atteinte et les bases de son unité politique restèrent intactes. Malheureusement, les Russes souzdaliens ou vladimiriens furent vite détachés de la Russie du sud-ouest et des terres novgorodiennes. Les influences occidentales, allemandes au Nord et polonaises au Sud, devinrent prépondérantes, car le joug mongol ne s'étendit pas sur Novgorod et s'affaiblit bientôt dans les principautés méridionales de l'Ouest: Novgorod et Moscou durent engager par la suite des guerres nombreuses, soit pour ne pas tomber sous la domination allemande ou polonaise, soit pour arracher à la Pologne les kniajestvos conquis par elle.

Ces premières conséquences de l'invasion tatare auraient donc pu être fort graves pour la Russie en tant qu'individualité nationale, permettant à une Pologne, pays slave catholique, si elle avait été puissante et organisatrice de devenir le centre unificateur des Slaves de l'Europe. Les destinées du slavisme et de l'Europe entière auraient peut-être changé.

Mais les kniaz de la Russie souzdalienne n'avaient rien perdu des qualités de leur race : l'exemple d'André Bogolioubski demeurait gravé dans leurs mémoires. Vladimir n'était plus la capitale, certes, mais une autre ville grandissait, Moscou, dont les princes allaient faire revivre ce qu'on peut appeler déjà la tradition grand-russienne. Nous en avons dit les caractéristiques et Soloviev les fait ressortir avec force dans cette phrase : « *Ils se ressemblent tous* (*les kniaz de Moscou*), *il est difficile à l'historien de saisir dans leurs expressions impassibles les qualités de chacun ; une pensée unique les absorbe tous, tous ils suivent la même voie, ils vont lentement, prudemment, mais sûrement, sans s'écarter de la ligne droite ; chacun avance d'un pas sur la route suivie par son prédécesseur et prépare à son successeur le pas en avant qu'il devra réaliser.* »

Ce fut par Moscou que se forgea le destin russe. Moscou permit à la Russie de devenir le grand, l'unique pays par lequel les destinées slaves s'accompliront un jour en Europe.

Les tatares n'apportèrent aucune civilisation à la Russie, ils ne donnèrent rien à la pensée russe, car certaines de leurs qualités morales — tolérance religieuse, sensibilité mystique — s'accordaient trop bien avec l'âme russe pour l'enrichir ou la diminuer. Aussi, après les premières haines sauvages et cruelles, inévitables entre vainqueurs et vaincus, un rapprochement eut-il lieu : des tatares devinrent paisibles habitants de la Russie, marchands ou agriculteurs ; les Russes adoptèrent quelques coutumes orientales, une fusion de races s'opéra grâce à des mariages.

Mais beaucoup de sang devait encore couler et la lourde responsabilité de longs efforts nécessaires allait incomber à Moscou pour faire oublier les cruautés de l'invasion mongole et créer l'unité d'un des plus grands pays du monde.

Moscou. — L'une des causes de l'agrandissement de Moscou fut sa situation géographique favorable. La ville se trouvait au carrefour des routes menant du Sud au Nord de la Russie, et de la république de Novgorod à la principauté de Riazan. Les marchands ne pouvaient donc éviter la rivière, la Moscova: le blé, la cire et le miel qui venaient des régions de l'Oka à Novgorod passaient par Moscou.

Les princes moscovites tirèrent tout le profit possible de ces immenses avantages : en effet, les marchands s'arrêtaient fréquemment et pour longtemps dans la capitale, des paysans et travailleurs de tous métiers y affluaient, attirés par l'appât du gain et y restaient ; la population augmenta, les impôts et droits sur les échanges, le séjour à Moscou, etc., s'élevèrent beaucoup, enrichissant le trésor des princes de la ville.

La richesse des kniaz moscovites leur permit d'acheter la bienveillance des Khans tatares et d'appeler à leur service les boïars des autres princes russes. La faveur des souverains mongols fut un bien inappréciable : les princes russes commençaient à s'inquiéter des progrès du kniajestvo de Moscou. *Daniel*, fils cadet d'Alexandre Nevsky dont nous parlerons plus loin, après avoir pris le pouvoir de cette principauté avait agrandi son domaine des terres de Pereïaslavl reçues en héritage de son neveu. *Iouri*, le petit-fils d'Alexandre Nievsky, qui succéda à Daniel, prit Mojaisk aux Smolianes, et Kolomna aux Riazantsis. Il déclara la guerre ensuite à Michel Iaroslavitch, kniaz de Tver, afin de lui enlever ses droits sur Vladimir. Iouri triompha en épousant la sœur du Khan et en recevant le iarlik pour Vladimir.

Michel fut tué à la Horde d'Or, mais son fils Dmitri le

vengea en assassinant Iouri. Le Khan fit décapiter Dmitri, mais donna le iarlik à son frère Alexandre.

Moscou perdait donc Vladimir. Mais son kniaz Ivan Kalita, frère de Iouri, sut profiter d'une faute grave du prince de Tver. Alexandre avait laissé tuer par ses sujets l'ambassadeur du Khan. Ivan n'hésita pas, partit pour la Horde d'Or, dénonça le meurtre commis à Tver et revint avec une armée de 50.000 hommes que lui donna le Khan pour châtier Alexandre. Celui-ci s'enfuit à Pskof, la principauté de Tver fut dévastée et Ivan Kalita devint, par un iarlik, grand kniaz de toutes les terres moscovites, dont Vladimir faisait définitivement partie.

Nous avons dit aussi que les boïars des autres kniaz commencèrent à abandonner ceux-ci à mesure que les princes de Moscou devinrent de plus en plus puissants, riches et estimés. De pareils faits se répétèrent et eurent souvent pour résultat de donner à la principauté de Moscou quelque nouvel oudièl où les boïars remplissaient des fonctions importantes. Ainsi la puissance moscovite grandissante portait atteinte au système de division de la Russie en volost-oudièl.

Enfin un événement eut lieu qui releva encore le prestige moral des princes de Moscou. Après que les tatares eurent ruiné la principauté de Kief, le métropolite avait quitté cette ancienne capitale pour s'établir à Vladimir. Ivan Kalita invita le chef de l'Eglise russe à venir s'installer à Moscou qui allait devenir Ville Sainte.

Ainsi Moscou, que Iouri Dolgorouki avait fondée, dont les chroniqueurs russes ne parlèrent pour la première fois qu'en 1147, puis en 1156 et en 1176, la nommant Moscov, Koutchkovo et Moscova (du nom de la rivière qui, en finnois signifie : eau trouble), Moscou, au début simple forteresse destinée à protéger la frontière méridionale de la principauté de Rostof Souzdal, s'éleva au rang d'oudièl avec Daniel, le fils d'Alexandre Nievski, qui fut son premier prince ; Moscou devint avec Ivan Kalita la capitale d'un kniajestvo avec lequel non seulement tous les Russes comptaient déjà, mais que les tatares devaient bientôt redouter et subir.

Ivan I Kalita (1328-1340) le premier rassembleur des Terres de la Russie. Moscou, Ville Sainte. — Nous venons de voir comment le successeur de Daniel et de Iouri avait notablement agrandi le territoire de Moscou et mérité le titre que lui donnent les historiens russes de « premier rassembleur des terres de la Russie ».

Ivan comprit de suite que sa puissance ne dépendrait que de la soumission sans réserve au khan tatare. Il conquit ainsi par une conduite prudente et avisée la confiance entière du souverain mongol. Celui-ci s'en remit à Kalita pour surveiller les autres princes russes et les punir en cas de désobéissance. De plus, la sagesse d'Ivan valut à la Russie moscovite d'être délivrée des baskakis et des soldats tatares qui ne cessaient de ravager les principautés, d'humilier le peuple en levant les impôts et de commettre d'autres atrocités de tout genre. Le Khan permit, en effet, à Kalita de s'occuper lui-même du tribut à payer à la Horde et de le porter ensuite à Saraï.

Solovief juge ainsi le règne d'Ivan Kalita : « Depuis que le prince Ivan Danielovitch devint grand kniaz, le calme régna en Russie et les tatares cessèrent leurs exactions. Nos ancêtres considérèrent Kalita comme un maître ayant assuré l'apaisement, la sécurité, l'ordre intérieur que les guerres civiles des princes avaient rendus impossible. Ce fut l'effet de l'agrandissement d'un kniajestvo, celui de Moscou, aux dépens des autres : Daniel donna à cette capitale les moyens d'entamer la lutte que continuèrent ses fils, Iouri et Ivan Danielovitch ; ce dernier sut profiter des circonstances et acheva l'œuvre pour la gloire de sa principauté, faisant comprendre à ses contemporains les avantages et les bienfaits de la centralisation du pouvoir. Aussi la postérité lui décerna-t-elle le titre de « premier rassembleur des terres russes ».

Ivan Kalita fut un souverain très religieux, pratiquant la charité chrétienne jusqu'à se dépouiller lui-même. (Kalita signifie aumônière, Ivan en portait toujours une sur lui.) Il honora le métropolite et le clergé et leur donna sa confiance entière. Moscou fut embellie par lui d'églises nouvelles ; il agrandit le Kremlin, ancienne forteresse, en y construisant plusieurs splendides cathédrales, entre autres le célèbre Ouspenski Sobor. Les métropolites l'aidèrent et le conseillèrent souvent avec sagesse dans ses luttes contre ses ennemis extérieurs et intérieurs.

Le premier chef de l'Eglise russe qui abandonna Kief après une des terribles incursions tatares, fut le métropolite Maxime : il vint s'établir à Vladimir (1300). Les kniaz de Galicie demandèrent alors au patriarche de Tsargrad de créer une seconde charge ecclésiastique suprême à Galitch : le patriarche refusa, ne voulant pas diviser l'Eglise russe et nomma à la mort de Maxime un Galicien, Pierre, qu'il envoya à Kief. Pierre ne se plut pas dans cette ville et partit, comme son prédécesseur,

pour Vladimir. Plus tard, Kalita l'invita à venir habiter Moscou.

Lorsque la lutte s'engagea entre Moscou et Tver pour la possession de Vladimir, Pierre prit parti pour la capitale de Kalita ; le métropolite aimait cette ville, il estimait hautement son kniaz et lui fit un jour cette déclaration prophétique : « Moscou sera la plus glorieuse parmi les villes russes ; des hommes saints l'habiteront et la fortifieront contre ses ennemis qu'elle brisera ; le Seigneur sera glorifié par elle. » A sa mort, Pierre fut enterré dans le Kremlin.

Son successeur Théognoste, un Grec, resta à Moscou où se concentrèrent définitivement le pouvoir politique et spirituel de la Russie.

Siméon le Fier (1340-1353) et Ivan II le Débonnaire (1353-1359). Serge. — Quelque temps avant sa mort, Ivan Kalita se fit moine ; dès qu'il mourut, plusieurs kniaz russes partirent pour Saraï afin de demander au Khan le iarlik pour Moscou. Mais Siméon, le fils de Kalita, acheta le iarlik grâce à sa richesse. La tradition grand-russienne continuait. Comme l'écrit un chroniqueur : « Tous les princes russes furent mis sous la tutelle de Siméon. La conduite intraitable et pleine d'orgueil du nouveau prince moscovite à l'égard des autres Riourikovitchis lui valut le surnom de Fier. Sous son règne le « boïarstvo » de Moscou commença à devenir une réelle puissance car de nombreux boïars quittèrent leur principauté pour servir le « moskovski kniaz. »

Siméon n'ayant pas d'enfant, son frère, Ivan, lui succéda. De caractère timide, très religieux, ne s'occupant presque exclusivement que d'œuvres saintes, Ivan n'était pas fait pour le pouvoir. Aussi, sous son règne les boïars et surtout Alexis, troisième métropolite de Moscou, furent-ils les véritables maîtres de la Russie.

Alexis descendait d'une famille de boïars. Jeune homme encore, il voulut se faire moine et fut remarqué par le métropolite Theognoste qui lui donna une solide éducation. Erudit, doué de facultés exceptionnelles, Alexis avait conquis la faveur du khan en guérissant sa femme d'une maladie des yeux considérée comme incurable. Devenu métropolite, il profita de la bienveillance du souverain mongol, lui demanda et reçut le iarlik pour Ivan II.

L'activité d'Alexis se fit sentir dans tous les domaines. Comme les métropolites Pierre et Théognoste, il devina la grandeur future de Moscou et ne cessa jamais de soutenir de sa puis-

sante autorité intellectuelle et morale les kniaz moscovites. L'Eglise russe, conseillée par Saint Alexis, adopta, vis-à-vis du pouvoir centralisateur naissant, la conduite de son Maître. Celui-ci fonda à Moscou le monastère Tchoudof et eut pour ami et collaborateur le célèbre moine Serge, l'un des plus grands hommes de l'époque, dont nous reparlerons, le créateur du monastère le plus florissant du XIV^e^ siècle : le *Troitski Monastir*. La puissante autorité morale de ces deux hommes contribua à faire de Moscou une force centralisatrice, politique et éducatrice telle que les principautés pauvres demandaient elles-mêmes la domination protectrice moscovite, que le peuple venait en foule s'installer sur les terres bénies et que déjà sous Dmitri, le fils d'Ivan II, la Russie fut capable de lutter victorieusement contre les tatares.

A la mort du kniaz débonnaire, Alexis, Serge et les boïars continuèrent à diriger le pays, car Dmitri n'avait encore que dix ans.

Dimitri Donskoi (1363-1389). La puissance moscovite. — Les kniaz russes voulurent profiter de l'enfance de Dmitri Ivanovitch pour demander au Khan le iarlik pour Moscou et arracher enfin cette capitale aux princes moscovites dont ils craignaient la puissance grandissante. Grâce au métropolite Alexis et à Serge, les intrigues des kniaz échouèrent, Dmitri eut le iarlik.

Comme le dit Platonof, la politique moscovite, sous ce règne, fut toute de hardiesse et d'énergie.

Tout d'abord et afin de rendre définitive pour les princes de Moscou la possession de titre de « Veliki kniaz » (il avait appartenu aux kniaz de Kief puis de Vladimir), et de la ville de Vladimir, Dmitri déclara « *votchina moskovskaia* (propriété héréditaire moscovite) » cette dernière cité et toute la principauté et la légua par testament à son fils. Il s'agissait maintenant d'imposer cette volonté aux autres kniaz de Russie.

Oleg, prince de Riazan, déclara la guerre à Dmitri, mais la lutte fut de courte durée : Serge intervint, réconcilia les deux kniaz et obligea Oleg à reconnaître la suprématie de Moscou. Il n'en fut pas de même avec le prince de Tver, Mikhail. Celui-ci, après plusieurs batailles, ne pouvant venir à bout des armées moscovites, appela à son aide Olgerd, souverain lithuanien. Olgerd réussit à venir jusqu'à Moscou et à assiéger la capitale russe ; mais, bientôt, voyant fondre son armée dans de vaines attaques, il abandonna la lutte et retourna en Lithuanie. Les troupes victorieuses de Dmitri assiégèrent à leur tour Tver.

Mikhail demanda la paix et se soumit à l'autorité du grand kniaz moscovite (1375).

La république de Novgorod elle-même ayant refusé d'obéir aux ordres de Dmitri, fut contrainte à subir la volonté de Moscou appuyée par la force des armées et à payer une contribution de 8.000 roubles. La Moscovie grand-russienne commençait à devenir maîtresse de la Russie. Elle allait faire trembler les tatares.

L'affranchissement de la patrie russe n'avait jamais cessé d'être la secrète ambition des kniaz de Moscou.

Dmitri, plusieurs fois, fit mine de désobéir au Khan, puis il se soumit, rendit visite à la Horde d'Or et revint à Moscou plus décidé que jamais à la révolte ouverte. En 1377, des forces tatares dévastèrent les régions de Riazan et de Nijni-Novgorod. Dmitri n'hésita plus et, réunissant une armée, il attaqua l'année suivante de fortes troupes mongoles. La rencontre eut lieu non loin de Riazan, près du fleuve la Vogia. Pour la première fois les Russes y battirent les soldats du Khan (1378).

Mamaï, qui régnait alors à Saraï, résolut de châtier immédiatement le grand kniaz moscovite. Il se mit à la tête d'une puissante armée, conclut un traité d'alliance avec Iagailo, prince de Lithuanie, qu'il savait être l'ennemi de Moscou, et marcha contre Dmitri. Celui-ci demanda secours à tous les kniaz russes. Le prince de Riazan, qui craignait les tatares, ne répondit pas à cet appel, les autres kniaz n'eurent pas le temps d'envoyer leurs troupes car Mamaï avançait vite et Dmitri voulait éviter à tout prix une invasion de son kniajestvo.

La victoire de Koulikovo et ses conséquences. — Moscou se trouva donc seule à tenir tête au terrible orage. Avant de quitter sa principauté, Dmitri alla voir Serge dans son monastère, afin d'être béni par le saint homme ; Serge lui donna sa bénédiction et, sur son ordre, deux moines partirent avec le kniaz pour l'accompagner dans son expédition.

Dmitri apprit à ce moment que Mamaï prenait les routes de l'Ouest pour s'unir à l'armée lithuanienne. Le kniaz, pour empêcher la rencontre des alliés traversa l'Oka, se dirigea en toute hâte vers le Don, franchit ce fleuve et se trouva face à face avec le Khan, au champ de Koulikovo, près de l'endroit où la Népriadva se jette dans le Don. Après une longue bataille, terriblement sanglante, où les tatares eurent d'abord le dessus, la victoire de Dmitri fut complète. Mamaï dut fuir pour ne pas être fait prisonnier (8 et 9 septembre 1380). Le peuple

donna à Dmitri le surnom de Donskoï (héros du Don) à la suite de cette grande victoire.

La bataille de Koulikovo ne délivra pas la Russie du joug tatare. Les forces de Dmitri, épuisées, ne purent soutenir le choc de l'invasion conduite par le successeur de Mamaï, Toktamich en 1382. Le kniajestvo de Moscou et la capitale elle-même furent dévastés et Dmitri dut de nouveau payer un tribut à la Horde d'Or. Cependant, la portée militaire, nationale et mondiale de la victoire de Dmitri fut considérable. Les Russes savaient maintenant qu'ils pourraient vaincre leurs maîtres en se groupant autour de Moscou et de son kniaz dont le prestige ne fit encore que grandir : les successeurs de Dmitri n'eurent qu'à cueillir les fruits de son œuvre pour réaliser sous l'égide de Moskva l'unité définitive de la nation. Enfin, les profondes conséquences générales de la victoire de Koulikovo sont fort bien indiquées par l'historien Solovief dans une page célèbre dont nous citons l'important passage suivant :

« La victoire de Koulikovo marque le triomphe définitif de l'Europe sur l'Asie. Sa signification dans l'histoire de l'Europe orientale est la même que celle des victoires des Champs Catalauniques et de Poitiers dans l'histoire de l'Europe occidentale. » (Nous rappelons que les batailles en question eurent lieu en Gaule : Attila fut vaincu aux Champs Catalauniques » (451) de Catalauni, tribu gauloise qui donna son nom à la ville de Châlons-sur-Marne ; Charles-Martel triompha des Arabes à Poitiers) (732).

« Ces batailles ont aussi le même caractère : lutte atrocement sanglante, choc désespéré entre l'Europe et l'Asie devant résoudre le grand problème dans l'histoire de l'humanité — laquelle de ces deux parties du monde dominera l'autre. La bataille de Koulikovo représente un point d'arrêt entre deux manifestations différentes de l'Europe et de l'Asie : le mouvement offensif asiatique contre l'Europe cesse et le phénomène inverse se produit : l'offensive européenne contre l'Asie. Telle est la portée historique mondiale de la bataille de Koulikovo. »

Dmitri Donskoï mourut très jeune, à 39 ans. Son nom resta dans les récits et les chants populaires comme celui d'un héros « oublieux des injures, juste, chaste, ayant horreur des distractions malsaines et chérissant les livres sacrés ».

Avant de mourir Dmitri abolit la loi qui régissait le droit de succession au kniajestvo (loi que nous connaissons, cause de tant de guerres civiles) et nomma son fils Vassili pour lui succéder sur le trône de Moscou.

Vassili I (1389-1425) et Vassili II l'Aveugle (1425-1462). — Moscou eut à subir, sous les deux règnes qui suivirent l'épreuve la plus dure peut-être du début de son histoire. Elle dut lutter à la fois contre les Tatares et les Lithuaniens et aussi contre les Russes qui se coalisèrent contre elle.

Lorsque le Khan Timour-Lenk marcha sur la capitale, en 1395, les Moscovites se préparèrent courageusement à repousser de terribles adversaires. Le métropolite Cyprien fit transporter dans la cathédrale Ouspenski de Moscou la célèbre icône qu'André Bogolioubski avait rapportée du Midi, et harangua les Moscovites, les exhortant à l'héroïsme et à la foi. Vassili, avec son armée, attendit l'ennemi sur les bords de l'Oka, mais Timour-Lenk fit brusquement volte-face et quitta les terres russes.

Peu après, le grand kniaz refusa de payer le tribut. Les Tatares, cette fois, envahirent la principauté de Moscou et assiégèrent la capitale même ; celle-ci fut encore sauvée ; de mauvaises nouvelles parvinrent de Saraï. Depuis un certain temps, de fréquentes guerres civiles ensanglantaient la Horde d'Or, les khans luttaient entre eux pour le pouvoir suprême, se détrônant, se succédant avec rapidité et faisant couler des flots de sang mongol à Saraï. Edigée, qui commandait l'armée tatare, leva le siège de Moscou, après avoir appris qu'une émeute avait éclaté dans sa capitale. Mais, ne voulant pas faire croire à une fuite, il demanda aux Moscovites une contribution de 3.000 roubles, ce qui lui fut de suite accordé.

Tandis que Vassili I se battait ainsi contre les Mongols, Vidovt, le grand kniaz lithuanien, bien que son beau-frère, ne cessait d'attaquer les troupes moscovites qui gardaient les frontières entre les deux Etats. Pour mettre fin à ces escarmouches incessantes, un accord fut conclu entre les deux grands princes fixant la rivière Ougra, affluent de l'Oka, comme frontière russo-lithuanienne.

Sous Vassili II, Moscou faillit sombrer encore. L'oncle du grand kniaz, prince du volost de Galitch (non pas la ville galicienne, mais celle qui avait été bâtie près de Kostroma) Iouri et ses fils Vassili le Louche et Chemiaka déclarèrent la guerre à Vassili II dans l'espoir de lui arracher le pouvoir. Iouri réussit à conquérir Moscou et à y régner jusqu'à sa mort. Vassili II s'empara de nouveau de sa capitale et, pour donner un exemple frappant, fit crever les yeux à Vassili le Louche. Chemiaka vengea son frère en prenant Moscou d'assaut et infligea le même supplice au kniaz moscovite. Le triomphe de Chemiaka

fut de courte durée : Vassili II reconquit Moscou, Chemiaka s'enfuit à Novgorod et mourut empoisonné.

Les Tatares profitèrent de ces nouvelles luttes intestines pour attaquer à nouveau la Russie. En 1445, une bataille fut livrée près de Souzdal, Vassili II y fut fait prisonnier. Cependant les Mongols craignaient déjà Moscou ; pour éviter une nouvelle guerre, ils demandèrent une rançon à Vassili et lui rendirent la liberté. La Horde d'Or, épuisée par des luttes intérieures qui ne cessaient plus, commençait à décliner. De nombreux khans tatares quittaient Saraï et venaient même offrir leurs services au grand kniaz de Moscou.

La victoire de Vassili II était complète et Moscou, ville protégée par les métropolites, ses directeurs spirituels, triomphait définitivement de tous ses ennemis. Tous les oudiels du nord-est lui étaient soumis, des fonctionnaires moscovites administraient la principauté de Riazan, enfin le kniaz de Tver reconnaissait la suprématie de Moscou.

Quant à la république de Novgorod, elle fut obligée de payer 10.000 roubles à Vassili pour avoir accordé l'hospitalité à Chemiaka et dut jurer qu'à l'avenir elle ne recevrait sous ses murs aucun kniaz hostile à Moscou.

Vassili II, à sa mort, laissa sa capitale plus puissante que jamais ; son fils, Ivan III, qu'il avait proclamé son successeur, devait continuer son œuvre avec la même énergie.

L'Eglise Russe pendant le joug tatare. — Le rôle de l'Eglise avait été considérable durant les premiers siècles de l'histoire du peuple russe. Il ne fit encore que grandir, nous l'avons vu, durant les longues luttes avec les Tatares et tandis que Moscou s'efforçait de devenir un Etat puissant. Comme le dit Elpatievski « à une époque où dominait l'arbitraire, le clergé seul incarnait le principe moral de la vie ; il réconciliait les kniaz, réprimait, grâce à son autorité, les abus de pouvoir, était une classe instruite et présentait, par la vie sainte de ses membres, un violent contraste avec celle du peuple dont la grossièreté des mœurs avait fortement augmenté pendant le joug mongol. »

Les premiers métropolites furent des Grecs ; des Russes, dont les noms de Pierre et d'Alexis nous sont particulièrement connus, occupèrent aussi bientôt la charge suprême de l'Eglise. Le choix ne se porta uniquement sur des évêques russes qu'à partir de 1439. Voici à quelle occasion.

Depuis l'année 1378, l'Eglise romaine vivait divisée entre deux pontifes, celui d'Avignon, captif des rois de France, et

celui de Rome, qui continuait à être élu par le peuple de cette cité. Un moment même, la chrétienté occidentale eut trois papes, le troisième ayant été élu par le concile de Pise en 1409. On put penser que ce « grand schisme d'Occident » serait définitif lorsque, en 1438, Charles VII rédigea la célèbre ordonnance « la Pragmatique Sanction de Bourges », ordonnance qui établissait les libertés de l'Eglise gallicane. La pragmatique fut abolie en 1463 par Louis XI.

La puissance temporelle et spirituelle de l'Eglise catholique était donc soumise à une dure épreuve. Ce fut alors qu'en 1439, le pape Eugène IV, pour contrebalancer l'effet des décisions de la royauté française, conçut l'idée de convoquer à Florence un concile qui étudierait les moyens de réunir en une seule les deux Eglises romaine et grecque. L'empereur et le patriarche de Tsargrad acceptèrent l'invitation du pape, espérant conclure des alliances avec des Etats catholiques contre les Turcs dont la puissance grandissante menaçait toujours davantage Constantinople. Une coïncidence voulut qu'à cette époque même le patriarche de Tsargrad dût nommer un métropolite pour la Russie. Il choisit un érudit grec, Isidore, partisan de l'union avec Rome. Isidore partit avec les autres représentants de l'Eglise de Tsargrad pour prendre part au concile de Florence. Celui-ci vota l'union des deux Eglises : Tsargrad reconnut l'autorité souveraine du pape.

Isidore revint à Moscou en 1441 et déclara à Vassili II que désormais, le chef souverain religieux des russes serait le pape romain. Pour toute réponse, le grand kniaz fit mettre immédiatement le métropolite en prison et convoqua tous les évêques russes en une assemblée extraordinaire. L'assemblée, non contente de déposer Isidore (celui-ci avait pu prendre la fuite et gagner la Lithuanie, puis l'Italie), déclara ne plus reconnaître l'autorité du patriarche de Tsargrad qui avait trahi la cause de l'Eglise orthodoxe. Puis, sur l'ordre de Vassili II, elle choisit elle-même le nouveau métropolite, Iona, évêque de Riazan.

Moscou osait remplacer Tsargrad comme puissance spirituelle. Les évènements historiques semblèrent encourager son audace et lui donner raison : douze ans après, en 1453, Tsargrad était prise par les Turcs et devenait la capitale musulmane de l'Europe. Par la force du destin, Moscou allait être appelée à devenir la Rome de l'Eglise orthodoxe.

Stéphane. Serge. Cyrille. — Au début de l'invasion tatare, les russes craignirent de construire des monastères, de peur de les voir détruits par l'ennemi. Mais lorsque les kniaz et riches

zélateurs chrétiens connurent la tolérance mongole et les privilèges que les khans accordaient aux représentants consacrés des religions, ils se remirent à fonder des couvents. On en comptait, au XIVe siècle, environ 200 ; le nombre des moines qui y travaillaient variait selon chacun d'eux, s'élevant parfois jusqu'à 300 et, le plus souvent, n'atteignant pas la dizaine.

Affranchis de tout tribut, considérés comme lieux saints par les Tatares eux-mêmes, les monastères attiraient à eux les laïcs qui venaient y chercher repos et refuge. D'autre part, comme les moines ne cessaient de déclarer dans leurs sermons que l'invasion mongole était une épreuve que Dieu faisait subir à la Russie, des milliers de Russes abandonnaient leur vie profane pour ne plus s'occuper, dans les monastères, que du salut de leur âme et y prier pour la délivrance de la patrie. La vie pure, toute de charité et de justice, des moines, servait d'exemple aux fidèles. Les maîtres demandaient à ceux-ci de supporter sans murmure les vicissitudes de l'existence. Les kniaz qui admiraient la vie austère et laborieuse de ces apôtres, se rendaient souvent chez eux, cherchant un conseil, une leçon qui relevât leur courage, un enseignement moral. Certains d'entre eux, nous l'avons dit, se firent moines au seuil de la mort.

Trois hommes d'une haute valeur s'élevèrent au XIVe siècle au-dessus de leurs contemporains, agissant sur eux par la seule autorité de l'action morale et de la pensée : les moines Stéphane Permski, Serge et Cyrille.

Stéphane quitta son monastère pour propager la foi chrétienne parmi des tribus, sauvages encore, du Nord de la Russie, les Zirianes et les Permiakis. Il mena, dans ces régions lointaines et presque inconnues, l'existence dure des habitants, les convertissant, les instruisant, créant pour eux un alphabet et traduisant dans leur langue des livres sacrés. Il y mourut, après avoir donné l'exemple d'une vie toute d'abnégation au service de ses semblables.

Nous avons eu déjà l'occasion de parler de Serge. Un historien, Znamenski, donne sur la vie de cet homme des détails dont nous croyons intéressant de citer le passage suivant :

« Serge, fils d'un boïar de Rostof, naquit en 1313. A la mort de ses parents, il abandonna son héritage à son frère cadet et se retira avec son frère aîné Stéphane, dans un endroit solitaire à dix verstes de la petite ville de Radonej qui appartenait à Moscou. Tous deux y construisirent une cabane et une église en bois, l'église « *Sviatoï Troïtsi* » (de la Sainte

Trinité). Stéphane quitta bientôt son frère pour entrer au *Bogoiavlenski Monastir* de Moscou.

Resté seul, Serge eut à subir toutes les privations de la solitude, à dominer la crainte des animaux féroces, à vaincre les tentations des esprits hostiles. La sainteté de sa vie fut bientôt connue dans les environs ; des hommes vinrent qui voulurent devenir ses disciples, des izbas furent bâties autour de la cabane et de l'église de Serge — douze moins s'y installèrent. Le maître travaillait lui-même pour tous : il bâtissait des cellules, sciait du bois, faisait cuire le pain, recousait les vêtements, portait l'eau, passait ses nuits en prières et ne se nourrissait que de pain et d'eau. Ses fidèles durent le contraindre à prendre le titre et les fonctions de prieur du monastère. »

La vie de Serge ressembla beaucoup à celle de Féodossi : même sévérité envers soi-même, labeur inlassable, guerre contre les oisifs, entretiens pleins de calme et de sérénité exhortant à l'amour fraternel et au zèle religieux. Le monastère Troitski, très pauvre au début — souvent les moines manquèrent de pain pendant deux ou trois jours — vit ses ressources augmenter peu à peu : le nombre des paysans qui vinrent s'installer aux environs s'accrut, la grande route de Moscou au Nord passa près du couvent. Serge put alors s'occuper d'œuvres de large bienfaisance, de charité et accueillir des pèlerins, des malades.

La gloire du saint homme se répandit dans tout le pays et jusqu'à Tsargrad. Le patriarche lui envoya sa bénédiction, le métropolite Alexis en fit son conseiller et voulut le nommer son successeur. Le grand kniaz Dmitri Donskoï lui rendit de fréquentes visites et vint même lui demander sa bénédiction pour la bataille de Koulikovo. Plus tard, Serge partit en ambassadeur impitoyable pour Nijni-Novgorod afin d'obliger les princes souzdaliens à se réconcilier. Véritable homme d'Etat, l'apôtre sut aussi, par de calmes raisonnements, persuader Oleg, le prince autoritaire de Riazan, de conclure la paix avec le grand kniaz de Moscou.

Serge posséda le don de faire des miracles, assure la légende, agissant par la puissance de sa volonté et la force de sa prière. Un de ses moines vit un jour du feu céleste descendre sur la chaire où le maître exécutait un chant lithurgique ; un autre eut la vision d'un ange qui se tenait debout près du saint homme. Peu avant sa mort, Serge, en présence de son disciple Michée, fut visité par la sainte Vierge qui lui dit : « Ne crains

rien, mon élu ! Ta prière au sujet de tes disciples et de ton monastère a été entendue. Je ne cesserai d'être présente ici, avec toi, et lorsque tu ne seras plus, je les protégerai. » Le grand saint mourut à 78 ans, le 25 septembre 1391.

Ainsi vécut ce nouveau puissant apôtre russe de la vie morale toute d'amour, de charité et de justice. Ce fut une noble figure qui s'ajouta à toutes celles que nous connaissons déjà, princes ou hommes d'église, et qui incarnèrent glorieusement l'âme si profondément riche du plus grand des peuples slaves.

Le troisième illustre représentant du « clergé noir » de l'époque fut, nous l'avont dit, Cyrille (1337-1427). Il fonda le *Kirillo-Bielozerski Monastir*. Les kniaz mandèrent souvent Cyrille avec Serge avant de prendre des décisions importantes. Mais, tandis que Serge se distinguait toujours par la mesure de sa parole et le calme du geste, Cyrille ne craignait point de parler avec une violente hardiesse aux puissants du monde. Cyrille laissa le souvenir d'un grand patriote moscovite, plein d'une fermeté audacieuse dans la poursuite et la réalisation de ses desseins.

Mœurs grossières. Spiritualité de l'Eglise. Littérature religieuse et profane. — Les mœurs du peuple étaient devenues basses et grossières pendant le joug tatare. L'un des motifs de cette chute fut l'éloignement forcé des femmes dans la vie quotidienne normale, dans la famille et la société. Les hommes se crurent, en effet, obligés de cloîtrer leurs femmes et leurs filles de peur de les voir tomber entre les mains des mongols. Les réjouissances, les festins finissaient par de honteuses querelles et des luttes allant jusqu'au crime. Des raffinements de cruauté inconnus jusqu'alors se firent jour dans les guerres entre les princes : ceux-ci, nous l'avons vu, crevaient les yeux à leurs prisonniers et les soumettaient aux supplices les plus atroces. Les châtiments corporels et la peine de mort que les Russes ignoraient reçurent, grâce aux tatares qui les pratiquaient, sanction légale.

Nous ne répéterons pas les efforts du clergé « blanc et noir » pour relever le niveau moral de leurs semblables. Nombreux furent les princes, les boïars, les hommes du peuple qui, pour racheter leurs fautes, se firent moines et s'adonnèrent à la vie ascétique. Ces « repentis » représentaient certes une minorité, mais il est intéressant de constater qu'à une époque terrible entre toutes l'Eglise russe sut sauvegarder les principes spirituels les plus élevés de la vie humaine.

Dans les églises et les monastères se trouvaient aussi les seuls hommes instruits ou érudits de ce siècle. Les écoles avaient presque totalement disparu durant les invasions dévastatrices des Mongols : ainsi Vassili II dont nous connaissons des actes qui décidèrent de la grandeur de Moscou, sut à peine lire et écrire. Les moines conservèrent les bibliothèques anciennes, recopièrent de nombreux livres, traduisirent de nouveaux ouvrages grecs et laissèrent eux-mêmes des œuvres originales.

Presque toute la littérature russe des XIVe et XVe siècles se compose d'adresses des hommes d'Eglise au peuple et aux kniaz, condamnant sans pitié leur conduite indigne ou les appelant à une vie de haute sagesse chrétienne. Parmi ces adresses, celles de Sérapion, évêque de Vladimir, de Cyrille et des métropolites Pierre, Alexis et Cyprien, demeurent les plus célèbres, les plus belles, se distinguant par la chaleur du sentiment, l'élévation de la pensée, la valeur éducative.

Des moines laissèrent aussi des chroniques ou histoires des faits contemporains. Enfin des chants, légendes et bylines célébrent les grands événements : l'invasion de Baty, les exploits d'Alexandre Nevsky (nous parlerons prochainement de ce grand prince), la bataille de Koulikovo, les incursions de Timour-Lenk.

Parmi ces bylines, les plus populaires sont : celle du « tsar Kaline », qui chante avec force la terreur et la lourde misère provoquées par les invasions mongoles et celle de « Chtchelkane Doudentiévitch » qui dépeint la cruauté avec laquelle les baskakis levaient le tribut du khan.

Citons enfin, pour finir, deux ouvrages qui s'adressèrent surtout à l'imagination des Russes de l'époque, avides de connaître des peuples lointains : le récit par le métropolite Isidore de son voyage à Florence et le livre de Nikitine, marchand de Tver, qui visita l'Inde et décrivit le pays, la vie et les mœurs de ses habitants.

CHAPITRE VI

SUEDE, ALLEMAGNE, LITHUANIE ET POLOGNE. SLAVES ET GERMAINS

La Baltique. Slaves et Porte-Glaives. — Nous avons eu l'occasion, au début de cet ouvrage, de parler des tribus finnoises et lithuaniennes qui peuplaient les rives de la mer Baltique. Les Suédois ne tardèrent pas à occuper la Finlande et les Allemands colonisèrent, dès la première moitié du XII[e] siècle, les régions de la Dvina occidentale et du Niémen.

Un moine catholique venu d'Allemagne, Meingard, fit bâtir dans l'une de ces colonies une ville fortifiée, Dinagholm. Il fut nommé par le pape évêque de Livonie. Les princes russes laissèrent agir les Allemands venus tout d'abord en marchands, mais bientôt les peuplades finnoises et lithuaniennes converties à l'orthodoxie grecque par les kniaz de Novgorod et de Polotsk se révoltèrent contre la domination germanique qui s'affermissait et la foi catholique que ces étrangers commençaient à leur imposer par la force.

Le nouvel évêque livonien, Albert Bouxhœvden, résolut de frapper un grand coup. Après avoir été béni par le pape, il partit pour son expédition, bâtit en terre slave la ville de Riga (1200), fonda l'ordre des Chevaliers de Livonie, « frères de l'armée du Christ » (que l'on appela plus tard les « Porte-Glaives ») et décida de détruire toutes les tribus slaves qui résisteraient à la domination allemande. Une longue guerre commença. Les kniaz de Polotsk, de Novgorod et de Pskof résistèrent avec courage aux troupes fortement disciplinées d'Albert, mais ils ne surent pas combiner leurs efforts et durent céder toujours davantage de leurs terres devant la puissante pression des Porte-glaives.

Vers la même époque (début du XIII[e] siècle), les Danois

s'établirent entre les golfes de Finlande et de Riga et y fondèrent la ville de Reval, mais ils abandonnèrent plus tard toute la région aux Chevaliers de Livonie. De plus, vers 1230, un nouvel ordre religieux et militaire germanique s'installa entre le Niémen et la Vistule, l'ordre teutonique. (Il avait été créé en 1128 à Jérusalem. Les teutons étaient un peuple germain qui devait donner son nom à la nation entière : teutsch, deutsch.)

Le roi de Pologne, Conrad Mazovetski, se trouvait à ce moment en guerre avec la tribu lithuanienne des Porusses ou Prussiens. Inquiet de la résistance opiniâtre que lui opposait le petit peuple, il proposa à l'ordre teutonique de venir s'établir dans ses terres du Nord à condition de l'aider dans sa lutte contre les Lithuaniens. Les Prussiens qui avaient la terreur des Polonais, ne purent résister aux forces combinées de la Pologne et des Teutoniques ; en moins de cinquante ans, les Chevaliers de Livonie s'emparèrent de toute la terre porussienne.

Enfin, vers 1240, les deux ordres des Porte-glaives et des Teutoniques qui, avec les Suédois, avaient arraché à la Russie toutes les populations slaves de la Baltique, conclurent un traité d'alliance et décidèrent de porter la guerre au cœur même du grand pays des kniaz. Les Suédois vinrent les aider en descendant de Finlande pour conquérir Novgorod.

La grande lutte entre le slavisme et le germanisme commençait sur les bords de la Baltique au moment même où la Russie était écrasée par Baty. Le grand pays slave allait-il définitivement succomber sous le poids de ses trop nombreux ennemis si puissamment organisés déjà ? Le destin lui donna, pour cette épreuve terrible, son premier génie militaire, Alexandre Nevsky.

Alexandre Nevski, le Héros de la Neva (1239-1252). « La Bataille des Glaces ». — Alexandre Nevski était fils d'un grand kniaz de Vladimir, Iaroslaf : celui-ci mourut en 1246 tandis qu'il faisait route pour l'Asie, sur l'ordre de Baty, afin de rendre les honneurs au grand khan. De 1246 à 1252 la principauté de Rostof-Souzdal eut à subir, non seulement les horreurs de l'occupation mongole, mais aussi celles de guerres civiles provoquées par les parents de Iaroslaf qui convoitaient le pouvoir. En 1252, Alexandre devint grand kniaz de Vladimir ; mais tandis que son père gouvernait encore cette ville, Alexandre était oudièlni kniaz de Novgorod. Son règne coïncida avec l'in-

vasion des terres novgorodiennes par les Suédois, les Lithuaniens et les Allemands Porte-glaives et Teutoniques.

Alexandre attaqua d'abord les Suédois, commandés par Birger, un grand chef qui avait reçu l'ordre du pape de faire une croisade contre les Finnois et les tribus slaves voisines de Novgorod, afin de les convertir au catholicisme. L'armée suédoise se trouvait déjà sur les bords de la Néva, lorsque le kniaz de Novgorod lui livra bataille, la culbuta et la mit en fuite (1240)

La victoire fut décisive et produisit une impression immense sur le peuple russe. On raconta que deux saints, Boris et Glieb, étaient descendus du ciel et avaient combattu à la tête des droujinikis d'Alexandre. La Russie considéra cette bataille comme le triomphe de l'orthodoxie sur le catholicisme. Cette dernière religion avait toujours été imposée aux Slaves, nous l'avons vu, par les germaniques qui, obéissant ou non aux ordres du pape, usaient de violences, de terreur et de massacres : on comprend donc l'horreur des Russes pour le catholicisme. La victoire de la Néva délivra non seulement la patrie, mais la sainte religion du pays ; le peuple décerna à son sauveur le glorieux surnom de Nevsky (héros de la Néva).

Une année à peine s'était écoulée depuis la bataille de la Néva que les Chevaliers de Livonie et les Teutoniques s'emparaient d'Isborsk et de Pskof, ravageaient la piatina de Vodsky et massacraient les marchands de Novgorod à moins de trente verstes de la grande ville. Alexandre ne se trouvait pas à Novgorod au moment où cette autre terrible menace fondit sur la république. Il y revint précipitemment, leva une armée à la hâte et marcha contre les Allemands. Sa décision, la rapidité de ses mouvements et son audace lui permirent de reprendre à l'ennemi, en quelques jours, les deux grands faubourgs novgorodiens. Mais il restait à vaincre le gros de l'armée allemande. La rencontre eut lieu sur le lac de Tchoude (5 avril 1242). On se battit sur la glace. Cette « bataille des glaces » se termina après une lutte acharnée et sanglante par la défaite complète des deux ordres germaniques. Alexandre Nevsky ramena à Pskof de nombreux prisonniers allemands.

Enfin, en 1245, après quelques combats, le kniaz de Novgorod chassa les Lithuaniens de toutes les terres qu'ils avaient arrachées par surprise à la république.

Le pape, voyant l'impossibilité de convertir par la force les Russes au catholicisme s'efforça d'agir sur Alexandre par la persuasion et la promesse de nombreux avantages au cas où

il accepterait la souveraineté de l'Eglise romaine. Alexandre répondit à toutes ces avances par un refus catégorique et définitif.

Alexandre Nevsky, grand kniaz de Vladimir (1252-1263). — Lorsque, après avoir sauvé la Russie de ses redoutables ennemis occidentaux, Alexandre monta sur le « stol » de Vladimir, tout le pays était conquis par les tatares et soumis à la loi brutale du vainqueur. Brave, hardi, glorieux chef d'armée, le nouveau grand kniaz était aussi un fin diplomate. Il comprit qu'il ne pouvait être question de résister à la volonté des khans. Aussi, pour éviter à sa patrie de nouveaux malheurs, Alexandre se rendit-il immédiatement à Saraï à l'appel de Baty. On raconte que le khan, émerveillé par sa beauté, son intelligence, sa vigueur physique et en admiration devant ses exploits, ne put s'empêcher de s'écrier : « Tout ce que j'ai entendu dire d'Alexandre est vrai ; je ne connais pas de kniaz qui lui ressemble ! »

Alexandre Nevsky n'eut aucune peine à obtenir le iarlik pour Vladimir. Il fit plusieurs fois encore le voyage à la Horde d'Or et, voulant lui-même montrer l'exemple à ses concitoyens, manifesta l'obéissance la plus passive et la plus complète aux ordres du maître de sa patrie. Il lui arriva de contraindre par la force son peuple à se plier aux conditions de sa nouvelle vie. Lorsque, malgré les conseils et les menaces d'Alexandre, il se soulevait contre les baskakis et les massacrait, le grand kniaz partait pour Saraï afin d'obtenir indulgence et pardon pour ses sujets de Rostof, de Souzdal, de Vladimir ou de Jaroslovl.

Ce fut au retour d'un de ses voyages qu'Alexandre mourut, l'automne de l'année 1263. Le métropolite apprit la mort du grand kniaz pendant un service religieux dans la cathédrale de Vladimir ; il interrompit les prières et déclara : « Mes chers fidèles, apprenez que le soleil de la terre russe s'est couché ; Alexandre n'est plus ! » La douleur du peuple fut profonde, et des cris se firent entendre : « Qu'allons-nous devenir ? Nous périrons ! »

L'Eglise russe a sanctifié le nom d'Alexandre Nevsky, qui, avec Pierre, Alexis, Iona et Serge, est considéré par le peuple comme le protecteur céleste de la Russie.

Nous rappelons que l'un des fils du héros, Daniel, fut le premier kniaz de la principauté naissante de Moscou. Dmitri Donskoï, le vainqueur de Koulikovo fut, par conséquent, un de ses descendants.

Daniel, prince de Galicie (1229-1264). — Nous avons relaté les événements du début de l'histoire de la Galicie ou Russie rouge jusqu'au règne de Romane Mstislavitch : ce kniaz mourut en 1205, après avoir réalisé l'union des deux principautés de Volhynie et de Galicie. A sa mort, les Monomaques, les Olgovitchis et les boïars de Galitch eux-mêmes, firent naître des troubles et déchaînèrent de longues guerres intestines, soit, comme les princes russes, pour s'établir en Galicie, soit, comme les boïars, pour affaiblir le pouvoir du kniaz. Les fils de Romane, Daniel et Vassilko durent fuir en Hongrie : ils y trouvèrent refuge et secours et revinrent bientôt en force reconquérir leurs terres.

Après plus de vingt ans de luttes entre Polonais, Hongrois et Russes, Daniel réussit à reprendre le stol de Galitch en s'emparant en même temps de Kief (1229), tandis que son frère cadet Vassilko devint ouldièni prince de Volynsk.

Les boïars galiciens ne voulant pas reconnaître la souveraineté de Daniel fomentèrent de nombreuses révoltes, ourdirent des complots, appelèrent à leur aide les Hongrois et les princes de Tchernigof : tous leurs efforts furent vains. Daniel triompha de ses ennemis étrangers et russes et dompta les boïars, devenant l'un des kniaz les plus puissants de Russie.

Mais le destin s'acharnait contre lui : à peine venait-il de remporter sa dernière victoire que la tempête tatare s'abattit sur la Russie. Daniel, voyant toute résistance impossible s'enfuit en Hongrie et ne revint à Galitch qu'après le départ de Baty. Son activité infatigable reprit alors : il releva les villes détruites, en construisit de nouvelles, rappela la population qui avait fui et attira de nombreux habitants en leur accordant des privilèges de toutes sortes.

Le grand kniaz reçut bientôt l'ordre de se rendre à Saraï. Il hésita beaucoup, mais résolut bientôt de se soumettre afin d'éviter à son pays une nouvelle invasion. Un chroniqueur de l'époque, écrivant les détails de la réception du prince de Galicie à la Horde d'Or termine son récit par ce cri de douleur :

« Le peuple russe a grandement souffert de l'humiliation subie par l'un de ses kniaz. Oh ! plus cruelles que toutes cruautés sont les honneurs que vous rendent les tatares. Daniel Romanovitch, grand kniaz de terre russe s'est agenouillé devant le khan et a été appelé cholop (serf) !

Le prince de Galicie, à son retour, décida de se venger de ce qu'il considérait comme un affront. Se sentant impuissant

à vaincre seul les Mongols, il écrivit au pape et lui promit de reconnaître sa souveraineté religieuse, s'il organisait une croisade contre les tatares. Le pape saisit cette occasion et répondit en envoyant à Daniel une couronne et sa bénédiction en l'appelant roi de Galicie. Mais les choses en restèrent là. L'Europe occidentale ne s'intéressait pas à la Russie et ne craignait plus les tatares depuis la victoire des tchèques.

Daniel rompit avec le pape et prépara la guerre avec ses propres ressources : il organisa une armée, fortifia des villes galiciennes. Le khan, apprenant ces préparatifs, envoya à Galitch un ordre de raser immédiatement les forteresses et de désarmer les troupes.

Le grand kniaz, trop faible encore pour une révolte ouverte, dut de nouveau courber la tête. Comme le dit Elpatievski « le contemporain de Daniel, Alexandre Nevsky, se conduisit beaucoup plus sagement dans les mêmes circonstances : il se soumit sans condition au khan et épargna à la Russie de nouvelles catastrophes, sachant que l'heure n'était pas encore venue de secouer le joug Mongol ; Daniel arriva à la même conclusion, mais après plusieurs tentatives malheureuses. Comparant les deux grands princes russes, Alexandre nous donne l'exemple d'un homme chez qui la raison a dominé le sentiment, Daniel, au contraire, obéit à sa passion. »

Enfin, pendant les dernières années de son règne, le grand kniaz de Galitch ne cesse de guerroyer contre les Lithuaniens. Le prince de Lithuanie, Minedovg, voyant son pays s'épuiser en de vaines luttes incessantes, conclut la paix et donna sa fille en mariage au fils de Daniel. L'influence de celui-ci ne fit alors que croître en Lithuanie, surtout après la mort de Minedovg. Malheureusement, Daniel mourut un an après le kniaz lithuanien (1264).

Les fils et petits-fils de Daniel ne surent pas conserver le glorieux héritage du grand kniaz. Aussi la Galicie, affaiblie par des luttes intestines incessantes tomba-t-elle, au XIII^e^ siècle, sous le pouvoir des Lithuaniens et des Polonais.

Les premiers princes Lithuaniens. Minedovg (?-1263) et Guedimine (1315-1340). — Au treizième siècle, de nombreuses tribus lithuaniennes subissaient le joug étranger : les unes étaient soumises soit aux Polonais soit aux Russes, les autres obéissaient aux Porte-Glaives et aux Teutoniques. Les chevaliers germaniques traitaient les Lithuaniens en esclaves et les convertissaient au christianisme par le fer et par le feu. Deux puissantes peuplades lithuaniennes cependant demeuraient

indépendantes : les Lithuaniens proprement dits et les Jmoudes qui habitaient la région du Niémen et de ses affluents.

Un kniaz que nous connaissons déjà, Minedovg, comprit que pour sauver l'indépendance du pays, il fallait grouper autour d'un pouvoir central toutes les forces vives lithuaniennes. Il s'empara par ruse d'une petite ville russe sur le Niémen, Novogrodek, en fit sa capitale, tua ou chassa les princes de Lithuanie qui voulaient lui résister, puis conquit quelques volosts russes dans les régions de Polotsk, Vitebsk et Smolensk. Mais, nous le savons, Alexandre Nevsky et Daniel de Galitch arrêtèrent ses succès en terre russe.

Voyant l'impossibilité d'accroître son Etat aux dépens de la Russie, Minedovg conclut des traités d'alliance avec des kniaz russes afin de poursuivre avec eux, plus énergiquement, la lutte contre les Allemands.

Une guerre heureuse commença contre les Chevaliers de Livonie unis aux Teutoniques et Minedovg aurait peut-être réussi à délivrer tous les Lithuaniens du joug allemand lorsqu'il fut tué par l'un des kniaz qu'il avait chassé quelques années auparavant (1263).

Des troubles violents éclatèrent en Lithuanie, mais une armée russe, commandée par le fils de Daniel, gendre de Minedovg, rétablit l'ordre. Grâce au prince de Galicie, Voïchelk, le fils de Minedovg, régna alors, mais les guerres civiles qui durèrent plus de quarante ans arrêtèrent l'essor du jeune Etat. La Lithuanie ne périt point pour cette raison unique : la Russie avait besoin d'elle pour se défendre contre l'Allemagne et de nombreux Russes y cherchaient refuge contre les exactions des tatares.

La Lithuanie devint un Etat véritablement puissant avec Guédimine, qui prit le pouvoir en 1315. Le nouveau grand kniaz fortifia les villes, réorganisa son armée, commandée souvent par des chefs russes, créa toute une administration à la tête de laquelle, dans les villes et les volosts, se trouvèrent aussi des Russes.

A la cour, on parla le russe ; les fils, les parents de Guédimine épousèrent des kniajnas russes ; la femme du grand prince lithuanien fut une Russe et le kniaz s'intitula lui-même, dans ses rapports avec les Allemands : roi des Lithuaniens et des Russes, « *Rex Litwinorum Ruthenorumque* ».

Guédimine réunit à la Lithuanie le kniajestvo de Vitebsk et les terres russes, depuis Polotsk jusqu'à Kief, tombèrent sous

sa domination grâce surtout à des mariages entre princes lithuaniens et princesses russes. Enfin, la Volhynie qui faisait partie, nous le savons, de l'Etat galicien, échut en héritage à l'un de ses fils. On peut dire que tout le Sud-Ouest de la Russie ayant perdu son unité depuis la chute de Kief, se trouva attiré vers le nouvel Etat slave grandissant.

La Lithuanie qui, depuis la mort de Minedovg, vivait en paix avec l'Allemagne, fut entraînée par la Pologne dans une nouvelle guerre contre les redoutables ennemis des Slaves.

Guédimine, la Pologne et l'Allemagne. Victoire de Plewce (1331). — En 1309, les Teutoniques, après avoir massacré plus de dix mille habitants à Dantzig, ville polonaise, avaient occupé la Poméranie, province qui appartenait à la Pologne. Les derniers slaves se trouvaient définitivement chassés de la Baltique par l'Allemagne. Ladislas Lokietek, roi de Pologne, pour se venger, chercha des alliés. En 1325, il conclut une alliance avec la Lithuanie en mariant son fils à la fille de Guédimine. La guerre commença en 1327 : les Slaves n'avaient pas encore tenté pareil effort contre les germaniques depuis les victoires d'Alexandre Nevsky.

Les troupes lithuaniennes et polonaises culbutèrent les armées allemandes et envahirent le Brandebourg. Mais l'Allemagne appela à son secours la Bohême, pays slave, mais presque entièrement germanisé alors, et déclara sainte la guerre contre les Slaves. Les Polonais et les Lithuaniens, battus à leur tour, furent obligés de céder la Silésie aux Allemands. Les forces germaniques ravagèrent les régions occupées ; mais tandis que, enivrées par la victoire, elles s'enrichissaient de butin, Ladislas qui avait levé une nouvelle armée grossie des troupes lithuaniennes et russes de Guédimine, les attaqua à l'improviste et les écrasa dans une bataille décisive à Plowce (1331).

Les événements changèrent après 1333, lorsque Casimir III succéda à son père, Ladislas Lokietek. Le nouveau roi de Pologne signa avec la Bohême et l'Allemagne une paix basée sur des concessions réciproques et momentanées (1335). En réalité, ce n'était qu'une trêve voulue par Casimir ; celui-ci nourrissait l'ambition de faire de la Pologne un grand Etat slave qui comprendrait la Lithuanie, la Russie rouge (Volhynie et Galicie) et Kief. En 1340, pour faciliter la réalisation de ses desseins, Casimir s'allia à la Hongrie. La même année Guédimine mourait, laissant son fils Olguerd sur le trône lithuanien.

Olguerd (1345-1377) et Iagailo (1377-1392). Lithuanie, Pologne ou Moscou ?. — Lorsque, après cinq années de guerres civiles, Olguerd réussit à triompher de ses frères, qui lui disputaient le pouvoir, et devint grand kniaz de Lithuanie, il voulut reprendre l'œuvre de son père et agrandir son Etat en achevant la conquête de la Russie rouge. Mais il trouva en Galicie les armées de Casimir, roi de Pologne.

Après la mort de Daniel, la Galicie n'avait cessé d'être dévastée par des luttes intestines, sanglantes et criminelles, où boïars et kniaz usaient tour à tour du poignard et du poison, où nobles et princes appelaient à leur aide les étrangers, surtout les Hongrois. Le roi des Magyars, dont l'influence à Galitch était souveraine, s'appela bientôt roi de Galicie. Mais lorsque Casimir signa en 1340 son traité d'alliance avec la Hongrie, le roi de ce pays, pour sceller l'union, lui céda la Galicie. Cette province que perdait définitivement la Russie allait appartenir à la Pologne jusqu'au démembrement de celle-ci, au XVIII[e] siècle, époque où elle revint à l'Autriche.

Une guerre entre Olguerd et Casimir était inévitable. Elle éclata en 1349, dura 17 ans, interrompue par de longues trêves, marquée par des alternatives de succès et de revers, et se termina en 1366 par un accord en vertu duquel la Lithuanie cédait à la Pologne la principauté Volhynienne. Toute la Russie Rouge appartenait aux Slaves polonais.

Olguerd fut plus heureux avec les Russes ; sous son règne la Lithuanie s'accrut des kniajetsvos de Kief, de Tchernigof, de Sieversk, de Podolsk. Enfin le grand kniaz lithuanien déclara la guerre au prince de Moscou, Siméon le Fier, le fils d'Ivan Kalita.

Ainsi, tandis que Moscou grandissait, que ses grands kniaz entreprenaient l'unification politique de toute la Russie, sous leur domination, deux autres puissants Etats slaves, la Lithuanie et la Pologne, disputaient aux moscovites la gloire de créer cette unité de la grande nation slave.

Lithuanie, Pologne ou Moscou ?

Ainsi se posait, dès la deuxième moitié du XIV[e] siècle, le problème slaviste.

Au moment même où Olguerd déclarait la guerre à Moscou, la Lithuanie fut envahie par les Teutoniques. Le grand kniaz signa immédiatement la paix avec les moscovites et tourna toutes ses forces contre les Allemands. La lutte se prolongea, plus ou moins heureuse, jusqu'à la mort d'Olguerd,

sans qu'aucun des adversaires pût remporter une victoire décisive (1377).

Olguerd laissait plusieurs fils : l'un d'eux, Iagailo, devint grand kniaz, tandis que ses frères restaient princes de petits oudïels. Sous Iagailo, le problème de la suprématie moscovite, lithuanienne ou polonaise sembla un moment recevoir une solution définitive ; nous allons le voir.

La Russie ne considérait pas les kniaz lithuaniens comme des étrangers, bien qu'ils n'appartinssent pas à la maison des Riourik. Les kniaz de Tver, de Nijni-Novgorod, de Smolensk et de Riazan, les républiques de Novgorod et de Pskof recherchaient l'alliance de la Lithuanie contre Moscou qu'ils craignaient, et dont ils enviaient la puissance. Tous ces princes auraient volontiers reconnu la souveraineté de Iagailo ! La fusion de la Lithuanie et de la Russie occidentale et orientale en un seul état russe soulevait le problème suivant : Qui réunirait toutes ces terres ? — La maison lithuanienne des Guédimine ou les successeurs d'Ivan I ? Mais un événement eut lieu, qui, soudainement, changea le cours de l'histoire de l'Europe orientale.

Union de la Lithuanie et de la Pologne. — La Pologne sous Casimir était devenue un grand état. Mais le prince mourut sans enfant, et, avec lui, s'éteignit la dynastie polonaise des Piasts (1370). La Pologne accepta alors d'être gouvernée par son allié, Louis, roi de Hongrie. Ce prince, un étranger, ne pouvait ni s'intéresser aux questions purement polonaises, ni les comprendre. Tout le danger d'un pareil choix apparut, lorsque, après sa mort, sa fille, Iadvigua, arriva en 1384 à Cracovie, pour régner sur la Pologne.

Iadvigua était fiancée à un prince autrichien ; or, cette même année, les Porte-Glaives et les Teutoniques venaient d'envahir de nouveau les terres septentrionales de la Pologne. La Pologne ne voulut pas d'un roi germanique, elle chercha un allié : celui-ci était tout indiqué. La Lithuanie, pays slave comme la Pologne, en lutte comme elle contre les Allemands, demandait aussi un allié pour en finir avec l'ennemi commun. Les Polonais offrirent à Iagailo d'épouser Iadvigua et de devenir roi de Pologne, mettant pour condition que le grand kniaz abjurerait l'orthodoxie et se convertirait au catholicisme. Ceci nous rappelle le cri de Henri IV lorsqu'il devint roi catholique de France : « Paris vaut bien une messe. » Iagaïlo, comme le Béarnais, abjura sa religion et le mariage eut lieu à Cracovie en 1386.

Le destin semblait ainsi donner à la Pologne et à la Lithuanie la mission de fonder un grand état slave, résolvant la question posée plus haut.

Mais la conversion des Lithuaniens au catholicisme qui commença dès le retour de Iagaïlo, souleva un mécontentement général dans le peuple. Celui-ci avait, en effet, toujours confondu dans sa haine, la religion du pape et le germanisme, et, ne comprenant rien aux vues politiques du grand kniaz, il n'abandonnait que très difficilement la religion orthodoxe. Des émeutes violentes eurent lieu. Le neveu de Iagaïlo, Vitovt, profita de l'effervescence populaire pour créer, avec une partie de la Lithuanie, un état indépendant de la Pologne. La guerre éclata entre Iagaïlo et Vitovt, mais, bientôt, Iagaïlo, fatigué par la lutte, et sachant que tout le peuple lithuanien se groupait autour de son neveu, abdiqua en faveur de ce dernier (1392).

Iagaïlo, qui restait roi de Pologne, posa comme unique condition que le grand Kniaz de Lithuanie dépendrait de lui : Vitovt accepta.

Vitovt (1392-1430). Défaite définitive des Ordres germaniques. — Le nouveau grand kniaz profita d'une longue trêve avec les Allemands pour conquérir toute la principauté de Smolensk (1395), et, bien que sa fille fût mariée à Vassili I, grand prince de Moscou, il lui déclara la guerre. Nous connaissons l'accord conclu entre les deux souverains, moscovite et lithuanien.

L'avenir souriait au jeune état slave, qui s'étendait de la Baltique à la mer Noire. Mais la Lithuanie portait en elle les germes de sa ruine, nous les étudierons plus tard.

Rivale de Moscou, la Lithuanie grandissante devenait surtout une menace pour les Germaniques qu'épouvantait l'alliance conclue entre Polonais et Lithuaniens. Le roi de Hongrie, Sigismond, margrave allemand, conclut un accord avec les Teutoniques, et prépara la guerre ; mais Vitovt devança ses ennemis : à la tête d'une armée de plus de 100.000 Lithuaniens, Russes et Polonais de Iagaïlo, il marcha sur Malborg, capitale de l'Ordre Germanique ; la bataille eut lieu près de Tannenberg (juillet 1410). Les Allemands furent écrasés ; de nombreux prisonniers, des étendards, tout un riche butin resta aux mains de Vitovt. L'Ordre ne devait jamais se relever de ce désastre. Après quelques nouveaux efforts, les Allemands demandèrent la paix à Vitovt et lui restituèrent des territoires

conquis. La guerre, reprise quelques années après, devait se terminer beaucoup plus tard, sous Casimir IV, roi de Pologne, par la défaite définitive des Teutoniques : au traité de Thorn (1466), les vaincus se déclaraient vassaux de la Pologne, lui rendaient la Poméranie et d'autres régions antérieurement occupées.

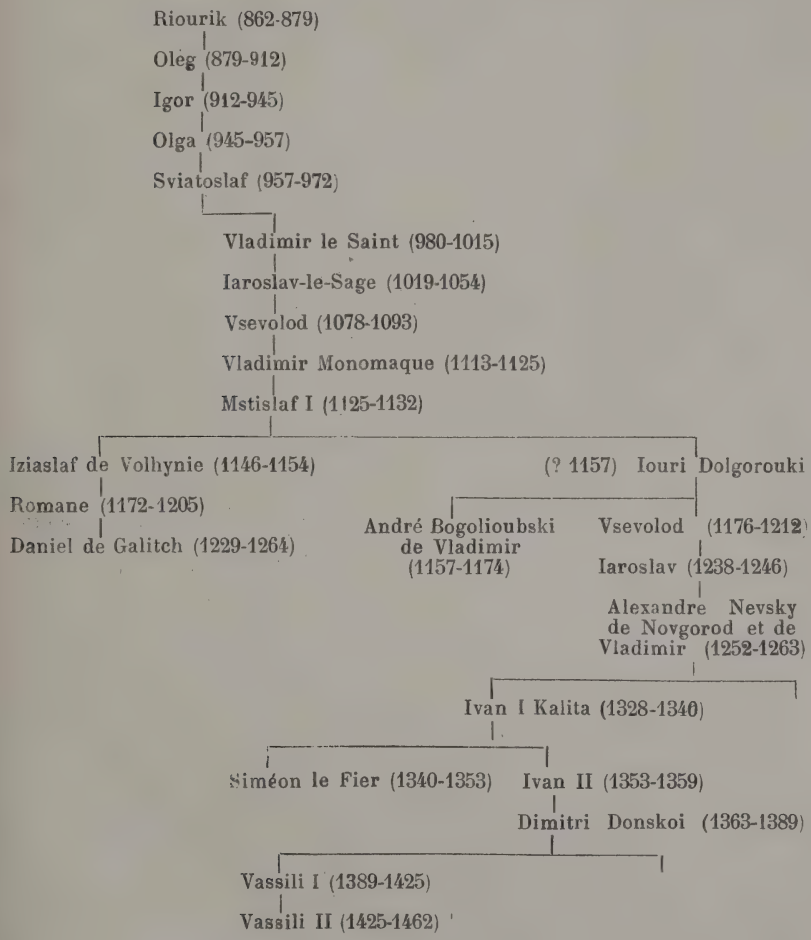
Vitovt, grand Kniaz lithuanien, restait, nous le savons, sous la dépendance de Iagaïlo. En 1413, à Gorodla, sur le Bug, un congrès polono-lithuanien eut lieu, où l'accord suivant fut signé : « La Lithuanie et la Pologne forment un état unique. A la mort de Vitovt, le pouvoir en Lithuanie revient de nouveau à Iagaïlo, et, plus tard, à ses enfants ; si Iagaïlo meurt avant Vitovt, celui-ci devient roi de Pologne. Les Lithuaniens ont droit aux mêmes privilèges, aux mêmes fonctions, aux mêmes insignes que les Polonais ; mais, seuls, les catholiques peuvent jouir de ces droits et être nommés aux hautes fonctions de l'Etat. »

Ainsi, la Pologne, pays catholique, fidèle à la Papauté, ne cessait d'obéir aux ordres de Rome et de conformer sa conduite aux vues politiques du Pape.

De nombreux seigneurs lithuaniens, désireux de jouir des honneurs que leur accordait la royauté polonaise, se convertirent au catholicisme et formèrent le parti politique appelé « polono-romain », préconisant l'union complète avec la Pologne. Mais deux autres partis nationaux naquirent alors : celui des Lithuaniens « nationalistes », partisans d'une politique lithuanienne indépendante, travaillant à la grandeur de la Lithuanie slave, et celui des Lithuaniens « orthodoxes russes », voulant, avant tout, conserver intacte la souveraineté de l'Eglise de Tsargrad. Afin de satisfaire ce dernier parti, mais pour s'affranchir en même temps de la tutelle religieuse de Moscou, conduite qui contentait aussi les « nationalistes », Vitovt fit des démarches auprès du patriarche de Tsargrad pour la nomination d'un métropolite spécial pour la Lithuanie ; mais il ne put réussir.

Vitovt mourut en 1430, laissant les partis politiques rivaux méfiants et haineux les uns vis-à-vis des autres, et exaspérés contre le pouvoir central. Les luttes de ces partis devaient briser à la longue la force et la grandeur de l'Etat russo-lithuanien, et c'était définitivement à Moscou de devenir la force centralisatrice de l'Etat russe.

Nous croyons utile avant de continuer cet ouvrage de donner un tableau chronologique des kniaz les plus célèbres de la maison des Riourik, jusqu'au règne de Vassili II, car les nécessités du développement de l'histoire russe nous ont obligés à ne pas toujours suivre l'ordre précis dans lequel les princes se succédèrent. Nous rappelons que la maison lithuanienne des Guédimine est étrangère aux Riourikovitchis.



CHAPITRE VIII

LA RUSSIE ET L'EUROPE AU XV[e] SIÈCLE

Slavisme et germanisme. — Nous avons suffisamment montré, presque dès le début de cet ouvrage, avec les règnes des premiers grands « herzog » germaniques, toute l'acuité tragique des rapports germano-slaves à l'origine même de leur histoire. L'étudiant aura donc compris, sans que nous insistions davantage, que, jusqu'au XV[e] siècle, époque à laquelle les Turcs font leur entrée sur la scène européenne, l'histoire de l'Europe Centrale et Orientale est faite de luttes acharnées, haineuses et cruelles, entre les deux races, germanique et slave.

Nous voulons tenter ici une œuvre d'historien aussi impartial que le permet l'amour du Droit et de la Justice, et dont le but unique est de découvrir les richesses de l'âme russe manifestées bellement et grandement à travers les siècles. Mais la lutte entre les Slaves et les Germains est trop intimement liée, indirectement et directement avec l'histoire du développement de la Russie ; aussi, malgré notre désir de ne pas nous ériger en juge d'événements du passé, surtout à une époque où cette longue lutte, ouverte ou sourde, vient d'aboutir à la plus grande guerre de tous les temps, devons-nous dire : dans toutes les guerres entre les deux races en question, l'offensive fut toujours prise par les Germaniques, nous avons déjà pu le constater. Ceux-ci furent uniquement mus par un besoin de domination se manifestant sous des formes commerciales ou religieuses et se terminant, nous l'avons vu, par l'extermination ou l'asservissement des régions slaves envahies ; les Slaves ne firent donc toujours que se défendre, que lutter uniquement pour leur droit de vivre.

Le destin a été dur pour la race slave, subissant pendant des siècles le joug étranger, mongol, germanique ou ottoman.

Les Slaves russes s'affranchirent bientôt de la domination tatare qui fut la plus tolérante, la moins cruelle ; d'autres Slaves secouèrent, il n'y a pas cinquante ans, le joug turc, mais nombreux sont, aujourd'hui encore, ceux qui subissent l'oppression germanique (*).

Un jour viendra, proche, peut-être, où, non par l'anéantissement de la race germanique, mais par la défaite de son esprit de domination, tous les Slaves vivront enfin la vie nécessaire d'Indépendance, et où le slavisme, puissant et civilisateur, rayonnera, libéré, sur le monde.

Polonais, Tchèques et Allemands. — La Pologne et la Bohême sont intimement liées dans leur histoire, au Moyen-Age, non seulement grâce aux rapports propres, souvent hostiles, entre ces deux états slaves catholiques, mais aussi et surtout par suite de l'ingérence continuelle des Germains dans la politique intérieure et extérieure de ces deux pays.

L'Allemagne, inquiète de voir grandir tantôt la puissance des Tchèques, ses vassaux, depuis le x^e^ siècle, tantôt celle des Polonais, s'efforçait de semer la discorde entre ses voisins, et aidait ensuite, suivant l'ennemi qu'elle avait à redouter le plus, soit la Bohême, soit la Pologne, en guerre l'une contre l'autre. Malheureusement, les Polonais firent souvent le jeu des Allemands, et, comme le dit Lavisse : « La Pologne, dès le Moyen-Age, prépare les désastres de son avenir. Elle ne réussit pas à se tasser, ni à s'organiser. Elle ne sait pas produire une race royale, et elle offre sa couronne élective aux compétitions des maisons étrangères. La Pologne n'en est pas moins un royaume slave, chrétien, plus indépendant que la Bohême ».

Les « herzog » tchèques, en effet, ne se révoltèrent que rarement contre leur suzerain germanique, même à l'époque de la grandeur de leur pays, et acceptèrent même le titre de roi que leur accorda l'Empereur d'Allemagne (1198). Les Polonais, au contraire, malgré leur fautes, résistèrent toujours aux empiètements des Ordres et des Empereurs-Rois, contre lesquels nous les avons vus lutter avec courage sous Ladislas, Iagaïlo et les Casimir.

Bohême et Pologne. — Les Tchèques, bien que vassaux de l'Allemagne, surent garder les mœurs de leur race, leur langue, leur esprit particulier. Un duc de Bohême, Brjétislaf, eut

(*) Ce livre a été écrit durant l'année 1916-17.

l'ambition de fonder un grand état slave au centre de l'Europe et s'attaqua à la Pologne, à laquelle il prit la Silésie (1038). Les Polonais appelèrent à leur secours les Allemands : les Tchèques, battus, restituèrent la province conquise ; alors la Pologne, satisfaite de la victoire, accepta un prince nouveau que lui envoya l'Empereur-Roi Germanique (1040).

La guerre entre Slaves et Germains reprit quelques années après, mais, cette fois, la Bohême fut l'alliée de l'Allemagne. L'Empereur-Roi Henri V demanda à Boleslas, roi de Pologne, plusieurs provinces polonaises comme condition de paix. Boleslas répondit bravement : « Je sauverai l'indépendance polonaise ou je périrai, mais je ne posséderai pas la Pologne au prix d'une paix honteuse ». Une guerre éclata : la bataille eut lieu près de Breslau. Les Allemands y furent mis en déroute (1110). Malgré cette victoire, la Pologne s'empressa de conclure avec l'Empereur-Roi un traité d'alliance qui fut scellé par des mariages entre les deux familles régnantes.

Fautes de la Pologne. — L'histoire de la Pologne est faite de luttes continuelles entre le pouvoir royal, le *szlachta* (noblesse terrienne) et les *magnats* (aristocratie ayant monopolisé les hautes charges de l'Etat et de l'Eglise). Sauf quelques époques de grandeur momentanée, l'anarchie fut, pour ainsi dire, permanente en Pologne. Nous avons eu l'occasion de voir les Polonais appeler des princes germaniques pour remédier au désordre régnant dans leur patrie. Au XIII^e siècle, ils commirent une faute qui devait avoir des répercussions terribles : Conrad, nous le savons, appela en Pologne l'Ordre des Chevaliers Teutoniques (1225). Rappelons encore qu'au XIV^e siècle, la Pologne demanda encore à un roi de Hongrie de la gouverner, erreur qui devait la contraindre à rechercher l'alliance lithuanienne, alliance qui, nous le verrons, fut la source de guerres avec la Russie moscovite.

Bohême et Autriche. — La Bohême devint un Etat redoutable sous Ottokar (1253-1278). La province qui porte aujourd'hui ce nom s'étendit alors jusqu'à l'Adriatique par la conquête de la marche d'Autriche, de la Styrie, de la Corynthie et de la Carniole. L'Allemagne, qui traversait alors une crise grave, connue sous le nom de « grand interrègne », décida de mettre fin à l'anarchie qui l'affaiblissait : en 1273, les herzog germaniques élurent roi-suzerain un prince qui possédait des domaines en Suisse et en Alsace, Rodolphe de Habsbourg.

Le nouvel Empereur-Roi exigea de son vassal tchèque qu'il vînt lui rendre hommage ; Ottokar refusa. Rodolphe lui déclara

la guerre et lui enleva l'Autriche et les trois provinces voisines. Plus tard, les Habsbourg devaient conquérir le comté du Tyrol et Trieste : l'Autriche, pays moitié germanique, moitié slave était fondé.

En 1306, la dynastie slave des rois de Bohême s'éteignit, et ce fut une famille française, celle des *Luxembourg*, qui régna sur les Tchèques. Quelques années après, des difficultés s'élevèrent entre l'Allemagne et la Bohême, dont profita la Pologne : un traité fut signé entre Cracovie et Prague ; la Bohême recevait la Silésie et renonçait définitivement à toute prétention sur la couronne polonaise.

Sous Charles IV (1346-1378), Prague, la capitale tchèque, devint l'une des plus grandes villes européennes. Le palais royal y fut construit par un architecte français sur le plan du Louvre. La première Université de l'Europe centrale y fut créée. La rivale de cette célèbre Université fut l'Académie polonaise de Cracovie, fondée en 1364 par Casimir III. Les capitales des deux Etats slaves catholiques devinrent deux grands centres intellectuels, deux foyers civilisateurs qui jouirent longtemps d'une réputation univérselle.

L'Allemagne. Naissance de la Prusse. — Nous n'ignorons pas à quelle instabilité de pouvoir, à quelle absence de force gouvernementale organisée, cachée momentanément par l'apparente puissance d'un Otto, à quelle anarchie aboutit le régime féodal du saint Empire Romain germanique.

Au XII^e^ siècle, les électeurs féodaux ecclésiastiques et laïques se trouvèrent en présence de deux prétendants à la couronne : un Welf soutenu par le pape, un Weiblingen candidat de nombreux seigneurs germaniques. Le « guelfe » fut élu, mais, étant mort sans laisser d'enfant, sa couronne revint au « gibelin ». De violentes guerres civiles entre les partisans du pape (guelfes) et ceux de l'Empereur (gibelins) éclatèrent alors, ajoutant encore à l'anarchie du pays et ayant de profondes répercussions jusqu'en Italie.

Frédéric Barberousse (1152-1190) releva pour quelque temps l'autorité royale. Il voulut et sut soumettre en Allemagne les volontaires rebelles, interdit aux féodaux les guerres entre eux, sous peine de châtiments sévères, et établit ce que l'on appela le « Landfrieden » (paix du pays). Henri le Lion, son vassal, duc de Saxe et de Bavière, ayant résisté à ses ordres, fut condamné au bannissement, à la confiscation de ses fiefs, à la perte de tous ses biens. La Saxe fut donnée au Margrave du Brandebourg, Albert l'Ours.

Le Brandebourg, ancien pays slave conquis et dévasté, fut le berceau de la Prusse. Cette marche germanique devint, dès le XIIIe siècle, l'alliée constante des Porte-Glaives et des Teutoniques. Au XIVe siècle, les margraves brandebourgeois et les Chevaliers s'efforcèrent, en vain, de conquérir et de partager la Pologne. A ce sujet, Lavisse s'exprime ainsi : « Cette similitude de vocation était un indice pour l'avenir. Les ordres religieux et militaires devaient avoir en les Hohenzollern, qui devinrent maîtres du Brandebourg, au XVe siècle, des héritiers dans l'œuvre de l'organisation de la puissance germanique. »

Les villes libres allemandes. — Barberousse, après avoir brisé l'esprit de révolte des féodaux, dut encore lutter contre plusieurs grandes villes, dont la bourgeoisie naissante réclamait des chartes d'indépendance, suivant l'exemple des cités françaises. Frédéric fut impitoyable : Trèves, Mayence furent contraintes de se soumettre, les remparts de cette dernière ville furent rasés ; on condamna des bourgeois de Besançon à la flagellation.

Au XIIIe siècle seulement, après la mort de Barberousse, les villes de l'Empire devinrent indépendantes, plus tard que les communes françaises ; il leur fallut, pour conquérir cette liberté, tous les désordres anarchiques qui déchirèrent alors l'Allemagne. Cependant, comme le remarque Alfred Rambaud : « Elles subirent tous les inconvénients de l'anarchie dans l'empire, mais elles en eurent tous les avantages. Etant villes libres impériales, elles ne relevaient que de l'Empereur, c'est-à-dire d'un souverain éloigné et presque toujours impuissant. Elles furent, dans la pleine acception du mot, des Etats souverains. Depuis des siècles, les plus fières communes de France avaient été réduites en la sujétion royale, quand Metz, Strasbourg, même Besançon, étaient encore des Républiques. »

Agissant comme un maître en Allemagne, Frédéric voulut être obéi de même en Italie ; nous verrons comment il échoua. A sa mort, les luttes entre Guelfes et Gibelins, auxquelles le Pape prit une part active, recommencèrent. Frédéric, le petit fils de Barberousse, soutenu par Rome, réussit à prendre la couronne. L'un de ses rivaux fut Othon de Brunswick que Philippe Auguste battit à Bouvines.

Frédéric II (1218-1250). L'Anarchie Allemande). — Frédéric II s'occupa beaucoup plus d'astrologie et de médecine avec des savants juifs et arabes, que du gouvernement de son empire. Une légende allemande du XVIe siècle, rapportée à tort à son grand-père, racontait que Frédéric II n'était pas mort en 1250.

Enfermé dans un château solitaire, sur le sommet d'une montagne, il devait y dormir jusqu'au jour où sa barbe aurait fait trois fois le tour de la table : il se réveillerait alors et ferait l'unité de l'Allemagne.

Ce fut sous ce prince, nous l'avons dit, que Baty envahit la Hongrie, après avoir conquis la Russie. L'empereur-Roi envoya à tous les souverains de l'Occident une lettre qui commençait par cette phrase : « Voici l'heure d'ouvrir les yeux de l'esprit et du corps. » On sait que son appel demeura sans réponse. Une armée tchèque fit reculer les tatares.

Après la mort de Frédéric II, il n'y eut plus de rois en Allemagne pendant près de trente ans. On appela cette époque le « Grand Interrègne » (1250-1273). Ce fut le désordre, la confusion, la loi du plus fort. Chacun, grand ou petit, duc ou simple chevalier, archevêque ou abbé, travailla à se rendre indépendant, à devenir roi dans son domaine. Tous y parvinrent. Des chevaliers n'obéissaient plus à personne et faisaient la guerre pour leur compte. On les appela chevaliers-brigands. Les princes, les comtes, les chevaliers, les villes étaient en lutte les uns contre les autres. L'Allemagne se transformait en une fédération anarchique de principautés et de républiques. Plus de vie collective, point d'armée, point de finances, point de justice, aucun autre droit que celui du poing (*Faustrecht*) « Chacun pour soi ». Telle est, à cette époque, la devise de l'Allemagne.

L'Allemagne au XV^e^ siècle. — On sait comment, pour mettre fin à l'anarchie du pays, les féodaux allemands élirent Empereur-Roi Rodolphe de Habsbourg. Mais les désordres continuèrent, la féodalité germanique ne voulut pas se soumettre à une discipline qui enchaînait son indépendance. Aussi, à la mort de Rodolphe, les électeurs ecclésiastiques et laïques ne choisirent-ils point le fils du Habsbourg : ils donnèrent la couronne à un Nassau, puis à des herzog bavarois et aussi à des princes de la maison des Luxembourg. Le morcellement du pays en « 400 Allemagnes » dura jusqu'au XV^e^ siècle, malgré une tentative de Charles IV de Luxembourg, roi de Bohême et Empereur-Roi, de donner une constitution à la Germanie, vers 1350 ; ce fut seulement en 1438 que la maison d'Autriche, les Habsbourg, remonta sur le trône du Saint-Empire.

Seules, les « villes libres impériales » surent s'organiser en états puissants au milieu de l'anarchie régnante. Elles possédèrent leurs tribunaux, leurs armées, leurs finances et, afin d'assurer la sécurité des routes du pays que suivaient leurs

marchands, s'occupèrent de la police intérieure de l'Allemagne.

Pour devenir plus fortes, ces cités, véritables républiques, signèrent des traités entre elles, contractèrent des alliances, formèrent des ligues, les « Hanses ». Lubeck, Hambourg, Cologne, Brême devinrent de grands centres marchands, qui travaillèrent au développement du commerce allemand. La plus célèbre des Ligues, la « *Hanse* », avait créé quatre grands comptoirs à l'étranger : à Novgorod, à Bruges, à Londres et à Bergen, en Norvège.

Au XV^e siècle, la Hanse était maîtresse du commerce du nord de l'Europe et, malgré ses désordres politiques, l'Allemagne devenait l'un des Etats les plus riches d'Occident.

L'Italie. — Au XII^e siècle, en Italie comme en Allemagne, se fondent des principautés féodales et des républiques. Les libres cités lombardes osent se confédérer, afin de résister au suzerain, Frédéric Barberousse. D'autres villes refusèrent aussi de reconnaître la souveraineté de l'Empereur-Roi. Rome elle-même se révolte. Barberousse est obligé de livrer de nombreuses batailles et de quitter plusieurs fois l'Allemagne pour dompter les cités rebelles.

On se bat à Rome, ville des papes ; Côme est détruite ; Milan rasée après une résistance glorieuse de deux ans et demi. Mais le pape ne cède pas, il arme de nouveau et soulève les Républiques. La « *Ligue Lombarde* » renaît avec Milan qui la réorganise, et Barberousse, qui accourt, est battu à Legnano (1176). Les cités italiennes conquièrent le droit de s'administrer elles-mêmes, celui d'avoir leur justice, leur milice, leurs finances.

L'Italie du Sud, elle aussi, qui subit le joug de Hohenstaufen, famille parente des Barberousse, prend les armes et, soutenue par le pape, chasse l'étranger (1250).

Dès lors, la prospérité des républiques italiennes ne cessa de grandir. Deux cents ans de luttes violentes entre guelfes et gibelins, de longues guerres entre l'Empire et la Papauté n'avaient abouti qu'à l'écrasement des villes les plus faibles et à l'élévation de nouvelles « Athènes ou Carthage » : Florence, Gênes, Pise, Mantoue et Venise. De même que pour les grandes cités de Flandre ou d'Allemagne, la puissance de ces républiques fut due principalement à l'industrie (Florence), et au commerce (Gênes et Venise). Elles dirigèrent les échanges entre l'Orient et l'Occident, créèrent le change, la banque ; l'argent italien se trouva partout en Europe centrale

et occidentale, où l'on compta par ducats (monnaie de Gênes et de Venise), et par florins (monnaie de Florence). Il y avait en quelque sorte un empire méditerranéen de l'Italie : Gênes possédait la Corse et la Sardaigne ; Venise, une grande partie de la côte de l'Adriatique et des îles de l'Archipel. Elle était, avant l'arrivée du Turc, le seigneur d'un quart et demi de l'empire grec.

Florence. — Cette ville dut sa richesse en grande partie au commerce des draps de luxe. Plus du tiers de la population était occupée par cette industrie. Florence vendait ses splendides étoffes aux musulmans et aux grands seigneurs chrétiens.

La bourgeoisie de la république, enrichie, partagea le pouvoir avec l'aristocratie héréditaire. Une famille de banquiers, les Médicis, petits négociants en draps au début, devint assez puissante pour gouverner Florence au XV^e^ siècle et donner plus tard deux reines à la France, Catherine et Marie.

Florence était la ville la plus riche de l'Italie à cette époque. Elle voulut avoir une armée. En Italie, comme en France et en Angleterre les rois et les seigneurs levaient des troupes en payant des chefs de bandes : ces bandes appelées *compagnies*, servaient d'armée. En Italie, ces chefs se nommaient « *condottieris* ». Florence en eut à sa solde et put conquérir, au XV^e^ siècle, toute la Toscane. Elle posséda alors deux ports : Pise, en 1406, ville puissante par elle-même et vaincue après une longue lutte, et Livourne, en 1421. Florence fut alors un des Etats les plus puissants de l'Europe.

La gloire de Florence fut aussi de donner au monde les premiers génies littéraires et artistiques de l'Italie : au XIII^e^ siècle, Giotto ; au XIV^e^, Dante, Pétrarque et Boccace ; plus tard, enfin, Brunellesco, Donatello et Machiavel.

Gênes et Venise. — Ces deux républiques échangeaient avec la Chine, l'Inde et l'Arabie. Comme la Hanse, elles eurent des comptoirs à l'étranger : dans les principaux ports de la Méditerranée, même dans ceux qui appartenaient aux musulmans. De plus, les Gênois, à Constantinople, et les Vénitiens, à Alexandrie, en Egypte, possédèrent un quartier à eux, comme les Allemands à Novgorod. Constantinople était l'intermédiaire entre Gênes et l'Orient. La prise de Tsargrad par les Turcs en 1453 causa la ruine du commerce gênois.

Venise fut une république aristocratique. Seuls, les nobles, inscrits sur le « *Livre d'Or* », avaient droit au pouvoir. Le *doge* (duc) était élu à vie par les habitants. Au XV^e^ siècle, le

gouvernement appartenait à un corps d'électeurs, formé de quarante membres, chargé de choisir le doge, à un Sénat, et au célèbre Conseil des Dix qui nommait les inquisiteurs d'Etat, véritables despotes détestés pour leur tyrannie féroce.

Au XV^e siècle, Venise était maîtresse de l'Adriatique et considérée, en Europe, comme une puissance de premier ordre. La flotte vénitienne comptait plus de 3.000 navires et plus de 30.000 marins. On appelait les Vénitiens « les Seigneurs d'Or de toute la Chrétienté. »

Les Slaves balkaniques et les Turcs. — Nous connaissons le début de l'histoire des slaves serbes et bulgares. Presque à la même époque où d'autres pays slaves, la Bohême, la Lithuanie, la Pologne et Moscou s'efforçaient de devenir des Etats indépendants et puissants, la Serbie, elle aussi, eut son heure de gloire.

Stéphane Douchane (1331-1355) appelé le Charlemagne serbe, conclut une alliance avec les Bulgares et réussit, après plusieurs guerres heureuses, à créer « la *Grande Serbie* », qui eut pour capitale Uskub, et pour limites l'Adriatique et la mer Noire, le Danube et l'Archipel. Stéphane prit alors le nom de Tsar, titre qu'ignoraient encore les grands Kniaz de Moscou ; la Serbie eut un code de lois, de splendides monuments embellirent ses villes ; sa cour, par son luxe, fit concurrence à Tsargrad. Enfin, Douchane voulut réaliser le rêve que nourrissaient depuis longtemps Serbes et Bulgares : la conquête de Constantinople.

Mais le destin en décida autrement : Stéphane mourut subitement à la tête de son armée, tandis qu'il marchait sur Tsargrad (1355). A sa mort, l'Empire serbe se démembra en principautés féodales. Les Slaves des Balkans ne devaient plus connaître de jours heureux jusqu'au XIX^e siècle.

Cent ans après la mort de Stéphane, les Turcs prenaient Tsargrad.

Les Turcs. — Les Turcs vinrent du Turkestan ; ils servirent d'abord les khalifes arabes de Bagdad et devinrent musulmans ; puis, après avoir détruit l'empire de Bagdad, ils envahirent les terres asiatiques de Tsargrad. En 1070, il menaçaient cette capitale et nous savons déjà que l'empereur de Constantinople demanda secours au pape.

En 1078, les Turcs s'emparèrent de Jérusalem qui appartenait depuis près de cinq siècles aux Arabes. La prise de la Ville Sainte fut l'une des principales causes des Croisades. Toute l'Asie Mineure et la Syrie tombèrent aux mains des

Turcs, mais ce fut seulement au XIVe siècle qu'Othman ou Osman fonda l'Empire des Ottomans ou Osmanlis. Les princes ottomans s'appelèrent, depuis, « émirs ».

Les émirs voulurent prendre pied en Europe et s'emparer de Constantinople. Ils s'occupèrent tout d'abord d'organiser une armée. L'Europe centrale et occidentale ne connaissait alors que la cavalerie lourde : les cavaliers étaient vêtus de cottes de mailles, de heaumes ou casques et de jambières métalliques. Les cavaliers turcs ou spahis ne possédaient aucune arme défensive, ils n'avaient que leur long sabre recourbé, le cimeterre. Quant aux fantassins turcs, les Ieni-Tcheri (janissaires, nouvelles troupes), ils étaient des soldats à vie, soumis à une discipline sévère, contraints à une existence chaste, ne s'occupant que d'exercices militaires et de prières. L'Europe n'avait jamais encore connu pareille organisation militaire.

Les batailles de Kossovo et de Nicopolis. — Brusquement, en 1356, les Turcs s'attaquèrent à l'Empire grec et s'emparèrent de Gallipoli : Tsargrad perdait les Dardanelles. Mais les Ottomans n'osèrent pas encore marcher sur cette ville. Quelques années après, ils prenaient Andrinople et avançaient en territoire serbe. La Serbie et la Bulgarie levèrent précipitamment une armés : le tsar Lazare se mit à la tête et marcha contre l'émir Mourad. La rencontre eut lieu à Kossovo (1389). Vainement les Serbes firent des prodiges de bravoure et d'héroïsme ; le désastre ne put être évité. Le tsar fut pris et décapité. L'émir, qui, la veille de la bataille, avait prié Dieu de mourir pour la vraie foi, trouva sa mort sur le champ de bataille : un seigneur serbe l'avait poignardé.

Cette victoire turque terrifia l'Europe ; on prêcha une nouvelle Croisade. Une armée européenne, composée de chevaliers de tous pays, en majorité des Français, fut équipée, et partit pour les Balkans. Elle s'arrêta non loin du Danube, à Nicopolis. Le roi de Hongrie, apprenant que l'armée de l'émir Bajazet était proche, conseilla aux alliés de mettre à la tête des troupes les cavaliers hongrois, dont l'armement se rapprochait de celui des Turcs. Les chevaliers français refusèrent d'abandonner ce poste d'honneur. Ce furent eux, qui, les premiers, chargèrent l'ennemi : presque tous furent tués ou faits prisonniers. La bataille était perdue (1396). Les Turcs envahirent la Hongrie et décidèrent ensuite de marcher sur Tsargrad.

Il est curieux de noter que les Tatares sauvèrent alors cette capitale. Le Khan Timour-Lenk envahit soudain l'Asie-Mi-

neure, culbuta les Turcs et fit prisonnier son émir (1402). La chute de Tsargrad, fut, ainsi, retardée d'un demi-siècle.

La prise de Constantinople. — Quarante ans après, les Turcs envahirent de nouveau la Hongrie et défirent l'armée des Croisés à Varna (1444). Puis, Mohammed II, maître des Balkans, vint assiéger Tsargrad (1453). L'Empereur grec Constantin Dragoscès n'avait que dix mille hommes à opposer aux 200.000 soldats de l'émir. Cependant, le siège, commencé le 5 avril, dura jusqu'au 29 mai, date à laquelle, à midi, Mohammed faisait son entrée dans la célèbre cathédrale de Sainte-Sophie, d'où étaient partis, au IX^e siècle, les premiers prêtres civilisateurs de la Russie, et qui fut alors convertie en mosquée.

Enfin Constantinople devint la capitale de l'Empire Ottoman, et Mohammed prit le titre de sultan.

La célèbre « *question d'Orient* » est née avec l'établissement des Osmanlis en Europe. Elle fut l'origine de nombreuses guerres sanglantes. Nous aurons l'occasion, au cours de cet ouvrage, d'en développer le point de vue purement russe ou slave.

La Papauté. — Nous avons vu l'Eglise de Rome s'adapter aux mœurs féodales de l'Europe centrale et occidentale. Elle vécut cette féodalité, dans ses grandeurs, comme dans ses petitesses quotidiennes, dans ses épopées qu'elle ordonna, les Croisades, et dans les mesquineries des luttes pour ou contre le pouvoir en Allemagne, dans les hontes des guerres privées entre ecclésiastiques et seigneurs, entre maîtres et serfs, en France.

Presque à la même époque où saint François d'Assise et Dominique faisaient la gloire de Rome, celle-ci laissait massacrer les hérétiques vaudois, ou « pauvres de Lyon » (1184-1245), et établissait l'Inquisition (1233), dont les moyens furent la torture, le secret, le feu, modes d'action dont s'inspirèrent peut-être les Germaniques dans leur croisade contre les Slaves.

Voulant conquérir par la force le pouvoir temporel, l'Eglise perdit beaucoup de sa force éducatrice spirituelle et révolta les maîtres laïques du monde. Difficilement victorieuse en Allemagne, où, plus tard, avec Luther, elle devait être vaincue, la papauté fut moins heureuse en France. Le pape Boniface VIII venait, dans un jubilé, de déclarer, à Rome : « Le Pontife romain est établi par Dieu au-dessus des rois et

des royaumes », et de déposer le roi de France, Philippe le Bel (1303-15 août), en proclamant : « Il y a deux glaives, le spirituel et le temporel, et tous les deux appartiennent à l'Eglise ».

Quelques jours après, le 7 septembre, le Pontife était humilié dans sa dignité de vicaire du Christ, par Nogaret, un conseiller de Philippe le Bel, qui l'insulta et faillit le tuer dans son palais même. Le roi de France réussit ensuite à faire élire pape un évêque français, qui prit le nom de Clément V, dut se soumettre à ses ordres, et s'établir à Avignon (1309). La papauté devenait captive de la royauté française.

Nous avons parlé, dans un chapitre précédent, des efforts de Rome pour relever son prestige et tenter l'union avec l'Eglise de Tsargrad. La France avait porté au pouvoir spirituel et temporel de la papauté un coup mortel. Un siècle environ après « l'hérésie » de Wiclef, en Angleterre, et au moment même où Jean Huss, de Bohême, faisait pressentir Luther, Charles VII signait dans sa Pragmatique Sanction de Bourges les libertés de l'église gallicane (1438). Deux années auparavant, Gutenberg découvrait, à Strasbourg, l'art d'imprimer avec des caractères mobiles. L'Eglise, inquiète des progrès de l'hérésie due au nombre des volumes imprimés, devait demander à un roi de France « d'interdire, sous peine de mort, de publier quelque livre que ce fût ».

L'Inquisition, cette arme redoutable, au lieu de raffermir la domination de l'Eglise, fut l'une des causes qui précipita sa chute. Comme nous sommes loin de la tolérance des Chozars et des Tatares ! Un Français écrivait sous saint Louis : « Bonne chose est que ceux qui ont la justice spirituelle se mêlent de ce qui appartient à la spiritualité tout seulement ».

Et cependant, le saint roi faisait percer la langue avec un fer rouge, non seulement aux hérétiques, mais aussi à ceux qui blasphémaient. Saint Thomas d'Aquin a beau s'écrier « Les infidèles qui n'ont jamais professé la foi chrétienne ne doivent en aucune manière être contraints de l'embrasser ». Rome ne cesse d'ordonner des emmurements, des procès et des bûchers.

Lorsque la royauté française se fut libérée de la souveraineté du pouvoir pontifical, elle entra en guerre contre l'Inquisition. « L'appel comme d'abus » (1239) met frein aux empiètements de la juridiction ecclésiastique sur la juridiction civile. Au XV^e^ siècle, le Parlement ne permet qu'aux juges du

roi de prononcer la peine capitale. On peut dire qu'avec la seconde moitié de ce siècle l'Inquisition disparaît en France.

Le protestantisme eût été, peut-être, impossible, si Rome n'avait pas failli à sa mission d'éducatrice spirituelle. On ne bâtit rien avec la violence, on ne construit rien avec le feu et le sang. Pour avoir voulu plus qu'être simplement et grandement l'interprète de la Parole Divine, l'Eglise perdit cette puissance morale dont elle s'enorgueillissait à juste titre aux premiers siècles de l'ère chrétienne et qui n'aurait jamais dû cesser de grandir. Forte, respectée, travaillant à l'évolution spirituelle de l'humanité, Rome aurait pu devenir l'héritière de Tsargrad après la prise de cette ville par les Turcs, gouverner l'Europe orientale et occidentale et éviter à cette dernière la Réforme et les guerres religieuses.

L'Angleterre. La liberté politique. La liberté individuelle. — Nous avons laissé la royauté anglaise fortement organisée par Guillaume le Conquérant. Le lecteur connaît les faiblesses que cachait la puissance précoce de cette monarchie; la bourgeoisie des villes, les barons, les prélats, toute la féodalité anglaise résolut de partager le pouvoir avec le roi. Tandis que la France tendait à devenir une monarchie absolue, l'Angleterre allait réaliser, la première, le principe de la monarchie limitée, constitutionnelle, donner l'exemple au monde d'une nation politiquement libre. L'événement eut lieu le 15 juin 1215.

Jean sans Terre signa, ce jour-là, la *Grande Charte*, dont les deux lois fondamentales sont :

1° Aucun impôt ne peut être levé sur le pays que du consentement du Conseil du Royaume. Ce Conseil se compose d'ecclésiastiques et de nobles. (Le Conseil du Royaume s'appellera Parlement en 1239.) Le roi doit le convoquer au moins quarante jours avant de prendre une décision quelconque.

2° Aucun homme libre ne peut être arrêté, emprisonné, condamné en aucune façon que par un jugement régulier, rendu selon les lois du pays.

Cette dernière mesure consacrait la liberté individuelle : « *habeas corpus* », chacun est maître de son corps.

Si le roi violait la constitution, vingt-cinq barons, élus à cet effet, avaient le droit de s'emparer des biens du roi et ne les lui rendaient que le jour où le Parlement jugeait le mal réparé.

Des assemblées de comtés (provinces anglaises) eurent lieu, que, bientôt, les rois consultèrent aussi. *Les Statuts d'Oxford*

donnèrent à ses « parlements » le droit d'envoyer quatre chevaliers élus porter au Parlement, quand le cas se présenterait, les plaintes contre les shérifs ou fonctionnaires du roi.

Ces Statuts, qui complétaient la Grande Charte, fixèrent les nouvelles bases de la Constitution : le Parlement devait être réuni trois fois par an, dans le but de « conseiller le monarque, de revoir et de corriger ce qui devait être revu et corrigé ». Un Consei du Roi était créé, composé de quinze membres élus par le Parlement. Celui-ci nommait aussi des officiers de la Couronne « ministres » de la Justice, des Finances, et Chancelier.

Le roi Henri III ayant violé les Statuts, une véritable révolution éclata qui dura sept ans (1258-1265) ; le roi, vaincu, fut fait prisonnier, et Simon de Montfort, fils d'un seigneur français, qui commandait les révoltés, convoqua le Parlement en réunion extraordinaire (1265). Mais, au lieu d'appeler seulement les évêques et les barons, il modifia la Constitution dans un sens plus large : il donna l'ordre à la bourgeoisie des villes d'élire des députés ; de plus, chaque comté dut envoyer deux chevaliers. Ces chevaliers et ces bourgeois (*common-people*), formèrent la Chambre des Communes (*House of Commons*), Les prélats et les barons constituèrent la Chambre des Lords (*House of Lords*).

La convocation régulière de ces deux Chambres qui forment, aujourd'hui encore, le Parlement anglais, date de 1295.

Malgré quelques bouleversements politiques et une courte mais sanglante révolution, ces bases de la Constitution britannique, le contrôle du Pouvoir et la liberté individuelle ne changèrent pas, et cette longue stabilité, unique dans l'histoire, fut l'une des causes de la puissance de l'Angleterre.

Tandis que partout, en Europe, l'homme n'est encore qu'un féodal, un serf, un esclave, l'Anglais a conscience d'être, avant tout, un homme libre qui possède déjà des droits. Cependant que sur le continent des crimes continuent à être commis contre l'individu humain, l'Anglais jouit de « *l'habeas corpus* », qui le protège contre les violences arbitraires. Cette indépendance du citoyen, jointe à l'isolement insulaire du pays, fera naître chez le peuple un nationalisme orgueilleux, étroit, mais embelli souvent par un grand esprit de liberté : le peuple anglais pourra ainsi fonder l'empire libre le plus grand que le monde ait connu.

La politique extérieure de l'Angleterre. — La politique exté-

rieure de l'Angleterre, jusqu'au XV^e siècle, est faite de guerres continuelles avec la France.

Au XII^e siècle, la moitié du royaume de France appartenait aux rois anglais. Richard Cœur de Lion et Philippe-Auguste passèrent une grande partie de leurs règnes à se battre ; Jean sans Terre, le frère de Richard, perdit l'Anjou, le Maine et la Normandie. Cette perte de trois provinces fut compensée, au XIII^e siècle, sous Edouard I^er, par la conquête du royaume d'Ecosse et du pays de Galles ; les héritiers de la Couronne portèrent, depuis, le titre de Prince de Galles. Enfin, au XIV^e siècle, en 1337, s'ouvrit la longue période historique, connue sous le nom de « Guerre de Cent Ans ». Nous reviendrons sur cette époque en traitant les événements de France. Disons ici que cette guerre, cause de tant de ruines en France, où elle eut lieu, fut un siècle de prospérité pour l'Angleterre, dont le commerce avec la Flandre devint plus florissant que jamais.

La fin du XV^e siècle vit en Angleterre la plus grande guerre civile que le pays ait jamais connue : elle dura trente ans (1455-1485), et eut pour cause principale la défaite anglaise en France et la perte des provinces françaises, désastre dont la noblesse britannique rendit responsable la dynastie régnante des Lancastre.

La guerre des Deux Roses. — Le chef des révoltés était le duc d'York : cette guerre fut appelée « des deux Roses » ; les Lancastre ayant pour emblème une rose rouge, les York, une rose blanche.

Ce fut une Française, Marguerite d'Anjou, femme de Henri de Lancastre, qui mena la guerre au début. Battue, victorieuse, vaincue de nouveau, elle passa et repassa la Manche, pour trouver des secours en France, bravant la tempête et ne craignant point la flotte ennemie.

Définitivement battue à Tewkesbury (1471), elle fut emprisonnée pendant quatre ans et remise en liberté à condition de renoncer à tous les droits pour lesquels elle avait si héroïquement lutté, pendant près de vingt ans.

Les deux familles rivales furent exterminées pendant la guerre, et ce fut Henri Tudor, parent éloigné des Lancastre, qui monta sur le trône, en fondant la dynastie des Tudor (1485).

La guerre des deux Roses eut des conséquences politiques momentanément importantes. Une grande partie de l'aristocratie anglaise avait péri dans les champs de bataille. Un cinquième du sol britannique revint au roi; celui-ci, riche des terres des nobles vaincus, crut pouvoir ne plus convoquer

le Parlement et régner en monarque presque absolu. Nous verrons à quelle révolution cette volonté audacieuse conduisit l'Angleterre.

La France. Le domaine moral et intellectuel. — Au moment où la Russie moscovite se forme loin de toute culture occidentale, où l'Allemagne anarchique échoue dans son rêve d'un Saint Empire gouvernant l'Europe centrale, où l'Italie donne ses premiers génies créateurs au monde, où l'Angleterre crée la liberté de l'homme et de la nation, que devient la France ?

Tous ces pays ne s'occupent égoïstement que de leur grandeur, de leur richesse, de leur prospérité. La France, jusqu'à la guerre de Cents ans, est le grand pays des Croisades « *Gesta Dei per Francos* », Dieu se manifeste par les Français, et Dieu c'est l'idéal, le départ héroïque pour les exploits immortels, le triomphe de la Pensée sur la Matière. La France se donne partout, elle fournit les plus nombreux contingents quand il faut se battre pour ce qui lui paraît juste ; tout le bassin médierranéen retentit de la gloire des armes françaises.

La France donne des rois à Jérusalem, des souverains à la Bohême ; le roi de Castille appelle la chevalerie française à son secours contre les Arabes et ces valeureux français fondent, en 1143, le royaume de Portugal; la papauté fait venir au XIII siècle Charles d'Anjou remplacer les Hohenstaufen dans le royaume des Deux-Siciles.

La langue française devient la langue universelle de l'Europe : on la parle à Londres, à Tsargrad, à Jérusalem. L'Université de Paris acquiert une réputation mondiale : Dante vient y écouter les leçons de maîtres français; un roi d'Angleterre, Henri II, lui soumet son différend avec le célèbre homme d'église Thomas Becket ; Albert le Grand, un Allemand, vient enseigner les sciences à Paris, avec un tel succès « que les salles des cours devinrent trop petites », dit Rambaud, « et qu'il dut dresser sa chaire sur une place de Paris qui a gardé son nom (place du Maître-Albert ou Maubert) ».

On traduit en Europe les chansons de gestes de France, le roman de Tristan et Yseult est chanté sur presque tout le continent, et c'est la langue des « cours d'amour », du Midi français, des Ballades, des Sonnets et des Rondes qu'apprend l'étranger. Les « Mystères » partent de France pour faire le tour de l'Europe en d'innombrables représentations, et toute la chrétienté catholique européenne imite les cathédrales de France.

Certes, la France ne donne pas encore au monde d'aussi

grands noms que Florence. Mais, cependant, l'Europe occidentale écoute les voix de la Raison qui, pour la première fois, depuis la naissance de l'Eglise, se font entendre à Paris. La « scolastique », cette bégayante philosophie, n'en marque pas moins un effort, et la célèbre querelle qui dura pendant presque tout le Moyen-Age (XI^e-XIV^e siècle) des « réalistes » et des « nominalistes » sur les idées générales, les « universaux » est la première révolte, très française, de la Raison contre ce cri de Saint Anselme : « L'intelligence doit se soumettre à l'autorité quand elle ne s'accorde pas avec elle. »

Ainsi, la France du Moyen-Age verse déjà son sang pour les grandes causes humanitaires et nourrit l'Europe de son esprit. « Un proverbe disait que le monde était régi par trois pouvoirs », écrit Lavisse, « la papauté, l'Empire, la Science : que le premier résidait à Rome, le second en Allemagne, le troisième à Paris. »

Or, nous savons que l'Empire végète dans l'anarchie, que la papauté meurt sous les coups de la royauté française qui l'emprisonne ; seule, demeure forte et grandissante l'influence morale et la puissance intellectuelle de Paris. Et l'Europe s'incline devant cette souveraineté incontestable de l'esprit français.

Les rapports franco-anglais jusqu'au XIV^e siècle. — Ce sont les Capétiens qui prirent part aux grands événements européens dont nous venons de parler. Leur dynastie compte trois grands rois qui travaillèrent à l'unification de la France : Philippe-Auguste, Louis IX ou Saint Louis et Philippe le Bel.

La royauté française, pour aboutir à cette unité du pays, dut lutter contre l'Angleterre, maîtresse de la moitié du royaume. Ce fut tout d'abord une guerre féodale : on sait que Guillaume le Conquérant, duc de Normandie, vassal du roi de France, conquit l'Angleterre. La puissance du vassal devint supérieure à celle du suzerain. Au XII^e siècle, Eléonore, femme de Louis VII, qui fit annuler son mariage, épousa le roi d'Angleterre, Henri Plantagenet. La reine apporta à sa nouvelle patrie toutes ses terres, riche domaine qui s'étendait de la Loire aux Pyrénées. Les Plantagenet, maîtres déjà de plusieurs provinces françaises, devenaient possesseurs d'un territoire français huit fois supérieur au domaine royal, valeur de plus de trente départements actuels. La guerre entre les deux pays était inévitable.

Après de longues luttes, de Philippe Auguste contre Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre, des alternatives de succès

et de revers, le roi de France remporta une victoire décisive à Château-Gaillard (1204). Jean sans Terre résista encore quelque temps, et, vaincu, dut céder l'Anjou, la Touraine, le Maine et le Poitou (1208). Mais il voulut prendre sa revanche : l'Angleterre organisa alors contre la France la première coalition européenne. Les Pays-Bas, l'empereur allemand Otton, le comte de Boulogne s'unirent à Jean sans Terre, mais les coalisés furent battus après quelques batailles, dont la plus célèbre est celle de Bouvines, où les Français, bien qu'inférieurs en nombre, culbutèrent les Allemands (1214).

Philippe Auguste mourut, ayant plus que doublé le domaine de la royauté française.

Louis VIII triompha du fils de Jean sans Terre et reprit aux Anglais l'Aunis, la Saintonge, le Limousin et le Périgord. Son fils, Saint Louis, qui voulait voir les chrétiens faire uniquement la guerre aux infidèles, rendit aux Plantagenet, malgré la victoire de Saintes (1242), les territoires conquis par son père, et ne garda que les terres réoccupées par Philippe Auguste.

Cette magnanimité du saint roi lui valut d'être appelé l'Ange de la Paix. Sa maxime favorite était : « Bénis soient les apaiseurs. » Les provinces conquises par son père avaient appartenu à Eléonore : le roi de France les rendit aux descendants de la reine « pour le seul amour de la justice et de la paix ; ce fait est unique dans l'histoire ».

Des mariages et la coisade des Albigeois permirent aux Capétiens d'agrandir encore leur domaine. Philippe le Bel voulut prendre la Guyenne à l'Angleterre. La guerre, qui avait débuté victorieusement, n'aboutit à aucun résultat décisif. Le roi fut plus heureux en Flandre, où il réussit à s'emparer de Douai, Lille et Valenciennes.

Les Valois succédèrent aux Capétiens (1328) ; ils régnèrent jusqu'à la fin du XV^e^ siècle. La France, sous cette dynastie, connut les plus grands malheurs ; des régions entières furent dévastées, la misère devint indescriptible. Le pays, après avoir souffert des invasions anglaises et manqué de devenir une colonie de la Grande-Bretagne, faillit de nouveau sombrer dans une guerre contre la maison de Bourgogne. Ce fut l'épreuve décisive que la France vécut avant de former une grande puissance européenne.

Causes de la Guerre de Cent ans. — La haine de l'Anglais n'avait cessé de croître en France depuis le règne de Philippe Auguste. Cette haine ne fit que s'exaspérer avec le temps.

Le peuple ne cessait de manifester de toutes les manières ses sentiments, dont on peut se rendre compte par le petit fait suivant, que nous citons d'après Rambaud. L'Université de Paris comptait par milliers ses écoliers. Ceux-ci se divisaient suivant leur origine, en nations : l'honorable nation des Gaules, la vénérable nation de Normandie, la très constante nation des Anglais, etc. Celle-ci fut remplacée à l'époque de la guerre de Cent ans par la nation des Allemands. Ce trait est caractéristique.

Les causes de la guerre de Cent ans furent triples : le roi d'Angleterre émit des prétentions à la couronne de France (sa mère était fille de Philippe le Bel) ; l'Angleterre ne sut pas dissimuler le besoin qu'elle avait de garder ses possessions françaises (elle en tirait les produits qui lui manquaient) ; enfin, la question flamande souleva un incident grave, qui précipita les événements.

La Flandre. — La Flandre, comté vassal de la royauté française (son territoire comprenait une grande partie du département du Nord et de la Belgique occidentale actuelle), était habitée par une population laborieuse, prête à verser la dernière goutte de son sang pour sa liberté, et qui avait su conquérir de haute lutte les franchises communales dont jouissaient ses grandes villes. Les cités flamandes, Bruges, Gand, Ypres, « les plus fortement organisées de toute la France », étaient de véritables républiques, dont l'industrie et le commerce florissants faisaient la richesse.

En 1325, les républicains de Flandre, mécontents de leur comte, se soulevèrent contre lui et l'emprisonnèrent. Le roi de France, Philippe IV, vint au secours de son vassal et battit les rebelles à Cassel. L'Angleterre voulut profiter de ces discordes : le roi Edouard III interdit l'exportation des laines anglaises indispensables aux industriels flamands, mesure qui ruinait la Flandre. Artevelde, bourgeois de Gand, traversa la Manche et vint déclarer au roi d'Angleterre que la Flandre le reconnaissait son roi légitime.

Ainsi, l'Angleterre prenait à la France une nouvelle province. Le problème suivant se posait : la France allait-elle vivre sous la tutelle anglaise ? Ce fut le roi d'Angleterre lui-même qui, en 1337, commença la guerre, en envoyant, selon l'usage de la chevalerie, une lettre de défi à Philippe VI.

La guerre de Cent ans. La misère du pays. Les impôts. — Ce conflit, le plus long de l'histoire de l'Europe, dura de 1337 à 1453 ; mais, en réalité, il n'y eut pas soixante années de

guerre continue. Ainsi, la bataille de Crécy (1346) et la prise de Calais par les Anglais (1347) furent suivies d'une trève de près de dix ans. La bataille de Poitiers, où le Prince Noir fit prisonnier le roi de France Jean le Bon, n'eut lieu qu'en 1356. Ce sont environ les quarante dernières années qui virent les luttes les plus acharnées, presque ininterrompues de la guerre.

Durant cette suite de calamités qui s'abattirent sur le pays, ce furent les Français qui causèrent le plus de mal à la France. « Robert d'Artois et Geoffroy d'Harcourt provoquent le débarquement d'Edouard VII ; c'est avec une armée composée en partie de Gascons que le Prince Noir gagne la bataille de Poitiers ; c'est un prince français, Charles le Mauvais, qui porte le ravage dans l'Ile-de-France ; c'est le duc de Bourgogne qui ouvre aux Anglais les portes de Paris ; c'est un évêque et des juges normands qui font brûler Jeanne d'Arc. »

Nous avons dit précédemmnet ce que furent les *Compagnies* (*bandes* ou *routes* de soldats à la solde d'un prince).

Entre deux batailles, ces « *routiers* », ces « *tard venus* » vivaient de vols et de crimes. Ils enlevaient les enfants, les femmes, afin de leur faire payer rançon, laissaient le plus souvent mourir de faim leurs prisonniers, ou les torturaient. Plus tard, les « *écorcheurs* » remplacèrent les routiers, le pillage des campagnes, les incendies des villes, le viol, le rapt, les assassinats continuèrent.

Les rois comprirent que, pour remédier à ce mal terrible, il fallait créer une armée régulière, permanente, au service du souverain. Charles VII enrégimenta les « écorcheurs », leur donna une forte solde payée à date fixe, et les soumit à une discipline sévère, châtiant impitoyablement tout écart. La France dut à ces *Compagnies d'Ordonnance* les victoires qui décidèrent du sort de la guerre.

Les besoins créés par toutes ces luttes, la nécessité d'avoir des troupes à solde fixe obligèrent les rois de France à lever des impôts, pour la première fois dans le pays. Ceux-ci furent les *aides* (le régime féodal contraignait tout sujet à aider son seigneur) ou impôts indirects, et les *tailles* ou impôts directs. les *aides* et les *tailles* furent perçues jusqu'à la Révolution de 1789.

Mais au début, au XIV^e^ siècle, les rois, dont l'autorité n'était pas encore fortement établie, durent, pour lever les impôts, convoquer les *Etats généraux*. Nous parlerons de cette institution, premier essai de liberté politique en France. Mais arrê-

tons-nous auparavant sur la personnalité si curieuse de Jeanne d'Arc, qui joua, à cette époque, un grand rôle.

Jeanne d'Arc. L'unification de la France. — L'immortelle Jeanne fut la puissante synthèse nécessaire, l'individualité riche de sensibilité qu'exaltèrent les forces concentrées, les aspirations secrètes multipliées de tout un pays. Elle incarna l'intensité des désirs français de chasser l'ennemi, et, conduisant à la victoire la volonté de toute la France en lutte pour son indépendance, elle permit aux Valois de réaliser la conception des Capétiens : la nation française.

L'Eglise a fait de l'héroïne une Sainte, l'Esotérisme une grande voyante, la Médecine une hallucinée ; saint Michel, qui ordonna à la bergère de Domrémy de sauver la France, fut, selon Rome, l'envoyé de Dieu, et, selon les maîtres de la Science, le produit d'une imagination en délire. Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur cette grande figure, nous ne nous plaçons qu'au point de vue historique : Jeanne d'Arc chassa les Anglais de France, contribua au rétablissement de la paix victorieuse et aida la royauté française à devenir maîtresse d'un royaume presque unifié.

Premiers efforts de la liberté française : les Communes, les Municipalités. — Le mot ville vient de « villa » (village) ; les villes françaises furent, au début, de simples villages, qui, avec le temps, s'entourèrent de murailles pour se défendre, et prirent le nom allemand de « *bourg* ». Leurs habitants, les « *bourgeois* », étaient les sujets du seigneur ecclésiastique ou laïque de la ville. De bonne heure, la « bourgeoisie » se divisa en deux classes distinctes : la haute bourgeoisie, commerçante ou industrielle, et la basse bourgeoisie asservie à tout l'arbitraire du régime féodal. Les marchands formèrent des *associations* ou *ghildes* (terme germanique), et les artisans se constituèrent en *corps de métier*. La puissance de ces associations grandit avec la richesse des villes, et celles-ci, grâce à leur bourgeoisie toujours plus prospère, devinrent, vers la fin du XIe siècle, des centres de résistance contre le despotisme féodal de la Noblesse et de l'Eglise.

Les bourgeois, commerçants et industriels, commencèrent alors à « se conjurer », se réunir en assemblées afin de demander au maître de la ville, comte, évêque ou roi, des libertés ou franchises rédigées en un acte spécial, muni du sceau du seigneur, et appelé « *Charte* ». Comme toujours, lorsque des institutions nouvelles se développèrent, Rome, la liberté romaine républicaine, servait d'exemple.

Les villes du Midi émancipées s'appelèrent « *municipalités* » ; leurs officiers municipaux prirent le nom romain de « *consuls* », de même que les souverains des fortes république lombardes. Avignon eut huit consuls, Toulouse vingt-quatre.

Un *Conseil* assistait les consuls et les bourgeois étaient souvent convoqués en grande assemblée, en « *Parlement* » (réunion où l'on parle, où l'on discute). Certaines villes élisaient leurs consuls au suffrage universel des bourgeois ; dans d'autres, des électeurs du premier degré nommaient des électeurs du second degré, et ceux-ci, avec les consuls sortants, choisissaient des prudhommes : les consuls étaient tirés au sort parmi ces derniers.

Les « *Villes de Bourgeoisie* » (villes possédant les franchises) du Nord s'appelèrent « *Communes* ». Leur affranchissement se fit plus tard, avec plus de luttes et d'efforts que celui des cités méridionales, à cause de la proximité du domaine royal et des terres de l'Empereur-Roi, qui, au début, nous le savons, brisa l'esprit révolutionnaire des villes et influa ainsi sur la conduite des seigneurs français, ses voisins. Les bourgeoisies durent attendre, acquérir de grandes richesses, devenir des puissances avec lesquelles il fallut compter pour arracher des Chartes aux seigneurs. A Laon, on tua l'évêque (1112), les bourgeois furent châtiés, et, finalement, après une longue guerre, la ville réussit à se constituer en république. Cambrai lutta de 1024 à 1210 contre l'Eglise, le Comte de Flandre et l'Empereur-Roi : elle n'eut sa charte qu'en 1227.

Les Communes étaient gouvernées par des « *échevins* », que présidait un « *maire* ». Souvent, on convoquait l'« *assemblée générale* », qui ressemblait au Parlement du Midi.

Le Tiers-Etat. — Ni l'Eglise, ni la Royauté n'étaient favorables à ce régime libre des cités. Les rois n'accordaient que très difficilement des chartes aux villes de leurs vassaux, et ne cédaient qu'à la force sur leurs propres terres. Pendant la guerre de Cent ans, lorsque les rois eurent besoin d'argent et qu'ils convoquèrent les Etats généraux, ils appelèrent aussi les bourgeois de « leurs bonnes villes » pour connaître leur avis. En 1302, on commença à donner le nom de « *troisième ordre* » ou « *tiers état* » à la bourgeoisie qui siégeait aux côtés de la noblesse et du clergé. Les Parlements du Midi, les Assemblées du Nord se réunirent souvent aussi pour fournir des subsides à la royauté ; les trois ordres y votaient de même côte à côte.

Après la guerre de Cent ans, lorsque les rois devinrent plus forts, la lutte contre le Tiers Etat commença ; nous verrons plus tard qu'elle se termina par la défaite des villes.

Les Etats Généraux. — Les ravages effroyables causés par la guerre contre les Anglais, la peste qui, en 1348, s'ajouta à tous les pillages, les crimes et les malheurs ruinant le pays, provoquèrent une misère telle que la dépopulation fut effrayante : d'après les documents de l'époque, la France perdit près de la moitié de ses habitants.

On peut juger du mécontentement général lorsque les rois levèrent des impôts. Les Etats Généraux, plusieurs fois convoqués sous Philippe le Bel (les premiers furent réunis en 1302), soit pour cause financière, soit pour sanctionner la lutte du roi contre la Papauté et ses mesures contre les ordres religieux comme celui des Templiers, sont appelés de plus en plus souvent pendant la grande guerre.

Les Etats Généraux de 1351 n'accordèrent l'argent demandé par Jean le Bon qu'à la condition d'obtenir certaines réformes politiques et judiciaires urgentes. En 1356, deux Assemblées eurent lieu en mars et en mai, à la suite de graves émeutes populaires dues aux taxes sur le sel et sur certaines ventes. La défaite de Poitiers, où le roi de France fut fait prisonnier, obligea le dauphin, le futur Charles V, à convoquer les Etats Généraux, pour la troisième fois, cette même année, en octobre. Plus de la moitié des membres de l'Assemblée appartenait au Tiers-Etat. Etienne Marcel, prévôt des marchands ou maire de Paris, dirigea l'élaboration de tout un programme de réformes à exiger avant de voter les subsides. Les Etats demandèrent au roi de renvoyer ses conseillers, de créer un Conseil permanent où les trois ordres seraient représentés et sans lequel le roi ne pourrait prendre aucune décision. Charles ne pouvait accepter ces revendications ; il convoqua les Parlements de Province, mais ceux-ci réclamèrent les mêmes réformes que Paris.

La Grande Ordonnance de 1357. Emeutes à Paris. — Tout le pays se dressait contre la royauté. Le dauphin fut contraint de convoquer à nouveau les Etats Généraux en 1357. Ceux-ci votèrent la « *Grande Ordonnance* » du 3 mars 1357 dont voici les principales dispositions :

« Nul ne percevra d'impôts s'ils ne sont votés par les Etats.

Tout Français, noble ou roturier, doit le service militaire au pays. Les soldats seront payés par les Etats.

On ne pourra plus enlever les justiciables à leurs juges naturels pour les traduire devant des Commissions nommées par le roi.

Les habitants sont autorisés à employer la force pour empêcher les guerres privées et contraindre les seigneurs à garder la paix. Ils pourront saisir les personnes et les biens des récalcitrants ».

Cette Ordonnance était une véritable révolution. Mais ce qui empêcha la réalisation de la liberté politique en France fut le manque d'union des trois ordres. En Angleterre, la solidarité des nobles, des prélats et des bourgeois fit que la royauté fut contrainte de subir la « *Grande Charte* ». En France, seule la bourgeoisie parisienne, dirigée par Etienne Marcel, lutta pour l'accomplissement des réformes votées par les Etats Généraux. Etienne Marcel envahit le palais royal, tenta de soulever des Communes et succomba, trahi et assassiné (août 1358).

En 1380, de nouvelles révoltes sanglantes eurent lieu un peu partout en France ; à Paris, les Maillotins provoquèrent une émeute terrible. Tous ces soulèvements furent cruellement réprimés. En 1413, une dernière révolte populaire éclata, conduite par l' « écorcheur » Caboche : le palais royal fut envahi, on massacra les conseillers du dauphin, Charles VII, et celui-ci dut lire une « Ordonnance » que les Cabochiens avaient élaborée, et qui, d'ailleurs, ne fut jamais exécutée.

La royauté, plus jalouse de son autorité à mesure que grandissaient ses forces, ne convoqua plus les Etats Généraux qu'à la dernière extrémité. En 1470, Louis XI ne réunit que des notables qu'il savait dociles. Sous Charles VIII, les prétentions des Etats Généraux se manifestèrent de nouveau par des revendications pressantes : convocation régulière des Etats, diminution des impôts, diminution des frais de justice.

Les rois de France, inquiets de ces exigences incessantes, réunirent de plus en plus rarement les Etats Généraux ; la royauté triomphait, mais, comme l'observe avec raison Rambaud : « On pouvait, en France, opposer aux traditions du despotisme royal, l'histoire en mains, une grande tradition de liberté nationale », et d'ailleurs, cette lutte entre le Tiers-Etat et la royauté devait se poursuivre pendant plusieurs siècles encore, et se terminer, en 1789, par la victoire de la bourgeoisie.

Triomphe de la Royauté. — Au xv^e^ siècle, la chevalerie

française est frappée mortellement, après ses défaites de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, et la noblesse perd ses vertus traditionnelles dans des crimes, où le poison, le poignard et le parjure décident du sort des familles ; l'Eglise est captive à Avignon et le clergé doit subir les « *Libertés de l'Eglise Gallicane* » ; enfin, les villes, incendiées et pillées par les « routiers » et les « écorcheurs », les bourgeoisies en lutte contre le peuple qui meurt de faim, s'adressent elle-mêmes au roi, le suppliant de les sauver de la guerre civile et de la ruine, au dépens de leurs franchises. La royauté devient l'unique puissance, le seul pouvoir capable de réorganiser le pays, d'en stimuler les forces vives, de faire de la France une nation forte et unifiée.

Le roi dompte la bourgeoisie en rendant nulles les décisions des Etats Généraux, il subordonne à sa puissance tous les suzerains du pays en devenant le suzerain des suzerains, et dicte sa loi même aux Conciles de l'Eglise.

Enfin, le conflit avec Rome aboutit, en 1470, à un « *Concordat* », accord entre Louis XI et la Papauté, en vertu duquel le pape doit, avant de nommer des ecclésiastiques en France, attendre le consentement du roi et ne choisir que des Français.

La lutte contre la noblesse prit, surtout sous Louis XI, dans sa guerre contre la Maison de Bourgogne, un caractère de gravité telle que les destinées de la monarchie française furent un moment en jeu.

La Maison de Bourgogne. — L'ancienne seigneurie féodale avait presque complètement disparu avec la guerre de Cent ans. Une nouvelle noblesse s'était peu à peu constituée, grâce à des « apanages » ou terres données par les rois, les Capétiens et les Valois, et de puissantes maisons, gouvernant parfois plusieurs provinces, avaient pris naissance : celles des Orléans, des Bourbons, des Anjou et, la plus prospère de toutes : celle des ducs de Bourgogne.

Ces maisons luttèrent contre la royauté, non pour détruire ou limiter le pouvoir royal, mais pour mettre sur le trône un prince leur appartenant. La « *Praguerie* », les « *Ligues du Bien Public* » ne furent que des « *guerres folles* », dit une expression de l'époque ; la guerre contre la Maison de Bourgogne fut autrement tragique.

Cette Maison ne possédait, au début, que la Bourgogne. Des mariages lui donnèrent bientôt la Flandre, la Hollande, le Brabant. Un prince acheta le Luxembourg ; enfin, l'Artois et

la Picardie revinrent aux ducs bourguignons par un accord avec Charles VII (1435). L'Etat de Bourgogne était, vers le milieu du xv[e] siècle, l'un des plus puissants de l'Europe. Il menaçait l'Empire, auquel il arracha l'Alsace et la Lorraine, convoitait les cantons suisses qui venaient de se réunir en confédération, et interdisait à la France de s'étendre vers l'Est.

Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, qui désirait aussi démembrer la France et agrandir encore ses Etats, fomenta contre Louis XI toutes les révoltes des nobles, connues sous le nom de « Ligues du Bien Public ». La noblesse disait, en effet, prendre les armes pour « soulager le pauvre peuple si misérable ».

Nous n'avons pas à raconter, ici, les détails de la lutte entre Louis XI et Charles le Téméraire. Un fait nous importe, car il eut des répercussions sur l'avenir de l'histoire européenne : Louis XI, vainqueur, ne fut pas assez fin diplomate pour hériter, comme il l'espérait, de toutes les terres bourguignonnes. La France aurait pu avoir la Flandre, la Hollande, la Lorraine, l'Alsace, le Luxembourg, et serait devenue, dès Louis XI, la première puissance de l'Europe. Malheureusement, Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, épousa le fils de l'Empereur-Roi, le futur Maximilien d'Autriche. Toutes les terres bourguignonnes, françaises ou étrangères, passèrent sous la domination de l'Autriche et, plus tard, grâce à des mariages, devinrent des possessions espagnoles. Louis XI ne garda que la Bourgogne et la Picardie.

C'étaient encore des français qui laissaient ainsi à leur patrie un avenir gros de menaces, de dangers et de guerres.

La Monarchie Française. — Louis XI avait donc agrandi le domaine royal des deux provinces que nous venons de citer. Il réussit aussi à prendre à la Maison d'Anjou, le Maine, l'Anjou et la Provence. Son fils, Charles VIII, en épousant la duchesse de Bretagne, réunit à la France ce dernier grand fief encore indépendant.

Donc, à la fin du xv[e] siècle, la France touche aux Pyrénées, aux Alpes, à la Meuse, à la Somme et atteint l'Atlantique et la Méditerranée.

Jeanne d'Arc a créé l'unité morale de la nation, les Valois ont forgé son unité politique. La Monarchie française devient une puissance européenne ; occupée jusqu'alors à organiser ses forces pour vivre, elle va maintenant s'efforcer de reconquérir les terres françaiss encore sous le joug étranger, s'inté-

resser, prendre part aux grands problèmes de l'Europe et y jouer, pendant plusieurs siècles, le premier rôle.

La Russie et l'Europe au XV^e siècle. — Le lecteur aura compris le but que nous voulons atteindre en entourant ainsi la Russie en formation d'une Europe naissante, elle aussi, mais plus mûre, plus faite, plus différente par toutes les survivances conscientes et inconscientes de l'antiquité civilisatrice.

Nous ne le répéterons jamais assez : c'est grâce à Rome et à Athènes que nous comprendrons toutes les institutions de l'Europe politique, économique, intellectuelle et catholico-papale, tandis que nous nous expliquerons la Russie uniquement par la contemplation de son âme, l'étude de son œuvre propre.

Au XI^e siècle, la *Manifestation européenne* se distingue déjà de la *Manifestation russe*, mais au XV^e on peut dire que les différences se sont accentuées jusqu'à créer un véritable abîme entre Moscou d'une part, et de l'autre Prague, Florence, Hambourg, Bruges, Londres et Paris.

Deux lois régissent le développement de l'humanité : celle de l'Esprit, celle de la Matière ; l'une influe sur l'autre et l'équilibre s'établit dans l'harmonie de leurs manifestations réfléchies et disciplinées.

Pour l'Europe, la Matière est toute prête : nous avons vu les institutions — royauté, papauté, villes libres — suivre les grands exemples de la République ou du césarisme romain, prendre même les noms que le *Civis Romanus* a immortalisés. Telle fut « la Matière ».

Les âmes anglaise, française, italienne, germanique, ont modifié selon leur nature ce squelette, cette matière. L'Angleterre seule, à partir du XIII^e siècle n'a plus qu'à évoluer sur la route de l'Equilibre qu'elle s'est forgée : la liberté politique et individuelle. La France, bien que servant déjà la cause de la civilisation universelle, vient à peine, après les terribles crises vécues au XIV^e et au XV^e siècle, de trouver les éléments de cet équilibre : royauté centralisatrice et parlements.

Ce qui manquera à l'Italie jusqu'au XIX^e siècle, c'est, comme pour l'Allemagne, la force capable d'unifier ses républiques, ses royautés, ses marchés, en un Etat puissamment organisé, sous le régime d'un fort pouvoir central. Cependant, elles possèdent, nous l'avons vu, les bases nécessaires à l'équilibre.

La Russie n'a pour toute Matière qu'une institution aussi récente, aussi jeune qu'elle : l'Eglise, qui date du IX^e siècle. Donc, nulle base pour l'Equilibre, tout est fragile, le pays se

trouve, encore au XV[e] siècle, à la merci d'une force civilisatrice plus individualisée, qui pourrait lui imposer une destinée étrangère à la sienne propre.

Cette Eglise est la seule Matière stable et en même temps, l'Ame, la seule force morale du pays. C'est elle qui donne à la Russie ses premiers grands hommes, tous éducateurs spirituels, conseillers moraux des kniaz, instructeurs du peuple.

Tandis qu'en Europe, par la force de l'évolution organisatrice, tous les « Instruments de Pouvoir » religieux ou non, s'absorbent déjà dans la Politique, en Russie, les pouvoirs qui se forment, kniaz et boïars, acceptent ou subissent l'autorité morale des maîtres de l'Eglise ou du Monastère.

Ainsi se distingue profondément l'âme russe de l'âme européenne, et cette différence, s'accentuant avec les siècles, explique pourquoi l'esprit slave demeure souvent si étranger aux Occidentaux.

Mais avant d'étudier cet esprit, laissons passer les siècles : ils nous donneront « la Matière » et celle-ci nous permettra d'entrevoir la nature, dans l'avenir, de l'Equilibre russe.

CHAPITRE IX

LA GRANDEUR DE MOSCOU. LA « TROISIEME ROME ». IVAN LE TERRIBLE ET PHILIPPE PREMIERS RAPPORTS SUIVIS AVEC L'OCCIDENT

Ivan III (1462-1505). — Le fils de Vassili II possédait toutes les qualités grand'russiennes : forte intelligence pratique, volonté froide, conception rapide d'un but nécessaire et concentration de tous les efforts pour l'atteindre.

Au moment même où se posait le problème de la suprématie lithuanienne, polonaise ou moscovite, Ivan III Vassilievitch était l'homme indiqué pour que l'œuvre entreprise par ses grands prédécesseurs fût achevée, pour que Moscou devînt la capitale d'un Etat unifié, puissant, capable de vivre sa destinée. Comme l'écrit Platonof : « La politique d'Ivan, d'abord oudièlnaia, brisant les oudièls et les réunissant à Moscou eut ensuite un caractère *national*, en défendant l'Etat moscovite non plus contre les ennemis intérieurs russes, mais contre l'étranger. »

Guerre contre Novgorod (1471-1478). — Vassili II, après avoir puni Novgorod résolut d'en finir avec l'indépendance de cette république dont l'existence devenait un danger pour Moscou. La mort l'empêcha de réaliser ce dessein : son fils le mit à exécution.

Les Novgorodsis comprenaient que leur patrie, située entre deux puissantes principautés comme la Lithuanie et la Moscovie, devait fatalement devenir dépendante de l'une d'elles. Deux partis naquirent à Novgorod : l'un, populaire et orthodoxe voulait l'union avec Moscou ; l'autre, aristocratique, catholico-papal et, par conséquent polono-lithuanien, désirait l'alliance avec Casimir IV. La famille boïar des Boretski qui dirigeait ce dernier parti politique, signa en 1471 un traité d'alliance avec la Lithuanie et la Pologne : les Novgorodsis

reconnaissaient la souveraineté du roi polonais ; celui-ci s'engageait à les protéger contre le kniaz moscovite, à ne pas persécuter la religion orthodoxe, à ne pas toucher aux libertés du pays.

Lorsque la nouvelle de cette alliance parvint à Ivan III, il traita les Novgorodsis de traîtres à la patrie, de parjures à la foi et leur déclara la guerre. Le peuple russe considéra cette lutte comme sainte car il s'agissait de vaincre la religion latine-romaine, exécrée.

Une femme, Marpha Boretskaia, fut l'âme de la résistance contre Moscou, elle leva une armée et les secours polonais tardant, l'envoya à la rencontre des troupes d'Ivan. La bataille eut lieu près de la rivière Chéloni : les Novgorodsis furent battus. En apprenant la défaite, le peuple se souleva à Novgorod contre les boïars, le parti moscovite prit un moment le dessus, et le vladika Théophile partit pour Moscou demander au grand kniaz la grâce de la ville. Ivan pardonna au peuple, mais exigea une contribution de 15.500 roubles et la rupture de toutes relations avec la Lithuanie.

Les guerres civiles ne cessèrent plus de ravager la république. Les ambassadeurs novgorodiens qui vinrent souvent à Moscou supplier Ivan de rétablir la paix dans leur patrie, voulant lui montrer leur respect, leur soumission l'appelaient : « gossoudar » (souverain). Ivan vint une fois à Novgorod (1475) et fit mettre à mort de nombreux boïars, mais en 1478 une révolte, fomentée par Marpha, éclata de nouveau. Cette fois Ivan dut assiéger la capitale de la république. Lorsque le vladika et les boïars demandèrent au grand kniaz les conditions de paix, Ivan leur répondit : « Plus de viètchés, plus de possadniks, soumission complète à Moscou. »

Novgorod, en proie à la famine, dut subir la loi du vainqueur. Les Boretski, Marpha et plusieurs milliers de familles appartenant au parti polono-lithuanien furent mis en prison ou condamnés à mort ; de nombreux marchands allemands, envoyés de la Hanse, et qui soutenaient le parti catholique, arrêtés eux aussi, eurent leurs biens confisqués.

Ivan conquit, pendant les onze années qui suivirent (1478-1489) toutes les colonies novgorodiennes, agrandissant largement ainsi les terres de son kniajestvo.

Chute des oudièls-principautés. — Des nombreux petits oudièls, désirant acquérir la faveur du grand kniaz moscovite se réunirent d'eux-mêmes à Moscou, demandant à Ivan de les gouverner. La principauté de Riazan revint, en grande partie,

au kniaz, par héritage. Seul le kniajestvo de Tver organisa la résistance : son prince, Michel, s'allia aux Lithuaniens, mais Ivan ne lui donna pas le temps de recevoir les secours espérés et fit le siège de Tver. Michel avait fui en Lithuanie, sa capitale fut prise (1485).

Moscou devenait un voisin redoutable pour la Pologne et la Lithuanie.

Mariage d'Ivan III avec Sophie Paléologue (1472). — En 1467, Ivan perdit sa première femme, Maria Borissovna, une kniajna de Tver, dont il avait eu un fils Ivan. Le pape, qui depuis la prise de Tsargrad par les Turcs, cherchait sans cesse une occasion de nouer des relations avec l'unique grande puissance orthodoxe en Europe, travailla à l'arrangement d'un mariage entre le grand kniaz de Moscou et la princesse Zoia-Sophia Paléologue.

On se rappelle que l'empereur Constantin de Tsargrad avait été tué par les Ottomans après la prise de sa capitale (1453). Son frère, Thomas Paléologue s'enfuit à Rome avec sa famille et trouva refuge auprès du pape. Celui-ci qui savait les enfants de Thomas partisans de l'union des deux Eglises, espérait que Sophie influerait sur le grand kniaz moscovite et l'amènerait à reconnaître la souveraineté religieuse de Rome.

Ivan III, heureux d'épouser une princesse de Tsargrad accueillit favorablement la proposition du Pontife et envoya une ambassade à Rome pour conduire en Russie la jeune fiancée. Sophie arriva à Moscou après avoir été reçue en triomphe dans toutes les villes russes qu'elle traversa. Le mariage eut lieu peu après (1472).

Le pape avait envoyé en même temps à Moscou un de ses cardinaux, mais toutes les négociations que le cardinal tenta en Russie échouèrent complètement.

Le mariage du grand « barbare » russe avec Sophie, princesse byzantine, habituée au luxe et à la culture d'une capitale européenne civilisée, devait avoir d'importantes conséquences pour l'histoire russe.

Moscou. « Troisième Rome ». — Après la chute de Tsargrad et la conquête par les Turcs de tous les pays orthodoxes balkaniques, Moscou resta la seule capitale indépendante gouvernée par un souverain de religion grecque et possédant un métropolite, chef suprême de l'Eglise du pays.

Depuis que Sophie, princesse de Tsargrad, avait épousé Ivan, le grand kniaz moscovite se considérait, inspiré sans doute par sa femme, comme le successeur des empereurs,

des Césars (tsars) grecs. Tsargrad, ville des tsars n'étant plus, Moscou devait naturellement prendre son rôle de Sainte capitale religieuse : elle devenait la grande espérance de l'avenir pour le peuple russe, pour les Grecs, pour tous les Slaves balkaniques.

Ivan décida donc de s'appeler « *tsar de toute la Russie* », « *Souverain par la grâce de Dieu* », et il prit pour armes celles de la famille impériale de Tsargrad : l'aigle à deux têtes.

L'idée que Moscou devait succéder à Tsargrad fut le thème de beaucoup d'écrits de l'époque. Platonof nous apprend « qu'un moine de Pskof, du Monastère Eléazarof, Philopheï, envoya au tsar Vassili III, fils d'Ivan III, une étude philosophique où il disait que l'antique Rome avait été le premier centre du monde, plus tard remplacée par la « *Roma Nova* » (Tsargrad) et que le règne de Moscou, troisième Rome, était arrivé. Il ne devait pas y avoir de quatrième cité sainte.

D'autres écrivains russes des XV^e^ et XVI^e^ siècles développaient la même thèse historique, appelant le grand kniaz moscovite « *tsar de toute l'orthodoxie* », Moscou « *Nouvelle Tsargrad* » et le peuple russe « *Nouvel Israël* » élu par le Seigneur pour gouverner le monde orthodoxe ».

Il était impossible que les tsars, successeurs des grands empereurs byzantins, continuassent à subir la loi tatare et à payer tribut aux khans. Ce fut encore Sophie qui poussa Ivan à la révolte ouverte contre les Mongols.

Fin du joug mongol (1480). — En même temps qu'Ivan III triomphait des principautés qui lui résistaient, il réussissait, grâce aux guerres civiles ensanglantant les terres de la Horde mongole de Kazan, à soumettre cette horde à son pouvoir.

Les Tatares, en effet, étaient à cette époque divisés en trois Hordes : celle de Saraï, celle de Kazan, celle de Crimée. Le tsar en avait donc réduit une. Puis, profitant des vieilles haines qui séparaient les Mongols de la Horde d'Or de ceux de Crimée, il s'allia à ces derniers et décida la guerre contre Saraï.

Akhmat, le khan de la Horde d'Or avait envoyé, selon l'habitude, des ambassadeurs, porter au grand kniaz son image, afin que le monarque russe s'agenouillât devant elle. Ivan refusa d'abord de payer le tribut que venaient chercher les envoyés du khan, foula aux pieds l'image du souverain ennemi et fit mettre à mort presque tous les ambassadeurs d'Akhmat.

Akhmat conclut une alliance avec la Pologne et la Lithuanie

et envahit la Moscovie (1840). Le khan de Crimée, l'allié d'Ivan, attaqua l'armée lithuanienne, pendant que le tsar, avec une forte armée, marchait contre Akhmat. La rencontre des deux adversaires eut lieu près de la rivière Ougra. Mais Ivan ne voulut pas engager la lutte, n'aimant agir qu'à coup sûr. Le peuple moscovite cria à la trahison, le métropolite écrivit au tsar le suppliant d'écraser l'ennemi et le conseiller spirituel du souverain, l'archevêque de Rostof, Vassiane, lui ordonna de n'être pas un lâche et de marcher courageusement contre les tatares. Malgré ces conseils, ces reproches, ces colères, Ivan ne combattit pas.

Les Tatares, connaissant la force de l'armée moscovite, et attendant en vain des secours polonais, n'osaient pas attaquer non plus. Tout le mois de novembre se passa ainsi dans l'attente. Akhmat, craignant de prendre l'offensive, se décida à la retraite, vers la fin du mois. Il fut tué par un prince tatare peu après : des guerres civiles avaient éclaté à Saraï, le khan de Crimée et Ivan en profitèrent pour détruire cette capitale (1502). La force d'âme d'Ivan évita à la Russie une bataille sanglante : Moscou était délivrée du joug tatare ; les guerres qui eurent lieu par la suite contre les Mongols appartinrent à la politique extérieure des tsars.

Guerre contre la Lithuanie (1500-1503). — Nous savons qu'une grande partie des terres russes occidentales était tombée peu après l'invasion tatare, sous la domination polono-lithuanienne. Ivan III qui s'intitulait « tsar de toute la Russie », ne voulut pas qu'une population orthodoxe continuât à souffrir la domination de maîtres catholiques.

Pour la première fois dans l'histoire de Moscou, un souverain moscovite commençait une lutte offensive, entreprenant ainsi une œuvre que devait achever les successeurs.

Les princes du kniajestvo de Tchernigof-Sieversk avaient tous passé au service du tsar. Le grand duc lithuanien refusant d'admettre la perte de cette principauté, Ivan lui déclara la guerre. La Lithuanie appela à son secours les Ordres germaniques, Moscou eut pour alliés les Tatares de Crimée. Daniel qui commandait les troupes d'Ivan, mit en déroute l'armée lithuanienne à Dorogobouj (1500). La guerre dura trois années : après des alternatives de succès et de revers, Daniel réussit enfin à battre les chevaliers allemands à la tête desquels se trouvait le Maître de l'Ordre livonien lui-même, Plattenberg (1503). Le grand duc lithuanien fut obligé de demander la paix. Ivan se contenta de le contraindre à recon-

naître le fait accompli : la Lithuanie perdait le kniajestvo de Tchernigof-Sieversk, dont les oudielni-kniaz s'étaient librement mis au service du grand tsar.

La Moscovie venait de montrer qu'elle se trouvait déjà de taille à se mesurer avec les armées les mieux organisées de l'Europe.

Les étrangers à Moscou. — La gloire d'Ivan III se répandait en Europe et des rapports diplomatiques s'établissaient avec Rome, l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark, Venise et la Turquie.

La Russie commençait, à la fin du XV^e^ siècle, à reprendre avec l'Europe le contact interrompu après le règne de Iaroslaf le Sage.

Lorsque l'ambassade du pape arriva à Moscou pour nouer des relations diplomatiques, l'un des envoyés du Pontife proposa à Ivan, au nom du pape, de prendre le titre de roi. Ivan répondit qu'il n'avait à recevoir aucun titre de personne et qu'il était tsar de Russie de par la volonté de Dieu.

Ivan et Sophie profitèrent des rapports que la Russie liait avec l'Europe, pour appeler à Moscou des artistes, des ingénieurs, des médecins grecs, italiens, allemands. Le célèbre architecte de Bologne, Fioraventi et le Vénitien Marc Friazine dirigèrent les travaux d'embellissements et de reconstruction du Kremlin. Ivan se fit bâtir par le Milanais Alvize, un palais de pierres. Le métropolite et quelques boïars suivirent son exemple. Le tsar fit aussi venir des étrangers « capables de découvrir des mines d'or et d'argent et de retirer ces métaux de la terre » ; il demanda encore non content des médecins qui étaient venus « des hommes réellement capables de guérir les maladies internes et les blessures ». Les médecins furent en majorité des Allemands ; ils ne furent pas heureux : Ivan, exaspéré de leur impuissance à guérir son fils et un de ses boïars malades, fit couper la tête à deux d'entre eux.

Les étrangers que cette mesure effraya voulurent quitter la Russie : Ivan s'opposa à leur départ, craignant qu'ils répandissent une opinion défavorable à l'Etat moscovite et ne voulant pas perdre des hommes utiles.

Ajoutons pour finir que des maîtres artilleurs allemands et lithuaniens vinrent aussi à Moscou et furent les premiers instructeurs de l'armée russe.

Le « Soudiebnik » (code de lois nationales) (1497). — *La Rousskaia Pravda* de Iaroslaf était toujours le code de lois qui régissait le pays. Ivan III apprit bientôt par de nom-

breuses plaintes l'iniquité de certains procédés arbitraires et la vénalité cynique des administrateurs et des juges de son « *tsarstvo* » (empire).

Les « *namiestniks* » (hauts fonctionnaires, vice-rois) levaient des impôts trop lourds pour le peuple et se faisaient payer leurs arrêts, souvent injustes. Les lois de la « Vérité Russe » se trouvaient ainsi violées. Ivan III ordonna alors à son secrétaire Goussief d'élaborer, en se basant sur la Rousskaia Pravda, un code, un « *Soudiebnik* » (soudit-juger) qui fût plus en rapport avec le Pouvoir qui se centralisait toujours davantage.

Le justice devait être rendue dans le pays par des « Namiestniks » nommés par le tsar, assistés de fonctionnaires spéciaux, du starosta de la région et d'hommes en vue, élus par le peuple. L'Etat payait les juges auxquels il était défendu de recevoir tout autre argent, toute autre rémunération.

Goussief s'inspira de coutumes tatares et de lois occidentales, de l'Eglise romaine et des monarchies : la peine de mort, la flagellation publique (on sait que le fouet était donné en Occident non seulement comme punition, mais dans certains cas comme mortification spirituelle ; Henri II, roi d'Angleterre, subit le fouet, genoux et épaules nus près de la tombe de Thomas Becket) et le combat judiciaire (les femmes, les enfants, les vieillards, les infirmes pouvaient louer un champion pour les remplacer — coutume gallo-franque). Toutes ces coutumes furent adoptées en Russie.

La Cour d'Ivan III. La succession au trône. — Le tsar de toute la Russie, souverain par la grâce de Dieu, modifiait ainsi peu à peu l'état des choses en Moscovie : il voulut aussi qu'à la Cour même, parmi son entourage, sa volonté, son autorité absolue fît loi.

L'habitude s'établit de baiser la main du « gossoudar », de se prosterner devant lui. (Les empereurs romains de la décadence avaient emprunté cette coutume aux despotes asiatiques ; Ivan III, devenant maître tout puissant de la Russie, la reprenait à son tour).

Les boïars furent obligés de se dire les esclaves, les cholops du tsar : celui-ci ne les appelait plus que par les diminutifs de leur prénom : Vassiouk au lieu de Vassili, Phéodorets au lieu de Phéodor, etc. Enfin la Douma des boïars n'influa plus sur les décisions du tsar.

Le « *boïarstvo* » considérait Sophie, l'étrangère, comme la grande coupable de toutes les transformations qui s'opéraient

dans le pays. Leur haine contre la « tsarine » se manifesta surtout lors du problème de la succession au trône.

Sophie avait un fils, Vassili. Mais Ivan, l'aîné de Vassili, enfant de Maria Borissvona, la première femme du tsar, était mort, laissant un fils, Dimitri. Les boïars et le métropolite lui-même demandèrent à Ivan III de nommer ce dernier enfant son successeur. Ils réussirent à créer des malentendus entre le tsar et sa femme qui finirent par une rupture momentanée : Sophie et Vassili durent quitter Moscou, mais la « tsarine » ne se tint pas pour battue ; une année ne s'était pas écoulée depuis sa disgrâce qu'elle revint dans la capitale et fit mettre à mort tous les boïars qui avaient été la cause de cette brouille.

Ivan III mourut en 1505. Il avait fondé l'Etat moscovite, établi le régime autocratique, repris les rapports avec l'Europe. Il fut le premier grand tsar russe ; avant de mourir il avait nommé Vassili son successeur, donnant l'ordre à ses frères de lui obéir, et de reconnaître comme souverain, si Vassili venait à mourir, le fils de Vassili.

Vassili III (1505-1533). — Le nouveau « tsar » établit définitivement le régime autocratique en Russie. L'ambassadeur de l'Empereur-Roi à Moscou, Herberstein décrit en ces termes ce qu'il put observer à la Cour russe : « Le souverain possède sur ses sujets un pouvoir qui dépasse celui de tous les monarques du monde. Il jouit de la puissance temporelle et spirituelle et dispose librement, arbitrairement, de la vie et de la propriété de tous. Parmi ses conseillers, personne n'est assez influent pour oser contredire le souverain et émettre le moindre avis contraire. Tous reconnaissent ouvertement que la volonté du monarque manifeste celle de Dieu et que tous les actes du « tsar » sont dictés par le Seigneur. Aussi le Prince répond-il à tout homme qui intervient en faveur d'un condamné : « Il sera délivré lorsque Dieu l'ordonnera. » Si quelqu'un demande des explications au sujet d'une affaire inconnue ou douteuse, on lui répond : « Dieu et le gossoudar seuls le savent. »

Les boïars perdirent le peu d'influence qui leur restait depuis Ivan III. Plusieurs d'entre eux qui osèrent tenir tête au « tsar » ou manifester quelque indépendance furent jetés en prison ou mis à mort. Vespasien en mourant s'écria, dit-on : « Je sens que je deviens Dieu. » Vassili III voulut montrer qu'il était Dieu sur la terre et manifester quotidiennement sa toute-puissance.

Le métropolite lui-même, Varlam, qui plaignit un jour

devant le « tsar » les boïars disgraciés, n'échappa point aux rigueurs du Maître : il dut quitter sa haute charge et se retirer dans un monastère. Ce dernier fait était très significatif : pour la première fois, le chef de l'Eglise lui-même devait plier devant la volonté du souverain. Ces nouveaux rapports entre le pouvoir et l'Eglise nous conduisent à traiter de la question des monastères et de l' « hérésie » juive qui furent les deux grands problèmes moraux ayant profondément ému tout le peuple russe sous les règnes des deux premiers autocrates, Ivan III et Vassili III.

Les monastères. — Le nombre des monastères s'était beaucoup multiplié en Russie au XV^e^ siècle. Les moines devenaient de riches propriétaires fonciers, possédant de nombreux paysans, plus libres, nous le savons, que les moujiks, travaillant les terres du « tsar » et des propriétaires laïques. Cette puissance terrienne des moines inquiéta bientôt le pouvoir et les autres propriétaires fonciers.

Les moines eux-mêmes, dans leurs Assemblées, soulevèrent souvent la question : « En accumulant ainsi de grandes richesses, violaient-ils oui ou non la loi de charité et de justice chrétienne qu'ils représentaient ? »

La littérature religieuse de l'époque est pleine de ce problème qui préoccupa vivement les esprits russes vers la fin du règne d'Ivan III. Deux courants opposés se manifestèrent dès le début : l'un, conservateur, dont le chef, le moine Joseph Volotski, ne voulait rien changer aux choses établies et consacrées par le temps ; l'autre, inspiré par Nil Sorski, moine aussi, qui préconisait le retour à la vie rude des maîtres des premiers monastères russes.

Joseph Volotski qui avait besoin de l'appui d'Ivan pour que de nouvelles lois ne vinssent point attaquer le principe de la propriété monacale, ne cessait, dans ses écrits, de flatter le gossoudar, de prouver la nécessité en Russie d'une monarchie de plus en plus autoritaire.

Son adversaire Nil Sorski trouva deux puissants partisans : Maxime Grec, un moine albanais grec que le tsar avait fait venir en Russie pour traduire des livres byzantins et organiser la bibliothèque du palais, et Vassiane, moine d'origine boïar. La lutte de ces deux partis prit un caractère aigü lorsque l' « hérésie » juive apparut en Russie.

L' « hérésie » juive. — En 1471, un Juif de Kief arriva à Novgorod et se mit à y propager la foi judaïque. L' « hérésie »

se répandit bientôt à Moscou : Hélène, la belle-fille de la première femme d'Ivan III embrassa la religion d'Israël et, après elle, le secrétaire favori du « tsar », de nombreux prêtres, parmi lesquels un futur métropolite, abandonnèrent la religion grecque. Ce dernier, devenu chef de l'Eglise russe plus tard, poursuivra les « hérétiques », après avoir abjuré le judaïsme.

Guennadi, le vladika de Novgorod, engagea la lutte contre l' « hérésie », se fit un allié de Joseph Volotski et une amie de la « tsarine » Sophie. Volotski écrivit un livre « l'Instructeur » où il réclamait la mort des « hérétiques ». Le moine Nil Sorski et ses amis Vassiane et Maxime Grec, qui continuaient toujours avec vigueur leur combat pour la suppression des propriétés monastiques, s'élevèrent contre les mesures violentes préconisées par Volotski..

Ivan III et, après lui, Vassili III que la question religieuse laissait indifférents, durent cependant prendre parti. Ils soutinrent Volotski, laissant aux monastères toutes leurs richesses, car le point de vue de ce moine qui luttait pour « conserver ce que le temps avait établi » consacrait aussi, bien qu'indirectement, le nouveau régime centralisateur et autocratique des tsars moscovites. Mais comme les nouveaux convertis juifs devenaient des éléments de troubles, Ivan III et Vassili III agirent avec eux suivant la ligne de conduite employée déjà vis-à-vis des boïars indisciplinés : de nombreux juifs furent condamnés à mort.

On entendit parler encore une fois des deux partisans de Sorski ; nous verrons, en effet, que Vassili III répudia sa première femme : Maxime Grec et Vassiane blâmèrent ce divorce ; tous deux furent condamnés par Vassili III à la réclusion dans un monastère.

Nous croyons utile d'observer que l' « hérésie » juive ne fut en aucune façon un problème de tolérance ou d'intolérance religieuse comme elle l'était à cette époque en Occident. Nous venons de voir qu'Ivan et Vassili avaient mis à mort les pratiquants israélites, agissant avec eux comme à l'égard de tous ceux qui leurs résistaient. Dans l'Europe occidentale, au contraire, en France surtout « l'anti-sémitisme » était déjà né : le peuple français accusait presque toujours le juif de toutes les catastrophes ou malheurs, peste, empoisonnement de fontaine, qui s'abattaient dans certaines régions. On imposait aux juifs un costume qui les ridiculisait, les signalait à l'attention hostile générale. Philippe-Auguste les chassa, puis les rappela et confisqua leurs biens ; Philippe le Bel fit brûler beaucoup

d'israélites, Louis X déclara ne les tolérer que pendant dix ans, Philippe V permit au peuple de les massacrer.

D'ailleurs, la haine populaire se manifestait presque de même à l'égard des Lombard et autres riches banquiers italiens et les confondait dans son exécration avec les juifs.

L'Eglise, si terrible pour tous les hérétiques, s'efforça, par contre, de protéger les juifs contre le peuple et la royauté française. Le concile de 1170 déclare que les juifs ne doivent pas être contraints au baptême, et, en 1247, le pape essaye de les défendre contre le peuple déchaîné.

Constatons la différence qui existe dans le « problème juif » entre la Russie et l'Occident. En Russie, l' « hérésie judaïque » ne fut qu'un épisode momentané dans l'histoire, à l'égard duquel les nouveaux autocrates moscovites eurent une conduite dictée seulement par leur despotisme qui s'établissait.

Réunion des derniers oudièls indépendants (1510-1523). — En conquérant Novgorod, Ivan III n'avait pas touché aux libertés de Pskof, car les habitants de ce faubourg novgorodien s'étaient hâtés de reconnaître la souveraineté du « tsar ». Mais les namiestniks ne cessaient de se plaindre des pskovitchis et ceux-ci se révoltaient continuellement contre les mesures des hauts fonctionnaires. Vassili III profita d'une demande d'intervention du peuple pour supprimer les viétchés, symbole de l'indépendance de la ville (1510).

Une partie de la principauté de Riazan avait été réunie à Moscou sous Ivan III. Le riazanski kniaz se mit en rapport avec le Khan de Crimée pour conclure une alliance contre Vassili. Celui-ci, apprenant cette trahison, fit jeter le kniaz en prison et déclara la principauté entière terre moscovite (1520). Comme à Pskof, Vassili III ordonna de transporter une partie de la population en territoire de Moscou et de la remplacer à Riazan par des Moskvitchs.

Restaient les princes de Tchernigof-Sieversk. Ce kniajestvo avait été conquis sur la Lithuanie par Ivan III. Le « tsar » prit le prétexte de discordes incessantes entre les oudièlnis princes pour les chasser de leurs terres et mettre sous sa domination tout le kniajestvo (1523).

Il n'y avait plus, en Moscovie, qu'un seul maître absolu. Les oudièlnis kniaz ne gardaient de leur ancienne puissance que le titre ; ils se trouvaient à la cour du « tsar » au rang des boïars. Nous voyons que Vassili III mérite le nom de « dernier rassembleur des terres russes », que les historiens lui ont donné.

Guerre contre la Lithuanie et les Tatares (1507-1522). — Vassili continua la politique offensive de son père vis-à-vis de la Lithuanie. En 1507, il déclara la guerre à Sigismond Ier, roi de Pologne, mais ses troupes furent battues : une paix fut signée en 1508 sans avantage ni perte pour aucun des adversaires. Vassili travailla alors à la réorganisation de son armée : l'empereur Maximilien d'Autriche lui envoya des ingénieurs qui firent fondre plus de trois cents canons. La guerre reprit en 1514. Cette fois, Vassili remporta une victoire éclatante : il prit aux Polono-Lithuaniens la ville de Smolensk.

La guerre traîna encore huit ans ; les Polonais et les Lithuaniens remportèrent quelques succès, mais ils ne purent reprendre aux Russes cette grande ville. En 1522, la Pologne demanda la paix : le kniajestvo de Smolensk devenait terre moscovite.

Vassili III fut tout d'abord moins heureux avec les Tatares de Crimée ; tandis qu'il était tout à sa guerre contre la Pologne, le Khan de Crimée, allié au Khan de Kazan, envahit la Moscovie, et dévasta une grande partie du pays (1521). Les Tatares s'approchèrent même de Moscou, mais ils furent repoussés et durent se retirer. L'année suivante, Vassili III qui venait de terminer victorieusement sa lutte contre la Pologne, rassembla une puissante armée et vint assiéger Kazan. La ville fut prise d'assaut. La Moscovie battait ses anciens maîtres, mais ceux-ci continuaient à demeurer une menace pour les terres méridionales de la Russie.

Vassili III mourut en 1533 : il fut le premier despote de la Russie, dans le sens absolu du mot, mais il agrandit encore la Moscovie et étendit ses relations en Europe. Pour la première fois, depuis que Iaroslaf le Sage avait marié sa fille Anna à Henri Ier roi de France, la Russie reprit ses rapports avec cette nation, gouvernée alors par François Ier.

Marié d'abord à une boïarinia, Salomonie, Vassili III la répudia à cause de sa stérilité. Il épousa alors Hélène Vassilievna Glinskaia qui lui donna deux fils Ivan et Iouri. L'aîné Ivan, n'avait que trois ans à la mort de son père.

Ivan IV Grozni (le Terrible) (1533-1584). Gouvernement d'Hélène (1533-1538). — La femme de Vassili III, autoritaire et énergique, brisa toutes les résistances des boïars et garda le pouvoir à la mort de son mari. Comme les révoltes et les intrigues du boïarstvo continuaient, elle les réprima durement. Certains boïars durent fuir en Lithuanie, d'autres parmi lesquels l'oncle de la « tsarine » lui-même et les oncles du petit

Ivan furent jetés en prison. Mais Hélène ne survécut pas longtemps à Vassili, elle mourut en 1538. Des bruits coururent que les boïars l'avaient fait empoisonner.

Règne des boïars (1538-1547). — Deux grands rodes se trouvaient alors à la tête des familles boïars : celui des Chouiski, branche valdimirienne des Riourikovitchis et celui des Bielski, descendants de la dynastie lithuanienne des Guédimine.

Les Chouiski et les Bielski ne cessèrent, durant toute l'enfance d'Ivan, de se combattre. Les Chouiski gouvernèrent d'abord, mais le prince Ivan Bielski réussit à les chasser de Moscou et à s'emparer du pouvoir.

Les Chouiski ourdirent alors un complot, se saisirent de Bielski, l'emprisonnèrent et le tuèrent. Ils régnèrent ensuite, seuls maîtres désormais.

Le peuple souffrit beaucoup durant leur règne. De lourds impôts illégaux, la prison à la moindre résistance, la peine de mort à la moindre révolte et le fouet, tel fut le sort misérable qu'eurent à subir les Russes sous les Chouiski. Au lieu de gouverner « vpravdou » (selon la vérité, la justice), ils se conduisirent à l'égard du peuple comme des « lvis » (lions, bêtes de proie) dit une expression populaire de l'époque

Les boïars n'eurent pas plus d'égards pour les métropolites : ils en chassèrent deux de Moscou, et Makari, le vladika de Novgorod, devenu métropolite, ne put conserver sa charge que grâce à une conduite fine et habile, agissant vis-à-vis des maîtres temporaires de la Russie en diplomate avisé et patient.

L'enfance d'Ivan. — Ce fut dans ce milieu de bases intrigues, de querelles, de crimes, que grandirent Ivan et son frère Iouri.

Ivan était un enfant doué d'une rare sensibilité et d'une intelligence exceptionnelle. Des historiens l'ont comparé à Pierre le Grand. Orphelin à l'âge de huit ans, il ne reçut malheureusement aucune éducation et ne vécut entouré que de mauvais exemples de vices et de cruautés donnés par les boïars régnants.

Les Chouiski, sans s'inquiéter des pleurs et des prières du petit, s'empressaient, par politique, d'éloigner de l'enfant ou de faire tuer toute personne pour laquelle le futur tsar manifestait une sympathie trop vive. Des scènes de brutalité odieuse avaient lieu devant lui ; les boïars ne songeaient pas du tout à s'occuper de l'éducation des deux princes : ceux-ci ne s'instruisaient pas, mangeaient mal, à des heures irrégulières,

étaient mal vêtus et souffraient souvent de basses humiliations. Nous croyons intéressant à ce sujet, de citer la page suivante d'une étude de Vodovosof sur l'enfance d'Ivan Grozni.

— « Plus tard, dans une lettre d'Ivan au prince Kourbski, l'un de ses voievodes (chef d'armée) qui dut fuir en Lithuanie les persécutions du tsar, Ivan raconte son enfance. Il accuse Kourbski de trahison et veut lui prouver que les boïars sont les seuls coupables du mal dont souffre la Russie. Entre autres choses il dit : « Lorsque mon frère et moi devînmes orphelins, nous n'eûmes rien à espérer de personne. J'allais avoir neuf ans ; nos sujets à la Cour furent ravis de régner sur un pays qui n'avait plus de maître, et nous, leurs souverains, nous fûmes privés de tout égard. Ils ne recherchaient que richesses et gloire et se déchiraient les uns les autres. Que n'ont-ils fait ? Que de parents, de boïars, de voievodes amis ont péri par leurs mains ! Ainsi les princes Vassali et Ivan Chouiski me mirent en tutelle, prirent les rênes du pouvoir, et rendirent à la liberté tous ceux qui avaient été traitres envers mon père et ma mère.

Mon frère et moi étions nourris comme des étrangers, des fils de misérables mendiants ; mal vêtus, nous souffrions du froid ; aucune liberté, aucune indépendance. Je me rappelle ceci : mon frère et moi nous jouions comme des enfants et le kniaz Ivan Vassilievitch Chouiski, devant nous, assis dans un fauteuil, restait les jambes allongées sur le lit de mon père ; il nous traitait comme ses esclaves. Qui pourrait supporter toutes ces humiliations ? Qui saura jamais tout ce que j'ai souffert dans mon enfance ? Et que dire de la fortune de mes parents ? Ces deux princes ont tout volé, avec préméditation, hypocritement, sous prétexte d'élever les enfants des boïars ; mais cet argent leur servit à payer de bas services indignes. Après avoir pillé la fortune entière de nos parents, ils se sont jetés sur nos villes, nos villages, nos domaines, et se sont conduits en brigands à l'égard des habitants, les traitant tous en esclaves, prétendant administrer en justice et organiser l'ordre, tandis qu'ils ne faisaient naître partout que la confusion, le crime et l'iniquité ».

Cette lettre du grand monarque rend inutile tout commentaire. Elle peut servir à expliquer les secrets de l'âme d'une puissante individualité, laissée à elle-même, sans direction, et se manifestant de manière à dérouter encore le philosophe et l'historien. Rien, dans cette terrible tragédie que fut la vie d'Ivan IV ne put effacer les impressions d'enfance vécues par

une âme d'enfant très sensible, portée à l'amour et vivant dans la haine et le crime. « Qui pourrait supporter toutes ces humiliations ? Qui saura jamais tout ce que j'ai souffert dans mon enfance ? » Que de cruelles déceptions chez l'enfant, contient ce cri de douleur de l'homme fait ! Souvenons-nous de cette plainte déchirante avant de juger l'impitoyable tyran qui régna trente-sept ans sur la Russie (1547-1584).

Ivan de 12 à 16 ans. Le métropolite Makari. — A 12 ans, Ivan n'avait pas un ami, pas un conseiller : sa nourrice, quelques-uns de ses favoris, son écuyer avaient été, ou insultés devant lui, ou chassés de Moscou et tués. Un seul homme réussit cependant à l'approcher, à le voir de temps en temps, à lui prêter en secret des livres : le métropolite Makari dont nous avons déjà parlé.

Doué de facultés exceptionnelles, d'une rare capacité de travail, d'une prodigieuse mémoire, animé d'un besoin de s'instruire exaspéré par le manque de livres et toutes les difficultés dont Makari devait triompher pour les lui remettre (celui-ci ne pouvait voir Ivan que rarement en dehors des Chouisky et aurait payé cher tout tête-à-tête découvert), l'enfant put lire et lut énormément.

Makari, homme d'une grande valeur morale, possédait une riche bibliothèque : très instruit, il travaillait, à cette époque, à un livre d'éducation spirituelle dont le sujet était la vie des Saints. Il parla à Ivan de la grandeur de Moscou, appelée à devenir « la troisième Rome » et pour que le jeune souverain comprît toutes les riches destinées du « tsartsvo » moscovite, il lui donna des leçons d'histoire romaine, lui fit lire la Bible, les chroniqueurs russes, les historiens grecs. Malheureusement, si les germes de cette éducation ne devaient pas être complètement étouffés, ils n'étaient pas suffisants pour combattre l'effet des atrocités commises quotidiennement par les boïars devant l'adolescent.

Ivan grandissait incapable de réprimer ses terribles accès d'humeur cruelle : il aimait torturer les animaux, épouvanter ses semblables lorsqu'il chevauchait dans les rues de Moscou, feignant d'écraser les passants. De misérables courtisans, des boïars bassement adulateurs, loin de le corriger, le vantaient en s'écriant : « Oh ! comme notre tsar est brave et héroïque. » Makari lui reprochait cette conduite odieuse, l'adolescent manifestait des remords, mais recommençait le lendemain Il y avait déjà en lui comme un dédoublement : deux êtres en conflit, le bien et le mal en lutte, l'enfant qui médite les plus

grands problèmes de l'histoire, puis, l'instant d'après, succombe aux impulsions les plus basses et devient un vulgaire criminel. Une dualité tragique, une synthèse de grandeur et de crime, un effort continu entre des chutes abjectes et des actes d'une incontestable valeur morale, telle fut l'individualité d'Ivan.

Cependant les boïars continuaient leur existence de « bêtes de proie ». Ivan déjà très mûr pour son âge, à 13 ans, se décida brusquement à un acte énergique et vengeur. Il manda les boïars, et s'adressant plus particulièrement au kniaz André Chouiski, il leur reprocha à tous, en termes violents, leur conduite ignoble. Puis, appelant soudain ses piqueurs, il leur ordonna de faire déchirer immédiatement par ses chiens de chasse le prince Chouiski et fut obéi.

Frappés de terreur par cet acte d'un enfant de treize ans qui agissait déjà en maître absolu, « les boïars » écrit un chroniqueur du siècle, « ne manifestèrent plus qu'obéissance et épouvante à l'égard du gossoudar. »

Ensuite Ivan condamna à mort et exila d'autres nombreux boïars : la Russie possédait un nouvel autocrate.

Ivan IV monte sur le trône (1547). Makari, Silvestre, Adachef. Leur influence. — A l'âge de seize ans, Ivan déclara, au métropolite Makari, sa volonté d'être couronné *tsar* et de se marier. Son père et son grand-père n'avaient pris le titre de tsar qu'occasionnellement, dans des circonstances exceptionnelles. Ivan IV l'adopta officiellement, car celui de grand kniaz ne correspondait plus à la toute puissance des souverains moscovites : ceux-ci ayant à leur service des princes d'illustres familles.

Peu après son couronnement, Ivan, abandonnant sa vie de débauche et de plaisir, épousa Anastasie Romanovna. Le tsar avait suivi la coutume des empereurs byzantins, pratiquée pour la première fois en Russie par Ivan III lorsqu'il maria son fils Vassili : Ivan IV fit venir dans son palais les plus belles filles des boïars et son choix se porta sur Anastasie, de la famille des Romanoff.

Par ce mariage d'Ivan, la maison des Riourik s'unissait à un rod qui devait lui succéder comme dynastie régnante en Russie. Les Romanoff descendaient d'un prince lithuano-prussien, André, qui avait quitté la Lithuanie pour Moscou sous Ivan I Kalita. Ses enfants étaient déjà devenus boïars et même conseillers du grand kniaz Vassili I[er].

Anastasie, femme d'une grande intelligence et d'une infatigable charité eut une heureuse influence sur son mari. Elle fut aidée par le métropolite Makari et un prêtre, Silvestre, ami et collaborateur du chef de l'Eglise, enfin par Adachef, noble d'une riche culture qui devint l'intime du tsar.

Voici ce que le prince Kourbski écrit au sujet de Silvestre dans ses mémoires : « Silvestre vint chez Ivan, lui rappela, au nom du Créateur, les préceptes des Evangiles et condamna sans pitié sa conduite, s'en remettant à Dieu, juge suprême pour le punir ; puis il lui parla des miracles et des châtiments terribles du Seigneur. J'ignore s'il invoqua ces châtiments pour effrayer Ivan, l'inviter à méditer sur sa conduite, mais il atteignit le but désiré : il purifia, guérit l'âme du tzar et redressa son esprit dépravé avec l'aide d'Alexis Adachef et du métropolite Makari »

L'année même du couronnement d'Ivan, un incendie terrible détruisit une grande partie de Moscou, 1.700 personnes y périrent. Les boïars qui en voulaient toujours à la famille des Glinski — la mère d'Ivan IV fut une Glinskaia — firent courir des bruits dans le peuple, accusant cette famille d'avoir causé la catastrophe grâce à des enchantements. Une révolte éclata : la populace massacra les Glinski et envahit ensuite le palais Vorobief où le tsar s'était réfugié pendant l'incendie. Mais Ivan répondit par des mesures impitoyables. Tous les boïars qui avaient fomenté l'émeute furent décapités et la révolte prit fin.

Cette catastrophe et cette émeute populaire produisirent sur le jeune tsar, âgé de 17 ans à peine, une impression profonde. Silvestre lui persuada que le Seigneur avait voulu le punir pour ses fautes et ses crimes. Ivan changea beaucoup : il eut de fréquentes crises de larmes, s'adonna à la prière, devint grave, sérieux et suivit les conseils de Makari et de Silvestre, s'entourant de gens capables et d'une moralité éprouvée. De plus, il ordonna à Adachef de s'occuper des œuvres de charité et de recevoir toujours avec bienveillance les prières et les plaintes des infirmes et des misérables.

Les réformes. Le « Zemski Sobor » (Assemblée Nationale) (1550). — Avant toute autre réforme, Ivan s'occupa de compléter le « *Soudiebnik* », entré en vigueur, nous le savons, en 1497. En 1550, il convoqua une Assemblée composée de fonctionnaires laïques et ecclésiastiques élus par les villes afin d'étudier les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre et la justice dans le pays. L'autocrate Vassili III avait supprimé les

derniers viétchés existant en Russie, son fils en appelait aux élus des cités pour travailler avec eux à la législation du pays.

Des plaintes de plus en plus fréquentes arrivaient au tsar contre les namiestniks et les juges des tribunaux des volosts. Ivan décida, d'accord avec le Sobor, que des élus du peuple, plus nombreux qu'auparavant, veilleraient désormais à la justice des arrêts rendus, que, de plus, les châtiments deviendraient plus sévères vis-à-vis des hauts fonctionnaires coupables de ne pas exécuter la loi. Enfin, ces mêmes élus des paysans ou des citadins devraient surveiller la levée régulière des impôts, organiser la police contre les voleurs et les assassins.

Ivan supprima même complètement, dans certaines régions, les namiestniks et donna aux habitants le droit d'élire leurs gouverneurs, leurs « starostas favoris », à condition que ces régions « affranchies » fissent don au Trésor d'une somme égale à la rétribution des namiestniks. C'était une véritable émancipation de la « *zemstchina* » (administration locale), une sorte de « *self-gouvernment* » (gouvernement d'une région par elle-même) dont le principe, s'il avait été développé et appliqué par la suite, aurait fait de la Russie le peuple le plus libre de l'Europe. Nous verrons que le tsar Alexandre II le reprendra au XIX^e^ siècle, et nous étudierons alors toutes les conséquences possibles de cette institution pour l'avenir de la Russie.

Ivan édicta ces mesures avec le « Zemski-Sobor » (Assemblée Nationale), sur les conseils de Silvestre et d'Adachef. On voit que le tyran sanguinaire donnait à la Russie des libertés que les rois français refusaient aux Etats-Généraux.

Le « Doukhovni-Sobor » (Assemblée générale de l'Eglise) (1551). Instruction et éducation du peuple. — En 1551, Ivan convoqua aussi une assemblée générale de tous les hauts dignitaires ecclésiastiques, voulant leur montrer les honteux abus qui régnaient alors au sein de l'Eglise et leur indiquer les moyens de lutter contre l'abaissement de la moralité publique. Ce Sobor s'appela « *Stoglaf* » (*sto* : cent ; *glava* : paragraphe, chapitre). Les problèmes qu'on y étudia furent, en effet, au nombre de cent. Grâce à cette assemblée, nous sommes au courant de l'état de l'Eglise et de la situation morale du peuple russe au milieu du XVI^e^ siècle.

Ivan reprochait à l'Eglise « de ne pas pratiquer les règlements concernant l'exercice du culte, de mal peindre les icônes, d'abîmer les livres sacrés que les scribes recopiaient d'après des traductions douteuses, d'avoir une mauvaise instruction et de manquer d'écoles, de tolérer les mœurs grossières et les supers-

titions du peuple », il déplorait aussi « la tenue incorrecte des paysans dans les Eglises, leur ivresse, leur débauche, etc. »

Les mesures que le Sobor prit, pour remédier à ces vices, furent les suivantes : « Election par cent prêtres d'un starosta, chargé de les convoquer pour discuter des affaires religieuses et de surveiller la conduite du peuple dans les églises. Création d'écoles dans les maisons des prêtres pour instruire le peuple et l'initier aux lectures des livres sacrés. Les monastères ne pourraient plus acquérir de terres sans le consentement du tsar. Les icônes auraient pour modèles ceux de l'ancienne école byzantine ; ordre était donné de corriger les Saintes Ecritures, d'après de bonnes traductions. La conduite des prêtres devait servir d'exemple au peuple, ; le tsar ordonnait aussi à l'Eglise de lutter contre les superstitions populaires, les pratiques de voyance, les lectures de l'avenir, etc. Enfin, il était défendu de se raser la barbe et de se vêtir selon des modes étrangères : « Tout pays possède ses coutumes et les orthodoxes n'ont pas à prendre des habitudes étrangères. » Les prêtres et les moines doivent, dans leur vie, suivre constamment l'exemple des Saints Pères et des Apôtres. »

Telles furent les réformes du grand tsar, réformes dont on ne peut exagérer l'importance.

L'imprimerie en Russie. — En 1563, le 19 avril, sur l'ordre d'Ivan, Moscou eut sa première imprimerie. On sait que trois élèves allemands de Gutenberg installèrent leurs presses à Paris, à la Sorbonne, en 1469. La foule parisienne vit en eux des sorciers et Louis XI dut prendre d'énergiques mesures pour protéger les imprimeurs contre les fureurs de la populace. La même ignorance se manifesta un siècle plus tard chez les Moscovites. Deux prêtres russes, Ivan Théodorof et Pierre Mstislavetz, furent les premiers imprimeurs en Russie. Ils firent paraître tout d'abord les « *Actes des Apôtres* ». Des bruits insensés coururent à Moscou : on parla de sorcellerie, d'enchantements ; l'imprimerie fut brûlée par le peuple ameuté. Les deux hardis novateurs, accusés d'hérésie, durent fuir en Lithuanie, mais ils laissaient des élèves qui continuèrent leur œuvre.

L'Armée russe. Guerre contre les Tatares (1552-1556). Premiers rapports avec le Caucase. — Ivan IV savait que pour vivre, la Moscovie, tôt ou tard, devrait triompher de ses voisins ennemis, les Lithuaniens ,les Polonais, les Tatares. Aussi, travailla-t-il à la réorganisation de l'armée. Des régiments de « nobles moscovites » et de « nobles de province » furent créés ;

de plus, les paysans qui labouraient une étendue de cent demi-dessiatines de terre fertile devaient fournir un homme au service militaire. Une infanterie régulière fut ainsi organisée, et le tsar donna aussi au pays une puissante artillerie.

Dès qu'il se vit maître d'une armée solide, Ivan résolut de conquérir la ville de Kazan. La « Horde de Kazan » ne cessait, par des incursions dévastatrices, d'inquiéter les terres moscovites du Sud-Est. Il fallait en finir avec cette menace. En 1552, Ivan, à la tête d'une armée de 150.000 hommes, avec 150 canons, vint assiéger la ville. Pour que celle-ci ne reçût aucun renfort du Khan de Crimée, une autre armée s'avança un peu plus au sud, afin de parer à tout événement. De vives attaques se poursuivirent contre la cité ennemie pendant six semaines ; enfin, Ivan donna l'ordre d'un assaut général : Kazan fut prise. Pour la première fois, l'armée russe avait construit des galeries souterraines pour s'approcher d'une ville assiégée et avait fait sauter les défenses organisées d'un adversaire. Des églises orthodoxes furent bâties dans toute la région conquise ; Ivan supprima le khanat tatare et entreprit la « russification » de Kazan.

Après la chute de la Horde d'Or, les Tatares créèrent une Horde nouvelle dans la région d'Astrakhan. En 1556, Ivan organisa une expédition contre cette ville ; les Tatares ne purent lui opposer qu'une courte résistance.

Les conséquences de ces deux grandes victoires furent énormes pour la Russie ; tout le cours de la Volga, toutes les voies aboutissant à l'Oural par la Kama et la Viatka tombaient définitivement sous le pouvoir de Moscou ; la conquête de la Sibérie, quelques années plus tard, était rendue possible ; de plus, Ivan put établir des premiers rapports avec les nombreux petits princes du Caucase, future terre russe.

Le peuple moscovite sentit la grandeur de ces premières années du règne de leur tsar, et, dans les chansons de cette époque, il glorifia Ivan du titre de héros.

Ivan venait de détruire deux Hordes redoutables ; malheureusement, une dernière Horde restait encore puissante : celle de Crimée ; mais elle ne devait succomber qu'après avoir fait beaucoup de mal au pays des tsars.

Le tsar rompt avec ses conseillers (1560). — Cette époque de réformes, l'une des plus belles de l'histoire de la Russie, fut, par malheur, de courte durée ; le « démon » qui avait habité l'âme du grand tsar le reprit, et la sombre tragédie du règne commença. Le caractère d'Ivan se modifia peu après la

prise de Kazan : le tsar acceptait encore les conseils religieux et moraux de Silvestre et d'Adachef, mais il n'admettait plus aucune ingérence de leur part dans le domaine politique.

Les rapports entre le souverain et ses conseillers se gâtèrent pendant la guerre, malheureuse, nous le verrons, contre la Suède et la Pologne : la Moscovie avait déjà montré qu'elle pouvait vaincre la Pologne, mais elle était incapable de se mesurer avec la Suède, qui possédait l'une des meilleures armées de l'Europe, et que Pierre le Grand, plus tard, ne vainquit que fort difficilement. Aussi, Silvestre déconseilla-t-il cette guerre, et, lorsque vint la défaite, il osa dire au tsar qu'elle était l'œuvre de Dieu : le tsar se trouvait puni pour ne pas avoir suivi le conseil de ses amis.

Par une fatale coïncidence, Ivan tomba gravement malade l'année même de la déclaration de la guerre contre la Pologne (1558). Tandis qu'il croyait être sur son lit de mort, il ordonna aux boïars et à Silvestre de prêter serment de fidélité à son fils aîné Dmitri. Tous refusèrent, déclarant qu'ils n'obéiraient pas à un Romanoff — on se rappelle qu'Anastasie était une Romanova — mais accepteraient comme monarque le cousin d'Ivan IV, de la famille des Riourik. Ivan leur intima l'ordre de jurer fidélité, mais il resta profondément affecté par cette conduite, car il chérissait sa femme. Il guérit bientôt, et, à peine remis, visita les monastères de son pays. A cette époque, son fils aîné, Dmitri, se noya accidentellement au cours d'un de ses voyages. Tous ces événements frappaient douloureusement le tsar, son humeur s'assombrissait, son imagination mystique voyait partout des complots, des intrigues, des persécutions. Mais la tsarine Anastasie, son « ange gardien », veillait, et, grâce à elle, Ivan ne rompit pas encore avec ses conseillers dont il se méfiait cependant toujours davantage et qu'il soupçonnait de criminels projets.

Pendant qu'il visitait les monastères, Ivan rendit visite à Vassiane, l'évêque, ami intime de Vassili III l'autocrate, à la terrible volonté despotique. Ivan IV lui demanda comment agir pour maintenir les hauts dignitaires dans l'obéissance, Vassiane répondit : « Si tu veux être maître absolu, ne garde aucun conseiller qui soit plus intelligent que toi, car tu es plus grand que tous. Alors, tu seras fort et puissant. Mais si tu continues à t'entourer d'hommes capables, tu ne pourras que leur obéir. »

Ces paroles, prononcées à un moment de la vie du tsar où une transformation visible travaillait son âme, ne pouvaient

que fortifier la volonté du souverain de se séparer de Silvestre et d'Adachef.

Anastasie, seule, l'empêchait de tomber dans la voie funeste dont il ne devait plus se relever. Malheureusement, la tsarine mourut en 1560. Cette même année, Silvestre fut condamné à la réclusion perpétuelle dans un monastère, et Adachef envoyé comme voievode en Livonie, où il mourut.

Ivan IV perdait tous ses proches, ses meilleurs amis. Il était de nouveau laissé à lui-même, à ses impulsions qui se réveillèrent, à ses passions démentes qui le ravagèrent pour ne plus le quitter.

La grandeur de ce règne avait duré treize ans. Nous allons, maintenant, assister au désastre moral, à la déchéance grandiose d'un puissant tsar.

Guerre contre la Crimée (1559). Premiers rapports hostiles avec la Turquie (1571). — La « Horde » de Crimée demeurait le dernier vestige redoutable de l'ancienne puissance des Mongols en terre européenne. Le Khan de Crimée ne cessait d'envoyer des détachements dévaster les provinces moscovites, frontières de son pays. Ivan dut plusieurs fois lutter contre eux avec des troupes encadrées de cosaques qui, descendant le Don ou le Dniepr, envahissaient à leur tour les terres du Khan. En 1559, une armée russe atteignit la Crimée elle-même.

Toutes les terres musulmanes se trouvaient assujetties au sultan de Turquie. Le Khan de Crimée devait donc obéir aux ordres qui venaient de Constantinople. Les retentissantes victoires d'Ivan à Kazan et à Astrakhan avaient produit une profonde impression sur le sultan, qui craignait déjà le puissant pays russe, frère des Slaves qu'il gouvernait. Aussi, ne cessait-il de pousser le Khan de Crimée à reconquérir les deux grandes villes perdues.

Silvestre et Adachef, qui considéraient la conquête de la Crimée comme le couronnement de l'œuvre commencée à Kazan et à Astrakhan, voulurent profiter de l'invasion de la Crimée pour achever la destruction de la Horde. Si Ivan avait suivi leurs conseils, la Russie se serait trouvée en possession de nouvelles immenses régions, maîtresse de la mer d'Azof et de la mer Noire : une partie du programme de Pierre le Grand et de l'œuvre de Catherine II aurait été ainsi réalisée dès le XVI[e] siècle, et la Turquie eût été menacée par la Russie presque dès le début de son installation en Europe.

Malheureusement, Ivan n'écoutait plus ses amis ; il entreprit contre la Pologne et la Suède une guerre qui finit mal.

C'était anticiper encore sur les desseins du grand Pierre ; mais Ivan n'aurait pas dû abandonner un pays occupé déjà par son armée victorieuse et lâcher la proie pour l'ombre.

Le sultan profita de cette diversion inespérée. En 1571, il ordonna au Khan de Crimée d'envahir la Moscovie, contribuant ainsi à la victoire de la Pologne et de la Suède. Moscou fut prise par les Tatares, plus de cent mille Russes périrent. Mais Ivan ne voulut pas traiter avec l'ennemi, malgré ses échecs en Livonie ; il leva une puissante armée, mit à sa tête le prince Vorotynski et, l'année suivante (1572), lorsque le Khan de Crimée tenta une nouvelle marche sur Moscou, les Russes lui infligèrent une sanglante défaite, près de la rivière Lopasni. Le Khan rentra chez lui et se retira complètement de la lutte.

Guerre contre la Pologne et la Suède (1558-1582). — Au milieu du XVI[e] siècle, trois grands pays se disputaient la maîtrise de la Baltique : la Suède, la Pologne, le Danemark. Les Ordres germaniques étaient tombés en décadence et aucune force ne contrecarrait les appétits de ces Etats. Ivan IV, qui venait, depuis quelques années, de conclure les premiers traités de commerce de la Moscovie avec l'Angleterre, voulut, afin de rendre stables ses relations avec l'Occident, reprendre aux Chevaliers de Livonie les anciens territoires de la Baltique, et donner ainsi à la Russie un débouché maritime précieux : ce dessein, trop grand encore pour les forces de la jeune Moscovie, ne devait être réalisé que sous Pierre le Grand.

Le tsar provoqua une guerre qui dura plus de vingt ans, fit naître contre la Russie une première coalition européenne, d'Allemands, de Suédois, de Polono-Lithuaniens et aussi de Tatares de Crimée. La Moscovie gagna de grandes batailles, subit de terribles revers et échoua dans son entreprise.

Cette lutte eut, cependant, d'importantes conséquences pour l'avenir : battant les Tatares de Crimée, auxiliaires du Sultan, la Russie montrait à ses ennemis occidentaux qu'elle serait capable, un jour, de régner sur la mer Noire et de menacer directement Constantinople ; de plus, dans sa volonté de reconquérir les terres de la Baltique, elle forgeait un destin favorable à la réalisation d'une ambition justifiée et qui lui permettrait de prendre sa place parmi les grandes nations constituant la patrie européenne.

Telle fut la portée historique de l'initiative hardie, mais malheureusement trop téméraire encore, du grand tsar.

Le début de la lutte fut favorable à Ivan : en deux années, les Russes occupèrent les principales places fortes et villes

livoniennes. Kettler, le grand maître de l'Ordre, devant l'impossibilité de tenir tête à Moscou, appela à son secours tous ses voisins : Allemands, Suédois et Polono-Lithuaniens ; seule, la Pologne répondit à l'appel. La Suède et le Danemark profitèrent de la défaite de Kettler pour s'emparer de provinces livoniennes : la Suède prit l'Esthonie, le Danemark l'île d'Oesel ; la Pologne se saisit de la Livonie proprement dite et laissa à Kettler le gouvernement de la Courlande. Kettler restait vassal du roi de Pologne. Ces diverses acquisitions territoriales, faites aux dépens des Porte-Glaives et des Teutoniques qui disparaissaient définitivement de l'histoire, furent sanctionnées par les trois Etats, au traité de Vilna (1561). La Moscovie demeurait en dehors du partage : aussi, Ivan déclara-t-il la guerre à la Pologne, disant que la Livonie venait d'être conquise par ses troupes et qu'elle lui appartenait. Sigismond II Auguste, roi de Pologne, pour éviter la lutte, proposa au tsar un accord : il lui rendait Polotsk et les autres villes livoniennes dont les armées russes s'étaient emparées.

Ivan convoqua alors le Zemski-Sobor pour décider s'il devait accepter les offres polonaises. L'Assemblée Nationale vota la continuation de la guerre jusqu'à la conquête totale de la Livonie.

Cette guerre se poursuivit avec des alternatives de succès et de revers jusqu'en 1572, année où mourut Sigismond, le dernier des Iagaïlo. Les Polonais, comme toujours, ne s'entendirent pas sur la question de savoir à qui offrir la couronne : ils discutèrent sur des candidats autrichiens et français ; ils proposèrent même à Ivan de leur donner pour roi son fils, le tsarévitch Phéodor. Ivan refusa, répondant qu'il voulait être lui-même roi de Pologne et de Lithuanie. Enfin, Henri de Valois, frère de Charles IX, roi de France, fut élu ; mais il ne resta en Pologne que quelques mois, rappelé à Paris par la mort de Charles. La Pologne appela alors un petit prince de Transylvanie, Batory. Celui-ci réussit, après une courte guerre civile, à obtenir la couronne.

Batory, grand chef militaire, voulant vaincre définitivement la Russie, conclut une alliance avec la Suède. A la tête d'une puissante armée, il reprit Polotsk et plusieurs autres villes livoniennes, pendant que les Suédois s'emparaient de quelques importantes cités non loin du littoral de la Baltique. Le roi de Pologne, poursuivant ses succès, arriva devant Pskof. Cette ville lui opposa une résistance héroïque : l'armée polonaise, décimée, dut lever le siège et quitter les terres russes. Ivan,

dont la capitale venait d'être prise par les Tatares de Crimée, et qui avait triomphé à grand'peine de ce redoutable ennemi, profita de la victoire de Pskof pour demander la paix par l'intermédiaire du pape. La guerre se termina sans avantage, ni d'une part, ni de l'autre : la Pologne et la Suède gardaient les terres livonniennes, Ivan ne perdait que quelques petites villes, mais il échouait dans son rêve d'une Russie maîtresse de la Baltique.

Le pape profita de son rôle de médiateur pour envoyer au tsar un ambassadeur, le jésuite Possevine, qui s'offorça de persuader Ivan de reconnaître l'union des deux Eglises. Le tsar refusa.

Premiers traités de commerce entre la Russie et l'Angleterre (1553). — Le gouvernement anglais désireux de savoir s'il n'y avait pas de voie maritime du Nord pour aller en Chine et dans les Indes, envoya en 1553 trois vaisseaux explorer les mers septentrionales. Deux d'entre eux sombrèrent, le troisième échoua près de l'embouchure de la Dvina, dans la mer Blanche. Son capitaine, Chancelior, fut invité par Ivan, à Moscou. Le tsar le chargea d'une mission auprès du gouvernement britannique, afin d'établir des relations commerciales entre les deux pays. Les Anglais envoyèrent immédiatement des marchands en Russie, et des accords commerciaux furent signés. L'importance des échanges devint telle, que le tsar ordonna la construction d'un port, Archangelsk (1584).

Ainsi, au moment même où le grand tsar se voyait fermer brutalement la Baltique par les Suédois et les Polonais, successeurs des Allemands, la mer Blanche s'ouvrait à la Russie, au commerce avec l'une des plus grandes nations occidentales, l'Angleterre. De nombreux marchands hollandais parurent bientôt à Archangelsk.

Conquête de la Sibérie (1582). — La prise de Kazan et d'Astrakhan donnait à la Russie la liberté des voies conduisant à l'Oural. Ivan IV envoya dans ces vastes régions solitaires des colonisateurs de bonne volonté : la famille des Stroganof avait ainsi reçu sur les bords de la Kalma près de 150 verstes carrées de terrains. Les Stroganof y créèrent bientôt des centres agricoles et industriels actifs ; pour les aider, le tsar libéra leurs terres de tout impôt pendant une période de vingt ans. Puis, afin de protéger leur ville, les Stroganof organisèrent une armée. Leur colonisation s'étendit vite, dépassa l'Oural et atteignit la Sibérie.

Ils se heurtèrent à une forte Horde, gouvernée par le Khan Koutchoum, qui avait pour capitale « Sibir » (nom donné à la contrée entière). Les Stroganof demandèrent au tsar son autorisation — et l'obtinrent — de rassembler une armée et de partir à la conquête de cette terre étrangère. Des cosaques qu'ils payèrent, commandés par leur « *atamane* » (chef) Ermak, firent partie de leur troupe. En 1582, Ermak envahit la Sibérie, s'empara de Sibir et annonça la victoire aux Stroganof qui avertirent le tsar.

Ermak envoya à Ivan un courrier avec de riches dons de fourrures sibériennes et pria le tsar d'accepter les terres conquises sous sa domination.

La joie fut d'autant plus grande à Moscou que ces heureuses nouvelles venaient peu après l'échec de la Baltique. Le souverain envoya des renforts à Ermak ; de nouvelles régions furent conquises. Les Cosaques s'approchaient peu à peu de la Chine.

Les Cosaques. — Nous venons de parler des Cosaques. Qui étaient-ils ?

D'immenses étendues désertes du sud et du sud-est de la Moscovie, appelées « *oukraina* » (confins) et « *dikoie polie* » (champs sauvages) commencèrent à être habitées au milieu du XV^e^ siècle : ces habitants furent les Cosaques.

Les Russes qui voulaient vivre libres, en dehors des lois du pays, partaient pour les steppes. Des cholops en fuite, des criminels échappés de prison s'unissaient à ces derniers et constituaient une population ne vivant que de chasse et de pêche. Nulle institution, des communautés indépendantes, des hommes hardis, guerriers, aimant l'initiative et qui avaient pour chefs des atamanes élus.

Ceux des Cosaques qui vivaient près de la frontière moscovite reconnurent la souveraineté d'Ivan IV : le tsar s'en servit dans ses luttes contre les Tatares. Le souverain réunit à la Moscovie tous ces « champs sauvages », y fit bâtir des villes et des forteresses. Le « *Kazatchestvo* » qui ne voulut pas subir la domination du pouvoir central se retira plus au sud.

Au XVI^e^ siècle, les Cosaques se divisaient en deux groupes : ceux du Don et ceux de la petite Russie.

Les « Opritchnikis » — Cependant que dans sa politique extérieure, Ivan restait le grand tsar du début de son règne, de profondes transformations s'étaient opérées dans sa politique intérieure, à la suite de la disgrâce de Sylvestre et d'Adachef. Les boïars restés à Moscou manifestèrent ouvertement

leur mécontentement provoqué par la conduite du tsar : beaucoup d'entre eux furent décapités, d'autres exilés ou contraints au serment de ne pas trahir leur souverain, en le quittant pour des terres étrangères.

Le prince Kourbski, un des principaux voievodes d'Ivan, favori de ce dernier, bien que partisan de Sylvestre, venait d'être envoyé en Livonie et y avait perdu une bataille : craignant la colère de son gossoudar, il s'enfuit en Lithuanie. Là, il lui écrivit une lettre expliquant son départ et lui reprochant de poursuivre les boïars. Une correspondance s'ensuivit (dont nous avons, plus haut, cité une lettre). Kourbski laissa aussi un ouvrage : « *La vie de Grozni* », œuvre malheureusement trop partiale, trop uniquement favorable à Sylvestre pour être un document d'après lequel l'historien pourrait juger le grand tsar.

Ivan fut pris à cette époque d'un véritable délire de persécution : voyant partout des complots, des attentats contre sa vie ; son imagination malade, en proie à de sombres visions, fit de lui un martyre dans le sens le plus terrible du mot et le poussa à des cruautés extravagantes et atroces.

Brusquement, le 3 décembre 1564, Ivan quitta Moscou et se retira à Alexandrovsk, près du Troitski Monastir, d'où il écrivit au Métropolite et au peuple qu'il abandonnait le pouvoir à cause de la trahison des boïars. La capitale fut terrifiée et envoya une ambassade au tsar, le suppliant de garder la couronne. Ivan y consentit à une seule condition : il serait libre de mettre à mort tout traître à la patrie et de se constituer une « *opritchnina* ». On appelait opritchnina, dans l'ancien temps, un oudièl resté en héritage aux kniaguinias veuves, la princesse y était maîtresse absolue. Le terme fut adopté par Ivan qui prit pour lui en opritchnina de nombreuses villes et volosts, dont les hommes et toutes les richesses naturelles et autres se trouvèrent son entière propriété. De même qu'autrefois une princesse jouissait de tous les biens de son oudièl — appelé opritchnina — Ivan voulut disposer en possesseur absolu de tous les habitants, de tous les revenus du pays mis en opritchnina. A Moscou, quelques rues seulement devinrent opritchninas du star.

Les opritchnikis (de opritch-loin de, séparé du peuple) ou hommes éprouvés, sur lesquels le tsar pouvait compter absolument, furent chargés par Ivan de surveiller les opritchninas. Pour devenir opritchnik, il fallait jurer de ne plus reconnaître ni père ni mère, de ne conserver ses rapports avec quiconque appartenait à la « Zemchtchina » (terres non

soumises à l'opritchnina. Elles furent un moment gouvernées, sur l'ordre du tsar, par un khan tatare converti à l'orthodoxie. Ce khan fut ensuite exilé à Tver.) Les Opritchnikis devaient être vêtus de noir, chevaucher sur des bêtes noires, et sur leur selle pendaient toujours une tête de chien et un balai : ils étaient, en effet, chargés de « balayer » la trahison de la terre russe et de faire déchirer par les chiens les traîtres à la patrie.

Parmi les grands opritchnikis, gardes du corps du tsar, les plus célèbres furent Basmanof, Scouratof, Viazemski. Il y eut durant le règne d'Ivan IV plus de six mille opritchnikis en Russie. Ils profitèrent de leur toute puissance pour inaugurer un régime de terreur et de cruauté comme la Russie n'en avait jamais subi.

De nombreux paysans, des hommes de toute classe, s'enfuirent les terres de l'opritchnina pour le Zemchtchina. Les régions centrales de la Moscovie furent presque entièrement dépeuplées, appauvries. Les « champs sauvages » bénéficièrent de cette population qui vint augmenter le nombre des Cosaques.

Le peuple, cependant, ne cessait de considérer Ivan comme un héros. Il ne voyait dans l'opritchnina qu'une lutte contre les boïars, ses anciens oppresseurs, devenus traîtres à la patrie. Les chants populaires glorifiaient toujours le vainqueur de Kazan, et célébraient la grandeur de la Moscovie, datant de la célèbre victoire.

Mais le délire de persécution dont souffrait Ivan ne lui laissait aucun répit. Ses intimes, des membres de sa famille eurent à en subir les conséquences : dans une crise démente, un jour, Ivan tua un de ses fils. Ce ne furent pas seulement des particuliers, des boïars, des rues ou des quartiers de villes qui furent atteints par l'opritchnina. En 1570, Ivan accusa de trahison tous les habitants de Novgorod et la cité entière fut mise à sac par les opritchnikis. Dans sa vie privée, Ivan mena une vie effrénée de plaisirs et de débauches. Après la mort d'Anastasie il se remaria six fois ! De sa première femme, Anastasie, il eut Phéodor qui lui succéda et sa septième femme lui laissa un fils, Dmitri.

Le métropolite Philippe. — Pendant de nombreuses années, aucune voix ne se fit entendre en Russie pour condamner cet effroyable régime d'arbitraire et de crimes. Le prince Kourbski vivait en Lithuanie, ses protestations restaient sans portée. Enfin, un homme osa se dresser contre le tsar, lui

parler face à face, lui dire la vérité : ce fut le métropolite Philippe.

Il appartenait au rod des Kolitchef, et était devenu prieur du monastère de Solovetsk. Lorsqu'il fut élu métropolite, Philippe demanda au tsar de le renvoyer dans son monastère ; mais le souverain, les boïars, les évêques le persuadèrent de rester. Nous citons ici toute une page du grand historien Kostomarof : « Philippe se mit alors à reprocher durement aux évêques de garder le silence et de cacher au tsar la vérité : « Ne prenez pas exemple sur les boïars », leur disait-il, « des ambitions profanes les guident. Mais le Seigneur nous a retirés du monde afin que nous puissions servir la justice, même si nous devons en souffrir. Si telle n'est pas votre conduite, vous serez jugés, au jour du grand Jugement, pour avoir manqué à la vérité. » Les évêques déshabitués de discours aussi hardis demeurèrent silencieux, et ceux qui voulurent plaire au tsar lui dénoncèrent le métropolite.

Personne n'osait dire sa pensée au gossoudar. Cependant, Philippe, un jour, vint chez lui et déclara : « Je suis prêt à t'obéir, mais abandonne l'opritchnina, sinon je ne pourrai rester métropolite. Ta conduite n'est pas juste devant Dieu ; le Seigneur lui-même a dit : « Lorsqu'un tsarstvo se divise, il meurt. » Les mesures que tu prends te rendront impossible toute bénédiction. »

Ivan fut pris d'une violente colère, menaça Philippe et lui ordonna de garder sa charge. — « Je la garde, répondit Philippe, mais je serai bientôt obligé de la quitter tout de même. Fais disparaître l'opritchnina ; gouverne la terre russe comme avant. »

Pendant quelque temps, Ivan mit un frein à sa cruauté, mais il retomba bientôt dans ses crimes. Ses rapports avec le métropolite se gâtèrent alors complètement.

Le 31 mars 1568, un dimanche, Ivan vint au service, au Kremlin, avec une foule d'opritchnikis. Après la messe, le tsar s'approcha de Philippe et lui demanda sa bénédiction. Le métropolite garda le silence et sembla ignorer la présence du tsar. Celui-ci répéta trois fois sa demande. Les boïars s'écrièrent enfin : « Saint Vladika ! Le tsar Ivan Vassilievitch te prie de le bénir ». Alors Philippe, s'adressant au Souverain lui dit : « Crains Dieu, notre sacrifice ici est pur de tout sang. Toi, tu verses celui de tes fidèles sujets. Jusques à quand l'illégalité règnera-t-elle sur la terre russe ? Tous les peuples, les tatares, les païens obéissent à une loi, une justice. La

Russie seule n'en possède pas. Partout existent la miséricorde et la protection contre les méchants ; en Russie seulement on condamne les innocents et les justes. Ressaisis-toi. Dieu t'a élevé au-dessus des hommes, mais tu es, comme eux, un mortel. »

Ivan contint ce jour-là sa rage contre le métropolite, mais sa violence réprimée éclata sur ses proches. Quelque temps après, il assembla les hauts dignitaires de l'Eglise afin de juger le métropolite. Philippe fut mandé, mais sans attendre l'arrêt, il s'écria : « Tu crois donc, tsar, que je te crains et que je redoute la mort pour une cause juste ! J'ai vécu soixante ans, honnêtement, sans pécher. Je livre mon âme à Dieu, ton juge est le mien. Je préfère mourir innocent que rester métropolite lorsque tous ces crimes et ces horreurs sont commis contre la loi. Vous autres, évêques, je vous laisse cet ordre : veillez sur votre troupeau, souvenez-vous que vous répondez de lui devant Dieu. Craignez ceux qui tuent les âmes et non pas ceux qui assassinent le corps. Je me livre moi, mon âme aux mains du Seigneur. » Philippe se retourna et voulut se retirer. Le tsar le rappela et lui dit : « Tu veux éviter ton jugement, avec ruse ; mais ce n'est pas à toi de te juger toi-même, attends l'arrêt et la condamnation des autres. Tu diras encore la messe le jour de Saint Michel. »

Ce jour-là, les opritchnikis arrêtèrent le vieillard et le conduisirent au monastère Bogoiavlenski. Le peuple courait derrière son métropolite et pleurait ; une vie de tortures et de privations commença pour Philippe qui fut mis à mort deux ans après, par ordre du terrible opritchnik Skouratof.

La mort d'Ivan (1584). — Les excès physiques, les obsessions continuelles, les visions terrifiantes dont se tourmentait l'imagination d'Ivan avaient fortement ébranlé sa santé. Une terrible maladie interne avec abcès purulents et nauséeux se déclara. On appela les plus célèbres médecins étrangers ; des prières furent dites dans toutes les églises du pays pour la guérison du gossoudar. Le mystique et superstitieux Ivan fit venir des voyants, des voyantes, des volchvis — tous lui prédirent une fin prochaine.

« Le tsar tombait dans une mélancolie angoissée, intolérable, priait, distribuait de larges aumônes, ordonnait de bien traiter les mendiants et les prisonniers, mettait en liberté des détenus, puis était repris par toutes ses mauvaises impulsions. La maladie, cependant, suivait son cours, et le tsar recommençait

à se confesser et à prier. Son état empirait toujours : il ne pouvait plus marcher et devait être porté dans un fauteuil.

Le 15 mars, le tsar donna l'ordre de le conduire dans une salle particulière où il gardait ses richesses personnelles. Il prit des pierres précieuses et en réétudia les vertus secrètes, suivant les croyances de l'époque qui leur attribuaient une influence sur les facultés morales de l'homme. Ivan déclara qu'on avait pratiqué des enchantements sur sa personne, puis ajouta que ces actes occultes avaient été contrecarrés par d'autres moyens.

Le 17 mars 1584, vers 3 heures de l'après-midi, il eut une syncope, et tomba pour ne plus se relever. On manda le métropolite qui pratiqua, en toute hâte, la cérémonie de la tonsure, donnant le nom de Iona à Ivan. Mais le tsar avait déjà cessé de vivre ».

L'individualité d'Ivan. — Nous avons déjà dit que les historiens et philosophes restaient, aujourd'hui encore, déconcertés par la grande figure du tsar Ivan. Nous voulons, en finissant ce règne important, faire connaître la page suivante du célèbre historien Soloviev, dont le jugement nous semble se rapprocher le plus de la vérité.

— « Il est étrange de vouloir dénier à Ivan son rôle de grand homme ayant eu une influence indépendante et forte sur notre histoire ; il est non moins étrange de considérer Ivan comme un héros au début de son règne, et comme un homme honteusement faible à la fin ; mais quelle erreur d'ajouter à une explication de faits historiques des justifications morales. Le caractère, le mode d'activité d'Ivan s'explique historiquement par la lutte d'un présent nouveau avec le passé, par des événements qui eurent lieu durant l'enfance du tsar, pendant sa maladie et plus tard ; mais ce caractère, ce mode d'actions peuvent-ils être moralement excusés par cette lutte et ces événements ? Peut-on absoudre un homme à cause d'une faiblesse morale, une incapacité de résister à des tentations, une impuissance à dominer les impulsions vicieuses de sa nature ? Ivan était un malade, mais pourquoi avoir permis à cette maladie de se développer ? Nous apportons le tribut de notre respect et de notre admiration à ceux qui ont succombé dans une lutte, mais sachant qu'ils sont tombés lorsqu'ils ont épuisé tous les moyens dépendant d'eux pour se défendre ; nous ne voyons pas un seul effort d'Ivan pour se vaincre, dompter ses passions : « Je sais que je suis méchant », disait-il, mais cet aveu est

une condamnation, non une justification. Nous ne pouvons ne pas reconnaître en lui de grands dons, une solide instruction, mais ces dons et cette instruction ne sont pas une excuse, elles condamnent le tsar ».

Soloviev raisonne juste. Certes, plus un être possède de dons, plus sa sensibilité est grande, plus il lui faut d'efforts pour atteindre un équilibre suffisamment stable qui mettra en valeur maxima toutes ses facultés. Napoléon disait à Las Cases : « Ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère. L'homme ne marque dans la vie qu'en dominant le caractère que lui a donné la nature, en s'en créant un par l'éducation et sachant le modifier suivant les obstacles qu'il rencontre ».

Ivan n'a pas voulu rééduquer son âme, « se redresser », selon l'expression de Marc-Aurèle. Il a réalisé de grandes choses, tracé une voie que devaient suivre Pierre le Grand et Catherine II, mais combien son rôle eût été plus grand avec son individualité équilibrée, continuant une politique intérieure telle qu'il inaugura lui-même, en travail commun avec le Zemski et le Doukhovni Sobor.

L'historien le regrettera, car la Russie serait devenue une grande puissance européenne, libre et forte, dès le XVI[e] siècle ; le philosophe moraliste tirera de toutes ses possibilités perdues une leçon pour des préceptes de rééducation morale qui devraient servir de ligne de conduite à l'élite dans ses hautes et graves fonctions de gouvernement de l'Humanité.

CHAPITRE X

BORIS GODOUNOF. L' « EPOQUE TROUBLE ». GUERRES AVEC LA POLOGNE. MIKHAIL ROMANOF ELU TSAR PAR LE ZEMSKI SOBOR. STIENKA RAZINE LE PATRIARCHE NICONE.

Phéodor (1584-1598). — Ivan Grozny laissait deux fils : Dimitri, âgé de deux ans, l'enfant de Maria Nagaia, sa septième femme, et Phéodor, second fils d'Anastasie, qui succéda à Ivan.

Phéodor Ivanovitch était maladif, doux et calme, plus apte à porter l'habit du moine qu'à tenir le sceptre des tsars. Il passait la plus grande partie de ses journées en prières, faisait avec la tsarine Irina de fréquents voyages dans les monastères ; les moines le considéraient comme un saint et lui accordaient même certains pouvoirs surnaturels : selon eux, les prières du tsarevitch avaient donné la victoire aux Russes lors de l'invasion de la Moscovie par les Tatares de Crimée.

Quand on apprit en Pologne qu'un « moine » gouvernait la Russie, la joie fut grande : les Polonais espérèrent que des troubles graves affaibliraient bientôt la nation ennemie et qu'ils pourraient alors vaincre Moscou, l'abaisser et la rendre vassale de leur roi. Cet espoir se réalisa, en effet, momentanément, mais le lendemain de la victoire fut terrible, car les tsars firent payer cher à la Pologne son succès de quelques jours.

Règne des boïars. Boris Godounof. Guerre avec la Suède (1591). — Phéodor, tout à ses prières, tout à la charité qu'il prodiguait largement, d'accord avec la tsarine, absorbé aussi par ses longs entretiens avec les moines, était incapable de gouverner le pays. Les boïars prirent donc la direction des affaires : les plus illustres d'entre eux furent les Romanoff, les Mstislavski, les Chouiski et Boris Godounof. Nikita Romanoff,

oncle maternel du tsar, gouverna plusieurs mois et mourut. Boris Godounof s'empara alors du pouvoir.

Il était d'origine tatare : un de ses aïeux, Mongol converti à l'orthodoxie, passa au service des tsars au XIVe siècle. La sœur de Boris avait épousé le tsar Phéodor, et lui-même était le gendre du célèbre opritchnik Skouratof. Les boïars, jaloux de Godounof, intriguèrent contre lui et s'efforcèrent de persuader le tsar de se séparer de sa femme stérile : Godounof aurait dû alors quitter la cour avec sa sœur. Mais Boris découvrit le complot. Le métropolite, qui faisait cause commune avec les boïars, fut destitué et remplacé par Iova, ami de Godounof. Le tsar exila les boïars hostiles à son beau-frère. Phéodor nomma alors Boris « grand Boïar de la Cour » et namiestnik des provinces de Kazan et d'Astrakhan.

La politique extérieure de Godounof fut heureuse. Le roi de Pologne Batory était mort en 1586. Les troubles habituels éclatèrent alors : les magnats, la szlachta, tous les partis politiques se présentèrent à la Diète d'Election avec leurs candidats. Parmi ceux-ci se trouvait l'héritier du trône suédois. Boris, craignant que la Lithuanie et la Pologne ne tombassent sous la domination de la Suède, mit en avant la candidature de Phéodor. Mais la Pologne voulait un catholique, elle élut roi le suédois Sigismond Wasa. Boris déclara alors la guerre à la Suède. Les circonstances l'aidèrent : les Suédois se brouillèrent avec Sigismond, choisirent un autre roi ; une rupture avec la Pologne s'ensuivit. La Suède se trouva seule en lutte avec la Moscovie. Les armées de Godounof, après quelques batailles, reprirent toutes les villes perdues par Ivan IV. La Suède fut obligée de demander la paix.

Les Tatares de Crimée, poussés par le Sultan, voulurent profiter de cette guerre pour envahir la Russie, mais les troupes de Boris les mirent en déroute au moment où ils approchaient déjà de Moscou (1591).

Enfin, ce fut aussi à cette époque que s'acheva la conquête du grand Khanat de Sibérie. Godounof ordonna la construction de forteresses dans ces terres lointaines dont la capitale nouvelle devint Tobolsk.

Deux événements de haute portée illustrèrent la politique intérieure de Godounof, Grand Boïar : l'établissement du Patriarcat et les lois paysannes.

Le Patriarcat (1590). — L'Eglise russe qui, depuis le règne de Vassili II, élisait elle-même son métropolite, dépendait encore du patriarche de Tsargrad, bien que celui-ci fût, depuis

la prise de Constantinople par les Turcs, soumis à la loi du Sultan. L'Orient possédait alors quatre patriarches : ceux de Tsargrad, de Jérusalem, d'Antioche et d'Alexandrie. En 1586, le patriarche d'Antioche, Joacchim, vint à Moscou pour des questions religieuses, et Godounof profita de sa visite pour lui dire la volonté du tsar d'instituer le patriarcat à Moscou : l'Eglise orthodoxe, dont beaucoup de fidèles étaient alors esclaves du sultan, ne pouvait pas continuer à obéir à son chef asservi, lui aussi, au souverain turc. Joacchim promit à Boris de conférer avec les autres patriarches au sujet de ce grave problème. Mais les patriarches de Tsargrad, de Jérusalem et d'Alexandrie ne furent pas favorables au projet de la création d'un cinquième patriarcat à Moscou.

Deux ans après la visite de Joacchim, le patriarche de Tsargrad arriva à Moscou sans apporter à Godounof la réponse attendue. Boris travailla alors avec énergie à la réussite du projet du tsar. C'était, d'ailleurs, son intérêt : le Grand Boïar nourrissait l'espoir de succéder à Phéodor (celui-ci n'ayant pas d'enfant) et Godounof comprenait combien serait précieux pour lui l'appui d'une autorité morale comme celle d'un patriarche. Il réussit : en 1590, un Sobor de tous les patriarches d'Orient reconnut l'entière indépendance de l'Eglise Russe. Iova, le métropolite ami de Godounof, fut nommé patriarche de Moscou. En même temps, les archevêques de Novgorod, de Rostof, de Kazan et de Kroutitsk près Moscou furent élevés au rang de métropolites.

Lois paysannes (1592-1597). — Le « krestianine », le « moujik russe » avait toujours vécu libre jusqu'au milieu du XVI[e] siècle. Nous ne parlons pas évidemment du Cholop, esclave proprement dit. Dans les « *possads* » (faubourgs des villes), comme dans les villages, les paysans vivaient en « *mirs* » (régime communal indépendant). Le kniaz savait par des listes dressées à cet effet, que tel volost comptait tant de krestianines, et il fixait pour tout le volost un « *tiaglo* » général (impôt). Les moujiks faisaient porter à ce kniaz, à date fixe, cet impôt par leur starosta (maire élu par eux). D'autre part, quand un propriétaire foncier avait cessé de plaire au paysan, celui-ci pouvait le quitter pour un autre maître.

Ainsi, tandis que dans toute l'Europe féodale, le paysan était depuis des siècles esclave de la glèbe, le moujik russe disposait librement de sa personne. Nous avons vu les nécessités de l'époque qui avaient contraint les tsars de supprimer les libertés des villes ; les besoins d'une centralisation toujours

plus forte, d'une armée plus puissante pour que l'Etat moscovite pût vivre vont obliger les gossondars à faire du moujik un « *krepostnoï* » (serf de la terre).

Tout homme devenu propriétaire terrien devait participer à la défense de l'Etat. Ces propriétés foncières s'appelaient « *pomiestie* » et leur maître se nommait « *pomiechtchik* », « *dvorianine* » (dvor-cour, maison, propriétaire de plusieurs maisons). Ces dvorianines étaient obligés, sous peine de se voir confisquer leurs terres, de réunir, sur l'appel du tsar, un nombre déterminé d'hommes armés et de cavaliers.

Or, sous Ivan le Terrible, des milliers de paysans avaient fui les terres en opritchnina pour la zemchtchnina ou pour les « champs libres » afin de vivre la vie indépendante des Cosaques. Les pomiechtchikis, naturellement, firent tous leurs efforts pour mettre obstacle à ce départ des paysans ; les menaces, la violence ne réussissant point, les dvorianines employèrent le moyen suivant : les plus riches d'entre eux payèrent aux moins fortunés les dettes de leurs moujiks, et attirèrent ceux-ci chez eux, leur accordant certains privilèges déterminés. Le résultat fut qu'une minorité infime de propriétaires fonciers toujours plus riches demeura maîtresse des moujiks.

Mais le gouvernement qui tirait la plus grande partie de son armée des paysans au service des petits propriétaires se vit privé du nombre nécessaire de soldats. Il fut donc obligé d'intervenir, et la question paysanne devint problème d'Etat.

Dès 1592, Boris Godounof fait paraître des « *oukazes* » (décrets) ordonnant que de nouvelles listes soient dressées, donnant les noms des paysans avec ceux des terres où ils se trouvaient cette année-là. Le « krestianine » ne pouvait plus changer de maître, et, en 1597, les premières peines furent édictées contre les paysans qui contreviendraient aux oukases. Plus tard, de nouveaux décrets interdirent aux riches dvorianines d'acheter des moujiks aux petits propriétaires.

Le paysan russe devenu krepostnoï (serf), quelques siècles après ses frères occidentaux, devait de même être affranchi plus tard. Remarquons que la force de l'évolution avait contraint Godounof à user vis-à-vis du krestianine des mêmes mesures que Rome employa vis-à-vis des colons.

Meurtre du tsarevitch Dmitri (1591). — Après l'avènement de Phéodor, Dmitri, fils de Maria Nagaia et d'Ivan IV, avait été envoyé à Ouglitch, accompagné de sa mère et de tous les dvorianines Nagié, frères de Maria Nagaia. Toute la Russie

considérait Dmitri comme le tsarevitch — Phéodor n'ayant pas d'enfant — mais il mourut subitement à l'âge de neuf ans. Quelques jours après, le 15 mai 1591, Moscou apprit avec terreur le meurtre du tsarevitch, et le massacre des assassins par la populace indignée.

Godounof envoya immédiatement à Ouglitch une commission d'enquête : le métropolite de Kroutitsk et le kniaz Vassili Chouiski en faisaient partie. L'enquête établit que Dmitri s'était lui-même blessé mortellement dans une crise nerveuse ; le métropolite et Chouiski déclarèrent que Maria Nagaia et ses frères étaient coupables d'avoir soulevé le peuple pour tuer de prétendus criminels. Godounof fit mettre à mort ou exiler de nombreux habitants d'Ouglitch ; la mère de Dmitri dut entrer dans un couvent et les Nagié furent jetés en prison. La décision de la commission d'enquête fut confirmée par un arrêt du Sobor de l'Eglise, présidé par le patriarche Iova (1591).

Malgré cette sanction suprême, le peuple ne cessa jamais de croire que son tsarevitch avait été assassiné par ordre de Godounof qui voulait supprimer tout obstacle lui interdisant de monter sur le trône.

L'ambition de Boris Godounof put, en effet, lui faire désirer la mort du jeune héritier, mais nulle preuve n'existe de sa culpabilité. L'historien Solovief croit que Boris n'est pas l'unique coupable : ses partisans et les hauts dignitaires qui causèrent l'exil du tsarevitch à Ouglitch auraient ordonné le meurtre, craignant dans l'avenir la vengeance de Dmitri.

Mais Platonof remarque que Boris ne pouvait encore fonder des calculs sur la stérilité de sa sœur la tsarine : celle-ci eut, en effet, une fille, Phéodossia, peu après le meurtre de Dmitri. L'enfant ne vécut que dix-huit mois, et le tsar, peu après la mort de sa fille, mourut à son tour. Lorsque le patriarche et les boïars lui demandèrent, à son lit de mort, qui règnerait après lui, Phéodor répondit : « Dieu qui règne au-dessus de nous décidera : quant à la tsarine, elle agira selon une décision que nous avons prise. »

Si la sœur de Godounof avait voulu, elle eût régné à la mort de son mari ; mais elle abdiqua et se retira au « Dievitchi Monastir », près de Moscou.

Après avoir dirigé les destinées de la Russie pendant sept cents ans, la dynastie des Riourik disparaissait avec Phéodor ; car les boïars Riourikovitchis n'avaient plus droit au pouvoir depuis la nouvelle loi de la succession au trône. La Russie était donc appelée à élire un nouveau tsar.

Convocation du Zemski-Sobor (1598). Boris Godounof, tsar (1598-1605). — Le patriarche Iova qui, en sa qualité de chef de l'Eglise, gouvernait le pays pendant cet interrègne, convoqua le Zemski-Sobor suivant le principe électif établi par Ivan Grozny. La grande majorité des élus étaient des partisans de Godounof, reconnaissant sa valeur d'homme d'Etat, car il gouvernait en réalité la Russie depuis quatorze ans déjà. Cependant, Boris avait un concurrent sérieux dans le neveu de la tsarine Anastasie Romanova, Phéodor ; mais l'heure des Romanoff n'était pas encore sonnée. Le Zemski-Sobor élut Godounof tsar de Russie (1598).

Boris se trouvait alors auprès de sa sœur, au Dievitchi Monastir. Il commença par refuser la couronne, car des bruits couraient qu'il avait acheté le vote du Sobor. Cette rumeur dut avoir pour origine la jalousie de certains boïars et paraît dénuée de fondements, si on en croit les chroniqueurs de l'époque : ceux-ci écrivirent « que Boris fut élu non par crainte de sa personne, mais pour rendre justice à son intelligence et à son esprit d'équité, car il avait déjà donné ses preuves dans le gouvernement du pays ».

Le patriarche, pour obliger Boris à accepter la couronne, lui déclara qu'il donnerait l'ordre de fermer toutes les églises s'il s'obstinait dans son refus ; Godounof déclara alors qu'il s'inclinait devant la volonté du Sobor et demanda à sa sœur de le bénir avant de devenir tsar.

Deux ans après, comme des dénociations parvenaient à Boris accusant les cinq frères Romanof de comploter contre sa personne, le tsar traduisit les coupables devant un tribunal qui les condamna à l'exil dans des provinces éloignées du nord.

Boris Godounof et l'Occident. — Godounof avait toujours eu une admiration sans borne pour la culture occidentale : devenu tsar, il décida de réaliser un désir caressé depuis longtemps. Ayant appelé déjà des professeurs célèbres de l'Occident afin de donner l'instruction la plus solide à Phéodor et à Ksennia, ses enfants, il tenta une expérience en envoyant à l'étranger dix-huit jeunes dvorianines russes pour qu'ils fissent leurs études dans les plus illustres universités de France, d'Autriche et d'Angleterre. Boris créa ainsi un précédent qui, durant son règne, fut malheureux : tous les jeunes gens, sauf un, restèrent en Europe, ne voulant plus revenir dans leur patrie.

Reconnaissant la supériorité de l'organisation militaire ger-

manique, le tsar leva plusieurs régiments « à l'allemande » (des Allemands la composèrent presque uniquement). Des artistes étrangers embellirent le Kremlin et fondirent la célèbre cloche d'Ivan le Grand. Godounof aimait les Occidentaux avec passion, comme un homme ignorant, souffrant de son manque de savoir aime tout ce qui est lumière et tout ceux qui vivent de cette lumière. Il appréciait en eux ce dont lui-même et son entourage étaient privés. En homme pratique, Boris profita des étrangers pour donner à la Russie des professionnels qui lui manquaient : artisans, artistes, médecins, juristes, pharmaciens, typographes.

Godounof étendit encore les rapports de la Moscovie avec l'Europe. Il voulut que sa fille Ksennia épousât le fils du roi de Danemark ; malheureusement, le fiancé mourut peu avant le mariage, emporté par une grave maladie. Notons aussi qu'Henri IV, roi de France, fut en correspondance suivie avec le tsar.

Les ambassadeurs de Godounof étaient souvent des hommes sans instruction, ni éducation ; ils étonnèrent plus d'une fois les souverains auprès desquels ils se trouvaient en mission. Citons ici quelques anecdotes qui montreront jusqu'à quel point ils poussaient même la naïveté. Godounof les obligeait à apprendre par cœur ce qu'ils avaient à dire. Encore Grand Boïar, Boris entama des négociations avec la Suède, désirant éviter la guerre. Il recommanda à ses ambassadeurs d'amener le gouvernement suédois à restituer à la Russie les villes perdues par Ivan IV. Les ambassadeurs, sitôt après leur arrivée, sans réfléchir, formulèrent leur demande : « Rendez-nous les villes qui ont appartenu de tout temps à l'Etat moscovite. Si vous ne voulez pas nous les donner pour rien, le tsar vous les payera. » Les Suédois mirent naturellement à la porte les ambassadeurs de Godounof. On sait que la guerre éclata et que la Russie reprit par les armes les villes en question.

Un ambassadeur russe, remplissant sa mission auprès de la cour d'Angleterre, se froissa sans cause apparente, et quitta brusquement le pays. De retour à Moscou, il s'écria devant Godounof : « La reine ne m'a pas reçu dans son palais, mais dans un potager où poussent l'aïl et l'oignon. » On sut, plus tard, que la reine d'Angleterre avait donné audience à cet ambassadeur dans un jardin où elle ne recevait que ses intimes.

Enfin, finissons par ce dernier fait : « A Londres même, un envoyé de Godounof refusa d'aller au dîner du Lord Maire

parce que celui-ci, selon une coutume anglaise, s'asseyait à la place d'honneur, et que lui, ambassadeur russe, s'en trouvait ainsi privé. »

Mais les obstacles ne découragèrent pas Godounof, qui eut le mérite de continuer les rapports avec l'Europe, repris par Ivan IV, et de préparer la Moscovie, malgré elle, aux réformes si hardies de Pierre le Grand.

La famine à Moscou (1601-1604). — Godounof après être monté sur le trône suivit la même politique intérieure que sous Phéodor. Pour donner à la Russie la possibilité de se remettre de la misère causée par l'opritchnina et satisfait d'avoir repris à la Suède les villes perdues, il évita désormais toute complication susceptible de provoquer une guerre avec l'étranger. Il veilla à la stricte exécution des lois, poursuivant sans pitié l'arbitraire et la vénalité.

Son règne aurait pu être l'un des plus heureux, des plus féconds si le destin n'avait frappé la Russie, à cette époque, de deux effroyables calamités : une famine qui ravagea la Moscovie pendant trois ans, et une guerre civile et extérieure, dont la durée fut de neuf ans

La famine, due à de mauvaises récoltes, se déclara à Moscou en 1601 ; elle fut terrible, plus de trois cent mille hommes périrent Des étrangers qui visitèrent alors la capitale racontent que des Moscovites se traînaient dans les rues, mangeant de l'herbe. Boris ordonna de distribuer aux misérables du pain qui se trouvait en réserve au palais, mais, voyant que beaucoup de paysans des faubourgs arrivaient à Moscou et augmentaient le nombre des affamés, il restreignit, puis arrêta la distribution. Comme toujours, aux heures de ces crises, des pillards, des voleurs s'organisèrent en bandes et ajoutèrent encore au désordre et à la misère du pays. Ces bandits, poursuivis par les troupes du tsar, fuyaient dans les champs libres, l'oukraina, grossissant le nombre des mécontents : ils devaient s'unir, plus tard, aux Tatares et aux Polonais, lorsque ceux-ci, pendant l'époque trouble, s'attaquèrent à Godounof.

Nous étudierons maintenant un « vremia » (époque) de l'histoire russe connue sous le nom d' « Epoque Trouble » : pendant neuf ans, la Russie eut à souffrir d'un pouvoir affaibli passant de mains en mains, de luttes intestines, d'une guerre polonaise et d'une anarchie morale et politique, d'où le nom d' « Epoque Trouble ».

Le « Smoutnoie Vremia » (Epoque trouble) (1604-1613). —

Au commencement de l'année 1604, des bruits étranges commencèrent à circuler dans la Russie du sud-ouest et en Pologne : un homme se faisait passer pour Dmitri, le fils d'Ivan le Terrible, que toute la Russie croyait mort depuis 1591 (assassiné à Ouglitch). Le faux Dmitri prétendait avoir été sauvé à l'arrivée des criminels par des gens dévoués : les assassins, disait-il, mirent à mort un enfant qu'ils prirent pour le fils du tsar.

Celui qui se déclarait ainsi de descendance tsarienne était d'origine boïar galicienne, ancien moine à Moscou, que Godounof poursuivit pour des propos séditieux. Grigori Otrepief — nom du prétendant à la couronne du tsar — accusait Boris d'être l'assassin de Dmitri. Il put fuir, passer en Lithuanie, puis en Pologne, où il se mit au service du prince Vichnevetski, et ensuite à celui du voievode Mnichek. Grigori déclara à ces deux hauts dignitaires polonais qu'il était le fils de Grozni et qu'il reconquerrait son trône les armes à la main. Pour s'assurer l'aide de la Pologne, l'imposteur promit de reconnaître l'union des deux Eglises dès qu'il deviendrait tsar. Vichnevetski et Mnichek présentèrent Otrepief au roi Sigismond. Celui-ci lui donna de l'argent, lui permit de lever une armée de volontaires polonais, mais refusa d'intervenir officiellement.

Le voievode Mnichek dont la fille Marina s'était fiancée avec Grigori, rassembla une petite armée, grossie bientôt d'aventuriers et surtout de cosaques.

Les avis différèrent sur la personnalité d'Otrépief ? Des historiens russes le croient volontiers fils de Grozni que les Nagi auraient sauvé à temps du meurtre. D'autres le disent sincère, stimulé par des ennemis de Godounof et convaincu de sa grande origine ; enfin certains affirment qu'il fut un vulgaire imposteur.

Dès qu'on apprit à Moscou que Grigori Otrépief préparait un soulèvement contre le tsar, Godounof fit savoir en Pologne que l'imposteur, un ancien moine, était un repris de justice ; d'autre part, le patriarche prononçait l'anathème contre l'audacieux misérable qui osait se dire le fils du tsar Ivan. Mais le peuple russe croyait toujours Godounof coupable du meurtre de Dmitri, la haine contre le tsar — provoquée par la famine — s'exaspéra encore davantage lorsque la masse apprit que Dmitri vivait. Ce fut l'une des causes de la réussite de la tentative de Grigori qui pouvait paraître folle et irréalisable.

Mort de Godounof (1605). — En automne 1604, Ljedmitri de lgat-mentir, faux Dmitri) envahit la Moscovie : il avait

promis à sa fiancée Marina de ne la revoir que tsarine à Moscou. Les premières villes russes se rendirent à Grigori sans résistance, mais une vive bataille s'engagea autour de Novgorod-Sieversk où, après des alternatives de succès et de revers, Ljedmitri fut battu par le prince Vassili Chouiski. L'imposteur dut fuir, mais il réorganisa son armée dans l'Oukraina avec des Tatares, des Polonais et des Cosaques, puis envahit de nouveau les terres de Moscou.

Boris Godounof venait de mourir. Les dernières années de son règne avaient été assombries par la famine, la guerre civile et le trouble profond des esprits, depuis l'apparition du faux Dmitri. La grande autorité morale dont jouissait Boris ne suffit pas pour apaiser les âmes, remettre le calme dans le pays. Des intrigues, une agitation croissante, des complots s'élevèrent de tous côtés. Godounof fut naturellement obligé de sévir ; mais ses amis, ses partisans exagérèrent la prudence et organisèrent un système de délation telle, que la vie russe devint impossible : sur une dénonciation quelconque, d'un valet, d'un moujik, d'un boïar, l'accusé était jeté en prison, sans jugement, parfois mis à mort selon la gravité du cas. Le régime qui s'établit fut pire, si possible, que celui inauguré par Louis XI, roi de France, et recommandé plus tard par Richelieu comme nécessaire à la force d'un Gouvernement.

En avril 1605, au moment où Ljedmitri assiégeait la ville de Kroma, Godounof mourut brusquement. Une profonde lassitude morale provoquée par les souffrances et les désillusions des derniers mois, aggrava une maladie qui le minait depuis longtemps. Comme le dit Platonof, « la puissante individualité de Boris maintenait en obéissance Moscou et le pays entier ; mais dès que Godounof disparut et que son fils, un tout jeune homme, lui succéda, les boïars laissèrent libre cours à leur haine contre tous les Godounof. » Ils fomentèrent une révolte du peuple : le fils de Godounof, Phéodor, et sa mère furent massacrés, Kssenia, sa fille, dut prendre le voile. Le patriarche Iova fut destitué et chassé ; l'archevêque de Riazan le remplaça et Philarète Romanof, exilé par Boris, revint à Moscou pour être nommé métropolite de Rostof.

Ljedmitri qui venait de vaincre les armées de Godounof arriva à Moscou au milieu de ces troubles : le peuple l'accueillit avec joie et le proclama tsar.

Ljedmitri tsar (1605-1606). — Grigori qui s'était converti en Pologne au catholicisme, arrivait dans la capitale russe, accompagné de nombreux membres de la Szlachta polonaise

et de jésuites. Son règne débuta bien : il étonnait les boïars lorsqu'à la Douma il décidait rapidement et avec intelligence de la solution des affaires en cours ; il demandait aussi aux boïars d'imiter l'Occident et leur conseillait de faire en Europe des voyages d'étude. Il prépara même un projet d'alliance avec des puissances européennes pour chasser les Turcs en Asie.

Mais dès son arrivée à Moscou, il oublia sa promesse au roi de Pologne de réaliser l'union des deux Eglises, et mécontenta ainsi les Polonais ; d'autre part, son mariage avec Marina Mnichek qui devint tsarine sans abjurer le catholicisme et arrivait à Moscou avec une nombreuse suite de Polono-Lithuaniens, fut considéré par le peuple comme une injure à l'Eglise russe.

Vassili Chouiski, qui voulait s'emparer de la couronne, profita de l'hostilité populaire pour soulever la masse, afin de chasser les Polonais établis en maîtres dans la capitale moscovite.

Le 17 mai 1606, la populace envahit le palais, tua Ljedmitri, mais ne put atteindre Marina et son père que les boïars avaient sauvés. Deux mille Polonais furent massacrés en trois jours.

Vassili Chouiski, tsar (1606-1610). — Les désordres de Moscou durèrent deux jours. Le 19 mai, le peuple rassemblé sur la place Rouge, dans Kitai-Gorod (ville de Chine, quartier de la ville contigu au Kremlin) travaillé par des marchands, amis de Chouiski, proclama tsar ce kniaz. Les boïars auraient voulu convoquer, comme d'habitude, le Zemski-Sobor mais Chouiski craignait le vote de cette assemblée qui aurait pu lui être hostile, et se hâta de prendre la couronne.

Pour empêcher le retour possible d'un imposteur, Chouiski fit envoyer en province au nom des boïars et du peuple de Moscou, une proclamation déclarant que Dmitri, le fils d'Ivan, avait été réellement tué à Ouglitch et que le tsar récemment mis à mort à Moscou n'était qu'un imposteur puni pour ses crimes. Or, l'année précédente, Chouiski annonçait lui-même que Dmitri, le fils de Grozni, était monté sur le trône, obligeant le peuple à l'obéissance et à la fidélité à l'égard de leur tsar. Le peuple russe ne sut donc plus que croire et fut plus prêt que jamais à suivre facilement tous les « vors » (voleurs, criminels, imposteurs) réclamant avec audace leurs droits à la couronne.

Le « Touchineski Vor ». — Chouiski dut tout d'abord vaincre un mouvement fomenté par un cholop nommé Bolotnikof : homme d'une rare énergie, celui-ci persuada le voievode prince Chakhovskoï de lever une armée afin de détrôner Chouiski. Bolotnikof haranguait le peuple au nom de Dmitri

et l'appelait aux armes pour modifier en sa faveur la loi qui faisait de tout paysan un serf. Une armée de moujiks, de cholops et de cosaques marcha sur Moscou, mais fut battue à Kolomensk, près de Moscou. Chakhovskoï et Bolotnikof reculèrent et organisèrent la défense à Toula où un Ljepietr (faux Pierre) se disant fils du tsar Phéodor vint les rejoindre avec quelques milliers de cosaques. Chouiski assiégea la ville avec une armée de 100.000 hommes et s'en empara : Ljepietr et Bolotnikof furent mis à mort ; Chakhovskoï exilé (1608).

A l'heure même où Chouiski fêtait à Moscou sa victoire, un nouvel-imposteur, deuxième Ljedmitri (se prétendant fils de Grozny), réunissait de fortes troupes cosaques, paysannes et polonaises dans les terres de Sieversk, à Touchino, éloignée seulement de 10 verstes de Moscou. Les moscovites l'appelèrent le « Touchineski Vor » (brigand, imposteur de Touchina).

Des milliers de Polonais se rangèrent sous les ordres de voievodes de leur pays, Rojineski, Lissovski, Sapiégua et vinrent grossir les forces de Ljedmitri II. Marina Mnichek et son père que Chouiski avait renvoyés en Pologne rejoignirent aussi l'imposteur. Celui-ci comprit qu'il lui serait plus facile de passer pour Dmitri, ayant Marina à ses côtés ; il la demanda en mariage et la cérémonie eut lieu peu après ; personne ne croyait à la réalité des droits du nouveau candidat à la couronne de Moscou, mais tous avaient besoin de lui pour affaiblir la Moscovie et, si possible, la conquérir.

Lissovski et Sapiégua, après avoir soumis plus de vingt villes russes s'attaquèrent au célèbre Troitski-Serguiev Monastir. Le siège de ce monastère dura 16 mois : septembre 1608-janvier 1610. L'héroïsme russe fut soutenu par la volonté de ne pas permettre aux Polonais de profaner la tombe de Serge. Le monastère fut sauvé. Pendant ce temps, Rojineski livrait de nombreux combats autour de Moscou, sans oser aborder directement cette capitale, car le gros des troupes était occupé par le siège du Monastère.

Alliance suédoise. Guerre avec la Pologne (1609). Chouiski détrôné (1610). — Le tsar Vassili Chouiski n'était pas aimé à Moscou, mais devant le danger qui menaçait la ville attaquée par le Touchineski Vor et les Polonais, les Moscovites se ressèrrèrent autour de leur souverain et décidèrent la résistance à outrance. Chouiski, afin de triompher plus facilement, conclut une alliance avec la Suède. Le roi Charles IX envoya son général Delagarde à la tête de cinq mille hommes auquel s'unit le voievode russe Skopine, à Novgorod, au printemps

de l'année 1609. Les Suédois et les Russes livrèrent une série de combats heureux à la suite desquels des régions entières furent délivrés des Touchinetsis. La situation de Ljedmitri II devenait périlleuse, mais l'intervention du roi de Pologne le sauva.

Sigismond, dès qu'il apprit l'alliance russo-suédoise, déclara officiellement la guerre à la Moscovie et marcha sur Smolensk en automne 1609. Mais, devant la résistance acharnée de la ville, il donna l'ordre à tous les Polonais au service de Ljedmitri de venir à son aide. Skopine avait, à cette époque, remporté une brillante victoire sur le Touchinski Vor et s'approchait de Moscou pour délivrer la ville. L'imposteur, craignant pour sa vie, leva le siège de Troitski-Monastir et quitta Touchino pour Kalouga. Marina le suivit. Moscou délivrée espéra que Skopine irait de suite au secours de Smolensk et chasserait Sigismond des terres russes, lorsque, brusquement, Skopine mourut. Le peuple accusa Vassili Chouiski de l'avoir tué, par jalousie et crainte d'avoir en lui un concurrent.

Tandis que Moscou pleurait son sauveur, une terrible nouvelle parvint : l'armée partie au secours de Smolensk, commandée par le frère de Chouiski, venait d'être défaite à Klouchine par Jolkievski, l'un des meilleurs voievodes de Sigismond. Exaspéré de ce désastre, le peuple moscovite se souleva : Chouiski détrôné fut condamné à la réclusion dans un monastère. Les boïars prirent alors le pouvoir et la courte période du Gouvernement de la « boïarskaia douma » porte le nom de « *siémiboïarchtchina* » (siém, sept ; la douma se composait de 7 boïars).

Les Polonais, maîtres de Moscou (1610-1612). — Le patriarche Hermogène demanda alors de convoquer le Zemski Sobor et d'élire tsar soit le prince Galitzine, soit Mikhail Romanof, fils du métropolite Philarète que nous connaissons déjà. Mais Jolkievski, s'étant rapproché de Moscou après sa victoire sur le frère de Chouiski, exigea des Moscovites qu'ils acceptassent pour tsar Vladislas, le fils de Sigismond. La douma des boïars y consentit à condition que Vladislas se convertirait à l'orthodoxie. L'accord fut conclu et Jolkievski entra à Moscou : une garnison polonaise s'établit dans le Kremlin.

Jolkievski voulait se débarrasser du kniaz Galitzine et du métropolite Philarète ; aussi décida-t-il de les envoyer en ambassade à Smolensk, auprès du roi Sigismond, pour demander à ce dernier de faire venir son fils Vladislas à Moscou. L'ambassade partit, mais le roi de Pologne lui déclara sa

volonté de régner lui-même sur la Moscovie ; de plus, il demanda à Galitzine et à Philarète d'user de leur autorité pour persuader aux habitants de Smolensk de se rendre. Le kniaz et le métropolite refusèrent ; ils furent alors envoyés en Pologne comme prisonniers de guerre.

Jolkievski, comprenant que Moscou ne voudrait jamais Sigismond pour tsar, quitta la capitale russe, emmenant avec lui le kniaz Vassili Chouiski, prisonnier, et laissa le commandement de la garnison polonaise à Gonessievski. Puis il se rendit auprès de son roi afin de le convaincre d'envoyer son fils à Moscou, mais n'y parvenant pas, il abandonna ses fonctions de voievode.

Le patriarche Hermogène ne cessait d'adresser au peuple russe entier des proclamations, l'appelant à la défense de son Eglise et au salut de la Patrie. Gonessievski arrêta le vieillard et le mit en prison. Mais l'appel du patriarche fut entendu et, de tous côtés, des chefs se trouvèrent pour lever des troupes et venir délivrer Moscou. Ce soulèvement national contre l'ennemi polonais se trouva favorisé par le meurtre, à Kalouga, en décembre 1610, de Ljedmitri II. Les armées de l'imposteur passèrent alors au service des trois voievodes russes qui, en 1611, marchèrent sur Moscou : Liapounof, Zaroutski et Troubetzkoi.

Le 19 mars 1611, les Moscovites apprenant l'arrivée prochaine des troupes de secours, se soulevèrent contre la garnison polonaise du Kremlin. Mais les Polonais massacrèrent les habitants, puis à l'approche de Liapounof, Zaroutski et Troubetzkoi, organisèrent leur défense au Kremlin et à Kitai-Gorod, d'accord avec certains boïars, partisans de Sigismond. Le patriarche Hermogène et Mikhail Romanof (dont le père, Philarète, était prisonnier en Pologne) furent enfermés au Kremlin.

Malheureusement, les trois voievodes russes ne s'entendirent point. Liapounof, un dvorianine, n'étant pas aimé des Cosaques, Zaroutski et Troubetzkoi en profitèrent pour le faire tuer. Cet assassinat fut le prélude d'un relâchement total de la discipline dans l'armée : paysans et cosaques ne pensèrent plus qu'à voler et piller les environs de Moscou. Gonessievski, le chef de la garnison polonaise, saisit cette occasion pour demander à Sigismond de venir le plus tôt possible à Moscou.

En juin 1911, Smolensk, après une longue et héroïque résistance, dut capituler. Mais au lieu de se rendre à Moscou,

le roi de Pologne déclara la campagne finie et rentra dans son pays avec son prisonnier Vassili Chouiski.

Dès son retour, Sigismond convoqua la Diète polonaise et annonça aux députés la réunion de la Moscovie entière à l'Etat polonais. C'était précipiter un peu trop les événements : nous verrons que les Russes non seulement chassèrent bientôt les Polonais, mais reprirent à la Pologne-Lithuanie des territoires qui avaient appartenu jadis à la Russie.

Minine et Pojarski (1611-1613). — A ce moment critique de l'histoire de la Russie, ce fut l'Eglise, comme toujours, qui incarna la grande force volontaire donnant au peuple l'appui spirituel nécessaire pour que le désespoir n'affaiblît point les courages et n'augmentât le désordre et la confusion du pays. Le Troitski-Monastir, dont les Polonais n'avaient pu s'emparer, devint l'âme de la résistance nationale. Des appels, des proclamations, des ordres en partaient ; les moines y soignaient malades et blessés, habillaient et nourrissaient les misérables. Le prieur Dionysi et le moine Abraham Palitzine dirigeaient les travaux, dictaient les manifestes aux peuples, appelant aux armes la nation entière. Ces deux hommes furent les organisateurs de la longue résistance victorieuse du monastère contre les Polonais.

Pour que le soulèvement du peuple devînt possible, au milieu du désordre général, un centre d'action, des hommes chefs étaient nécessaires. Nijni-Novgorod fut ce centre, Minine et Pojarski prirent la direction du mouvement.

Au mois d'août 1611, la ville de Nijni-Novgorod reçut une lettre du patriarche Hermogène qui continuait à correspondre avec son peuple, bien que prisonnier au Kremlin : le patriarche exhortait les Nijni-Novogorodsis à lever une armée et à venir au secours de Moscou. En octobre de la même année, une proclamation arriva du Troitski-Monastir. L'évêque de la ville lut ces appels dans la cathédrale Spasski ; après le service religieux, tandis que la foule s'en allait, le starosta Minine, qui jouissait d'une grande influence sur la population grâce à sa haute intelligence et à sa puissante énergie organisatrice, harangua le peuple, l'appelant à la révolte armée contre les ennemis de la patrie. Après son discours, la foule se mit à genoux, fut bénie par l'igoumène (prieur) du monastère Petcherski de Nijni-Novgorod et un cri général s'éleva ensuite : « Que Dieu sauve le tsarstvo russe ! » Minine organisa aussitôt la levée des troupes volontaires ; mais il fallait encore choisir un voievode : le choix tomba sur Pojarski, kniaz qui avait

combattu sous les ordres de Liapounof, avait été blessé et s'était retiré dans ses terres lorsque les Cosaques de Liapounof furent devenus de vulgaires brigands. Pojarski accepta le commandement de l'armée nationale et les Nijegorodsis envoyèrent immédiatement des manifestes à toutes les villes russes, leur demandant de s'unir à eux et de marcher à la délivrance de la sainte Moscou. Minine resta à Nijni comme organisateur général du mouvement, Pojarski s'avança sur Moscou.

Quand on apprit dans la capitale russe le soulèvement de Nijni-Novgorod, les Polonais et les boïars partisans du roi de Pologne exigèrent du patriarche Hermogène qu'il donnât l'ordre à Pojarski de désarmer ; mais Hermogène répondit : « Je bénis la révolte et maudis les boïars, traîtres à la patrie ». Les Polonais jetèrent alors le patriarche dans une cellule du monastère Tchoudof et l'y laissèrent mourir de faim. Ce crime ne fit qu'exaspérer la volonté de tout le peuple russe de chasser les Polonais, d'élire enfin un tsar qui rétablît l'ordre en Russie.

Les Polonais chassés de Moscou (22 octobre 1612). — Les Cosaques commandés par Zaroutski et Troubetzkoi qui n'avaient cessé de vivre de brigandages autour de Moscou, eurent peur de l'armée de Pojarski, aussi tentèrent-ils de faire tuer ces voievodes, mais n'y réussirent point. Zaroutski s'enfuit alors à Astrakhan ; Marina Mnichek qui vivait avec son fils Ivan, enfant du Touchineski Vor, auprès de Zaroutski, suivit ce dernier dans sa fuite. Troubetzkoï entama des négociations avec Pojarski, mais celles-ci n'avaient pas encore abouti que Choudkievitch, voievode de Sigismond, attaqua brusquement l'armée russe. La bataille fut sanglante, acharnée, féroce de part et d'autre. Les Cosaques de Troubetzkoï ne luttèrent que mollement au début, mais Abraham Palitzine, venu rejoindre Pojarski, stimula leur zèle par un discours vibrant : les Cosaques se ressaisirent et se jetèrent dans la mêlée. Les Polonais furent mis en déroute. Troubetzkoï et Pojarski se hâtèrent alors d'attaquer la garnison polonaise de Moscou. Le 22 octobre, Kitaï-Gorod tomba aux mains des Russes après un violent assaut ; les Polonais capitulèrent. Le roi Sigismond, arrivé trop tard pour sauver les siens, et repoussé, dut rentrer en Pologne.

Pour la première fois, depuis les invasions tatares, Moscou triomphait d'une domination étrangère qu'elle venait de subir pendant deux ans. Deux siècles plus tard, elle devait voir son

sol de nouveau foulé par des armées ennemies : elle vainquit alors Napoléon.

Convocation du Zemski-Sobor. Mikhaïl Romanof élu tsar (1613). — Le lendemain de la délivrance de Moscou, Pojarski et Troubetzkoï demandèrent à toutes les villes russes d'envoyer sans tarder leurs députés élus afin de réunir le Zemski-Sobor à Moscou et d'élire un tsar.

« Le peuple russe » écrit Kostomarof, « n'avait pas encore oublié les souffrances des Romanof sous le règne de Boris ; comme il venait lui-même de subir une épreuve terriblement douloureuse, son choix devait naturellement se porter sur un rod qui, par ses malheurs, avait communié avec la douleur de la nation entière. Le souvenir de la tsarine Anastasie et de Nikita Romanof, qui intervint souvent auprès de Grozni en faveur de nombreux malheureux et dont les chants populaires glorifiaient déjà le nom, tout poussait le peuple à choisir Mikhaïl Romanof. »

Le vote du Zemski-Sobor fut l'écho de la volonté du peuple. Le 21 février 1613, Mickhaïl Phéodorovitch devint tsar.

Il n'était pas alors à Moscou. Délivré par Pojarski — on se souvient que les Polonais l'emprisonnèrent au Kremlin — il se rendit immédiatement avec sa mère dans leurs pomiestiés de Kostroma. Un détachement polonais qui se trouvait encore en Russie à cette époque, apprenant l'élection de Mikhaïl, décida de le tuer. Un paysan, Ivan Soussanine, eut le temps de faire fuir son maître, indiqua aux ennemis une fausse route et fut massacré par eux. (Cet épisode fait le sujet du célèbre Opéra : « *La Vie pour le Tsar.* »)

Mikhaïl se sauva avec sa mère et se réfugia au monastère Ipatievski où l'ambassade du Zemski-Sobor vint le retrouver pour lui annoncer son élection. Une scène déchirante eut lieu : (on sait que le père Philarète était prisonnier en Pologne) ; la mère, en pleurant, déclara à Mikhaïl qu'il allait à sa mort, que, par ces temps cruellement troublés, rien ne demeurait stable en Russie. Mikhaïl, impressionné, se joignit à sa mère pour refuser le pouvoir. L'archevêque de Riazan qui présidait l'ambassade se saisit alors d'une icône qui se trouvait là. « Que faites-vous ? » s'écria alors le jeune tsar seulement âgé de seize ans. « Pourquoi toucher aux icônes divines ? Vous savez que régner est au-dessus de mes forces. » L'archevêque, tenant toujours l'icône, répondit : « Si tu crois en elle, tu dois savoir que tu es élu par Sa volonté et non par la nôtre. Elle te donnera la force de régner. » Mikhaïl se tourna alors vers sa mère,

attendant qu'elle parlât. Celle-ci toute en larmes consentit enfin à bénir son fils. Mikhaïl Romanof devenait tsar de par la volonté du peuple.

L' « Epoque Trouble » prenait fin. La Russie venait de vivre une redoutable et cruelle épreuve d'où elle sortait plus confiante en ses destinées, plus unie au tsar qu'elle aimait et qu'elle avait choisi, plus forte aussi par ses belles victoires contre ses ennemis du dehors. Une dynastie nouvelle s'établissait sur le trône de Moscou : les Romanof allaient poursuivre l'œuvre des Riourikovitchis, la création d'une Russie puissante s'ouvrant, par les mers conquises, à la culture occidentale et s'efforçant de libérer des jougs étrangers tous ses frères slaves d'Europe, ne cessant de viser Constantinople, la Tsargrad civilisatrice des premiers kniaz.

Mikhaïl Phéodorovitch (1613-1645). Lutte contre les ennemis intérieurs. — Le couronnement de Mikhaïl eut lieu en juin. La tâche qui lui incombait était lourde : le peuple souffrait d'une misère terrible ; des Cosaques, des Polonais, des bandits erraient à travers les campagnes, incendiant, dévastant tout et terrifiant les populations. Zaroutski préparait un soulèvement à Astrakhan où Marina venait de proclamer tsar son fils Ivan ; les terres de Smolensk et de Sieversk se trouvaient aux mains des Polonais. Novgorod venait d'être prise par les Suédois qui profitaient des troubles pour envahir la Moscovie. Mikhaïl, qui assumait une responsabilité écrasante pour un si jeune homme, n'avait personne qui pût le conseiller utilement. Sur l'avis de quelques boïars, parmi lesquels le kniaz Pojarski que le tsar éleva à ce rang, pour le récompenser de ses services, Mikhaïl décida de régner d'accord avec l'assemblée nationale : aussi le Zemski-Sobor fut-il souvent convoqué sous ce règne.

Lorsque les habitants d'Astrakhan connurent l'élection du tsar Mikhaïl, ils se soulevèrent contre Zaroutski et Marina. Le voïevode s'enfuit mais fut fait prisonnier par les troupes du tsar, conduit à Moscou et mis à mort ; le fils de Marina subit la peine de la pendaison et la Polonaise, jetée en prison, y mourut bientôt, laissant un triste souvenir dans les chants populaires russes.

Les Cosaques n'en continuèrent pas moins leurs courses dévastatrices à travers le pays. Le Zemski-Sobor et Mikhaïl essayèrent tout d'abord de s'entendre avec leurs atamanes ; mais, devant l'inutilité de leurs efforts, ils décidèrent d'envoyer contre eux une armée.

En 1614, l'Atamane Balovène marcha sur Moscou avec

plusieurs milliers de Cosaques, mais une forte armée commandée par le kniaz Obolenski les culbuta et fit prisonnier Balovène, condamné à mort peu après. Il restait Lissovski, le célèbre Touchinski voievode : Mikhaïl envoya contre lui Pojarski, mais la mort de Lissovski rendit bientôt inutile la lutte entreprise.

Guerre avec la Suède et la Pologne (1615-1618). — Tandis que Mikhaïl triomphait à grand peine des menaces intérieures, il se voyait contraint de lutter en même temps contre la Suède et surtout contre la Pologne dont le roi Sigismond se considérait toujours comme tsar de Russie.

Le roi de Suède, Gustave Adolphe, après avoir pris Novgorod, marcha sur Pskof, mais son armée y fut décimée, grâce à l'énergique résistance de la ville. A ce moment, l'Angleterre et la Hollande, dont le commerce avec la Russie souffrait beaucoup depuis l'Epoque Trouble et dont l'intérêt voulait le rétablissement le plus rapide de l'ordre dans l'Etat moscovite, offrirent leur médiation aux deux belligérants. En 1617, la paix fut signée à Stolbovo : la Suède rendait à la Russie Novgorod avec plusieurs autres grandes villes, mais gardait le littoral du golfe de Finlande. Ces conditions, malgré le succès de Pskof, étaient inespérées car Mikhaïl, dans l'état où se trouvait la nation, eût été incapable de continuer la guerre. Le tsar et le Zemski-Sobor se résignèrent donc à la perte du golfe de Finlande, la Russie n'ayant pas trop de toutes ses forces pour la lutte contre ses frères slaves, les Polonais, lutte dont dépendait son existence. Le tsar remercia l'Angleterre et la Hollande de leur intervention en accordant des privilèges spéciaux à leurs marchands qui devinrent presque les maîtres du commerce à Arkhangel.

La puissance de la Pologne ne lui permettait pas de vaincre à elle seule la Moscovie. La Russie, d'autre part, appauvrie par l'Epoque Trouble, devant lutter contre trop d'ennemis à la fois, ne pouvait triompher des Polonais. Pendant quatre ans, des escarmouches, des combats indécis eurent lieu, suivis de négociations facilement rompues ; en 1618, enfin, Vladislas, le fils de Sigismond, réunit une puissante armée, grossie de Cosaques Petits-Russiens et parvint jusqu'aux murs de Moscou. L'indépendance de la Russie se trouvait de nouveau menacée. Vladislas donna l'ordre de monter à l'assaut, mais son armée fut rejetée et poursuivie par les Russes, subissant des pertes terribles. Malheureusement Mikhaïl ne possédait plus d'armée pour achever sa victoire ; la Pologne elle-même épuisée par ce

dernier effort consentit à des négociations. En 1618, un accord se conclut près du Troitski-Monastir : la Pologne gardait les terres conquises, Vladislas ne renonçait pas à ses droits à la couronne russe, mais le but désiré par les deux pays était atteint ; une trêve fut signée pour quatorze ans. De plus, il y eut échange de prisonniers : le père du tsar, le métropolite Philarète, revint enfin à Moscou en 1619. Immédiatement élu patriarche, dignité qui n'avait pas été remplie depuis la mort d'Hermogène, Philarète devait jouer un grand rôle dans le gouvernement du pays.

Le patriarche Philarète (1619-1633). Pénétration de la culture occidentale. — Dès son retour, Philarète s'imposa par la fermeté de son caractère, son expérience des problèmes politiques, sa forte volonté de réorganiser le pays. Il devint donc non seulement le conseiller de son fils, mais prit lui-même la direction du pouvoir qu'il garda jusqu'à sa mort en 1633. Toutes les lois de l'époque portent la signature du « Gossoudar tsar Mikhaïl Phéodorovitch et du Veliki Gossoudar Saint Patriarche Philarète Nikititch ».

Philarète convoqua sans tarder le Zemski-Sobor. La misère du peuple était toujours terrifiante, les impôts devenaient de plus en plus lourds, insupportables pour le peuple. Le Zemski-Sobor décida de dresser de nouvelles listes de paysans et de propriétaires fonciers déterminant les fortunes de chacun et la part que krestianine et pomietchtchik devaient verser à l'Etat ; de plus, Philarète et l'assemblée nationale résolurent d'appeler des représentants spéciaux élus par les cités, qui viendraient à Moscou avec des renseignements complets sur l'état économique de leurs régions. Les moyens seraient ainsi étudiés de remédier à la misère générale du pays.

Tandis que Philarète et Mikhaïl travaillaient ainsi avec énergie au bien-être de la nation, Moscou, malgré tous les dangers qu'elle courait, n'interrompait pas ses rapports avec le monde européen occidental. L'Etat russe ne pouvait trouver de l'argent chez son peuple que l'Epoque Trouble avait ruiné ; le tsar accorda de grands privilèges aux Anglais et aux Hollandais dont le commerce se faisait de plus en plus actif à Arkhangel : ces échanges furent une source de revenus pour Moscou. Le trésor s'enrichit en effet et réussit à obtenir beaucoup de monnaies d'argent. Il est intéressant de noter à ce propos que le roi d'Angleterre donna au tsar vingt mille roubles pour sa guerre contre la Pologne et que le Shah de Perse prêta à Mikhaïl sept mille roubles d'argent.

Mikhaïl et Philarète appelèrent des officiers suédois et allemands pour réorganiser l'armée russe. Des ingénieurs étrangers exploitèrent pour la première fois en Russie des mines d'or, d'argent, de plomb et de fer. Vinouss de Hollande et l'Allemand Marsseliss créèrent les premières usines métallurgiques de Moscovie. Le célèbre savant astronome et géographe Adam Oléarius qui revenait en Allemagne d'un voyage d'études en Perse fut invité par Philarète à rester à Moscou et Mikhaïl insista, disant que la Russie avait besoin de savants comme lui. Oléarius refusa l'invitation, mais demeura à Moscou quelque temps, et écrivit un ouvrage fort curieux sur les mœurs moscovites de l'époque. Notons encore que Louis XIII, roi de France, désirant que les marchands français eussent les mêmes avantages en Russie que leurs concurrents anglais, envoya une ambassade à Mikhaïl pour lui demander de conclure une alliance entre les deux pays. Vers la fin du règne de Mikhaïl, plus de mille familles protestantes européennes habitaient Moscou après avoir fui les guerres religieuses qui ensanglantaient alors leur pays.

Malheureusement, les efforts du pouvoir pour rétablir l'ordre en Russie et y augmenter l'influence de la culture européenne furent interrompus par un nouvelle guerre contre la Pologne qui ne cessait de se prétendre maîtresse de la Moscovie.

Seconde guerre avec la Pologne (1632-1634). — En 1632, Sigismond mourut ; la Pologne dut élire un nouveau roi. Mikhaïl profita des troubles qui agitèrent alors la nation ennemie pour lui déclarer la guerre. Pour la seconde fois, sous ce règne, se posait le grave problème de la suprématie polonaise ou russe. Les premiers combats furent heureux. Plus de vingt villes tombèrent aux mains du voievode Cheine. Les Russes attaquèrent ensuite Smolensk : après huit mois de siège, cette ville reçut le secours de Vladislas, le fils de Sigismond qui venait d'être élu roi de Pologne. A ce moment, les Tatares de Crimée envahirent la Moscovie : un grand nombre de boïars dont les régions étaient dévastées par ce nouvel ennemi, quittèrent alors Cheine, diminuant de presque la moitié l'armée du voievode. Celui-ci, sans livrer bataille, capitula, abandonnant ses vivres et ses canons. A son retour à Moscou, il fut mis à mort par Mikhaïl comme traitre à la patrie. La Russie se trouvait aux prises avec deux terribles ennemis à la fois. Les Tatares battus durent quitter le pays ; Vladislas, qui, après sa victoire de Smolensk, marcha sur

Moscou, subit un revers grave près de la forteresse de Bielaia. N'ayant plus d'armée à sa disposition, il offrit la paix à Mikhaïl ; le tsar, contraint malheureusement de l'accepter, car ce nouvel effort avait épuisé ses forces, signa un traité dont les conditions étaient purement morales : Vladislas reconnaissait définitivement Mikhaïl tsar de la Moscovie. Un nouvel échange de prisonniers eut lieu : le corps du prince Vassili Chouiski, mort prisonnier en Pologne, fut rendu à la Russie.

Les Cosaques s'emparent d'Azof (1637-1642). L'œuvre de Mikhaïl. — Les Russes venaient de chasser les Tatares de Crimée : en repoussant ces ennemis, les Cosaques du Don envahirent les terres du sultan dans la région d'Azof. Celui-ci se plaignit au tsar ; mais Mikhaïl lui répondit qu'il n'était pas responsable des faits et gestes des Cosaques. Ceux-ci, apprenant les réclamations du souverain ottoman, prirent sur eux d'attaquer Azof : après une bataille sanglante et un siège très court, la ville fut enlevée d'assaut (1637). Cette grande victoire marquait un premier pas vers la maîtrise de la mer Noire ; le sultan ne pouvait permettre aux Russes de garder un centre militaire et commercial aussi important. Il équipa une armée formidable — pour l'époque — de deux cent mille hommes, et l'envoya reprendre Azof. Les Cosaques, bien que sensiblement inférieurs en nombre, mirent en déroute l'armée turque ; mais ils comprenaient l'impossibilité de continuer seuls une guerre contre la Turquie ; aussi envoyèrent-ils une ambassade à Mikhaïl, lui demandant de garder Azof et réclamant des secours contre les Ottomans. Mikhaïl n'ignorait pas l'importance de la conquête d'Azof, mais, sachant que son pays avait besoin de se remettre des longs efforts péniblement soutenus durant les dernières années, il ne voulut pas prendre une décision aussi grave que celle d'une guerre contre la Turquie sans convoquer le Zemski-Sobor. L'assemblée se déclara prête à tous les sacrifices possibles, mais rendit compte au tsar de l'état économique effroyable dans lequel se trouvait le pays. Le tsar vit alors qu'une nouvelle guerre était impossible : il donna l'ordre aux Cosaques d'abandonner Azof.

Pour la première fois cependant, des soldats russes infligeaient une sanglante défaite à une forte armée turque : fait significatif pour l'avenir.

Ce fut le dernier grand événement du règne de Mikhaïl. Le premier Romanof avait rempli sa tâche : au lendemain de l'Epoque Trouble, lorsque la Moscovie se trouvait déchirée par des partis hostiles, lorsque le roi Sigismond la proclamait

terre polonaise, le tsar élu par le peuple russe devait tout d'abord assurer l'existence indépendante de ce peuple. En mourant, Mikhaïl laissait la Russie ayant secoué le joug polonais, arrêté la Suède dans sa marche envahissante, battu les Turcs et les Tatares et commencé enfin la pacification intérieure du pays.

Mikhaïl mourut l'été de 1645. Sa femme, la tsarine Evdokia Lioukianovna, fille de boïar, le suivit peu après dans la tombe Ils avaient eu quatre enfants dont l'aîné, Alexis, âgé de dix-sept ans, monta sur le trône. Avant de mourir, Mikhaïl recommanda à son fils, trop jeune encore, de suivre les conseils de son précepteur Morozof.

Alexei Mikhaïlovitch (1645-1676). Gouvernement de Morozof (1645-1648). Emeute à Moscou. — Alexeï laissa Morozof gouverner en son nom ; celui-ci était un homme très intéressé, sans aucun scrupule : il profita de la toute puissance que lui accordait le tsar pour en tirer de nombreux avantages personnels. Il choisit autour de lui des fonctionnaires encore plus ambitieux qui opprimèrent le peuple dont la misère augmentait sans cesse ; la masse des campagnes commençait seulement à se remettre de sa détresse matérielle lamentable, grâce aux mesures prises par Philarète et Mikhaïl. L'arbitraire et les féroces exactions de Morozof et de ses créatures allaient aggraver la misère du peuple et provoquer de terribles soulèvements.

Le tsar épousa bientôt la fille du boïar Miloslavski, Maria. Morozof se maria lui aussi avec une autre fille de ce boïar : son autorité s'en accrut, et Miloslavski saisit cette occasion pour aider ses amis et ses parents à prendre de hauts postes administratifs.

Le peuple moscovite ne cessait d'adresser des plaintes au tsar, mais les boïars ne les remettaient pas au Gossoudar. La patience du peuple, soumise à une si rude épreuve, ne put durer : une émeute terrible éclata à Moscou en juin 1648. La foule entoura le tsar qui se rendait au service religieux et exigea qu'il mît à mort Morozof et les hauts fonctionnaires moscovites : Alexei qui ne comprenait rien à cette révolte ne pensa tout d'abord qu'à sauver Morozof. Pendant plusieurs jours, Moscou fut à feu et à sang. Le peuple massacra de nombreuses personnalités qui lui étaient odieuses. Des soulèvements semblables éclatèrent dans de nombreuses villes russes.

Cependant le tsar exigea des explications et son oncle Nikita Romanof dut, sur son ordre, promettre au peuple que

tous les fonctionnaires coupables seraient destitués et les impôts allégés. Morozof que le tsar avait envoyé dans un monastère put revenir à Moscou, mais Alexis lui retira sa confiance qu'il accorda alors au boïar kniaz Odoievski. De plus, Alexei Mikhaïlovitch comprit que la disgrâce de quelques fonctionnaires ne suffisait pas : il fallait changer les lois du pays et veiller à leur stricte exécution.

Convocation du Zemski-Sobor (1648). Les Réformes de 1649. — Au mois de juillet 1648, le tsar réunit dans son palais la Douma des boïars, ainsi que tous les grands dignitaires de l'Eglise, sous la présidence du patriarche, afin d'étudier avec eux les moyens de rétablir le règne de l'ordre et de la justice dans le pays. On décida de nommer une commission de cinq membres : trois boïars et deux diaks (secrétaires). Cette commission, que présidait Odoievski, serait chargée de revoir les anciens codes russes, de s'inspirer des préceptes des apôtres et de ceux des Saints Pères, des lois byzantines, polono-lithuaniennes, et de préparer un nouveau code plus conforme aux nécessités urgentes de la vie russe.

De plus, afin de ne pas perdre de temps, le tsar, le patriarche et les boïars convoquèrent pour le premier septembre le Zemski-Sobor : le kniaz Odoievski travaillerait, d'accord avec les membres élus des villes. Les lois nouvelles les plus importantes furent les suivantes : l'Eglise et les monastères perdaient le droit d'acquérir des terres. Les paysans devenaient définitivement des **Krépostnié**, serfs. (Cette mesure était rendue urgente par la dépopulation croissante de la Moscovie, provoquée par la misère et la fuite des paysans dans l'oukraina et les champs libres). Les boïars et les prêtres perdaient certains privilèges judiciaires. Enfin toute vénalité, toute injustice devaient être rigoureusement châtiées, tout complot contre le tsar entraînerait la peine de mort.

Le nouveau code prit le nom de « Sobornoie Oulojenie » (code du Sobor). Les trois cent quinze membres du Zemski-Sobor apposèrent leur signature sur la pièce originale, dont deux mille exemplaires furent distribués à travers toute la Russie (1649).

Emeutes à Novgorod (1650) et à Moscou (1662). — L'année qui suivit la promulgation de l'Oulojenie, une émeute sanglante éclata à Pskof et à Novgorod. En vertu de la paix de Stolbovo, les tsars envoyaient à la Suède du blé et de l'argent ; en 1650, le peuple, qui mourait de faim, cria à la trahison, prétendant qu'on affamait les Russes, tandis « qu'on

donnait à manger aux « niemtsis » (1). Le métropolite Nicone, qui joua un grand rôle, plus tard, en Russie, voulut intervenir pour apaiser la foule, mais faillit être massacré. A l'approche des troupes du tsar, les Novgorodsis se soumirent aussitôt, mais Pskof résista quelques semaines et ne céda qu'à la promesse d'une amnistie du tsar.

Quelques années plus tard, une nouvelle révolte eut lieu à Moscou ; le besoin d'argent se faisait sentir toujours davantage : la guerre contre la Pologne, décidée par Alexis, avait vidé le Trésor, et la monnaie d'argent fut remplacée par celle de cuivre. La vie devint plus cher, le prix des denrées monta terriblement, tandis que se poursuivait la guerre. Une émeute finit par éclater, bouleversant la vie de Moscou pendant quelques jours. Des mesures durent être prises pour apaiser le peuple.

Ce n'était qu'une trêve, un soulèvement beaucoup plus terrible et dangereux allait secouer tout l'Etat moscovite, en 1668.

Stiènka Razine. Tentative révolutionnaire ((1688-1671). — Le nombre des cholops et des krestianines qui fuyaient dans les champs libres des Cosaques avait augmenté dans de fortes proportions depuis l'Epoque Trouble, et surtout après la mise en vigueur du Sobornoie Oulojenie qui asservissait définitivement les paysans à la glèbe. Le gouvernement envoyait fréquemment des troupes afin d'arrêter les fuyards, mais ceux-ci, une fois parvenus dans les régions du Don, devenaient libres et se mettaient sous la protection des Cosaques. Les atamanes demandaient aux fugitifs une seule chose : ne pas labourer la terre et vivre, comme eux, de pêche et de chasse. Les Cosaques craignaient que la culture du sol ne les changeât en paysans, et que le gouvernement moscovite ne les transformât en krepostnié.

Vers les années 60 du XVII[e] siècle, un atamane hardi et plein de décision, Stéphane Razine (on l'appelait par son diminutif, Stiènka), prit le commandement des Cosaques du Don. « Austère et concentré, homme d'une rare vigueur physique, brave et maniant le fusil avec adresse, Stiènka s'adonnait fréquemment à l'ivrognerie, à la débauche et ne reculait devant aucun moyen qui lui permettait d'atteindre le but fixé ; il détestait tout pouvoir supérieur au sien, et, dans la lutte, sa conduite demeurait aussi sévère que cruelle. L'autorité de

(1) Niémets. — Au début : Européen, étranger sans distinction du pays d'origine.

son regard et de sa voix contraignait ceux qui l'approchaient à lui obéir, malgré eux ; on le considérait même comme un mage, invulnérable aux armes à feux, comme aux armes blanches. »

Stienka Razine, pour rendre possible la réalisation de ses desseins contre Moscou, résolut, tout d'abord, de conquérir richesses et gloire. De 1668 à 1669, il guerroya contre la Perse, s'empara de villes et de villages, battit une flotte du Shah dans la mer Caspienne, et se saisit de navires dont il confisqua les biens. En 1669, il revint à Astrakhan, riche de butins et glorieux déjà ; les voievodes d'Alexeï, pour ne pas engager une lutte, lui demandèrent simplement de leur livrer les canons qu'il avait pris et les navires dont il ne pouvait plus tirer profit. Razine, ne se sentant pas encore assez fort pour déclarer la guerre au tsar, accepta les conditions des voievodes.

Toute la région du Don devint bientôt le centre d'une extrême agitation : la « *golitba* » (nom donné à la population nomade non cosaque des champs libres, de *goly* (nu, va-nu-pieds), se groupa autour de Stienka qui prépara une expédition contre le tsar.

En mai 1670, Razine, à la tête des Cosaques et de la golitba, attaqua subitement les voievodes près des rives de la Volga, les culbuta, et s'empara rapidement de quatre grandes villes : Astrakhan, Tsaritsine, Saratof et Samara. Stienka soulevait le peuple, déclarant qu'il faisait la guerre aux puissants de ce monde, les riches, les boïars, les dvorianines, tous les propriétaires terriens, petits et grands C'était une véritable révolution sociale. Bientôt, le mouvement s'étendit à de nombreuses provinces et gagna des centres aussi importants que Novgorod, Nijni-Novgorod, Tambof, Pensa, les environs mêmes de Moscou.

Stienka lançait des proclamations dans lesquelles il exprimait la volonté d'établir en Russie le « *Kazatchestvo* » (la vie libre des Cosaques), et l'égalité de tous devant la loi. Alexeï, voulant abattre d'un seul coup la révolte, prépara une puissante armée, instruite par des officiers étrangers, Suédois et Allemands, et mit à sa tête le kniaz Bariatinski. Razine venait d'atteindre Simbirsk. La ville fut énergiquement défendue par le voievode Miloslavski, et sa résistance, qui dura un mois, permit à Bariatinski d'arriver à son secours. Cette bataille, atrocement sanglante, se termina par la défaite de Stienka ; il s'enfuit dans le Midi. Ses villes et ses campagnes, en révolte,

soit par la violence, soit par la persuasion, revinrent bientôt à la vie normale.

Razine, réfugié à Tsaritsine, essaya de lever une nouvelle armée ; mais, cette fois, les Cosaques ne le suivirent pas : l'atamane Iakovlef se saisit de Stiènka et l'emmena captif à Moscou, où il fut pendu après avoir été mis à la torture.

Le souvenir de Stienka Razine demeure, aujourd'hui encore, profondément gravé dans les souvenirs populaires, comme celui d'un héros, d'un lutteur pour la liberté du peuple, désirant soulager la détresse du moujik, le protéger contre l'oppression, le délivrer du servage.

De nombreuses chansons glorifient les exploits de l'atamane Stienka ; l'une d'elles, fort belle, nous paraît assez intéressante pour en traduire, ici, quelques passages :

« *Un roc se dresse sur les rives de la Volga,*
Verdi par la mousse sauvage,
Jusqu'à la cîme,
Depuis des siècles,
Il défie l'immensité,
Comme revêtue d'un linceul.
Ignorant les soucis, la douleur.
Seuls, les vents libres
Balayent sa cime nue,
Et un aigle puissant
Qui construisit là son nid,
Y déchire ses proies.
Un seul homme a gravi ce rocher,
Seul, il put atteindre sa cime haute...
...Il y resta jusqu'à l'aube,
Et de puissantes pensées
Travaillèrent son âme ;
De riches méditations
L'agitèrent, du crépuscule à l'aurore ;
Et sous les murmures des vagues,
Dans le calme nocturne apaisant,
Il prit une résolution terrible..
...Il ne put réaliser
Sa forte volonté ;
Sa destinée fut autre...
...Et le roc garde encore
L'immortelle méditation de Stéphane.
Et, seul avec la Volga,

Il se souvient parfois
Des exploits héroïques de l'atamane.
S'il existe en Russie
Un seul homme
Etranger à la cupidité humaine,
Vivant de l'unique justice,
Qui n'opprimât point le moujik,
Aimant la liberté comme une mère sainte
Et qui eût souffert en son nom,
Que celui-là gravisse hardiment le roc
Qui murmurera à ce nouvel héros
Toutes les pensées de Stéphane.

La Rietch Pospolitaia (Res Publica : République) polonaise. — Le problème polonais n'avait rien perdu de son acuité dangereuse : la Pologne demeurait une voisine trop redoutable pour la Russie, surtout depuis qu'à la faveur des troubles, elle s'était emparée de nouveaux territoires russes, pour qu'une paix fût possible. D'ailleurs, la force des choses — le destin historique n'est pas seulement la résultante de puissances mystérieuses et inconnues, mais aussi le logique aboutissement d'événements trop vite oubliés par les hommes — allait contraindre les tsars à régler en même temps la question des vieilles principautés prises aux premiers kniaz, dès la fin du XIV^e^ siècle, par la Lithuanie et la Pologne.

Ces régions polono-lithuanisées formèrent, aux XV^e^ et XVI^e^ siècles, des provinces connues sous le nom de Russie Blanche, de Petite Russie ou d'Ukraine, de Polésie, de Podolie, de Volhynie, de Galicie. Désirant hâter la polonisation de toute cette Russie occidentale, et cherchant à unir définitivement la Lithuanie et la Pologne, le roi polonais réunit, en 1569, à Lublin, une diète de députés lithuaniens, polonais et russes occidentaux : *l'Union de Lublin* consacra la fusion de tous les pays en une seule « *Rietch Pospolitaia* » (Res Publica).

Cette Rietch fut divisée en deux Etats : la Pologne proprement dite, qui comprenait aussi la Russie sud-occidentale, et le grand-duché de Lithuanie, dont faisait partie la Russie nord-occidentale. La langue, les mœurs et les institutions polonaises se répandirent bientôt dans les terres conquises de Russie ; mais, pour assurer la polonisation plus rapide de ces provinces, le gouvernement polonais décida de convertir au catholicisme, par tous les moyens, les populations tombées sous son pouvoir.

Les Jésuites en terre russe. Les Confréries orthodoxes du XVI^e^ et du XVII^e^ siècles. — En 1564, des Jésuites appelés en Pologne et en Lithuanie, afin de combattre le protestantisme, furent chargés de la conversion des Russes au catholicisme. Ces jésuites créèrent des écoles gratuites, écrivirent des ouvrages pour propager la religion de Rome, organisèrent des controverses publiques, firent de brillantes conférences. Les protestants envoyèrent volontiers leurs enfants aux écoles des jésuites, car ceux-ci leur donnaient une éducation de tout premier ordre et instruisaient gratuitement leurs élèves. De nombreux dvorianiés de la Russie occidentale devinrent bien tôt des catholiques fervents, sous l'influence de la propagande des jésuites. Parmi ceux-ci, un homme de valeur se distingua : Pierre Skarga, qui écrivit un ouvrage, très lu à l'époque, intitulé : *De l'Unité de l'Eglise.*

Mais l'orthodoxie, le slavisme russe ne devait pas disparaître dans les terres subissant le joug polono-lithuanien. Au XV^e^ et au XVI^e^ siècles, des hommes, comme le kniaz Ostrojski et son fils Constantin, le kniaz Kourbski, l'exilé, travaillèrent à répandre des livres russes, à instruire le peuple, à l'armer, de toute manière, pour résister aux efforts des jésuites ; de plus, des « *bratstvos* » (brat-frère, confrérie) s'organisèrent, dont les membres élisaient les prêtres, veillaient à la sécurité des églises, limitaient le pouvoir du clergé et le protégaient contre la persécution du gouvernement polonais. Trois de ces bratstvos eurent une grande influence éducatrice sur le peuple : celles de Lvof, en Galicie ; de Vilna, en Lithuanie ; et de Kief, en Petite Russie.

En 1595, un certain nombre d'évêques orthodoxes désireux de conquérir leur indépendance en rejetant la domination des confréries demandèrent au roi de Pologne de les aider à faire reconnaître par le pape l'union définitive des deux Eglises. Le roi de Pologne conseilla à ces évêques d'envoyer une ambassade à Rome. L'évêque de Loutsk et celui de Vladimir Volynsk partirent pour l'Italie et prièrent le Saint-Père de bien vouloir prendre sous sa protection l'Eglise russe tout entière.

L'année suivante, en 1596, lorsque les autres évêques russes occidentaux apprirent cette « trahison », ils envoyèrent au roi de Pologne une délégation, présidée par le kniaz Constantin Ostrojski, protestant contre la démarche de leurs frères. Le roi n'accepta pas cette protestation et convoqua un Sobor de l'Eglise, à Brest, afin de reconnaître officiellement l'union avec Rome. Mais les deux partis adverses tinrent des séances

séparées et se condamnèrent réciproquement, s'excommuniant l'un l'autre. Après ce congrès, les orthodoxes non « uniates » furent persécutés, leurs églises fermées, eux-mêmes privés de tout droit politique. La lutte entre le catholicisme et l'orthodoxie prit deux caractères différents : les hautes classes, laïques et religieuses, répondaient aux jésuites par des écrits, des ouvrages de polémique ; le peuple et les Cosaques se soulevaient les armes à la main, et des combats fréquents et sanglants avaient lieu entre Russes et Polonais. Comme nous le disions plus haut, la force des choses allait contraindre les tsars à intervenir dans une lutte pour l'indépendance des Slaves orthodoxes subissant le joug polonais catholique.

Les bratstvos usèrent de leur influence morale et matérielle pour aider le peuple dans sa guerre contre les jésuites : ils créèrent des écoles, envoyèrent des jeunes gens dans les universités occidentales afin de posséder une jeunesse capable d'instruire et d'éduquer toujours plus les populations.

L'Académie de Kief. — L'une des confréries, celle de Kief, joua un rôle prépondérant à cette époque. Le métropolite Pierre Mogila (1596-1616), qui avait suivi les cours de l'Université de Paris, puis servi dans l'armée polonaise, résolut de fonder dans l'église Bogoiavlenski une académie-collège, véritable université. Il envoya des laïques et des moines à l'étranger, et travailla lui-même à l'éducation de la jeunesse petite-russienne. L'académie Mogilianskaia devint le premier centre russe d'un intense mouvement intellectuel, donnant des instituteurs et des éducateurs non seulement à toute la Russie occidentale subissant la loi polonaise, mais aussi à la Moscovie.

Le « Kozatchestvo » du Dniepr. Sa lutte contre la Pologne. — Les Cosaques des terres du Dniepr se divisaient en ceux de l'Ukraine et ceux de la Zaporojie (celle-ci se trouvait dans les régions du bas Dniepr). Les Zaporogues habitaient de nombreuses îles du grand fleuve ; l'une d'elles, l'île Chortita, était un centre fortifié, sorte de quartier général des Zaporogues, connu sous le nom de Zaporojskaia Sietch (communauté des Zaporogues).

Les Cosaques du Dniepr vivaient en communauté libre, ne reconnaissant ni la domination polonaise, ni celle des Turcs et des Tatares. Tout homme orthodoxe pouvait devenir Cosaque, aux conditions suivantes : chasteté, honnêteté, simplicité de vie, lutte pour l'orthodoxie, obéissance aux atamanes élus, bravoure à toute épreuve. Des combats incessants avaient lieu entre les Cosaques et les Tatares ; quant à la lutte contre la

Pologne, elle prit un caractère de gravité croissante, depuis la fin du XVI[e] siècle et le commencement du XVII[e]. Nous verrons comment un grand atamane demanda et obtint l'intervention du tsar Alexeï.

La Petite-Russie se soulève contre la « Rietch Pospolitaia » (1646-1654). Le Zemski-Sobor proclame son retour à la Moscovie (1653). — Nalivaiko, Tarass, Pavliouk furent les premiers grands atamanes qui luttèrent sans répit contre la Pologne. Mais leurs soulèvements partiels furent réprimés cruellement ; les combats entre Russes occidentaux et Polono-Lithuaniens étaient marqués par une férocité réciproque, sans exemple, et une persécution plus grande de la religion orthodoxe suivait la défaite des Cosaques et des Petits-Russiens. Ce fut avec Bogdane Chmelnitski que la lutte pour l'indépendance prit un caractère général et décisif.

Bogdane Chmelnitski avait été élevé dans une école du bratstvo de Kief, puis dans un collège de jésuites. Il se mit au service de l'armée polonaise, mais se brouilla avec ses supérieurs, fut jeté en prison et y souffrit des injures des persécuteurs de sa race. Il put fuir, résolu à se venger : de retour en Petite-Russie, il organisa la révolte en persuadant aux Tatares de Crimée que les Polonais étaient leurs ennemis communs (1646).

En 1648, Cosaques et Tatares envahissent la Pologne et rencontrent le hetman (voievode) polonais Pototski aux Eaux-Jaunes. Chmelnitski y culbute l'armée ennemie, la poursuit, lui livre de nouveau bataille à Korsoune et la met en déroute. Ces deux victoires rendent Bogdane maître de l'Ukraine, de la Galicie, de la Podolie et de la Volhynie. Tout le clergé orthodoxe de la Russie occidentale appelle alors le peuple russe au soulèvement contre la Pologne-Lithuanie. A cette époque, Vladislas, le roi de Pologne, meurt, et son frère Ian Casimir lui succède. Celui-ci, n'ayant plus d'armée, propose la paix à Chmelnitski. L'atamane se trouve alors au faîte de la gloire : le Sultan de Turquie lui demande son alliance, sans obtenir de réponse ; le tsar Alexis le félicite de ses victoires, et Bogdane lui écrit de profiter de l'occasion qui se présente pour reprendre à la « Rietch Pospolitaia » les terres de Smolensk et les autres régions orthodoxes subissant le joug exécré.

Les conditions de paix offertes par Ian Casimir sont repoussées par Chmelnitski ; la guerre reprend : une troisième bataille sanglante a lieu à Zborovo et se termine par un nouveau désastre polonais. Cette fois, le roi de Pologne est con-

traint de se soumettre à la loi du vainqueur. Le traité de Zborovo (1649) accorde amnistie entière aux révoltés ; la « Rietch Pospolitaia » accepte que l'armée cosaque monte à 40.000 hommes et lui donne les provinces de Kief, de Poltava, de Tchernigof et de Podolie ; les jésuites perdent le droit de séjour dans les régions où existent des écoles russes orthodoxes ; le métropolite de Kief peut siéger au Sénat de Pologne et toutes les fonctions administratives en Ukraine doivent être remplies par des orthodoxes.

Cette paix ne pouvait contenter aucun des deux partis : le peuple russe occidental désirait l'indépendance complète, et la Pologne catholique viola elle-même, la première, les conditions du traité en refusant au métropolite de Kief de venir siéger au Sénat. En 1651, les hostilités reprirent.

Ian Casimir se trouvait alors à la tête d'une formidable armée qui représentait toutes les forces disponibles de la « Rietch Pospolitaia ». Bogdane Chmelnitski commandait une armée de Cosaques et de Tatares, mais ceux-ci trahirent l'atamane en pleine bataille, à Berestetchk, en prenant la fuite et emmenant prisonnier Bogdane lui-même. Le Khan de Crimée remit en liberté Chmelnitski ; celui-ci se vit obligé d'accepter momentanément les conditions de Casimir : le traité de Zborovo fut annulé et l'armée cosaque réduite à 20.000 hommes. (Paix de l'Eglise Blanche, de la Biélaia Zerkov.)

Le peuple petit-russien, pour fuir les persécutions du vainqueur, se réfugia par milliers en Moscovie où il demanda protection au tsar. Bogdane Chmelnitski écrivit alors lui-même à Alexis, le priant officiellement d'intervenir en faveur de la Petite Russie. Le tsar convoqua le Zemski-Sobor et lui soumit la question polonaise ; mais, afin de ne pas rompre définitivement avec la Pologne, il entama, en même temps, des négocations avec la « Rietch Pospolitaia », demandant au roi polonais de remettre en vigueur le traité de Zborovo. Mais ce dernier refusa. Le Zemski-Sobor proclama alors, le 1er octobre 1653, la réunion de la Petite Russie à la Moscovie : le boïar Boutourline fut envoyé comme ambassadeur auprès de Chmelnitski par le tsar afin de lui annoncer l'événement. En janvier 1654, dans une grande assemblée du peuple, près de la frontière de l'Ukraine et de la Moscovie, la nouvelle du retour à la « mère-patrie » fut accueillie aux cris de : « Gloire au tsar oriental orthodoxe ! » Alexis élevait l'armée cosaque au nombre de 60.000 hommes ; le hetman (chef général de l'armée) avait le droit de diriger les relations avec les nations

étrangères, mais ne pouvait entamer aucune négociation de quelque ordre que ce fût avec le roi de Pologne et le Sultan de Turquie sans l'autorisation du tsar ; l'administration des villes et la perception des impôts devaient incomber à des Petits-Russiens.

Le vote du Zemski-Sobor et la décison du tsar Alexeï signifiaient la guerre contre la « Rietch Pospolitaia ».

Guerre contre la Pologne (1654-1667). — Au printemps de l'année 1654 le tsar lança un manifeste appelant à la révolte tous les sujets orthodoxes du roi polonais « contre les oppresseurs de la Sainte Eglise orientale de loi grecque ». Alexis se mit lui-même à la tête de l'armée russe, et, tandis que celle-ci s'emparait, en 1654, de Smolensk, et, en 1655, de Vilna, Kovno, Grodno et d'autres villes, Bogdane Chmelnitski occupait la Podolie, la Galicie, et prenait Lublin. La Suède profita du désastre polonais pour envahir la Pologne et prendre Posen, Varsovie et Cracovie. La « Rietch Pospolitaia » allait disparaître comme Etat indépendant : mais le tsar Alexis ne voulut pas permettre à la Suède de bénéficier de sa victoire ; il déclara la guerre aux Suédois ; cette guerre sauva la Pologne.

En 1656, une trêve fut signée entre la Pologne et la Moscovie : la Rietch Pospolitaia abandonnait à Moscovie la Petite Russie et la Russie Blanche ; de plus, Alexis devait être élu roi de Pologne à la mort de Ian Casimir.

Les aspirations de la Petite Russie n'étaient pas satisfaites : les Petits-Russiens voulaient une autonomie complète ; aussi Bogdane profita-t-il de la guerre russo-suédoise pour s'allier à la Suède. Cette guerre fut courte et se termina sans aucun résultat, en 1661 ; Chmelnitski mourut avant la signature de la paix, en 1657. Le hetman Vigovski, qui lui succéda, conclut une alliance avec les Tatares de Crimée et put battre une armée russe qui l'attaqua par surprise à Konotop (1659). Les voievodes moscovites entamèrent alors des négociations avec Iouri Chmelnistki (le fils de Bogdane), partisan de la Moscovie.

Entre temps, la Pologne, heureuse des difficultés de son ennemie, avait recommencé la guerre (1657). En Lithuanie, il y eut des alternatives de succès et de revers ; mais, en Petite-Russie, les troupes du tsar remportèrent des succès décisifs. L'Ukraine s'était divisée, pendant cette nouvelle guerre, en deux Etats : l'Ukraine « de la rive gauche du Dniepr », et la Petite Russie « de la rive droite du Dniepr ». Le Hetman de cette dernière, hostile aussi bien à la Pologne qu'à la Mos-

covie, prêta serment de fidélité au sultan de Turquie, afin d'obtenir son aide. La Pologne, craignant une guerre avec Constantinople, demanda la paix à Alexeï : elle fut conclue à Androussof, près Smolensk (1667). La Pologne rendait définitivement à la Russie toutes les terres prises pendant le Smoutnoie Vremia (Smolensk, Sieversk, etc.) ; de plus, la Moscovie reprenait l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr. La Pologne gardait la Petite Russie orientale (rive droite), sauf la ville de Kief, la célèbre première capitale des Slaves russes qui retournait aussi à la mère patrie.

Cette paix victorieuse ne devait pas résoudre encore définitivement le problème petit-russien. L'Ukraine de la rive droite, gouvernée par le Hetman Dorochenko, conclut une alliance avec le sultan et le khan de Crimée ; pendant plusieurs années, ces Petits-Russiens envahirent, avec leurs alliés, tantôt la Pologne, tantôt la Russie. Cette nouvelle guerre ne devait se terminer que sous le successeur d'Alexeï.

Le Patriarche Nicone. — En 1652, le métropolite de Novgorod, Nicone, dont nous eûmes l'occasion de parler lors des émeutes de Novgorod, fut élu patriarche. Pour la première fois, depuis Philarète, un homme d'une grande valeur morale et d'une riche culture intellectuelle occupait la charge suprême de l'Eglise russe.

Nicone (Nikita, de son nom laïque) était le fils d'un simple paysan de Nijni-Novgorod. Ayant perdu sa mère de bonne heure, il eut beaucoup à souffrir de la seconde femme de son père ; mais, doué, dès l'enfance, d'une volonté de fer et animé du désir de s'instruire, il chercha joie et consolation dans la lecture des livres religieux. Ses lectures le poussèrent, à l'âge de douze ans, à fuir la maison paternelle et à entrer au monastère Makaref, près de la Volga. L'enfant y étonna tous les moines par son endurance et la facilité avec laquelle il supportait les plus dures épreuves de la vie monacale. Cependant, Nicone, sur les prières réitérées de son père, quitta le monastère à dix-neuf ans, se maria et devint prêtre de village dans son pays natal.

Il avait énormément travaillé durant son séjour à Makaref, car ce couvent possédait une des meilleures bibliothèques de la Moscovie. Aussi sa renommée d'homme très instruit, érudit et savant se répandit-elle dans toute la région, et gagna Moscou. On l'appela bientôt dans la capitale, où il fut prêtre quelques années ; il y perdit ses enfants, et, brisé par la douleur, persuada sa femme de se retirer dans un couvent et se

fit moine lui-même. A cette époque, il eut l'occasion de voir le tsar Alexis en venant à Moscou pour des affaires concernant le monastère Kojeozerski. Il en imposa au souverain par la majesté de son maintien, l'autorité de sa parole ferme, sa beauté physique, la force de son éloquence, sa haute culture. Sur la demande du tsar Nicone fut nommé archimandrite du Novospasski-Monastir, à Moscou.

Une fois par semaine, l'archimandrite rendait visite au souverain et avait avec lui des entretiens sur des problèmes religieux et moraux. Nicone en profitait pour présenter au tsar des requêtes, des plaintes, prenant toujours la défense des faibles et des opprimés.

L'archimandrite devint bientôt le conseiller indispensable du tsar qui, en 1648, le nomma métropolite de Novgorod : Nicone y fit preuve d'une grande fermeté d'âme au moment des troubles qui désolèrent cette ville.

Ce fut alors que le métropolite opéra ses premières réformes dans l'exercice du culte : il trouvait que le service religieux se célébrait avec trop de hâte, relâchant ainsi la discipline des prêtres et des fidèles. Ces modifications parurent trop hardies et soulevèrent un vif mécontentement parmi de nombreux boïars jaloux de l'influence grandissante du métropolite auprès du gossoudar. Mais le tsar donna l'ordre d'introduire la réforme de Nicone dans toutes les églises de la Moscovie.

En 1652, la charge de patriarche devint vacante et Alexeï demanda qu'on choisît son ami et conseiller favori. Nicone, devenu patriarche et jouissant de l'entière confiance du tsar, fut, durant l'absence d'Alexis parti pour sa guerre contre la Pologne, le maître de la Russie. Le souverain lui donna le titre de « Veliki Gossoudar », qu'avait porté Philarète ; mais celui-ci était le père du tsar, tandis que Nicone n'appartenait pas à la famille régnante : Alexis élevait ainsi la dignité de chef suprême de l'Eglise et la rendait égale à celle du chef de l'Etat. L'envie et la haine des boïars contre Nicone s'en accrut et gagna même certains membres de la famille du tsar ; mais Nicone n'y prêta pas attention, résolu à réaliser l'œuvre commencée déjà à Novgorod.

Les réformes de Nicone. — Le patriarcat de Nicone s'illustra par des réformes religieuses profondes qui bouleversèrent la vie du peuple russe : ce fut une véritable révolution faite par un homme dont la sévérité impitoyable et l'autorité intransigeante contraignant à l'obéissance passive, à la soumission

sans réserve, devait provoquer jusqu'à des révoltes armées, et transformer, par la force, la mentalité de tout un peuple, le préparer, pour ainsi dire, aux violences révolutionnaires et à la contrainte, plus terrible encore, d'un Pierre le Grand.

Nicone exigea tout d'abord des ecclésiastiques une vie sans reproche, digne de leur mission sainte ; il leur donna l'ordre de faire suivre les services religieux de leçons de conduite morale pour le peuple. Nicone destituait les prêtres qui manquaient à leur devoir et les punissait sans pitié.

La tâche la plus importante que le patriarche s'était fixée fut la correction des ouvrages sacrés. Avant l'apparition de l'imprimerie en Russie, les manuscrits religieux, copiés et recopiés sur les anciennes œuvres grecques et russes, étaient pleins de fautes, de non-sens et d'erreurs. Le besoin de livres sacrés se fit beaucoup sentir après l'Epoque Trouble, et le tsar Mikhaïl chargea l'archimandrite du Troitski-Monastir, Dionysi, que nous connaissons, de revoir tous ces livres d'Eglise. Dionysi se mit au travail avec quelques moines de son monastère, mais, bientôt, des querelles éclatèrent. Dionysi fut accusé d'hérésie et condamné à la réclusion. Philarète le rendit à la liberté quelques années plus tard.

Lorsque Nicone décida de corriger tous les ouvrages sacrés, il déclara devant le tsar, dans un Doukhovni-Sobor, en comparant d'anciens livres grecs et des œuvres de Kief avec des écrits plus récents : « Il se trouve de grossières erreurs dans ces dernières œuvres ; devons-nous, oui ou non, suivre les anciens manuscrits grecs et slaves ? » Or, toucher aux écrits de l'Eglise était considéré par les boïars, par les prêtres et par le peuple comme une véritable impiété : Moscou, la troisième Rome, la nouvelle Israël n'avait pas à imiter et à obéir à la Grèce ! Mais Nicone agit avec son autorité habituelle : il ordonna de modifier l'exécution des chants liturgiques, signe de la croix, diminua le nombre des génuflexions durant certaines prières, exigea que les icônes fussent peintes d'après les modèles grecs et ceux de Kief. Puis, il fit retirer de nombreux monastères des manuscrits anciens, et demanda aux moines du mont Athos d'envoyer en Russie les ouvrages existants, écrits 600 et 700 ans auparavant. Le moine grec Arseni et le moine de l'académie de Kief, Epiphani Slavinetski, aidèrent Nicone dans ses travaux. En 1655, les livres revus et corrigés furent envoyés dans toutes les églises : Nicone interdit d'employer les vieux ouvrages et ordonna

de remplacer les vieilles icônes par les nouvelles, destituant ceux qui refusèrent ou protestèrent.

Une grande partie du peuple, presque tout le clergé se souleva, cria à l'hérésie, au crime contre la Sainte Eglise. L'évêque Paul, le protopope Avakoum, le protoierei Neronof, les prêtres Lazare et Poustowiat se mirent à la tête du mouvement hostile au patriarche, accusant ce dernier de violer la sainte tradition orthodoxe. Or, Nicone travaillait au retour de cette tradition dans toute sa pureté. « On sait la forte influence sur les imaginations populaires des images apocalyptiques, écrit Solovief, la pensée de nouveautés dans la foi, de transformations religieuses, fit naître la certitude de la fin du monde, de la venue de l'Ante-Christ. » Des révoltes éclatèrent, le mécontentement grandit ; Nicone y répondit en sévissant impitoyablement : il exila des prêtres, en condamna d'autres à la réclusion ; mais la tsarine elle-même dirigea bientôt la révolte du peuple, des boïars et de l'Eglise contre Nicone.

Le patriarche comprit qu'il ne pouvait plus agir seul. Déjà, en 1654, il avait convoqué le Doukhovni-Sobor qui approuva ses réformes ; mais les membres de cette assemblée condamnèrent Nicone par la suite. Le chef de l'Eglise russe s'adressa alors aux patriarches de l'Orient. Celui de Tsargrad envoya à Nicone, au nom de l'Eglise grecque, son entière approbation.

La lutte religieuse devint alors politique : le patriotisme russe se trouvait atteint, d'après les ennemis de Nicone, par cet appel à la culture byzantine. Un « *raskol* » (schisme) éclata dans l'Eglise russe. Le conflit dépassait le domaine religieux : tout le problème de la culture du pays se posait. Grâce à Nicone, les esprits russes recevaient une impulsion puissante, se voyaient contraints à réfléchir, à méditer sur des questions insoupçonnées jusqu'alors. L'œuvre de Nicone ne pouvait périr, mais l'homme succomba : en effet, ses ennemis étaient trop nombreux et trop puissants pour qu'une résistance fût possible.

La disgrâce de Nicone. Mort d'Alexeï (1676). — Lorsque le tsar revint à Moscou après sa guerre contre la Pologne, les boïars et la tsarine se plaignirent en termes violents de la conduite de Nicone : le Veliki Gossoudar patriarche outrepassait ses droits. Alexeï ne voulut pas rompre avec son ami, mais des malentendus naquirent, suivis de querelles plus sérieuses, et, en 1658, le tsar, poussé par la tsarine, rompit ouvertement avec le patriarche.

Le 10 juillet 1658, Nicone quitta brusquement Moscou pour la « Nouvelle Jérusalem », un monastère qu'il avait fait construite à 40 verstes de la capitale. Pendant deux ans, des discussions eurent lieu au sein de l'Eglise pour savoir si on devait ou non élire un nouveau patriarche. Le tsar convoqua un Doukhovni-Sobor, en 1660 : la majorité se déclara contre Nicone, mais Alexis partagea l'opinion de la minorité : le Sobor n'avait pas le droit de destituer le patriarche. Les choses traînèrent pendant six ans ; enfin, en 1666, le tsar invita à Moscou les patriarches orientaux et convoqua une nouvelle assemblée religieuse : Nicone fut condamné pour avoir abandonné sa charge et puni sévèrement les ecclésiastiques.

Le patriarche attendait avec calme et sérénité le jugement et accusait dans des lettres les boïars et le tsar lui-même d'ingratitude. On l'envoya comme simple moine dans un monastère du Lac Blanc ; le successeur d'Alexis, Phéodor, le grâcia ; mais le vieillard, âgé alors de 76 ans, mourut pendant son retour à Moscou. Après sa mort, sur la demande de Phéodor, les patriarches de l'Orient cassèrent l'arrêt de condamnation et rendirent à Nicone le titre de patriarche.

Le Sobor qui avait condamné Nicone déclara, en outre, que le pouvoir temporel devait appartenir au tsar et la puissance spirituelle au patriarche ; en aucun cas, le chef de l'Eglise russe ne pouvait intervenir dans les problèmes politiques du pays. De plus, le Sobor approuva et sanctionna toutes les réformes de Nicone, les « *staroviery* » (staraia-ancienne, viera-foi) furent proclamés hérétiques et raskolniks. Le mécontentement et les soulèvements locaux ne cessèrent donc pas avec la disgrâce de Nicone : la révolte la plus sanglante fut celle de Solovetski-Monastir, au nord de la Russie (1668). Une armée du tsar dut en faire le siège. Les raskolniks se divisèrent, plus tard, en de nombreuses sectes ; le schisme provoqué par Nicone dure encore aujourd'hui. De nombreux schismatiques, privés de prêtres, essayèrent de gagner à leur cause des ecclésiastiques « niconianes » ; d'autres déclarèrent pouvoir se passer de popes, chargeant des laïques de l'exercice du culte ; on les appela les « *bezpopovtsis* » (bez : sans, pope : prêtre).

Le tsar Alexis mourut en 1676 ; nous n'insisterons pas davantage sur la grandeur de ce souverain ; nous aurons l'occasion de revenir sur quelques autres grandes figures qui illustrèrent son règne, un des plus importants de l'histoire russe, puisqu'il prépara grandement celui de son troisième fils, Pierre le Grand.

Alexis avait eu, de sa première femme, Maria Miloslavski, deux fils : Phéodor et Ivan ; et de sa seconde femme, Nathalia Kirillovna Narichkina, un fils, Pierre, né le 30 mai 1672, et deux filles. Alexis, en mourant, bénit son fils aîné, Phéodor, âgé seulement de quatorze ans, quand il succéda à son père.

Phéodor Alexeevitch (1676-1682). Guerre contre la Turquie (1676-1681). — Dès le début du nouveau règne, les Miloslavski résolurent d'éloigner de Moscou les Narichkinis, famille rivale ayant droit au pouvoir, dont ils craignaient l'influence sur la population.

De plus, ils regardaient d'un œil jaloux le petit Pierre qui grandissait fort et vigoureux, tandis que le tsar Phéodor et le tsarevitch Ivan étaient tous deux d'une santé délicate et maladive. Nathalia Kirillovna Narichkina dut se retirer avec son fils dans ses terres de Preobrajenskoie, deux de ses frères furent exilés dans le nord de la Russie. Ces mesures des Miloslavski ne mirent pas fin aux intrigues et aux efforts des amis et partisans de Nathalia, et une longue lutte entre les deux familles hostiles remplit le règne de Phéodor.

La guerre contre la Petite-Russie de la rive droite du Dniepr, alliée aux Tatares et aux Turcs, guerre commencée sous Alexis, prit fin sous le règne de son fils. Les troupes russes se joignirent aux soldats de l'Ukraine occidentale et livrèrent plusieurs batailles sanglantes aux armées de l'hetman Dorochenko, du Khan de Crimée et du Sultan (1676-1681). La Petite-Russie orientale fut complètement dévastée, réduite presque à un désert par cette interminable lutte marquée par des alternatives de succès et de revers. En 1681, la Turquie demanda la paix : signé à Bakhtchi-Saraï, le traité rendait l'Ukraine orientale — entièrement ruinée — à la Turquie ; la Russie gardait définitivement la Petite-Russie occidentale, Kief et la Zaporojie.

Suppression du « miestnitchestvo » (préséance boïar) (1682). — Vers la fin de l'année 1681, le tsar et son conseiller le kniaz Vassili Galitzine convoquèrent une commission spéciale de dvorianes élus, afin d'étudier les moyens d'augmenter l'armée du pays : parmi les mesures proposées pour régulariser le service militaire, Galitzine demanda au souverain d'abolir le « *miestnitchestvo* ».

Les boïars, avant d'occuper un « *miésto* » (poste ou placè) dans les fonctions civiles ou militaires, ou de prendre une place à la table du tsar et dans les cérémonies de la Cour, se réclamaient des « miestos » remplis dans le passé par leurs

aïeux. Des livres spéciaux étaient rédigés (livres de « rangs ») où s'incrivaient les « miestos » occupés par les membres des rods à travers les générations.

Après la disparition du régime politique des oudièls, et lorsque les oudièlnis princes vinrent grossir la Cour du grand kniaz moscovite et se mêler non seulement aux anciens boïars de Moscou mais aussi aux boïars des volosts récemment venus au service du « tsar », les querelles de préséance commencèrent : les boïars, descendants de Moscovites, prétendaient avoir droit à des postes plus élevés, à être plus près du tsar à sa table que les nouveaux venus. Au point de vue militaire et diplomatique, le tsar, avant de nommer un voievode ou un ambassadeur, se vit bientôt obligé de consulter les livres de rangs, de convoquer la Douma des boïars, afin de choisir « d'après le rod et non d'après les services rendus et le mérite ». mérite ».

Bientôt, les querelles du « miestnitchestvo » se changèrent en basses intrigues, en luttes ouvertes. Mais, au lieu de régulariser, par une rigoureuse étiquette, comme le firent les rois de France, les questions de préséance, afin de s'en faire un instrument de pouvoir, au lieu de « marquer l'ordre, suivant lequel chacune des classes de noblesse était admise au levé du roi, et déterminer ceux qui avaient le droit de lui présenter la chemise », les tsars russes, avec et depuis Ivan le Terrible, résolurent de limiter les droits du miestnitchestvo. Le tsar Phéodor, conseillé par le kniaz Galitzine, les abolit tout à fait.

En janvier 1682, un Sobor extraordinaire, composé des plus hauts dignitaires de l'Eglise et des boïars, supprima le miestnitchestvo, « cette coutume exécrée par Dieu, engendrant la haine et chassant l'amour ». De plus, dans la cour même de la cathédrale où s'était réuni le Sobor, tous les livres de rang furent brûlés, et le tsar déclara qu'ils seraient remplacés par des livres de rods gardant pour la postérité les noms des grandes familles boïars et princières.

Le souverain qui accomplit cette importante réforme n'avait que vingt ans. Il mourut au mois d'avril de la même année, laissant inachevée son œuvre de transformations militaires. Pierre le Grand devait la reprendre et la mener à bien.

Tout jeune encore, Phéodor Alexeevitch s'était marié deux fois : sa première femme et son fils moururent tous deux en 1681 ; il ne vécut que deux mois avec sa seconde femme, dont il n'eut pas d'enfant. Le trône des tsars restait donc

sans héritier direct. Qui allait prendre la couronne ? Ivan, le frère de Phéodor, le tsarevitch des Miloslavski, ou Pierre, le fils de Nathalia Narichkina ?

La Russie avant l'avènement de Pierre le Grand. La population. — Avant d'aborder le règne du grand Pierre, nous croyons nécessaire de donner un aperçu rapide de l'état politique et social du pays au XVI[e] siècle, étude qui sera un bref résumé des pages qui précèdent.

La société russe du XVII[e] siècle se divisait en deux grandes classes : les « *lioudis sloujiliés* » (gens qui servent ; le service militaire, leur principale fonction, les affranchissait de l'impôt sur la terre) ; et les « *lioudis tiagliés* » (gens qui payaient la tiagla, l'impôt).

Les boïars et les dvorianes formaient la classe des « sloujiliés » ; les « *possadskiés* » (habitants des villes et des faubourgs, commerçants et industriels) et les krestianiés (paysans) constituaient la classe des « tiagliés ».

Nous ne reviendrons pas sur le « boïarstvo », sa formation, ses luttes avec le pouvoir des kniaz, ses efforts contre la domination centralisatrice des tsars. Les « Zemski Sobor » rendirent presque inutile la convocation de la « Boiarskaia Douma » et l'abolition du « miesnitchestvo » fut un coup dont le prestige et l'influence des boïars ne se relevèrent pas.

Les fils des boïars étaient attachés, dès l'âge de seize ans, à la personne du tsar, prenant le titre de « *spalnikis* » (spat-dormir, gens de la chambre à coucher), ou de « *stolnikis* » (stol-table, gens de la table du gossoudar).

Plus tard, ces spalnikis ou stolnikis devenaient boïars ou s'ils étaient enfants de moins illustres familles, « *okolnitchiés* » (okolo-auprès, auprès du tsar). Ce titre suivait immédiatement en influence celui des boïars. Les boïars, les okolnitchiés et les « doumniés dvorianes » (rang le plus élevé des dvorianes) étaient, de droit, membres de la « Boïarskaia Douma ».

Les « tiagliés lioudis », paysans ou possadskiés payaient les impôts qui devaient suffire à l'entretion des armées, à la rétribution des voievodes, à celle de tous les hauts et bas fonctionnaires de l'Etat, et au rachat des prisonniers de guerre. Ils étaient employés à la construction des forteresses, des remparts, des ponts, des palais des voievodes, des prisons.

Nous connaissons l'état de misère effroyable au XVI[e] et au XVII[e] siècles du Krestianine devenu Krepostni (serf), et les révoltes, les émeutes qui en furent la conséquence. L'unique moyen d'échapper aux dures contraintes de la vie économique et

politique du pays était de fuir dans les « champs libres », dans la golitba, et aussi de devenir Cosaque. Les possadskiés, écrasés par les impôts, usaient, comme les paysans, de ce mode de libération. Cependant, les commerçants et les industriels pouvaient se mettre au service de quelque « sloujili » boïar ou dvoriane : ils ne payaient alors aucun « tiaglo ».

Les « prikazes » (bureaux administratifs). — Tous les problèmes administratifs du pays étaient étudiés et recevaient une solution dans les « *prikazes* » ou bureaux. Tandis que la centralisation du pouvoir se faisait plus forte et que grandissait la complexité des affaires politiques, économiques et judiciaires, le nombre des prikazes augmentait. Un prikaze se composait d'un boïar ou d'un okolnitchi ou encore d'un doumni dvorianine nommé par le tsar, et d'un ou de plusieurs « *diaks* » (secrétaires).

Les principaux prikazes furent : ceux des affaires secrètes d'Etat, des ambassades ou questions extérieures, de l'armée, de l'entretien de la Cour ; celui des Finances, celui de la Justice, et celui de la Médecine qui occupait trente docteurs étrangers et vingt élèves russes.

La justice était rendue dans les « ouièzds » (l'état moscovite se divisait en « *ouièzds* » qui correspondaient à peu près aux kniajestvos anciens), par des voievodes : le souverain choisissait ces derniers parmi les sloujiliés loudis. Les fonctions du voievode consistaient à « maintenir l'ordre dans son ouièzd, à organiser la police, à fortifier les villes, à mobiliser en temps de guerre tous les sloujiliés loudis, à juger toutes les affaires civiles et à surveiller la levée des impôts.

Des autorités élues par la population de l'ouièzd partageaient les pouvoirs locaux avec le voievode nommé par le gossoudar. Les problèmes les plus importants n'étaient souvent résolus que par le prikaze de Moscou, fréquemment aussi par le tsar, qui étudiait lui-même la question ou la transmettait à la douma des boïars.

On punissait les délits et les crimes avec la dernière rigueur : « *le pravège* » était un châtiment quotidiennement infligé au débiteur insolvable : le condamné recevait pendant une heure entière des coups de bâton sur les jambes ; il n'avait que deux manières d'échapper à sa peine : se constituer le cholop de son créancier ou faire payer sa dette par un ami ; il y avait aussi le *knout* ou fouet et des supplices, des tortures variés : décapitation, pendaison, etc. La loi n'épargnait pas celui qui se trouvait en faute à son égard.

L'armée. — Les sloujiliés lioudis et leurs hommes (dont le nombre dépendait de la superficie des pomiestiés (miesto, lieu, propriété) formaient la plus grande partie de l'armée régulière ruse : la cavalerie. L'infanterie se composait de « *strièltsis* » (tsriélat : tirer), de Cosaques des villes et de « *datotchniés lioudis* » (gens de pomiéstiés, obligés au service militaire à raison de tant par cent tiagliés lioudis). Cette armée régulière s'augmentait parfois de Cosaques du Don ou de l'Ukraine et aussi de Tatares.

Nous rappelons que la nécessité d'avoir des troupes plus nombreuses fut l'une des grandes causes de la réforme paysanne. Sous Phéodor Alexevitch, l'armée russe montait à environ 200.000 hommes.

La vie russe au XVII^e^ siècle. — La Russie, à la fin du XVII^e^ siècle, était déjà l'un des plus grands pays du monde par sa superficie, mais sa population restait très peu dense, disséminée dans des centres fort distants les uns des autres. Les villes et les villages les plus peuplés se trouvaient au carrefour des grandes voies fluviales de commerce.

La cité la plus belle, la plus grande, la plus vivante, la plus riche était Moscou. Dans la seconde moitié du XVII^e^ siècle, la capitale du tsarstvo russe possédait 100.000 maisons et 2.000 églises. Oléarius, un Occidental qui habita plusieurs années Moscou, s'exprime ainsi, en parlant de ses habitants : « Les Moscovites, surtout ceux qui ont pu s'élever au-dessus de leurs semblables, soit par la richesse ou par leurs fonctions, sont très hautains et orgueilleux dans leurs entretiens, leur manière d'agir, leur maintien, particulièrement à l'égard des étrangers. Ils considèrent ceux-ci comme inférieurs à eux, et pensent qu'aucun souverain ne peut égaler le leur, ni par la richesse, la puissance, la majesté, ni par la grandeur et la dignité de son rang !... Les Russes ne connaissent pas le duel ou la lutte entre eux au fusil, combats fréquents dans les pays occidentaux, mais il arrive souvent qu'ils se battent à coups de bâton et de fouets ».

Deux livres russes de l'époque, le *Domostroi* (organisation de la maison), de Silvestre, le célèbre conseiller d'Ivan Grozny, et la *Russie sous Alexis Mikhailovitch*, de Kotochikhine, secrétaire du prikaze des ambassades, nous font connaître la vie de famille, les mœurs et coutumes du siècle.

Le père, très tendre dans sa conduite à l'égard de sa famille, veillait au strict accomplissement des devoirs de chacun, et punissait impitoyablement toute faute ; il ne se mêlait jamais aux jeux de ses enfants, de crainte de porter atteinte à son

autorité. La femme devait être obéissante à son mari, bonne, silencieuse et vigilante maîtresse de maison ; son rôle était plutôt ingrat, elle menait une vie de recluse, considérée comme un être léger, souvent privée de raison, ignorant. Les parents se hâtaient de marier leurs filles, car si elles dépassaient un certain âge, leur unique ressource était l'entrée au couvent. Les veuves sans enfant subissaient le même sort.

La jeune fille se mariait vers 14 ans ; les parents des fiancés se préoccupaient, avant tout, de la dot et surtout de l'égalité de rang social.

Dans son « Domostroï », Silvestre conseille « de prier fréquemment à la maison et à l'église, d'avoir toujours un conseiller spirituel, de pratiquer la charité le plus possible et de nourrir chez soi les misérables, d'éviter les plaisirs de la musique, de la danse et du chant, qui peuvent conduire à des mœurs indécentes et immorales ».

La religiosité russe. — La vie religieuse des russes au XVII[e] siècle était sincère, profonde, sévère. Tous les étrangers qui visitèrent la Moscovie à cette époque, Herberstein, Chancellor, Oléarius, Allemands, Français, Anglais et Autrichiens, s'accordent à le dire dans leurs écrits. Les villes possédaient de nombreuses églises ; Moscou en comptait jusqu'à 2.000.

« Les services religieux, surtout dans les monastères, étaient très longs, et les chrétiens orthodoxes orientaux eux-mêmes s'étonnaient de la patience et de l'endurance du peuple russe. Ainsi, l'archidiacre Paul Alepski, qui relata le voyage, en Russie, de son oncle, le patriarche d'Antioche, Makari, raconte qu'un jour, ils avaient été invités à entendre des chants liturgiques au monastère d'Odigitri, à Novgorod. Le service terminé, les Russes, au lieu de servir le dîner à leurs invités, conduisirent ceux-ci dans un autre monastère, afin d'assister à un nouveau service. Le patriarche d'Antioche fut 24 heures sans rien manger. A l'époque du grand jeûne, le tsar lui-même ne mangeait rien pendant deux jours...

...Souvent, dans les rues des villes, été comme hiver, on voyait des hommes marcher presque nus, couverts seulement de haillons leur ceignant le milieu du corps, les cheveux longs, une chaîne de fer au cou. Le peuple et les gens des hautes classes traitaient avec beaucoup d'égards ces disciples du Christ, considérés un peu comme des prophètes. Le patriarche Nicone, plein de respect pour eux, les invitait à sa propre table et leur servait lui-même à boire et à manger dans des plats d'argent.

Les Russes de cette époque qui sauvegardaient jalousement la tradition héritée des ancêtres en matière de foi et de culte, ne pouvaient rester indifférents vis-à-vis de leurs semblables qui abandonnaient les coutumes anciennes pour de nouvelles. Ainsi, les orthodoxes voyaient avec dégoût ceux qui s'adonnaient au tabac ; l'odeur du tabac profanait, d'après eux, le sentiment religieux, les fumeurs insultaient les icônes, et, en 1634, le tsar et le patriarche rendirent un oukaze interdisant l'usage du tabac.

Les Russes traitaient avec le même mépris ceux qui se rasaient la barbe ; la barbe, pour eux, était chose sacrée, et celui qui se rase profane l'image de Dieu, se met au niveau du chien et du chat. »

Le tsar. — Le tsar menait une vie régulière, calme, austère et laborieuse. Levé à 4 heures, il commençait sa journée en recevant son conseiller spirituel, puis s'informait ensuite de la santé de la tsarine, lui rendait visite, puis tous deux allaient au service religieux. La réception des boïars, l'étude des affaires courantes avaient lieu plus tard ; le gossoudar recevait alors les chefs des prikazes ; les travaux prenaient fin à midi. Le tsar dînait et se reposait jusqu'à trois heures, consacrant le reste de la journée à sa famille et à ses intimes.

Les lectures favorites des souverains moscovites étaient les ouvrages d'éducation spirituelle et d'histoire de l'Eglise ; leurs bibliothèques ne se composaient que de ces livres. « Les tsars aimaient les conversations animées, les récits concernant les terres étrangères, les mœurs des autres pays et aussi les relations du passé. Le tsar Alexis Mikhailovitch recevait dans son palais les visites de vieillards centenaires et les écoutait parler avec intérêt des événements auxquels ils avaient pris part. Il passait au sein de sa famille les longues soirées d'hiver. L'une des distractions habituelles et préférées du gossoudar était le jeu d'échec. »

Le soir, après le dîner, le tsar assistait à un dernier service religieux, puis il se retirait avec la tsarine dans ses appartements.

Les écoles. — L'instruction était très peu répandue en Russie, non seulement dans le peuple, mais même dans les hautes classes ; on rencontrait fréquemment des boïars qui ne savaient ni lire ni écrire.

Exceptionnellement, les enfants des tsars recevaient les premiers éléments de l'instruction à l'âge de cinq ans, tandis que

les autres enfants ne commençaient à travailler qu'à sept ans. Les maîtres apprenaient aux élèves à lire et à écrire, leur donnaient quelques notions de l'histoire de la Russie et quelques aperçus très vagues sur la grammaire, la rhétorique, la dialectique, la musique, l'arithmétique, la géométrie et l'astronomie ; les règles de la versification étaient aussi enseignées.

En matière de punitions, les maîtres russes ne le cédaient en rien à leurs collègues d'Occident. On sait comment Rabelais a stigmatisé l'enseignement de son époque. Les verges en France, comme en Russie, sont un moyen d'éducation. « On les emploie aussi quand l'élève est trop brillant ; ne faut-il pas le prémunir contre le péché d'orgueil ? Le roi de France est boursier-né du collège de Navarre, l'argent de sa bourse est consacré à l'achat des verges. »

En Russie, l'éloge des verges se trouvait écrit en vers dans presque tous les livres d'instruction. Voici un passage d'une poésie à l'usage des élèves :

« *Le Saint-Esprit a donné l'ordre de battre les enfants avec des [verges,*
Les verges ne nuisent pas à la santé,
Les verges permettent à la raison de pénétrer le cerveau des [enfants,
Et stimule les méchants à apprendre à prier.
Les verges donnent aux parents des enfants obéissants,
Les verges enseignent les écritures saintes ».

Une école se composait de cinq ou six élèves, nombre qui montait rarement à vingt ou trente. La durée des études était, pour les enfants les moins capables, de trois ans au plus. Ceux qui voulaient poursuivre leur instruction se réunissaient chez des maîtres de hasard, des possesseurs de bibliothèque qui « organisaient des cours, appelés « supérieurs » ; on y lisait des ouvrages sacrés, des entretiens y avaient lieu sur les évangiles et les vies des apôtres ».

L'académie slavo-greco-latine de Moscou. — L'instruction restait donc rare et imparfaite : « Il est aisé de tromper les marchands russes, ils n'ont pas la moindre notion d'arithmétique », dit le serbe Krijanitch, après un voyage à Moscou.

Cependant, le besoin de s'instruire, la soif de connaître se répand toujours davantage parmi les Russes du XVII[e] siècle. Deux moines de l'académie de Kief, Epiphani Slavinetski et Arseni Satanovski écrivent des œuvres originales et traduisi-

sent du grec des ouvrages de tout genre : histoire grecque, histoire anglaise, sciences naturelles, géographie, histoire naturelle. En 1633, le patriarche Philarète fonde à Moscou, au monastère Tchoudof, la première Ecole Supérieure russe « patriarcale gréco-latine ». En 1639, Rtichtchef, ami du tsar Alexis, créa l'Ecole Supérieure de Saint-André, au monastère Préobrajenski et y fit venir des membres de l'Académie de Kief, mais on s'y occupait plus de traduire les ouvrages sacrés que d'instruire la jeunesse. Enfin, en 1679, le tsar Phéodor fonde à Moscou l'Académie slavo-gréco-latine, première véritable université russe.

Siméon Polotski, dont nous reparlerons, rédigea les règlements de cette Académie, en s'inspirant de la règle de la « Kievskaia Akadémia ». Trente élèves s'y inscrivirent dès le début ; deux professeurs y furent envoyés par le patriarche de Tsargrad : les deux frères Ioannika et Sophronie Lichoudis. Les Russes apprirent à connaître l'esprit scholastique occidental qui leur était si étranger. Ce grand effort allait stimuler les aspirations de plus en plus ardentes des Moscovites cultivés de l'époque.

Quelques remarquables individualités du règne d'Alexis. — On voit, par le paragraphe précédent, tout le travail intérieur intense qui s'opérait en Russie, sous le règne d'Alexis déjà si fertile en grands événements. Le père de Pierre le Grand sut s'entourer d'hommes d'une haute valeur intellectuelle et morale. Parmi ceux-ci, retenons les quatre noms suivants : Rtichtchef, Polotski, Nachtchokine et Matvéef.

Rtichtchef créa, nous le savons déjà, l'école de Saint-André ; ce fut lui qui appela à Moscou les moines Slavinetski et Satanovski en 1649, et qui dirigea leurs travaux. Esprit très religieux, intègre, homme de devoir, dur envers lui-même, il manda souvent des moines de Kief, afin d'avoir avec eux des entretiens concernant les problèmes métaphysiques les plus élevés. Rtichtchef, durant sa vie, vint en aide à de nombreux misérables et organisa lui-même, sur son compte, des lieux de refuge pour des centaines de blessés de la guerre de Pologne.

Siméon Polotski, qui rédigea les statuts de l'Académie slavo-gréco-latine, fut le précepteur des enfants d'Alexis Mikhailovitch. Premier écrivain russe laïque, il laissa de nombreux ouvrages visant tous à l'éducation morale. Il écrivit plusieurs tragédies, dont le sujet appartient à la Bible, composa des sermons, mit en vers certaines œuvres religieuses et lutta toute sa vie pour propager l'instruction en Russie.

Nachtchokine. — Aphanassi Lavrentievitch Nachtchokine était le fils d'un simple petit propriétaire foncier ; il reçut une instruction solide, apprit le latin et l'allemand, connaissances qui lui valurent d'être nommé au prikaze des ambassades. Poursuivant ses études, il fit venir des livres d'Occident et sentit tout l'abîme qui existait entre la vie russe et la culture occidentale. Sa valeur en imposa bientôt au tsar Alexis : celui-ci le chargea des négociations qui aboutirent à la paix d'Androussof, mettant fin à la guerre polonaise (1667). Natchtchokine profita de son influence auprès du souverain pour lui conseiller d'énergiques mesures, des réformes s'étendant à toutes les manifestations de la vie nationale. Il voulait qu'on imitât le plus possible l'Occident.

« Il n'y a aucune honte à s'inspirer du bien, viendrait-il de nos ennemis », disait-il souvent au tsar.

Grâce à Nachtchokine, de nombreux secrétaires de prikazes furent destitués pour conduite immorale et vénale ; ce fut lui qui conçut l'idée d'une flotte commerciale russe dans la mer Caspienne (mais Stienka Razine incendia le premier navire marchand qui descendit la Volga). Nachtchokine créa aussi le service des postes avec l'étranger, afin de se tenir au courant de tout événement extérieur au pays. Enfin il fit traduire à Moscou les principaux journaux occidentaux et habitua ainsi les Russes à méditer sur les hautes questions politiques et autres qui intéressaient alors les esprits européens. Malheureusement, des malentendus personnels avec le souverain, des luttes incessantes contre les basses intrigues et jalousies des boïars et des diaks des prikazes déçurent Nachtchokine, le fatiguèrent. Il résista longtemps et put constater les premiers résultats de son effort, mais à la fin de sa vie il se décida à fuir le monde profane et se fit moine.

Matveef. Le premier théâtre en Russie (1673). — Artamone Sergueevitch Matveef, fils d'un diak de Moscou, homme érudit, très épris de l'Occident, épousa une Ecossaise, une demoiselle Hamilton qui, en se convertissant à l'orthodoxie, prit le nom d'Avdotia Grigorievna. Ce fut le premier « salon » à l'européenne de Moscou ; l'appartement était meublé à la française et la maîtresse de maison, au lieu de vivre en recluse séparée des hommes, « recevait » avec son mari.

Le tsar Alexis Mikhailovitch aima venir chez Matveef. En 1673, celui-ci manda à Moscou des acteurs et des musiciens étrangers, principalement des Allemands. Un concert eut lieu, et l'orchestre allemand plût tellement au souverain qu'il l'in-

vita à venir régulièrement. Le chef d'orchestre Gottfried, un pasteur protestant, demanda alors au tsar l'autorisation de jouer devant lui des comédies. Le sujet de ces pièces était tiré de la Bible ; le premier drame joué en Russie fut Judith et Holopherne ; on représenta d'autres œuvres, parmi lesquelles celles de Polotski, on créa aussi des ballets.

Devant le succès de ces représentations, Matveef fonda une Ecole de Musique et de Comédie (1673), dirigée tout d'abord par des maîtres étrangers, afin d'enseigner aux Russes l'art musical et théâtral. Les premiers élèves de Gottfried furent au nombre de vingt-six.

Nathalia Kirrilovna. — Matveef était le tuteur d'une parente pauvre, fille de dvorianes ruinés de Riazan : Nathalia Kirrilovna Narichkina. Nathalia vivait chez les Matveef qui la traitaient comme leur enfant ; la jeune fille reçut donc une éducation européenne. Belle et fort intelligente, elle attirait l'attention de tous ceux qui la rencontraient. Le tsar Alexis la remarqua, s'en éprit profondément et, deux ans après la mort de sa première femme, il l'épousa (1671). La jeune souveraine « occidentale » par ses goûts, sa culture, sa manière d'être, fut la mère de Pierre le Grand.

Littérature du XVI^e^ et du XVII^e^ siècles. — Toute cette grande époque qui va du règne d'Ivan Grozni à celui d'Alexis Mikhailovitch revit aujourd'hui encore dans les chants historiques, les légendes, les bylines beaux et profonds dont les héros sont : le Grozni, Ermak, Grichka Otrépief, Chouiski, Razine, Alexis Mikhailovitch.

La poésie populaire s'enrichit aussi des chants Petits-Russiens si célèbres, glorifiant les exploits des cosaques contre les Polonais et les Tatares.

Ajoutons encore que la grande lutte de cette époque pour l'indépendance de l'Ukraine a inspiré un des grands écrivains russes du XIX^e^ siècle : Gogol, dont l'œuvre de « *Tarass Boulba* » est devenue classique et dont les pages sur la « *Zaporojskaia Sietch* » restent un monument historique unique. Un autre grand poète russe du XIX^e^ siècle, Pouchkine, a fait revivre dans *Boris Godounof*, le drame terrible qui ronge l'âme du tsar accusé d'avoir tué Dmitri. (Tous les personnages historiques que nous connaissons : Grichka Otrépief, Marina Mnichek, Chouiski, d'autres encore, sont les héros de cette œuvre incomparable de beauté poétique. Moussorgski en a tiré son célèbre Opéra.

Aux XVI[e] et XVII[e] siècles, les chroniques historiques cessent pour faire place à des « mémoires », des « autobiographies » d'une riche valeur documentaire, dont les plus célèbres sont : « *Les Mémoires* » du prince Kourbski, l'exilé d'Ivan Grozni ; « *La Russie sous le règne d'Alexis Mikhailovitch* », de Kotochikhine : l' « *Histoire du Siège du Troitski Monastir* », du célèbre Avraam Palitzine ; la « *Vie du Patriarche Nicone* », par Poucherine ; enfin, une « autobiographie » d'Avvakoum, l'un des prêtres ennemis irréductibles de Nicone.

Résumé général. — Citons pour finir cette page de Soloviev qui résume philosophiquement le grand effort de formation de l'Etat russe, rendant celui-ci prêt à subir la puissante et violente étreinte d'une main de fer, celle de Pierre le Grand :

— « Les étrangers trouvaient bien sombres certains aspects de la vie de l'Etat moscovite. Mais ils ne pouvaient cependant ne pas reconnaître les fortes qualités du peuple russe : l'ignorance enchaîne ce peuple, disaient-ils, combien il deviendra puissant et redoutable avec l'instruction et l'éducation !

Il est impossible, en effet, de nier la force morale d'un peuple qui, en dépit de conditions historiques défavorables, malgré des guerres incessantes contre ses voisins les barbares asiatiques, dispersés à travers d'immenses espaces, habitant un pays au climat rude, loin de toute mer, loin des pays européens — il est impossible de nier la puissance morale de ce peuple qui sut sauvegarder son principe de vie européano-chrétien. Son effort, difficile, modeste, lui permet de peupler les vastes régions inhabitées de l'Europe orientale et de l'Asie du Nord et d'y poser les bases d'une culture européano-chrétienne ; seul parmi les pays slaves, il créa un état puissant, et en dépit des obstacles innombrables, malgré une vie dure et misérable, il ne perdit pas sa faculté d'espérer sans cesse en un perfectionnement continu.

Ayant terminé victorieusement sa lutte avec l'Orient et triomphé de ses troubles intérieurs, l'Etat moscovite se rapprocha toujours davantage de l'Occident et brisa les obstacles extérieurs qui lui interdisaient ce rapprochement. Elle affaiblit la Pologne sous le règne d'Alexis Mikhailovitch. Mais il restait encore la Suède qui se dressait comme une barrière entre l'Europe et Moscou, maîtresse du littoral de la Baltique. Le plus jeune des fils d'Alexis Mikhailovitch devait rompre cette dernière barrière et contenter les besoins si nettement manifestés de l'Etat moscovite : s'unir à l'Europe occidentale ».

Il nous paraît inutile d'ajouter un commentaire à cette page éloquente du grand historien slave. Nous continuerons notre étude et, dans un chapitre spécial, tenterons un essai sur le destin russe, sorte de synthèse, de philosophie de cet ouvrage

La Moscovie est désormais un Etat puissant, des forces individuelles géniales vont la jeter maintenant plus résolûment encore dans la voie de ses destinées.

CHAPITRE XI

PIERRE LE GRAND (1682-1725) SA FILLE ELIZAVIETA (1741-1761)

Les troubles de 1682. Règne de Sophie (1682-1689). — A la mort du tsar Phéodor, le patriarche Ioakkim et les boïars réunis en un Sobor, proclamèrent tsar Pierre, le fils de Nathalia Narichkina. Phéodor n'avait pas d'enfant et Ivan était de santé trop délicate pour gouverner. Lorsque le patriarche annonça au peuple assemblé sur la Place Rouge de Moscou la décision du Sobor, le peuple applaudit avec enthousiasme et acclama chaudement le nom du nouveau souverain.

Pierre n'ayant que dix ans, sa mère, Nathalia Kirrilovna, gouverna en son nom. Matveef, que les Miloslavski avaient exilé sous Phéodor, fut immédiatement rappelé à Moscou.

Les Miloslavski n'acceptèrent point facilement leur défaite. Sophie, l'une des filles du premier mariage d'Alexis Michailovitch (femme d'une belle culture, d'une instruction solide reçue en commun avec ses frères sous la direction de Siméon Polotski), s'unit aux Miloslavski et fomenta une révolte des régiments des striéltsis de Moscou dans le but de proclamer Ivan Gossoudar et de prendre elle-même le pouvoir.

Le 15 mai 1682, un faux bruit se répandit parmi les streltsis : le tsarevitch Ivan venait d'être étranglé par un des membres de la famille des Narichkine. Les strieltsis se précipitèrent aussitôt en armes vers le Kremlin ; Nathalia Kirrilovna alla au devant d'eux, tenant par la main Pierre et Ivan, leur montrant ainsi Ivan sain et sauf. Mais les strieltsis crièrent, prétendant que des ennemis de l'Etat se trouvaient dans le Kremlin, se ruèrent dans le palais et y massacrèrent sauvagement Matveef et plusieurs membres de la famille Narichkine, parmi lesquels deux frères de Nathalia Kirrilovna. Puis, avant de se retirer, ils exigèrent qu'Ivan régnât avec Pierre et que, vu la

jeunesse des deux tsars, Sophie prit les rênes du gouvernement.

La tsarine mit à la tête des strieltsis leur ami, le kniaz Khovanski. Mais ce dernier, d'un esprit ambitieux, profita de cette nomination et de la forte influence qu'elle lui donnait pour essayer de détrôner Sophie et devenir tsar lui-même.

Sophie, prévenue à temps, quitta Moscou avec Pierre, Ivan et Nathalia Narichkina et se réfugia au Troitski Monastir. De là, elle donna des ordres pour arrêter Khovanski et le mettre à mort.

Les Miloslavski, qui avaient espéré jouer un grand rôle sous le nouveau règne, perdirent presque dès le début toute influence. Sophie accorda alors son entière confiance au kniaz Galitzine, homme d'une culture européenne et dont l'intimité avec la tsarine fit croire un moment à un mariage possible.

Révolte des Raskolnikis (1682). Guerre avec la Turquie (1687-1689). Accord avec la Chine (1689). — Les raskolnikis (Vieux-Croyants schismatiques), dont le nombre avait beaucoup augmenté à Moscou depuis la mort de Nicone, voulurent profiter de la révolte des strieltsis et des embarras du gouvernement pour se révolter et obliger le pouvoir à abolir les réformes niconianes. Ils réussirent à faire convoquer un Douchovni Sobor (l'été de 1682). Sophie, Nathalia Narichkina, Pierre et Ivan assistèrent aux séances.

Les raskolnikis se défendirent mal. de plus ils se conduisirent avec une insolence voulue, outrageant la mémoire d'Alexis Mikhailovitch, père de Sophie et mari de Nathalia Narichkina. Enfin, ils se hâtèrent de crier victoire en annonçant aux moscovites que le niconianstvo était mort à jamais Quelques jours après la clôture du Sobor, Sophie donna l'ordre de mettre à mort les chefs du mouvement anti-niconien.

En 1686, Sophie et le kniaz Galitzine conclurent avec la Pologne un traité d'alliance dirigé contre la Turquie. Galitzine fut nommé voievode des armées russes. Le favori de la tsarine, homme très capable, prit d'accord avec elle de nombreuses mesures d'ordre intérieur inspirées par son esprit généreux et humanitaire ; il prépara même un projet d'affranchissement des paysans des pomiéchtchiks.

Mais le prince ne possédait aucune capacité militaire ; aussi lorsqu'il alla au secours des armées du roi Ivan Sobieski de Pologne, subit-il un premier échec en 1687 et un second deux années après, en 1689. L'armée russe échoua dans sa tentative d'invasion de la Crimée ; les deux fois elle dut s'en retour-

ner sans pouvoir livrer bataille aux troupes du Khan qui, profitant des steppes inconnues à Galitzine, surent échapper aux poursuites de ce dernier. L'insuccès de cette expédition provoqua un vif mécontentement à Moscou. Pierre, âgé alors de dix-sept ans, déjà habitué à manifester avec éclat l'indépendance de son esprit, refusa de recevoir le kniaz. Il s'ensuivit une violente discussion entre lui et Sophie, Nathalia Kirrilovna prit fait et cause pour son fils et une rupture complète survint entre les deux femmes. Mais cette fois Pierre était de taille à lutter contre la tsarine.

Quelque temps avant d'être chassée du pouvoir, Sophie signa le traité de Nertchineski avec la Chine. Les cosaques et les troupes russes de Sibérie achevaient la conquête de ces immenses territoires. Des détachements parvenaient jusqu'au Kamtchatka. Mais sur les rives de l'Amour, les soldats russes rencontrèrent des troupes chinoises ; celles-ci, attaquées et battues, durent céder du terrain. Des négociations furent entamées par la Chine ; Sophie, qui ne voulait pas la guerre avec un pays aussi lointain, conclut un accord : les territoires conquis par les russes furent restitués au Céleste Empire.

L'enfance de Pierre. — Pierre n'avait pas quatre ans lorsque son père, Alexei, mourut. Le tsar Phéodor, qui aimait beaucoup son petit frère dont l'esprit vif l'amusait, s'intéressa à lui, et quand il eut cinq ans, le confia à un précepteur, Nikita Zotof, un diak, homme d'une culture nulle, qui apprit au tsarevitch à lire, à écrire, et lui donna quelques leçons d'histoire relatant les vies de Vladimir le Saint, d'Alexandre Nevski, d'Ivan Grozni et les grands événements du règne de Mikhail et d'Alexis. Cette instruction tout à fait élémentaire ne pouvait contenter l'esprit curieux et avide de savoir d'un enfant à l'activité débordante, à la pensée toujours en éveil. Malheureusement, lorsque Pierre, déjà âgé de dix ans, dut prendre ses premières leçons avec les moines de l'Académie de Kief, Phéodor mourut, et l'avènement de Sophie, à la faveur de la révolte des strieltsïs, changea complètement le cours de la vie de l'enfant et de celle de Nathalia. Le massacre de Matveef, le tuteur de sa mère et de ses oncles, qui eut lieu devant le tsarevitch, influa aussi bien sur son caractère que sur sa santé ; de fréquentes crises nerveuses, des accès de colère terribles le firent souffrir toute sa vie ; mais ces dures épreuves contribuèrent au développement de son intelligence et cuirassèrent sa volonté.

Nathalia Kirrilovna, dont l'affection maternelle ne cessait

d'entourer Pierre, aurait voulu continuer l'instruction de son fils, mais tous les savants de Kief, alors à Moscou, étaient les protégés de Sophie, ses amis, ses partisans. Nathalia ne leur confia donc pas l'éducation de Pierre : celui-ci, lassé d'entendre toujours dans le palais Préobrajenski des plaintes contre Sophie, d'y voir sans cesse des visages attristés, se détacha peu à peu de sa mère et se mit à courir Moscou et ses environs, où il jouait aux soldats avec les enfants de son âge.

Pierre ne réunissait pas seulement autour de lui les fils des boïars et des dvorianes, mais aussi ceux des simples moujiks ; l'un de ses jeux favoris était la guerre ; bientôt, ces amusements se transformèrent en véritables épreuves militaires que Pierre s'imposait : les enfants construisirent des « forteresses », luttèrent pour les prendre, usèrent de tactique ; plus tard, Pierre invita des striéltsis à se « battre » contre lui. Les « combattants » creusaient la terre, faisaient des tranchées, bâtissaient de véritables citadelles ; le futur tsar apprenait ainsi lui-même l'art de la guerre et l'enseignait à ses compagnons de lutte. Quelques années après, Pierre choisit parmi ceux-ci les plus robustes, les plus endurants et en forma ses deux premiers régiments : les célèbres *Préobrajenski* (nom du faubourg de Moscou habité par Nathalia et son fils), et *Sémé-novski* (autre quartier de Moscou), changés, plus tard, en garde impériale.

Ces « guerres » firent naître en Pierre le désir d'acquérir des connaissances techniques concernant l'artillerie ; il s'adressa, dans ce but, à des ingénieurs allemands, mais surtout à deux Hollandais, Zimmermann et Brandt qui furent ses deux premiers maîtres. Le premier lui enseigna les mathématiques, le second le contraignit à dominer sa crainte de l'eau en construisant une petite flottille sur le lac Pereiaslavl et en l'obligeant à la conduire.

Pierre sciait lui-même le bois, faisait les plus durs travaux, comme un simple manœuvre. On raconte que Zimmermann, dans une de ses leçons, parla à son élève de l'astrolabe, instrument grâce auquel les anciens calculaient les distances des astres. Le tsarevitch, qui avait alors 12 ans,, apprenant que l'appareil était d'un usage courant chez les Européens, voulut en posséder un : grâce à cet enfant, les Moscovites connurent l'astrolabe.

Zimmermann et Brandt n'eurent pas de peine à montrer à Pierre combien l'Europe se trouvait en avance « sur la Russie ». Le futur tsar se mit alors à fréquenter la « niemestkaia slo-

boda » (quartier allemand), qu'habitaient de nombreux étrangers. Il y fit la connaissance d'un Ecossais, Gordon, général au service de l'armée russe, homme d'une grande érudition, et d'un suisse génevois, Lefort, qui devint bientôt l'intime de Pierre et le fit vivre selon les mœurs et coutumes européennes.

Pierre devient tsar (1689). — Nathalia Kirrilovna avait tout d'abord favorisé l'esprit d'indépendance de son fils, mais elle en fut bientôt effrayée : la vie que Pierre menait avec les « *niemtsis* » (tous les « Occidentaux », les Allemands au XVII[e] siècle) lui fit craindre qu'il ne perdît le goût du pouvoir et refusât de régner sur des « barbares ». Pour l'éloigner de cette vie « d'amusements stériles » et lui mettre du « plomb dans la tête », Nathalia décida de le marier, et lui trouva une fiancée : Evdokia Phéodorovna Lopoukhina. Le mariage eut lieu au début de l'année 1689 ; Pierre, âgé alors de 16 ans, ne changea guère, ne devint ni « plus positif, ni plus pratique » ; il continua comme par le passé à vivre et travailler hors de chez lui, avec les « niemtsis », au désespoir de sa mère et de sa femme. Quelques mois après, comme nous l'avons vu, la rupture entre Sophie et Nathalia eut lieu, à la suite du refus de Pierre de recevoir le kniaz Galitzine. Sa mère et sa femme saisirent cette occasion pour obliger le jeune tsar à entrer en lutte ouverte avec la tsarine, et Nathalia Narichkina déclara publiquement à Moscou que Sophie régnait illégalement et que la couronne devait revenir à son fils, Pierre.

Les striéltsis étaient tous des partisans du fils de Narichkina, mais leur chef, Chakloviti, ami de Sophie, ourdit un complot, dans le but de faire tuer Pierre et sa mère ; l'exécution devait avoir lieu dans la nuit du 7 au 8 août. Prévenu à temps, le tsarevitch put fuir au Troitski Monastir, où le rejoignirent ensuite sa mère, sa femme, des boïars amis et aussi, fait remarquable dans l'histoire, un régiment entier de striéltsis. La guerre avec Sophie devenait ouverte.

Sophie comprit qu'elle était perdue ; elle essaya tout d'abord de transiger et se rendit au Troïtski Monastir, mais Pierre refusa de la voir. Elle tenta alors de lever contre les striéltsis de son frère les régiments qui restaient à Moscou ; mais ceux-ci, spontanément, se rangèrent aux côtés des troupes du jeune tsar. Les « niemtsis » Gordon, Lefort et d'autres se joignirent aussi à Pierre.

Quelques jours après, les striéltsis exigèrent que Sophie remît entre leurs mains Chakloviti et ses complices. Pierre

triomphait. Sophie dut, sur son ordre, se retirer au Novodiévitchi Monastir ; Galitzine fut exilé, Chakloviti mis à mort avec ses complices.

Dans une lettre à son frère Ivan, Pierre lui demanda de régner « seul tsar ». En réalité, lui-même montait sur le trône : il avait dix-sept ans. Ivan, dont la santé ne lui permettait pas de gouverner, mourut en 1676.

Guerre contre la Turquie (1695-1696). Prise d'Azof. — Caractère de Pierre. — Durant les premières années de son règne, Pierre laissa sa mère gouverner ; aucun événement saillant ne marqua cette remise du pouvoir à Nathalia Kirrilovna et au patriarche Ioakkim. Celui-ci, d'accord avec la mère du tsar, se mit à poursuivre, à persécuter les étrangers établis à Moscou, et les mesures intransigeantes s'étendirent même aux moines de Kief que l'on accusa de violer la pure tradition moscovite. Ioakkim mourut en 1690, et, malgré le désir de Pierre de voir un érudit prendre la charge suprême de l'Eglise, le Doukhovni Sobor élut Adrien, un ami de Nathalia, aussi hostile qu'elle à toute transformation, tout ordre nouveau, toute atteinte au passé.

Pendant ce temps, Pierre et ses anciens maîtres Brandt et Lefort faisaient voyage sur voyage à Archangelsk où il visitait et étudiait les navires étrangers ; il donna l'ordre d'en construire de semblables et envoya des commandes en Hollande. En 1614, Nathalia mourut à son tour ; cette même année, Lefort persuada à Pierre de préparer une expédition contre Azof. Pierre caressait ce rêve depuis longtemps, car la prise de la célèbre forteresse et du pont lui permettrait ensuite de conquérir la mer Noire.

Au printemps de l'année 1695, une armée russe descendit le Don et la Volga, et commença le siège de la ville. Le tsar y servait comme simple bombardier, sous le nom de Pierre Alexeef ; il voulait donner lui-même l'exemple d'une hiérarchie organisée selon les mérites de chacun, faisant métier de manœuvre, se vantant d'avoir des durillons aux mains. Soldat, il était bombardier ; marin, il avait le grade inférieur de « shkiper ». A ce propos, on raconte qu'un peu plus tard, lorsque Pierre atteignit le grade de contre-amiral, la fonction de vice-amiral se trouvait vacante. L'amirauté élut à cette charge un autre amiral qui avait plus d'années de service que le tsar. Celui-ci, apprenant le vote déclara : « Les membres de l'amirauté ont été justes et ont agi selon leur devoir ; s'ils avaient été assez vils pour me préférer à mon

camarade dans le but de flatter leur souverain, je les aurais punis ».

Malgré tous les efforts de Gordon et de Lefort qui commandaient l'armée russe, Azof, ravitaillée par la flotte turque, résista victorieusement aux Russes, qui durent lever le siège en automne 1695. Mais Pierre ne se découragea pas ; dès son retour, il se rendit à Voronèje, appela l'Archangelsk des maîtres étrangers, réunit plus de 20.000 ouvriers, et travailla lui-même à la construction d'une flotte : « Selon l'ordre de notre Père à notre ancêtre Adam, nous gagnons notre pain à la sueur de notre front », écrivait-il à sa femme.

En 1696, la flotte russe, commandée par Lefort, descendit le Don et assiégea Azof, par la mer, tandis qu'une armée de 40.000 hommes l'attaqua sur terre. Cette fois, Pierre s'y trouvait comme capitaine, Cheine en était général. Après deux mois de siège, la ville tomba : la flotte turque n'avait pas osé venir se mesurer avec la marine moscovite naissante.

Les efforts du tsar ne s'arrêtèrent pas là : il voulut préparer une expédition pour conquérir la Mer Noire. Pierre convoqua une Douma des boïars, où il fut décidé qu'en l'espace de deux ans (1696-1698), 152 navires de guerre seraient construits; on levait des impôts, à cet effet, sur les propriétaires fonciers ecclésiastiques et laïques, les marchands et les possadkiés lioudis. L'effort était grand, puisqu'il s'agissait d'obtenir un demi-million de roubles.

Mais la volonté de Pierre ne connaissait pas d'obstacle ; quant au côté purement technique de la construction des navires, le tsar, pour y satisfaire le mieux, envoya en Angleterre, en Hollande et en Italie 50 jeunes gens, fils des meilleures familles de Moscou, afin qu'il y apprissent « la science ». Leurs pères les laissèrent partir à contre-cœur, leurs mères les considérèrent perdus pour elles ; mais l'ordre du tsar était formel, il leur fallut obéir. D'ailleurs, Pierre décida de faire lui-même un voyage à travers les pays d'Occident, désirant étudier, observer, s'instruire, travailler à son éducation personnelle.

Pierre, on le voit, très dur vis-à-vis des autres, était, à l'égard de lui-même d'une sévérité à toute épreuve. Il exigeait de tous une obéissance passive, agissait avec chacun selon ses mérites, ordonnant une rigoureuse discipline, mais se soumettait lui-même volontairement à une dure vie morale et spirituelle.

Projet d'une alliance chrétienne contre la Turquie (1697).

Un enseignement : le départ du Souverain pour l'Europe. — Encore jeune homme, Pierre avait conçu l'idée d'une alliance des grandes nations européennes chrétiennes, caressant l'espoir de chasser les Turcs d'Europe. En 1697, il résolut d'envoyer une ambassade extraordinaire en Allemagne, en Hollande, à Rome et à Venise, afin d'affermir les liens d'une vieille amitié, d'affaiblir les ennemis du Seigneur, le Sultan de Turquie, le Khan de Crimée et toutes les hordes musulmanes.

Les ambassadeurs étaient le Génevois Lefort, le boïar Golovine et le doumni diak (secrétaire de la Douma) Vosnitzine. Moscou, que Pierre ne cessait d'étonner et de mécontenter depuis des années, qui avait considéré comme une épreuve trop douloureuse, un malheur immérité, l'envoi en Europe des 50 fils des boïars, fut stupéfaite d'apprendre que Pierre partait pour l'Occident avec son ambassade, en qualité de simple membre, sous le nom de Pierre Mikhailof.

Le tsar voyageait incognito afin de travailler plus librement, d'éviter tout festin, toute cérémonie qui lui auraient fait perdre du temps. En outre, il lui serait plus facile, dans ces conditions, de donner des conseils à ses ambassadeurs dans les négociations qu'ils entameraient au sujet des conditions de paix ou de guerre avec la Turquie. Pendant son absence, Pierre laissait le gouvernement du pays à son oncle, Léon Kirrilovitch Narichkine, et aux boïars Galitzine et Romodanovski.

Cette fois, la mesure était comble : le gossoudar quittait le pays, préférait les coutumes et mœurs de méprisables étrangers à la sainte tradition orthodoxe !

Quelques jours avant le départ de l'ambassade, un complot s'organisa, dans le but de tuer le novateur exécré. Un colonel de striéltsis, des dvorianiés en furent les instigateurs. Mais, au dernier moment, deux striélstsis, épouvantés par l'idée du crime qu'ils allaient commettre et pris de remords, se rendirent à Préobrajenski et dénoncèrent le complot au tsar. Des perquisitions eurent lieu immédiatement, des arrestations nombreuses s'ensuivirent ; le tsar ordonna de mettre à mort les chefs du mouvement, exila leurs complices et envoya quelques régiments de striéltsis à Azof et à la frontière polono-lithuanienne.

Le 9 mars 1697, les habitants de Moscou assistèrent à un spectacle extraordinaire, unique dans l'histoire : une foule compacte se pressait pour voir passer une longue suite de « sanis » (traîneaux) remplis de voyageurs qui traversaient les

rues de la capitale. Le peuple y reconnut les plus hauts dignitaires partant comme ambassadeurs pour les terres « boussourmanes » (impies, païennes, barbares) ; il y vit aussi le tsar qui s'en allait comme simple dessiatnik du régiment Préobrajenski.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du monde, un souverain d'un grand pays quittait momentanément le pouvoir pour aller travailler de ses mains, s'instruire auprès des nations qu'il reconnaissait d'une civilisation et d'une culture supérieures. Evénement extraordinaire dans la vie d'un peuple, grande leçon !

Pierre le Grand en Europe (1697). Un travail de géant. — Le tsar se rendit d'abord à Riga, mais le commandant de la forteresse suédoise ne permit pas à Pierre de visiter les fortifications de la ville. Les Russes furent d'ailleurs assez froidement accueillis et le goussoudar quitta Riga, gardant une secrète rancune contre les Suédois.

L'accueil fut tout autre en Prusse : l'Electeur de Brandebourg, Friedrich, conclut un accord commercial avec le tsar, mais lui déconseilla la lutte contre la Turquie, déclarant que la guerre contre la Suède était d'un intérêt plus immédiat. Pierre Mikhaïlof, avant de quitter la Prusse, reçut le diplôme de « maître es-artillerie » et obtint de Frédéric le droit du libre passage à travers le Brandebourg pour les Russes se rendant dans les universités germaniques.

Le tsar produisit en Allemagne l'impression d'un homme riche de dons exceptionnels, mais sans aucune éducation, ne sachant même pas se tenir à table. « Quelle riche nature, quel grand cœur, mais quel manque de retenue ! » s'écria un jour la femme du Kurfürst. D'autre part, les mœurs allemandes étonnaient les Moscovites ; à ce sujet, un détail piquant mérite d'être conté. Invités à un bal à la Cour, les Russes, qui ignoraient les corsets, crurent en dansant avec les dames que les Prussiennes avaient les os terriblement durs.

En Hollande, où le tsar se rendit immédiatement après, il se mit au travail dès son arrivée à Saardam, et, sans perdre de temps, comme un simple ouvrier, s'employa à toutes les besognes. Il n'y eut pas une manufacture, pas une usine qu'il ne visitât et où il ne mît lui-même la main à la pâte. Seulement, une semaine ne s'était pas écoulée que « Pierre Mikhaïlof » faisait le sujet de tous les entretiens de la petite ville où ses manières excentriques, son labeur assidu, l'autorité de sa voix, de son geste, son maintien trop hautain pour un

ouvrier et où, par instant, se trahissait son sang de tsar, éveilla bientôt la curiosité et l'intérêt général. Un marin, avec qui le tsar avait travaillé à Archangelsk, le reconnut. Pierre fut alors fêté par la population, mais, le jour même, ne voulant plus rester à Saardam, il se rendit à Amsterdam. L'ambassade du tsar était restée en Allemagne, et celui-ci voyageait seul pour travailler plus librement, mais avec sa nature vive, expansive, violente, il ne pouvait passer inaperçu.

Il vécut quatre mois à Amsterdam, travaillant jusqu'à seize heures par jour : tour à tour maçon, ingénieur, forgeron, dessinateur, graveur ; il trouvait encore le temps de converser et de s'instruire auprès des personnalités marquantes de la science et de l'art hollandais de l'époque.

De retour chez lui, le soir, Pierre travaillait encore : des lettres, des documents de toutes sortes, arrivés de Moscou l'attendaient qui nécessitaient des réponses immédiates. En phrases brèves, tranchantes, il envoyait des ordres, rédigeait des oukazes et s'occupait ainsi de loin des affaires politiques de son Etat. Pendant ce temps, son ambassade négociait, mais sans succès, les conditions d'une alliance contre la Turquie.

Lorsque Pierre vit qu'il ne pouvait plus rien apprendre en Hollande, il partit pour Londres. Là, il continua les mêmes travaux qu'à Amsterdam, visitant aussi les musées, travaillant dans les hôpitaux, étudiant l'anatomie, les sciences naturelles, les mathématiques, sans cesser de dessiner, de graver. Il n'y eut pas un art, pas une science que le tsar ne s'efforça de connaître, d'apprendre, d'approfondir. Doué d'une santé de fer, d'une volonté d'acier, il cherchait à satisfaire par tous les moyens les besoins, les aspirations de son âme de génie.

En Angleterre, comme en Hollande, comme en Allemagne, il prit à son service les hommes les plus capables, de tous métiers, et les envoya en Russie pour instruire ses sujets.

Malgré cette débordante activité, le tsar n'abandonnait pas ses grandes vues politiques d'une guerre sainte pour chasser les Turcs d'Europe ; mais il subit un échec complet. L'Occident était alors plein du grand problème, déjà traditionnel, de la lutte entre la maison royale française et les Habsbourg, et la question turque n'intéressait personne.

Louis XIV, apprenant que le tsar voulait venir en France, lui fit « aimablement » comprendre que sa visite ne s'accorderait pas avec les préoccupations politiques du moment. Le tsar revint donc en Hollande. Sur mer, une terrible tempête

éclata, les compagnons de Pierre tremblèrent pour lui. Le gossoudar les calma en s'écriant : « Un tsar ne se noie pas ! »

De Hollande, le tsar repartit tout de suite pour Vienne ; le gouvernement autrichien préparait alors la guerre contre la France et le sort de Constantinople le laissait complètement indifférent. Le tsar venait de décider son départ pour Venise, lorsque de graves nouvelles lui parvinrent de Moscou : une terrible révolte des striéltsis avait éclaté en Russie.

Emeute des striéltsis (1698). — A son retour, le tsar traversa la Pologne ; il y vit le roi nouvellement élu et, pour la première fois, combina une action commune possible contre la Suède. Comprenant que la Russie était incapable à elle seule de rejeter les Turcs en Asie, le tsar se résigna à se contenter de la prise d'Azof et conçut le projet d'arracher aux Suédois la maîtrise de la Baltique.

Le 25 août 1698, Pierre rentrait dans sa capitale : « Le tsar est revenu ! Le tsar est revenu ! » criait-on à Moscou. — « Non, ce n'est pas le tsar, c'est un niemetss, un boussourmane... les Allemands nous ont volé Piotr Alexewitch et l'ont jeté à la mer » répondaient les sceptiques, tandis que le tsar se dirigeait vers Préobrajenski.

Revenons maintenant un peu en arrière et souvenons-nous qu'avant le départ de Pierre pour l'Occident, les strieltsis avaient été envoyés à la frontière polono-lithuanienne et à Azof. La vie militaire trop rude, avec la nouvelle discipline à l'allemande, mécontentait alors vivement les striéltsis ; excités par l'ex-tsarine Sophie qui leur annonça le meurtre de Pierre à l'étranger, ils se révoltèrent le 6 juin 1698, au cri de : « En marche sur Moscou, tuons les boïars et vivons chez nous. »

Mais les armées régulières, fortes de 40.000 hommes restés fidèles et commandés par Cheine et Gordon, allèrent au devant des striéltis et après une facile victoire, firent prisonniers tous ceux qui étaient restés vivants.

Dès son retour, le tsar fut mis au courant des événements. Le lendemain de son arrivée, il donna l'ordre à Evdokia Lopoukina de se retirer à Souzdal, au monastère de Pokrovski : aucune communion d'idées n'avait jamais existé entre les deux époux, les « excentricités » du tsar déplaisaient toujours davantage à Edvokia et l'attachement de la tsarine aux mœurs de l' « ancienne » Russie exaspérait le Gossoudar ; enfin, un autre grave motif de dissentiment : l'éducation de leur fils Alexis, — acheva de déterminer la rupture. En se séparant de sa femme, Pierre confia l'éducation d'Alexis à l'une

de ses tantes. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet.

Le tsar fut sans pitié pour les striéltsis, il comprenait que derrière les révoltés se dressait toute la masse du peuple, mécontente du nouveau régime qu'il voulait instituer, aussi le tsar résolut-il d'infliger aux rebelles un châtiment exemplaire. Le 17 septembre, 1.700 striéltsis prisonniers subirent la torture. Beaucoup d'entre eux accusèrent Sophie de les avoir poussés à la révolte. On sait que l'ex-tsarine se trouvait condamnée à la réclusion au Novodievitchi Monastir ; le tsar la contraignit à y prendre le voile. Les striéltsis furent tous mis à mort, leurs régiments supprimés. Le patriarche Adrien, qui était venu demander au tsar la grâce des coupables, tenant dans ses mains l'icône de la Vierge, s'attira cette réponse violente de Pierre : « Pourquoi es-tu venu ici avec l'icône ? Remets-là à sa place et ne t'occupe que de ce qui te regarde. Je n'obéis pas moins que toi au Seigneur et à la Sainte-Vierge, mais mon devoir devant Dieu est de veiller au bonheur de mon peuple et de supprimer les misérables qui attentent à son bien-être. »

Paix avec la Turquie (1700). La « Grande guerre du Nord » (1700-1721). — Depuis la prise d'Azof, la lutte continuait toujours contre la Turquie. Taganrog, un autre port sur la mer d'Azof, avait été pris par les Russes. Cependant, le tsar, préparant sa guerre contre la Suède, offrit la paix au Sultan : la Russie gardait ses conquêtes. Le lendemain même de la signature du traité, Pierre, à la tête de son armée, se dirigeait vers la Baltique. La guerre suédoise devait durer 21 ans...

Le tsar avait conclu une alliance avec la Pologne et le Danemark. Patkoul, un noble livonien, mécontent du gouvernement suédois qui confisquait des terres appartenant à la noblesse de son pays, passa en Pologne et soumit au roi Auguste le projet suivant : la Pologne s'allierait à la Russie et au Danemark et prendrait la Livonie et l'Esthonie, la Russie aurait l'Ingrie, ancienne possession de la république de Novgorod, et la Carélie, le Danemark obtiendrait le Holstein où régnait alors le beau-frère du roi de Suède Charles XII.

Le roi de Pologne accueillit le projet de Patkoul avec enthousiasme et envoya immédiatement une ambassade à Pierre pour lui proposer une alliance contre Charles XII. Cette proposition s'accordait avec les désirs secrets du tsar : il savait que la Suède était alors une puissance militaire de premier ordre, aussi cherchait-il des alliés. Cependant, Russes et Polonais, aux-

quels se joignirent les Danois, crurent triompher facilement de leur ennemi, car Charles XII, très jeune, vivant de festins et de noces, passait pour un guerrier incapable. Mais le roi de Suède agit avec promptitude et énergie : envahissant le Danemark et arrivant sous les murs de Copenhague, il contraignit les Danois à signer la paix et à payer une forte contribution de guerre. Puis il marcha contre l'armée russe, qui assiégeait Narva, ville de Livonie : Charles n'avait que 8.000 hommes, les troupes du tsar en comptaient 40.000. Pierre se trouvait à Moscou, levant une nouvelle armée, lorsque la bataille eut lieu : celle-ci fut un désastre pour les Russes, qui perdirent tous leurs canons. (19 novembre 1700.)

Dans la joie de son triomphe, Charles ne remarqua pas la conduite héroïque des deux régiments Preobrajenski et Semenovski, organisés et instruits par le tsar lui-même : tandis que les Russes fuyaient de tous côtés, seuls, ces deux régiments résistèrent avec une bravoure telle qu'elle arrêta l'élan du vainqueur, l'empêchant de cerner les troupes en fuite. Des généraux suédois, cependant, furent frappés par cet épisode de la bataille et l'un d'eux voulut dissuader Charles de quitter la Livonie pour s'attaquer à la Pologne, son dernier ennemi. Le roi de Suède n'écouta pas ce conseil et ne laissa en Livonie que quelques détachements, ce qui provoqua cette réflexion d'un général suédois : « Notre roi semble nous abandonner ici avec de faibles troupes pour apprendre au tsar à nous battre ».

Fondation de Saint-Petersbourg (Petrograd) (mai 1703). — La volonté de fer du grand tsar — nous l'avons vue à l'épreuve — ne pouvait être que stimulée par l'adversité. Tandis que Charles XII « s'enlisait » — selon l'expression de Pierre — en Pologne, le gossoudar travailla avec une ardeur inlassable à l'organisation d'une grande armée, et, comme la Russie, faute d'exploitation, manquait de métaux, le tsar ordonna de couler 300 canons avec des cloches d'églises de provinces. A Pskof, à Novgorod, de nouvelles forteresses s'élevèrent ; le tsar travailla aux terrassements avec ses soldats.

Pendant ce temps, le boïar Cheremetief, envahit la Livonie et infligea deux échecs consécutifs aux Suédois (1701). En apprenant ces premiers succès, Pierre s'écria : « Les Suédois m'ont vaincu. Je les battrai à mon tour ». Cheremetief, créé feldmaréchal, reprit bientôt au général Chlippenbach les deux anciennes villes russes de Iam et de Koporié (1701-1702).

Mais le tsar s'était fixé un but : la conquête des rives de la

Néva. Alexandre Nevski y avait déjà battu de redoutables ennemis de la Russie ; Pierre voulut la conquête de toute cette région. En automne 1702, le tsar assiégea lui-même la célèbre forteresse de Noteburg (ancienne colonie de Novgorod) s'en empara et l'appela Schlösselbourg (ville clef, clef de la Baltique). Le gossoudar se dirigea ensuite vers l'embouchure de la Néva et battit de nouveau les Suédois à la forteresse de Kantz ou Nieschantz (1er mai 1703). Deux navires de guerre suédois arrivant au secours de la forteresse furent capturés, grâce à un acte de folle témérité du tsar : il mit à la mer quelques canots remplis de soldats et attaqua ainsi les navires ennemis qui durent se rendre.

Ce fut dans une île toute proche de l'endroit où se trouvait la forteresse de Kantz que Pierre posa la première pierre de la nouvelle capitale russe « Sankt-Piéterbourg » (16 mai 1703), appelée « Petrograd » en 1914 par le tsar Nicolas II (gorod, grad, ville, nom que lui avaient déjà donné, dans le passé, des poètes et hommes d'Etat).

Ce n'étaient, dans la région, que forêts, marais, « terre aquatique ». Pierre dut triompher de la Nature pour construire la ville. Bâtir une maison fut un travail de forçat ; on releva le niveau de l'île aux lièvres, car chaque inondation du fleuve la recouvrait entièrement. Les pelles, les pioches manquèrent, il fallut en faire venir ; bientôt, le bois, la pierre firent aussi défaut : alors, le tsar donna l'ordre à toute personne arrivant à Petrograd d'apporter un nombre fixe de pierres et interdit de construire des maisons autres qu'en bois dans les autres villes. Cinquante mille hommes travaillèrent à la fondation de la nouvelle capitale : comme celle-ci était entourée de forêts et d'étangs, les vivres ne parvenaient que très difficilement et, souvent, se perdaient ; les ouvriers qui travaillaient et dormaient sur des marais, mal nourris, privés du nécessaire, mouraient par centaines ; mais rien ne rebuta Pierre, qui ne cessa d'aider, d'encourager ses hommes, de partager leurs privations, de coucher comme eux « sur la dure ».

La Russie entière considérait cette « œuvre » du tsar comme une folie ; la sœur de Pierre, la tsarevna Maria Alexeevna, disait : « Pétersbourg disparaîtra après nous ; on ne peut y vivre ». La volonté du gossoudar fut de roc. Des oukazes déterminèrent le nombre de marchands et de dvorianes qui durent quitter les autres villes et s'installer à Petrograd. Des « hommes choisis » parmi la population par les autorités devinrent les premiers habitants de la capitale.

La Perspective Nevski, le plus beau boulevard de l'Europe, fut ouverte en dernier lieu : des hôtes étrangers, des ambassadeurs y travaillèrent avec le tsar : « Le gossoudar leur offrit, ce jour-là, un festin magnifique ; la boisson fut abondante, puis tout le monde alla prendre du repos. Soudain, on réveilla les ambassadeurs, en donnant à chacun une hache de la part du tsar. Celui-ci les invita ensuite à le suivre et les conduisit à un petit bois où il voulait faire une nouvelle allée. Le souverain commença à abattre des arbres et les ambassadeurs durent naturellement suivre son exemple. Il était pénible de travailler après un aussi copieux repas, mais comment refuser au souverain ! Tous se mirent à la besogne et l'allée fut prête en quelques heures. »

En toutes choses, quelles que fussent les circonstances, le tsar donnait des ordres d'une sévérité inflexible ; les oukazes devenaient toujours plus fréquents et les châtiments pour ceux qui ne les observaient pas étaient de plus en plus terribles : ainsi, toute personne, haut personnage ou simple paysan, qui jetait des ordures dans la Perspective Nevski se voyait condamné à l'exil, au knout et à la Sibérie. Un jour, le tsar traversait un pont sur la Néva avec le préfet de police, un général. Or, plusiers pièces de bois se trouvèrent pourries et branlantes : le tsar infligea sur place au général une punition exemplaire — dix coups de bâton sur le dos. « Cela t'apprendra à tout surveiller toi-même », s'écria Pierre, puis, invitant le préfet à s'asseoir de nouveau près de lui, il ajouta : « Viens, frère, continuons notre promenade ».

La volonté du souverain triompha des obstacles de la Nature, dompta le mauvais vouloir des hommes ; grâce à elle, Petrograd devint capitale russe.

Charles XII écrase la Pologne (1706). — En 1704, Cheremetief, poursuivant ses succès, s'empara de deux grandes forteresses suédoises : Derpt et Narva.

Pendant ce temps, le roi de Suède envahissait la *Rièlch Pospolitaia*, prenant ville après ville, et chassait devant lui Auguste, lui offrant la paix mais à condition qu'il déposât la couronne polonaise. Au moment où Charles poursuivait ainsi ses triomphes, il reçut une ambassade de Louis XIV : la France était alors assaillie de tous côtés par une formidable coalition, et son roi, qui avait refusé de recevoir le tsar Pierre, rappelait à Charles l'alliance conclue entre les deux pays. L'Europe fut un moment inquiète. La Suède allait-elle se porter au secours de la France vaincue ou continuerait-elle la guerre contre

son redoutable voisin slave ? Elle se rassura bientôt : Charles décida d'écraser définitivement la Pologne et d'en finir ensuite avec Pierre.

Qui peut dire les changements dans le destin européen qu'aurait produits une alliance entre Louis XIV et Pierre ? Le danger militariste germanique eût peut-être été conjuré dès sa naissance. Les événements furent malheureusement autres ; cependant, si la France sortait affaiblie de cette terrible épreuve, la Russie, par contre, allait grandir dans la crise non moins redoutable qu'elle traversait et devenir plus dangereuse pour ses ennemis traditionnels germaniques.

Charles XII continua, durant toute l'année 1706, à épuiser son adversaire polonais, qui, en hiver, fut contraint de se soumettre aux dures conditions du vainqueur : Auguste perdait le trône de Pologne, reconnaissait roi Stanislas Leczinski, rompait toutes relations avec le tsar et, condition la plus humiliante de ce traité d'Altranstadt, il livrait à la vengeance cruelle du souverain suédois Patkoul, le dvorianine livonien qui fut mis à mort après avoir subi d'atroces tortures. Ce désastre marque le début de l'agonie de la Pologne comme Etat européen (1706).

En apprenant la défaite de son allié, Pierre, pour la première fois de sa vie, connut la crainte : « Nous sommes désormais seuls dans cette lutte contre notre terrible ennemi », écrivit-il à l'un de ses amis. Et, certes, la situation se présentait comme très grave : toutes les forces de la Suède allaient se tourner contre la Russie ; de plus, une révolte de la golitba et des Cosaques venait d'éclater à Astrakhan et sur le Don, nécessitant un envoi de troupes et aggravant encore l'état général des choses. L'armée russe se trouvait donc divisée, affaiblie. Le tsar envoya à Charles une ambassade, lui demandant la paix : la Russie gardait la Néva et Petrograd et rendait à la Suède ses autres conquêtes.

Charles XII, que subjuguait le rêve de s'emparer de la ville sainte de Moskva, répondit : « Je ne traiterai qu'à Moscou ! » paroles que devait répéter, plus tard, un autre grand capitaine, Napoléon. La guerre continuait. Le tsar s'occupa immédiatement de lever de nouvelles armées pour l'effort suprême.

Révolte populaire à Astrakhan (1706). Soulèvement cosaque et paysan sur le Don (1708). — La population d'Astrakhan avait prêté foi à des bruits répandus par les ennemis du tsar : Pierre voulait convertir le peuple russe à une religion nou-

velle et donner les jeunes filles du peuple en mariage aux maudits niémtsis (allemands). Le souverain envoya Cheremetief avec une armée, afin de pacifier la ville ; les instigateurs de la révolte furent mis à mort et Astrakhan redevint calme (1706).

Une émeute beaucoup plus grave éclata vers la même époque dans les régions comprises entre la Volga et le Don, provoquée par le Cosaques et la golitba, dont le nombre avait augmenté de milliers de paysans fuyant le service militaire et les impôts devenus écrasants avec la guerre du Nord. De de 1705 à 1708, des combats incessants eurent lieu entre les troupes régulières et les révoltés ; enfin, en 1708, un atamane, Boulavine, prit le commandement de tous les rebelles : depuis Stenka Razine, la situation n'avait jamais été aussi dangereuse. « On ne revient pas du Don », tel était le cri des Cosaques lorsque les soldats du tsar essayaient de reprendre des « *golitvennikis* » (gens de la golitba).

Boulavine lança une proclamation, déclarant que les Cosaques se soulevaient afin de sauver la religion orthodoxe menacée par les boïars et les niémtsis et appela le peuple entier à la révolte. Saratof, Kamitchine et Tsaritsine tombèrent aux mains des révoltés. Pierre envoya alors contre eux le kniaz Dolgorouki, qui défit Boulavine à Tcherkassk (1708). L'atamane, vaincu, se suicida, et son compagnon Nekrassof s'enfuit avec 2.000 Cosaques auprès du Khan de Crimée, puis chez les Turcs, en Dobroudja.

Pierre ne se contenta pas de punir les rebelles. Des mesures res rigoureuses furent prises contre la « donskaia golitba » et les Cosaques ; l'indépendance de ceux-ci subit une forte atteinte, le gouvernement devint maître absolu dans toute la région du Don.

Mais le tsar n'était pas encore au bout de ses épreuves. De mauvaise nouvelles lui parvinrent de l'Ukraine : le hetman petit-russien Mazeppa y tentait un soulèvement national contre la Moscovie.

Charles XII envahit la Russie (1708). Mazeppa. — Ce fut seulement en 1708 que le roi de Suède, après avoir organisé de nouvelles troupes, franchit la frontière russo-polonaise, s'empara de Grodno, puis, sans attendre les renforts du général Levengaupt, se dirigea vers le Dniepr, battant de nouveau les Russes à Golovtchine et à Mohilev.

Cependant, le gros de l'armée russe commandé par Pierre lui-même attendait l'ennemi à Smolensk. Le tsar, voyant Charles prendre le chemin de la Petite-Russie, se hâta d'en

finir tout d'abord avec le général Levengaupt ; son armée rencontra l'ennemi à Liesnaia. Les Suédois y furent écrasés, laissant aux Russes 2.000 prisonners, toute leur artillerie et les vivres que Levengaupt apportait à l'armée de son roi. Cette défaite était grave : si Charles ne réussissait pas à vaincre rapidement les Russes, ses troupes ne trouveraient plus à se nourrir en pays ennemi et seraient menacées de famine.

Le roi de Suède, bien qu'affecté par le désastre de son général, espéra atténuer le mal en Petite-Russie, où Mazeppa fomentait un soulèvement général.

Le hetman petit-russien Mazeppa avait été élevé par les jésuites, puis, après avoir servi auprès du roi de Pologne, il devint Cosaque de l'Ukraine : ses facultés exceptionnelles, sa culture le firent vite remarquer ; il fut élu hetman sous le règne de Sophie ; plus tard, Pierre lui accorda sa confiance à un tel point qu'en 1707 et au début de 1708, lorsque des dénonciations parvinrent au tsar accusant Mazeppa de préparer une révolte ayant pour but l'indépendance de l'Ukraine dont il serait le souverain, Pierre refusa de croire à l'ambition criminelle et à la trahison de son ami et lui livra les dénonciateurs : Mazeppa leur infligea les pires supplices avant de les mettre à mort.

Quand Charles entra en Petite-Russie, Mazeppa fit tous ses efforts pour soulever le pays, mais n'y réussit pas : il put seulement rassembler 2.000 Cosaques et s'unit avec eux aux Suédois. Le tsar, apprenant cette trahison, condamna à la décapitation tous les partisans de Mazeppa et dévasta la région de la Zaporojskaia Siétch, dont les Cosaques avaient appelé le roi de Suède à leur secours.

Charles avait espéré trouver en Ukraine les vivres et les munitions dont il avait besoin : son espoir fut déçu. Les conséquences du désastre de Levengaupt commencèrent à se faire sentir : la situation de l'armée suédoise devenait critique ; par contre, le tsar reprenait courage — Astrakhan et le Don étaient pacifiés, la Petite-Russie refusait de se soulever, les Suédois ne se relevaient pas de leur grave échec de Liesnaia, enfin, le roi Charles, dont l'armée souffrait cruellement de l'hiver russe, venait de se résoudre à attendre le printemps pour poursuivre l'invasion de la Russie. Pierre en profita pour exercer, dans les manœuvres les plus dures, sa jeune armée, afin de pouvoir livrer une bataille décisive et victorieuse qui chassât l'ennemi définitivement.

La victoire de Poltava (27 juin 1709). Ses conséquences.

— Des combats fréquents eurent lieu durant l'hiver 1708 et le printemps 1709, entre les avant-gardes des deux armées, livrés par Charles XII, qui tentait de se rendre maître de la route de Moscou. Au mois de juin, le roi de Suède marcha sur Poltava, forteresse petite-russienne construite pour arrêter les incursions des tatares de Crimée et des Turcs. L'héroïque garnison résista victorieusement à tous les assauts : le tsar résolut alors d'aller au secours de la ville assiégée et d'y livrer la bataille décisive qu'il voulait.

Le 26 juin, l'armée de Pierre arriva devant Poltava ; le gossoudar y lança immédiatement la proclamation suivante : « L'heure est venue qui doit décider du destin de la Russie ; vous ne vous battez pas pour Pierre, mais pour l'Etat qui lui a été confié. Sachez qu'il met au-dessus de sa vie la gloire et la prospérité du pays ». Le lendemain 27, les Russes attaquèrent l'ennemi.

Charles XII, blessé dans un combat antérieur, était incapable de monter à cheval ; porté dans une voiture, il parcourait les rangs de ses soldats et donnait des ordres. Pierre allait d'un point à un autre, risquant sa vie à tout moment : son chapeau, la selle de son cheval furent traversés par des balles. Ses troupes écrasèrent les Suédois : la moitié de l'armée ennemie resta sur le champ de bataille, tuée ou faite prisonnière ; l'autre moitié, en fuite vers le Dniepr, se trouva cernée par le général Menchikof et dut se rendre. Quant au roi de Suède, il réussit, grâce aux efforts de sa suite, à traverser le fleuve et à fuir avec Mazeppa en terre du Sultan.

Les contemporains de Pierre ont appelé la victoire de Poltava la « résurrection russe ». La Suède était considérée jusqu'alors comme une puissance de premier ordre ; Louis XIV, on le sait, avait recherché son alliance, et l'Europe craignait son intervention en faveur de la France. Une seule bataille changeait les destinées de l'Est européen : le roi de Suède, battu, se trouvait, loin de son pays, fugitif en Turquie ; la Russie, qui n'avait, jusqu'au XVIII[e] siècle, joué aucun rôle en Europe, devenait une grande puissance avec laquelle l'Occident devait compter désormais. La race slave, asservie, subissant le joug germanique ou turc, entrait sur la scène de l'histoire du monde et s'imposait déjà, grâce à la Russie, comme l'égale des Germains et des Latins.

La Moscovie entière fêta la grande victoire : à Moscou, pendant huit jours, on fit sonner les cloches de la ville et tirer le canon ; des illuminations et des réjouissances eurent lieu.

A un dîner en l'honneur du triomphe de l'armée, le tsar invita les généraux suédois prisonniers en leur déclarant qu'il les considérait comme ses maîtres. Sur la demande des officiers russes supérieurs, le gossoudar prit le titre de général et accepta celui de vice-amiral de la flotte.

Guerre contre la Turquie (1710-1711). — Charles XII usa de tous les moyens, pendant plusieurs mois, pour persuader le Sultan de déclarer la guerre à la Russie ; son allié, l'ambassadeur de France à Constantinople, joignit ses efforts aux siens. Le Sultan comprit qu'une occasion aussi favorable de reprendre Azof ne se représenterait plus ; la Russie ayant usé ses meilleures forces dans sa guerre contre la Suède, ne pourrait sans doute pas soutenir un nouvel effort contre un second adversaire.

Le tsar, apprenant les préparatifs de la Turquie, voulut devancer son ennemi : toutes ses armées se trouvaient alors en campagne sur les rives de la Baltique ; il ne fallait pas donner le temps aux Turcs de rassembler de trop grandes forces : aussi Pierre ne put-il réunir que 40.000 hommes. Les « gospodars » (princes) de Moldavie et de Valachie, les Slaves serbes et bulgares, les Grecs tressaillirent d'espoir en apprenant que le vainqueur de Poltava se dirigeait vers le Pruth ; mais l'heure de la délivrance n'avait pas encore sonné. Les 40.000 hommes du tsar rencontrèrent près du Pruth une armée turque, forte de 200.000 hommes, qui les cerna facilement ; cependant, une violente attaque de l'ennemi supérieur en nombre fut repoussée avec de grandes pertes pour les Turcs.

Dans les deux camps, on commença alors à parler de paix. Le tsar, impatient d'achever la conquête de la Baltique, voulut traiter avec la Turquie, même au prix d'Azof ; le Sultan hésitait, désirant continuer les hostilités et obtenir davantage, si possible. Catherine, la seconde femme de Pierre, qui avait suivi son mari, prenait une part active aux négociations. Enfin, les généraux turcs refusèrent de réattaquer les Russes, prétendant que l'héroïsme des troupes du tsar rendait incertain le succès. Le Sultan se décida alors à traiter : la Russie rendait Azof à la Turquie et donnait libre passage à Charles XII pour rentrer en Suède.

Le tsar à Paris (1717). — Après la victoire de Poltava, les armées russes s'emparèrent en quelques mois de Riga, de Revel et de Viborg (1710). Pendant ce temps, Stanislas Leczinski, le roi que Charles XII avait mis sur le trône de

Pologne, se hâtait de fuir, et Auguste, l'ancien roi, allié du tsar, reprenait couronne polonaise. Le Danemark concluait une nouvelle alliance avec la Russie.

A la fin de 1710, la Lithuanie, l'Esthonie et la Courlande étaient conquises. En 1711, lors de la guerre contre la Turquie, les Russes envahissaient la Finlande et prenaient Helsingfors et Abo. En 1714, le tsar, commandait la flotte russe, gagna sa première grande bataille navale à Hango : la marine suédoise y fut presque détruite, les Russes occupèrent les îles d'Aland.

L'année même de ce désastre, Charles (désespéré de la paix conclue par le Sultan) qui était resté en Turquie pour essayer de provoquer une nouvelle guerre, se décida enfin à partir : il regagna la Suède en passant par la Hongrie et l'Allemagne (1714). En 1715, le tsar envoya en Allemagne une armée qui s'unit aux troupes de ses alliés danois et chassa les Suédois de leurs possessions poméraniennes. Mais le gossoudar russe effraya bientôt ses amis : il avait marié sa nièce, Catherine Ivanovna, au herzog de Mecklembourg, et agissait en maître dans cette province allemande. Le Danemark, la Pologne et le Hanovre craignirent que la Moscovie ne cherchât à conquérir une partie de l'Allemagne ; Pierre, de son côté, très mécontent de la lenteur des opérations conduites par ses alliés, rompit l'union conclue avec eux et conçut l'idée d'une alliance avec la France. Il résolut donc de se rendre à Paris et d'y négocier un mariage entre sa fille Elisabeth et le dauphin, le futur Louis XV.

Saint-Simon sur Pierre le Grand. La France refuse l'alliance que Pierre lui propose. — L'impression produite à Paris par le tsar nous est connue surtout grâce aux mémoires de Saint-Simon. Cet historien a laissé du vainqueur de Poltava un portrait, dont nous extrayons les divers passages suivants : ils fixeront l'image du grand tsar et diront aussi le regret de l'homme politique français avisé, de voir échouer le projet d'alliance entre les deux pays.

— « Ce monarque se fit admirer par son extrême curiosité, toujours tendante à ses vues de gouvernement, de commerce, d'instruction, de police... tout montrait en lui la vaste étendue de ses lumières et quelque chose de continuellement conséquent. Il avait une sorte de familiarité qui venait de liberté ; mais il n'était pas exempt d'une forte empreinte de cette ancienne barbarie de son pays, qui rendait toutes ses manières promptes, même précipitées... Le désir de voir à son aise,

l'importunité d'être en spectacle, l'habitude d'une liberté au-dessus de tout, lui faisait souvent préférer les carosses de louage, les fiacres même, le premier carrosse qu'il trouvait sous sa main de gens qui étaient chez lui et qu'il ne connaissait pas. Il sautait dedans et se faisait mener par la ville ou dehors. Alors c'était au maréchal de Tessé et à sa suite, dont il s'échappait ainsi, à courir après, quelquefois sans pouvoir le trouver...

...Ce qu'il buvait et mangeait en deux repas réglés est inconcevable, sans compter ce qu'il avalait de bière, de limonade et d'autres sortes de boissons entre les repas... Sa suite, à sa table, avalait davantage... Le tsar entendait bien le français et, je crois, l'aurait parlé s'il eût voulu ; mais, par grandeur, il avait toujours un interprète. Pour le latin, et bien d'autres langues, il les parlait très bien...

...Le lundi suivant, 10 mai, le roi (le futur Louis XV) alla voir le tsar, qui le reçut à sa portière, le vit descendre de carrosse, et marcha de front à la gauche du roi jusque dans sa chambre, où ils trouvèrent deux fauteils égaux... On fut étonné de voir le tsar prendre le roi sous les deux bras, le hausser à son niveau, l'embrasser ainsi en l'air, et le roi, à son âge, et qui n'y pouvait pas être préparé, n'en avoir aucune frayeur. On fut frappé de toutes les grâces qu'il montra devant le roi, de l'air de tendresse qu'il prit pour lui, de cette politesse qui coulait de source, et toutefois mêlée de grandeur, d'égalité de rang, et, légèrement, de supériorité d'âge ; car tout cela se fit très distinctement sentir.

...Le 16 mai, il alla aux Invalides, où il voulut tout voir et tout examiner partout. Au réfectoire, il goûta de la soupe des soldats et de leur vin, but à leur santé, leur frappant sur l'épaule et les appelant camarades. Il admira beaucoup l'église, l'apothicairerie et l'infirmerie, et parut charmé de l'ordre de cette maison. Le maréchal de Villars lui en fit les honneurs. La maréchale de Villars y alla pour le voir comme bayeuse. Il sut que c'était elle, et lui fit beaucoup d'honnêtetés...

...Dimanche 20 juin, le tsar partit et coucha à Livry, allant droit à Spa, où il était attendu par la tsarine, et ne voulut être accompagné de personne. Le luxe qu'il remarqua le surprit beaucoup ; il s'attendrit en partant sur le roi et sur la France, et dit qu'il voyait avec douleur que ce luxe la perdrait bientôt...

...Il s'en alla, charmé de la manière dont il avait été reçu,

et dans un grand désir de s'unir étroitement avec le roi, à quoi l'intérêt de l'abbé Dubois et de l'Angleterre fut un funeste obstacle, dont on a souvent eu et on a encore grand sujet de repentir. Rien ne convenait mieux à notre commerce, à notre considération dans le Nord, en Allemagne et par toute l'Europe. Le tsar tenait l'Angleterre en brassière par le commerce et le roi Georges en crainte pour ses Etats d'Allemagne. Il tenait la Hollande en grand respect et l'empereur en grande mesure. On ne peut nier qu'il ne fût une grande figure en Europe et en Asie, et que la France n'eût infiniment profité d'une union étroite avec lui. Il n'aimait point l'empereur, il désirait de nous déprendre peu à peu de l'Angleterre, et ce fut l'Angleterre qui nous rendit sourds à ses invitations, jusqu'à la messéance... »

Les événements historiques prouvèrent au cours de ce même siècle combien Saint-Simon avait raison ; une alliance franco-russe stable, forte, basée sur les intérêts des deux pays, eût évité à la France les désastres de la guerre de Sept ans. Ce fut la Russie qui, la première, deux fois, avec Pierre, désira cette alliance : deux fois, la royauté française la refusa.

Invasion de la Suède. Fin de la Grande Guerre du Nord. (1721). — Le régent de France se désintéressa complètement des questions du Nord-Est de l'Europe. Le voyage du tsar aboutissait donc à un échec ; cependant, les circonstances lui furent favorables, car, dès son retour, il reçut, par l'intermédiaire d'une ambassade extraordinaire, des propositions de paix de Charles XII. La Suède abandonnait à la Russie la Finlande, l'Ingrie, la Carélie, l'Esthonie et la Lithuanie ; le tsar concluait avec la Suède une alliance défensive et offensive contre tous ses ennemis. Les négociations allaient aboutir, lorsque Charles fut tué à Frédéricshald, par une balle suédoise, croit-on (1718). La sœur du roi, Ulrika-Eléonore, monta sur le trône ; elle dirigeait le parti aristocratique suédois, franchement hostile à la Russie ; la guerre recommença.

Vers la fin de l'année 1719, la flotte russe commandée par Apraxine, écrasa la marine suédoise : une armée russe débarqua en Suède. La flotte anglaise, arrivée au secours des Suédois, n'osa pas livrer bataille. Durant toute l'année 1720, les troupes d'Ulrika essayèrent d'arrêter la marche lente mais irrésistible des Russes sur Stockholm. Apraxine parvint jusqu'aux faubourgs de la capitale ennemie. La Suède, vaincue, demanda la paix : elle fut signée à Nystadt, le 30 août 1721. La Lithuanie

cet ancien redoutable adversaire de la Moscovie, l'Ingrie, terre novgorodienne, l'Esthonie, une partie de la Finlande et de la Carélie retournaient à la patrie slave et devenaient provinces russes. Le rêve d'Ivan le Terrible et d'Alexeï Mikhailovitch se trouvait réalisé : la Russie devenait riveraine de la mer Baltique.

La Russie entière fêta par de longues réjouissances cette glorieuse paix. Le 22 octobre 1721, le tsar, sur la prière des membres du Sénat et du Saint-Synode, prit le titre de « Pierre le Grand, Père de la Patrie, Empereur de toutes les Russies ». Le « Moskovskoie tsarstvo » devenait l'Empire Russe.

Guerre contre la Perse (1722-1723). — Par la mer Baltique, la Russie correspondait librement avec l'Occident. Le tsar voulut aussi devenir maître de la Caspienne, afin de rendre la Russie l'unique puissant intermédiaire entre l'Europe et l'Asie ; dans ce but, il déclara la guerre à la Perse, en 1722, prenant comme prétexte que des marchands russes avaient été insultés à Chemach. L'Empereur descendit la Volga avec sa flotte et occupa les villes de Tarki et de Derbent. Puis, il revint à Moscou, laissant à ses généraux le soin d'achever la campagne. La grande ville de Bakou fut prise peu de temps après. Le shah de Perse demanda la paix. Quatre provinces à l'ouest de la Caspienne, conquises par les armées russes, devenaient terre moscovite. Le premier pas était fait vers la la conquête du Caucase.

Ce fut la dernière guerre du règne. L'homme de génie qui gouvernait alors la Russie avait compris toute la grande portée de la maîtrise des mers pour le développement de la puissance et le progrès de sa patrie. Tous ses desseins se trouvaient réalisés, sauf un : la mer Noire n'appartenait pas encore à la Russie, les Turcs n'étaient pas chassés d'Europe, les Slaves balkaniques gémissaient encore sous le joug exécré, Tsargrad se trouvait toujours aux mains des musulmans. Mais Pierre le Grand, en mourant, laissait la Russie prête à l'accomplissement de cette dernière tâche. La mer Noire et la Crimée, la libération des Slaves, la Conquête de Tsargrad, tel allait être l'effort, le but des successeurs de Piotr Veliki. (Pierre le Grand).

Les réformes de Pierre le Grand. L'Eglise. — Le patriarche Adrien, homme franchement hostile au régime nouveau que Pierre inaugurait en Russie, mourut en 1700. Les raskolnikis, qui considéraient le tsar comme l'Antechrist venu d'Allemagne, les niconianes eux-mêmes, qui voyaient en l'empe-

reur l'ennemi de l'Eglise russe, regrettèrent vivement cette perte : ils avaient longtemps espéré qu'Adrien « prendrait sur lui la tâche de lutter contre les « hérésies » de Pierre ».

Afin de ne pas avoir un ennemi dans la personne du chef suprême de l'Eglise, le tsar ne fit pas procéder à de nouvelles élections, mais confia la surveillance du trône patriarcal au métropolite de Riazan, Stéphane Iavorski. En 1721, Pierre institua le Saint-Synode, « collège composé de hauts dignitaires ecclésiastiques choisis par le gossoudar afin de décider de toutes les affaires de l'Eglise avec leur président ». Le premier président fut Iavorski. Pierre confia l'élaboration du règlement du Saint-Synode à son ami et collaborateur, un érudit, le célèbre évêque de Pskof, Phéophane. Celui-ci, pour démontrer la supériorité du régime synodial sur la régime patriarcal, invoqua l'exemple de Tsargrad et de Rome et écrivit : « L'organisation collégiale est moins dangereuse pour l'Etat, car le peuple ignore ce qui distingue le pouvoir spirituel et le pouvoir impérial, et, frappé par la gloire et les honneurs du chef suprême de l'Eglise, il considère ce dernier comme un second gossoudar, égal en puissance au tsar, sinon supérieur à lui. Si un désacord survient entre l'empereur et le patriarche, le peuple se trouve tout disposé à soutenir le second, croyant épouser la cause même de Dieu ».

Par son droit de choisir les membres du Saint-Synode, le tsar devenait lui-même le chef suprême de l'Eglise. Pierre ordonna au Saint-Synode de rédiger immédiatement trois livres et de les lire dans les églises : sur les dogmes de l'orthodoxie, sur les devoirs de tout homme vis-à-vis de lui-même et de la société, sur les préceptes des Saints-Pères. Les évêques durent avoir chez eux des écoles pour l'instruction des prêtres ; les enfants illettrés des hommes d'église furent pris comme soldats.

Les monastères. La tolérance religieuse. — Pierre diminua le nombre des moines et restreignit les droits pour les laïques d'entrer dans la vie monastique, sachant que beaucoup parmi eux se retiraient du monde uniquement pour fuir le service militaire.

L'empereur ordonna aussi qu'une partie des revenus des monastères, déterminée par lui, fût employée à la création d'œuvres de charité : hôpitaux, asiles pour vieillards et militaires retraités ; les moines durent y servir en qualité d'infirmiers. Quant aux religieuses des couvents, elles reçurent

l'ordre de travailler à l'instruction et à l'éducation des orphelins.

Les étrangers établis en Russie purent avoir leur église et y exercer librement leur culte, et, fait remarquable, les orthodoxes eurent le droit de contracter mariage avec eux. Le nombre des raskolnikis augmenta beaucoup sous ce règne. Les réformes du tsar, toutes plus hardies les unes que les autres, étaient considérées par une grande partie du peuple comme une trahison à la foi orthodoxe, à toute la tradition nationale de la Russie : aussi, des milliers de Russes passaient-ils au raskol et fuyaient même à l'étranger. Pierre ne les poursuivit pas ; ils furent libres de professer leur foi, à condition de se soumettre à leurs obligations civiles, de payer un double impôt et de porter un vêtement spécial.

Afin d'avoir dans l'Eglise même des partisans de son œuvre, Pierre fit venir des moines de Kief qui, dans leurs sermons, leurs ouvrages, montrèrent la nécessité et la justice des innovations du gossoudar ; quatre de ces moines ont laissé un nom célèbre dans l'histoire : Stéphane Iavorski et Phéophane, que nous connaissons déjà, puis Dmitri, le métropolite de Rostof et Phéodossi Ianovski, l'archimandrite de l'Alexandronevski Monastir.

Réformes sociales. — Pierre créa une hiérarchie sociale basée, non sur la naissance, les richesses ou titres acquis par les générations précédentes, mais sur le mérite des individus, leurs efforts, leur zèle dans l'exercice des fonctions de l'Etat.

Tous les sloujiliés lioudis reçurent le nom commun de dvorianes et furent divisés, en 1722, selon « la table des rangs » en 14 « *tchines* » (classes ou rangs) ; une fonction civile ou militaire correspondit à chaque tchine. Tout dvorianine, comme tout homme du peuple, à égalité de droits, pouvait, en commençant par les tchines inférieurs, s'élever, suivant ses capacités, jusqu'aux tchines supérieurs, et occuper les plus hautes fonctions de l'Etat. Tout fonctionnaire homme du peuple atteignant la classe correspondant au grade d'officier devenait dvorianine. Il est intéressant de noter que les étrangers, désirant jouir, en Russie, des mêmes droits que les Russes, pouvaient, eux aussi, entrer dans les tchines et y monter selon les services rendus.

Les dvorianiés furent aussi contraints de se soumettre à une discipline dure pour eux. Déjà en 1714, un oukaze du tsar obligeait tout dvorianine ayant atteint l'âge du service militaire à se présenter au corps qui lui était indiqué : tout

insoumis était puni du knout et voyait ses propriétés foncières confisquées. Les enfants des dvorianes devaient, à l'âge de quinze ans, savoir lire et écrire, connaître l'arithmétique et la géométrie, avant d'entrer dans un tchine. De temps à autre, Pierre réunissait à Petrograd ou à Moscou les fils des dvorianes et leur faisait subir des examens : il les répartissait ensuite dans les fonctions civiles ou militaires ou les envoyait travailler à l'étranger. Si, au bout d'un certain nombre d'années fixé par l'Empereur, le dvorianine n'avait pas satisfait au programme voulu, il devenait simple soldat ou marin. Tout dvorianine qui ne savait ni lire ni écrire ne pouvait se marier. Par contre, pour récompenser ceux qui auraient rendu des services signalés à l'Etat, le tsar nomma des « *grafs* » (comtes) et des « *kniaz* » (princes), et créa les ordres de Saint-André et de Sainte-Catherine.

Lois paysannes (1719). — Avec Pierre le Grand, le « Kriépostnoie pravo » (le servage) se consolida définitivement. Afin d'enrichir le trésor, le tsar institua l'impôt ou podat « par tête » ou « par âme » ; nulle distinction n'était faite entre cholop et krestianine ; l'esclave ou le paysan devait désormais payer son podat (impôt) à l'Etat et servir dans l'armée (1719). Les pomiéchtchikis répondaient, devant les autorités, du versement régulier des impôts et cette responsabilité les rendit plus durs envers leurs serfs.

Ainsi, la situation sociale des cholops s'améliorait : ils devenaient des kriépostniés, recevaient, des propriétaires fonciers, une terre, à l'égal des paysans ; le gouvernement confondait les uns et les autres sous la même appellation de « sujets de pomiéchtchik », « gens de corvée » ; mais le sort des paysans s'aggravait, car ils étaient désormais propriété personnelle de leur maître.

Le tsar se montrait aussi impitoyable pour la classe des moujiks que pour les nobles et autres représentants de la société. Comme le dit Platonof, « la vie des dvorianiés, des citadins, des paysans se transformait et le gouvernement déterminait cette vie, non plus selon les droits de chacun, mais selon ses devoirs, ses fonctions. Tout homme, tout groupement d'individus vivait, non pour soi, mais pour les « nécessités d'Etat », sa personne, ses biens, tout appartenait à l'Etat et devenait son instrument docile ».

Cependant, l'empereur veilla à prévenir tout abus et s'efforça d'éviter certaines manifestations du servage occidental européen. Un de ses oukazes dit : « Supprimer la vente

des hommes et, s'il est possible d'agir autrement, vendre en famille et non séparément ; ne marier personne par force ; ne pas livrer à la torture ni jeter à la misère les paysans ; ordre est donné aux voievodes de priver de leurs sujets les propriétaires fonciers indignes et de surveiller par la suite la conduite de ces derniers ». Enfin, le tsar abolit le pravèje, ce supplice odieux, et le remplaça par les travaux forcés.

Le Sénat (1711). Les « Collèges » (Ministères) (1718). — La Boiarskaia Douma disparut de l'histoire, sous Pierre le Grand, ainsi que le Zemski Sobor. Le tsar s'occupait lui-même de l'étude de tous les problèmes de la vie du pays, et réunissait parfois dans son « cabinet » les hommes en qui il avait placé sa confiance. Tout oukaze, toute loi émanait directement du souverain. Cependant, en 1711, Pierre créa le Sénat pour « gouverner le pays lorsque le gossoudar s'absentera de la capitale ». Le tsar nommait les membres du Sénat : cette institution rendait publiques les lois du souverain, veillait à leur exécution et décidait de toute affaire judiciaire et administrative en qualité d'instance suprême. Au début, le Sénat n'eut que neuf membres.

En 1718, Pierre abolit les prikazes, et les romplaça par des « Collèges », au nombre de huit : ceux de la guerre, de la marine, des affaires étrangères, des finances, de la justice, des propriétés foncières, de manufactures et usines, du commerce. Comme la Russie manquait de fonctionnaires instruits et compétents dans ces diverses branches, le tsar proposa à des officiers suédois prisonniers et connaissant la langue russe de prendre service dans les Collèges, et fit venir aussi des fonctionnaires slaves d'Autriche ; enfin, l'Empereur envoya quarante de ses sujets en Prusse pour s'instruire dans le maniement des affaires, et se trouver, au retour, à la hauteur de leur tâche.

Quelques autres mesures générales. — La Russie de l'époque se divisait en ouiezds, division qui ne correspondait ni à la densité de la population, ni à l'étendue des districts. Pierre établit un partage nouveau : plusieurs ouiezds constituèrent une province, plusieurs provinces formèrent un gouvernement ; la Russie compta 45 provinces et 11 gouvernements. Des gouverneurs furent mis à la tête des « gouberniis » ; des voievodes à la tête des « provinetsiis » ; ces administrateurs dépendaient du Sénat (1708).

La population des villes fut divisée en trois classes

(1721) : celle des « intellectuels », des riches marchands et industriels ; celle des petits artisans et commerçants, et celle des ouvriers. Les deux premières reçurent le nom de ghildes ; leurs membres eurent le droit d'élire des starchinas ; de plus, afin de protéger et de développer l'industrie et le commerce, Pierre affranchit les ghildiens de la dépendance des gouverneurs et des voievodes, et leur accorda l'indépendance judiciaire et administrative. Les ghildiens purent élire un « maguistrate » (maire), qui décidait des affaires avec les starchinas ; les maires provinciaux furent soumis au maguistrate de Petrograd ; celui-ci obéissait au Sénat.

Deux cents fabriques et usines furent créées sous ce règne. Le tsar s'efforça d'apprendre aux Russes à grouper leurs capitaux et constituer des sociétés d'entreprises industrielles. Afin de développer le commerce extérieur et intérieur du pays, les premières grandes routes furent construites ; des canaux réunirent la Baltique à la Caspienne : à la fin du règne de Pierre, la Russie importait pour 1.600.000 roubles et exportait pour 2.400.000 ; les revenus de l'Etat étaient montés de 3 à 10 millions.

Pierre réorganisa aussi la police : un général policemeister fut nommé à Petrograd, un oberpolicemeister à Moscou. Prenant des mesures concernant l'hygiène publique, le tsar ordonna de construire désormais les maisons avec fenêtres donnant sur la rue et non sur les cours. Dans les villages, les « *dvors* » (cour, maison) durent être séparés par une distance fixe, afin d'éviter les incendies. Un service de postes régulier fut établi entre les villes. Le nombre des hôpitaux augmenta ; des pharmacies s'ouvrirent plus nombreuses, et les « gens ignorants ne purent plus vendre leurs herbes et guérir avec elles ». Les cimetières se construisirent en dehors des cités ; un autre oukaze interdit de jeter dans les rues ou les ruisseaux toute ordure, tous débris. L'hygiène se trouvait ainsi améliorée.

Nous connaissons les mesures prises par le gossoudar pour donner à la Russie une armée et une flotte puissantes. Seuls, les marchands purent s'affranchir du service militaire en payant 100 roubles pour chacune des recrues que ses revenus l'obligeaient à donner à l'Etat. La durée du service n'était pas déterminée : on mettait à la retraite les soldats les plus âgés ou les grands blessés de la guerre. A la fin de son règne, Pierre avait organisé une armée régulière de 200.000 hommes auxquels s'ajoutaient 100.000 Cosaques. La flotte

russe comptait près de 900 grands et petits navires et 28.000 marins.

Instruction. — Nous avons vu combien le tsar fut dur envers lui-même, ne manquant jamais une occasion, un effort, un voyage pour s'instruire, apprendre davantage ; nous connaissons la sévérité inflexible qu'il témoigna pour contraindre les dvorianes à envoyer leurs enfants à l'école et même en Europe, dans les Universités. Outre les établissements scolaires qui se trouvaient chez les gens d'église, Pierre fonda des écoles, dites élémentaires, où l'on devait enseigner la lecture, l'écriture, l'arithmétique et la géométrie. Enfin, le tsar créa des « écoles mathématiques » : on y apprenait, avec les mathétiques, les langues étrangères.

Dans un des ses voyages, en traversant l'Allemagne, le tsar fit la connaissance du célèbre philosophe Leibniz ; une correspondance s'ensuivit et ce fut sur le conseil du grand Allemand que Pierre créa une Académie des Sciences. Comme toujours, la majorité des savants appelés pour instruire les Russes se composa de niémtsis (allemands). Des plaintes, de violentes colères éclatèrent à nouveau dans la société et le peuple : on enrichissait toujours les allemands, l'argent russe ne servait qu'à satisfaire les appétits de ces maudits niémtsis. Le tsar répondit un jour aux mécontents : « Vous avez raison. Mais les Allemands éduqueront des Russes qui, un jour, pourront comprendre et lire leurs livres de science. Nous nous passerons alors d'eux et nous écrirons nous-mêmes des ouvrages en russe. Oublions ces débuts pour ne songer qu'au but heureux poursuivi ». L'Académie des Sciences ne fut ouverte que sous Catherine I ; mais le tsar eut le temps, avant de mourir, d'en organiser la bibliothèque et le jardin zoologique.

Pour cette bibliothèque, le tsar ordonna de traduire des livres étrangers d'histoire, de mécanique, de sciences naturelles, etc. Lui-même choisissait les ouvrages et donnait aux traducteurs l'ordre d'écrire en un langage simple et non recherché. Trouvant trop compliqué l'alphabet imprimé, le tsar inventa des caractères simplifiés. Pour faire connaître en Russie les événements importants de la vie des peuples étrangers, et aussi les faits quotidiens de la vie russe, Pierre fonda le premier journal du pays, les « Moskovskia Viédomosti », (les Nouvelles de Moscou). En 1700, le tsar, par un oukaze, fixa le début de la nouvelle année au 1er janvier (l'an russe commençait le 1er septembre) ; de plus, on compta

le « *god* » (année) en partant de l'ère chrétienne et non plus de la création du monde.

Enfin, le gossoudar envoya des élèves de l'Ecole Navale faire des études de régions : une première carte complète de la Russie put être dressée après la mort de Pierre. (A Paris, à l'Académie des Sciences, le tsar avait corrigé une carte de son pays et retracé les bords de la mer Caspienne.) Des explorateurs durent partir pour des terres éloignées, en Sibérie : Behring découvrit ainsi le détroit qui porte son nom.

Education. — Pierre ne travailla pas seulement au développement de l'intruction en Russie ; il voulut que le peuple russe pût, grâce à une éducation méthodique et appropriée, se rapprocher, par ses mœurs et sa culture, de l'Occident. Les réformes commencèrent par tous les signes extérieurs qui distinguaient les Russes des Occidentaux.

Le lendemain même du retour de son premier voyage en Europe, le tsar coupa lui-même la barbe à des boïars qui lui rendirent visite, puis un oukaze parut, ordonnant de se raser à tous les Russes, sauf les prêtres et paysans. Ceux qui désirèrent garder leur barbe durent payer un impôt spécial. Notons, par curiosité, le mouvement contraire qui se fit en France à la suite des Croisades : tandis que les femmes françaises usèrent pour la première fois des parfums d'Orient, les nobles cessèrent de se raser, décidèrent de porter la barbe comme les Orientaux et « jurèrent par leur barbe ». Le pape Grégoire VII anathématisa les longues chevelures ». « Les Valois restaurèrent les barbes, les parfumèrent, les garnirent même de glands et de galons dorés ».

Le tsar obligea ses sujets à revêtir la courte veste allemande et à quitter pour toujours l'ample vêtement russe ; les femmes furent contraintes de se mettre aux modes occidentales, de changer leur coiffure. Afin de transformer les relations entre jeunes filles et jeunes gens, Pierre interdit aux parents de forcer leurs enfants à se marier contre leur gré ; les fiancés eurent le droit de rompre, et six semaines, au moins, devaient s'écouler entre le jour de leur première rencontre et le mariage. Enfin, la création des « Assemblées » fut une véritable révolution morale, bouleversant toutes les habitudes de la vie de famille, obligeant la femme à paraître en public, à y tenir avec l'homme des entretiens intellectuels portant sur les sujets les plus élevés.

Les « Assemblées ». — L'oukaze créant les « Assemblées »

disait : « L'Assemblée n'a pas seulement pour but le plaisir elle vise aussi à des fins sérieuses et graves, car on peut s'y rencontrer, s'y entretenir sur nombre de choses et y apprendre ce qui se réalise en tous lieux ». On dansait aux assemblées, on jouait aux échecs, des discussions avaient lieu. Toute contrainte, toute cérémonie se trouvait interdite ; les maîtres de la maison ne devaient pas se déranger pour recevoir leurs hôtes, ceux-ci fussent-ils le tsar et la tsarine. Les danses étaient le divertissement principal des assemblées, car, grâce à elles, les hommes et les femmes entraient en relations. Le tsar dansait lui-même très fréquemment ; la tsarine et ses filles prenaient part aux danses, elles aussi. Les assemblées commençaient à cinq heures et se prolongeaient jusqu'à dix, onze heures du soir. « Au début, les femmes russes, paraissant pour la première fois en société, se sentirent gênées, ne sachant comment se tenir, ni quoi dire ; les hommes se montrèrent franchement hostiles à ce contact entre leurs femmes et filles et des étrangers, parmi lesquels on comptait des Occidentaux ; mais, bientôt, les assemblées devinrent habitude prise par la société et s'organisèrent librement. »

Littérature. Possochkof. — Le règne de Pierre le Grand fut fort pauvre en productions littéraires originales. Il semble que la formidable activité créatrice et réformatrice de cet homme, l'un des plus grands génies de l'humanité, trop lourde pour la Russie de l'époque, ait rendu impossible chez elle l'éclosion d'une autre riche individualité.

Quelques historiens de valeur ont laissé quelques belles pages sur le règne de Pierre le Grand : Matveef, le fils du célèbre ami et conseiller d'Alexei Mikhailovitch, écrivit le récit des émeutes des striéltsis ; Jeliabovski fit une histoire des événements de 1682-1709, et Krekchine raconta la vie de Pierre depuis sa naissance jusqu'en 1706.

Cependant, la Russie compta, à cette époque, un écrivain puissant : Possochkof. Simple paysan, doué d'une grande capacité de travail, d'une mémoire prodigieuse, il réussit à être présenté au tsar, après plusieurs inventions faites « pour protéger l'armée russe contre ses ennemis ». Malheureusement, ses inventions ne lui donnèrent pas de quoi vivre, et à 45 ans, ayant femme et enfants, il devint fonctionnaire. Chef d'usine, il sentit le besoin d'écrire pour instruire et éduquer ses semblables. En 1709, il publia son livre « *Conseils d'un père à un fils* », ouvrage de préceptes moraux où l'auteur donne à ses enfants une règle de conduite spirituelle et leur montre

la nécessité du perfectionnement de soi-même. En 1724, parut son second livre : « *De la misère et de la richesse* », œuvre considérée, aujourd'hui encore, comme la seule nous faisant connaître l'organisation économique et sociale du pays au début du XVIII[e] siècle. Possochkof s'y éleva contre le servage, la vénalité des fonctionnaires, l'iniquité des tribunaux, l'immoralité de la société et y préconisa une réforme capitale, trop hardie, à cette époque, même pour l'Occident — l'instruction générale obligatoire pour le peuple.

Second mariage de Pierre le Grand (1712). Le tsar condamne son fils à mort (1718). Mort du tsar (1725). — Pendant la Grande Guerre du Nord, le général Cheremetief s'était emparé de la ville de Marienbourg, en Lithuanie. Parmi les familles tombées prisonnières des Russes se trouva celle d'un pasteur, Glück, qui avait pour servante une brave fille du peuple nommée Marthe, lithuanienne. En Russie, Marthe fut prise au service du général Menchikof, où le tsar la rencontra : belle, gaie, intelligente, elle plut au souverain. Le mariage, longtemps tenu secret, fut rendu public en 1712, après la conversion de Marthe à l'orthodoxie, sous le nom de Catherine Alexeevna.

Catherine comprit de suite le génie de l'homme qu'elle épousait ; elle devint la collaboratrice dévouée, ardente de Pierre qu'elle ne quitta jamais, même dans ses voyages lointains. On sait qu'elle prit une part active dans les négociations qui aboutirent à la paix russo-turque de 1711. Cependant, Catherine n'était pas considérée comme tsarine, car sa naissance obscure lui interdisait le trône ; aussi, Pierre lui donna-t-il les droits à la Couronne, par une cérémonie extraordinaire, où elle fut proclamée impératrice (1724). Deux filles naquirent de cette union : Anna, qui épousa le herzog de Holstein, et Elizabeth, qui régna plus tard sur la Russie.

En mourant, Pierre laissa encore deux nièces, les filles d'Ivan : Anna Ivanovna, veuve du prince de Courlande, future tsarine, et Catherine, femme du herzog de Mecklembourg. Sauf Alexis, l'enfant du premier mariage du tsar, celui-ci n'avait donc que des héritières.

Nous savons qu'après son divorce, Pierre avait confié l'éducation du tsarevitch aux tantes du jeune homme. La vie de labeur et les lourdes responsabilités du gossoudar lui interdirent de surveiller suffisamment cette éducation, et son fils put ainsi subir de fort mauvaises influences ; Alexis plaignait sa mère, détestait son père, vivait paresseusement et

se montrait un adversaire résolu de toutes les réformes du tsar.

La vie nouvelle d'impitoyable discipline matérielle et morale qu'imposa l'empereur à son peuple pesait lourdement sur la société contrainte de subir la volonté du maître. La masse ne comprenait rien au génie de l'homme qui la gouvernait et le considérait comme l'Antechrist. « L'heure des catastrophes a sonné, chantaient les raskolnikis, le criminel Antechrist est né ; il règne sur cette terre et s'attaque à l'univers entier. On obéit à sa volonté ; on mange de la nourriture maudite, moustaches et barbes disparaissent, les vêtements latins sont en honneur. »

Alexis recevait chez lui tous les partisans de la « *starina* » (stari, vieux, le vieux temps), et condamnait de plus en plus ouvertement son père. Le tsar s'aperçut vite que son fils ne remplissait pas son devoir, laissant inachevés, et souvent même inexaminés, des travaux dont il le chargeait : pour le forcer à changer de mode de vie, le gossoudar le maria à une princesse allemande, Sophie Braünschweig. Mais la jeune femme mourut peu de temps après le mariage, laissant deux enfants, Pierre Alexeevitch, futur tsar, et une fille, Nathalie ; et, comme Alexis ne se transformait pas, Pierre l'avertit qu'il le priverait de tout droit à l'Empire s'il continuait à vivre contrairement à ses devoirs. « Si je dépense sans compter mes forces pour ma patrie et mes sujets, lui dit-il, crois-tu que je t'épargnerai. J'aimerais mieux voir sur le trône de Russie un étranger de valeur qu'un fils indigne ! »

Ce à quoi Alexis répondit qu'il refusait le trône, préférant entrer dans un monastère. Mais il prit la fuite et se réfugia chez l'empereur allemand, son parent par sa femme. Le tsar envoya alors en Allemagne les kniaz Tolstoi et Roumiantzef qui surent convaincre Alexis de l'erreur de sa conduite : le fils du tsar revint en Russie. Pierre ordonna immédiatement une enquête et apprit qu'un parti puissant à la Cour favorisait les tendances du tsarevitch et le poussait à la révolte. Tous les partisans de son fils furent mis à mort ; quand à Alexis le tsar, pour le juger, convoqua un tribunal extraordinaire, composé de hauts dignitaires laïques et religieux : ceux-ci condamnèrent à mort le tsarevitch (1718). Mais le prince, enfermé dans la forteresse de Pierre et Paul, y mourut avant le jugement.

Un oukaze parut, en 1721, proclamant le droit du Souverain de déclarer déchu de ses droits au trône tout prince reconnu

indigne de la Couronne, et de désigner le successeur de son choix.

L'activité inlassable du tsar, son travail prodigieux usèrent ses forces avant l'âge ; sa santé, fortement ébranlée, lui interdit bientôt tout excès intellectuel. En 1724, il prit froid et son état s'aggrava à la suite d'un accident : il se jeta à la nage pour sauver des soldats qui se noyaient ; il dut s'aliter et mourut en janvier 1725, à l'âge de 52 ans.

Portrait de Pierre le Grand. — Deux historiens russes, Klioutchevski et Kornilovitch, ont écrit un saisissant portrait du grand tsar ; nous en extrayons ces lignes qui feront connaître le gossoudar dans sa vie quotidienne, ses habitudes, son labeur, sa valeur morale : « De grande taille, 2 archines, 11 verchoks (un archine, 0 m. 72 ; un verchok, 0 m. 045), Pierre se distinguait facilement dans une foule. D'une force physique peu commune, il la développa encore par ses travaux, usant de la hache, de la scie et du marteau. Personne ne pouvait supporter le feu de son regard, on tremblait en fixant ses yeux. Sa démarche, habituellement rapide, s'accélérait encore, lorsqu'une pensée l'absorbait ou qu'une conversation l'animait. Il s'habillait très simplement ; une seule fois, le jour du couronnement de Catherine, il mit un caftane que sa femme avait brodé en argent. Lorsque Catherine le lui eut apporté, Pierre le secoua et quelques garnitures en argent tombèrent à terre : « Regarde, Katienka, dit le tsar, le domestique va balayer cela avec les ordures et, cependant, cet ornement représente la solde journalière d'un soldat ».

Très large pour récompenser les services rendus à l'Etat, Pierre était très regardant pour tout ce qui concernait ses dépenses personnelles. « Je n'ai le droit de disposer de rien, déclarait-il, le traitement que je mérite est petit et je dois user avec prudence des revenus de l'Etat, je suis obligé d'en rendre compte à Dieu. » Il réduisit les dépenses de la Cour de 100.000 à 6.000 roubles. Pierre détestait les honneurs qu'on lui accordait. Dans la rue, lorsque quelqu'un s'arrêtait pour le saluer ou tomber à genoux devant lui, le tsar s'approchait de l'inconnu et demandait : « Que veux-tu ? » Et, invariablement, si la personne répondait qu'elle avait voulu lui manifester son respect, il s'écriait : « Brat (frère), tu as tes affaires, j'ai les miennes, va ton chemin ». Les grandes cérémonies l'intimidaient ; il rougissait, respirait difficilement et transpirait beaucoup. A Petrograd, l'empereur vivait comme le père d'une grande famille : il baptisait les enfants chez

les uns, mangeait chez les autres, dansait à un mariage, assistait à un enterrement...

Le tsar aimait, par dessus tout, la franchise : « Avouez, je pardonnerai, disait-il, mais nulle pitié pour celui qui dissimule ». Il avait l'ingratitude en horreur. « Un ingrat est un être sans conscience, on ne peut se fier à lui. Je préfère un ennemi sincère à un vil adulateur et hypocrite qui déshonore l'humanité ». Le gossoudar se faisait une haute idée de l'honneur. Pendant la guerre turque, le gospodar moldave, Kantemir, s'était allié à la Russie. Le sultan demanda, à la signature de la paix, que Pierre lui livrât le prince : « J'aimerais mieux abandonner mes terres jusqu'à Koursk, s'écria le tsar, que consentir à cette condition. L'espoir me resterait de reconquérir ce que j'ai donné ; mais manquer à ma parole — serait trahir à la confiance et à la foi. Nous avons, par dessus tout, notre honneur — y manquer, serait renoncer à notre trône ».

Sa capacité de travail était extraordinaire. Un contemporain raconte que le tsar réalisait en une heure ce que d'autres mettaient plusieurs heures à accomplir. A vingt-cinq ans, il connaissait quatorze métiers ; il aimait tout faire par lui-même. « Il faut travailler, frère, dit-il à un lieutenant de la flotte, je suis votre tsar, mais j'ai des durillons aux mains, et cela uniquement pour vous montrer l'exemple afin de vous voir, dans ma vieillesse, de dignes collaborateurs et serviteurs de l'Etat ».

« L'appétit de l'empereur était stupéfiant ; il était capable de manger à toute heure du jour. Il n'aimait pas la nombreuse domesticité, appelait les valets des espions qui entendent mal et racontent plus mal encore ce qu'ils ont entendu.

Lorsque l'un des hauts fonctionnaires de l'Etat avait commis une faute grave, s'était surtout rendu coupable de concussion, Pierre le faisait venir chez lui, éloignait tout le monde, s'enfermait avec le coupable et le punissait lui-même de coups de bâton, disant qu'il agissait non comme un empereur à l'égard d'un sujet, mais comme un père envers son enfant. Personne ne savait rien de cette punition : le fonctionnaire sortait de la pièce en souriant, et le gossoudar, qui ne connaissait pas la rancune, ne voulant pas que les gens pussent soupçonner ce qui s'était passé, accompagnait l'homme jusqu'à la porte, l'invitait chez lui ou s'invitait lui-même, en l'accompagnant et se conduisant comme si rien ne s'était passé ».

Pierre le Grand et le destin russe. — Confucius le Sage imposa sa loi à la Chine. Salomon le Philosophe fut le grand organisateur de la vie juive. Pierre le Réformateur donna à la Russie cette formidable impulsion qui permit aux Russes de connaître leur destin propre et les contraignit, presque malgré eux, à le vivre par la loi de la discipline imposée.

Pierre est le continuateur des Phéodossi, des Vladimir Monomaque, des Serge, des Philippe, des patriarches, des Nicone, des Philarète. Il rend plus vivante leur œuvre, exigeant de tout le pays, de toutes les classes de la société, des femmes et des hommes, la soumission à la loi du perfectionnement de l'individualité.

Pierre a définitivement rapproché la Russie de l'Occident. Ce contact était nécessaire : la culture européenne éduqua le grand pays slave. Mais les Russes, grâce à cet échange intellectuel et moral, sentirent et comprirent ce qui les différenciait profondément de tous les pays de l'Europe ; ainsi, Pierre initia, peut-on dire, ses sujets aux destinées particulières de leur patrie. Dès son règne, le grand paysan écrivain Possochkof, que nous connaissons et qui fut un ardent défenseur des réformes du tsar met en garde le peuple russe qui doit vivre selon son âme contre toute admiration exagérée de l'Occident.

Quelle est cette âme russe, quel est le destin propre de la Russie ? Terminons cet ouvrage et l'étudiant comprendra lui-même l'originalité de cette « rousskaia doucha » (doucha-âme) et l'exemple, la loi que les plus puissants des Slaves donneront, peut-être, un jour au monde.

Catherine I (1725-1727). Pierre II (1727-1730). — A la mort du tsar, deux partis se formèrent : l'un voulut proclamer empereur Pierre Alexeevitch, le fils d'Alexis, âgé alors de dix ans ; l'autre, à la tête duquel se trouvait le général Menchikof, fit reconnaître, grâce au concours de la garde, les droits de Catherine, la femme de Pierre. La tsarine confia à Menchikof la direction des affaires.

L'une des principales mesures de ce règne si court fut la création d'un « *Conseil Suprême Secret* » qui devait décider de toute question politique intérieure ou étrangère et sanctionner les arrêts du Sénat. Six kniaz des plus illustres familles en firent partie : Menchikof, Galitzine, Tolstoï, Apraxine, Golovkine, Osterman. Le herzog de Holstein, Karl Friedrich, le mari de la tsarevna (la fille du tsar) en devint membre aussi.

Menchikof, qui voulait assurer sa puissance dans l'avenir,

fit accepter par Catherine le mariage de Pierre Alexeexitch, tsarevitch, avec sa fille. Cette union n'eut pas lieu, car la mort de la tsarine en arrêta les préparatifs (1727).

Pierre II avait douze ans lorsqu'il monta sur le trône, aussi Menchikof devint-il tout puissant sous ce règne. Cependant, les Dologorouki surent capter la confiance de l'enfant qui trouva bientôt lourde l'amitié de Menchikof. Celui-ci fut exilé en Sibérie ; mais la tutelle des Dologorouki ne tarda pas à lui peser également. Il se rapprocha alors de sa tante Elizaviéta Petrovna, lorsqu'il mourut, emporté subitement par la petite vérole. L'unique événement, digne d'intérêt, de ce règne, est l'accord conclu avec la Chine : de cette époque date le premier traité de commerce entre les deux pays.

Anna Ivanovna (1730-1740). L'influence allemande. — La lignée masculine des Romanof disparaît avec Pierre II. Deux héritières directes du tsar vivaient : Anna et Elizabeth. Mais désirant affirmer sa puissance, le Conseil Suprême élut tsarine Anna Ivanovna, la nièce du grand Pierre, veuve du herzog de Courlande ; elle dut se soumettre aux conditions suivantes : ne pas se remarier, ne nommer aucun successeur et gouverner sous le contrôle du Conseil Suprême à qui reviendrait le commandement général de l'armée et de la garde. Pour la première fois en Europe, le principe de la monarchie héréditaire se trouvait atteint.

Peu après l'arrivée de l'impératrice à Moscou, le dvorianstvo (classe des dvorianes) apprenant les conditions du Conseil Suprême et enviant la puissance de ses membres, obligea Anna Ivanovna à rompre le pacte conclu et à gouverner autocratiquement (25 février 1730). La tsarine, forte de cet appui, abolit le Conseil Suprême et se fit couronner impératrice de toutes les Russies, à Petrograd.

Anna avait été donnée en mariage au herzog de Courlande par Pierre lorsqu'elle avait 17 ans. Elle avait vécu 20 ans en Courlande où, après la mort de son mari, elle eut un favori, Biron, originaire du pays. Ses sympathies étant exclusivement germaniques, la tsarine s'entoura de courtisans venus d'Allemagne ; ce fut le règne de Biron et des Germaniques.

Homme grossier, sans éducation, cruel, ambitieux, Biron exécrait les Russes et ne laissa jamais échapper une occasion de leur témoigner son plus grand mépris. L'ambassadeur d'Autriche, parlant de Biron, disait : « Quand il s'adresse à ses chevaux ou qu'il en parle, ses paroles sont d'un homme ; mais

quand il s'adresse à des hommes ou qu'il en parle — son langage est d'un cheval ! »

Quant à Anna Ivanovna, elle ne s'intéressait pas aux affaires publiques et ne s'occupait que de fêtes, bals et plaisirs de tous genres. Des impôts de plus en plus lourds frappèrent les paysans ; Biron alla jusqu'à donner l'ordre d'enlever à ces malheureux meubles et bétail, lorsque la misère les empêchait de payer les podats : de hauts et petits fonctionnaires furent mis à mort pour avoir tenté de lutter contre le favori de l'impératrice, et, parmi eux, se trouvaient Galitzine et Dologorouki.

Le Conseil Suprême avait été remplacé par un cabinet de Ministres. Le kniaz Volyneski, nommé ministre, connaissant la détresse grandissante du pays, s'efforça de conseiller la prudence à Anna Ivanovna et prépara un mouvement pour chasser Biron et les Allemands ; mais le favori de la tsarine réussit à convaincre celle-ci de condamner à mort le prince rebelle. Volyneski mourut après avoir subi d'atroces tortures.

Sous ce règne, la durée du service militaire pour les dvorianes fut fixée à 25 ans ; le gouvernement créa une Ecole Militaire, le Corps des Cadets : les fils des dvorianes en sortaient officiers. Minich, qui avait commencé son service sous Pierre le Grand, feldmaréchal sous Anna Ivanovna, introduisit une discipline sévère dans l'armée russe et l'organisa à l'européenne.

Guerre avec la Turquie (1736-1739). Mort d'Anna Ivanovna (1740). — En 1733, le roi de Pologne, Auguste II, mourait. Sur l'intervention de la France, Stanislas Leczinski fut élu roi ; il était l'ancien ami de Charles XII, l'adversaire de Pierre le Grand. Sur l'ordre de la tsarine, une armée russe envahit la Pologne (1734), chassa Stanislas, puis assiégea Dantzig où ce dernier s'était réfugié. Les Russes s'emparèrent de cette ville et contraignirent Leczinski à renoncer au trône polonais. Auguste III, Electeur de Saxe, fils d'Auguste II, devint roi de Pologne.

Les Tatares de Crimée recommencèrent, sous ce règne, leurs incursions en Russie. Pour y mettre fin, Anna Ivanovna déclara la guerre à la Turquie (1736). L'Autriche se trouvait, en ce moment, elle aussi, en guerre avec l'empire ottoman. Le commandement suprême des armées fut confié à Minich qui résolut de marcher sur Constantinople. Le maréchal commença les opérations en envahissant la Crimée, où il culbuta les Turcs à Baktchi-Sarai. Se dirigeant ensuite vers le Pruth, il prit d'assaut la célèbre forteresse d'Otchakof, mit en déroute l'en-

nemi à Stavoutchane et, après avoir franchi le Pruth, s'empara de la forteresse de Chotine.

La France, effrayée des victoires russes, conseilla à la Turquie de traiter avec l'Autriche bien que ce pays eût subi de graves défaites. La paix avec Vienne rendit au sultan de nombreuses armées. Une longue guerre de trois ans avait épuisé le trésor russe, les troupes étaient fatiguées et demandaient du repos. Des négociations furent entamées et, en 1739, à Belgrade, les deux pays signèrent la paix : la Turquie cédait à la Russie les terres comprises entre le Dniepr et le Boug. On déclara région neutre Azof que les Russes avaient pris.

L'année suivante, Anna Ivanovna mourait, désignant, pour lui succéder, Ivan, l'enfant que venait d'avoir sa nièce, Anna Léopoldovna, femme du prince allemand von Braünschweig. Biron devait être régent.

Ivan VI (1740-1741). Soulèvement antigermanique (1741). — Anna Léopoldovna, fille de Catherine Ivanovna, nièce de Pierre, le Grand, avait aussi épousé un Allemand, le herzog Léopold. La mère de l'enfant-tsar laissa Biron maître du pouvoir. Mais un mouvement populaire éclata, dirigé contre cet homme qui n'avait su semer que colère et haine. Le feld-maréchal Minich résolut d'arrêter lui-même le favori d'Anna Ivanovna. A la tête de la garde, il se rendit au Palais d'Eté, fit saisir Biron et le jeta en prison. La Russie entière apprit avec joie cet événement qu'elle salua comme une véritable délivrance. Biron et le condamné à l'exil en Sibérie, avec toute sa famille (1741).

Cependant, les Allemands étaient encore tout puissants à Pétrograd, et comme Ivan ne pouvait régner que dans vingt ans, un nouveau soulèvement éclata (1741) : soldats et généraux vinrent demander à la fille de Pierre le Grand, Elizabeth, de prendre le pouvoir et de chasser les Germaniques. Elizabeth se décida au coup d'Etat et le 25 septembre 1741, la nuit elle se rendit à la caserne Preobrajenski, puis, à la tête de la garde, marcha sur le Palais et y fit procéder à l'arrestation du petit Ivan et de ses parents. Le lendemain 26, elle se proclamait impératrice. Cette grande nouvelle de l'avènement de la fille du Grand Pierre et de l'arrestation des Allemands fut accueillie par la nation avec enthousiasme.

Quelques jours avant ce coup d'état libérateur, la Suède avait déclaré la guerre à la Russie. La France, en lutte avec l'Autriche, craignait une intervention russe en faveur de ce dernier pays, car le mari d'Anna Léopoldovna était parent de Marie-Thérèse : aussi le gouvernement français avait-il poussé

la Suède à la guerre pour reprendre à la Russie les territoires perdus par Charles XII. Par une ironie du destin, ce conflit provoqué par la royauté française, allait se résoudre sous Elizabeth qui avait pour la France les sympathies de son père, sympathies que le gouvernement des Louis, nous le savons, faisait plus que dédaigner. Or, par un autre jeu du destin, la diplomatie française et, malheureusement la France, allait cruellement payer sa conduite envers Pétrograd : nous verrons comment la mort d'Elizabeth influa sur l'issue de la guerre de Sept ans et permit à la Prusse d'écraser l'armée française.

Elizavieta Petrovna (1741-1761). Suppression de la peine de mort. — « Belle, joyeuse, expansive, écrit Elpatievski, bienveillante de nature, profondément russe, l'impératrice fréquentait volontiers le peuple et aimait vivre dans ses pomiéstiés où elle dirigeait les danses nationales et chantait avec les jeunes paysannes. Très religieuse, elle suivait strictement les règles de la religion orthodoxe et allait souvent à pied au Troitski Monastir. Aimée par le clergé et le peuple, la tsarine était très populaire parmi la garde ».

Dès la proclamation de son avènement, Elizavieta voulut tout d'abord expulser de Russie la famille des Braünschweig, Anna Léopoldovna, son mari et leur fils Ivan. Mais elle revint ensuite sur cette décision, suivant les conseils de l'un de ses médecins, un Français, et exila, dans une province lointaine, à Cholmogor, les parents d'Ivan. Celui-ci, enfermé dans la forteresse de Schlüsselbourg devait y mourir, en 1764, dix-huit ans après Anna Léopoldovna, et dix ans avant son père. Les autres enfants furent expulsés de Russie par Catherine II, en 1780. Elisabeth grâcia les partisans d'Anna Léopoldovna, condamnés à mort, et les exila en Sibérie.

Avant de monter sur le trône, la fille de Pierre le Grand avait juré qu'elle ne mettrait à mort personne, et, dès son avènement, elle édicta un oukaze supprimant la peine de mort : la Russie était le seul pays en Europe où ce châtiment disparaissait du Code. Depuis Elizabeth, la peine de mort n'a été appliquée par les tsars que pour les crimes politiques.

Elizabeth s'entoura de conseillers de haute valeur : les deux kniaz Razoumovski, Cosaques petits-russiens d'origine, dont l'un, Alexis, se maria secrètement avec l'impératrice, ne profitant de son influence que pour le bien du peuple, et l'autre, Cyrille, fut nommé président de l'Académie des Sciences, après un voyage d'études en Europe ; les deux comtes Chouvalof, Pierre, membre du Sénat, et Ivan, élevé dans le culte de

l'Encyclopédie Française du XVIII[e] siècle et qu'on appela le Mécène russe, car il sut aider et encourager les savants et écrivains de l'époque ; enfin, Bestoujef-Rioumine, grand diplomate, qui mena habituellement et heureusement la politique extérieure du pays.

Les Réformes. L'Instruction. L'influence française. — Elizavieta supprima tout d'abord le Cabinet des Ministres et rendit au Sénat toute l'influence qu'il avait sous son père. Inspirée par un esprit de large tolérance, elle interdit les persécutions dont étaient souvent l'objet les raskolnikis, et donna l'ordre d'agir à leur égard par la persuasion et non par la violence. Pour alléger le service militaire qui pesait durement sur le pays, Elizavieta décida que la Russie serait divisée en cinq régions : chacune devait fournir, à son tour, un contingent annuel, ainsi une région se trouvait libre de toute obligation militaire pendant quatre ans. Afin de développer le commerce, les douanes intérieures furent supprimées. Toutes ces mesures accrurent l'amour du peuple pour son impératrice et la rendirent plus populaire.

Elizabeth donna une impulsion vigoureuse à l'instruction. Ivan Chouvalof élabora, avec le concours du grand écrivain Lomonossof, le projet d'une Université. « Les Russes ne doivent plus se servir de « laquais » et de « coiffeurs » étrangers comme maîtres d'écoles. Il ne suffit pas qu'un homme soit occidental pour qu'il ait la faculté d'enseigner », écrivirent-ils dans leur exposé des motifs. L'Université de Moscou s'ouvrit en 1755 : elle comprit, au début, les trois facultés de Philosophie, de Droit et de Médecine. Ce fut encore grâce à Ivan Chouvalof qui, nous l'avons dit, était un admirateur de la France, que la tsarine fonda l'Académie des Beaux-Arts de Petrograd (1757). De La Motte, un Français, bâtit cette Académie qu'embellirent et ornèrent des peintres, des architectes et des sculpteurs appelés de France. En 1756, le premier théâtre public russe s'ouvrit à Petrograd, et Elizavieta voulut y inviter mademoiselle Clairon, la célèbre actrice de la Comédie-Française. Sous Anna Ivanovna, le théâtre allemand et l'opéra italien avaient été très en vogue. Elizabeth favorisa le théâtre français, et mit en honneur les modes, la langue françaises.

Littérature. Lomonossof. — La littérature de l'époque d'Elizavieta Petrovna compte quelques grands noms, parmi lesquels le plus célèbre est celui de Lomonossof. « Poète, orateur, savant, chimiste, géologue et physicien, auteur d'une grammaire, Lomonossof fut encore un grand homme d'action et son

effort se porta aussi sur le développement de l'instruction et de l'éducation du peuple. Dans toutes ses œuvres, Lomonossof glorifie Pierre, l'appelle Dieu, et nomme sa capitale ville sainte. Ce fut lui qui écrivit à Chouvalof une lettre disant la nécessité de la création d'une Université à Moscou. Il lutta contre les superstitions populaires, voulut répandre des livres de science, de médecine dans le peuple ; s'indigna contre la grossièreté des excès durant les réjouissances publiques, travailla à la création de maisons d'éducation, à l'amélioration du sort des paysans et préconisa la fondation de nouvelles villes. Lomonossof croyait que la Russie donnerait un jour au monde des héros dignes des demi-dieux de l'antiquité gréco-romaine. Enfin, il fut un ennemi convaincu, acharné du germanisme. »

Kantemir est surtout un satirique. Il s'attaqua aux mœurs du pays et montra toute l'importance de l'éducation spirituelle pour le développement des capacités naturelles de l'homme.

Soumarokof s'inspire du théâtre français, écrit des comédies et des drames que jouent les deux premiers grands artistes russes : Volkof et Dmitrievski.

Le général *Nachtchokine* et le kniaz *Chakhovskoi* laissent des mémoires de premier ordre sur le règne d'Elizavieta. *Trediakovski*, célèbre orateur, traduit de grandes œuvres françaises. *Tatichtchef* est le premier historien russe digne de ce nom d'après Solovief.

Guerre contre la Suède (1741-1743). La Russie participe à la guerre de Sept Ans contre la Prusse (1757-1761). — Nous savons que la Suède avait déclaré la guerre à la Russie, sous Anna Léopoldovna. Le gouvernement de Stockholm demanda à Elizabeth de lui rendre la partie de la Finlande conquise par son père. La tsarine répondit en envoyant une armée qui remporta une série de victoires en s'emparant de plusieurs forteresses finlandaises. En 1743, la Suède demanda la paix, elle fut conclue à Abo : une nouvelle partie de la Finlande resta à la Russie.

La guerre de Sept Ans éclata vers la fin du règne d'Elizavieta ; elle mit aux prises la France et l'Autriche, d'une part, la Prusse et l'Angleterre de l'autre. Chacun des groupes ennemis fit tous ses efforts pour provoquer une intervention de la Russie en sa faveur. Bestoujef-Rioumine, qui redoutait les progrès militaires rapides de la Prusse naissante et les aspirations trop ambitieuses du roi Frédéric, conseilla à Elizabeth de s'allier à l'Autriche ; Chouvalof, ardent ami de la France,

était aussi partisan d'une alliance avec ce pays ; enfin, Elizavieta, elle-même, avait en horreur l'esprit militaire de Frédéric. En 1757, elle déclara la guerre à la Prusse : pour la première fois, la Russie prenait part à une guerre politique internationale faite pour sauvegarder l'équilibre européen.

Frédéric, puissant génie militaire, devait faire, plus tard, l'admiration de Napoléon : celui-ci, devant l'épée du roi, à Postdam, poussa ce cri : « Que d'autres saisissent d'autres dépouilles ; voici, pour moi, qui est supérieur à tous les millions », et il prit l'épée du vainqueur de la France. La Prusse eût, avec le secours de l'Angleterre, vite triomphé de l'Autriche et de la France, si la Russie n'était venue en aide à ces deux puissances.

L'offensive russe fut foudroyante. Le maréchal Apraxine envahit la Prusse avec une armée de 80.000 hommes, s'empara de Memel et culbuta, près de Kœnigsberg, une armée prussienne (1757). Mais au lieu de marcher sur cette ville, il se retira vers la frontière russe donnant à la tsarine comme prétexte, que l'armée manquait de vivres. L'impératrice était alors malade, et les ennemis de Bestoujef-Rioumine lui firent entendre que le futur tsar, Pierre III, fervent admirateur de Frédéric, avait donné l'ordre à Apraxine et à Bestoujef de cesser les hostilités. Elizavieta fit arrêter immédiatement Apraxine et le chancelier Rioumine : le premier mourut en prison avant le jugement, Bestoujef fut exilé. Les hostilités reprirent dès la nomination du nouveau chancelier Voronzof.

Le général Phermor s'empara de Kœnigsberg, puis se dirigea vers Berlin. Cette fois, Frédéric II prit lui-même le commandement de son armée et attaqua les Russes à Tsorndorf (1758). La bataille fut sanglante : les Russes perdirent 20.000 hommes, les Prussiens 11.000. Phermor dut battre en retraite. Mais l'année suivante, une nouvelle armée, commandée par Saltikof, envahit encore la Prusse et infligea à Frédéric une terrible défaite à Kunnersdorf : l'armée prussienne fut anéantie et le roi de Prusse, en fuite, faillit être fait prisonnier.

Ces belles victoires eurent leur couronnement en 1760 : le général Tchernichef, après une marche hardie, téméraire, s'empara de Berlin. La Russie, la France, l'Autriche étaient victorieuses. Frédéric pensait déjà se donner la mort pour échapper au déshonneur, lorsqu'un événement imprévu changea l'issue de la guerre et les destinées de l'Europe : Elizavieta mourut le 25 décembre 1761 ; son successeur, Pierre III, qui admirait le génie militaire prussien, rappela immédiate-

ment les armées russes et rendit à Frédéric toutes les terres conquises. La Prusse fut sauvée.

Pierre III (1761-1762). Soulèvement anti-germanique. — Pierre était le neveu d'Elizabeth, le fils d'Anna Petrovna, mariée, nous le savons, au herzog de Holstein. Elizabeth, désirant avoir pour successeur le petit-fils de son père, fit venir en Russie l'enfant âgé alors de 14 ans (1742). Elle lui choisit pour femme la princesse Sophie d'Anhalt-Tserbst, dont le père était général prussien. Frédéric II poussa beaucoup au mariage, espérant ainsi trouver en la Russie une alliée. On était loin de la guerre de Sept Ans, la Prusse n'avait pas encore montré sa puissance ; Elizavieta favorisa cette union. Sophie se convertit à l'orthodoxie, prit le nom de Catherine Alexeevna et épousa Pierre en 1745. Un fils leur naquit, Paul, qui, plus tard, devenu tsar, devait lutter contre Bonaparte et fut le père d'Alexandre, le vainqueur de Napoléon.

Le court règne de Pierre commença mal. Sa paix avec Frédéric provoqua un mouvement d'indignation générale en Russie : le pays avait dépensé trente millions de roubles et perdu 300.000 hommes pour rien. Le tsar mécontenta encore davantage le peuple et l'armée en faisant venir de Holstein des soldats qui lui servirent de garde particulière ; il obligea les régiments de la garde russe qui venaient de battre les Prussiens à porter l'uniforme allemand et à se soumettre à une discipline prussienne.

Nous verrons comment la tsarine sut profiter de ce mécontentement national qui devait dégénérer en un soulèvement armé, et devenir impératrice seule régnante, sous le nom de Catherine II.

CHAPITRE XII

LA RUSSIE ET L'EUROPE AU XVIII[e] SIECLE

La Maison d'Autriche. L'Espagne. La France et la puissance germanique. — On peut dire que l'histoire de l'Europe centrale et occidentale, durant toute la période comprise entre l'avènement de Maximilien d'Autriche (1493) et la fin de la guerre de Sept Ans (1763) est dominé par l'effort de la Maison Autrichienne pour régner sur l'Europe entière. Un seul pays prit sur lui l'honneur de lutter contre cette prétention orgueilleuse « trop allemande » — selon une expression déjà en usage sous Philippe le Bel : la France. La dot de Marie de Bourgogne — nous l'avons dit précédemment — avait rendu redoutable la puissance de Maximilien ; mais, lorsque Charles-Quint devint Empereur des Allemagnes en 1519, les Etats germaniques, leurs possessions européennes et autres, « sur lesquels le soleil ne se couchait jamais », encerclèrent, en Europe, la France : le problème de l'hégémonie allemande devint pour cette nation une question de vie ou de mort.

Charles monta sur le trône d'Espagne en 1516. L'unité territoriale de ce pays ne s'était faite que très tard. Une partie de l'Espagne fut conquise par les Maures (1235), l'autre se divisa en trois royaumes différents : la Navarre, l'Aragon et la Castille. Des guerres civiles ensanglantèrent longtemps ces provinces et les Cortès, assemblées élues par la noblesse, le clergé et la bourgeoisie des villes n'eurent pas l'autorité nécessaire pour mettre fin aux discordes, libérer le royaume de Grenade du joug étranger et forger l'unité nationale. Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille préparèrent cette unification par leur mariage (1479). Ferdinand conquit ensuite la Navarre, sauf le Béarn, et, presque au moment même où Colomb découvrait l'Amérique, chassait de Grenade le roi Boabdil, qui se réfugia au Maroc (1492). Le Portugal resta en dehors de ces luttes, uniquement occupé à fonder son grand empire colonial.

Lorsque Charles, le petit-fils de Ferdinand et d'Isabelle, devint roi d'Espagne, ce pays uni par mariage à la Maison d'Autriche, possédait, outre l'Amérique et les deux Siciles, l'Autriche et les Pays-Bas. De tous côtés, Charles menaçait déjà la France. En 1519, il présenta sa candidature aux électeurs du Saint-Empire germanique et fut élu. L'Allemagne et l'Autriche allaient-elles dominer le monde ?

France et Russie. L'équilibre européen. — La formidable puissance germanique fit naître au XVI^e^ siècle le problème politique international de l'équilibre européen. La suprématie d'un Etat était non seulement chose intolérable aux autres pays désirant vivre leur vie nationale indépendante mais une atteinte aux principes de Droit et de Justice dont doit se réclamer toute société civilisée. La France, la plus directement menacée, se leva la première contre le germanisme ; elle eut, au cours des siècles, à subir les combats les plus durs, mais vécut la gloire de devenir le champion de l'Equilibre européen et de l'Idée du Droit et de l'Equité. D'autres pays ne comprirent pas toujours le péril et l'Angleterre lutta souvent contre la France, alors qu'elle aurait dû prendre place à ses côtés.

La stabilité politique européenne se trouvait encore atteinte en Orient par une autre puissance : la Turquie, comme la Maison d'Autriche, opprimait des millions de Slaves. La Russie qui, nous le savons, lutta pour son existence, contre l'Allemagne, bien avant la France, dut encore prendre sur elle la mission difficile de libérer les Slaves du joug ottoman. La France, trop occupée dans son effort pour briser l'étreinte germanique, ne comprit pas, tout d'abord — que les intérêts vitaux de la Russie se confondaient avec les siens. Mais le cours logique de l'Histoire devait, un jour ou l'autre, rapprocher ces deux pays, dont la Cause était commune, et forger l'alliance franco-russe, sauvegarde de l'Equilibre européen.

France et Italie. — Nous savons que Louis XI ne sut pas profiter de sa victoire sur Charles le Téméraire et laissa échapper la dot de Marie de Bourgogne. Charles VIII commit une autre lourde faute : avide de gloire, il partit, en 1493, pour la conquête de Naples appartenant à la Maison d'Anjou et où régnait un prince aragonais ; afin de s'assurer la neutralité de ses voisins, il donna à Maximilien d'Autriche l'Artois et la Franche-Comté, à l'Espagne le Roussillon ; c'était dire à l'ennemi qu'on le craignait.

La réponse à cette folie royale fut une coalition formée par l'Autriche et l'Espagne et dont fit partie l'Angleterre. La France perdit Naples, qu'elle avait facilement conquise (1495). Louis XII reprit les rêves de Charles VIII, s'empara de Milan et de Gênes (1500), puis de Naples, mais perdit ses conquêtes (1504-1505), qui lui furent arrachées par l'Espagne. En 1511, la Papauté appela Louis XII à son secours contre les Vénitiens, mais, effrayée par les succès rapides des Français, provoqua contre la France une nouvelle coalition : la France, envahie par les Allemands, les Espagnols et les Anglais, dut abandonner toutes ses conquêtes italiennes.

François Ier s'obstina, lui aussi, dans l'idée de conquérir le Milanais. Il y réussit par la victoire de Marignan (1515). Mais, quelques années plus tard, il engageait une guerre beaucoup plus terrible contre son redoutable adversaire, Charles-Quint, lutte suprême pour l'indépendance de l'Europe.

François Ier et Charles-Quint candidats au trône d'Allemagne (1519). — Lorsque Charles, roi d'Espagne, d'Autriche et des Pays-Bas, de la Flandre, de l'Artois et de la Franche-Comté, posa sa candidature au trône allemand, François Ier comprit de suite que si l'Allemagne devenait, elle aussi, possession autrichienne, la France, tôt ou tard, succomberait sous la puissance de ce redoutable voisin ; aussi décida-t-il de se présenter comme candidat devant les électeurs germaniques. Bainville nous donne le manifeste rédigé par le cardinal Duprat à cette occasion ; François Ier y fait cette déclaration : « Ses royaumes (ceux de Charles) sont lointains de l'Empire, en sorte que ne lui viendrait à main d'avoir le soing et cure de l'un et des autres... Et avec ce, les mœurs et les façons de vivre d'Espaignols ne sont conformes, ains totalement contraires à celles d'Allemands. Au contraire, la nation française, quasi en tout, se conforme en celle d'Allemagne, aussi en est-elle issue et venue, c'est assavoir de Sicambres, comme les historiographes anciens récitent ».

Ce à quoi Charles de Habsbourg répondit qu'il était « de la vraie race et origine de la nation germanique et que si le roi de France était empereur, il voudrait tenir les Allemands en telle subjection comme il faisait les Français et les tailler à son plaisir ». Lui-même promettait qu'il conserverait et augmenterait même les libertés germaniques. On sait que cette liberté était l'anarchie allemande. Charles fut élu : son élection lui coûta un million de ducats.

La France en guerre contre la Maison d'Autriche (1521-1559). Défaite de Pavie (1525). Victoires de Metz, Toul et Verdun (1552). — François Ier travailla tout d'abord à la conclusion d'une alliance entre la France et l'Angleterre ; son manque de tact, au « Camp du Drap d'Or », fit malheureusement échouer son projet (1520). Ce fut encore la possession de l'Italie qui provoqua les hostilités. La première période de la guerre (1521-1529) se marqua, tout d'abord, par des alternatives de succès et de revers ; mais, en 1525, les Français subirent un désastre à Pavie : François Ier, fait prisonnier et conduit à Madrid, y demanda la paix et renonça à l'Italie. La guerre recommença en 1527, mais, après une défaite à Rome et de longues souffrances de l'armée française en pays étranger, la paix de Cambrai mit fin aux hostilités : l'Italie entière s'ajoutait aux possessions de Charles-Quint (1529).

François Ier prit bientôt sa revanche ; il chercha partout des alliés, la Suède, la Turquie alors maîtresse de la Hongrie. En 1537, il déclara la guerre à Charles : l'armée française fit reculer les troupes impériales en Provence, les Turcs culbutèrent les Allemands sur le Danube Charles-Quint signa la trêve de Nice : le Milanais faisait retour à la France (1538). Cependant, lorsqu'il fallut évacuer Milan, l'empereur traîna les choses en longueur, puis refusa brutalement de rendre la ville. La guerre redevint inévitable. En 1544, une armée française écrasa les Allemands en Italie, à Cérisoles ; en France, Charles, qui avait envahi le pays, ne put dépasser Château-Thierry La paix de Crespy ne fut qu'une trêve : François 1er mourut en 1547, Henri II poursuivit avec vigueur les hostilités.

En 1552, les troupes françaises, par un triple effort, s'emparèrent des trois Evêchés, Metz, Toul et Verdun. Charles-Quint s'efforça vainement de reprendre Metz : son armée se fit battre une seconde fois la même année : « Les Français, généreux après la victoire, traitèrent si bien leurs prisonniers que la « courtoisie de Metz » devint proverbiale en Allemagne. » Ce désastre décida l'Empereur à abdiquer (1556). Ses deux fils, Ferdinand et Philippe II se partagèrent l'Empire. La France avait sauvé l'Europe, de l'hégémonie germanique

Philippe II, roi d'Espagne, s'allia à l'Angleterre et recommença la lutte. L'armée française fut battue près de Saint-Quentin (1557), mais lorsque, l'année suivante, Philippe fit le siège de cette ville, ses troupes durent reculer devant l'héroïque résistance des Français. Vers la même époque, le

duc de Guise marcha sur Calais qu'il enleva aux Anglais : la reine d'Angleterre, Marie Tudor, en apprenant ce revers, mourut de douleur, et Elizabeth, qui lui succéda, reine protestante, rompit l'alliance avec la catholique Espagne. Philippe II dut alors demander la paix : celle-ci fut signée à Cateau-Cambrésis (1559). La France gardait Metz, Toul, Verdun et une partie du Piémont. La première grande lutte contre la Maison d'Autriche prenait fin ; elle avait duré trente-huit ans.

La Renaissance en Europe. La Russie étrangère à cette évolution. — Nous ne pouvons nous étendre longuement, ici, sur ce grand mouvement intellectuel et artistique qui naquit en Italie, produisant dans le pays de Dante des génies comme Michel-Ange, Raphaël, Léonard de Vinci et donnant à toute l'Europe une impulsion spirituelle dépassant celle que provoquèrent les Croisades et la découverte du monde oriental. En Espagne, en Portugal, les plus grandes découvertes maritimes ont lieu, tandis que ces deux pays donnent au monde Cervantès, Lope de Vega, Camoens. L'Angleterre possède Shakespeare et Bacon ; la Suisse, Paracelse ; le Danemark, Tycho-Brahé et l'Allemagne les premiers grands naturalistes. L'admirable France, toute à sa lutte pour la Liberté de l'Europe, a cependant Ronsard, Rabelais et Montaigne, Goujon, Palissy, et donne l'hospitalité à Servet, à Vésale. Des architectes construisent le Louvre et François Ier crée le Collège de France (1530).

La Russie demeura étrangère à ce formidable mouvement des esprits en Europe. L'étudiant méditera sur les conséquences regrettables pour les Russes, mais non irréparables, de n'avoir pas pris part à cette évolution intense qui influa sur la culture occidentale. Le développement de la civilisation russe en subit un long retard, mais l'originalité du génie russe resta intact et ne fit que s'accentuer.

La Réforme et ses conséquences politiques en Europe. France et Allemagne. Elizabeth et Marie Stuart. — Nous avons étudié les grandeurs et les défaillances de la Papauté, nous avons vu celle-ci en lutte contre les Vaudois, les « protestants » slaves de la Bohême et l' « hérésie » anglaise de Wiclef. L' « esprit d'examen » né avec la Renaissance, les attaques de Luther, de Zwingle, de Calvin, provoquèrent un nouveau mouvement, la « Réforme » : celle-ci se propagea de suite en Allemagne sous Charles-Quint, en Scandinavie sous Gustave Wasa (1523-1560) et en Angleterre sous Henri VIII, qui fonda l'anglicanisme (1509-1547).

Charles-Quint voulut lutter contre les luthériens, redoutant leur esprit d'indépendance, mais ceux-ci « protestèrent » contre les persécutions de l'Empereur, d'où leur nom de « protestants » et s'allièrent à François Ier. Les luttes religieuses ne firent qu'aggraver encore l'état d'anarchie dans lequel vivaient les Allemagnes. Et, dans sa guerre contre la Maison d'Autriche, « la monarchie française », comme l'écrit Bainville, « s'empressa de profiter de cette heureuse conjoncture, suivant son principe bien établi : — tenir sous main les affaires d'Allemagne en la plus grande difficulté qu'on pourra — disait Marillac, le négociateur de confiance du roi Henri II ».

L'alliance de l'Allemagne protestante avec la France catholique contre l'Allemagne papiste ne doit pas nous surprendre. Que de fois avons-nous vu, au cours de cette Histoire, des partis politiques, des chefs de gouvernement, s'allier à des partis ou à des gouvernements étrangers subordonnant l'intérêt de la patrie à leurs intérêts propres. Dans la grande lutte qui s'ouvre au XVIe siècle entre le catholicisme et le protestantisme, les catholiques de France appelleront à leur aide les Suisses des cantons papistes et les huguenots livreront en 1562 Le Havre aux Anglais.

— « Il n'y a plus des Français, des Anglais, des Allemands, des Espagnols, mais seulement des protestants et des catholiques », dit Rambaud. « La Royauté subit la même éclipse que l'idée de patrie. Elle n'a su ni imposer aux protestants le respect de la religion établie, ni imposer aux catholiques le respect de la liberté de conscience. Au lieu de commander, elle se perd dans les intrigues italiennes de Catherine de Médicis. Au lieu de combattre à ciel ouvert, elle en vient à méditer des guets-apens, comme le massacre de la Saint-Barthélemy (1572) ».

Quinze ans après la Saint-Barthélemy, en 1587, Elizabeth, reine protestante de la Grande-Bretagne, condamnait à mort Marie Stuart, reine catholique d'Ecosse.

Marie, veuve de François II, roi de France, revint dans son pays d'origine (1560), l'Ecosse. Ce pays était alors entièrement acquis au presbytérianisme, nom sous lequel le calvinisme y fut adopté. Catholique, Marie entra en lutte avec cette nouvelle religion, mais, vaincu, elle dut se réfugier en Angleterre. Elizabeth, avait rompu avec le fils de Charles-Quint, Philippe II, car elle voulait devenir en Europe la protectrice de tous les Etats protestants. Elle fit jeter Marie Stuart en prison (1569), puis, comme la jeune reine, qui correspondait avec ses anciens

amis, tentait de fomenter, dans son pays, un mouvement anti-protestant, Elisabeth la fit mettre à mort (1587).

La Papauté et la Réforme. Les Jésuites. Angleterre, Espagne et France. — Les papes du XVIe siècle, pour se défendre contre le mouvement qui détachait de l'Eglise Romaine une grande partie de l'Europe centrale et occidentale, réorganisèrent l'Inquisition, cette école des supplices, créèrent la Congrégation de l'Index, chargée de combattre les livres ennemis de la foi catholique et fondèrent des associations de tous genres pour propager le catholicisme : les Barnabites, les Oblats, enfin les Jésuites.

Un Espagnol, Ignace de Loyola, créa ce dernier ordre, dont la devise était : « Ad majorem Dei gloriam » (1534). Ce fut une sainte milice, son « Institut » reçut l'approbation de Rome, en 1540. On ne peut nier la valeur éducatrice des professeurs jésuites auxquels des protestants eux-mêmes demandèrent souvent d'élever leur enfants. Bacon disait : « En ce qui concerne l'instruction de la jeunesse, consultez les Jésuites, il est impossible de mieux faire ».

Philippe II remit l'Inquisition en vigueur d'une manière odieuse. L'Espagne devint un pays de tortures, de supplices, de cruautés raffinées, faites au nom de la religion. Champion du catholicisme, Philippe persécuta tous les ennemis de Rome, combattit les Turcs, déclara la guerre à l'Angleterre pour venger Marie Stuart et à la France pour écraser les protestants béarnais.

Mais la marine anglaise naissante détruisit l' « Armada », la redoutable flotte espagnole (1588) ; quant à Henri IV, il triompha facilement de son ennemi. Les Pays-Bas s'étaient soulevés en 1579 contre la domination de Madrid, avaient proclamé stathouder de la république Guillaume d'Orange et écrasé les troupes de Philippe. L'Espagne perdit ce pays et dut céder à la France la Bresse et le Bugey : l'œuvre de Charles-Quint s'écroulait (1579-1601).

L'anarchie en France (1547-1589). Henri IV rétablit l'unité morale et politique du royaume (1589-1610). Son projet d'un Tribunal Suprême d'Arbitrage International. — Les guerres religieuses, en France, qui commencèrent avec le massacre des Vaudois, sous François Ier, continuèrent durant les quatre règnes de Henri II, de François II, l'époux de Marie Stuart, de Charles IX et de Henri III, désolèrent le pays pendant un demi-siècle, avilirent la royauté, mirent en danger l'indépendance nationale — on vit en France des troupes anglaises, des

armées espagnoles — relevèrent la puissance d'une noblesse immorale et criminelle et augmentèrent la misère du peuple.

Une anarchie honteuse régnait : « Les gentilshommes rêvaient le rétablissement de la féodalité ; les bourgeois catholiques et les moines rêvaient d'une démocratie qui n'aurait eu d'autre souverain que Dieu, c'est-à-dire le Pape, son Vicaire sur terre. Les livres hostiles à la royauté étaient dans toutes les mains, on prêchait la théorie du régicide dans les conciliabules des nobles, sur les places publiques des cités, du haut de la chaire chrétienne, aussi bien par le ministre protestant que par le moindre catholique. Ce sont ces doctrines régicides qui mirent le poignard aux mains du moine Clément contre Henri III et de Ravaillac contre Henri IV ».

Les Valois terminaient leur règne dans le sang, le désordre, le crime. La tâche qui incombait à Henri IV, le premier représentant des Bourbons, famille qui descendait de Saint-Louis, était difficile ; il l'assuma avec grandeur et courage ; au dehors, nous l'avons dit, il vainquit l'Espagne ; à l'intérieur, il pacifia le pays et travailla à sa réorganisation politique et sociale.

Il lui fallut, tout d'abord, entrer en lutte avec la noblesse qui ne cessa, durant tout le règne, d'ourdir des complots contre le roi et son ministre, Rosny, duc de Sully. Henri IV fut impitoyable : il fit décapiter Biron, duc de Bourgogne et maréchal de France, qui avait conclu une alliance avec l'Espagne, et condamna à l'exil Joinville qui s'était allié à la Savoie ; le duc de Bouillon qui voulut livrer Sedan aux Espagnols dut fuir. En 1602 et en 1605, le roi promulgua les premiers édits contre les duels : un tribunal d'honneur composé de maréchaux et présidé par le monarque décida désormais s'il y avait nécessité ou non de duel.

Tout le royaume dut être racheté aux seigneurs ou repris par la Couronne grâce à des mariages ; Rambaud cite la phrase d'un bourgeois qui avait lu le registre des sommes fournies par le roi aux nobles : « On nous fit voir de grandes vilenies, et de l'argent incroyable donné à ceux qui avaient trahi l'Etat et avaient été cause des grandes guerres de la Ligue. » Telles furent l'avidité, le manque de scrupules de l'aristocratie française de l'époque.

Henri IV lutta encore contre l'esprit d'indépendance des villes, esprit néfaste à une époque d'anarchie où la bourgeoisie manquait d'autorité et de force pour triompher des ennemis intérieurs et extérieurs de la France. Enfin, pour apaiser les haines des catholiques et satisfaire les justes revendications

des protestants, Henri IV publia l'Edit de Nantes (1598). On sait qu'il abjura le protestantisme : « Une catholicité bien prise et bien reçue à propos serait d'une grande utilité », avait dit Sully.

Afin de remédier à la misère effroyable du peuple, Henri IV travailla avec Sully à refaire les finances, améliorer l'agriculture, donner un vigoureux essor à l'industrie, construire des routes, contribuer au développement du commerce en créant des canaux et en signant des traités avec l'Angleterre et la Turquie.

En raffermissant l'autorité royale — Henri IV ne convoqua qu'une seule assemblée de notables et n'écouta les Parlements que pour mieux les mettre en tutelle — le premier Bourbon rendit à la France cette force qui, en refaisant l'unité du pays, permit à Richelieu et à Mazarin d'abattre définitivement la puissance menaçante de la Maison d'Autriche. Henri IV aurait pu réaliser lui-même cette œuvre, s'il n'avait été assassiné. Il préparait en effet une guerre contre la Maison d'Autriche et s'alliait avec la Savoie, l'Angleterre et les protestants d'Allemagne. Le roi de France pensait que cette guerre serait la dernière en Europe et élaborait un projet d'un « Conseil Suprême, formé des délégués de toutes les nations, et qui aurait jugé les conflits entre les Etats, à la manière d'un Tribunal, de façon à réprimer les injustices et à prévenir les guerres ». Notons qu'il voulut exclure la Russie de ce Parlement Européen et que Sully écrivit dans ses « *Oeconomies Royales* » : le puissant Knès (Kniaz) scithien doit être mis en dehors de la République Européenne ».

— « La France, en 1610, si le couteau d'un fanatique n'eût brisé son effort, aurait commencé la plus glorieuse, la plus heureuse et la plus profitable de ses guerres. Le génie de Henri IV, si complet, si ouvert, si profondément humain, était autrement pondéré que celui de Louis XIV. La royauté ainsi comprise n'eût jamais lassé l'Europe et épuisé la France. »

Richelieu continue la politique intérieure et extérieure de Henri IV (1624-1642). — Durant la minorité de Louis XIII, on put croire que la royauté allait de nouveau sombrer dans la confusion et le désordre et abandonner la lutte contre la Maison d'Autriche : Louis XIII épousa Anne d'Autriche et le ministre Concini se réconcilia avec l'Espagne. Avec la venue aux affaires de Richelieu (1624), le gouvernement reprit la politique nationale française et continua l'œuvre de réorganisation du pays.

Tout l'effort du grand cardinal tendit à grandir l'autorité du roi en France : la monarchie, puissance indiscutée, tel fut le but ; l'abaissement de la noblesse inconsciente et orgueilleuse, la défaite du parti huguenot et la grandeur de la France par la ruine de la Maison d'Autriche, tels furent les moyens.

L'Angleterre vint en aide aux protestants français, mais ceux-ci, battus à La Rochelle (1627-28), se virent enlever par l'Edit de Grâce (1629) tout privilège politique. Richelieu confirma uniquement la liberté de conscience accordée par Henri IV. Les complots de l'aristocratie contre le pouvoir central n'avaient pas cessé ; les plus fameux aboutirent à l'exil de Marie de Médicis qui alla mourir en Allemagne, à la condamnation à mort de Montmorency et de Cinq-Mars. Ces mesures, qui supprimaient toute autorité autre que celle du roi, préparèrent en France l'établissement du pouvoir absolu, le despotisme de Louis XIV.

A l'extérieur, Richelieu intervint dans la guerre de trente ans qui marqua la fin de la puissance autrichienne.

Les Slaves de la Maison d'Autriche provoquent la guerre de Trente Ans (1618-1848). Intervention de la France (1635-1648). — La célèbre guerre de Trente Ans eut pour origine la violation par l'Empereur de la liberté de conscience accordée aux protestants de Bohême. Les Tchèques se soulevèrent et la révolte gagna leur capitale, Prague, où les hauts fonctionnaires autrichiens furent assassinés, après avoir été jetés du haut des fenêtres du Palais-Royal (1618).

— « L'affaire de la défenestration de Prague ressemble singulièrement, par les conséquences qu'elle a eues, à l'assassinat de Serajevo », écrit Bainville. « Tout d'abord, et pour prévenir toute intervention française sollicitée par des envoyés tchèques, l'empereur Ferdinand II envoya un ambassadeur, Furstenberg, pour montrer à Louis XIII tout le danger qu'une puissance protestante victorieuse pourrait avoir, même pour la France ».

La neutralité française ainsi obtenue permit aux Autrichiens d'écraser les Tchèques à la bataille de la Montagne-Blanche (1620) et d'occuper le Palatinat. Il est curieux de remarquer que, cette même année, Louis XIII envoyait en Russie Deshayes-Courmenin négocier un traité de commerce et proposait au tsar Mikhaïl une alliance formelle : « Votre Majesté est à la tête des pays orientaux ; Louis, roi de France est à la tête des pays occidentaux », dit l'ambassadeur français à Moscou. « Il faut que le tsar ne fasse qu'un avec le roi de France ».

Après la bataille de la Montagne-Blanche les ambassadeurs

de France en Allemagne envoyèrent alors à Paris des notes montrant toute l'erreur et les funestes conséquences pour la France d'une politique de neutralité. Richelieu, heureusement, arriva au pouvoir, mais la France, trop occupée par ses luttes intérieures, ne put intervenir elle-même immédiatement. Sa diplomatie sut trouver des ennemis à l'Autriche. En 1624, le Danemark déclara la guerre à Ferdinand, mais le général Wallenstein culbuta l'armée danoise et obligea le roi Christian à demander la paix (1628). En 1630, les protestants allemands durent se soumettre à la loi autrichienne ; l'Autriche était plus puissante que jamais.

Richelieu ne se découragea pas et poussa la Suède à la guerre (1630). La campagne suédoise commença victorieusement : la Saxe et la Bavière furent conquises en deux ans. Malheureusement les Suédois subirent un terrible échec à Lutzen ; leur roi Gustave-Adolphe y trouva la mort (1632). La Suède leva une nouvelle armée mais les Autrichiens la défirent à Nordlingen en 1634.

Comme le dit Bainville, « avant de faire couler le sang français, Richelieu voulait rétablir l'ordre en France, laisser les Danois d'abord, puis les Suédois se battre et fatiguer l'empereur ». En 1635, Richelieu déclara la guerre à l'Autriche, après s'être allié à la Suède, la Hollande et la Savoie. Les hostilités commençèrent à la fois contre l'Espagne et l'Autriche. L'Artois, le Roussillon, l'Alsace, furent conquis. Richelieu ne vit pas le triomphe ; il mourut en 1642. Mazarin continua son œuvre. Les armées françaises remportèrent des victoires à Rocroi et à Lens ; en Autriche, unies aux Suédois, elles menacèrent Vienne. L'empereur d'Autriche demanda la paix (1648) ; seule, l'Espagne poursuivit les hostilités.

Les traités de Westphalie (1648). Leur signification politique et morale. — La paix de Westphalie donnait l'Alsace à la France, à la Suède des territoires en Allemagne. La France obligeait l'Autriche à proclamer de nouveau la liberté de conscience et l'indépendance des princes allemands ; de plus, elle s'arrogeait le droit « d'être représentée à la Diète d'Empire — (les Empereurs élus dont l'autorité était nulle dans l'anarchie des Allemagnes partageaient leur ombre de pouvoir avec une Diète ou Parlement) — par un plénipotentiaire dont la vraie mission était de surveiller les travaux de l'assemblée, d'y nouer des intelligences, d'en faire tourner les discussions au profit de l'Etat français. Ce plénipotentiaire va exploiter l'anarchie germanique et veiller à ce que le système établi

par la paix de Westphalie ne soit pas altéré. Par une suprême précaution qui couronne l'édifice, le roi de France s'est réservé, en effet, la garantie des traités de 1648 ».

En nourrissant l'anarchie dans les Allemagnes, en détruisant la puissance de la Maison d'Autriche, la France devenait l'arbitre de la politique internationale européenne. Telle est la signification politique des traités de Westphalie.

Proudhon, que cite Bainville, en explique le sens moral : « La paix de Westphalie a déclaré que l'hypothèse d'une monarchie universelle, conséquence extrême du droit de la guerre, admise par les anciens peuples, était chimérique. Depuis cette époque, le principe d'équilibre a été reçu dans le Droit des Gens. Tant qu'il y aura pluralité de puissances plus ou moins équilibrées, le traité de Westphalie existera. Il n'y aurait qu'un moyen de l'effacer du droit public de l'Europe, ce serait de faire que l'Europe redevînt un empire unique ; Charles-Quint et Napoléon y ont échoué. Il est permis de dire, d'après ce double insuccès, que l'unité et la concentration politique élevées à ce degré sont contraires à la destinée des nations : le traité de Westphalie, expression supérieure de la justice identifiée avec la force des choses existe à jamais ».

A jamais ? une évolution progressive vers les Etats-Unis européens ne fera-t-elle point naître des organismes équilibrateurs dont le droit public de l'Europe n'a pas encore conception. Et quelle sera alors l'expression supérieure de la justice identifiée avec la force des choses ? l'avenir répondra.

Tentative révolutionnaire en France. La Fronde (1648-1653). — L'Espagne ne s'était pas associée à la paix parce que des troubles graves agitaient alors la France. La « Fronde », dont le gouvernement espagnol espéra profiter, fut la révolte des parlements, du peuple et de la noblesse, forces que Richelieu avait définitivement soumises à l'autorité du roi.

A l'heure même où une révolution éclatait en Angleterre et aboutissait bientôt à la proclamation de la République, les parlements français s'efforçaient de conquérir la liberté politique et la liberté individuelle. Mais la condamnation à mort du roi d'Angleterre et, surtout, l'alliance avec l'Espagne de la « Fronde des princes » — la noblesse ne faisait que continuer la conduite égoïste et basse suivie par elle depuis les guerres religieuses — rapprochèrent les parlementaires de la royauté. Celle-ci avait déjà résisté aux revendications des parlements, ce qui causa la « Journée des Barricades », véritable soulèvement révolutionnaire à Paris (1648). La Fronde se termina par

la défaite des nobles en la personne de Condé et par la fuite de ce dernier en Espagne (1652). L'échec de la Fronde rendit possible le despotisme de Louis XIV.

Malgré ces troubles intérieurs, les armées françaises poursuivaient leurs succès contre l'Espagne. Mazarin avait conclu une alliance avec Cromwell, le Lord Protecteur de la République anglaise. En 1659, l'Espagne demanda la paix : elle donnait à la France l'Artois et le Roussillon.

La Révolution anglaise de 1642-1649. La République et Cromwell. La Révolution de 1688. — Le fils de Marie-Stuart, Jacques Ier, monta sur le trône d'Angleterre en 1603, à la mort d'Elisabeth. Inintelligent, maladroit, catholique intransigeant, il mécontenta le peuple anglais habitué depuis des siècles à la liberté politique, en mettant en pratique ses théories sur le despotisme et enlevant aux protestants la liberté religieuse. Sully, le ministre de Henri IV, disait de lui qu'il agissait « en fou ». Charles Ier continua la politique de son père et répondit aux revendications du Parlement par sa dissolution (1628). Pendant douze ans, l'Angleterre vécut sous un règne sombre d'illégalités et de tyrannie.

Au XIVe siècle, cette nation avait donné au monde l'exemple de l'émancipation sans excès révolutionnaires. Elle montra à l'Europe, au XVIIe siècle, un peuple prenant les armes pour reconquérir la liberté perdue. En 1640, Charles Stuart fut contraint de convoquer à nouveau le Parlement ; la lutte entre les députés du peuple et la royauté reprit : Strafford, le ministre du roi, proclamé responsable des mesures despotiques qui asservissaient le pays, périt sur l'échafaud (1641). En 1642, la révolution éclata : elle avait un chef remarquable, général de valeur et homme politique de talent, Cromwell. Charles Ier vaincu se réfugia en Ecosse ; mais les Ecossais le livrèrent au Parlement qui le condamna à la décapitation (1649). Les parlementaires proclamèrent alors la République.

Malheureusement le Parlement manquait d'hommes de valeur pour faire face à la gravité de la situation ; en Irlande, une révolte catholique dût être réprimée dans le sang ; l'agitation grandissante en Angleterre fit craindre aux Chambres une restauration des Stuarts. Cromwell, nommé Lord Protecteur, ne vit d'autre solution pour rétablir l'ordre dans le pays que la dictature et commença par dissoudre le Parlement.

« Le Lord général Cromwell, écrit Carlyle, se voit par là, dans cette conjoncture sans exemple, pour ainsi dire, la seule autorité valable qui restât en Angleterre ; rien entre l'Angle-

terre et l'extrême anarchie que lui seul. Les Parlements ayant failli, il ne restait plus rien que la voix du Despotisme. Or Cromwell ne pouvait se démettre. Des Premiers ministres ont gouverné des pays, Pitt, Pombal, Choiseul, et leur parole a été loi tant qu'elle a tenu ; mais le Premier ministre, Cromwell, en était un qui *ne pouvait pas se démettre.* Qu'une fois il se démît, Charles Stuart et les Cavaliers attendaient pour le tuer, pour tuer la Cause et lui. Ce premier ministre ne pouvait *se retirer* nulle part excepté dans sa tombe. »

Le Protectorat de Cromwell se changea donc en une dictature despotique : il fut glorieux à l'extérieur pour l'Angleterre ; l' « Acte de Navigation » en fit la première puissance navale du monde, et l'alliance avec Mazarin contre l'Espagne lui valut Dunkerque.

Sous le fils de Cromwell, le désordre, les troubles allèrent en augmentant ; Charles II, fils de Charles I^er^, en profita pour réaliser la Restauration (1660). Le nouveau règne dura 25 ans : le Parlement ne cessa de revendiquer les libertés de la charte du XIII^e^ siècle, la lutte entre les principes parlementaires et despotiques atteignit son apogée en 1678 où le Parlement vota la loi suivant laquelle seuls les protestants pouvaient devenir fonctionnaires de l'Etat. Le despotisme du Stuart le rapprocha de Louis XIV, il vendit Dunkerque à la France, menant ainsi à l'intérieur comme à l'extérieur une politique franchement antinationale. Son fils Jacques II (1685-1688) appela les Jésuites en Angleterre, en fit ses conseillers et résolut de soumettre le pays à l'autorité religieuse du Pape. Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Des révoltes armées éclatèrent, mais le gouvernement les réprima par des massacres. Les protestants et les whigs (libéraux anglais par opposition aux torys, conservateurs) appelèrent alors Guillaume d'Orange, gendre de Jacques II, qu'ils savaient hostile à son beau-père : Guillaume débarqua en Angleterre (1688), la Révolution triompha et Jacques, le dernier des Stuarts, n'eut que la ressource de fuir et d'accepter l'hospitalité de Louis XIV.

« Cette révolution substituait une royauté consentie à une royauté de droit divin et marquait un triomphe du protestantisme, au moment même où Louis XIV, en France, révoquait l'Edit de Nantes et représentait plus que jamais le droit divin des rois. Aussi l'Angleterre qui, depuis 1660, était l'alliée de la France, deviendra son adversaire opiniâtre ; elle sera le nœud de toutes les coalitions formées contre elle. »

Le despotisme en France. Les erreurs et les crimes de

Louis XIV (1661-1715). — La Fronde vaincue, Mazarin mort, Louis XIV régna seul maître absolu ; il n'avait que 25 ans (1661). « La volonté de Dieu, disait-il, est que quiconque naît sujet obéisse sans discernement. » C'était la théorie de l'absolutisme que Bossuet soutenait en écrivant : « O rois, vous êtes des dieux, c'est-à-dire : vous avez dans votre autorité, vous portez sur votre front un caractère divin. » Et le roi montrait qu'il n'admettait à ses volontés ni réplique ni résistance en déclarant : « C'est légal parce que je le veux. » L'homme qui gouvernait la France imposa cette volonté à tout un peuple pendant plus de 50 ans ; il accomplit de grandes choses, fit de la Cour de Versailles un objet d'admiration universelle, centralisa le pouvoir en asservissant la noblesse et l'avilissant par le régime de l'étiquette et des préséances. Il organisa une hiérarchie de fonctionnaires comprenant en haut les ministres presque aussi absolus que le roi et, dans un échelon inférieur, les intendants et une série de *Conseils* — appareil de centralisation politique et administrative comme nulle monarchie européenne n'en eut jamais.

Un seigneur français dit un jour à Louis XVI : « Sous Louis XIV, on n'osait dire mot ; sous Louis XV, on parlait tout bas ; sous Votre Majesté on parle tout haut. » Louis XIV brisa, en effet, toute volonté qui s'opposait à la sienne : de terribles répressions sanglantes ternirent l'éclat de ce grand règne dont on peut dire que l'acte le plus insensé, le plus féroce ne fut pas la Révocation de l'Edit de Nantes. Des nobles se réunirent en 1659 pour étudier les moyens de convoquer les Etats Généraux : le roi ordonna de raser leur châteaux et de décapiter certains d'entre eux. Des révoltes populaires provoquées par les accroissements d'impôts se terminèrent par des massacres commandés par l'autorité royale, comme ceux des Landes, du Berry, du Bourbonnais, du Roussillon et de Bretagne. La liberté individuelle ne cessa d'être violée par des mesures odieuses comme les lettres de cachet, la liberté religieuse fut anéantie : persécutions des protestants, horreurs des Dragonnades, meurtres et conversions par force, enfin la Révocation de l'Edit de Nantes qui donne à la Prusse naissante d'admirables ouvriers français, grave faute politique que glorifia cependant Bossuet dans ces paroles : « Poussons jusqu'au ciel nos acclamations, et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Charlemagne, ce que les 630 Pères dirent autrefois au concile de Chalcédoine : vous avez affermi la foi, vous avez exterminé les hérétiques. »

A l'extérieur, Louis XIV continua tout d'abord la politique de Henri IV et de Richelieu : tandis que Colbert donnait au pays de bonnes finances, Louvois organisait les armées françaises, Vauban contruisait les premières grandes forteresses et de Lionne préparait par sa diplomatie la ruine de l'Espagne. Mais l'intraitable orgueil du roi qui se manifestait si durement dans sa politique intérieure, son ambition démesurée, son esprit de conquête lui fit commettre de graves erreurs, des folies qui le perdirent. Et nous ne pouvons que répéter ici ce parallèle si juste qui rétablit les valeurs et met davantage dans l'ombre la personnalité du Roi-Soleil pour grandir l'individualité de son grand-père : « Le génie de Henri IV si complet, si ouvert, si profondément humain, était autrement pondéré que celui de Louis XIV. La royauté ainsi comprise n'eût jamais lassé l'Europe et épuisé la France. »

Sous ce règne, le génie français domina le monde par son incontestable supériorité. La France donna à l'Humanité des artistes comme Poussin et Puget, des écrivains comme Corneille, Molière, La Fontaine et Racine, des penseurs et des savants comme Descartes et Pascal, des historiens comme Saint-Simon, des moralistes comme La Bruyère et La Rochefoucauld.

La politique extérieure de Louis XIV. La France menace l'Equilibre européen. — Nous savons avec quelle hauteur Louis XIV refusa de recevoir Pierre le Grand en France. Ce fut, cependant, sous son règne, et, grâce à Colbert et au corps des marchands de Paris, que fut créée : *La Compagnie du Nord pour le Commerce avec la Russie* qui eut son siège à La Rochelle (1669).

En 1667, Louis XIV déclara la guerre à l'Espagne, réclamant à ce pays les Pays-Bas au nom de sa femme, Marie-Thérèse, un Espagnole. Lille et la Flandre, la Franche-Comté furent rapidement conquises (1668). La Hollande effrayée demanda à l'Angleterre et à la Suède d'intervenir. Louis XIV accepta la médiation, rendit la Franche-Comté à l'Espagne et garda Lille et une partie de la Flandre (1668).

Le roi de France ne pardonna pas au petit peuple républicain de Hollande d'avoir provoqué cette intervention qui arrêtait ses conquêtes. De Lionne réussit à s'assurer l'alliance du roi catholique d'Angleterre et la neutralité de la Suède. Les Hollandais vaincus presque sans combat demandèrent la paix, mais l'orgueil de Louis XIV lui fit proposer des conditions telles qu'une révolution éclata en Hollande : les frères de Witt,

hommes d'Etat illustres, furent tués (1672) et Guillaume III d'Orange reçut le Stathoudérat. (Nous savons que, gendre de Jacques II, il devint roi d'Angleterre après la révolution de 1688.) Guillaume sauva le pays en ouvrant les digues qui le protégeaient : l'armée française recula devant l'inondation. Puis il s'allia avec le Brandebourg, l'Espagne et le Saint-Empire. La France triompha de cette formidable coalition. En Alsace, en Franche-Comté et dans le Nord, une série de succès aboutirent à la conquête de Cambrai, de Valenciennes, de la Franche-Comté. Par la paix de Nimègue (1678), la France garda ses conquêtes.

Malheureusement, Louis XIV, vainqueur en Europe, maître absolu en France, ne voyant pas de limite à sa puissance, ne sut se conduire selon la mesure et l'équité. « C'est légal parce que je le veux », le roi de France, après le traité de Nimègue, pratiqua cette devise absolutiste dans sa politique extérieure. De par sa volonté, des territoires appartenant à des princes étrangers furent confisqués : ainsi Strasbourg, que la paix de Westphalie n'avait pas donné à la France, devint ville française après avoir été réunie à l'Alsace par décret royal (1681). L'Europe se sentit menacée ; la Savoie, le Brandebourg, l'Espagne et, après la Révolution de 1688, l'Angleterre formèrent une nouvelle coalition (1688).

Pour vaincre la Grande-Bretagne, Louis XIV qui avait offert l'hospitalité à Jacques II, tenta deux fois de débarquer des troupes et de rétablir le catholique Stuart. Jacques réussit une descente en Irlande, mais Guillaume le battit et le chassa (1690). En 1692 la flotte française recula devant la marine anglaise. Sur terre, de 1689 à 1693, les troupes de Louis XIV n'eurent que des succès. Mais ce long effort épuisa la France et son roi se trouva contraint de demander la paix. Louis XIV dut reconnaître Guillaume roi d'Angleterre — humiliation sérieuse pour son orgueil ; il rendit ses conquêtes ; l'Europe ne lui laissa que Strasbourg (1697).

En 1701, une guerre nouvelle, plus terrible que les autres, éclatait : le roi d'Espagne, Charles II, en mourant, laissa son trône à Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV (1700). La France devenait l'héritière de la Maison d'Autriche. En 1701, Philippe partit pour Madrid afin de prendre possession de la couronne d'Espagne, mais l'Europe ne voulut pas accepter l'hégémonie française : une coalition se forma à La Haye ; l'Autriche, l'Empire, le Brandebourg, la Hollande et l'Angleterre y prirent part.

De 1701 à 1703, les armées françaises tinrent tête partout à leurs ennemis. Les désastres commencèrent en 1704 et en 1708, la France fut envahie. On sait que Louis XIV demanda inutilement secours à Charles XII, roi de Suède, alors en guerre avec Pierre-le-Grand. En 1709, Louis offrit la paix à ses ennemis, mais ceux-ci lui posèrent des conditions inacceptables même pour la sécurité de la France. Les hostilités reprirent donc. En 1710 et en 1712, les généraux français, par des victoires décisives, sauvèrent le pays. L'Europe était épuisée par cette guerre qui durait depuis plus de dix ans : un congrès s'ouvrit à Utrecht et la paix y fut signée en 1713. La France ne conserva que l'intégrité de son territoire ; Philippe V, roi d'Espagne, renonçait à tous ses droits à la couronne de France ; l'Autriche gagnait Naples, Milan, la Belgique.

En mourant, Louis XIV laissait la France affaiblie militairement, épuisée financièrement, et déjà en révolte sourde contre le principe de la monarchie absolue brutalement imposée au pays (1715).

Les Hohenzollern rois de Prusse (1701). — Tandis que ces grands événements se déroulaient, la France, malgré la folie ambitieuse, le lourd despotisme de son roi et ses revers, guidait toujours dans la voie de la culture, par le génie de ses grands hommes, l'Europe et le monde ; l'Angleterre devenait, après ses deux révolutions, le pays des libertés, et, par son effort naval, la première puissance maritime européenne ; l'Autriche prenait un regain de force après sa dernière guerre contre Louis XIV ; l'Espagne voyait tomber son autorité. Quant à l'Italie et l'Empire des Allemagnes, ils vivaient toujours sous le régime du morcellement qui fit dire au persan de Montesquieu : « L'Italie et une grande partie de l'Allemagne sont partagées en un nombre infini de petits Etats dont les princes sont, à proprement parler, les martyrs de leur souveraineté. Nos glorieux sultans ont plus de femmes que la plupart de ces princes n'ont de sujets. » Cependant, un nouvel Etat se développait à l'Est des Allemagnes qui allait bientôt jouer un grand rôle en Europe.

« On eût bien surpris les contemporains de Henri IV ou de Richelieu, écrit Bainville, si on leur eût désigné comme l'ancêtre des futurs empereurs d'Allemagne ce marquis de Brandebourg, très gueux, qui régnait sur de pauvres sablières et qui, selon l'usage de tant d'autres princes allemands, vivait sous la protection de la France dont il mendiait les subsides. Le marquis devenu Electeur n'était pas encore un grand person-

nage. Mais l'ascension rapide des Hohenzollern fut un grand sujet d'étonnement. Ils ont brûlé les étapes comme aucune autre famille ne l'a fait. »

Le herzog de Prusse était électeur en Allemagne par le Brandebourg, et vassal de la Pologne par le duché de Prusse ; les Hohenzollern qui régnaient sur le Brandebourg depuis 1417 secouèrent facilement la suzeraineté polonaise (1618) : la Pologne, nous le savons, était déjà trop affaiblie à cette époque par son anarchie intérieure et ses guerres contre la Russie. Frédéric-Guillaume et Frédéric III, ducs de Prusse, intervinrent dans les coalitions dirigées contre la France sous Louis XIV. Mais le rêve des Hohenzollern était de devenir rois, il leur fallait l'assentiment de l'Europe. En 1701, la Maison d'Autriche reconnut Frédéric III, roi de Prusse, sous le nom de Frédéric I^er ; mais il ne fut admis officiellement à ce titre, par l'Europe, qu'en 1713, au congrès d'Utrecht. Dès ce moment, l'Empire des Allemagnes devint « une possibilité permanente d'annexion pour la Prusse », écrit un philosophe anglais. Frédéric I^er mourut en 1713 ; Frédéric-Guillaume I, le Roi-Sergent, lui succéda : il fut le créateur, pour ainsi dire, de la discipline prussienne, organisa une puissante armée et, par une sévère économie du Trésor, donna à la Prusse une prospérité financière dont profita son fils pour mener à bonne fin les guerres qui firent la grandeur du pays.

Frédéric II (1740-1786). La Prusse fonde sa puissance sur un « rapt ». — « Lorsque celui qui devait être appelé Frédéric le Grand eut succédé à son père, notre représentant à Berlin (l'ambassadeur de France), le marquis de Beauvau, fit tenir à son gouvernement un rapport détaillé. Beauvau présentait Frédéric tel qu'il devait se révéler : ambitieux, profond calculateur, habile à dissimuler, voisin dangereux, allié suspect et incommode. »

Marie-Thérèse monta sur le trône d'Autriche la même année que Frédéric devint roi de Prusse. Le dernier des Habsbourg était mort ne laissant qu'une fille dont il avait fait reconnaître par toute l'Europe le pouvoir sur l'Autriche et ses possessions. Mais dès l'avènement de la jeune reine, les ambitions des divers souverains européens éclatèrent : ce fut Frédéric qui, voulant s'emparer de la Silésie, forgea la coalition contre l'Autriche ; l'Espagne, la Sardaigne, la Bavière et la France en firent partie. L'Angleterre participa à la guerre en faveur de Marie-Thérèse (1741).

Avant même la déclaration de guerre, Frédéric, agissant

sans aucun scrupule, au mépris de toute morale, de tout droit politique et social, réclama à la reine d'Autriche la Silésie et l'occupa par la force. « La question de la Silésie n'eût-elle concerné que Frédéric et Marie-Thérèse, écrit l'historien anglais Macauley, la postérité n'aurait pu s'empêcher de reconnaître que le roi de Prusse s'est rendu coupable d'un odieuse perfidie. Qu'il retombe sur la tête de Frédéric, tout le sang versé dans cette guerre qui exerça pendant plusieurs années de si horribles ravages dans tous les pays du globe. »

La guerre dura de 1741 à 1748. On se battit en Amérique, en Asie et en Europe ; lorsque Frédéric se fut assuré la conquête de la Silésie, il abandonna ses alliés. Bainville a raison d'écrire au sujet de l'intervention de Louis XV, dans cette guerre longue et inutile : « Il était clair que la France avait fait fausse route, travaillé contre elle-même pour la grandeur de la Prusse, et, littéralement, pour le roi de Prusse. Frédéric avait exploité l'alliance française. Il nous avait indignement trompés en se rapprochant de l'Angleterre. Sa jeune puissance grandissait, montrait qu'elle avait les dents longues. »

Après huit années de guerre, l'Europe lassée faisait la paix à Aix-la-Chapelle. La France n'en retirait aucun bénéfice ; sauf la perte de la Silésie, Marie-Thérèse gardait intact son empire et son mari était reconnu empereur des Allemagnes ; la Prusse s'agrandissait par la conquête silésienne (1748).

La Guerre de Sept ans (1756-1763). L'Angleterre fonde son empire mondial. La Prusse devient puissance prépondérante en Allemagne. Les désastres français préparent la Révolution. — Nous verrons comment Louis XV, au lieu de réparer par une politique intérieure et étrangère adroite et sage les ruines accumulées par Louis XIV, ne fit que les aggraver, en conduisant la France aux pires désastres, par son imprévoyance, sa légèreté, sa soumission à des favorites. Il avait déjà commis une faute irréparable en s'alliant à Frédéric contre l'Autriche. La leçon ne lui servit pas et rien ne fut fait pour permettre à la France de jouer un grand rôle dans la situation troublée où se trouvait l'Europe depuis la guerre de 1741. Certes, l'Angleterre est coupable d'avoir voulu et provoqué le nouveau conflit, mais nous avons dit les motifs qui la poussaient depuis Louis XIV à voir en la France catholique et despotique un adversaire à combattre.

La guerre navale commença bien (1756) : à Minorque les Français remportèrent une belle victoire et la France eût peut-être triomphé, lorsque Louis XV, sur le conseil de Madame

de Pompadour, tout en continuant les hostilités contre l'Angleterre, résolut de participer à la guerre continentale que Marie-Thérèse avait provoquée contre la Prusse pour reconquérir la Silésie. Nous savons comment la Russie prit part à ce conflit.

En Angleterre on apprit avec joie cette grave faute de « la favorite » qui, non contente de jeter la France dans cette nouvelle guerre, renvoya les meilleurs ministres du roi, les remplaçant par des hommes incapables. En Angleterre, au contraire, un homme d'Etat d'une grande valeur dirigeait la politique générale du pays : Pitt.

La guerre fut une suite de sanglants revers : 20.000 Prussiens défirent à Rosbach 50.000 Français commandés par Soubise ; les troupes françaises subirent deux autres graves échecs en Westphalie. Battue en Europe, la France perdait en même temps ses plus grandes colonies.

Colbert avait agrandi les possessions coloniales françaises conquises sous François I^er^, Henri IV et Richelieu. Les terres françaises en Amérique, en Asie et en Afrique pouvaient être une grande source de richesses pour le commerce et manifester la puissance française à l'étranger. Louis XIV, par la paix d'Utrecht, perdit quelques colonies, mais une bonne politique aurait pu réparer les pertes et utiliser pleinement les possessions qui restaient en les agrandissant à l'occasion : Dupleix ne s'efforça-t-il pas, malgré l'inintelligente résistance du gouvernement français, de donner l'Inde à sa patrie, à la veille même de la guerre de Sept ans. Tout le splendide effort colonial français fut perdu par la faute de Louis XV. Le traité de Paris donna à l'Angleterre le Canada, les Antilles, Minorque, l'Inde sauf cinq villes, enfin l'empire des mers (1763). La même année, Marie-Thérèse renonçait définitivement à la Silésie par la paix de Hubertsbourg.

Nous verrons en étudiant le règne de Catherine II, comment les partages de la Pologne agrandirent encore le royaume de Prusse. Ce pays devenait la plus grande puissance germanique organisée et un homme politique averti aurait pu dire que d'elle seule allait dépendre le sort des Allemagnes divisées.

Diminuée, ruinée, telle était la France à la fin du règne de Louis XV. Les désastres extérieurs s'ajoutant à la misérable politique intérieure du roi, préparèrent la Révolution française, le plus grand mouvement politique social et moral que l'Humanité ait jamais vécu.

La puissance de l'Angleterre. — Depuis sa révolution de 1688, l'Angleterre n'avait pas cessé de développer et de parfaire son régime de liberté politique ; ce fut le plein épanouissement du système parlementaire. L'amour et la pratique élevée de la Liberté créa la forte union du peuple qui fit échouer toutes les tentatives secondées par Louis XIV de restauration des Stuart. En 1714, Georges Ier, prince allemand, de la Maison de Hanovre, monte sur le trône. Homme de nulle valeur, il eut le mérite unique d'abandonner tout son pouvoir au Parlement.

Pendant la guerre de Sept ans, un ministre, Pitt, devint l'âme directrice du mouvement antifrançais, et, par sa ténacité, assura à son pays la victoire. Après le traité de Paris, l'Angleterre, pays le plus libre du monde, le plus riche, le plus prospère par son grand empire colonial, n'eut plus qu'à créer la Liberté sur ses nouvelles terres : elle le fit avec prudence, diplomatie et sagesse.

La politique générale de Louis XV (1715-1774). Révoltes des Parlements et du Peuple. — Des hommes sans moralité, sans ligne de conduite, dissolus, incapables, gouvernèrent la France jusqu'en 1726. La Régence, dans sa politique intérieure et extérieure ne vécut, au jour le jour, que d'expédients éhontés : le système de Law qui se termina par des ruines et de viles intrigues ; les combinaisons diplomatiques de Dubois qui faillirent provoquer une guerre contre l'Espagne, l'alliée naturelle de la France, conflit favorable à l'Angleterre ; enfin, l'immoralité et les vices du régent Philippe et de ses créatures. Les persécutions religieuses continuèrent, l'autorité des Parlements fut bafouée, le dérèglement des mœurs de l'autorité jeta définitivement un discrédit sur elle.

Avec l'avènement de Fleury au Pouvoir, en 1726 — Louis XV l'appela aux affaires — on crut que la politique générale du gouvernement allait changer. Le Premier ministre voulut rendre à la France, par une politique de paix, son ancienne prospérité, mais il voulut intervenir dans le conflit provoqué par la succession polonaise : on sait comment la Russie chassa Stanislas Leczinski du trône de Pologne, puis avec le consentement de l'Autriche, proclama roi Auguste III. L'intervention de Fleury obligea Charles VI, empereur d'Autriche, à accorder la Lorraine à Stanislas : cette province revint à la France à la mort de ce dernier prince (1766). La faute irréparable de Fleury fut de prendre part à la guerre de la Succession d'Autriche, en 1741, dont la guerre de Sept ans devait être la conséquence logique.

A l'intérieur, le gouvernement des favorites avait commencé ; la misère du peuple était effroyable ; des révoltes de plus en plus fréquentes éclataient, réprimées dans le sang ; les Parlements essayaient de faire entendre leurs plaintes et revendications, celui de Paris s'unit à ceux de la province, mais l'autorité royale les brava, les condamna au silence : des barricades faillirent s'élever plusieurs fois à Paris.

Lorsque Choiseul devint Premier Ministre en 1758, la royauté aurait pu être sauvée du déshonneur dans lequel elle tombait. Il réorganisa l'armée, procéda à des réformes économiques, se lia avec les Encyclopédistes ; malheureusement, une vile manœuvre de la nouvelle favorite du roi débauché, Madame du Barry, mit fin à la politique bienfaisante du ministre. Sous ce ministère, la France s'agrandit de la Lorraine en 1766, à la mort de Stanislas, et de la Corse achetée aux Gênois (1768).

« Louis XV mourut en 1774 laissant le pays déconsidéré au dehors, démoralisé et ruiné au dedans, exemple terrible que les maux du despotisme peuvent entraîner sur un peuple. La France n'avait plus d'espoir que dans la réforme des abus signalés par les économistes et les philosophes. »

La puissance réelle de la France. Le rayonnement mondial de la culture française avant la Révolution de 1789. — Malgré les hontes de la politique des deux derniers rois, malgré ses terribles désastres, la France ne cessait de demeurer, comme elle l'était depuis le Moyen Age, à l'avant-garde de la civilisation et de la culture universelle. Cette suprématie intellectuelle et morale, elle la devait au génie propre de sa race, généreux, spontané, clair, équilibré, libérateur.

Et le monde ne se trompait pas sur la puissance réelle de la France. Rambaud cite cet extrait d'une page d'un étranger, Bielfeld, prouvant que le prestige de ce pays n'avait pas été atteint par les pires défaites : « On peut diviser les puissances de l'Europe en différentes classes. Or, si l'on examine la chose de près, on ne peut guère ranger dans la première de ces classes que la France, car c'est la seule puissance qui trouve tout en elle-même. »

Bielfeld déclarait ainsi que la France possédait suffisamment de ressources pour se relever de ses défaites. Sa vitalité n'était pas atteinte, elle le prouva, au milieu des plus terribles calamités, en régnant sur le monde par la gloire de son « Encyclopédie », dont l'influence universelle, due aux pensées, aux méditations, aux critiques, aux études des Diderot, des Mon-

tesquieu, des Voltaire, des Rousseau, des d'Alembert, dure encore aujourd'hui, non seulement grâce à sa valeur propre, mais aussi à tout le monde nouveau que la Révolution, fille de l'Encyclopédie, fit jaillir devant l'Humanité stupéfaite. L'Encyclopédie, comme la Révolution plus tard, s'inspira tout d'abord des principes établis par le libre régime anglais, puis elle vola de ses propres ailes et devint créatrice, comme devait l'être aussi la Révolution dans sa seconde phase.

Le génie français du XVII^e siècle avait atteint les sommets de l'Art créateur ; celui du XVIII^e siècle transforma toutes les idées politiques, sociales et morales sur lesquelles l'Humanité vivait depuis des siècles, dépassant de toute la puissance du souffle divin créateur l'idée émancipatrice anglaise qui, cependant, elle aussi, avait abouti à la condamnation à mort d'un roi. Comme l'Angleterre, la France allait verser son sang pour sa propre libération supérieure à l'Angleterre, elle allait, de plus, donner son sang si précieux pour l'émancipation de tous les peuples.

La Russie et l'Europe au XVIII^e siècle. — Au XVIII^e siècle, tous les pays qui forment l'Europe centrale et occidentale, définitivement formés comme la France, la Grande-Bretagne et la Prusse, en équilibre instable comme l'Autriche ou morcelés comme l'Italie et l'Allemagne, ont cependant déjà vécu internationalement selon leur destin particulier et contribué, chacun suivant son tempérament propre, aux grands événements religieux, sociaux, politiques, intellectuels et moraux qui constituent l'histoire européenne.

La Russie s'est forgé son destin à l'écart, seule ; la « tradition russe » existe déjà, mais le grand pays slave qui fait à peine ses débuts dans le « Concert européen » est totalement ignoré en Europe. « La Russie était alors beaucoup moins connue qu'aujourd'hui la Perse », écrit Rambaud, « la physionomie de Pierre le Grand était plus insaisissable que celle du shah Nazir Eddin ou du vice-roi du Petchili, Li-Hung-Chang. Il nous apparaissait dans un lointain plein d'obscurité, la légende se mêlait à son histoire ; les rares voyageurs qui revenaient de Saint-Pétersbourg ou de Moscou, les diplomates et les militaires qui avaient vécu dans l'empire des tsars racontaient des choses contradictoires et exagérées. Voltaire se mit en relation avec l'impératrice Elizabeth, fille de Pierre-le-Grand et avec le favori de celle-ci, Ivan Chouvalof. Il se lia avec tout ce qu'il put trouver de Russes voyageant en Europe ou d'Européens revenus de Russie. Le premier bon livre sur la

Russie qu'ait lu l'Occident est celui de Voltaire « L'Histoire de la Russie sous Pierre le Grand ».

Ainsi, la Russie qui avait sauvé l'Europe des invasions mongoles et joué un si grand rôle dans la guerre menée contre la puissance prussienne demeurait complètement inconnue. Il faut attendre, nous le répétons, le XIXe siècle, le commencement du XXe même pour que le destin russe commençât à être soupçonné, étudié sérieusement et que l'Europe fît l'effort voulu pour le comprendre.

CHAPITRE XIII

CATHERINE II LA GRANDE (1762-1796). PAUL Ier (1796-1801).

Caractère de Catherine. Le Coup d'Etat du 28-29 juin 1762. — Nous connaissons le vif mécontentement que la germanophilie du tsar Pierre III avait provoqué en Russie. L'impératrice Catherine Alexeevna sut tirer profit de cet état d'âme populaire. Depuis son arrivée dans sa nouvelle patrie, Catherine s'était donnée entièrement à l'étude de l'histoire, des mœurs et de la langue du pays. « Le génie de Catherine était vaste, son esprit fin », écrit Louis-Philippe de Ségur, envoyé extraordinaire du roi de France à la Cour de la tsarine. « On voyait en elle un mélange étonnant des qualités qu'on trouve le plus rarement réunies. Trop sensible aux plaisirs, et, cependant, assidue au travail, elle était naturelle dans sa vie privée, dissimulée dans sa politique ; son ambition ne connaissait point de bornes, mais elle la dirigeait avec prudence. Constante, non dans ses passions, mais dans ses amitiés, elle s'était fait, en administration et en politique, des principes fixes ; jamais elle n'abandonna ni un ami ni un projet.

« Majestueuse en public, bonne et même familière en société, sa gravité conservait de l'enjouement, sa gaieté de la décence. La majesté de son front et le port de sa tête, ainsi que la fierté de son regard et la dignité de son maintien paraissaient grandir sa taille naturellement peu élevée. Les grands étaient charmés de son attrayante aménité ; le peuple la voyant affable, douce, bienfaisante, assidue aux devoirs de la religion, l'aimait et la révérait. Aussi, lorsque son faible et bizarre époux voulut la répudier et l'enfermer, ce fut lui qui se vit détrôné. »

De graves dissentiments éclatèrent bientôt, en effet, entre Pierre et Catherine. Le tsar ne chercha plus à dissimuler son aversion pour sa femme dont il sentait la supériorité et dont

il connaissait l'amour qu'elle portait au peuple russe : il parla ouvertement de l'enfermer dans un monastère et prépara le divorce. La conduite de Pierre ne fit qu'augmenter son impopularité en Russie et rendit inévitable le soulèvement armé qui éclata le 28 juin 1762.

Alexis et Grigori Orlof qui commandaient la garde et étaient de fervents admirateurs de la tsarine, vinrent chercher Catherine à Péterhof, le matin du 28 juin, et l'amenèrent à Pétrograd. La garde lui prêta serment, puis l'archevêque de Novgorod la proclama impératrice autocrate. Lorsque Pierre III apprit ce coup d'Etat, trop faible pour agir, et se trouvant, d'ailleurs, complètement abandonné, il abdiqua le 29 juin et fut conduit à la ferme impériale Ropcha, non loin de Peterhof, où des officiers le mirent à mort sans attendre la décision de la tsarine. Frédéric II, en parlant à Louis-Philippe de Ségur de Pierre III, déclara : « Il s'est laissé détrôner comme un enfant qu'on envoie se coucher. »

Catherine II Impératrice (1762-1796). La tsarine écrit un « Nakaz » (Règle de conduite). L'influence française. — En montant sur le trône de Russie, Catherine continua la politique générale de Pierre-le-Grand. On raconte qu'elle portait toujours sur elle un portrait de grand Empereur et disait souvent : « Je garde ce portrait pour ne cesser jamais de me demander : qu'eût-il ordonné, qu'aurait-il interdit, comment eût-il agi à ma place ? »

Afin de mieux connaître les besoins du peuple, elle fit tout d'abord quelques voyages en Russie. Puis, sous l'influence des écrits français — Voltaire, Montesquieu, Diderot et Rousseau étaient avec Plutarque, Tacite et Platon ses auteurs favoris — pénétrée des idées philosophiques de ces écrivains, elle voulut donner à la Russie une *Loi* qu'établiraient les représentants élus du pays. Ceux-ci feraient aussi connaître les besoins profonds du peuple. Dans ce but, elle rédigea pour les futurs députés un « Nakaz » (recueil de préceptes) pour servir de bases à de nouvelles lois du pays. Nous en citons ces quelques pensées qui indiquent la largeur des vues et l'esprit d'indépendance de la jeune impératrice.

« Les lois les meilleures pour un Etat sont celles qui correspondent à sa situation ethnique et s'accordent avec les mœurs du peuple. — L'objet et le but d'un pouvoir monarchique autocratique est la gloire des citoyens de l'Etat et du Souverain. — L'égalité de tous les citoyens signifie leur soumission aux mêmes lois. — Seules, les lois corrigent ce que

les lois établissent ; les mœurs ne doivent pas être réformées par les lois, mais par les mœurs : il existe un moyen conduisant à cette transformation des coutumes — l'exemple. »

Parlant des châtiments, Catherine s'élève contre leur cruauté disant qu'il faut surtout tendre à la découverte du méfait : la honte de celui qui se trouve reconnu coupable est déjà une peine et une punition douce produit le même effet qu'un châtiment sévère. « Les peines qui mutilent le corps humain doivent être supprimées. — Que les parents évitent, devant leurs enfants, non seulement tout acte, mais toute parole d'injustice ou de contrainte. — Il faut qu'un livre soit écrit, d'usage général, qui apprenne à chacun ses droits et ses devoirs. »

Catherine s'élève aussi contre les persécutions religieuses. Dans un pays aussi grand que la Russie, où vivent tant de nationalités diverses, il serait dangereux pour la tranquillité et la sécurité des citoyens, de leur interdire les pratiques de leur foi. « Les persécutions irritent l'esprit humain tandis que la tolérance adoucit les cœurs les plus réfractaires. »

Telles furent les bases sur lesquelles l'Impératrice voulut élaborer un Code de lois plus conforme au régime nouveau qui s'établissait en Russie depuis Pierre le Grand.

Convocation d'une « Grande Commission » élue par la Noblesse et les Villes (1767). — Catherine fit publier ses « Préceptes » en quatre langues : russe, française, latine et allemande. Cet écrit se répandit beaucoup en Russie et en Europe, mais constatons ce fait curieux, la censure en interdit la publication dans certains pays.

Afin de travailler avec la nation à l'élaboration des lois nouvelles, Catherine, par un manifeste, en 1766, convoqua à Moscou une « Grande Commission » élue, composée de députés représentant plusieurs institutions gouvernementales et certaines classes de la Société : parmi celles-ci, les dvorianes durent élire un député par ouiezd, les citadins un député par ville, enfin les propriétaires fonciers un député par province. Le 30 juillet 1767, 559 députés se réunirent dans la Cathédrale Ouspenski : la tsarine leur fit connaître son *Nakaz*.

La Grande Commission en ayant pris connaissance décerna à Catherine le titre de « Mère de la Patrie », de « Grande » et « Sage ». L'Impératrice répondit : « Grande : je laisse au temps et à la postérité de me juger impartialement ; Sage : je ne puis m'appeler ainsi, car Dieu seul est sage ; Mère de la Patrie : je considère comme le devoir de ma couronne d'aimer

ceux que Dieu a faits mes sujets ; en être aimée est mon désir. »

L'Assemblée créa ensuite des commissions spéciales chargées d'élaborer et d'étudier les projets de lois qu'elle-même discuterait ensuite et dont elle déciderait. Ces travaux furent lents, durèrent de nombreuses années et pesèrent parfois sur les décisions de la tsarine : de graves événements extérieurs et intérieurs, qui exigèrent toute l'attention, l'énergie et l'initiative de l'Impératrice, les arrêtèrent souvent.

La peste à Moscou (1771). La révolte cosaque et populaire de Pougatchef (1773-1775). — Une terrible épidémie éclata à Moscou en 1771 : la peste, venue de Moldavie, y fit des ravages effrayants pendant l'été de cette année. Catherine ordonna immédiatement d'énergiques mesures sanitaires ; mais le peuple ne voulut pas suivre les prescriptions des médecins, les considérant comme inutiles. Le bruit se répandit bientôt à Moscou qu'un ouvrier avait eu une vision : la Vierge reprochait au peuple de ne plus faire assez de prières et d'oublier de mettre des cierges devant son icône à Kitaï-Gorod. La foule se dirigea vers cette icône, mais ces rassemblements augmentèrent encore le nombre des victimes de l'épidémie. L'archevêque Amvrossi interdit alors ces prières et voulut même enlever l'icône. Le peuple, croyant qu'il prenait parti pour les médecins, se souleva : l'archevêque fut tué et la foule envahit le Kremlin. Le préfet de police fit intervenir la troupe, celle-ci rétablit l'ordre. Mais comme les troubles continuèrent les jours suivants, Catherine envoya Grigori Orlof avec mission d'apaiser les esprits et d'employer, si nécessaire, les moyens les plus efficaces. Orlof condamna à mort quelques rebelles, Moscou retrouva vite son calme et, avec la venue de l'hiver, la peste disparut : elle avai tfait 50.000 victimes.

La même année, un soulèvement populaire, rappellant celui de Stienka-Razine, éclata dans le sud-est de la Russie. Nous rappelons ici que les dernières libertés cosaques avaient été supprimées par Pierre-le-Grand. Mais l'amour de la vie indépendante et les traditions du passé libre nourrissaient toujours chez les cosaques l'espoir d'un affranchissement plus ou moins prochain. Pour la révolte, il leur manquait un chef ; ils l'eurent sous Catherine en la personne de Pougatchef. De plus, la « golitba » tentait toujours, d'année en année, de secouer, les armes à la main, le joug du pouvoir central : la prison, la Sibérie, la mort étaient le châtiment habituel de ces éternels révoltés. L'émeute la plus grave eut lieu en 1771. Catherine, apprenant les plaintes des cosaques et du peuple, envoya le

général Traubenberg pour connaître leurs revendications, mais ce général fut tué par les révoltés. Le général Freiman écrasa alors les rebelles, puis fit déporter en Sibérie des centaines de cosaques.

Deux ans après, le cosaque Pougatchef lança un manifeste aux paysans et aux raskolnikis leur promettant la liberté.

Les troupes de la petite ville de Iaitsk suivirent le détachement cosaque de Pougatchef ; celui-ci s'empara d'assaut de quelques forteresses et se trouva bientôt à la tête d'une armée de 30.000 hommes. La révolte s'étendit alors aux gouvernements d'Astrakhan, de Kazan, de Nijni-Novgorod et de Perm ; la situation devint dangereuse pour le pouvoir. Catherine se trouvait en pleine guerre polonaise et turque et ne disposait que d'une petite armée. Elle donna celle-ci au général Bibikof : les troupes de la tsarine délivrèrent Orenburg ; Pougatchef battu dut fuir. Mais Bibikof ne put achever son œuvre : il mourut subitement (1773).

L'année suivante, le soulèvement éclata de nouveau, plus fort. Pougatchef excita les paysans des villes à la révolte, évitant toute rencontre décisive avec le général Michelson. Battu plusieurs fois par les troupes régulières, il réussit toujours à leur échapper, jusqu'au jour où le célèbre général Souvorof, rappelé du théâtre de la guerre turque, prit la direction des opérations. Les Cosaques, effrayés et fatigués, livrèrent eux-mêmes Pougatchef ; ramené à Moscou, le rebelle y subit la peine de mort (1775).

Ce fut le dernier soulèvement des libres cosaques. Quant aux paysans qui avaient participé au mouvement, ils eurent à souffrir de mesures prises contre eux, sévères, impitoyables en certains endroits. Sous l'affluence de ces émeutes, Catherine travailla à un projet de lois tendant à la réorganisation de l'administration dans les provinces afin d'y raffermir l'autorité et d'y faire régner l'ordre.

Réformes administratives (1775). — Pierre le Grand avait divisé la Russie en un nombre trop restreint de gouvernements : l'étendue de ces derniers empêchait au représentant du pouvoir central de veiller suffisamment à l'exécution de ses ordres et à la discipline. Catherine réduisit la population d'un gouvernement à 400.000 habitants : la Russie se trouva ainsi divisé en 50 gouvernements ; ceux-ci comprirent des ouiezds (districts), dont la population ne fut pas supérieure à 30.000 habitants.

La tsarine créa quatre institutions nouvelles : le conseil

gouvernemental présidé par le gouverneur, dont le rôle était politique — exécution des lois — et policier — sécurité publique ; la commission des finances ; les hauts tribunaux de droit civil et de droit criminel chargés de surveiller les bas tribunaux des gouvernements ; les tribunaux dits de conscience, qui devaient juger certaines affaires criminelles où le coupable était un affaibli physique ou moral, un malade, un malheureux, un superstitieux, etc. — les juges avaient à décider de l'affaire non selon la lettre des lois, mais selon la justice naturelle. Les gouverneurs étaient nommés par Catherine.

De plus, l'impératrice institua pour les ouiezds un « bas zemski tribunal » par ville chargé de l'administration et de la police de l'ouiezd. Les dvorianes en élisaient le président et les deux membres. Enfin, chaque classe de la société eut ses tribunaux spéciaux élus : le dvorianstvo posséda le « haut zemski tribunal » (pour le gouvernement) et le « ouiezdni tribunal (pour l'ouiezd). Les citadins choisirent les « magistrats gouvernementaux » (pour le gouvernement) et les « magistrats des villes » (pour chaque ville d'ouiezd). Les paysans élurent les « raspravis » (tribunaux, bas pour les ouiezds, hauts pour les villes). Les questions non résolues par les bas tribunaux des ouiezds passaient aux tribunaux des gouvernements, puis aux hauts tribunaux de droit civil et de droit criminel, enfin au Sénat.

Le dvorianstvo et les villes (1785). — Catherine voulut voir le dvorianstvo devenir la classe dirigeante en Russie. Par un oukase de 1785, les dvorianes devinrent propriétaires absolus de leurs domaines, de tous les biens et richesses que ceux-ci comprenaient, sans excepter les paysans. Tout noble laissa ses droits à sa femme et à ses enfants et ne put être privé de ses titres que par accusation devant tribunal : l'arrêt du tribunal dut être confirmé par le Sénat et le Pouvoir Suprême. Le dvorianstvo eut le droit de réunions : tous les trois ans, les nobles se réunirent dans la ville principale de la « gouvernia » (gouvernement) pour procéder à l'élection des présidents du dvorianstvo par le gouvernement et les ouiezds. Ils purent s'adresser directement au Gouverneur, au Sénat, au Souverain. Les dvorianes furent affranchis de tout impôt, ainsi que du service militaire (1785).

La même année, l'impératrice promulgua son oukaze sur les villes. Les habitants des villes constituèrent « la classe citadine », se divisant en marchands et industriels. Cette classe devint propriétaire de la ville et reçut le droit de réunion : la

« gorodskaia douma » (gorod, ville), élue par les citadins, s'assemblait tous les trois ans afin d'élire le préfet de la ville ainsi que les fonctionnaires pour l'administration locale et les tribunaux. La classe citadine put s'adresser directement au Gouverneur en cas de besoin.

Ainsi, au moment même où Catherine centralisait le plus le pouvoir, elle s'efforçait d'élever à la liberté l'aristocratie russe et, devançant même l'Occident, préparait les voies au self-gouvernment (autonomie) local, principe qui allait recevoir son application définitive sous Alexandre II avec la création des zemstvos, institution devant rendre un jour la Russie le pays le plus libre du monde.

Les paysans. Catherine échoue dans son projet d'abolir le servage. — En montant sur le trône, Catherine pensait affranchir les paysans du « Krepostnoie pravo ». Des projets écrits de sa main ont été conservés et prouvent que la tsarine voulait procéder graduellement à cette grande réforme qui eût été une véritable révolution « d'en haut ». Mais son entourage et le dvorianstvo se montrèrent résolument hostiles à cette mesure qu'ils considéraient comme lésant leurs droits. Des membres de Commissions convoquées par la tsarine en 1767, allèrent jusqu'à prétendre que la classe marchande devait, elle aussi, posséder des serfs.

Catherine aurait-elle pu, sans risquer sa couronne, manifester vis-à-vis de l'abolition du servage la même fermeté qu'à l'égard de ses autres réformes? Un homme, un Pierre le Grand eût peut-être réussi. L'impératrice abandonna son projet et le « kriepostnitchestvo » atteignit, sous ce règne, son apogée. La mesure qui rendit les paysans propriété absolue des dvorianes aggrava même leur sort : les moujiks perdirent leur droit de déposer des plaintes contre leurs maîtres ; le nombre des krépostniés augmenta encore par l'extension du servage en Petite-Russie, où les mesures générales administratives gouvernementales furent mises en vigueur en 1764 et où la tsarine supprima la Zaporojskaia Siétch dont les terres firent désormais partie des gouvernements de Novorossisk et d'Azof. Les paysans petits-russiens devinrent serfs des promiéchtchiks dont ils travaillaient les terres.

Mesures religieuses et financières. Catherine affranchit les serfs de l'Eglise et compare ses dépenses à celles du Roi de France. — En 1764, Catherine institua une commission qu'elle voulut présider elle-même et qui fut chargée d'établir la liste de tous les biens, terres et paysans, appartenant aux monastères

et églises. Toutes les terres furent enlevées au Clergé et données en propriété à une institution spéciale, « le Collège Economique ». Les paysans « économiques » furent déclarés affranchis, ils ne durent que payer une certaine somme à l'Etat. La Révolution française, plus de vingt ans après, n'agit pas avec plus d'énergie. Les paysans des pomiéchtchiks, apprenant cet « affranchissement » crurent qu'ils allaient être libérés eux aussi ; des soulèvements éclatèrent que les dvorianes réprimèrent durement.

Les raskolnikis purent exercer librement leur culte ; Catherine les libéra du payement de l'impôt spécial imposé par Pierre le Grand et du costume particulier qu'ils devaient porter. Elle permit à ceux qui étaient en exil à l'étranger de rentrer en Russie.

Lorsque Catherine monta sur le trône, les finances du pays se trouvaient dans un mauvais état à cause des dépenses provoquées par la guerre de Sept ans. La tsarine réussit bientôt, par de sages économies, à créer un capital de réserves de 5 millions de roubles ; vers la fin de son règne, les revenus de l'Etat étaient montés de 16 à 68 millions de roubles.

L'Impératrice diminua aussi ses dépenses personnelles. Il est intéressant de citer, à ce sujet, une réflexion qu'elle fit à Louis-Philippe de Ségur[e]: « Le roi de France ne sait jamais au juste ce qu'il dépense ; rien n'est réglé ni fixé d'avance ; voici, au contraire, ce que je fais ; je fixe une somme annuelle, et toujours la même pour la dépense de ma table, de mon ameublement, pour celle de mes spectacles, de mes écuries, enfin de toute ma maison. Il m'est fort égal que, sur la somme fixée, on me vole avec plus ou moins de ruse ou d'économie ; ce qui m'importe, c'est que jamais cette somme ne soit dépassée : ainsi je suis toujours certaine de ce que je dépense ; c'est un avantage dont peu de princes et même de riches particuliers puissent se vanter. »

Guerre contre la Turquie (1768-1774). L'Autriche s'oppose à la proclamation de l'indépendance roumaine. — En 1768, des cosaques attaquèrent des tatares de Crimée, simple incident de frontière comme il en arrivait fréquemment. Mais le Sultan, que la France, mécontente de l'intervention russe en Pologne, poussait contre la Russie, profita de ce prétexte pour déclarer la guerre à Catherine. Les armées russes étaient alors occupées en terre polonaise : l'impératrice agit cependant avec énergie et résolution. En 1769, les Russes s'emparaient de la forteresse de Chotine. En 1770, le général Roumiantzef culbuta deux fois

les armées turque et tatare, s'emparant d'un riche butin et de l'artillerie ennemie : la seconde victoire, en Moldavie, fut d'autant plus belle que 17.000 russes triomphèrent de 150.000 turcs. Avant cette dernière bataille, Roumiantzef avait demandé du renfort à Catherine, mais l'impératrice lui répondit que « les Romains ne s'inquiétaient pas du nombre de leurs ennemis, mais s'informaient de l'endroit où ils campaient ». Ce dernier succès rendait les armées russes maîtresses de la Moldavie et de la Valachie. La « Roumanie » se trouvait libre de troupes turques.

La même année, Catherine donnait l'ordre à Alexis Orlof, qui commandait la flotte russe, de se diriger vers la Grèce par la Méditerrannée. A l'approche de l'escadre russe, les Grecs se soulevèrent contre leurs oppresseurs séculaires. La flotte turque fut détruite dans la bataille navale qui eut lieu près de l'île de Chio.

La Turquie voulut demander la paix, mais la France lui envoya de l'argent et des hommes ; la guerre continua. Le général Dolgorouki conquit la Crimée en deux semaines ; (1771) cependant que, sur le Danube, les hostilités se ralentissaient à cause du conflit avec la Pologne et de la révolte de Pougatchef. En 1774, seulement, Souvorof et Roumiantzef traversèrent le Danube, occupèrent la Silistrie et marchèrent sur Tsargrad. Catherine répondit aux propositions de paix du Sultan qu'elle voulait l'indépendance des principautés de la Moldavie et de la Valachie (on sait que ces deux provinces formèrent la Roumanie en 1878) ainsi que celle de la Crimée. Mais l'Autriche s'éleva contre l'indépendance roumaine, menaçant la Russie d'une guerre.

La situation devenait grave : pour la première fois de son histoire, la Russie voyait se dresser contre elle le germanisme, son ennemi séculaire, allié à l'Islam, le second oppresseur du slavisme en Europe. Les Roumains n'étaient pas des Slaves, mais l'Autriche, dans son égoïsme national, comprenait que la libération d'un peuple conduisait à celle de tous les autres gémissant sous le joug turco-germanique, anéantissant en Europe la puissance autrichienne. Malheureusement, la France, au lieu de saisir l'occasion et de sentir tout le profit qu'elle pouvait tirer d'une alliance russe contre la Maison d'Autriche ne faisait qu'aider la Turquie dans sa lutte contre l'empire slave.

Frédéric II, allié de Catherine en Pologne, proposa à la tsarine un accord avec l'Autriche. L'armée russe épuisée par

un long effort de six ans était incapable de recommencer une guerre contre les Autrichiens : l'impératrice dut accepter la médiation du roi de Prusse et consentir au partage de la Pologne qui, selon l'expression de Frédéric, dédommagerait la Russie par l'acquisition de terres polonaises, mais qui, aussi, allait agrandir le royaume prussien.

La paix avec la Turquie fut signée à Koutchouk-Kanardji (1774). La Russie acquérait définitivement les ports d'Azof et de Kertch ; la Turquie accordait des privilèges spéciaux aux sujets et marchands russes, payait une contribution de guerre de quatre millions et demi de roubles et perdait la Crimée en reconnaissant son indépendance.

Potemkine projette de chasser les Turcs d'Europe. Catherine réunit la Crimée à la Russie (1783). — Depuis la proclamation de l'indépendance de la Crimée, des troubles incessants agitèrent ce pays : les turcophiles voulaient le retour à la Turquie, les russophiles demandaient une alliance avec la Russie. Potemkine, qui remplaçait Orlof comme favori de la tsarine, conseilla à Catherine d'annexer purement et simplement la Crimée. Comme la Turquie s'opposerait, sans aucun doute, à cette annexion, Potemkine élabora son fameux « projet grec » : les Turcs seraient chassés d'Europe et le kniaz Constantin Pavlovitch, second petit-fils de Catherine, deviendrait empereur grec dans sa capitale Tsargrad ; la Russie, l'Autriche et d'autres pays se partageraient les possessions européennes de la Turquie.

En 1783, Catherine proclama l'annexion de la Crimée et fit bientôt un voyage dans ses nouvelles terres. Le Sultan reconnut tout d'abord le fait accompli, mais lorsque la Russie commença à construire dans la Mer Noire une flotte qui pouvait un jour menacer Tsargrad, stimulé par l'Angleterre, inquiète, elle aussi, des progrès russes, il déclara la guerre.

Guerre contre la Turquie (1787-1791) et contre la Suède (1788-1790). — L'Autriche fut l'alliée de la Russie dans cette guerre, mais ses opérations, uniquement défensives, et ses échecs répétés obligèrent Catherine à ne compter que sur ses propres ressources. La Suède, poussée par l'Angleterre et la Prusse, voulut profiter de l'occasion pour tenter de reprendre ses anciennes provinces et déclara bientôt la guerre, elle aussi, à la Russie.

Les hostilités contre la Turquie commencèrent mal. Une tempête dispersa la flotte russe de la mer Noire, qui échappa à grand'peine à un désastre. Désespéré, Potemkine demanda

sa retraite, mais Catherine lui donna l'ordre de mener une guerre offensive. En 1788, Souvorof sauva Kinebourne que les Turcs assiégeaient par terre et par mer, la flotte russe détruisit la marine turque à Otchakof, et Souvorof, agissant avec vigueur, s'empara de cette ville, après un siège de cinq mois.

Lorsque la Suède déclara la guerre à la Russie, Catherine s'écria : « Quand même les Suédois me prendraient Petrograd et Moscou, je saurai leur montrer ce que peut une femme de décision ». Portant tout son effort contre les Turcs, elle résolut de rester uniquement sur la défensive dans sa lutte contre l'ennemi du Nord. La Suède, incapable de vaincre les Russes, fut contrainte, après deux ans de guerre, de demander la paix : le roi promit à Catherine de ne plus s'occuper de la question turque.

En 1789, Souvorof écrasa deux fois les Turcs en Valachie. L'année suivante, l'Autriche signa la paix, et la Russie demeura seule en lutte contre la Turquie. Souvorof prit d'assaut, cette même année, la forteresse d'Izmaïl, réputée imprenable, victoire qui fit retentir la gloire de ce général à travers toute l'Europe.

La Turquie demanda la paix. Potemkine ne vit pas la victoire, il mourut avant la fin des hostilités. Son « projet grec » était irréalisable à cause de l'hostilité de l'Europe. La paix de Iassy donna définitivement à la Russie la Crimée, ainsi que les terres comprises entre le Bug et le Dniestr avec la ville d'Otchakof. La Russie devint maîtresse des rives de la mer Noire.

Ainsi Catherine avait continué victorieusement l'œuvre de Pierre le Grand. Mais en s'attaquant à la Turquie et en affaiblissant ce pays, elle commençait déjà à provoquer l'inquiétude parmi les grandes nations européennes. Cependant, la ligne de conduite des kniaz et des tsars se poursuivait glorieusement : la Russie possédait désormais les mers nécessaires à son développement, grâce aux efforts persévérants, à la volonté ferme de Pierre et de Catherine. Il restait encore le grand but à atteindre : l'affranchissement des Slaves et la possession de Tsargrad, couronnement des aspirations historiques séculaires, sans laquelle la domination sur la mer Noire n'aboutissait pas à ses conséquences logiques, nécessaires à la vie russe. La poursuite de ce but servira de base à toute la politique étrangère des tsars, au XIX^e^ siècle.

Relations avec la France de la Révolution. — Lorsque la Révolution éclata en France, Catherine demeura épouvantée par les événements qui s'y déroulèrent depuis la prise de la Bastille jusqu'à la mort de Louis XVI et la proclamation de la République. Louis-Philippe de Ségur raconte ainsi l'impression provoquée à Petrograd par la prise de la Bastille : « A la Cour, l'agitation fut vive et le mécontentement général ; dans la ville, l'effet fut tout contraire. Je ne saurais exprimer l'enthousiasme qu'excitèrent parmi les négociants, les marchands, les bourgeois et quelques jeunes gens d'une classe plus élevée, la chute de cette prison d'Etat, et ce premier triomphe d'une liberté orageuse. Français, Russes, Danois, Allemands, Anglais, Hollandais, tous, dans les rues, se félitaient, s'embrassaient. Cette folie, que j'ai peine encore à croire en la racontant, n'eut que quelques moments de durée. Petersbourg n'était pas un théâtre sur lequel on pût faire, sans danger, éclater de pareils sentiments. »

Lorsque Louis-Philippe de Ségur quitta la Russie, la tsarine lui déclara : « Dites au roi combien je fais des vœux pour son bonheur. Je souhaite que sa bonté soit récompensée comme elle le mérite, que ses plans réussissent, qu'il voie cesser les maux dont son cœur est affligé, et que la France recouvre bientôt sa tranquillité, sa force et sa prépondérance. Je suis bien sûre que celle-ci me sera favorable et ne le deviendra jamais pour mes ennemis ».

Catherine, l'amie et la correspondante des grands Français du siècle, terrifiée par les conséquences de leurs doctrines et le récit des horreurs sanglantes qui avaient lieu en France, rompit brusquement avec tout ce qui était français. Les livres et les journaux de Paris furent interdits en Russie, et les Français habitant l'Empire ne purent y rester qu'en jurant de ne pas reconnaître la République française.

Bientôt, la tsarine conclut une alliance avec l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche, afin d'arrêter les progrès de Bonaparte qui commençaient à effrayer l'Europe. Elle mit Souvorof à la tête d'une armée de 60.000 hommes, mais cette expédition n'eut pas lieu, car l'impératrice mourut avant d'en avoir terminé les préparatifs (1796).

L'anarchie polonaise sous Catherine II. Catholicisme et orthodoxie. Intervention de la Russie (1763-1773). — A la mort du roi Auguste III, en 1763, deux partis se formèrent en Pologne : l'un voulait pour souverain le prince de Saxe, l'autre un Tchartoriski ; le premier étant soutenu par l'Autriche et

la France, Catherine vint en aide à la famille des Tchartoriski, et une armée russe envahit la Rietch Pospolitaia. Le roi de Prusse se trouva d'accord avec la tsarine, ce qui permit aux Russes de faire monter presque immédiatement sur le trône polonais Stanislas Poniatovski, neveu des Tchartoriski.

Catherine exigea alors de la Pologne — Pierre le Grand l'avait demandé aussi — l'égalité des droits des catholiques avec les protestants et les orthodoxes. L'Eglise catholique refusa tout d'abord, mais on arriva cependant à une entente : la liberté de conscience fut accordée en Pologne ; cependant, le roi ne pouvait être que catholique, et le catholicisme restait religion officielle du pays (1768).

Les persécutions religieuses n'en continuèrent pas moins dans la Riétch Pospolitaia : la tsarine résolut alors d'intervenir par la force armée. La Pologne demanda secours à la France, nation catholique ; le Gouvernement français n'envoya que quelques officiers. La politique de la France, favorable aux Polonais, changea bientôt : Marie-Thérèse apprenait à sa fille Marie-Antoinette, l'épouse du futur Louis XVI, à conquérir le cœur du roi Louis XV, afin de s'assurer la neutralité française dans la question du partage de la Pologne ; les conseils de l'impératrice de Vienne ne furent pas perdus ; le roi de France déclara un jour à la dauphine : « Il ne faut pas parler des affaires de Pologne devant vous, parce que vos parents ne sont pas du même avis que nous ».

Les opérations russes traînèrent en longueur à cause de la guerre avec la Turquie, mais, dès que Catherine put envoyer Souvorof, le vainqueur du Danube, contre les Polonais, le grand général brisa la résistance ennemie en prenant d'assaut Cracovie.

Les partages de la Pologne. Retour à la Russie des territoires de la « Kievskaia Rouss » (1773-1795). — Devant l'intervention russe en Pologne, l'Autriche et la Prusse, ne désirant pas voir leur redoutable voisin devenir maître des destinées polonaises, occupèrent, la première : la Galicie ; la seconde : la Poméranie et quelques autres territoires septentrionaux. Par un premier accord avec la Russie, en 1773, la Russie Blanche revint au grand empire slave.

Les patriotes polonais comprirent que si de profondes réformes n'étaient pas entreprises, leur patrie allait disparaître comme Etat indépendant en Europe ; en 1788, puis en 1791, ils se réunirent et donnèrent une Constitution au pays : le

roi de Pologne serait le Kurfürst de Saxe, la royauté deviendrait héréditaire, le monarque et les ministres auraient le pouvoir exécutif, la Diète le pouvoir législatif ; le peuple jouirait de la liberté religieuse ; les propriétaires fonciers pourraient contracter des accords avec leurs paysans.

Le premier défaut grave de cette Constitution était l'appel à un prince étranger — erreur séculaire — un Allemand, pour diriger les destinées du pays. Les troubles intérieurs continuèrent et un parti se forma qui supplia Catherine d'intervenir pour rétablir l'ordre en Pologne. D'autres Polonais s'adressèrent alors à la Prusse, mais la Révolution française avait fait naître l'alliance russo-prussienne et Frédéric II profita de cette demande de secours pour provoquer un second partage de la Riétch Pospolitaia. Pendant ce temps, l'armée russe écrasait les troupes polonaises commandées par Kosciuzko et Poniatovski, et les villes orthodoxes recevaient les soldats de Catherine en libérateurs. Le nouveau partage de la Pologne eut lieu en 1793 : la Prusse occupait Posen, Thorn et Dantzig ; la Russie Volhynsk, Podolsk et Minsk.

Les nationalistes patriotes polonais fomentèrent alors un soulèvement général. Pototski, Kollontai et Kosciuzko préparèrent la révolte, et, en 1794, Cracovie, Vilna et Varsovie prirent les armes. La garnison russe de Varsovie, surprise, fut massacrée. La Pologne déclara la guerre à la Russie et à la Prusse.

Les Prussiens s'emparèrent de Cracovie, les Russes envahirent la Lithuanie. Mais la révolte s'étendit aux territoires polonais pris par Frédéric en 1773. La situation devenait sérieuse. Catherine envoya Souvorof qui, réunissant ses troupes à l'armée prussienne attaqua Kosciuzko et le défit à Macziovicz, près de Varsovie. L'organisateur de la révolte fut fait prisonnier : conduit en Russie, emprisonné, il devait être gracié quelques années plus tard par le successeur de Catherine, Paul Ier. Le troisième et dernier partage de la Pologne eut lieu après l'entrée des alliés à Varsovie. L'Autriche reçut Cracovie, Sandomir et Lublin ; la Russie, la Lithuanie et la Courlande ; la Prusse, les autres terres et Varsovie (1795). Sauf la Galicie, tous les anciens kniajestvos de l'époque de la Russie de Kief faisaient retour à la mère patrie. L'erreur politique du gouvernement russe reste cependant entière : elle servit à l'agrandissement de la Prusse et de l'Autriche et, par conséquent, à l'affaiblissement de la Russie.

L'influence française sous Catherine II. — Nous avons vu comment, après la mort de Pierre le Grand, les influences française et allemande se disputèrent la prépondérance : la politique germanophile fut toujours antinationale et contraire au développement de la civilisation occidentale dans ce pays ; l'influence française, énergiquement soutenue par Elizabeth, Ivan Chouvalof et Lomonossof, prévalut officiellement, sous Catherine II, du moins jusqu'en 1789.

Le « *Nakaz* » (*Règle de Conduite*), écrit par l'impératrice, s'inspira des encyclopédistes et plus particulièrement de l' « *Esprit des Lois* », de Montesquieu. Non contente de correspondre avec les plus grands hommes de France, elle acheta la bibliothèque de Diderot, et, connaissant la misère dans laquelle il se débattait, la tsarine lui en laissa la jouissance. La Sorbonne avait condamné un livre de Marmontel, Catherine le fit traduire en russe. Lorsque Louis XVI, par faiblesse, se sépara de Necker, l'impératrice lui offrit un poste de ministre des Finances, en Russie. Elle s'adressa à un Français, Falconet, pour la célèbre statue du grand Pierre, qui orne l'une des places de Petrograd ; commanda des tableaux aux peintres les plus connus de France.

Le Prince en 1765, à Paris, étonna la foule par son exposition de paysages russes et d'intérieurs de krestianines (paysans). La tsarine correspondit aussi avec Mme Geoffrin, et fit faire son portrait par Mme Vigée-Lebrun.

Catherine II dirige le mouvement moral et littéraire de son époque. — Dans son « *Nakaz* », on a pu le remarquer, la rééducation morale de ses sujets fut le grand, l'unique souci de l'impératrice. Catherine pensait davantage au perfectionnement qu'à l'instruction de l'individu ; Betski, l'un de ses conseillers, qui avait beaucoup voyagé à l'étranger et travaillait avec la tsarine au relèvement moral du peuple, lui déclara un jour : « Votre Majesté donne une âme aux hommes que Pierre le Grand a créés en Russie. »

Catherine fonda les premières écoles pour les jeunes filles du dvorianstvo, pour celles des villes, et s'occupa elle-même des programmes. Elle créa des Universités et institua l'Académie russe, dans le but de l'étude de la langue : une femme, la princesse Dachkova, présida l'Académie, et le premier dictionnaire russe parut sous ce règne.

La tsarine écrivit, outre le « *Nakaz* », des contes moraux, une grande satire : « *Des choses qui furent... et de choses imaginaires*, des comédies à tendance pédagogique, et fit paraître des

journaux et revues éducateurs. Une véritable jeunesse intellectuelle se forma et des Français venus à Petrograd la déclarèrent « la plus cultivée et la plus philosophique » de l'Europe.

L'amour de Catherine pour l'histoire de la Russie provoqua et stimula les recherches historiques de Novikof et de Chtcherbatof. Le premier, en vingt volumes, écrivit sa « *Bibliothèque* » — premier sérieux effort documentaire du genre, et dont l'auteur fut le maître du grand historien russe de la première moitié du XIX^e^ siècle, Karamsine. Le kniaz voltairien Chtcherbatof laissa une « *Histoire de la Russie depuis les temps les plus reculés* ». Parmi les hommes qui travaillèrent à la libération des esprits à la fin du XVIII^e^ siècle russe, trois viennent à la tête du mouvement créateur : Radichtchef, Novikof et Derjavine, le premier grand poète russe digne de ce nom.

Radichtchef. — Fils d'un simple pomiéchtchik du gouvernement de Saratof, Alexandre Nicolaevitch Radichtchef se trouva, en 1766, parmi les jeunes gens que Catherine envoya à l'étranger pour avoir des fonctionnaires instruits et capables. Radichtchef n'appréciait pas la science germanique, il lui préférait l'Encyclopédie française, et c'est tout pénétré des principes de Voltaire, de Diderot et de Rousseau qu'il revint dans sa patrie : il s'y imposa de suite par la vaste culture de son esprit, l'intelligence avec laquelle il se pliait aux obligations de ses charges officielles et aussi son talent d'observateur profond, ses observations de juge impitoyable.

En 1789, il publia son « *Voyage de Pétrograd à Moscou* », œuvre dont la première édition s'enleva en quelques jours. « Livre de noble audace, écrit Alexinsky, il procède directement de deux ouvrages étrangers : le « *Voyage Sentimental à travers la France et l'Italie* », de Sterne, et « *L'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* », de Raynal ». L'ouvrage est une forte critique des mœurs du pays, une étude puissante et une condamnation impitoyable du régime du servage, du fonctionnarisme vénal et de l'iniquité sociale en Russie. Radichtchef demandait l'abolition du Krepossnitchestvo et, pour rendre définitivement le paysan libre de son destin, il préconisait le partage des terres, les krestianines devant posséder le sol qu'ils travaillaient. Pour rendre impossible en Russie toute injustice, Radichtchef proclama enfin la nécessité des libertés élémentaires : celle de la parole, celle de réunion.

Le livre n'eut qu'un tort, celui de paraître au moins une

année trop tard. Aurait-il été publié en 1788 que Catherine elle-même eût écrit des pages aussi audacieuses et protégé, sans doute, son auteur contre le formidable orage qu'il déchaîna. Dans toutes les classes « privilégiées » de la nation, dvorianes, pomiéchtchiks, fonctionnaires, la colère, la rage ne connurent plus de bornes. Un changement radical, nous l'avons dit, s'était, en outre, opéré chez la tsarine, à la suite de la prise de la Bastille. « *Voyage de Petrograd à Moscou* » parut en juin 1790 ; moins d'un mois après, Radichtchef était arrêté et conduit à la forteresse de Pierre et Paul. Le 4 septembre, l'impératrice, après l'avoir déclaré digne de la peine de mort, l'envoya en Sibérie, pour y subir la déportation perpétuelle. Radichtchef fut la première illustre victime de la lutte qui, sous l'influence des idées françaises, allait commencer entre le pouvoir, de plus en plus oppressif et les forces de liberté et de justice. Radichtchef fut grâcié par Paul Ier.

Novikof. — Nicolas Novikof, né dans une famille dvoriane, élève de l'Université de Moscou, puis officier de la garde à Petrograd, fut nommé secrétaire à la « Grande Commission » convoquée par Catherine en 1767. Peu après, il donna sa démission, désirant mener la vie indépendante que sa fortune lui permettait, et s'adonna entièrement à l'œuvre sociale de rééducation morale du peuple. Dans les journaux qu'il publia, dans ses livres, il n'épargna personne, s'attaqua à toutes les formes de la vie politique et économique russe, à l'ignorance et aux mœurs grossières des dvorianes et du peuple, lutta avec énergie contre l'injustice et l'immoralité sous toutes leurs manifestations, écrivant hardiment ses convictions, dévoilant les vices et en indiquant les remèdes.

Malgré de nombreux ennemis, que ses écrits lui suscitèrent, Novikof ne fut pas inquiété, tout d'abord, par l'impératrice. Il continua sa grande œuvre historique, dont nous avons parlé, traduisit des ouvrages étrangers, les envoyant dans toutes les villes de province pour les répandre. De plus, profond mystique et franc-maçon, il travailla à faire connaître en Russie « la Science occulte ». Le nombre des premiers occultistes russes augmenta bientôt ; le secrétaire particulier de la tsarine, Elaguine, devint membre de la maçonnerie russe naissante. Or, Catherine n'aimait pas les mystiques et s'en moquait dans ses comédies : « Je ne comprends par pourquoi les hommes, sous prétexte d'aimer leur prochain, s'entourent de mystère et de ténèbres, lorsqu'ils peuvent pratiquer la justice sans détours ni prestidigitation ». Les rapports de la tsarine et de Novikof

se gâtèrent bientôt. La « société secrète », fondée par ce dernier, devint suspecte au gouvernement, qui la considéra comme ayant des buts politiques révolutionnaires ; Catherine condamna Novikof à 15 années de forteresse à Schlüsselbourg. Comme Radichtchef, Novikof fut grâcié par Paul Ier : il mourut en 1818, presque de misère, à l'âge de 74 ans.

Derjavine. — Gabriel Romanovitch Derjavine était d'origine tatare : fils d'un fonctionnaire de Kazan, officier au Preobrajenski, tchinovnik (fonctionnaire) au Sénat, gouverneur de Tambof, secrétaire d'Etat attaché à la personne de la tsarine, il fut enfin nommé sénateur. Mais son caractère emporté, violent, son honnêteté, sa droiture lui valurent des ennemis parmi les conservateurs et réactionnaires, et il dut prendre sa retraite. Alexandre Ier, plus tard, le nomma ministre de la Justice.

Le caractère de son œuvre politique est défini par lui-même dans ses vers :

— « Jose le premier, usant du style russe aimable,
Célébrer les exploits de la tsarine Felitsia (Catherine la [Grande)
Parler de Dieu avec une simplicité cordiale,
Et dire en souriant la vérité aux tsars ».

Faisant l'éloge de l'impératrice dans ses Odes, Derjavine peint en satirique les portraits des Potemkine, des Orlof, d'autres princes russes. Parlant, dans ses œuvres, de la nécessité de bases morales pour une société, il exige la Vérité, la Franchise dans les rapports humains, et célèbre ainsi la naissance du petit-fils de Catherine, Alexandre Pavlovitch, futur Alexandre Ier : « Empereur, sache manifester les Vertus d'un Homme ». Et citons encore ce passage de ses « Confessions » où Derjavine écrit, parlant de lui-même :

— « Je n'ai point su paraître,
Me donner pour un sage,
M'enorgueillir d'un poste important,
Et faire mine de philosophe.
J'ai aimé les effusions cordiales,
Ne désirant plaire que par elles ;
Le Cœur et l'Intelligence de l'Homme
M'inspirèrent seuls.
...Je connus les chutes, je sus me redresser ;
O toi, passant, si tu n'es pas un Homme,
Jette une pierre sur ma tombe ».

La Russie après la mort de Catherine Velikaia (la Grande). — Avec Catherine II, la Russie devient définitivement une puissance européenne de premier ordre. Grâce à la volonté de ses monarques, à sa puissance militaire, le grand pays slave est maintenant un Etat sans lequel les grands problèmes de la politique internationlae européenne ne peuvent plus être résolus.

Les victoires de Catherine sur les Turcs ont révélé à l'Europe la volonté russe de libérer les frères slaves du joug ottoman et de posséder Tsargrad : la « question d'Orient » va devenir, au XIX^e^ siècle, une source de conflits graves, et, dès l'affranchissement des Serbes et des Bulgares par la Russie, provoquera la mise au premier plan, dans les relations internationales du continent, du conflit séculaire germano-slave. Car l'Austro-Allemagne sait que l'émancipation des Slaves balkaniques préparera celle de ceux qui subissent sa loi oppressive. L'un des buts de l'Allemagne sera donc de s'installer sur le Bosphore afin de séparer la Russie de l'Europe, comme le montre le passage suivant d'un écrit d'un colonel prussien : « La Turquie met obstacle à la pénétration dans la Méditerranée de la puissante nation asiatico-européenne, la Russie. Cet obstacle réside plus dans les ouvrages fortifiés du Bosphore et des Dardanelles que dans les traités internationaux concernant ce passages. L'Allemagne a, également, un grand intérêt à ce que cette barrière soit maintenue et à ce que la Russie ne pénètre pas dans la Méditerranée. »

Ainsi la politique nécessaire, profondément nationale, de Pierre le Grand et de Catherine, ligne de conduite ferme et qui, sous la tsarine déjà, faillit provoquer une guerre avec l'Autriche lors de la question de l'indépendance roumaine, — va devenir une source de rivalités et de conflits européens en vue de limiter ou de détruire les avantages russes. Cependant, avec des alternatives de revers et de succès, la Russie parviendra au but fixé : elle libérera les Balkans vers la fin du XIX^e^ siècle.

Paul I^er^ (1796-1801). Sa politique intérieure germanophile. — Paul était le fils de Pierre III et de Catherine. L'impératrice n'aimait pas son fils qu'elle savait adversaire résolu de toutes ses idées libérales. Aussi, lorsque Alexandre naquit, Catherine s'occupa-t-elle elle-même de l'éducation de son petit-fils, désirant le proclamer tsarevitch. Malheureusement, elle ne mit pas son projet à exécution et Paul monta sur le trône sans rencontrer d'opposition, le 6 novembre 1796.

Encore tsarevitch, Paul possédait une garde personnelle,

composée de plusieurs centaines d'hommes, qu'il habillait à l'allemande et soumettait à une rigoureuse discipline prussienne. Germanophile, le nouveau tsar étendit à toute l'armée russe les règlements sévères, et parfois cruels, qu'il appliquait à l'égard de ses troupes de Gatchina, son lieu de résidence habituelle. L'uniforme russe, que Catherine avait créé, disparut, et tous les soldats, vêtus à la prussienne, durent subir un régime nouveau de brutalités, de châtiments inhumains introduit par l'empereur. Un vif mécontentement ne tarda pas à se manifester : les dvorianiés refusèrent de servir ; le célèbre général Souvorof, pour avoir protesté ouvertement contre ces mesures antinationales, fut exilé dans ses terres ; de nombreux officiers, qui ne voulurent pas commander selon les nouveaux règlements, se virent déportés en Sibérie.

Le nouveau souverain abolit tout d'abord l'oukaze de Pierre-le-Grand concernant la succession au trône. Loi (outchrejdenie) concernant la famille impériale (5 avril 1797). Le principe de l'hérédité fut rétabli, par ordre de primogéniture, de mâle en mâle, en ligne directe. Pierre-le-Grand, on se le rappelle, avait institué le droit du Souverain de nommer son successeur.

Le tsar restreignit fortement les privilèges accordés par Catherine au dvorianstvo (noblesse) et à la classe citadine, limita les droits des promiéchtchikis (les propriétaires fonciers), et soumit, de nouveau, dvorianiés et citadins aux châtiments corporels. Paul intensifia le servage et fit lui-même « cadeau » de 600.000 krepostniés à des dvorianes qu'il voulut récompenser pour leur zèle envers l'Etat.

— « Il améliora la situation matérielle du clergé, allégea le sort des schismatiques (raskolnikis) et accorda de grandes faveurs aux « endinovertsis ». (Ceux des raskolnikis qu tenaient seulement aux vieux livres de l'Eglise orthodoxe, sans être hostiles à cette dernière, ni à ses prêtres.)

Ennemi de la Révolution française, l'empereur interdit à la jeunesse de quitter la Russie pour aller s'instruire à l'étranger, et défendit, d'ailleurs, à tous les sujets russes les voyages « za granitsou » (hors la frontière, à l'étranger), sous quelque prétexte que ce fût. Nous connaissons les mesures prises par Catherine à l'égard des Français après 1789. Paul offrit l'hospitalité à tous les émigrés de France, royalistes et jésuites, qui furent bien accueillis par les réactionnaires germanophiles de Petrograd et dont un certain nombre reçurent même divers postes dans l'administration.

— « Avec les royalistes et les jésuites », la propagande catho-

lique s'implanta en Russie. Dans les premières années du XIXe siècle, quantité de russes deviennent catholiques, ce qui permet à Joseph de Maistre de constater que « la conversion des esprits à la foi catholique est très rapide en Russie et les passages au catholicisme remarquables tant par le nombre des personnes que par la position qu'elles occupent dans le monde ». La plupart de ces conversions furent provoquées par l'esprit de mode, comme dit un contemporain : beaucoup de personnes (surtout parmi les femmes) s'étaient converties pour suivre le courant et rentrèrent ensuite dans le giron de l'Eglise orthodoxe. En 1821, les jésuites furent expulsés et le prosélytisme catholique, amené par les émigrés, cessa de s'exercer.

Le régime d'oppression à outrance inauguré par le tsar devait avoir sa répercussion toute naturelle sur la politique étrangère du pays. Paul déclara la guerre à la France révolutionnaire.

Guerre contre la France (1798-1790). — Bonaparte venait de commencer sa glorieuse carrière, et avait conquis, entre autres territoires, l'île de Malte : cette île appartenait à l'ordre des Chevaliers de Saint-Jean. Ceux-ci demandèrent, un peu avant l'occupation française, la protection du tsar, le nommant Grand Maître de l'Ordre. La prise de Malte par les Français obligeait Paul à intervenir. D'autres motifs avaient provoqué un mécontentement réciproque à Paris et à Pétrograd : des Polonais se trouvaient en France, travaillant le Directoire pour une intervention en faveur de l'indépendance de leur patrie ; le gouvernement russe accordait l'hospitalité à celui qui, plus tard, devait régner sous le nom de Louis XVIII.

En 1798, Paul conclut une alliance avec l'Angleterre et l'Autriche, « afin de mettre un terme, par des mesures effectives, aux succès des armes françaises et à l'extension des lois anarchistes, d'obliger la France à revenir à ses anciennes frontières et rétablir en Europe une paix durable et un équilibre politique ».

Tandis que la flotte russe, commandée par l'amiral Ouchakof, prenait aux Français les îles Ioniennes (1798), une armée russe, sous les ordres du célèbre Souvorof, se mettait en marche et se dirigeait vers l'Italie. Le général disgrâcié par l'empereur, on le sait, fut nommé généralissime des forces russes, sur la demande de l'Autriche. En apprenant dans ses terres où il vivait exilé les premiers succès de Bonaparte, l'illustre capitaine russe s'était écrié un jour : « Il va loin, le jeune homme, il serait temps de l'arrêter. »

En six semaines, Souvorof culbuta toutes les armées françaises qui se trouvaient en Italie et libéra le pays. Les meilleurs généraux de Bonaparte y furent battus : Joubert, Moreau, Macdonald. Parmi eux, Moreau devait plus tard offrir ses services à la Russie pour lutter contre Napoléon. Le tsar éleva Souvorof à la dignité de kniaz pour son admirable campagne et, peu de temps après, le généralissime russe se dirigea vers la France afin d'achever son expédition par l'invasion de ce pays (1799).

L'Autriche, jalouse des victoires russes, s'opposa énergiquement à ce projet : le Gouvernement de Vienne insista auprès du tsar pour donner l'ordre à Souvorof de délivrer la Suisse des troupes françaises qui s'y trouvaient et que commandait Masséna ; les forces russes qui occupaient alors Zurich, sous les ordres de Rimsky-Korsakof, étaient insignifiantes et il fallait leur porter aide. Souvorof dut alors marcher contre Masséna.

La traversée du Saint-Gothard, du pont du Diable et l'effort pour atteindre Schwytz en passant par des montagnes réputées infranchissables, demeure l'un des plus beaux exploits du génie humain triomphant des obstacles naturels. Mais au moment même où Souvorof croyait être au bout de ses peines, il reçut la nouvelle de la défaite de Rimsky-Korsakof battu à Zurich par Masséna. Celui-ci, apprenant l'héroïsme, l'énergie, la volonté surhumaine que manifesta son rude adversaire, en traversant le Saint-Gothard, s'écria : « Je donnerais toutes mes campagnes pour l'expédition suisse de Souvorof. » Masséna avait raison. Il garda le mérite d'avoir deviné le génie le plus grand et le plus pur de l'histoire militaire de la Russie. (Dans les recueils scolaires on cite cet épisode émouvant du passage légendaire du Saint-Gothard : Un jour, les soldats, à bout de souffle, ne pouvant plus marcher, refusèrent d'avancer. Souvorof, comprenant bien la situation, fit creuser une fosse. Il dit alors à ses hommes qu'il ne survivrait pas à cette honte de voir ses soldats fléchir sans combattre. Le grand capitaine allait se jeter vivant dans la fosse, lorsque l'armée, électrisée, se remit en marche. Cet épisode, parmi tant d'autres, met suffisamment en relief la figure du héros national russe.)

Cependant Masséna attendait son glorieux ennemi, convaincu qu'il ne pourrait lui échapper et serait contraint de se rendre avec toute son armée, car il ne restait aux Russes épuisés par l'effort donné et manquant de vivres que la même voie des Alpes, montagnes périlleuses sans route ni sentier à cette époque. Souvorof comprit le danger mais n'hésita pas :

il se fraya un chemin par le Kleinthal et Glaris, pendant que son général Rosenberg battait les Français à Mutten ; son armée échappa à l'étreinte de Masséna. Le généralissime russe, dont la gloire devint alors mondiale, se préparait déjà à poursuivre ses succès, lorsque le tsar, mécontent de l'attitude du gouvernement autrichien à l'égard de son général et de son armée, décida de rompre avec Vienne et de signer la paix avec la France (1800). Bonaparte ne cacha pas ses sympathies pour les prisonniers russes et les renvoya en Russie pourvus de tout le nécessaire.

Soulèvement antigermanique ; assassinat de Paul Ier (Mars 1801). — La rupture avec l'Autriche provoqua un conflit avec l'Angleterre. La paix avec le pays de la Révolution était l'acte de dépit d'un tyran dont Vienne, fort maladroitement, d'ailleurs, avait blessé l'amour-propre, l'orgueil. Le gouvernement anglais ne vit que les conséquences de cet acte : la Russie se retirait de la lutte contre Bonaparte, en outre, Paul levait une grande armée, dans le dessein d'envahir l'Inde. Le mécontentement britannique coïncida avec le désir de la nation russe entière de se débarrasser du féroce despote germanophile qui régnait sur le pays depuis cinq ans. « La rupture avec l'Angleterre, lésant les intérêts matériels du dvorianstvo, augmenta sa haine pour Paul, rendue déjà si vive par un cruel despotisme. La pensée de supprimer le tsar par quelque moyen que ce fût devint presque générale. »

Un complot, ourdi par la noblesse russe, aboutit, dans la nuit du 11 au 12 mars 1801, à l'assassinat du tyran ; la diplomatie anglaise s'y trouva mêlée. Si les nobles qui renversèrent Paul Ier reçurent de l'Angleterre des conseils et peut-être des subsides matériels, leur conspiration procéda d'idées françaises, comme sont empruntés à la France les plaidoyers en sa faveur. Certains mémoires des nobles russes contemporains s'efforcent de justifier le meurtre du tyran par des arguments pris aux écrits révolutionnaires français. Ils parlent de la sainte et juste haine contre la tyrannie dans la langue expressive des sans-culottes. Aussi, un conservateur russe, le comte Rostoptchine, a-t-il dit, en plaisantant, qu' « en Russie, les aristocrates avaient des buts qui, en France, sont la spécialité des savetiers ».

On verra avec quel enthousiasme la Russie entière apprit cette mort, véritable délivrance d'un régime abhorré, et l'avènement au trône du tsarévitch Alexandre, qui, déjà, avait su gagner les sympathies de son entourage et du peuple. Le seul

point lumineux de cette sombre période est la vie et l'action de l'impératrice Maria Phéodorovna qui reste comme une des grandes figures féminines de l'histoire russe par ses créations d'établissements d'assistance, de prévoyance sociale et d'éducation. Autant son mari était exécré, autant elle était l'idole de ses pupilles, de ses malades, de tous ceux dont elle avait charge d'âme dans l'acception la plus profonde du terme.

CHAPITRE XIV

ALEXANDRE Ier LE BENI (1801-1825). NICOLAS Ier (1825-1855)

L'éducation, le caractère d'Alexandre. Premières mesures libérales. — Alexandre naquit le 12 décembre 1777. On sait que le poète Derjavine, dans une ode écrite pour célébrer cette naissance, avait écrit ce vers presque prophétique : « Empereur, sache manifester les Vertus d'un Homme », conseil qui rappelle celui d'un autre grand poète, Schiller, s'adressant à tout le peuple allemand : « Pensez moins à former une nation, apprenez à devenir des hommes ».

Catherine adorait son petit-fils, enfant d'une rare beauté, d'une généreuse et riche nature. Elle lui donna pour précepteur, à lui et à son frère Constantin, un Suisse, Laharpe, pour l'éduquer « selon les lois de la raison et les principes de la justice ». Laharpe, républicain convaincu, éleva le futur tsar dans les idées les plus hardies de l'Encyclopédie française. Alexandre avait une profonde affection pour son maître, mais, malheureusement, Laharpe, victime de basses intrigues de cour, dut quitter la Russie, sans avoir terminé l'œuvre éducatrice qu'il avait entreprise. Le petit-fils de Catherine n'oublia pas son précepteur, il correspondit avec lui, et, maintes fois, il lui arriva de dire : « Je dois à Laharpe tout ce que j'ai de bien en moi, toutes mes connaissances ».

— « Alexandre produisait une impression séduisante sur son entourage par la beauté de sa figure, son maintien majestueux et noble, sa très grande bonté, son affabilité et la franchise avec laquelle il s'adressait à tous. Il possédait l'art de la parfaite domination de soi-même et savait dissimuler ses sentiments intimes par un extérieur toujours aimable et satisfait. Aussi reçut-il le nom de « sphynx enchanteur » : on ne pouvait résister à sa séduction, mais personne ne pouvait connaître ses pensées réelles ».

Le jour où on apprit son avènement au trône, ce fut une joie, un enthousiasme sans exemple dans l'histoire du pays. « Dans les rues, on pleurait de bonheur, écrit un contemporain, et on s'embrassait comme au Dimanche de Pâques. On sentait une sorte de libération morale, les regards devenaient plus bienveillants, la démarche était plus hardie, la respiration plus libre. »

Les ténèbres profondes et épaisses du règne précédent se dissipèrent, disparurent soudain sous le clair soleil du Manifeste d'Alexandre qui disait à son peuple : « Je régnerai selon la loi et mon cœur ». En quelques semaines, toutes les mesures répressives de Paul furent abolies : les imprimeries privées se rouvrirent, les livres étrangers rentrèrent en Russie, le Gouvernement leva l'interdiction des voyages » za granitsou » et rétablit les droits des dvorianes et des villes accordées par Catherine, la discipline prussienne n'exista plus, enfin, Alexandre promulgua une amnistie qui fit revenir chez eux des milliers de déportés politiques du règne précédent, et édicta un oukaze supprimant la torture.

Les Réformes. Le « Comité de Salut Public » (1801-1806). — Les premiers actes du nouveau tsar ne firent qu'augmenter l'amour et la confiance du peuple russe pour son souverain. Alexandre s'entoura immédiatement d'amis pénétrés comme lui de principes largement humanitaires ; ce furent : le comte Kotchoubei, Novossiltsof, le comte Stroganof et le prince Tchartoriski. Ces quatre conseillers formèrent un petit comité présidé par le tsar : celui-ci l'appela un jour en plaisantant « Comité de Salut Public », faisant allusion à une institution de la Révolution Française.

Alexandre voulut abolir le servage. « La majorité des paysans russes sont des esclaves, déclara-t-il lors d'une réunion du Comité, je considère comme inutile de m'étendre sur cette humiliation de l'humanité et sur le malheur de cet état de choses. » Malheureusement, le tsar et ses amis rencontrèrent dans la société les mêmes obstacles, la même hostilité que Catherine II. Contraint d'abandonner son projet d'abolir le « krepostnoie pravo », Alexandre promulgua une loi, en 1803, portant que : « les pomiéchtchikis avaient le droit de conclure des accords avec leurs paysans et les libérer par villages entiers en familles particulières, leur donnant en même temps des terres ; ces moujiks libérés prirent le nom de « laboureurs libres ». Grâce à cette loi, 50.000 paysans devinrent libres sous ce règne. Bien que presque nul, le résultat est apprécia-

ble et montre ce que pourraient, lentement, certes, mais sûrement, le courage et la sagesse d'un monarque pour éviter les révolutions sanglantes. Un autre oukaze ordonna de priver de leurs serfs les propriétaires fonciers coupables de mauvais traitements à leur égard et de mettre en tutelle ces pomiéchtchiks.

Alexandre supprima aussi le comité secret de poursuite des crimes politiques institué par Catherine après la Révolution française et donna l'ordre au Sénat de juger ces affaires selon la loi commune. Enfin un vaste programme de réformes administratives fut élaboré, ayant pour but de lutter contre la « honteuse vénalité des fonctionnaires » : à cet effet, l'empereur créa un Conseil d'Etat et des Ministères, et travailla à la mise en exécution de tous ses projets non plus avec ses amis du « Comité de Salut Public », mais avec un homme de grande valeur qui posséda alors tout sa confiance : Speranski. Disons encore qu'Alexandre désira convoquer le « Zemski Sobor », représentation nationale russe ; malheureusement, de trop graves préoccupations de politique extérieure et bientôt une guerre terrible pour l'indépendance même de la patrie russe mirent fin à la période libérale du règne, transformant profondément le caractère du tsar et empêchant la réalisation de réformes qui auraient rendu inutiles les efforts révolutionnaires du XIXe siècle.

Speranski (1806-1812). — Speranski était le fils d'un prêtre de village. Il fit ses études au grand séminaire de Petrograd, y resta comme professeur, puis, grâce à ses hautes facultés, à son érudition, devint membre de la Chancellerie du Sénat sous Paul Ier. En 1802, collaborateur du ministre de l'Intérieur, il rédigea alors tous les projets de lois, fit la connaissance du tsar et devint son ami. Lors de l'entrevue d'Erfürt avec Napoléon, Speranski, qui avait accompagné le tsar, eut de longs entretiens avec les représentants de l'administration française. Connaissant bien le français et l'anglais, se trouvant au courant des institutions politiques de ces deux pays, Speranski travailla à la transformation intégrale du régime social et politique de la Russie.

Le Conseil d'Etat prit alors sa forme définitive : ses membres, choisis par le Souverain parmi les hauts fonctionnaires, devaient élaborer toutes les lois nouvelles que sanctionnait ensuite le Pouvoir Suprême, il s'occupait aussi de leur exécution et étudiait les rapports venus des ministres concernant leur administration particulière.

Huit ministères avaient été créés en 1802 : Affaires Etrangeres, Guerre, Marine, Intérieur, Finances, Justice, Commerce et Instructon Publique. Speranski supprima celui du Commerce — les ministres des Finances et de l'Intérieur se partagèrent les obligations de la charge abolie — et créa le Ministère des Voies et Communications et celui de la Police ou Sécurité publique. Enfin le Sénat, organe administratif et judiciaire, devait devenir, dans le projet de Speranski, Cour Suprême de Justice. La guerre de 1812 empêcha la réalisation de cette importante réforme.

Speranski pensa aussi diviser la société russe en trois classes : le dvorianstvo, la classe moyenne, la classe ouvrière ; tous les Russes devenaient citoyens libres, le servage était aboli, le Pouvoir Suprême et le Conseil d'Etat se trouvaient contrôlés et entourés par des institutions législatives, exécutives et judiciaires — réforme intégrale qui eût été une Révolution « d'en haut ».

Le tsar s'occupa activement, avec Speranski, de l'instruction publique en Russie : le nombre des universités grandit, on créa des « gymnases » (lycées) dans presque toutes les grandes villes des gouvernements ; des écoles d'ouiezds furent ouvertes en grand nombre ; des institutions pédagogiques se fondèrent à Petrograd et à Moscou ; des écoles ecclésiastiques, des séminaires, des académies ecclésiastiques s'ouvrirent pour l'instruction du clergé ; on établit des corps de cadets pour l'instruction militaire des jeunes dvorianiés.

Mais l'activité, l'influence, l'audace de Speranski lui valurent de nombreux ennemis. Ceux-ci profitèrent des guerres contre Napoléon pour accuser le hardi réformateur d'être un partisan de la Révolution, d'une alliance avec l'empereur ennemi et de vouloir introduire en Russie les institutions françaises. Le célèbre historien Karamsine, dans une note écrite au tsar, déclara les réformes de Speranski contraires « à la tradition politique et sociale russe ». Alexandre soutint d'abord son Premier Ministre, mais, en 1812, l'année de l'invasion de la Russie, sur la demande générale de son entourage et des hautes classes russes, il se sépara de Speranski et le fit déporter à Perm permettant ainsi de dire aux ennemis du grand homme d'Etat que la première victoire était ainsi gagnée contre les Français. Peu après l'empereur le nomma gouverneur général de Sibérie, qu'il divisa en Sibérie occidentale et orientale : Speranski y lutta contre le despotisme et la vénalité des fonctionnaires. A la fin du règne, rappelé à Petrograd, il fut

nommé membre du Conseil d'Etat mais resta sans influence sur la direction générale des affaires politiques du pays.

Les guerres contre Napoléon. De 1805 à 1807. — En montant sur le trône, Alexandre ne pensait qu'aux réformes intérieures nécessaires à la Russie et espérait en une ère de paix durable et de travail fécond. Malheureusement, l'Europe toute entière se trouvait alors en lutte contre Napoléon dont l'ambition, aidée par un puissant génie militaire, devenait une grave menace pour l'indépendance des pays européens. Les misères, les douleurs accumulées sur le continent par ces guerres incessantes retentissaient douloureusement en Alexandre : nature sensible, esprit humanitaire, profondément religieux et mystique, il crut réellement à sa mission de délivrer l'Europe en écrasant l' « ennemi du genre humain ».

En 1805, la Russie conclut une alliance avec l'Autriche alors en guerre avec Napoléon ; les troupes russes, commandées par un élève de Souvorof, Koutouzof, s'unirent aux Autrichiens et marchèrent à la rencontre de l'armée française. Mais Napoléon avait déjà écrasé les Autrichiens à Ulm et se dirigeait vers Vienne. Koutouzof comprit l'inégalité de la lutte et voulut attendre des renforts avant d'engager la bataille. Mais Alexandre lui donna l'ordre de combattre : Russes et Autrichiens furent battus à Austerlitz.

Les hostilités recommencèrent en 1806. Cette fois, la Russie avait pour alliée la Prusse : Napoléon eut le temps de mettre hors de combat l'un de ses ennemis, et l'armée du tsar se trouva seule à livrer bataille aux Français à Eylau. Les Russes étaient commandés par un général de valeur, Bœnigsen. Voici ce qu'écrit Constant, le valet de chambre de Napoléon, au sujet de cette journée de lutte acharnée : « Le 8 février se livra, comme on sait, cette sanglante bataille dans laquelle, des deux côtés, on montra un courage égal ; il resta près de 15.000 morts sur le champ de bataille, autant de Français que de Russes. L'avantage ou plutôt la perte fut la même dans les deux armées, et un *Te Deum* fut chanté à Petersbourg comme à Paris, au lieu d'un *De Profundis*, qui aurait bien mieux convenu ».

Pour la première fois, Napoléon livrait une bataille demeurée indécise. Il comprit que la Russie serait pour lui un adversaire redoutable. Cependant l'été suivant, il réussit à battre les Russes à Friedland (1807). La paix fut signée à Tilsit où une rencontre eut lieu entre Alexandre et Napoléon.

Les rapports franco-russes de 1807 à 1812. Alexandre

demande Constantinople à Napoléon. — L'entrevue de Tilsit scella l'amitié des deux souverains : Alexandre reconnut la domination de Napoléon sur l'Europe occidentale, Napoléon celle d'Alexandre sur l'Europe orientale. L'empereur des Français, pour plaire au tsar, enleva à la Prusse une partie des terres polonaises occupées par ce pays lors des partages de la Pologne, et forma la principauté indépendante de Varsovie.

Plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon dira à Las Cases, lui parlant d'Alexandre : « Pour l'empereur de Russie, c'est un homme infiniment supérieur à tout cela. Si je meurs ici, ce sera mon véritable héritier en Europe. Moi seul pouvais l'arrêter se présentant avec son déluge de tatares. La crise est grande et permanente pour le continent européen, surtout pour Constantinople. Il l'a fort désirée de moi, j'ai été fort cajolé à ce sujet, mais j'ai constamment fait la sourde oreille ».

Napoléon et Alexandre, qui ne s'entendirent point sur le problème de Tsargrad, connaissaient-ils cette prophétie de Montesquieu : « Avant deux siècles, Constantinople sera le théâtre des triomphes de quelque conquérant ». Montesquieu, en écrivant cette phrase, pensait-il à la Russie et à ses aspirations légitimes ?

En 1808, une nouvelle entrevue eut lieu à Erfürt ; l'accord conclu à Tilsit y fut consolidé : la Russie s'associait au système napoléonien du blocus continental dirigé contre l'Angleterre invincible ; comme les autres pays, le grand pays slave fermait ses ports aux navires anglais. Mais, l'année suivante, Alexandre rompit le blocus et se rapprocha de l'Angleterre en autorisant l'importation de marchandises britanniques sous le pavillon américain.

Napoléon ne pardonna pas au tsar cette « trahison », et, un jour de l'année 1810, il s'écria, dans un accès de rage : « Dans cinq ans, je serai le maître du monde ; il ne reste plus que la Russie, mais je l'écraserai ». Il confisqua les terres de l'oncle d'Alexandre, archiduc d'Oldenbourg. Mais ce fut la question polonaise qui fut le premier motif grave de désaccord entre les deux alliés de Tilsit. Napoléon refusa de promettre à Alexandre qu'il ne rendrait pas l'indépendance à la Pologne — (l'empereur des Français faisait espérer aux Polonais qu'il délivrerait leur patrie de ses oppresseurs russes, prussiens et autrichiens, afin d'avoir en eux des amis et des partisans précieux) — et comme la France se préparait fiévreusement à la guerre, le tsar déclara dans un Manifeste qu'il ne commencerait pas les hos-

tilités, mais qu'une fois la guerre déclarée, il se battrait jusqu'au bout pour la délivrance de la patrie et de l'Europe.

Guerres contre la Suède (1808-1809) et contre la Turquie (1806-1812). — La Suède refusa de prendre part au blocus continental ; bientôt les relations avec la Russie se gâtèrent, une guerre devint inévitable. En 1808-1809, les troupes russes s'emparèrent de toute la Finlande, de la forteresse de Sveaborg et enfin des îles d'Aland. Le général Barclay de Tolly pensait déjà envahir la Suède, lorsque le gouvernement de Stockholm demanda la paix : la Russie garda la Finlande et les îles d'Aland. Le tsar accorda aux Finlandais une entière autonomie administrative et politique (1809).

Napoléon, pour triompher plus facilement de la Russie, avant l'accord de Tilsit, avait poussé la Turquie à la guerre contre Alexandre. Les hostilités, commencées en 1806, traînèrent en longueur jusqu'en 1810 ; après Tilsit, Napoléon laissa la Russie libre d'agir à son gré dans les Balkans, mais ce fut seulement après la fin de la guerre suédoise que le tsar y envoya une puissante armée, sous les ordres de Kamenski, qui culbuta les Turcs à Roustchouk (1810). En 1811, Koutouzof écrasa de nouveau l'ennemi sur le Danube. La Turquie se décida à traiter. Par la paix de Bucarest, la Russie occupa la Bessarabie (1812).

Des hostilités, heureuses aussi, contre la Perse, permirent à la Russie d'étendre ses possessions au Caucase.

« Otiétchestvennaia Voïna » (La Guerre Nationale de 1812). — En juin 1812, Napoléon pénétra en Russie à la tête d'une formidable armée de 600.000 hommes. Français, Italiens, Hollandais, Allemands, Prussiens, Espagnols, Portugais et Polonais ; l'Europe entière envahissait le pays slave. Alexandre n'avait à opposer à ce chiffre, énorme pour l'époque, que 200.000 hommes. Napoléon connaissait les forces du tsar et ne doutait pas de la victoire : « Nous engloutirons les obstacles », s'écria-t-il. A Sainte-Hélène, il dira, au contraire : « Les obstacles qui m'ont fait échouer ne sont pas venus des hommes, ils sont tous venus des éléments : dans le Midi, c'est la mer qui m'a perdu, et c'est l'incendie de Moscou, les glaces de l'hiver qui m'ont perdu dans le Nord ». Napoléon oubliait que l'homme avait voulu le feu dans la Ville Sainte et que la volonté humaine joua un grand rôle dans son désastre. Comment se manifesta cette volonté, Alexinski le montre bien :

— « Ce furent les masses populaires, les paysans qui personnifièrent le vrai patriotisme en 1812, avec une minorité éclairée de la noblesse, d'où sortirent plus tard les premiers

constitutionnalistes de Russie. La cause fondamentale, principale et presque unique de la victoire en 1812 fut l'entrée en action des masses populaires contre les armées de Napoléon. »

« Tous les ordres et tous les efforts du Gouvernement n'auraient pas suffi pour chasser les Gaulois et les douze « langues » (peuples) qui avaient envahi la Russie avec eux », écrit à son tour Yakouchkine, révolutionnaire décembriste », si le peuple était resté dans son ancienne torpeur. Ce n'est pas sur l'ordre des autorités que les habitants du pays se retiraient dans les forêts et les marécages à l'arrivée des Français, en livrant leurs demeures à l'incendie. Ce n'est pas sur l'ordre des autorités que toute la population de Moscou quitta, avec l'armée, la vieille capitale. Sur la route de Riazan, à droite et à gauche, les champs étaient couverts d'un foule bigarrée, et je me rappelle encore aujourd'hui les paroles d'un soldat, qui marchait à côté de moi : Grâce à Dieu, *toute la Russie s'est mise en marche.* »

Et la Russie qui « s'était mise en marche » résolut de mourir plutôt que de subir la loi de l' « Antechrist ». Dans un Manifeste à l'armée, écrit au moment même où Napoléon entrait en terre russe, Alexandre déclara : « Inutile de rappeler à tous nos guerriers leur devoir et leur bravoure ; le sang des Slaves, riche de glorieuses victoires, coule en eux. Guerriers, vous défendez la liberté, la foi, la patrie. Je suis avec vous. Que Dieu châtie celui qui a voulu cette guerre ». Enfin, écrivant au président du Conseil d'Etat, le tsar dit : « La défense de la patrie, la sauvegarde de l'indépendance et de l'honneur national nous ont obligés à prendre les armes. Je ne déposerai pas l'épée avant que le dernier soldat ennemi n'ait quitté le sol russe ».

Napoléon est attiré à l'intérieur du pays. — Deux généraux russes commandaient alors les armées russes : Barclay de Tolly, le vainqueur de la campagne suédoise, et Bagration. Alexandre avait nommé Barclay généralissime ; celui-ci, comprenant l'impossibilité d'une lutte contre des forces supérieures en nombre, résolut d'adopter le système de Pierre le Grand dans sa guerre contre Charles XII : attirer l'ennemi à l'intérieur du pays, le fatiguer par des combats sans portée, l'épuiser par tous les moyens.

Obéissant à ce plan, les forces russes se retirèrent, ne laissant que des détachements, avec mission d'arrêter la marche de l'ennemi et donner le temps à Barclay et à Bagration de réunir leurs armées. On se battit à Vitebsk et à Mohilef, et

les deux généraux purent se joindre à Smolensk. Mais Napoléon, changeant brusquement de direction, marcha sur cette ville : Barclay continua sa retraite, donnant l'ordre à l'arrière-garde de retarder le plus possible les Français. La lutte de ce détachement fut héroïque dans Smolensk et Napoléon ne prit cette ville que presque détruite.

Napoléon comprit alors que la guerre en Russie ne ressemblerait en rien à ses campagnes en Europe. Il commença à douter de son entreprise et fit au tsar des propositions de paix. Il n'obtint pas de réponse et continua sa marche sur Moscou.

Le tsar, dans une nouvelle proclamation au peuple, appela aux armes tous les hommes valides ; « Que l'ennemi trouve en chaque dvorianine un Pojarski ; en chaque homme d'Eglise un Palitzine ; en chaque citoyen un Minine. Réunissez-vous tous avec la Croix sur le cœur et l'épée à la main ; aucune force humaine ne triomphera de vous ». Un enthousiasme indescriptible souleva la nation entière, la Russie « se mit en marche » et le peuple eut cette confiance solide et cette force morale qui le rendirent invincible.

La bataille de Borodino (7 septembre). — Cependant l'empereur, l'armée, la nation commençaient à douter de Barclay : cette retraite qui ne cessait pas, cette volonté de fuir l'ennemi ressemblait et faisait croire à une trahison. Alexandre, alors, nomma un autre généralissime : sur la demande générale, son choix se porta sur Koutouzof, général que Souvorof avait considéré comme son bras droit, et qui, malgré sa défaite à Austerlitz, sut montrer de grandes qualités de chef, lors de de ses victoires sur les Turcs.

— « Napoléon a pu me vaincre, déclara Koutouzof, après sa nomination, pensant à Austerlitz, « mais il ne me trompera plus ». Le nouveau généralissime résolut d'adopter le plan de Barclay, mais, pour satisfaire l'opinion publique anxieuse et impatiente, il livra bataile à Napoléon.

La bataille eut lieu le 7 septembre, près du village de Borodino. Elle fut terriblement sanglante : les pertes, égales des deux côtés, dépassèrent 100.000 hommes ; Russes et Français y perdirent de nombreux généraux. Le lendemain, l'armée russe voulut continuer la lutte, mais Koutouzof, trouvant inutiles d'autres sacrifices de vies humaines, donna l'ordre de battre en retraite.

Abattu, malade, épouvanté par la résistance inattendue des Russes, Napoléon poursuivit sa marche sur la Ville Sainte. Il devait dire, plus tard, que la bataille de Borodino avait été

la plus meurtrière qu'il eût jamais livrée, que les Français s'y étaient montrés dignes de la victoire et que les Russes avaient conquis le droit de s'appeler invincibles.

Avant d'abandonner Moscou aux Français, Koutouzof réunit un conseil de guerre : les avis y furent partagés, et, pour mettre fin aux discussions des généraux, Koutouzof déclara : « Perdre Moscou n'est pas perdre la Russie, tant que mon armée demeurera forte ».

Napoléon à Moscou (14 septembre-19 octobre). L'incendie de la ville Sainte. — Le premier cri de Napoléon en voyant Moscou sept jours après la bataille de Borodino, fut : « Voilà donc cette ville glorieuse. Maintenant, la guerre est finie. » L'empereur des Français perdit vite ses illusions : Alexandre laissa de nouveau sans réponse les nouvelles propositions de paix de son ennemi ; de plus, le gouverneur de l'ancienne capitale, le comte Rostoptchine, avant de quitter la ville, avait donné l'ordre d'y brûler tout ; Napoléon, qui espérait voir une députation des boïars lui apporter les clefs de la Ville Sainte, fit son entrée dans Moscou en flammes.

— « A six heures du matin, nous fûmes au Kremlin, écrit Constant. L'appartement qu'occupa Napoléon était celui des tsars. Il donnait sur une assez vaste esplanade où l'on descendait par un grand escalier de pierre. On voyait, sur la même esplanade, l'église où sont les sépultures des anciens souverains, le palais du Sénat, les casernes, l'arsenal et un un beau clocher dont la croix domine sur toute la ville. C'est la croix dorée du grand Ivan. C'est dans ce vaste édifice que vécurent et moururent les vieilles dynasties des Riourik et des Romanof. Sa Majesté ne devait pas y trouver même quelques heures d'un sommeil tranquille ».

L'incendie ne tarda pas à éclater. La population restée dans la ville jetait des matières inflammables dans les maisons encore intactes, les policiers russes attisaient le feu avec des lances goudronnées. On trouva des obus dans les cheminées des maisons. Constant fait cette remarque que Napoléon avait alors sur sa table de nuit l' « Histoire de Charles XII », de Voltaire, et Las Cases cite ces paroles du prisonnier de Sainte-Hélène : « Jamais, en dépit de la poésie, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égalèrent la réalité de celui de Moscou. C'était, littéralement, un océan de feu. Rien n'en avait été soustrait, tant notre marche avait été rapide et notre entrée soudaine. Nous trouvâmes jusquà des diamants sur la toilette des femmes, tant elles avaient fui avec précipitation... Si Mos-

cou n'avait pas été livré aux flammes, au premier retour de la belle saison, j'eusse marché aux ennemis, je les eusse battus, j'eusse été le maître de leur Empire. Mais Alexandre, croyez-le bien, ne m'eût pas amené jusque là ; il eût passé avant par toutes les conditions que j'eusse dictées... L'Empereur s'arrêta beaucoup sur Moscou, continue Las Cases. La ville l'avait fort étonné sous tous les rapports et les cloches dorées avaient surtout frappé ses regards, ce qui le porta, lors de son retour, à faire redorer le dôme des Invalides ».

La retraite de Napoléon. — Le tsar n'avait pas répondu aux demandes de paix de Napoléon, mais, dans un Manifeste au peuple, il déclara : « Napoléon ou moi, moi ou lui, mais nous ne règnerons pas ensemble. Je le connais ; il ne me trompera plus. Napoléon n'est pas venu dans un pays où un geste hardi terrifie tout le monde et fait tomber à genoux le peuple et l'armée. La Russie n'est pas habituée à s'humilier, elle ne tolérera pas l'asservissement, ne trahira point ses lois, sa foi, sa liberté, mais, par sa délivrance, sauvera l'indépendance des souverains et des nations ».

Jamais encore Napoléon n'avait entendu un ennemi parler un langage aussi ferme, aussi résolu. L'Angleterre, certes, lui résistait toujours, invincible, mais ce pays ne connaissait pas l'invasion ; les Espagnols s'étaient montrés plus héroïques que les Prussiens et les Autrichiens, mais leur résistance ne compta que comme épisode ; seule la Russie, en tant que force nationale intégrale, envahie, dévastée, incendiée, avait refusé de traiter et voulu continuer la lutte, certaine de vaincre. Elle triompha. Le 19 octobre, Napoléon fut contraint de quitter Moscou : il déclara à ses soldats qu'il prenait le chemin de la Pologne pour y prendre ses quartiers d'hiver. On ne connaît que trop cette retraite, la plus désastreuse, peut-être, de l'histoire militaire.

Tandis que l'armée française franchissait les douloureuses étapes qui devaient l'amener presque complètement détruite à la frontière, les forces russes régulières — cosaques et fantassins — et irrégulières — milliers de paysans qui guerroyaient en partisans — ne cessaient d'augmenter en nombre et de grandir en puissance.

Le 29 octobre, Napoléon traversait le champ de bataille de Borodino ; le 9 novembre, les Français étaient à Smolensk. La faim, le froid, les soldats de Koutouzof et les partisans de Davidof, de Figner et de Seslavine les poursuivaient, les harcelaient, les décimaient. Le passage de la Bérésina eut lieu du

27 au 29 novembre : Napoléon faillit y être fait prisonnier ; plusieurs milliers d'hommes y périrent noyés ; plus de 20.000 soldats tombèrent aux mains des Russes.

Le jour de Noël, la Russie entière fêtait la libération de son territoire : Koutouzof avait triomphé. Sur les 600.000 hommes conduits par Napoléon en Russie, 50.000 à peine revirent leur patrie.

Alexandre décida de continuer la guerre : la Russie était sauvée, il voulait délivrer l'Europe.

L'armée russe à Paris (19 mars 1814). Le tsar « ne fait la guerre qu'à Napoléon ». — Le 1er janvier 1813, les troupes russes traversaient le Niémen, se dirigeant vers l'Allemagne. Seule, tout d'abord, la Prusse se joignit à la Russie, mais, bientôt, la Suède, l'Angleterre et l'Autriche s'unirent aux alliés : Alexandre devint le chef de la coalition. Napoléon réussit, au début, à arrêter la marche de ses ennemis, mais il fut écrasé à Leipzig, dans cette célèbre « bataille des nations » qui dura quatre jours et durant laquelle plus d'un demi-million d'hommes entrèrent en lutte. Cette victoire ouvrit à Alexandre et à ses alliés la route de la France. Après plusieurs tentatives désespérées, l'empereur des Français, vaincu, dut abandonner Paris et abdiquer. Les alliés le reléguèrent dans l'île d'Elbe (avril 1814).

Alexandre et le roi de Prusse firent leur entrée à Paris le 19-31 mars 1814. L'Autriche et la Prusse ne pensaient plus qu'au démembrement de la France. Mais le tsar s'opposa énergiquement à toute mesure touchant à l'intégrité du sol français. Les Russes et leur Empereur surent se faire aimer dans la célèbre capitale de l'Occident, et la délicatesse des sentiments d'Alexandre à l'égard de la nation vaincue lui valurent l'estime et l'admiration de tous les Français. Nous citons, pour exemple, ces lignes de Mlle Avrillion concernant la visite du tsar à l'impératrice Joséphine à La Malmaison :

— « Lorsque dans la conversation, il parlait de l'occupation de Paris par les Alliés et de la position de l'empereur Napoléon, c'était toujours avec un langage parfaitement mesuré ; il n'oublia jamais un seul instant qu'il parlait devant celle qui avait été la femme de son ennemi vaincu. Alexandre, à part l'empire des convenances auxquelles les souverains doivent être soumis comme les autres hommes à l'égard des femmes, Alexandre avait certainement dans l'âme quelque chose d'élevé et de magnanime qui ne lui aurait pas permis de dire un seul mot capable d'insulter au malheur. »

Les vainqueurs se réunirent la même année à Vienne, en un Congrès, « afin de rétablir l'équilibre européen rompu par la politique offensive française ». A cette même époque, à Pétrograd, le Conseil d'Etat, le Sénat et le Saint-Synode demandèrent à Alexandre de s'appepler « *Blagoslovlienni* » (le Béni) Le tsar répondit évasivement à cette prière, mais le nom lui est demeuré officiellement.

Alexandre fonde la « Sainte Alliance » (septembre 1815). — Les travaux du Congrès de Vienne n'étaient pas terminés que la nouvelle parvint de la fuite de Napoléon de l'île d'Elbe et de son retour en France. La guerre européenne recommença : écrasé à Waterloo, Napoléon fut exilé à Sainte-Hélène. Les armées alliées occupèrent de nouveau Paris (1815). Durant son second séjour dans cette capitale, Alexandre conçut l'idée d'une Sainte Alliance entre tous les Etats européens. Pendant ce temps, le Congrès de Vienne achevait son œuvre. Le tsar, qui y revint, dut contenir sans cesse les appétits austro-prussiens et faillit rompre avec ses alliés à cause de la Pologne : Alexandre voulait reconstituer l'Etat polonais, autonome, sous une sorte de protectorat russe. La guerre allait éclater, mais un accord mit fin au conflit : l'Autriche et la Prusse donnèrent à la Russie la principauté de Varsovie qui vint agrandir les territoires polono-russes.

Enfin le 14 septembre 1815, Alexandre signa avec le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche le traité de la « Sainte Alliance ». « Les souverains, dans le gouvernement de leurs sujets comme dans les rapports politiques à l'égard des autres Etats, décident de suivre les préceptes de l'Evangile : ceux-ci, ne se limitant pas aux principes de la vie privée, doivent dominer la volonté des rois et inspirer leurs actes — seul moyen de consolider les institutions humaines et de remédier à leur imperfection. Les monarques s'unirent dans un lien de fraternité indissoluble, se conduisirent l'un vis-à-vis de l'autre selon les lois de l'entr'aide et de la bienveillance, et considéreront leurs sujets comme une famille, les gouvernant dans un esprit d'amour pour la conservation de la Foi, de la Vérité et de la Paix. »

En écrivant cet acte, Alexandre s'inspirait, selon la noblesse de sa nature, des principes les plus élevés de la Religion et d'un désir sincère d'établir en Europe le règne de la justice chrétienne. Mais l'Autriche et la Prusse, tous les Etats occidentaux s'en servirent comme base d'une politique de réaction, d'asservissement et de répressions sanglantes, politique venant

d'une interprétation très-différente de celle d'Alexandre — des termes : conservation de la Foi, de la Vérité et de la Paix.

Transformation dans le caractère d'Alexandre. — Après le Congrès de Vienne, le tsar, au faîte de la gloire, universellement admiré en Europe, aimé par son peuple, réglait, on peut dire, les destinées du continent. Durant les dernières années de son règne, il prit part à tous les Congrès européens, présidant aux décisions diplomatiques internationales. Dans son pays, il accorda à la Pologne une véritable charte d'autonomie où le principe de la représentation nationale était admis. Le tsar résolut aussi de donner à la Russie le régime représentatif et ordonna à Novossiltsof d'en élaborer le projet — revenant ainsi aux grands desseins de Speranski — malheureusement, cette « Constitution » ne devait pas voir le jour.

Alexandre avait beaucoup changé depuis la guerre de 1812. Tous ces formidables événements ayant exigé de lui une concentration de volonté, un effort pour dominer sa sensibilité aiguë, un travail au-dessus de ses forces, bouleversèrent sa nature droite et aimante et épuisèrent sa santé, le vieillirent et aggravèrent ses dispositions aux méditations solitaires, aux rêves mystiques, aux visions de l'au-delà. Les hommes qui l'entouraient ne le satisfaisaient pas ; à l'étranger, il ne trouvait qu'appétits grossiers, instincts de proie et, souvent, on l'entendait dire : « On ne m'aide pas dans la réalisation de mes projets. Des égoïstes m'entourent qui méprisent le bien et les intérêts de l'Etat, ne pensent qu'à leurs profits personnels et leur avancement ». Le pouvoir lui parut lourd, il tomba sous l'influence d'une baronne, mystique exaltée, madame de Krudener, avec qui il travailla « la fusion intérieure mystérieuse avec la Divinité ». Déjà, en été 1813, il déclarait à son frère Nicolas Pavlovitch qu'il pensait abdiquer dès que ses forces ne lui permettraient plus de gouverner le pays. Bientôt, il ne sortit plus, évita les fêtes, ne parut plus du tout en société.

Araktcheef (1814-1825). Mort d'Alexandre Ier (1825). — Un homme sut profiter de cet état moral du tsar et capter sa confiance, Araktcheef : « être sans cœur et cruel, connaissant Alexandre depuis son enfance, sachant son dégoût pour toute flatterie, tout éloge, et son amour pour la vérité, sous quelque forme brutale qu'elle se manifestât. Alexandre crut qu'Araktcheef lui était profondément dévoué : il ne lui cachait rien, lui disait ouvertement, grossièrement parfois, ce qu'il pensait

des hommes et des événements, travaillait beaucoup, désintéressé en apparence et refusant toujours toute récompense ».

Ancien « gatchinski » officier sous Paul 1er — nous n'avons pas besoin de redire ce que ce grade et ce métier signifiaient de brutal, de féroce, d'inhumain — Araktcheef devint donc Premier Ministre. L' « araktcheevchtchina » rappela la sombre époque du règne de Paul. Ce fut le régime militariste despotique dans sa plus odieuse manifestation sociale. Dans plusieurs gouvernements, les paysans russes, en plein temps de paix, se virent contraints de s'occuper en même temps de la culture et du service militaire, soumis à une féroce discipline quotidienne et passibles, pour la moindre infraction, de châtiments les plus cruels. Ce furent les célèbres « colonies militaires » ou les moujiks de districts « colonisés » et « militarisés » formèrent plus de cent bataillons et deux cents escadrons. Les dernières années du règne d'Alexandre furent, grâce à son premier ministre, une époque de troubles continuels, de révoltes sanglantes et de répressions « à la prussienne ».

Pendant ce temps, Alexandre se retirait peu à peu du monde, uniquement occupé de ses travaux mystiques déséquilibrés qui ébranlaient toujours davantage sa santé ; celle-ci se trouva définitivement compromise à la suite de deux événements qui frappèrent douloureusement le tsar : l'inondation de Pétrograd du 7 novembre 1824 et une grave maladie de l'impératrice — la tuberculose, nécessitant le départ des souverains dans le Midi. Durant le voyage, Alexandre prit un froid qui dégénéra bientôt en typhoïde : le tsar mourut le 19 novembre 1825.

Les sociétés révolutionnaires secrètes sous Alexandre. — L'armée russe, après avoir quitté la France du lendemain de la Révolution, rapportait dans sa patrie des impressions profondément vécues, des choses vues, des idées, des pensées échangées, des connaissances nouvelles qui devaient, logiquement, avec le temps, produire des effets graves pour la Russie.

La Russie est, peut-être, la nation qui, en Europe, a pour la France la plus grande admiration, l'amour le plus sincère. « La Révolution française y est encore de nos jours une force opérante. Elle demeure un objet de haine pour les uns, d'admiration pour les autres. Il est permis de dire que, dans une très grande mesure, un homme politique russe peut être jugé sur l'opinion qu'il a de la France révolutionnaire. Les démocrates russes aiment la France parce qu'elle incarne la tradition révolutionnaire. La grande Révolution est l'objet d'un vrai culte de

leur part. Dès les bancs de l'école, la jeunesse s'en pénètre, malgré les efforts de la réaction. Il y a, dans les milieux démocratiques russes, de grandes réserves, d'inépuisables réserves de sympathies pour la France. Son influence intellectuelle est énorme en Russie... »

Vers 1815, un grand mouvement en faveur de la liberté politique naquit en Russie sous l'influence de ce rapprochement intime avec l'Occident français. Les chefs en furent : Iakouchkine, propriétaire foncier ; les frères officiers Mouravief-Apostol ; le kniaz Troubetzkoi ; le kniaz Volkonski ; le colonel Pestel ; le célèbre poète Rileef. Ces hommes fondèrent, en 1816, la « *Ligue du Salut* », dont voici le programme : l'abolition du servage, la forme représentative du gouvernement, la réforme du fonctionnarisme arbitraire et irresponsable. Certains membres de la Ligue réclamaient une république démocratique ; d'autres, une monarchie constitutionnelle à l'anglaise ; d'autres, enfin, une organisation fédérative, comme les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Le mouvement révolutionnaire se divisa en de nombreuses sociétés secrètes qui préparèrent une révolte de l'armée et firent une active propagande dans le peuple. Araktcheef apprit bientôt tous les détails du vaste « complot » et en envoya un rapport au tsar, alors dans le Midi. Mais Alexandre mourut avant d'avoir pu faire connaître les mesures qu'il eût jugé utiles.

Nicolas Ier (1825-1855). Soulèvement révolutionnaire dékabriste (14 décembre 1825). — Alexandre n'ayant pas eu d'enfant, son frère, Constantin, devait prendre le pouvoir. Mais, dans une lettre à l'Empereur, Constantin avait, quelques années auparavant, renoncé à ses droits, en faveur de leur frère le plus jeune, Nicolas. Le tsar ne rendit pas public cet acte, laissant au Sénat et au Saint-Synode le soin d'en ouvrir le pli officiel uniquement sur son ordre, ou, en premier lieu, après sa mort.

Lorsque la nouvelle de la mort d'Alexandre parvint à Petrograd, toute la garnison de la capitale et Nicolas lui-même prêtèrent serment à Constantin. Celui-ci, gouverneur de la Pologne, se trouvait alors à Varsovie : il écrivit immédiatement à Nicolas qu'il remettait le pouvoir entre ses mains. Il fallut faire de nouveau prêter serment aux troupes ; ce jour-là, le 14 décembre, une émeute éclata à Petrograd.

Les révolutionnaires profitèrent du trouble provoqué dans les esprits par la renonciation de Constantin pour soulever

les soldats contre Nicolas. Des régiments de la garde se révoltèrent, refusèrent de prêter serment, et, aux cris de « Vive la Constitution », les armes à la main, se rassemblèrent sur la place du Sénat.

Ce n'était pas la première fois que la garde impériale se révoltait. Voici ce qu'écrit, à ce sujet, Alexinski : « Les premiers troubles, en 1820, y furent provoqués par l'odieuse brutalité du colonel allemand Schwarz, commandant le régiment Semenovski... Au travail de la réaction extérieure — (austro-prussienne) — s'ajoutait à l'intérieur celui des aristocrates et des bureaucrates, étrangers en général et Allemands surtout. Déjà, pendant la guerre de 1812, certains Russes étaient mécontents de la puissance prépondérante prise par des étrangers dans l'entourage immédiat d'Alexandre, et, notamment, par des généraux allemands, dont certains fort incapables, comme le fameux général Pfuhl, dont Tolstoï nous donne un portrait si vivant dans « *la Guerre et la Paix* ». L' « Ordre des Chevaliers Russes », précurseur des Sociétés Secrètes décembristes, avait pour but, entre autres, d' « empêcher toute ingérence des étrangers dans les affaires de l'Etat ». Un des chefs des décembristes, A. Mouravief, fondateur de la société politique de l'Union du Salut, disait qu'elle était destinée à « combattre les Allemands au service de la Russie ». Parmi les participants à l'insurrection du 14 décembre 1825, on ne trouve guère de noms allemands. (Pestel, et l'ami de Pouchkine, le poète Kuchelbaecker, de naissance allemande tous les deux, étaient de sincères patriotes russes.) L'insurrection même du 14 décembre fut écrasée par des mains allemandes. Quand les insurgés se rassemblèrent sur la place du Sénat pour réclamer la Constitution et qu'ils commencèrent leur attaque à main armée, les généraux russes ne surent que faire. Mais les « officiers baltiques prirent sur eux de réprimer le mouvement, et c'est aux conseils du baron Jol qu'est dû le feu d'artillerie qui fut ouvert sur les conjurés ». Quand on parcourt la liste des champions de la « juste cause », on est frappé de l'abondance des noms baltiques : ceux des Benckendorf, des Grünwlad, des Frederichs, des Kaulbars brillent à chaque page. La noblesse allemande des provinces baltiques était, en effet, la plus féodale parmi toute la noblesse de l'empire. Le « plus loyal des Allemands » était le prince Eugène de Wurtemberg, général de l'armée russe ; et c'est lui qui prit le commandement des troupes lancées contre l'insurrection ».

Les révoltés repoussèrent facilement la cavalerie envoyée contre eux. Seule, l'artillerie eut raison de l'émeute. Nicolas connaissait l'existence d'un fort mouvement révolutionnaire en Russie. Un régime de dure réaction commença dès son avènement. Des perquisitions, des arrestations en masse eurent lieu ; un Tribunal Extraordinaire jugea 121 chefs du Mouvement : Pestel, le poète Rileef, les frères Mouravief-Apostol et Khakhovski furent pendus, tous les autres déportés en Sibérie ; beaucoup de femmes voulurent suivre leurs maris condamnés au bagne. Le poète Nekrassof immortalisa, dans des vers célèbres, les princesses Volkonskaia et Troubetzkaia qui suivirent leurs maris dans les mines sibériennes.

« ... Et j'accourus. Et mon âme
S'exalta d'un sentiment sacré.
Alors, seulement, dans cette mine fatale,
Au bruit des coups sinistres,
Voyant les chaînes sur mon mari,
J'ai compris vraiment ses souffrances,
Et sa force... et sa patience dans la douleur.
Malgré moi, devant lui,
J'ai fléchi les genoux, et
Avant d'étreindre mon aimé,
J'ai porté ses chaînes à mes lèvres... »

Le poète Pouchkine, que les autorités persécutèrent aussi plus d'une fois, salua les dékabristes dans un poème que tous les intellectuels russes connaissent par cœur :

« ... Amour et Fraternité à vous !...
Que ces mots brisent vos barrières sombres
Et parviennent dans vos cellules de forçats
Afin qu'y retentisse une voix libre...
... Et les chaînes lourdes tomberont
Les prisons s'écrouleront et la Liberté
Vous accueillera joyeusement au seuil....
Et vos frères vous offriront l'épée... »

La politique intérieure. — Raffermir le pouvoir autocratique par tous les moyens, tel fut le but que se proposa Nicolas Ier. Il voulut, tout d'abord, donner à la Russie le « Recueil général des Lois » qui lui manquait : éloignant Araktcheef des affaires — l'exécration dont cet homme était l'objet obligea le souverain à cette mesure — il chargea Speranski

de revoir et de corriger les « Zakoni » (lois) et oukazes qui ne correspondaient plus aux mœurs de l'époque, en commençant par le Code pénal. En 1833, parut le « Recueil des Lois de l'Empire Russe », œuvre qui resta inachevée, car Speranski mourut peu après.

Nicolas limita le droit de vote des dvorianiés élisant, aux assemblées gouvernementales, les fonctionnaires des gouvernements et des ouiezds : seuls les dvorianiés possédant au moins 100 serfs ou 3.000 dessiatines de terre conservèrent ce droit. Le tsar craignait le libéralisme du dvorianstvo, car de nombreux dékabristes avaient appartenu à cette classe.

Quant aux paysans, Nicolas, tout en avouant que le servage était un mal, déclarait qu'y toucher serait un mal encore plus grand. L'unique mesure prise par le Gouvernement fut d'interdire la vente des serfs en les séparant de leurs familles. Durant tout ce règne, aucune année ne s'écoula sans être marquée par des troubles paysans qui éclataient tantôt dans un gouvernement, tantôt dans un autre.

Le Gouvernement augmenta le nombre des écoles dans les villes et les campagnes. Mais les programmes des études eurent comme but unique d'étouffer tout esprit libéral possible : la moindre manifestation de pensée libre, toute parole un peu audacieuse étaient sévèrement punies ; défense aux journaux de discuter les mesures gouvernementales ; toute conversation en famille sur les simples faits quotidiens de la police pouvait, sur une dénonciation, avoir les plus graves conséquences : parmi celles-ci, la déportation en Sibérie. Dans les livres d'histoire, les censeurs supprimaient les noms des héros de la Grèce et de Rome parce qu'ils luttèrent et moururent pour la liberté. Le célèbre historien Solovief faisait, un jour, à Moscou, devant le ministre de l'Instruction Publique, un cours sur le grand chroniqueur russe du Moyen Age : Nestor. Solovief déclara que les écrits étaient parvenus incomplets, en copies souvent contradictoires et difficiles à rétablir en leur texte original. Le ministre crut dangereuse cette appréciation qui révoquait en doute les récits concernant Olga la Sainte, Vladimir Monomaque, etc. ; aussi fit-il venir Solovief, et, sans autre explication, lui cria : « Le Gouvernement ne le veut pas ! Vous entendez, il ne le veut pas ! »

Nicolas remit en vigueur, dans l'armée, la discipline « prussienne » : le bâton, le fouet, les verges furent le lot quotidien du soldat russe. Le directeur des écoles militaires, exigea les peines les plus sévères pour les fautes les plus insigni-

fiantes. « La discipline est nécessaire », disait-il. Pour une question de cigarette oubliée, perdue, volée, la punition infligée allait jusqu'à cent coups de verges.

La Russie dut subir ce régime pendant trente ans. De fréquentes révoltes paysannes, de fortes manifestations hostiles au Gouvernement, vite réprimées, rappelaient par moment l'existence d'un peuple qui sentait, souffrait et pensait. Et cependant le travail des années d'Alexandre se continuait secrètement, un « effort intérieur » intense se faisait : les désastres de la guerre de Crimée allaient lui permettre de se manifester dans toute sa force et rendre nécessaires les réformes du règne suivant.

Guerre contre la Perse (1826-1828). — La Russie avait pris la Géorgie à la Perse sous Alexandre Ier. En 1826, sans déclaration de guerre, le shah, à la tête d'une forte armée, envahit les territoires perdus, et les hostilités recommencèrent. Le général Paskiévitch, commandant les troupes russes culbuta l'ennemi à Elizabethpol, s'empara de la forteresse d'Erivane et marcha sur la capitale de la Perse, Téhéran. La Perse, écrasée, dut demander la paix : celle-ci, signée à Tourkmantchai, donnait à la Russie les territoires d'Erivane et de Nachitchevane. La Perse devait, en outre, payer une contribution de guerre de 20 millions de roubles (1828).

Guerre d'Indépendance grecque (1820-1827). La Turquie proclame la guerre sainte contre la Russie (1827-1829). — Depuis l'année 1820, des troubles graves, qui dégénèrent bientôt en une véritable lutte pour l'indépendance, n'avait cessé d'agiter les terres helléniques. La Grèce espérait beaucoup que la Russie orthodoxe viendrait l'aider dans son héroïque effort pour secouer le joug turc. Nicolas Ier, ayant adopté une politique réactionnaire à l'intérieur du pays, comme à l'extérieur, considéra tout d'abord le sultan comme le maître légal des Grecs et ceux-ci comme de vulgaires rebelles. Il proposa simplement à la France et à l'Angleterre d'intervenir en commun à Constantinople pour faire cesser les massacres de la population grecque. Les Gouvernements français et anglais acceptèrent d'autant plus volontiers la proposition du tsar qu'ils craignaient un nouvel agrandissement de la Russie en cas de guerre localisée russo-turque. Une note collective des trois puissances fut remise au sultan ; celui-ci répondit qu'il n'admettait pas l'ingérence des étrangers dans sa politique intérieure et qu'il résisterait à la force par la force.

La Russie, la France et l'Angleterre envoyèrent alors une

escadre dans les eaux grecques. Cette force navale anglo-franco-russe attaqua à Navarin la flotte turque qui transportait en Morée une nouvelle armée afin d'écraser les révoltés : les Grecs venaient de proclamer l'indépendance de leur pays et de se constituer en république. La flotte turque fut détruite (20 octobre 1827).

Le Sultan, qui en voulait surtout à la Russie, proclama alors la guerre sainte contre l'ennemi séculaire de l'Islam. Nicolas se mit lui-même à la tête des armées russes qui marchèrent sur les Balkans : la Moldavie et la Valachie furent occupées, les troupes du tsar franchirent le Danube. La prise d'Andrinople couronna les succès russes (1829). En Asie, Paskievitch prenait d'assaut les forteresses turques de Kars, d'Akhaltzet et s'emparait d'Erzeroum.

Les victoires russes, qui inquiétaient l'Angleterre, effrayèrent l'Autriche : Vienne proposa à l'Angleterre, à la France et la Prusse de contraindre la Russie à la paix et de dicter les conditions du traité. Non seulement la France s'opposa à cette intervention, mais elle fit comprendre à l'Autriche qu'elle lui déclarerait la guerre si elle intervenait par les armes en faveur de la Turquie. La France se souvenait de ce qu'elle devait à la Russie.

Après la perte d'Andrinople, le sultan demanda la paix. Elle fut signée à Andrinople : la Moldavie, la Valachie (future Roumanie) et la Serbie ne dépendaient plus de la Turquie que par une contribution annuelle à payer, ces pays avaient le droit de choisir leur propre gouvernement et étaient placés sous le protectorat de la Russie ; la Turquie reconnaissait l'indépendance de la Grèce ; la Russie s'étendait sur la mer Noire et en Asie ; enfin, les navires de commerce russes et des autres nations amies de la Turquie avaient le droit de traverser librement le Bosphore et les Dardanelles. Nicolas appela la Turquie l' « homme malade » (1829).

Insurrection polonaise (1830). Intervention de la Russie contre la révolte hongroise (1849). — La Pologne russe était toujours régie par la Constitution d'Alexandre qui « rendait ce pays plus heureux qu'il ne l'avait jamais été ». Au moment où toute la Russie subissait le régime le plus odieusement tyrannique de son histoire, la Pologne, administrée sagement par le grand-duc Constantin marié à une Polonaise — (on se rappelle que Constantin avait renoncé au trône de Russie) vivait les douceurs d'un régime libéral. Malgré cet avantage immense, les patriotes polonais qui rêvaient toujours la

reconstitution de leur patrie avec ses frontières d'avant 1773, préparèrent un soulèvement général contre la Russie. Nous avons eu, maintes fois, l'occasion de montrer les fautes irréparables de la Pologne qui finirent par perdre cet Etat : l'insurrection de 1830 fut une nouvelle erreur historique néfaste, et les Polonais, suffisamment avertis de la situation politique intérieure russe, doivent, quelque barbare qu'ait été la répression tsariste, être considérés comme seuls responsables de la catastrophe qui s'abattit sur leur malheureuse patrie.

L'insurrection éclata peu après les journées révolutionnaires de Paris. Dans la nuit du 17-18 novembre, les révoltés se dirigèrent vers les palais du grand-duc, dans le but de le tuer, mais Constantin put fuir à temps et gagner l'armée. Il dut même quitter la Pologne, car un gouvernement provisoire s'installa à Varsovie. Ce gouvernement essaya d'abord de négocier avec Nicolas et d'obtenir de lui, pacifiquement, l'indépendance du pays. Le tsar promit une amnistie complète en cas de soumission immédiate, mais déclara que la Pologne serait mise à feu et à sang si les Polonais levaient les armes contre la Russie et leur souverain légitime. Varsovie organisa alors ses forces militaires.

Le général Dibitch culbuta les Polonais à Ostrolenko, mais ne put pas profiter de sa victoire, car il mourut victime d'une épidémie de choléra qui sévissait alors en Pologne. Le général Paskiévitch, qui le remplaça, traversa la Vistule et assiégea Varsovie. Avant de commander l'assaut, il proposa aux Polonais de se rendre, mais, devant le refus de la garnison, livra une bataille sanglante. Les armées polonaises, vaincues, se réfugièrent en Prusse et en Autriche.

La Constitution polonaise fut abolie ; des déportations et des condamnations à mort eurent lieu ; la Pologne dut subir le sort de la Russie politiquement asservie au pouvoir autocratique.

Dix-neuf ans après, la Hongrie se soulevait contre l'Autriche, sous l'influence des révolutions de 1848 en France, en Allemagne et à Vienne même, et se constituait en république. L'empereur François-Joseph, ne pouvant triompher de la révolte hongroise, demanda secours au tsar. Celui-ci, inquiet des conséquences possibles de cette insurrection pour son propre pays, décida d'intervenir. Ainsi le Gouvernement réactionnaire russe allait prêter aide au pays qui, vingt ans auparavant, avait failli provoquer contre lui une guerre européenne

et sauver un empereur qui, en 1914, allait déchaîner un conflit mondial. L'armée russe, commandée par Paskiéviteh, écrasa les Hongrois et rendit à François-Joseph la Hongrie pacifiée.

Guerre contre la Turquie, l'Angleterre et la France (1853-1856). Mort de Nicolas Ier (1855). — En 1853, Nicolas demanda au sultan d'accorder aux orthodoxes, en Palestine, les mêmes privilèges qu'aux catholiques. Le sultan, ayant refusé, le tsar envoya immédiatement une armée en Moldavie et Valachie, et déclara qu'il quitterait ces provinces le jour où satisfaction lui serait donnée. L'Angleterre, franchement hostile au gouvernement réactionnaire russe depuis qu'il était intervenu en Hongrie, et Napoléon III (qui avait besoin de victoires pour faire oublier son Coup d'Etat récent) résolurent de pousser la Turquie à la guerre et de l'aider, au besoin. La conduite britannique s'expliquait par la haine du despotisme tsariste, mais celle de Napoléon III qui venait de supprimer les libertés en France était due uniquement à un désir de gloire ; le Gouvernement français choisissait déjà la voie devant le conduire à la catastrophe de 1870.

La Turquie déclara la guerre (1853), mais sa flotte fut battue quelques jours après, en mer Noire, par l'amiral Nachimof. L'Angleterre et la France conclurent alors une alliance offensive avec le sultan. Comme l'Autriche et la Prusse, bien que neutres, manifestaient leur malveillance vis-à-vis de la Russie, Nicolas dut garder sur les frontières de l'Ouest une grande partie de ses armées et ne put envoyer, contre les anglo-franco-turcs, en Crimée, que des forces réduites.

En Europe, les hostilités furent malheureuses pour la Russie. Battue près de la rivière Alma, l'armée russe se retira à Sébastopol, dont le siège commença aussitôt. Mais les anglo-français ne purent prendre cette ville qu'après 11 mois d'efforts (5 octobre-27 août 1855). Les troupes russes, pendant ce temps, subissaient des revers à Inkermann et à Balaklava.

— « Le dieu de la guerre, si bienveillant pour l'empire russe dans les quarante années précédentes, l'abandonna en 1854. La Russie fut battue. Il semblerait étonnant, au premier aspect, qu'un si grand Etat ait dû se déclarer vaincu et se mettre à la merci de ses ennemis pour une défaite essuyée à Sébastopol, c'est-à-dire sur un point reculé de son immense territoire. Voici ce que dit, par exemple, le célèbre historien russe Solovief, dans ses notes posthumes : « La paix fut conclue après la chute de Sébastopol, tandis que Sébastopol

jouait le même rôle que Moscou en 1812. A ce moment-là, précisément, il fallait déclarer que la guerre n'était pas terminée, mais ne faisait que commencer, pour contraindre les alliés à y renoncer... ce n'est pas l'armée russe qui a été vaincue à Sebastopol, mais plutôt et surtout le système social et politique de la Russie autocratique ».

Nicolas Ier mourut le 18 février 1855, achevant dans la défaite son règne de sombre despotisme. Son successeur, Alexandre II, voulant mettre fin aux hostilités, afin de se consacrer aux réformes urgentes, profita de la victoire russe remportée à Kars pour entamer des négociations. La paix fut signée à Paris (1856). La Russie ne perdait rien de son territoire, mais elle n'avait plus le droit de posséder une flotte de guerre dans la mer Noire — (durant la guerre franco-allemande, elle reprit ce droit d'elle-même en créant une nouvelle marine, 1871), et, de plus, le protectorat sur les Serbes était confié à toutes les grandes puissances.

Seul donc, le désastre moral comptait : la nation entière, révoltée par cette honte où l'avait conduite un régime abhorré, allait exiger d'Alexandre II des réformes profondes dont le nouveau monarque comprenait, d'ailleurs, lui-même la nécessité urgente.

Les « Slavophiles » et les « Occidentaux ». — Le régime de terreur réactionnaire de Nicolas n'avait pas étouffé en Russie le besoin de la liberté et de la justice pour lesquelles les héros dékabristes avaient sacrifié leur bonheur, leur fortune, leur vie. La pensée russe, que le Gouvernement voulait supprimer, se manifesta, vers les années 30 et 40 du XIXe siècle, dans deux courants très différents, mais que Nicolas considéra comme également dangereux pour l'autocratie : l'un philosophique — « slavophile », l'autre politico-social « occidental. »

— « Les « slavophiles » considéraient que tout peuple vit d'une vie indépendante, originale, à la base de laquelle se trouve un élément idéal, l' « esprit national ». Pour bien connaître un peuple, comprendre sa vie, son histoire, il est nécessaire de se rendre compte de son « esprit national », des éléments idéaux dont il s'inspire. Selon les slavophiles, l'originalité du peuple russe se trouve dans la religion orthodoxe — (proche de la Vie de « Charité et d'Amour » de l'ancienne église orientale), ainsi que dans les particularités de sa vie politico-sociale. La Vie de l'Occident est construite sur la Raison et la Liberté de l'Individu ; l'ancienne Russie vivait, au contraire, sur les principes de la Foi et de la Communauté. Les Etats

occidentaux se sont formés par violences et conquêtes, l'Etat russe s'est créé par l'appel pacifique d'une dynastie de kniaz et la société n'y a jamais connu les haines intestines ni la lutte des classes. Maîtresse de la « vérité intérieure », du véritable christianisme et des avantages de l'organisation communale du « mir », la Russie pourrait servir de grand exemple à l'Occident, en lui faisant connaître les trésors de son « esprit national ». Malheureusement, les réformes de Pierre le Grand conduisirent l'esprit russe à suivre une voie d'inutiles appropriations, élevèrent les hautes classes dans des principes étrangers et ébranlèrent les assises de l'ancienne vie russe ».

C'est à ce grand passé spirituel que voulaient revenir les slavophiles. Leurs chefs furent : Khomiakoff, Kireevski, Samarine et Aksakof.

— « Les « occidentaux » croyaient, au contraire, à l'unité de la civilisation humaine. Selon eux, la Russie n'était devenue Etat civilisé que grâce à Pierre le Grand et à ses réformes. Avant ce règne, elle vivait sous le régime de l'ignorance asiatique, privée de toute culture. Elle ne possédait aucune « originalité », il n'y avait que barbarie. Les « occidentaux » suivaient le jeune mouvement philosophique idéaliste allemand et étudiaient avidement tout le grand mouvement politico-social qui régénérait la France depuis 89 .

Le « zapadnitchestvo » (occidentalisme) eut pour représentants les plus illustres : Herzen, dont la réputation devint européenne, écrivain de valeur qui mena en Europe une vie d'exilé et y publia deux revues révolutionnaires célèbres : « l'Etoile Polaire » et « la Cloche » ; Biélineski, admirable figure de penseur, qui donna une partie de son activité au mouvement des « zapadnikis » (occidentaux), mais dont le nom demeurera surtout comme celui du plus grand critique littéraire de la Russie du XIXe siècle ; Granovski, professeur à l'Université de Moscou, dont les cours appelaient directement aux forces de liberté et de justice, disant que l'histoire de l'humanité n'est qu'une aspiration constante vers les fins morales les plus élevées ; enfin, Tchaadaef et Solovief, dont la philosophie un peu spéciale, « antiorthodoxe », catholique, concluait à la nécessité pour la Russie de se rapprocher, de s'unir à l'Occident Romain, papal.

Nous ne voulons pas examiner ici la vérité de ces deux doctrines, nous réservant de l'étudier dans un chapitre spécial « le destin russe ». Leur influence sur la jeunesse intel-

lectuelle fut énorme et « slavophiles » comme « occidentaux » devinrent des ennemis résolus du régime tyrannique tsariste si contraire à la vie nationale, à toute l'histoire, la tradition de liberté du pays. Comme exemple d'écrit révolutionnaire d'un poète slavophile, citons, ici, ce poème de Khomiakof. Ce poète ne cache pas à sa patrie les vérités que voici :

— « Mais n'oublie pas que réaliser les fins de Dieu
Est une tâche difficile aux mortels.
Il juge sévèrement ses serviteurs ;
Et... hélas ! Nombreux sont
Les péchés terribles qui te souillent !
L'iniquité noire triomphe dans tes tribunaux,
Le joug de l'esclavage te stigmatise,
L'adulation impie,
Les mensonges abominables
Et toutes les horreurs te rongent. »

Le Mouvement Libérateur renaît. — Cependant que les courants slavophile et occidentaliste réveillaient les énergies intellectuelles et spirituelles du pays que le régime de Nicolas avait réussi à briser temporairement, le mouvement émancipateur, politique et social se réorganisait, après dix ans de mort apparente et reprenait toute sa force durant les années 30. Les éléments les plus avancés de l'époque que représentaient Herzen, Ogareff et leurs amis renouaient avec la tradition dékabriste et, comme la vie russe avec son atmosphère de continuelle surveillance policière rendait impossible toute œuvre relevant de l'intelligence, de l'esprit, de tout principe d'affranchissement, Herzen et d'autres partirent pour l'étranger (1).

C'est de cette époque que date le développement du mouvement révolutionnaire en Russie et la naissance du socialisme. Sous l'influence de la littérature occidentale et d'amitiés de grands chefs de l'école nouvelle, comme Mazzini, Herzen devint, en effet, socialiste et peut, à juste titre, être appelé le père du socialisme russe.

Enfin les courants Socialistes étrangers, parmi lesquels celui des utopistes Saint Simon et Fourier, dont l'action s'ajouta à celle des libérateurs des années 30, fit naître le célèbre mouvement des Petrachevtsis, dirigé par Petrachevski (années 40). Le

(1) Le tsar voulut confisquer les biens de Herzen. Mais celui-ci avait remis une partie de ses capitaux à Rotschild et celui-ci refusa de la rendre au gouvernemnt russe.

grand Dostoievski en fit partie. La répression fut terrible. On sait que l'immortel auteur de « *Crime et Châtiment* » se trouva parmi les condamnés à mort. Grâcié (les autorités apprirent sa grâce quelques minutes seulement avant que l'écrivain subit la peine capitale) Dostoievski fut déporté en Sibérie. Il tira de ses années au bagne l'une de ses œuvres les plus fortes : « *Souvenirs de la Maison des Morts* ».

Notons que ce puissant mouvement d'émancipation politique et sociale naquit des besoins les plus profonds de la Société russe. Les puissantes figures de Radichtchef, de Novikof, des dékabristes, de Petrachevski, de Dostoievski et de Bakounine demeurent les meilleurs représentants de la pensée slave, de l'esprit national russe se donnant au douloureux effort d'affranchissement de leur patrie du joug du tsarisme absolutiste.

Nous étudierons au chapitre suivant le développement de ce prodigieux travail de libération de tout un peuple.

Alexandre II trouva, en montant sur le trône, à l'âge de 36 ans, la Russie entière dressée contre le despotisme et prête à une révolution. Mais il venait avec un plan de réformes précises : le mouvement révolutionnaire qui grondait, après les désastres de Crimée, s'apaisa, du moins pour quelques années.

CHAPITRE XV

ALEXANDRE II LE LIBERATEUR (1855-1881) ALEXANDRE III (1881-1894). NICOLAS II (1894-1917)

L'abolition du servage (19 février 1861). Le « mir ». — Alexandre II avait reçu une excellente éducation dirigée par deux hommes de grande valeur : le célèbre poète Joukovski, qui lui donna une instruction solide, s'efforçant d'en faire surtout un homme cultivé, dans la plus large acception du terme, et aussi Speranski, qui eut avec lui de longs entretiens sur la philosophie des lois.

En montant sur le trône, Alexandre décréta une amnistie partielle : les survivants de l'émeute du 14 décembre 1825 et de l'insurrection polonaise purent, les uns après 30 ans, les autres après 20 ans, quitter la Sibérie et rentrer chez eux ; de nombreux prisonniers politiques virent abréger le temps de leurs peines. De plus, le tsar décida d'abolir, sans plus tarder, le « krepostnitchestvo » ; dans un discours au dvorianstvo de Moscou, il déclara : « Mieux vaut mettre fin au servage par mesure « d'en haut », qu'attendre le jour où, de lui-même, il se supprimera « d'en bas ».

En 1857, le tsar institua un comité spécial, qu'il présida, afin d'étudier les moyens d'affranchir les paysans sans léser les droits des pomiéchtchiks sur les terres. De nombreuses commissions furent aussi créées en province, de manière à préparer l'opinion publique à la grande Réforme qui allait avoir lieu : le général Rostovtsof, le comte Lanskoï, le kniaz Tcherkaski, Samarine et Milioutine aidèrent l'empereur dans cette œuvre d'émancipation. Le Manifeste abolissant le servage parut le 19 février 1861 : les paysans étaient déclarés hommes libres : les propriétaires fonciers devaient céder aux krestianines affranchis une partie de leurs terres mais ceux-ci la leur payaient, soit en argent, soit en travail ; le Gouverne-

ment s'offrait à prêter aux paysans une partie de l'argent nécessaire.

On voit que la situation matérielle du paysan restait toujours misérable. Cependant, l'avantage du prêt gouvernemental était incontestable : au lieu de devoir au pomiéchtchik, son ancien maître, le moujik s'endettait vis-à-vis de l'Etat auquel il devait avoir remboursé dans les 49 ans qui suivraient. Le problème paysan n'était donc pas résolu, le Gouvernement ne faisait que le poser et en montrait toute la grandeur politique et l'importance sociale. Le premier pas moral était fait : le « krépostnoï » devenait homme libre, indépendant du pomiéchtchik. Des « médiateurs de paix » (miroviépossrédnikis) furent créés pour tous les litiges entre propriétaires fonciers. Ces « médiateurs du premier appel » furent vraiment les serviteurs dévoués et du peuple et de l'Etat.

L'oukaze concernant l'administration de la communauté vint compléter la réforme et organiser la vie intérieure du « mir » : le « mir » (communauté paysanne) s'occupait lui-même des affaires de toutes les familles de krestianines qui en faisaient partie, la mise en vigueur des décisions de l'assemblée de la communauté apporterait à un starosta élu pour trois ans (on revenait un peu au passé des slavophiles) ; plusieurs communautés formaient un volost administré par le conseil élu du volost avec son starchina ou président et possédaient un tribunal de volost : celui-ci composé de paysans élus réglait les différents entre krestianines, avait le droit d'infliger des peines légères ; les starostas lui obéissaient.

La réforme judiciaire (1864). — Un oukaze du 17 avril 1863 supprima en Russie les châtiments corporels et la stigmatisation du visage des condamnés de droit commun.

Avant la Réforme, les tribunaux étaient toujours fermés au public ; les procès n'avaient pas lieu en présence de l'accusé ; la défense n'existait pas ; les arrêts ne se rendaient pas selon la conviction faite des juges, mais d'après des considérations basées uniquement sur la forme. On achetait facilement les juges, et presque aucune chance n'existait de voir casser son jugement. L'instruction, tout à fait sommaire, s'efforçait d'effrayer, de torturer l'accusé afin de lui arracher un aveu. Tandis que depuis l'année 1864 (avec la publication du « Règlement de la Justice » (Soudebnia Oustavy) objet de l'orgueil du barreau et des prétoires russes avant la réaction de Mouravief et de Chtcheglovitof, sous Nicolas II), le juge d'instruction procéda à une enquête minutieuse et dut transmettre le

rogatoire de l'affaire au tribunal ; l'accusé parut à son procès assisté d'un avocat. Le Sénat joua le rôle de la Cour Suprême de Cassation. Le verdict des tribunaux fut rendu public.

Enfin la création de la *Justice de paix égale pour tous*, remplaçant les « *Tribunaux d'ordres* » (sosslovnié) de Catherine II, compléta la Grande Réforme.

Les « Zemstvos » (1864). — Les fonctionnaires nommés par le Gouvernement ignoraient tout des problèmes d'économie sociale et, de plus, avant de prendre une décision quelconque, en référaient à l'autorité centrale, ce qui retardait ou empêchait les réalisations nécessaires, et entravait le développement économique du pays.

Alexandre créa des institutions « zemskiia » (régionales, locales) des « zemstvos » de gouvernements et d'ouiezds. L'administration locale générale appartient, depuis cette réforme, aux représentants élus par la population : les membres des zemstvos d'ouiezds sont élus pour trois ans, sans distinction de classes, propriétaires fonciers, marchands, industriels ou paysans. Ces zemstvos se réunissent une fois par an pour une durée variant selon les besoins ; l'exécution des mesures votées par eux est laissée à l' « ouprava » (Commission exécutive) du zemstvo de l'ouiezd composé d'un président et de trois membres élus pour trois ans. L'ouprava s'occupe de tous les problèmes sociaux et économiques de l'ouiezd. De plus, tous les ans, les zemstvos de l'ouiezd envoient des députés qui forment, sous la présidence du « predvoditel dvorianstva » (chef, maréchal de la noblesse), l' « assemblée du zemstvo du Gouvernement ».

Les zemstvos, dans leur région, s'occupent de l'instruction publique, de l'hygiène générale, des voies et communications locales, des secours médicaux et vétérinaires, de la charité. Ils ont le droit, pour subvenir à leurs besoins, de lever des impôts sur la population.

Les réformes d'Alexandre II étaient importantes, profondes ; malheureusement, elles n'accordaient pas ce dont la Russie avait le plus besoin : la liberté politique. Ainsi, les zemstvos se voyaient surveillés continuellement par les gouverneurs des gouberniis et le ministre de l'Intérieur. Cependant, le Gouvernement donnait au peuple, par ces organes de véritable « self-gouvernment » local, une arme puissante de progrès et de justice, une force qui, en mûrissant, pouvait devenir complètement indépendante, au point de vue des besoins locaux, du pouvoir central et qui l'était déjà, dans une certaine

mesure. Les zemstvos, par l'autorité qu'ils prirent immédiatement se mirent au premier rang dans la lutte « légale » pour l'émancipation de la nation. Cinq ans à peine après leur création, ils se trouvèrent en conflit avec le Gouvernement effrayé des conséquences de ses réformes.

En 1870, Alexandre créait la « douma des villes » (Conseil municipal), élue par la population propriétaire citadine, qui s'occupait de l'administration générale du « gorod » (ville) ; une « ouprava », sous la présidence du « gorodskoï golova » (golova, tête, maire) travaillait d'une manière courante aux affaires de la ville.

Quelques autres lois et mesures gouvernementales. La Russie, pays démocratique. — En même temps qu'il supprimait les châtiments corporels, Alexandre II abolissait la loi par laquelle les tribunaux condamnaient au service militaire les criminels de droit commun. Des oukazes parurent rendant moins « prussienne » la discipline dans l'armée, discipline qui, sous Nicolas Ier, faisait de la caserne un véritable bagne. Enfin, le premier janvier 1874, le tsar instituait le service militaire obligatoire pour toutes les classes de la société ; personne n'avait le droit de se racheter ou d'envoyer un autre à sa place. Le service actif, d'abord fixé à 6 ans, se trouva réduit par la suite : de nombreux cas d'exemption existèrent ; de plus, les professions libérales furent soumises à un régime spécial.

Alexandre prêta une attention particulière à l'instruction publique : le nombre des écoles primaires augmenta en Russie et les zemstvos aidèrent beaucoup à la création de nouveaux établissements ; le nombre des gymnases (collèges, lycées) monta vite de 88 à 280. Des Universités furent fondées à Odessa et à Varsovie, ainsi qu'à Tomsk, pour la Sibérie. Des gymnases pour jeunes filles s'ouvrirent dès 1858 ; de plus, les femmes eurent le droit de s'inscrire en vue des diplômes des Ecoles supérieures de Médecine, Chirurgie et autres.

Quelles furent les conséquences de toutes ces réformes qui modifièrent si profondément la vie russe ? Platonof les indique très bien : « Avant les réformes, la classe des dvorianes que les lois de Catherine avaient favorisée était prépondérante dans la vie locale comme dans l'administration de l'Etat. Avec l'abolition du servage, les communautés paysannes firent concurrence, dans les ouiezds, aux institutions dvorianes ; en outre, des citadins, aussi, devinrent propriétaires fonciers. De nouveaux liens se créèrent entre villes et ouiezds, supprimant les

différenciations de classes antérieures. La vie intérieure du pays prit un caractère « sans-classe », démocratique. L'abolition du « krepostnitchestvo » priva le dvorianstvo d'une partie de ses terres et la démocratisation de la société fut une des premières conséquences des réformes des années 60 du XIXe siècle. »

Contrairement à l'organisation des sociétés occidentales, la Russie n'eut jamais de classes nettement individualisées : les distinctions créées par les mesures gouvernementales ne pouvaient être que factices et de courte durée. Depuis les grandes assemblées populaires républicaines du début de son histoire — la Russie fut toujours un pays démocratique. Contraint par la puissance logique historique de revenir aux traditions nationales essentielles, le tsarisme ne voulut pas aller jusqu'au bout de ses réformes et donner à la Russie les libertés politiques fondamentales de toute nation civilisée. Cet entêtement allait approfondir l'abîme qui existait entre le tsar et la Nation.

Insurrection polonaise (1863). — Alexandre suivit vis-à-vis de la Pologne la même conduite libérale qu'à l'égard de la Russie. Mais les Polonais, malgré leur échec de 1830, n'avaient pas perdu l'espoir de reconquérir, par la force, leur indépendance. Espérant l'aide de Napoléon III, ils préparèrent un soulèvement qui éclata en janvier 1863 en Lithuanie, Volhynie, Russie Blanche et Pologne varsovienne. Les révoltés furent partout battus et des mesures prises pour rétablir l'ordre.

En avril 1863, l'Angleterre, la France et l'Autriche intervinrent auprès du Gouvernement russe pour la réunion d'une conférence internationale qui déciderait du sort futur du royaume de Pologne. Le refus catégorique d'Alexandre II mit fin aux tentatives de la diplomatie européenne.

Par une loi de 1864, la Pologne fut divisée en 10 gouvernements : le tsar supprima ses institutions propres, l'administration russe devint prépondérante ; sauf l'organe des zemstvos, la Pologne vécut le même régime que la Russie.

Conquête du Caucase (1857-1864). Autres conquêtes en Asie (1865-1881). — Les tribus montagnardes caucasiennes furent presque toute réunies en une seule, vers les années 30 du XIXe siècle, par Chamil, au nom de l'Islam : le but du mouvement était de chasser les Russes de leurs possessions qui menaçaient le Caucase et leur enlever toute possibilité de devenir maîtres du pays. Nicolas Ier commença la lutte contre

cet ennemi, Alexandre II la mena avec plus de vigueur et l'acheva.

En 1857, une armée, commandée par Bariatinski, poursuivit les forces caucasiennes de village en village, de montagne en montagne, et réussit, après deux années d'efforts à faire prisonnier Chamil. En 1864, le Caucase, définitivement conquis, acceptait la domination russe : 200.000 montagnards quittèrent le pays pour demeurer indépendants et libres.

Durant ces années, le khan de Kokhane et l'émir de Boukhara ne cessèrent de manifester leur hostilité à l'égard de la Russie. Alexandre II soumit ces deux pays : en 1865, les troupes russes prirent aux Kokane la ville de Tourkestane, la forteresse d'Aoulié-Ata et la grande ville fortifiée de Tachkent. Le Khan reconnut la souveraineté russe, mais comme des soulèvements agitaient sans cesse le pays, celui-ci fut annexé à la Russie, en 1876. L'émir de Boukhara, vaincu vers la même époque, dut céder aux Russes la ville de Samarkand et d'autres forteresses. En 1873, les troupes du tsar prirent aussi Khiva au Khan du pays et, en 1881, elles soumirent une dernière tribu de la région. Ces conquêtes formèrent une nouvelle province, le Turkestan, dont la capitale, Tachkent, eut bientôt un commerce florissant.

Enfin, par un accord conclu avec la Chine en 1858, la région de l'Amour, rendu au grand Empire asiatique sous la tsarine Sophie, en 1689, revint à la Russie. En 1860, un nouvel accord donnait encore à la Russie toutes les terres allant jusqu'à la frontière de la Corée.

Insurrection des Slaves balkaniques (1875). Intervention de la Russie (1877-1878). — En 1856, au traité de Paris, la Turquie avait promis de donner à ses sujets chrétiens les mêmes droits qu'aux Musulmans. Elle ne tint pas ses promesses, des représentations incessantes lui vinrent de Petrograd. L'Angleterre et surtout l'Autriche voyaient toujours d'un œil hostile la conduite russe vis-à-vis du problème balkanique, craignant une trop forte influence de la Russie en Orient.

La situation s'aggrava soudain, en 1875, lorsqu'une insurrection générale éclata en Bosnie, en Herzégovine et en Bulgarie. Malgré les efforts de la diplomatie européenne qui agissait contrairement aux droits des nations, la révolte s'étendit au lieu de s'éteindre et de se localiser : le Monténégro et la Serbie prirent les armes à leur tour, en 1876.

Le peuple russe entier vibra d'enthousiasme : des milliers de volontaires partirent pour les Balkans et le mouvement

national en Russie prit des proportions telles que le tsar donna l'ordre au sultan de cesser les hostilités au moment même où les Turcs s'apprêtaient à envahir la Serbie ; déjà, une armée russe se concentrait à la frontière sud-ouest de la Russie. Au commencement de l'année 1877, une conférence internationale s'ouvrit à Constantinople, provoquée par Alexandre II, afin d'étudier les réformes qui pourraient organiser dans les Balkans une vie d'équilibre et de justice. Mais le sultan, dont l'intervention énergique de la Russie avait arrêté les succès, se préparait activement à la guerre et, lorsque la Turquie eut reconstitué ses armées, il repoussa toutes les conditions que voulurent lui imposer les diplomates européens. Alexandre II lui déclara immédiatement la guerre (avril 1877).

L'armée russe traversa la Moldavie, la Valachie ; le général Gourko culbuta les Turcs à Tirnof, mais se vit obligé bientôt de prendre la défensive devant la forte armée de Souleiman-Pacha. A ce moment, une puissante armée turque, sous les ordres d'Osman-Pacha, s'arrêta à Plevna, menaçant l'aile droite des Russes : ce fut autour de cette ville que se concentrèrent les opérations. Après plusieurs assauts infructueux et trois mois de siège Plevna tomba aux mains des Russes ; Osman-Pacha fut fait prisonnier avec son armée. Peu après, Gourko écrasa Soleiman-Pacha à Philippopoli ; puis, les armées russes s'emparèrent d'Andrinople et marchèrent sur Constantinople, tandis qu'en Asie, d'autres succès permettaient aux Russes d'occuper des villes turques.

Le sultan demanda la paix : elle fut signée à San-Stefano, tout près de Tsargrad (19 février 1878). La Roumanie (Moldavie et Valachie), la Serbie et le Monténégro étaient reconnus indépendants par la Turquie qui leur cédait de leur propre territoire. La Bulgarie devenait une principauté autonome. La Russie recevait la partie de la Bessarabie qui lui avait été enlevée par le traité de Paris de 1856, et, comme cette région appartenait alors à la Roumanie, ce pays reçut en compensation la Dobroudja. En Asie, la Russie occupait Batoum et Kars. En outre, la Turquie payait une contribution de guerre de 300 millions de roubles.

Le Congrès de Berlin (1878). Le germanisme contre les Slaves. — L'Angleterre et l'Autriche furent épouvantées par cette paix glorieuse qui rendait la Russie et les Balkans slaves maîtres de l'Orient européen. Ces deux puissances déclarèrent que les dispositions prises par le Congrès International de Paris en 1856 devaient être modifiées par une autre Confé-

rence Internationale et non par un traité conclu entre deux Etats. Une guerre allait-elle éclater ? La France, se relevant à peine de sa défaite de 1870, ne pouvait intervenir. L'Allemagne offrit sa médiation que toutes les puissances en cause acceptèrent.

Une Conférence Internationale s'ouvrit, en juin 1878, à Berlin : Bismark la présida ; l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Autriche, la Turquie et la Russie y eurent leurs représentants. Le Congrès de Berlin modifia, d'une manière défavorable à la Russie et à la cause slave, les conditions du traité de San-Stéfano. La Russie, certes, gardait ses conquêtes ; mais le territoire turc cédé à la Serbie, au Monténégro et à la Roumanie fut rendu à la Turquie ; au lieu d'une Bulgarie autonome unifiée, cet Etat se vit divisé en une principauté bulgare proprement dite et une autre province autonome, la Roumélie Orientale. L'indépendance des Slaves demeurait un fait accompli, mais ces nouvelles dispositions les affaiblissaient. Enfin, la Bosnie-Herzégovine serbe fut mise sous le protectorat de l'Autriche sous prétexte d'y rétablir l'ordre.

L'indignation en Russie ne connut plus de bornes, et la colère, la haine contre Bismark qui présida aux décisions du Congrès se manifestèrent sous une forme telle que le chancelier allemand crut prudent de conclure une alliance avec l'Autriche. Cependant les esprits s'apaisèrent peu à peu, et le redoutable conflit germano-slave n'éclata pas.

Le mouvement révolutionnaire des années 1860-1880. Assassinat d'Alexandre II (mars 1881). — Les réformes du Gouvernement n'empêchèrent pas le mouvement constitutionnel, voire républicain de grandir. En 1862, le dvorianstvo de Tver déclarait : les fonctionnaires de l'Etat ne peuvent organiser la liberté en Russie, seuls des députés élus par tout le peuple doivent l'établir. Les zemstvos dirigèrent un vaste mouvement contre le despotisme et l'arbitraire des autorités.

L'abolition du servage avait été une réforme incomplète et les autres réformes gouvernementales ne touchaient point au régime politique du pays, n'accordaient à la société russe aucune des libertés essentielles nécessaires à son développement profond, normal et équilibré. Aussi la désillusion fut-elle grande et le mécontentement ne cessa-t-il d'augmenter.

Cependant qu'une école philosophique tendait à la négation de toutes les conventions, n'admettant aucune loi sauf celle de la liberté individuelle (école appelée nihiliste, nihilisme, de nihil, rien), cherchait les bases d'une vie nouvelle, un mouvement plus

large, pénétrant toutes les couches de la société, naissait, s'organisait, devenait puissant : celui de la *Marche vers le Peuple*. De rares paysans et ouvriers, parmi lesquels un Piotr Alexeef, des représentants de l'aristocratie comme le prince Kropotkine, Perovskaia, Sophia Leschern, von Herzfeld et d'autres, allaient *Vers le Peuple* lui porter la « *bonne nouvelle* », l'éclairer, l'instruire, l'élever intellectuellement, améliorer sa situation matérielle. Ce fut un prodigieux mouvement idéaliste apostolique. Tous ces héros, ces apôtres de l'Evangile socialiste russe se heurtèrent à l'appareil policier, administratif et politique. Des arrestations en masse eurent lieu ; des persécutions commencèrent, dépassant parfois le but des milieux les plus réactionnaires.

Le tsar décida de sévir avec la dernière vigueur. Déjà un attentat, dirigé par Karakasof, avait eu lieu contre le souverain, le 4 avril 1866. Tout en travaillant aux réformes qu'il jugeait nécessaires, Alexandre II entreprit une lutte impitoyable contre le mouvement politique libéral, légal et révolutionnaire. Des revues, des journaux furent fermés ; la censure se fit sévère. En 1871, le gouvernement modifia les programmes scolaires : suppression des études modernes — la science était un dangereux levain — et surveillance des études classiques. Les publicistes, les savants, les historiens, tous les écrivains, les intellectuels du pays étaient arrêtés, déportés, exilés. Il continuait le martyre de la Pensée Russe et de ses représentants : Tchernichevski, le penseur critique et commentateur de Stuart Mill (Karl Marx avouait qu'il avait appris le russe uniquement pour lire les œuvres de Tcherchichevski), le noble poète Mikhaïlof, le publiciste et historien Chtchapof, et combien d'autres.

Les répressions gouvernementales eurent pour conséquence la transformation, vers le milieu des années 70, du mouvement idéaliste, apostolique, socaliste utopiste de « *La Marche vers le Peuple* », en une lutte organisée de groupements socialistes scientifiques. Le *Vpered* (En avant !) de Lavrof, (auteur de « *l'Histoire de la Pensée* », des « *Lettres Historiques* »... marxiste, le *Nabat* (Tocsin) de Tkatchef, blanquiste-babouviste, ne sont que des essais. Mais après les célèbres procès des « 193 » et des « 50 », les efforts révolutionnaires se centralisent, les groupes deviennent conspirateurs, terroristes. Un grand parti se fonde : la *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté).

Dans son roman célèbre « *Terre Neuve* », Tourgueneff donne, en de belles pages, bien que parfois un peu superficielles et satiriques, un tableau très vivant de cette période du déclin du

mouvement apostolique avant la naissance des partis révolutionnaires.

La guerre russo-turque de 1877 révéla, malgré les victoires, les vices du régime bureaucratique ; les courants révolutionnaires s'intensifièrent. En 1879, *Terre et Liberté* se divisa en deux partis : celui du *Tcherni Peredel* (Partage des Terres, propagande et organisation des forces socialistes dans les campagnes et dans les villes) et la célèbre *Narodnaia Volia* (Volonté du Peuple) parti de lutte politique, terroriste, plus franchement révolutionnaire. Les « *Narodovoltsis* », par leur énergie, leur capacité réalisatrice, leur héroïsme, devinrent vite l'unique parti dans lequel se fondirent tous les autres : Libéraux, Constitutionnels, Jacobins, Terroristes et « *Tchernoperedeltsis* » socialistes aspirant au « Partage des Terres » (1).

Alexandre II nomma alors ministre de l'Intérieur Loris Melikof et lui enjoignit de briser l'esprit révolutionnaire, en usant de n'importe quels moyens : c'était une réponse aux décisions des partis révolutionnaires. « Quelques semaines avant sa mort tragique, ses ministres » — (comprenant l'inutilité de la lutte contre un mouvement qui gagnait le pays entier), « voulurent le décider à réunir une assemblée consultative de représentants du pays. Alexandre II leur répondit : « Messieurs, ce qu'on nous propose, c'est l'assemblée des notables de Louis XVI. Il ne faut pas oublier ce qui suivit ». Et il remit à quelques semaines la publication de l'acte dont dépendaient l'avenir de l'empire et sa propre existence ».

Le 1/14 mars 1881, Alexandre fut tué à Petrograd par une bombe. Ainsi mourut un monarque dont le règne ne manqua pas de grandeur, mais dont la faute grave fut de ne pas suivre jusqu'au but logique une ligne de conduite que lui-même avait choisie. Alexandre I[er] finit dans le mysticisme déséquilibré, Alexandre II dans la réaction, et, cependant, chacun d'eux, suffisamment averti, aurait pu réaliser la liberté en Russie et sauver le tsarisme. L'absolutisme triompha de nouveau sous Alexandre III, pour sombrer dans le crime, au début du XX[e] siècle, avec Nicolas II.

---

(1) Ce fut au congrès de Lipetsk en 1879, que la majorité des membres de « *Terre et Liberté* », se prononça en faveur du programme socialiste revolutionnaire politique et terroriste (Jeliabof, Michaïlof. Tikhomirof). La minorité, avec Plekhanof quitta Lipetsk et se réunit à Voronèje. Le congrès de Lipetsk donna naissance à la *Volonté du Peuple*; celui de Voronèje au *Partage des Terres*. La *Volonté du Peuple* devait très vite régner seule, atteignant son apogée avec l'assassinat du tsar Alexandre II le 1[er]/14 mars 1881.

La littérature russe au XIX^e siècle. — La littérature russe, en tant que « créations » originales propres à « l'esprit national » n'existait pour ainsi dire pas, à part quelques unités de grande valeur, dont nous avons parlé, avant le XIX^e siècle. En moins de cent ans, le génie russe se révéla, s' « essaya » et « voulut des coups de maître ». L'une des preuves de la puissance de la littérature du siècle dernier est que l'Occident, ignorant tout de la Russie « barbare », sauf sa force militaire, commença à vouloir connaître ce pays dès le jour où quelques rares traductions littéraires ou quelques séances musicales le mirent en présence d'une « âme » nouvelle chantée par les Moussorgski, les Borodine, les Rimski-Korsakof et écrite par des Tolstoï et des Dostoevski.

On peut appeler la littérature du XIX^e siècle, la « grande persécutée ». Dans l'histoire politique et littéraire des nations, il n'est point d'exemple de cette misère matérielle et morale dans laquelle se débattit, au prix de souffrances indicibles, l' « Œuvre créatrice » de la Russie des années 1800-1900. L'exil, la prison, le bagne, les chaînes, la Sibérie, la tuberculose, la folie, et, comme cause première de toute cette épouvante, la police, instrument cruel d'un Gouvernement féroce, les plus grandes douleurs, les plus impitoyables persécutions — rien n'épargna les premières gloires mondiales du grand pays slave, ceux qui devaient être les pionniers d'une loi morale nouvelle manifestée dans la littérature universelle. Joukovski, Biélineski, Pouchkine, Lermontof, Gogol, Nekrassof, Dostoievski, Tourguénef, Tolstoï, Gorki et d'autres, incarnèrent l' « âme » russe, généreuse et mystique, spontanée et idéaliste, recherchant sans cesse le perfectionnement d'elle-même. Qui ne connaît ces prostituées qui se relèvent, ces criminels qui veulent redevenir des hommes, ces « Résurrections » continuelles des âmes qui se redressent — souffrant de leurs faiblesses et pleurant les misères et les dégradations de l'Humanité.

Nous ne pouvons mieux faire que donner cette page d'un critique russe, Vengerof ; elle permettra à l'étudiant de juger lui-même et de situer mieux cette littérature dans le rang qu'elle mérite :

— « Non, on peut le dire sans aucun chauvinisme, par le génie individuel de ses protagonistes, et surtout par ses tendances fondamentales, la littérature russe de la seconde moitié du XIX^e siècle est absolument au-dessus de la littérature occidentale moderne qui atteignit son apogée, non dans la dernière, mais dans la première moitié de ce siècle, avec Gœthe,

Schiller, Heine, Byron, Balzac, Hugo, Georges Sand, Dickens... Chez les Russes, la vie est rendue avec une fidélité poussée jusqu'à la reproduction complète, et cette reproduction, réelle jusqu'aux dernières limites, est cependant illuminée d'idéal et pleine d'un amour de l'homme dont il n'y a même pas de traces chez les plus grands réalistes européens... Et nul doute que ce soit précisément cette différence qui explique le mystère de l'énorme succès obtenu par les écrivains russes auprès du public et de la critique en Occident. Tout le monde a senti que dans les eaux stagnantes et croupies de la littérature européenne entrait avec eux un fleuve frais et plein de couleurs originales qui ne sont pas issues de la putréfaction, mais d'un travail organique accompli par les forces encore jeunes, vierges et intarissables. Les barbares d'hier ont parlé un langage nouveau qui devait retentir profondément dans la littérature européenne ».

Alexandre III (1881-1894). Politique intérieure. — Le nouveau tsar montait sur le trône dans le fracas d'une lutte sans merci entre « *la Narodnaia Volia* » (Volonté du Peuple) et l'autocratie. Si le Souverain avait compris que le mouvement révolutionnaire prenait cette envergure parce qu'il naissait du tréfonds même de l'âme nationale assoiffée de liberté et de justice, il eût continué et complété les réformes d'Alexandre II. Il aurait senti son devoir de fils, de représentant d'une dynastie puissante et, aussi, son devoir à l'égard de la patrie qui l'aurait empêché de résister aux courants nouveaux de l'histoire moderne et aux aspirations des couches instruites et conscientes de la société russe.

Des mémoires, des ouvrages inédits de l'époque (Loris Melikof, princesse Iourievskaia et d'autres), disent que l'Empereur désirait continuer l'œuvre réformatrice de son père. Malheureusement, comme beaucoup de monarques, il subit les influences et les suggestions de son entourage ; Alexandre III suivit les conseils de certains de ses parents et surtout de Pobiédonotseff, il abandonna la voie tracée par son père et décida de suivre une politique de dure répression contre tout acte, même le plus modéré, tendant à affaiblir le régime autocratique tsariste.

Son caractère honnête et droit, sa grande volonté et son courage personnels l'eussent certainement rendu capable d'endiguer le mouvement révolutionnaire et de faire évoluer la Russie vers un régime pareil à celui de l'Angleterre, ce pays où des réformes opportunes et des concessions sages ont presque toujours rendu

les révolutions impossibles. Et Alexandre III aurait pu s'élever au niveau d'un véritable homme d'Etat aussi grand dans sa politique intérieure qu'il le fut dans sa politique étrangère, et laisser dans l'histoire un nom égal à celui des plus illustres Souverains russes : Iaroslaf le Sage, Pierre le Grand, Catherine II et même son père Alexandre II.

Deux grands partis politiques naquirent sous ce règne : le parti social-démocrate, le parti socialiste révolutionnaire.

La social-démocratie russe s'organisa tout d'abord à l'étranger, avec Plekhanoff, Vera Zassoulitch (1), Paul Axelrod, Lev Deutsch. Le premier groupement de l' « Affranchissement du Travail » (Ossvobojdenié Trouda) fut créé, à Genève ; il devint bientôt le parti social-démocrate qui se développa en Russie même, vers la fin des années 80, devenant, durant les années 90, un mouvement conspirateur dans les milieux ouvriers, illégal, semi-légal et légal dans les milieux des universités et de la presse, avec le futur professeur et publiciste Strouvé et d'autres.

Plus tard, les partisans et les successeurs de la *Narodnaia Volia* reprirent la tradition du mouvement révolutionnaire du XIX[e] siècle. Le plus illustre *Narodnik* (populiste) fut le célèbre critique Mikhaïlovski autour duquel se groupèrent des poètes, des professeurs. Ainsi naquit le parti socialiste-révolutionnaire.

D'autre part, les social-démocrates se firent plus internationalistes, disciples plus fervents de Karl Marx, restant gardiens farouches de la doctrine orthodoxe, du matérialisme historique et de la lutte des classes, doctrine devant fatalement aboutir au bolchevisme (2).

Durant tout le règne d'Alexandre III, ce ne furent, dans tout le pays, que perquisitions et arrestations : toute parole suspecte, tout écrit jugé subversif conduisait à la prison, à la déportation en Sibérie, à la suspension du journal ; à l'interdiction de l'œuvre. Le tsar inaugura ainsi un véritable régime de terreur « d'en haut », auquel les partis socialistes naissants répondirent par une terreur « d'en bas », le meurtre politique, l'assassinat de tous les représentants du tsarisme, sur tous les échelons de la hiérarchie bureaucratique. A cet effort sanglant, s'ajouta l'op-

(1) Elle avait tué Trépof, préfet de Petrograd (1879), qui faisait fustiger des détenus politiques dans les prisons.

(2) Un des théoriciens du bolchevisme, Boukharine, a déclaré dans un discours que le communisme bolcheviste pouvait être considéré comme la conséquence de la théorie de la lutte des classes formulée par Plekhanoff.

position libérale, légale, ferme et énergique des zemstvos et du dvorianstvo qui fut, elle aussi, rigoureusement poursuivie. Entre ces deux partis, l'un modéré, l'autre extrême, l'un « aristocratique », l'autre « démocratique », la classe intellectuelle du pays — les étudiants, les médecins, les ingénieurs, les avocats, les écrivains, les artistes — formait un courant à part, dont la plus grande force, cependant, se joignait aux partis socialistes révolutionnaires extrêmistes. L'abîme que l'autocratie creusait entre elle et le peuple par sa politique néfaste et criminelle allait en s'élargissant et, dans cette guerre impitoyable que le tsarisme avait déclarée à tous les principes de Liberté et de Justice, c'était lui qui, finalement, devait succomber.

L'oppression s'étendit naturellement sur les « nationalistes », les « non-russes, dont les Finlandais, les Juifs et les Polonais constituaient la majorité. En 1890, les libertés de la Finlande furent restreints : Axandre III déclara que le grand-duché formait partie de l'empire autocratique russe, premier pas vers l'établissement, en Finlande, du régime bureaucratique absolutiste qui régnait en Russie. Vis-à-vis des Juifs, le Gouvernement inaugura une politique d'intolérance, contraire, elle aussi, à la tradition russe, organisant, avec le concours de la police et des autorités, de fréquents massacres d'israëlistes, les désignant comme les seuls auteurs des troubles révolutionnaires, les ennemis de la sainte religion orthodoxe et de la patrie. Autocratie, orthodoxie, russification — telle fut la devise du règne.

La politique étrangère. L'Alliance Franco-Russe. — En Asie, de 1881 à 1884, les troupes russes occupèrent les régions de Merv, de Saraks et de Pamir. L'Angleterre, inquiète de ces progrès, poussa l'Afghanistan à la guerre contre la Russie. Les Afghans subirent une défaite sur les rives de la Kouchka (1885). Les hostilités prirent fin, l'Angleterre ne désirant pas aller jusqu'au conflit armé avec la Russie.

Le grand événement d'ordre européen fut la conclusion de l'alliance franco-russe.

Le peuple russe n'avait pas oublié la conduite de Bismark au Congrès de Berlin, et, dans la haute Société, les francophobes les plus résolus comprenaient eux-mêmes que la Triple-Alliance, tendant à établir l'hégémonie allemande sur le continent, constituait une menace pour la paix de l'Europe, aussi, bien que ne pardonnant pas à la France la faute commise

sous Napoléon III : la guerre de Crimée, penchaient-ils à une politique de rapprochement avec ce pays. Quant aux francophiles, ils préconisaient l'alliance.

Nous avons le devoir de citer ici le nom des hommes perspicaces, des patriotes clairvoyants qui, les premiers, travaillèrent à la conclusion de l'alliance franco-russe : le comte Chaudordy, diplomate de premier ordre, que Gambetta avait eu l'intelligence de nommer ambassadeur à Petrograd, sut faire comprendre, d'une part, à l'homme d'Etat français, de l'autre, au prince Gortchakoff, la nécessité d'un accord entre la Russie et la France. Le premier rapprochement entre la « République des anarchistes », comme disait Katkof, et l' « autocratie asiatique », selon les partis français les plus avancés, date des négociations poursuivies par le comte Chaudordy. En Russie, le prince Gortchakof, Alexandre III lui-même, Skobelef, et des écrivains comme Alexis Souvorine, Ossip Notovitche et Katkof suivirent ensuite la voie déjà tracée par Gambetta et son ambassadeur, les pères de l'Alliance franco-russe.

Cette alliance contribua à maintenir l'Equilibre européen et rendit possibles des événements qui sauvèrent le monde de l'hégémonie d'une organisation militariste et du règne de cette Idée : « la Force prime le Droit ».

L'influence de ce rapprochement avec la France fut grande en Russie. Les Allemands formaient la majorité de l'aristocratie des provinces baltiques ; ils occupaient, depuis Pierre-le-Grand, les plus hauts postes de toutes les administrations civiles, militaires et diplomatiques. De nombreux allemands étaient, certes, devenus des citoyens russes loyaux et patriotes, tels des poètes (Delwig), des diplomates, des généraux. Mais le parti germanique demeurait très influent en Russie et, par suite, très dangereux.

C'est pourquoi l'alliance avec la France n'eut pas seulement une action décisive sur la politique internationale et mondiale de la Russie, mais elle servit d'antidote, peut-on dire, contre les éléments allemands et progermains dont le sang coulait dans les veines de l'organisme politique russe depuis des siècles, et de principe sustentateur pour les forces, inconscientes, peut-être, et latentes travaillant au développement de la Culture Nationale.

Pour achever l'historique des événements qui précédèrent la conclusion de l'Alliance, nous ajouterons ces quelques lignes.

Ce fut encore de Chaudordy, sagement consulté par plusieurs

ministres des Affaires Etrangères sur la politique à suivre à l'égard de l'Angleterre et de la Russie, qui suggéra au ministre Flourens, ainsi qu'à ses prédécesseurs, de ne pas recevoir la délégation Bulgare. La Bulgarie, qui devait son affranchissement à la Russie, se détachait, en effet, de sa libératrice pour suivre une politique austro-allemande. Cette attitude du gouvernement français, conseillée par de Chaudordy, marqua l'un des premiers pas dans la voie d'une entente franco-russe.

Eugène Semenoff, dans son *Enquête* dans les *Novostis*, a mis en relief, grâce à des interviews de français clairvoyants — de Courcelles et certains autres ambassadeurs, — le rôle de tous ces hommes d'Etat qui, parmi les partisans les plus ardents d'un accord entre les deux pays, surent gagner à leur cause le tsar Alexandre III lui-même.

Nous n'ajouterons rien aux relations faites par les historiens de l'Alliance Franco-Russe, plus ou moins compétents et autorisés (Flourens, Jules Hansen, etc.), en affirmant que l'un des plus sérieux ouvriers de l'alliance fut Bismark lui-même, par sa politique hautaine et perfide vis-à-vis de la Rusise.

Alexandre III inaugura une politique extérieure et internationale saine et conforme aux besoins du pays qu'il gouvernait. Il aurait pu, peut-être, assainir aussi la ligne de sa politique intérieure, dévoyée au début, nous l'avons vu, par Pobiédonostsef et son entourage réactionnaire. L'exemple du choix de Serge Witte prouve que le tsar était capable de s'entourer de collaborateurs recherchant les moyens de donner un essor nouveau à toutes les branches de l'activité de la vie sociale russe. Malheureusement il ne sut pas s'élever à la hauteur des circonstances et comprendre les aspirations profondes du peuple qu'il gouvernait.

On a parlé de causes mystérieuses de la maladie qui emporta le Souverain (20 octobre 1894). L'origine de la maladie remonte à la catastrophe de chemin de fer survenue à Borki. Toute la famille impériale n'y fut sauvée que par miracle. La catastrophe fut simplement due au mauvais état de la voie ferrée. Mais la santé de fer du tsar fut ébranlée et le monarque qui avait scellé l'Alliance de l'empire autocratique avec la république française mourut en Crimée, ayant eu le temps de réaliser son désir : l'union du tsaréwitch avec une princesse allemande, événement qui fut malheureux, nous le verrons, et pour la Russie et pour la dynastie.

Nicolas II (1894-1917). — L'historien futur jugera ce der-

nier règne avec toute la sévérité qu'autorise le recul du temps L'homme qui, en montant sur le trône, recevait une délégation des zemstvos de Tver venue pour lui parler de l'urgente nécessité de réformes, en frappant du pied et chassant les délégués, incapable de maîtriser sa colère — cet homme se montrait indigne et incapable de gouverner un peuple de 200 millions d'habitants. Une réaction féroce, sanguinaire, marqua les dix premières années de ce règne et cette politique de déportations, d'étouffement, de mort, atteignit son apogée sous le ministère de l'Allemand von Plehwe. Libéraux modérés, libéraux révolutionnaires, socialistes révolutionnaires, social-démocrates — les hommes, les partis, la presse, la littérature, tout fut surveillé, bâillonné, persécuté, assassiné.

Des révolutionnaires de tous partis, émigrés et autres, publièrent alors à l'étranger des organes de propagande, journaux, brochures, qui, par milliers d'exemplaires, traversaient clandestinement la frontière russe et venaient aider les héroïques pionniers du progrès qui, inlassablement, au risque de leur vie, méprisant les espions, les policiers, la prison, la Sibérie, la potence, travaillèrent à la libération de leur patrie.

Lorsque von Plehwe, en 1904, sentit gronder la Révolution qui, malgré l'atroce régime de terreur, montait comme une mer houleuse dont aucune force humaine ne peut se rendre maîtresse, le Gouvernement, pour échapper à cette menace, chercha un dérivatif dans la guerre. Il avait espéré que de faciles victoires en Asie lui rendraient un peu de prestige aux yeux du peuple et provoqua le Japon, petit pays qu'il ignorait totalement et dont il escomptait trop légèrement la défaite. Cette guerre fut une suite de désastres : Liao Yang, Moukden, Port-Arthur, Tsouchima (1904-1905). Déjà, en 1904, une bombe vengeresse tuait le ministre allemand, von Plehwe « le Sinistre » et la Révolution éclata, pacifique d'abord, avec le soulèvement ouvrier de Gapone (janvier 1905), puis violente avec les grèves générales et le soulèvement armé de Moscou où, pendant plusieurs jours, on se battit sur les barricades. Malheureusement, l'armée n'était pas encore conquise aux idées libératrices : elle sauva, pour quelques années, le tsarisme agonisant. L'effort ne fut pas vain, cependant, et l'autocrate de toutes les Russies dut octroyer au pays un simulacre de régime constitutionnel en convoquant une Douma, parlement uniquement consultatif et que le tsar dut dissoudre trois fois, jusqu'au jour où les « consultés » se montrèrent assez dociles et impuissants contre la réaction qui recommençait.

Durant son enfance, Nicolas II avait vu le drame des dernières années du règne de son grand père qui finit par le meurtre d'Alexandre II, le 1/14 mars 1881. Les impressions profondes vécues durant cette époque laissèrent une trace indélébile dans le cerveau et l'âme de l'enfant. Jeune homme, Nicolas fut victime, durant son voyage en Extrême-Orient, au Japon, d'un attentat qui aurait pu lui coûter la vie : un fanatique lui asséna un coup de sabre sur le crâne. La mort prématurée de son père, les leçons de Pobiédonostef, ce sombre mystique, ce réactionnaire ambitieux et militant, s'ajoutèrent pour déséquilibrer l'intelligence, la mentalité, tout l'être du jeune empereur, empêchant de se manifester, comme ils l'auraient pu, les dons véritables de son esprit et les qualités de cœur de l'homme et du père de famille.

Enfin, des événements formidables, comme écrits dans le livre de ce destin implacable dont parle la tragédie classique, se succédèrent pour imprimer, dès le début, le sceau de la fatalité sur tout le règne et du malheur sur le milieu corrompu, décadent de l'entourage du tsar et de ses courtisans.

Rappelons-nous son premier geste à l'égard de ses fidèles sujets, représentants des zemstvos, venus pour réclamer les franchises du self-gouvernment. Et son apostrophe aux délégués du zemstvo de Tver retentit dans le pays entier non seulement comme le glas des « rêves insensés », mais aussi comme un mot d'ordre soufflé au Souverain en cette heure solennelle de sa première rencontre avec les représentants les plus autorisés de son peuple.

Vinrent la catastrophe du couronnement où des milliers de russes trouvèrent la mort, l'élévation au pouvoir des aventuriers, des adulateurs, des criminels comme Plehwe qui fit ressusciter le terrorisme révolutionnaire, Bezobrazof, un des héros des concessions du Yalou et d'autres entreprises équivoques qui provoquèrent la guerre désastreuse du Japon, Goremykine, incapable, intrigant et paresseux et tous ceux qui poussèrent le tsar, soit directement, soit par l'intermédiaire de la tsarine, mystique et malade, à une politique de résistance à l'opinion publique, et aussi à des actes anti-nationaux et anti-ententistes comme les accords particuliers conclus avec Guillaume II en dehors et à l'insu de ses ministres Lobanov-Rostovski, Witte, etc...

Sous ce rapport, les documents trouvés dans les archives et publiés par les bolcheviks, sont encore moins éloquents que les mémoires du comte Witte. On peut critiquer ces mémoires, les soumettre à l'épreuve d'une vérification historique la plus rigou-

reuse possible, mais les récits des événements, les citations de faits inhabitables, dépeignant les personnages du gouvernement et de la Cour, font des Mémoires du comte Witte un document qui restera, tableau des plus pathétiques, des plus vivants du règne du malheureux Nicolas II. Ces Mémoires aident à comprendre toute la tragédie de ce règne si sombre (1904-1917).

La guerre russo-japonaise, la première Révolution (1904-05), l'octroi forcé, arraché de la première représentation nationale (Douma), la reprise graduelle, souvent sournoise, inconsciente parfois, toujours conseillée, des concessions accordées par suggestion, par crainte, à contre-cœur, firent le malheur de Nicolas II et du pays.

L'Empereur eut sans cesse la possibilité de choisir entre la politique de Witte et de ses amis ou de Pobiédonostsef, de Plehwe, de Stolypine, durant la première Révolution, et entre Milioukof, Witte, Maxime Kovalevski ou Sturmer, Protopopof et d'autres avant la grande Révolution. Son mysticisme, ses tendances et ses sympathies réactionnaires, sa femme qui, avec certains membres de la Cour, le plongea dans les ténèbres des machinations et du déséquilibre thaumaturgique des Philippe et des Raspoutine firent qu'il suivit les menteurs et criminels devant le conduire lui et le pays entier vers la catastrophe finale.

Et ce monarque qui aurait pu entrer dans l'histoire avec l'auréole des grands législateurs (réformes budgétaires, monétaires), des libérateurs (constitution, parlement, Douma), des pacificateurs (La Haye), gâcha toutes ses réformes et les plus grands actes du règne pour sombrer dans les guerres qu'il détestait, les révolutions qu'il craignait et combattait plus maladroitement que les autres monarques et finir tragiquement en martyr dont l'histoire ne connaît pas d'exemple, dans un trou perdu de son vaste empire, abandonné par tout le monde, même par Dieu, tué par la main sacrilège de vulgaires et ignobles assassins appartenant à la lie du grand peuple russe. Et non seulement il sombra lui-même, mais, fait qui provoquera l'horreur et la pitié de l'humanité entière, il entraîna ses enfants innocents dans un drame sanglant qui dépassera, sans doute, et défiera l'imagination des plus puissants écrivains de l'avenir.

CHAPITRE XVI

LA RUSSIE ET L'EUROPE AU XIX^{e} SIECLE

La France à la veille de la Révolution. La guerre de l'Indépendance Américaine (1775-1783). — Louis XVI n'était pas l'homme dont la France et l'Europe avaient besoin après la mort de Louis XV : l'Encyclopédie française rééduquait les classes dirigeantes et tout le Continent, les souverains européens correspondaient avec les penseurs français et essayaient, sous leur influence heureuse, d'aller, grâce à des réformes opportunes, au-devant des désirs et des revendications de leurs sujets ; en France même, Turgot et Necker s'attaquaient, modérément mais avec fermeté, aux vices du régime. Mais, pour le malheur de la France et de l'Europe, Louis XVI, faible et indécis, ne sut pas mener à bien l'œuvre des réformes urgentes et la Révolution éclata : les monarques ne pensèrent plus qu'à leur intérêt personnel, oublièrent leurs idées les plus généreuses et les plus hardies, et changèrent leur conduite, qui aurait pu mener l'Europe à ses destinées par la voie de l'Evolution plus lente, mais plus sûre. Pour sauver leur trône et leur vie, qu'ils crurent menacés par la Révolution de 1789 — rendant ainsi hommage à la toute-puissance de Paris — ils déclarèrent la guerre à la France. Cette guerre, libératrice et républicaine au début, servit ensuite l'ambition d'un homme qui provoqua les pires désastres matériels et moraux dont l'Europe, aujourd'hui encore, au début du XX^{e} siècle, vit les suites dans l'horrible guerre qui l'ensanglante.

Telles furent les conséquences de l'incapacité de Louis XVI, roi d'un pays qui servait de guide, de Lumière, de Phare à l'Humanité. Et cependant les avertissements, les conseils ne lui manquèrent pas : Malesherbes, Turgot, Necker auraient pu sauver la Royauté, enfin, la glorieuses lutte de l'Amérique pour la Liberté et l'Indépendance, l'intervention même de la France

auraient dû faire comprendre à Louis XVI son devoir, sa conduite.

Les colonies anglaises de l'Amérique du Nord avaient été fondées durant les premières années du XVII[e] siècle (1607) par des puritains qui fuyaient le despotisme des Stuarts et voulaient vivre, loin de leur pays, une vie de liberté et de sainteté religieuse. Ces colonies s'étendirent peu à peu, leur nombre monta à treize ; des nobles, des commerçants anglais vinrent s'établir dans le pays. Animés par l'esprit de traditionnelle liberté anglaise, les anglo-américains se révotèrent en 1773, lorsque le Gouvernement britannique voulut augmenter les impôts, lever des taxes spéciales, illégalement, comme les insurgés le prétendirent.

Cependant, les révoltés procédèrent d'une manière légale : ils adressèrent une note au roi d'Angleterre lui demandant d'accorder à l'Amérique les droits dont jouissaient les Anglais de la métropole (1774). Le roi ayant refusé de souscrire à la célèbre « Déclaration des Droits », la lutte armée commença (1775). Un planteur, Georges Washington, qui, par son intégrité et son talent organisateur, joussait d'une grande réputation parmi ses concitoyens, fut nommé général. Après trois années de durs combats, d'alternatives de succès et de revers, les Américains battirent les Anglais à Saratoga (1777).

En France, cette guerre, dès son début, eut un retentissement énorme. Des volontaires partirent pour l'Amérique, parmi lesquels Rochambeau et Lafayette ; Franklin, l'illustre savant et homme d'Etat, ambassadeur d'Amérique à Paris, sut, par son habileté, gagner le Gouvernement français à la Cause de la Liberté : Louis XVI déclara la guerre à l'Angleterre, en 1777. Sur terre et sur mer, ce furent une série de succès. En 1781, Washington écrasa, à Yorktown, une forte armée anglaise. L'Angleterre, vaincue, reconnut en 1783 l'indépendance de ses colonies qui s'organisèrent bientôt en une république fédérative (septembre 1787). Le peuple élut Washington premier président de la République (1789).

Du sang français avait déjà coulé pour la fondation d'un pays libre, d'une république ; Louis XVI reconnut lui-même la nécessité de cette guerre libératrice ; en France, le mouvement révolutionnaire grandissait et l'exemple américain ne faisait que surexciter les esprits déjà mûrs. Cependant, le roi ne voulut pas « comprendre » et la Révolution, qu'une conduite ferme et sage aurait évitée, éclata.

La Révolution Française. De la Constituante à la Convention (1789-1792). — Après avoir abandonné ses ministres réformateurs, Louis XVI choisit Calonne et Brienne, hommes incapables dont la désastreuse politique financière précipita les événements et contraignit le roi à convoquer les Etats généraux. Ceux-ci se réunirent, en mai 1789, à Versailles.

Dès le début le conflit éclata entre le roi, le clergé, la noblesse, d'une part, et les représentants du Tiers-Etat, d'autre part. Celui-ci arrivait avec la volonté ferme de réaliser des réformes radicales et profondes ; le peuple ayant élu ces députés leur avait donné mission de soutenir énergiquement ses revendications. La mauvaise volonté des classes dirigeantes obligea le Tiers-Etat à prendre des mesures extrêmes : il se constitua en Assemblée Nationale, puis, après le Serment du Jeu de Paume, en Constituante (juin 1789). Le peuple parisien manifesta, lui aussi, sa volonté révolutionnaire en s'emparant de la Bastille (juillet 1789).

La Révolution fut donc l'œuvre du Tiers-Etat, de la Bourgeoisie française, dont le long effort contre la royauté et les deux classes privilégiées, lutte dont nous connaissons les péripéties, aboutissait à une révolution la plus formidable, la plus intellectuellement préparée et organisée que l'Histoire ait connue, contre un régime politique séculaire. Les armes du peuple servirent d'instrument matériel de la victoire contre l'Ancien Régime ; la pensée de la Bourgeoisie française, cette pensée qui avait fait le tour du monde, en fut l'instrument intellectuel et moral.

Le 4 août 1789, une partie de la noblesse et du clergé vint à la Constituante et y abandonna ses privilèges politiques, économiques et socîaux ; mais déjà, l'Emigration commmençait et des prêtres et nobles français fuyaient à l'étranger afin de soulever les gouvernements contre la Révolution et rétablir la Royauté française dans ses anciens droits.

La Constituante ne s'attaqua qu'aux principes néfastes de l'absolutisme. Ses plus grands représentants, Mirabeau et Sieyès, voulurent établir en France la monarchie constitutionnelle : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen posa les bases du régime nouveau. Louis XVI qui, tout d'abord, s'inclina devant le fait accompli, rompit bientôt avec la Constituante et, poussé par l'Emigration avec laquelle la reine et lui n'avaient pas cessé de demeurer en contact, convaincu du secours des souverains étrangers, décida de fuir et de passer la frontière. Saisi à Varennes-en-Argonne (juin 1791), il fut

ramené prisonnier à Paris. La Constituante se sépara en septembre de la même année, laissant le soin de poursuivre son œuvre à la Législative.

Cette Assemblée commença ses travaux à un moment grave, critique : à l'intérieur, un mouvement contre-révolutionnaire menaçant, redoutable, s'organisait en Bretagne et en Vendée ; à l'extérieur, la Prusse et l'Autriche armaient pour envahir la France. A la suite de revers subis par l'armée française en Belgique, une émeute populaire éclata à Paris (juin 1792) : la foule se rua vers les Tuileries et, pour la première fois, Louis XVI et sa femme, l'Autrichienne, furent accusés d'entretenir des relations avec les ennemis de la patrie, et déclarés traîtres. En août, après l'invasion de la Lorraine par les Prussiens, le roi se réfugia au sein de la Législative, à la suite d'une nouvelle attaque des Tuileries par le peuple. L'Assemblée retint le roi prisonnier, mais devant juger le monarque déchu, procès qui allait être celui de tout le régime ancien, œuvre formidable à accomplir, surtout en présence des forces ennemies sur le sol français et devant la révolte bretonne et vendéenne, l'Assemblée résolut de se séparer, après avoir convoqué la Convention Nationale (septembre 1792).

La Convention Nationale (1792-1795). Robespierre jugé par Napoléon. — La Convention commença son œuvre en proclamant la Républque (21 septembre 1792). Deux grands partis divisèrent aussitôt cette Assemblée : la Gironde, qu'illustrèrent Condorcet, Roland, Vergniaud, Barbaroux, Petion, et la Montagne dont firent partie les grandes figures de Danton, de Robespierre, de Saint-Just et de Carnot.

La veille même du jour où se réunissait la Convention, l'armée française culbutait, à Valmy, les Prussiens qui, par Verdun, avaient pénétré jusqu'à la Marne. En novembre, l'ennemi était de nouveau écrasé à Jemmapes. En décembre s'ouvrait le procès de Louis XVI dont les juges établirent la preuve des relations traîtresses avec l'étranger et l'Emigration : le roi fut exécuté le 21 janvier 1793.

L'Europe déclara la guerre à la France ; à l'intérieur, la Bretagne, la Vendée et une partie du Midi se soulevèrent. Quatre hommes, par leur énergie organisatrice, leur volonté inébranlable, leur courage, leur vertu civique, leur labeur opiniâtre et inlassable sauvèrent l'indépendance, la vie de « la patrie en danger » : Danton et Robespierre qui agirent à « l'intérieur », Saint-Just et Carnot qui travaillèrent « aux armées ».

En mai 1793, une émeute éclata à Paris, le peuple marcha

sur la Convention, réclamant l'arrestation des Girondins qu'il jugeait trop « modérés ». La Montagne demeura maîtresse de l'Assemblée, mais celle-ci subit elle-même la domination du « Comité de Salut Public » et du « Tribunal Révolutionnaire », institutions populaires.

— « Danton, Camille Desmoulins voulurent faire un pas de plus et mettre un terme aux assassinats du Tribunal Révolutionnaire », dictera Napoléon à Sainte-Hélène, « mais Billaud Varennes, Collot d'Herbois qui dominaient au Comité de Salut Public, et la masse des Jacobins, repoussèrent ces mesures — (Danton et Camille Desmoulins avaient demandé qu'on mît un terme à la Terreur, qu'on rétablît un Comité de clémence, conduite qui n'était guère opportune en présence de l'invasion étrangère et de la contre-révolution presque traîtresse de Bretagne et de Vendée) et Robespierre, après avoir hésité, n'osa point soutenir Danton. Danton, Camille Desmoulins périrent sur l'échafaud. Cependant, ce que Robespierre n'avait pas osé faire, il osa tenter de l'opérer seul, après que Danton eut péri. Pour mettre un terme à l'athéisme, il fit proclamer l'existence de Dieu et essaya de réhabiliter les vertus, les sciences et les arts. Alors, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois frémirent de voir la fin du mouvement révolutionnaire, et, lorsque Robespierre laissa entrevoir à son tour qu'il fallait faire justice des hommes impurs qui avaient rendu la révolution odieuse dans les provinces, il trouva l'échafaud. Toute la nation, qui attribuait depuis longtemps tous les asssasinats à Robespierre, cria que la journée avait été contre la tyrannie... » (9 thermidor, 27 juillet 1794).

Saint-Just, ce précieux et puissant collaborateur de Carnot, périt avec le grand Robespierre. On peut dire que l'agonie de la Révolution commença le jour du meurtre de son héros le plus illustre.

Cependant, Rouget de Lisle créait la « Marseillaise » et les armées françaises, en la chantant, écrasaient les ennemis et délivraient la France : l'ennemi extérieur écrasé, l'ennemi intérieur vaincu, telle fut l'œuvre de la Convention qui fonda, au milieu de la plus grande tempête politique et sociale des siècles, des institutions comme l'Ecole Normale, le Conservatoire de Musique, le Muséum d'histoire naturelle.

En 1795, la coalition européenne, vaincue, signait la paix à Bâle, reconnaissant à la France ses frontières naturelles. Avant de se séparer (26 octobre 1795), la Convention réprima

les excès des ultra-révolutionnaires et brisa, à Paris, une tentative royaliste.

Les guerres de Bonaparte (1795-1804). — Avec l'avènement du Directoire, la période révolutionnaire libératrice est close : la Pensée française, éducatrice de l'Europe, du monde, rayonnera, comme toujours, sur les peuples et instruira leurs représentants intellectuels ; c'est à elle que les nations en lutte pour la Liberté et l'Indépendance s'adresseront pour des conseils, des leçons, durant tout le XIX^e^ siècle ; mais, avec la mauvaise politique étrangère des Directeurs et l'ambition naissante de Bonaparte, les guerres cesseront d'être émancipatrices et ne serviront qu'à assouvir l'orgueil d'un homme qui voulut dominer l'Europe. Cependant, l'historien impartial reconnaîtra la grandeur de Napoléon grâce auquel la France vécut, pendant un quart de siècle, une « légende » unique de gloire et d'héroïsme.

A l'intérieur, le Directoire acheva la pacification du pays en triomphant des partis extrêmes jacobins et vendéens. A l'extérieur, il lui fallut terminer la guerre contre l'Autriche et l'Angleterre, seules puissances qui n'avaient pas traité à Bâle. Après quelques succès de l'armée française, Vienne demanda la paix : signée à Campo-Formio, en 1797, elle donnait définitivement à la France la Belgique, la rive gauche du Rhin et les îles Ioniennes. Il restait à vaincre l'Angleterre : Bonaparte fut envoyé en Egypte ; il prit Malte, Alexandrie, mais, bientôt, rappelé en France où la situation générale était devenue critique, il laissa le soin d'achever la campagne à Kléber.

Les victoires de Bonaparte qui aboutirent au traité de Campo-Formio, avaient couvert de gloire le jeune général ; se sentant déjà indispensable et prévoyant une nouvelle coalition contre la France qui aurait alors besoin de lui, il réussit à recevoir le commandement de l'armée d'Egypte, certain que le Directoire le rappellerait bientôt. Les événements suivirent le cours qu'il avait prévu.

Tandis que Bonaparte se trouvait en Egypte, les Directeurs avaient commis la faute grave de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Suisse, de Rome, de Naples et de Sardaigne, soit en imposant de force des Constitutions nouvelles aux peuples, soit en enlevant, contre tout droit, des territoires à leurs souverains. Une nouvelle coalition se forma. Tandis qu'à l'intérieur, le Directoire, pour vaincre ses ennemis politiques, usait de violence et violait la Constitution, à l'étranger, les armées françaises, partout battues, ne durent leur salut qu'à

la victoire de Zurich, remportée par Masséna, nous savons dans quelles conditions.

Bonaparte revint d'Egypte à ce moment critique, et profitant du danger qui menaçait la France, par un Coup d'Etat, il se fit nommer consul avec deux autres de ses partisans (18 brumaire, 9 novembre 1799). Le général devint le maître de la France : il modifia la Constitution, prit le titre de premier Consul et posséda tout le pouvoir.

A l'extérieur, une courte campagne permit à Bonaparte de battre definitivement les Autrichiens à Marengo, tandis qu'une autre armée française les écrasait à Hohenlinden. La paix de Lunéville donna le Piémont à la France. Seule, l'Angleterre triompha : elle détruisit la flotte française et s'empara d'Alexandrie. Mais à ce moment, Pitt, le redoutable adversaire de la France, fut remplacé par Fox : celui-ci signa la paix, laissant à Bonaparte ses conquêtes. La France, reconnaissante, nomma son maître consul à vie (1802).

Mais de nouvelles annexions, faites en pleine paix, effrayèrent l'Angleterre qui déclara de nouveau la guerre Bonaparte concentra alors, à Boulogne, une armée imposante pour envahir la Grande-Bretagne. A ce moment, une conspiration éclata à Paris contre le jeune despote : les royalistes y prirent part aux côtés des républicains. Le consul employa des mesures violentes, parmi lesquelles la plus odieuse fut le meurtre du duc d'Enghien — et se fit proclamer empereur sous le nom de Napoléon Ier. Le pape le couronna en 1804.

Les guerres de Napoléon (1804-1815). — Tandis qu'à Boulogne, Napoléon préparait une descente en Angleterre, la flotte française essuyait, à Trafalgar, un désastre irréparable. Après cette victoire la Grande-Bretagne contraignit Napoléon à abandonner son projet de Boulogne en levant une coalition contre la France : celle-ci fut battue à Austerlitz. Après la paix de Presbourg, qui termina la guerre (1805), l'Empereur des Français donna Naples et la Hollande à ses frères, supprima le Saint-Empire Germanique et constitua la Confédération du Rhin.

La Prusse et la Russie déclarèrent alors la guerre à la France : l'armée prussienne fut battue à Iéna. Nous connaissons la compagne russe qui se termina par l'entrevue de Tilsit. En 1806, pour vaincre l'Angleterre, Napoléon décréta le blocus continental, fermant au commerce britannique les ports du Continent. Il obligea Rome, le Portugal et l'Espagne, pays qu'il ne « possédait » pas, à adhérer au blocus ; mais les

Espagnols se révoltèrent bientôt : l'Angleterre envoya une armée et de l'argent ; les Français durent quitter Madrid. Napoléon envahit alors l'Espagne, brisa l'héroïque résistance du pays et rentra dans la capitale.

Une nouvelle coalition se forma : l'Angleterre en fut encore l'instigatrice. La victoire de Wagram mit fin aux hostlités. En 1810, Napoléon rompit avec Joséphine de Beauharnais et épousa Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. En 1811, l'Europe entière appartenait à la France ou était gouvernée par des parents de Napoléon. Seules, l'Angleterre et la Russie demeuraient indépendantes et invincibles. L'empereur des Français décida alors de soumettre la Russie. Nous ne reviendrons pas sur le récit des événements qui eurent lieu de 1812 à 1815.

Le Congrès de Vienne (1815) donna la Lombardie et la Vénétie à l'Autriche ; la Prusse s'agrandit considérablement sur le Rhin ; la Norvège et la Suède devinrent un seul pays, sous la domination suédoise ; la Hollande et la Belgique constituèrent le royaume des Pays-Bas ; l'Allemagne forma la Confédération Germanique ; l'Italie, qui avait perdu la Lombardie et la Vénétie, vécut toujours sous le régime du morcellement.

La France sortait de ces longues guerres affaiblie et épuisée, mais la folie ambitieuse d'un homme ne diminua en rien son rôle dans le monde, et, nous ne le répéterons jamais assez, tous les plus grands événements mondiaux du XIX^e^ siècle gravitèrent, peut-on dire, autour de l'influence bienfaisante de son génie émancipateur.

La France de 1815 à 1848. — L'époque dite de la seconde Restauration (1815-1830), comprenant les règnes de Louis XVIII et de Charles X, est marquée par la lutte entre les ultra-royalistes qui s'efforçaient de rétablir en France l'Ancien Régime, et les libéraux, qui réclamaient l'application des principes de la Révolution. Une terrible réaction, faite d'assassinats et de massacres, connue sous le nom de « Terreur Blanche », déshonora le règne de Louis XVIII. Ces violences donnèrent plus de force au libéralisme dont les progrès contraignirent bientôt le roi à suivre une politique plus modérée : une loi accorda le droit de vote aux censitaires, une certaine liberté fut donnée à la presse. L'assassinat du duc de Berry provoqua, en 1820, un retour à la réaction ultra-royaliste et cléricale.

Les libéraux organisèrent alors des sociétés secrètes, des

complots militaires éclatèrent, des révoltes populaires eurent lieu, mais le Gouvernement réprima impitoyablement cet effort vers la liberté. Louis XVIII mourut en 1824, Charles X continua sa politique tendant toujours davantage au rétablissement intégral de l'Ancien Régime en France. Cependant, à cette époque, le Gouvernement français intervint, avec l'Angleterre et la Russie, en faveur des Grecs.

Le conflit entre les libéraux et les ultra-royalistes prit un caractère aigu en 1829 avec l'arrivée au pouvoir du ministère de Polignac. La Chambre des Députés vota une adresse au roi, demandant le retour à une politique constitutionnelle : elle fut dissoute, mais les élections nouvelles augmentèrent la majorité de l'Opposition. Charles X prépara alors un Coup d'Etat absolutiste. La Révolution éclata à Paris : un Gouvernement provisoire s'installa à l'Hôtel-de-Ville (27-29 juillet 1830). Charles X s'enfuit en Angleterre.

La majorité libérale des Chambres donna la couronne à Louis-Philippe, duc d'Orléans, fils du célèbre Philippe-Egalité, cousin de Louis XVI, qui devint membre de la Convention. La lutte politique recommença alors sous une autre forme : les légitimistes voulant le retour à la royauté légitime et les républicains constituant l'opposition nouvelle. Le Gouvernement constitutionnel dut réprimer une révolte légitimiste en Vendée et écrasa une émeute républicaine à Paris (1832). Le duc de Reichstad, fils de Napoléon, mourut peu après, et l'espoir des bonapartistes se porta sur le prince Louis-Napoléon Bonaparte, le fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande.

Les républicains, cependant, ne désarmaient pas : des insurrections éclatèrent, nombreuses, à Paris et en Province (1830-1840). Blanqui et Barbès devinrent chefs de ce mouvement d'action révolutionnaire. En même temps, Louis-Napoléon tentait de renverser Louis-Philippe par des conspirations militaires à Strasbourg et à Boulogne : condamné, emprisonné à Ham, Napoléon réussit à s'évader.

La grande majorité du peuple ne possédait pas le droit de vote. La réforme électorale devint bientôt la base du programme des réformes que l'opposition républicaine exigeait du Gouvernement : de 1840-1848, les révoltes furent de plus en plus fréquentes, malgré les victoires françaises en Algérie qui assurèrent la conquête de ce pays, mais ne changèrent pas les sentiments du peuple à l'égard du Gouvernement. Le 24 février 1848, la révolution éclata à Paris : les concessions gouvernementales vinrent trop tard. Louis-Philippe, qui avait

abdiqué en faveur de son petit-fils, dut fuir en Angleterre. Le Gouvernement provisoire, dont le président était le grand Lamartine, proclama la République.

L'Europe de 1815 à 1848. — Tandis qu'en France, le pays même de la Libération, deux révolutions étaient encore nécessaires pour réaliser une partie seulement de l'œuvre de 1789, cette œuvre faisait déjà le tour du monde, nourrissait et agitait les esprits, soulevait les peuples et ébranlait les trônes.

Seule l'Angleterre constitutionnelle, exercée dans la pratique des libertés, évolua lentement sous la poussée des idées nouvelles : les catholiques purent enfin jouir de tous les droits civils et politiques, et, en 1832, une réforme électorale augmenta le nombre des électeurs.

Partout ailleurs, en Europe, les nations opprimées s'efforcèrent de secouer, les armes à la main, le joug de leurs maîtres tyranniques nationaux et étrangers, se soulevant contre l'œuvre néfaste du Congrès de Vienne, résultat des guerres napoléoniennes.

En Allemagne, la jeunesse universitaire représenta, presque seule, le libéralisme. Des troubles graves éclatèrent dans de nombreuses villes, en Saxe, en Bavière où un roi dut abdiquer devant l'émeute triomphante, dans le Hanovre, dans la Hesse, et à Berlin même où le monarque promit des réformes ; enfin, en mai 1848, un parlement révolutionnaire allemand se réunit à Francfort pour donner une Constitution à l'Allemagne.

En Italie, le mouvement insurrectionnel naquit à Naples en 1820 et gagna ensuite tout le Nord. Mais l'Autriche absolutiste envoya une armée qui écrasa les révoltés. Ce fut à cette époque que Silvio Pellico, condamné par le Gouvernement autrichien à 15 ans de détention, écrivit « Mes Prisons ». En 1846, les libéraux fomentèrent de nouvelles révoltes : le mouvement se généralisa en 1848, année où de nombreux états italiens conquirent la liberté politique. La même année, Milan et Venise se soulevaient contre l'Autriche et chassaient pour quelque temps l'étranger oppresseur.

En 1820, une révolution éclata à Madrid et le roi dut accorder une Constitution libérale. Mais la « Sainte Alliance » décida d'intervenir et la France de la Restauration commit cette faute d'envoyer une armée rétablir l'absolutisme en Espagne (1823). Cependant, en 1839, le mouvement libéral triompha de nouveau et la liberté politique fut accordée au pays. Ajoutons que, durant les vingt premières années du

XIXe siècle, les colonies espagnoles en Amérique se soulevèrent contre la métropole et devinrent des Etats indépendants. En 1833, le Portugal devint un Etat constitutionnel ; le Brésil, sa grande colonie américaine avait conquis son indépendance en 1822.

L'année 1830, la Belgique se soulevant contre la Hollande proclama son indépendance et se constitua en monarchie constitutionnelle. En 1832, la France intervint en sa faveur : les troupes françaises chassèrent d'Anvers les Hollandais. La Belgique indépendante fut déclarée neutre.

Enfin, une révolution éclata en Autriche en 1848 : l'empereur dut fuir sa capitale. En même temps, les Tchèques se soulevaient à Prague et la Hongrie se déclarait indépendante après avoir chassé les troupes autrichiennes.

Ainsi l'Europe entière vibrait aux grandes idées de Liberté et de Justice alimentées par l'immortelle Pensée française.

La France de 1848 à nos jours. — Le Gouvernement provisoire né de la Révolution de février établit de suite le suffrage universel et convoqua une Assemblée Nationale. En juin 1848, une terrible insurrection populaire éclata à Paris : les révoltés demandaient des réformes économiques ; l'émeute fut écrasée par la force armée. Peu après, l'Assemblée Nationale donnait une Constitution à la France : le pouvoir législatif appartenait à un Parlement élu au suffrage universel ; le pouvoir exécutif à un Président de la République. La nation entière, appelée à élire ce dernier, porta son choix sur le prince Louis-Napoléon (10 décembre 1848). Mais l'ambition de cet homme le poussa à rompre bientôt avec le Parlement, et, par le Coup d'Etat du 2 décembre 1851, à rétablir l'Empire : le prince prit le nom de Napoléon III. Le Gouvernement emprisonna les députés de l'opposition républicaine et monarchiste et réprima dans le sang les révoltes à Paris et en province.

Une réaction terrible suivit le Coup d'Etat : la France s'était volontairement donnée à un despote ; les libertés politiques disparurent, les conseillers d'Etat et les sénateurs nommés par Napoléon III devinrent ses créatures ainsi que les députés élus sous une pression officielle éhontée.

A l'extérieur, nous savons que la France s'allia à la Turquie et à l'Angleterre contre la Russie. Nous verrons l'intervention française dans les affaires d'Italie.

Vers la fin des années 50, il y eut un puissant réveil de l'opposition. Des expéditions inutiles et coûteuses exaspérè-

rent l'opinion publique et augmentèrent le nombre des ennemis du régime. La guerre malheureuse de 1870 précipita les événements : après la capitulation de l'Empereur à Sedan, une révolution éclata à Paris et la République y fut proclamée le 4 septembre 1870. Cette guerre désastreuse se termina par le traité de Francfort : la France dut abandonner à l'Allemagne l'Alsace, moins Belfort, une partie de la Lorraine et payer une contribution de guerre de cinq milliards (20 mai 1871).

Une formidable insurrection populaire, à la fois patriotique et révolutionnaire sociale, éclata à Paris sous les yeux même de l'ennemi (mars 1871) ; la « Commune » fut écrasée après que les troupes régulières eurent mis la capitale à feu et à sang.

L'Assemblée Nationale, élue en pleine guerre, vota en février 1875 la Constitution républicaine qui régit aujourd'hui la France : le pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés et au Sénat, le pouvoir exécutif au Président de la République élu pour sept ans par le Congrès des deux Chambres. Les ministres, nommés par le Président de la République, sont responsables devant le Parlement.

L'Europe de 1848 à nos jours. — On eût pu croire, en 1848, que l'absolutisme avait définitivement vécu en Europe centrale et occidentale, en France et ailleurs. Malheureusement, il n'en fut rien.

En Allemagne, le Parlement de Francfort se contenta de discuter mais n'agit point ; la force armée eut vite raison des émeutes qui éclatèrent un peu partout et une simple intervention policière dispersa le Parlement. L'Allemagne, ou Confédération germanique, allait bientôt être réunie à la Prusse et vivre le régime politique autocratique de cet Etat. La Prusse se releva vite après les guerres napoléoniennes et, lorsque Bismarck devint, en 1861, ministre du roi Guillaume I^er^, toute la politique prussienne tendit à réaliser, par la diplomatie et la guerre, l' « unité germanique ».

En 1864, Bismarck exigea du Danemark la cession du Schlesvig-Holstein : une médiation européenne avait, quelques années auparavant, empêché la Prusse de s'emparer de ces provinces. La guerre éclata : écrasés par la puissance du nombre, les Danois durent signer une paix qui leur enleva les terres convoitées par leur voisin (1864). Deux ans après, une guerre victorieuse contre l'Autriche dont les armées furent défaites à Sadowa, créa l'hégémonie prussienne en Allemagne (1866). Tous les Etats de la Confédération Germa-

nique se virent contraints de conclure avec la Prusse une alliance défensive et offensive. La guerre de 1870 réalisa l'unité définitive : en 1871, à Versailles, Guillaume Ier prit le titre de roi de Prusse et d'empereur d'Allemagne. Nous connaissons les graves événements internationaux qui suivirent la victoire prussienne et qui, après le Congrès de Berlin, en 1878, aboutirent à la conclusion de l'alliance franco-russe.

En Autriche, le Gouvernement réussit, lui aussi, à triompher de la révolution : l'empereur reprit d'assaut sa capitale et nous savons que l'intervention russe l'aida à écraser la révolte hongroise. La politique intérieure du pays ne cessa, depuis, d'être troublée par des luttes incessantes des diverses nationalités slaves et autres contre le pouvoir central.

Certains Etats italiens, comme Rome et Florence, avaient proclamé la République en 1848, mais l'Autriche, qui intervint de nouveau, écrasa, en 1849, les forces républicaines, et le despotisme monarchique fut rétabli partout dans les Etats italiens, sauf dans le Piémont dont le roi continua à gouverner le pays constitutionnellement. Le Piémont libéral était un espoir pour l'Italie avancée et une continuelle menace pour l'Autriche. En 1859, les Autrichiens envahirent ce pays. Mais la France intervint, et l'Autriche fut battue à Magenta et à Solférino (1859). Le traité de paix donna la Lombardie au Piémont.

Profitant de cette guerre, quelques autres provinces italiennes se soulevèrent contre Vienne et s'unirent au Piémont et à son roi. En 1860, Garibaldi appela Naples aux armes et, aidé par une armée piémontaise, s'empara de toute l'Italie du Sud. L'unité italienne était faite, mais Venise appartenait encore à l'Autriche, et Rome, grâce à une intervention française, au pouvoir temporel et spirituel du Pape. La diplomatie intelligente d'un homme d'Etat italien, Cavour, l'amitié prussienne valut, sans aucune guerre, la Vénétie à l'Italie (1866). En 1870, les armées de Victor-Emmanuel occupèrent Rome : le pouvoir temporel du pape passa au roi de l'Italie unifiée.

La Russie et l'Europe au XIXe siècle. — Nous avons vu l'influence que la Révolution de 1789 eut sur la Russie : l'histoire politique de cette nation, durant le XIXe siècle, se résume, comme celle des autres pays, dans un effort puissant vers la conquête des libertés fondamentales. Les principes de la Révolution aboutissent logiquement à la suppression des monarchies — en France, après deux vaines tentatives, la république s'est définitivement établie en 1871 ; elle fut proclamée tem-

porairement en Grèce, lors de la guerre d'indépendance ; dans certains Etats italiens, pendant la lutte contre l'Autriche et en Espagne, en 1873 — et nous savons que le régime républicain entra comme base de programme de nombreux partis politiques en Russie, dans les années 20, 60 et 80 du siècle dernier.

Depuis la Révolution française l'évolution des Etats européens tend vers un régime général républicain démocratique. La France, guide de l'Humanité jusqu'à ces jours dirigera-t-elle encore, dans cet Avenir nouveau, les Destinées matérielles et morales de l'Univers ? Existe-t-il un autre pays auquel sa tradition historique permettrait de collaborer avec l'immortelle France dans ce grand rôle de conductrice de l'Humanité ? Nous étudierons dans notre dernier chapitre : Le Destin Russe, la part possible que la Russie prendra dans l'Evolution de l'Histoire Humaine.

CHAPITRE XVII

LE DESTIN RUSSE

I

Comment nous définirons le Destin. — Avant d'aborder le problème du destin russe, il est nécessaire de définir le terme « destin » dans son acception philosophique vraie, afin d'éviter toute confusion. « Nous n'apprenons rien convenablement tant que nous n'avons pas appris le caractère symbolique de la vie. Les gens superficiels croient à la chance, les forts aux causes et aux effets. Ceux qui parlent trop du « destin », de leur étoile, sont à un niveau inférieur et dangereux, et invitent les maux qu'ils redoutent. Par leur propre volition, les âmes se dirigent vers le ciel et l'enfer ».

Ce « destin » inférieur et dangereux d'Emerson correspond à la Volonté Divine des fatalistes, aux coïncidences du Hasard des matérialistes. Mais il est un autre destin qui satisfait davantage la dignité de l'homme, reconnaît à l'Espèce Humaine la vertu de vouloir, de forger, de réaliser la Vie à laquelle Elle aspire.

Nous vivons pour le Bonheur ; le plein épanouissement de notre individualité, la réalisation la plus complète de notre « moi ». Ce qui représente la Vérité pour un individu la manifeste également pour une nation. La résultante de tous les « moi » des habitants originaires constitue l'esprit national Une nation doit donc se soumettre à la Discipline qui la conduira à la réalisation de son individualité nationale. Le développement en intégralité d'un Etre recherchant le Bonheur constitue une Fin, un Destin. Vivre intégralement selon son Esprit est pour une nation qui a trouvé sa Discipline, sa Loi de Conduite, une Fin, un Destin.

Quel est le Destin Russe ?

II

LE DESTIN NATIONAL RUSSE

Moscou. — Que le lecteur se rappelle les premiers temps de l'histoire du plus grand pays slave. Les Kniajestvos, ces principautés qui élisaient leurs kniaz et vivaient sous le régime des viétchés étaient des républiques démocratiques. Le peuple participait au Pouvoir par le droit de connaître et contrôler, approuver ou interdire tous les faits de la politique générale, intérieure et étrangère du pays. Evoquons le souvenir des Assemblées populaires de Kief, de Novgorod, pour ne parler que de ces deux villes ; souvenons-nous des Kievlianes refusant d'aller à la guerre voulue par leur prince et des novgorotsis demandant à leur kniaz de se retirer ou d'accepter la collaboration du haut fonctionnaire qu'ils ont élu. Nous avons vu des républiques puissantes se former, au Moyen Age, en Europe centrale et occidentale, mais, nées en des pays féodalisés, faites d'un peuple aux classes nettement différenciées, ce furent des républiques oligarchiques dont le régime, s'achevant dans le despotisme d'une famille noble ou le mercantilisme bourgeois, ne ressembla en rien aux libertés démocratiques de la Russie primitive.

Un danger redoutable menaça bientôt l'indépendance des kniajestvos libres : nous connaissons leur lutte contre l'Orient asiatique et l'Occident européen, leur agonie, leur lente résurrection. Moscou présida à ce réveil ; Moscou voulut et dirigea l'effort, Moscou prit l'épée, vécut de terribles épreuves, uniques dans l'histoire des villes du monde, connut le feu destructeur, le massacre, les dominations tatare et polonaise, succomba, reprit les armes, se redressa, anéantit l'ennemi étranger, brisa l'ennemi intérieur qui n'avait pas compris l'urgente nécessité de l'union et triompha en créant l'unité russe. La Foi, Force Spirituelle invincible, blindait l'énergie et disait à Moscou de persévérer. La centralisation, la concentration du Pouvoir dans cette ville devint, par la contrainte des événements, la condition même d'Indépendance, de Vie du Pays. Le tsarisme naquit.

Cependant, différence profonde entre la Russie originale et l'Occident sans cesse dominé par la tradition impérialiste romaine dans sa politique intérieure et extérieure, le tsarisme naissant ne brisa pas les liens qui unissaient le Peuple et l'Autorité et demeura en contact avec ses sujets : non seulement Ivan le Terrible convoqua le premier Zemski Sobor National élu, mais il donna le droit aux habitants des villes et des campagnes d'élire des starostes qui contrôleraient les namiéstniks du pouvoir.

Ce fut l'influence des idées occidentales germaniques et la peur de la pensée révolutionnaire française de 1789 qui firent évoluer le tsarisme du XIXe siècle, vers la forme autocratique, despotique, contraire à la tradition slave. Nous avons vu que le Pouvoir central se trouva contraint de revenir au principe de décentralisation, du « self gouvernment local », en instituant les zemstvos.

Le peuple ne s'habitue pas à la vie « légalisée ». — Le peuple ne put s'habituer à cette vie « légalisée », « fonctionnarisée » ; il refusa de subir le servage, seul moyen que l'Autorité possédait pour l'obliger à se soumettre à la loi du service militaire nécessaire à une époque où Moscou devait lutter pour son existence. La Russie était vaste, immense et ce fut la fuite des moujiks vers les steppes, les grandes solitudes où ils vécurent la vie de leur esprit indépendant, de leur âme pacifique, ce fut l' « exil » volontaire vers le « dikoie polié » (champs sauvages) où la mélancolie, la nostalgie du passé leur fit créer ces chants de Douleur et d'Espoir, de Détresse et de Joie de Vivre, pleins du besoin mystique, si russe, d'Infini et d'Eternel. Désormais l'histoire intérieure du pays fut faite, presque uniquement, de la lutte entre le Pouvoir et les habitants des « champs sauvages », la « golitba » unie aux Cosaques, ces autres « Indépendants » ne vivant que pour l'Amour, la Liberté et la Paix. Lorsque Moscou aura, par la conquête de tous les « champs sauvages », rendu impossible la vie libre des « golitvennikis » et des Cosaques, alors, sous une autre forme, plus redoutable encore, parce que plus disciplinée, plus organisée, la lutte reprendra, atteignant les proportions de véritables révolutions avec Stienka Razine, Pougatchef et toutes les incessantes révoltes paysannes du XIXe siècle.

Pierre le Grand, Catherine II, le tsarisme du XIXe siècle et le Destin Russe. — Pierre le Grand demeura dans la tradition slave russe, en restant le « tsar démocrate », dans l'acception philosophiquement la plus large de ce terme. Incarnant le

principe de l'Autorité et de la Discipline sans lesquelles un Etat tombe dans l'anarchie et la décadence, il traita avec une sévérité égale le noble et l'homme du peuple, imposa sa dure volonté aux dvorianes et aux ouvriers. Le tsar considérait tous ses sujets comme une famille dont il était le chef, il fut « le père du peuple ». Comme Elizavieta, sa fille, la « tsarine démocrate », il chantait les chansons nationales et dansait dans les campagnes avec les paysans et paysannes, prenait part avec eux aux fêtes du pays. Mais la dynastie des Romanof perdit bientôt de sa pureté slave. Après Pierre II, son sang se germanise et un conflit, où se joue le Destin National, naît avant Catherine II, s'approfondit après son grand règne et met aux prises le principe autocratique prussien et la tradition de liberté démocratique des Slaves russes.

Catherine II, bien qu'Allemande, reste en dehors du drame germano-slave qui se joua sur le trône de Petrograd. Elle devint russe de cœur, travailla à la grandeur de la Russie, prit pour exemple Pierre le Grand. Elle appartenait à cette race d'Etres qui sont les Enfants de Génie, la Gloire de la grande Patrie sans frontières, de l'Humanité. Son origine germanique se trahit cependant dans sa volonté de créer une classe privilégiée, d'élever le dvorianstvo aux droits d'un ordre dirigeant. C'était agir contrairement à l'évolution du peuple russe : on ne hiérarchise pas une Société par des décrets arbitraires et le noble russe ne s'était pas plus individualisé, comme représentant d'une classe, que le marchand, le paysan ou le propriétaire foncier pour mériter le droit de diriger le pays aux côtés du Pouvoir Suprême.

Paul, qui succéda à Catherine, fut un brutal à la mentalité d'un herzog prussien et le complot que délivra la Russie de ce tyran marqua le début de la lutte à mort entre le pays et la dynastie germano-slave régnante. Enfin, la belle figure d'Alexandre I^er^, le « sphinx enchanteur », son individualité soulève le problème du mysticisme de l'âme russe que nous essayerons de résoudre plus loin. L'esprit slave domine incontestablement chez ce tsar, et l'importance de son règne, de ses réformes, de la Guerre Nationale réside non dans la réalisation immédiate d'une Fin, mais dans la préparation des esprits au retour à la Voie Traditionnelle.

Nous ne nous arrêterons pas sur les règnes qui suivirent : le lecteur a jugé lui-même jusqu'à quel point les actes de Nicolas I^er^, d'Alexandre II ou d'Alexandre III ont été contraires ou favorables à la réalisation des besoins séculaires du pays. Disons, cependant, qu'Alexandre II nous semble plus coupable

qu'Alexandre I. Les terribles responsabilités provenant de la guerre napoléonienne purent déséquilibrer la mentalité mystique de ce dernier, déséquilibre qui lui interdit d'achever son œuvre ; cependant qu'Alexandre II, dont les réformes prouvent qu'il eut, toute sa vie, conscience des aspirations de la nation, demeure d'autant plus condamnable de n'avoir pas voulu suivre les conseils et les avertissements donnés autour de lui. L'assassinat de ce tsar n'ouvrit pas les yeux à Alexandre III ni à son fils Nicolas II.

Nous avons vu qu'à la veille même des réformes d'Alexandre II, deux grands mouvements, l'école « slavophile » et l'école « occidentaliste » se disputèrent l'honneur de remettre ou de conduire la Russie dans la Voie réalisatrice de ses aspirations profondes. La vérité des deux doctrines, envisagée au point de vue du Destin National Russe, nous permettra de mieux faire comprendre celui-ci.

« Zapadnikis » et slavophiles. — Les « zapadnikis » (de zapad, occident) soutenaient qu'avant Pierre le Grand la Russie n'avait été qu'un pays barbare, sans individualité propre, et que, seule, son européanisation, son occidentalisation, le travail d'assimilation de la culture étrangère qu'elle commença avec ce grand règne, lui permit de devenir une nation civilisée. Les « slavophiles » croyaient, au contraire, que l'œuvre de Pierre fut néfaste au pays, faisant perdre aux Russes la voie droite de leur Destin.

La Russie fut-elle un pays « barbare » avant Pierre le Grand ? Non, si nous appelons « barbare » toute individualité humaine ou nationale inconsciente de son Destin. Et comment un homme peut-il parvenir à cette connaissance nécessaire à la pleine réalisation de lui-même ? Par l'instruction et l'éducation ? L'instruction élargit les horizons, fait tomber des voiles grâce à l'étude, la comparaison, l'analyse, la synthèse. L'éducation permet d'évoluer dans le discernement du bien et du mal, de vivre la dignité du plus élevé dans la hiérarchie des êtres vivants. Une individualité humaine ou nationale est d'autant plus « civilisée » qu'elle est plus éduquée et plus instruite.

L'Instruction et l'Education chez les. — Considérons, tout d'abord, le problème de la « barbarie » russe sous le rapport de l'instruction et prenons la France comme individualité type représentant l'Europe opposée à la Russie. On peut dire que, pour les classes du peuple, le niveau reste le même jusqu'au XIX[e] siècle. Lorsque le Gouvernement français institua l'ins-

truction obligatoire, l'état comparatif monta très rapidement en faveur de la France. Que signifie cette différence ? La Russie n'a-t-elle pas conscience de la nécessité de s' « instruire » ? Son histoire prouve le contraire. Et même le Pouvoir Central a élargi le principe de l'instruction en l'étendant aux femmes, bien avant l'Autorité française.

Dans son instruction, le peuple russe a donc à peine plus d'un demi-siècle de retard ; vu la superficie de l'Etat, son immensité, l'éloignement de très nombreux centres d'habitation des voies de communications encore rares, l'instruction se répand en Russie plus lentement, plus difficilement qu'en France. Quant aux classes « supérieures », « intellectuelles », des statistiques de nombreux auteurs compétents accordent l'avantage à l' « intelligentsia » russe. Nous constaterons ici simplement que la femme russe fut mathématicienne, médecin, avocat, lettrée bien avant la Française ; l'initiative ne vint pas du Gouvernement : la volonté de la femme créa un courant de Vie, « loi » que dut « sanctionner » l'Autorité.

Comment envisagerons-nous le problème plus complexe de l'Education russe. L'éducation, telle que nous l'avons définie, signifie l'effort vers l'Equilibre. On peut appeler politique nationale équilibrée celle qui aboutit à la réalisation du Destin du pays avec le minimum de heurts, de convulsions, en évolution lente et sage. Dans ce sens, la nation la plus « éduquée » en Europe est l'Angleterre — nous l'avons montré plus d'une fois au cours de cet ouvrage — et la moins « éduquée « l'Allemagne, ou plutôt « les Allemagnes » réunies tout récemment à la Prusse au nom de la force militaire brutale. La France et la Russie se trouvent, historiquement, dans un mode intermédiaire d'évolution : toutes deux ont connu, au cours des siècles, l'anarchie ; toutes deux ont vécu des époques de transformations lentes et de grandes crises révolutionnaires. Mais, à cet égard aussi, la France trouva plus tôt que sa grande sœur slave le régime qui l'a rapprochée de son équilibre national. Cependant, malgré ces analogies, l' « éducation » de l'individualité française se distingue profondément de celle de l'individualité russe. On saisira mieux cette différence en prenant pour exemple les causes qui provoquèrent, en France, l'époque anarchique des guerres de Religion, en Russie le « Smoutnoie Vremia » (l'Epoque Trouble) et leurs conséquences.

Les Guerres de Religion et l'Education Française. — Ces deux moments furent des crises de formation. En France, il

faut rechercher l'origine de cette période critique dans la lutte de l'autorité monarchique naissante contre les prétentions de la Papauté, dans l'affaiblisement des classes déjà individualisées, bourgeoise, noble et ecclésiastique, amoindrissement dû aux horreurs de la Guerre de Cent Ans, enfin dans l'intolérance religieuse qui, en Occident, s'est manifestée de tous temps, et jusqu'à notre époque, sur tous les degrés de l'échelle sociale. Aucune des trois classes nommées ne se trouva à la hauteur de la situation, aucune ne connut la Dignité ; aussi la Monarchie qui, elle aussi, avait failli à sa tâche, en sombrant dans l'intrigue et le crime, put-elle devenir absolue. Cet absolutisme était contraire à l'équilibre français indiqué déjà par l'état passé des choses : participation au Pouvoir, grâce aux Etats-Généraux, du Clergé, de la Noblesse et de la Bourgeoisie.

Les conséquences de l'anarchie des guerres religieuses se firent sentir jusqu'à la Révolution de 1789, autre crise grandiose qui permit à la France, après un siècle de nouveaux efforts, de devenir la république bourgeoise à tendances démocratiques d'aujourd'hui. Nous disons « bourgeoise », car c'est la bourgeoisie du Moyen Age, d'Etienne Marcel, de l'Encyclopédie, de 1830 et de 1848, qui, individualisée, gouverne la France depuis 1875.

On peut donc dire que l' « Education » française, en vue de l'accomplissement du Destin, tel que nous l'avons défini, ne trouva son « point d'appui » qu'en 1789 et son début de réalisation profonde qu'avec la Constitution de 1875.

L' « Epoque Trouble » et l'Education Russe. — En Russie, la centralisation monarchique était un fait acompli au moment où commença le « Smoutnoie Vremia ». Mais le tsarisme « nécessaire » ne rompit pas, nous le savons, avec « la Tradition Nationale ». Qui furent les premiers tsars ? Des kniaz de Moscou. Or, contrairement à ce qui se passait en France, l'autorité — les kniaz des villes russes — représenta l'unique force organisée, individualisée, travaillant à Kief, à Novgorod, à Vladimir, à Moscou, à la réalisation du Destin National russe et de son Destin Spirituel. Là où se manifeste l' « individualisation » se réalise aussi l' « Education ». La Russie connut donc l' « Education » dès le Moyen Age, et, en étudiant son Destin Spirituel, nous verrons comment elle le prépara par ses kniaz et par l'Eglise dont nous connaissons déjà le rôle avant l' « Epoque Trouble ».

Autre différence. Le « Smoutnoie Vremia » s'explique pres-

que uniquement par l'état d'âme populaire, la mentalité mystique du Russe : c'est un problème « psychologique » dans son essence et non « politique » comme les Guerres de Religion en France. L' « Epoque Trouble » est due au « trouble », au désarroi dans lequel se trouva l'esprit, l'âme du peuple au lendemain de la privation de ses libertés traditionnelles par l'autorité tsariste naissante. Le « Zemski Sobor », le droit d'élire des starostes pour contrôler les actes des fonctionnaires du Pouvoir, c'était bien, mais trop « lointain », trop « abstrait », trop représentatif d'une Force, d'une Volonté plus puissante par ses moyens que la Force, la Volonté du peuple. Se réunir sur la grande place de la ville, s'assembler en viétchés, élire le kniaz, décider de la guerre et de la paix avait été la réalité tangible, la Vie. Maintenant le tsar s'éloignait, force presque invisible, dans une capitale unique, dans « sa » ville, « Dieu » caché dont le désir devenait déjà loi. Or le peuple ne connaissait qu'un « Dieu » dont la Volonté fût souveraine, celui de l'Eglise. Il ne pouvait donc avoir aucune confiance en les paroles, les promesses, les justifications, les ordres venus de Moscou. Que le lecteur se souvienne de tous les événements de cette triste époque et il comprendra que la « crédulité » du Russe eut pour cause sa grande défiance vis-à-vis de l'Autorité. Ce fut cette « crédulité » qui rendit possible tout le drame.

On sait comment Moscou, que nous pourrions décidément appeler la cité martyre du Destin Russe sauva de nouveau la Russie du péril intérieur et étranger. Mais la Ville Sainte ne fut à cette époque que la force matérielle de l'âme spirituelle que représentait l'Eglise : nous connaissons l'action, l'influence de celle-ci.

La crise « psychologique » vécue, dominée, la Russie — contrairement encore à ce qui eut lieu en France où l'évolution tendit vers l'absolutisme — revint au tsarisme en élisant son Souverain. Tant que des Russes gouvernèrent le pays, l' « Education » de la Russie ne se trouva point contrecarrée.

L'étudiant saura lui-même tirer des faits ces conclusions : l' « Education » française est d'ordre politique-rationnel, l' « Education » russe d'ordre politique-mystique. La France, vu ce caractère politique-rationnel, trouva le point d'appui pour la réalisation de son Destin avec le triomphe de la classe bourgeoise, cependant que la Russie, à cause du caractère mystique de son « Education » cherche encore ce point d'appui nécessaire à l'accomplissement de sa Destinée propre.

La culture « occidentale » et la Russie. — Précisons, tout d'abord, le rôle de Pierre le Grand, cette individualité de génie dont l'œuvre servit de base à la controverse engagée par les slavophiles et les occidentalistes. Dans son effort considérable pour instruire et éduquer le peuple russe, le grand tsar ne fit que suivre la voie tracée par les kniaz et les tsars, ses prédécesseurs. Il doit donc être uniquement considéré comme un continuateur, mais, vu ses dons personnels, un être d'autant plus dur dans ses moyens et plus inflexible dans sa volonté de se voir obéi que lui-même se pliait à ce qu'il considérait comme un devoir : s'instruire en parcourant l'Europe, simple ouvrier.

Y eut-il en Russie assimilation vraie de la culture occidentale et celle-ci influa-t-elle sur le travail de réalisation du Destin National russe ? Il n'y eut pas assimilation, le contact direct des deux « destins » n'exista même pas : le peuple russe, la masse profonde du pays vécut sans mélange, sans appropriation aucune, sa vie individuelle. Les choses, il est vrai, se passèrent autrement pour les classes « supérieures ». L'Eglise, sous l'influence uniquement morale et religieuse de Byzance, veillait sur le Destin Spirituel de la Russie et ne cessa de repousser tout accord avec Rome qui, pour elle, représentait la civilisation occidentale.

Hormis certains grands noms que le lecteur connaît et quelques centaines de dvorianes envoyés à l'étranger par les tsars, les classes « supérieures » connurent réellement l'Occident bien après Pierre le Grand : Elizabeth et Catherine II ne furent encore que des pionniers. L'œuvre se fit sous Alexandre I^er^, au retour de l'armée russe qui avait envahi la France. L'enthousiasme de l'intellectualité russe monta à un degré tel qu'il provoqua l'exagération « occidentaliste » et, par contrecoup, l'exagération « slavophile ». Les mouvements révolutionnaires de tout le dernier siècle prennent surtout la France comme exemple, tandis que l'Autocratie se germanise de plus en plus ; les révolutions de 1905 et de 1917 se réclament encore de 1789.

L'exagération des deux écoles « occidentaliste » et « slavophile » tient aussi à la cause suivante : l' « Histoire » russe ne faisait que naître et devant l'éblouissement produit par la culture française, la majorité des intellectuels russes, encore non suffisamment instruits et éduqués quant au Destin mystique de leur patrie, se dégageant de son « Histoire », crurent

de suite à la « supériorité » incontestable de la France et à l' « infériorité barbare » de la Russie. Depuis, l' « équilibre » commence à faire place à l' « exagération » et, tout en accordant à la France le titre d' « éducatrice aînée », les Russes conscients des distinctions travaillent désormais à la réalisation des Fins Nationales propres à la Russie.

Le triomphe de l'influence germanique : le bolchevisme. — Nous achevons cet ouvrage à un moment de l'histoire où toutes les forces ténébreuses semblent s'acharner sur la Russie pour anéantir l'œuvre des siècles. La guerre mondiale de 1914 était loin d'être achevée qu'un gouvernement de trahison s'installait à Petrograd, abandonnant la cause des Alliés, oubliant l'effort séculaire de la Russie une et indivisible pour affranchir de la domination austro-germanique toutes les nations slaves et supprimant d'un trait de plume à Brest-Litowsk (mars 1918) les résultats acquis par le plus grand peuple européen pour délivrer la patrie d'un joug, qui, pendant près de deux siècles, pesa si lourdement sur son Destin.

Le gouvernement de Lénine et de Trotski a livré la Russie à l'Allemagne. Tous les grands termes de « pacifisme », de « soviétisme », de « communisme » que le mot unique « bolchevik » semble avoir synthétisés et qui paraissaient correspondre à un régime nouveau, à une organisation politique, sociale et même morale répondant à une évolution nationale plus profonde, ont uniquement servi à dissimuler un des plus abominables crimes que l'histoire connaisse. Le « bolchevisme », d'ailleurs, ne représente pas un corps de doctrines où se formuleraient surtout les revendications « maxima » dans le domaine économique. L'origine de ce terme est plus insignifiante.

Le parti social-démocrate russe était né à la fin du siècle dernier, après la défaite de la « Narodnaïa Volia » (parti de la « Volonté du Peuple »). Deux tendances s'accusèrent très vite et très nettement : l'une politico-économique, européenne, l'autre politique, maximaliste révolutionnaire ; Plekhanof représentait la première, Lénine la seconde. Au Congrès de 1903, une rupture eut lieu entre les deux groupements. La « majorité » fortuite suivit d'abord Plekhanof puis se déclara pour Lénine. Ceux qui venaient de triompher d'une manière tout accidentelle, d'ailleurs, furent appelés « bolcheviks » (mot provenant de « bolchinstvo », majorité. « Bolchevik » signifie « majoritaire », par opposition à « mienchevik » « minoritaire »). Les

« majoritaires » de 1903 furent défaitistes et germanophiles en 1914, et devinrent communistes en 1918.

Lénine et Trotski ont trahi la Russie en pleine guerre. Les preuves abondent. Parmi les nombreux documents qui ont paru dans les diverses publications mondiales et qui peuvent servir de témoignages irrécusables de la trahison bolcheviste « l'historien futur devra prendre connaissance tout d'abord des trois catégories suivantes de pièces à conviction », écrit Eugène Semenoff dans un grand quotidien russe à Paris, les « Posliédnié Novosti » de P. Milioukof.

« *Première catégorie*. Documents-pièces originales ou copies qui doivent se trouver dans les différents bureaux et sections de l'état-major général allemand (*Central Abtheilung Nachrichten Bureau*, Section R, ou M. R. ou G. Ch. de la Marine). — *Seconde catégorie*. Documents se trouvant dans les archives de la Banque Impériale Allemande et de certains de ses agents et correspondants à l'étranger (à Stockholm par exemple). — *Troisième catégorie*. Documents parus dans la presse de Copenhague, dans le « Vorwaerts », le « Berliner Tageblatt » et surtout la brochure américaine publiée en octobre 1918 par le « *Committee on public information* » sous le titre de « *The German-Bolschevik Conspiracy* ».

« C'est moi qui ai remis à Edgar Sisson, en février 1918, toutes les pièces faisant partie de cette brochure. Il était venu me voir de la part de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Francis. Je suis garant de l'authenticité de ces documents. »

Les documents donnés par Eugène Semenoff à Edgar Sisson furent ensuite transmis par le « *Committee on public information* » au « *Département National des Etudes historiques* » à Washington afin qu'une commission spéciale en vérifiât l'authenticité. La commission nommée par ce Département « n'hésita pas, après une étude approfondie, à déclarer qu'il n'y avait aucun motif de douter de l'exactitude ou de l'authenticité des 53 premiers documents sur les 70 qui lui avaient été remis. Elle ne pouvait se prononcer avec confiance sur les 17 dernières pièces, traductions russes d'originaux presque tous rédigés en langue allemande ».

Notons ce fait historique important. Dès qu'Edgar Sisson eut reçu les documents en question, il envoya à Washington des dépêches chiffrées qui firent revenir le président Wilson sur sa décision de reconnaître le gouvernement bolchevik.

Nous ne pouvons ici nous étendre davantage sur l'historique

des événements des trois dernières années. La Russie traverse des heures redoutables ; elle se relèvera certainement, nous pouvons l'affirmer, non seulement parce que nous l'avons vue, au cours des siècles, se redresser après avoir triomphé de crises aussi terribles, presque mortelles, mais aussi parce qu'il est impossible de douter des forces humaines de raison et de justice. Seul l'historien de demain sera à même de porter un jugement définitif sur le régime « bolchevik » et ce qui aura pu lui survivre dans le domaine économique et social. Nous, les contemporains, qui avons vu le Destin russe trahi à Brest-Litovsk avec la Cause Humaine en lutte contre le germanisme rétrograde et oppresseur et qui frémissons d'épouvante aux récits des horreurs commises en Russie par les serviteurs de l'Allemagne — nous ne pouvons que condamner un gouvernement né dans l'opprobre et suivant, sur le terrain économique et social, l'exemple politique du tsarisme germanisant : asservir le grand pays slave à des formes de vie contraires à son développement, à son expansion libres et naturelles.

D'ailleurs, les bolcheviks qui gardent le pouvoir dans le vaste empire sont déjà contraints à renoncer au communisme et à revenir, malgré eux, à un régime plus stable, économique et social et à une direction politique plus conforme aux nécessités vitales d'un grand pays civilisé.

Le Destin National russe. — La non-individualisation historique des classes de la société rend la Russie le pays le plus démocratique du monde. La vie du peuple, son évolution séculaire, ses luttes, sa souffrance et son effort disent son invincible et constante aspiration vers un régime d'« indépendance locale », de « self-government », de décentralisation. Le tsarisme, né de la contrainte des faits d'une époque et *du choix du peuple*, évoluant vers l'absolutisme, se germanisant, n'a pas su rester une « institution nationale », selon la tradition des kniajestvos, c'est pourquoi il a disparu. La monarchie ou la république russe de demain sera, à l'heure de l'organisation libre de la nation, une grande démocratie à large décentralisation politique, économique et sociale.

III

LE DESTIN INTERNATIONAL RUSSE

Les Slaves russes et leurs voisins. — Le problème du Destin international russe se présente sous un double aspect : celui des rapports de la Russie avec les autres nations slaves de l'Europe et celui de sa conduite vis-à-vis des « non russes » (nous ne disons pas des « non-slaves ») qui ont subi les lois unificatrices du tsarisme.

Le premier aspect du problème pose l'importante question historique suivante : pourquoi la Russie doit-elle forger l'unité des Slaves européens et réaliser ainsi le Destin international slave ?

Alors que le germanisme, presque dès le début du Moyen Age, exterminait ou réduisait en esclavage les « slavianiés » du nord-est et du centre de l'Europe, tandis que, plus tard, l'Islam jetait le poids de son joug féroce sur les Balkans slaves, seuls les Polonais et les Russes, nous l'avons vu, purent échapper à cette odieuse dépendance. Le cours de l'histoire montra l'incapacité totale de la Pologne de constituer un Etat-individualité, fier et fort d'une indépendance organisée sur d'inébranlables bases politiques et sociales. Et l'anarchie constante qui résulta de ce vice grave conduisit les Polonais — nous savons comment — à devenir les auxiliaires conscients ou inconscients des Ordres Germaniques et, plus tard, du germanisme, lorsqu'ils voulurent conquérir Moscou, la puissante citadelle du slavisme, l'espoir des Slaves opprimés par l'étranger austro-allemand ou turc, la Ville Sainte de la race. Moscou, cité martyre du Destin national russe, devint aussi la ville martyre des Fins internationales slaves : après avoir vécu l'outrage mongol, elle chassa l'ennemi asiatique, assurant ainsi son existence ; après avoir subi l'insulte polonaise, elle brisa définitivement la force de la « *Riétch Pospolitaïa* » atteignant ainsi indirectement la puissance germanique. Certes, ce fut Pétersbourg qui, avec Pierre le Grand et Catherine II, ne cessa de nourrir les espérances profondes des Slaves opprimés en Europe ; mais, seule, Moscou brûla et triompha en 1812 lorsque le Destin russe se

trouva de nouveau en danger. Avec l'affranchissement des Balkans, au XIXe siècle, Pétersbourg ne fit que jouir des résultats que Moscou voulut, prépara et pour lesquels la Cité Sainte lutta, souffrit, endura les épreuves les plus dures.

La Russie a libéré les Slaves des Balkans. Le bolchevisme lui a interdit d'achever l'œuvre séculaire en affranchissant, avec la grande guerre, grâce au concours des Alliés, les Slaves subissant encore le joug germanique. Cependant, au lendemain de l'avènement définitif de la race slave à la Liberté, celle-ci devra s'unifier, et c'est la Russie qui présidera à cette unification.

Autonomie et Fédération en Russie. Fédération Slave. — Nous avons montré, en étudiant le Destin national de la Russie, que l'évolution du pays tendait vers le système du self-government, de l'autonomie locale toujours plus large. Cette décentralisation, rendue nécessaire par l'immensité du territoire et l'accroissement de la population devra s'étendre, en prenant le nom d'autonomie, à ces plus grandes régions particulières habitées par des Slaves ou des « non-russes », de religions, de langues, de traditions diverses, commme l'Ukraine, la Pologne, la Finlande, et aussi à ces anciennes provinces russes devenues des unités politiques (états indépendants) comme la Lithuanie, la Lettonie, l'Esthonie, la Géorgie.

Certes, pour tout russe conscient, soit patriote nationaliste, soit démocrate, les problèmes polonais et finlandais sont hors de question. Evidemment, aussi, pour la Pologne, l'avenir de la Russie Blanche et surtout le destin de la Galicie et d'autres provinces restent en suspens.

Nous sommes sûrs que la Russie, à l'époque de sa résurrection, imposera aux parties intéressées et à l'Europe civilisée toute entière (Ligue des Nations), les solutions les plus justes tant historiques que politico-sociales. L'ère de ces décisions semble naître déjà, comme par exemple, pour la Galicie orientale. Ainsi nous citons ici le Statut de cette région tel que l'a formulé la Conférence de Prague (juin 1922) ;

« La Commission est d'avis qu'en raison de la personnalité propre qui lui a été reconnue par les Puissances alliées et associées et par la Société des Nations dans les délibérations poursuivies par elle à ce sujet, il y a lieu de considérer la Galicie Orientale (Ukraine Occidentale) comme un pays distinct. »

Sans vouloir prendre parti dans le procès séculaire des deux peuples frères, slaves polonais et russe, et demeurant sur les

hauteurs objectives d'un historien, nous trouvons le travail commencé par la Ligue des Nations comme la meilleure voie à suivre. Quant aux autres pays, de formation plus récente, nous croyons très-sage leur reconnaissance par les grandes nations et nous partageons la certitude de ceux qui considèrent la fédération de ces pays comme la solution la plus juste et la plus avantageuse, pour la Russie et pour eux.

Pour ce qui est, enfin, du problème de la Fédération Slave en Europe, tel qu'il se posait avant la grande guerre, les changements survenus et les nouvelles conditions géographiques, ethniques, politiques et sociales sont telles que cette question purement théorique doit être remise à un avenir très éloigné. La Ligue des Nations, si elle se réalise, la résoudra peut-être un jour.

Le problème de Tsargrad. — Le développement économique de la Russie est impossible sans le droit pour ce pays de franchir en liberté et à volonté les Détroits qui conduisent de la Mer Noire en Méditerranée. Le problème fut lié à l'organisation future de la Société européenne et deux solutions se présentaient à l'époque d'avant-guerre : l'internationalisation de Constantinople ou sa possession par la Russie. Le Destin international slave étant lié à la grandeur de la Russie, cette communauté d'intérêts permet aux Slaves balkaniques qui ont aspiré, comme les Russes, dès le VII^e^-IX^e^ siècles, à la possession de Tsargrad, d'accepter, le cas échéant, l'occupation, par la Russie, de cette ville, berceau de la culture russe.

La solution du problème n'est pas aussi simple qu'elle le paraît à tous ceux qui restent indifférents au destin russe et qui décident du sort des peuples et des pays, malgré leur ignorance totale de la question. La guerre mondiale, la révolution russe, les événements qui suivirent les victoires de Kemal Pacha ont transformé tous les aspects du problème tel qu'il se posait avant 1914. Une nouvelle Conférence d'Orient devra établir le futur Statut balkanique et décider du sort de Tsargrad.

Si l'Europe parvient au régime, qui rendra désormais toute guerre impossible, des tribunaux d'arbitrage obligatoire et du désarmement, la Russie peut consentir à l'internationalisation de Tsargrad. Mais si le système militariste actuel ne se transforme pas, on commettrait une faute grave contre le Destin russe en rompant avec la politique du passé des kniaz et des tsars tendant à l'occupation de l'ancienne Byzance, en vue de la réalisation de l'équilibre intégral russe. La possession de Constantinople par les Russes est une question au moins

aussi importante pour la Russie que celle du maintien des forces anglaises à Gibraltar.

Milioukoff, historien, ancien ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire (1917), écrit dans son grand quotidien de Paris (*Posliédné Novosti*) que les bolcheviks, capables de tous les abandons pour garder le pouvoir ne demandent à la Turquie que la liberté commerciale des Détroits. Or, d'après Milioukoff, le problème réside dans le droit de passage pour la marine de guerre russe. La Russie ne peut oublier que pendant la guerre russo-japonaise, la meilleure moitié de sa flotte resta emprisonnée dans la Mer Noire, ce qui permit à l'ennemi de détruire l'autre moitié. La question des « mandats », des « zones neutres », du rôle de la Ligue des Nations ne pourra être résolue que le jour où sera fixée une solution satisfaisante pour la Russie d'un problème vital pour elle, problème que les bolcheviks semblent prêts à sacrifier.

IV

LE DESTIN SPIRITUEL RUSSE

Rationalisme et mysticisme. — Le Destin moral est la réalisation de l'esprit d'une individualité humaine ou nationale qui tend vers cette Fin selon une règle de conduite choisie, voulue et poursuivie en toute conscience. La Russie a-t-elle connu, dès le début de son histoire, son Destin spirituel, dans quelle mesure l'a-t-elle préparé, au cours des siècles, par la vertu de ses grands hommes et quel avenir ce Destin lui réserve-t-il ? Tel est le dernier problème que nous voulons tenter de résoudre.

Deux facultés président à toutes les manifestations qui constituent la vie intégrale de l'Etre humain : la Raison, le Sentiment. Le Jugement qui naît de la raison, l'intuition qui part du sentiment servent, en union, à l'acquisition de la Connaissance. Or, la connaissance est l'Idée de l'Inconnu. Pour la possession de cette Idée, l'homme a, de tous temps, voulu intensifier son sentiment, développer sa raison. La Raison développée, admise comme base de la vie intégrale individuelle

ou nationale, mène au rationalisme, le Sentiment intensifié devenu règle de conduite aboutit au mysticisme. Il y a donc les mystiques et les rationalistes : les premiers obéissent aux impulsions du cœur, les derniers se soumettent aux freins de la pensée ; ceux-là se donnent, ceux-ci se réservent ; aux hommes d'intuition la vérité se découvre par la révélation subite, les hommes de jugement la découvrent par l'effort patient ; sont de nature rationaliste ceux que la vie porte à évoluer leur faculté raisonnable par la méditation logique, sont de nature mystique ceux que la vie pousse à intensifier leur faculté intuitive par la méditation contemplative. Ceux qui se réservent — les rationalistes — vivent le principe de l'utilitarisme, égoïsme sage et parfois noble. Ceux qui se donnent — les mystiques — vivent la loi de l'amour.

En étudiant le Destin national russe et choisissant la France comme Individualité-type représentant l'Occident opposé à la Russie, nous avons écrit : l'« Education » française est d'ordre politique — rationnel, l'« Education » russe d'ordre politique — moral — mystique. L'étudiant aura pu déduire lui-même cette conclusion des parallèles que nous avons essayé d'établir, au cours de cet ouvrage, entre la Russie et l'Europe. Pour aboutir aux conclusions générales concernant le Destin spirituel russe, nous allons rapidement examiner comment la Russie manifeste, à travers les siècles, sa vertu morale, mystique, dans la vie de son peuple, de son Eglise, de ses grandes individualités.

Le peuple russe aux grandes époques de son histoire. — Comment se comporta le peuple russe aux grandes époques de son Histoire : la conversion à l'orthodoxie grecque après la disparition de l'hébraïsme des koganes khozards et l'abandon du paganisme, l'invasion mongole, le « Smoutnoie Vremia », le règne du Grand Pierre, l'invasion napoléonienne ?

Le lecteur se souvient des difficultés que rencontrèrent les prêtres chrétiens pour propager leur religion ; il se rappelle leurs plaintes au sujet de l'impiété du peuple qui se rendait rarement à l'église. Le christianisme ne réussit pas à dépeupler l'imagination du Russe de tous les esprits « vus », « sentis » et « entendus » dans l'invisible. Les siècles passèrent et le cosaque chevauchant dans la steppe, le moujik assis sur la cheminée attiédie de l'isba, le pêcheur jetant son filet dans les eaux ou le chasseur traversant les forêts ne cessa jamais, quelle que fût sa ferveur chrétienne, de « voir », « d'entendre », de craindre les puissances hostiles ou d'invoquer les esprits

bienfaisants des bois, des sources ou du foyer. En longue méditation contemplative devant le feu de l'âtre, le bruissement des arbres, le clapotis de l'onde, le Russe vécut souvent avec les « forces » éternelles qui, « à côté » du Christ, protégeaient ou menaçaient la « Sainte » Mère Russie.

Ces contemplations silencieuses enrichirent le sentiment populaire par une compréhension plus profonde de l'âme de la nature, et une « fusion » s'opéra entre cette âme et le cœur du Russe. De belles pages de poètes et de prosateurs du pays chantent cette union mystique de l'Homme et de la Nature.

Lorsque la Russie connut les horreurs sanglantes des invasions tatares, le peuple, par centaines, par milliers d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants se réfugia dans les monastères : non seulement parce que ces lieux représentaient un asile sacré inviolable — les khans ne manifestèrent leur tolérance que plus tard — non seulement parce que le respect, l'amour, la vénération inspirés par les moines, grâce à leur vie sainte, leur donnaient une autorité qui faisait d'eux, aux yeux du peuple, les seuls protecteurs et sauveurs de la Sainte Russie, mais parce que les Russes pensaient expier, racheter les fautes, les péchés du passé. Le pardon et le salut par l'expiation, tel fut le cri du peuple, le chant, la prière des écrivains religieux de l'époque.

Le peuple russe recherche l'Amour et la Paix. — Que le lecteur se rappelle encore l'état d'âme populaire durant le « Smoutnoie Vremia » et le siècle qui va de cette triste période à l'avènement de Pierre le Grand. Evoquons la « golitba », la fuite du peuple dans les steppes, dans les « champs sauvages ». On serait presque tenté de dire que la masse fuyait le « rationalisme » de la centralisation du pouvoir, pour continuer à vivre sa loi « mystique », sa loi d'Amour dans la Liberté et la Paix des solitudes muettes qui appellent la méditation contemplative. Les Russes ont fui, de même, pendant des siècles, le service militaire : celui-ci ne pouvait être qu'une servitude intolérable, atroce pour des « contemplatifs ». Et cependant, aux époques critiques, lorsque la religion et la liberté — la religion et la liberté plus que la patrie — se trouvèrent menacés, le peuple sut prendre les armes et vaincre, sans armée régulière, l'ennemi tatare, polonais, germanique, turc.

En 1812, aux heures de la tragédie napoléonienne, ce ne furent, parmi le peuple, qu'entretiens sur les signes du ciel, prédictions sinistres, terreurs, sombres visions, lecture des Evangiles et de l'Apocalypse, calculs de chiffres apocalytiques,

et la force morale qui anima les soldats réguliers et les corps de partisans de la Guerre Patriotique grandit encore avec la certitude que tous avaient de combattre « la Bête », l' « Antechrist ». Tolstoï dépeint admirablement cet état d'âme dans « La Guerre et la Paix ».

Le rôle de l'Eglise. — Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur la conduite de l'Eglise. Nous avons eu maintes fois l'occasino, en étudiant les différentes étapes de la vie historique du pays, d'étudier les rapports de l'Eglise et du peuple russes. En les comparant aux relations de Rome avec l'Occident, le lecteur saisira avec plus de force — nous lui en avons donné les moyens — la vérité de notre point de vue philosophique : la loi de l'Utilitarisme — les intérêts en lutte — constitue la base de la vie de l'Occident, même religieuse ; la loi de l'Amour — adoucissant ou supprimant les conflits — forme la base de la vie mystique russe.

Parce que la conduite de Rome fut toujours d'ordre politique — rationnel — les noblesses, les bourgeoisies, les peuples occidentaux considérèrent les ecclésiastiques comme une « classe », et les guerres de religion (pour prendre cet unique exemple des rapports de l'Eglise romaine avec les Sociétés occidentales) furent un long épisode sanglant de la lutte des intérêts de familles, de classes, de nations dont nous parlions plus haut.

Rien de semblable ne pouvait se produire en Russie. Nous savons qu'aux heures des crises profondes qui bouleversèrent et mirent en danger l'existence du pays, l'Eglise et le peuple demeurèrent étroitement unis, et cette union, fortifiée par l'influence éducatrice des moines et des gens d'Eglise, sauva plus d'une fois la Russie.

La vie des grandes individualités russes va nous permettre de découvrir mieux encore l'Ame russe à travers la manifestation, dans toute sa force, de la Loi d'Amour qui forgera le Destin spirituel russe.

Les premiers maîtres de la loi morale russe. — L'originalité de l'âme russe se manifeste dans la discipline intérieure, les épreuves volontairement subies des êtres d'élite, elle se trouve dans le respect voulu pour la force morale supérieure, l'obéissance librement acceptée, la soumission intelligente à l'autorité spirituelle qui appartient au plus puissant dans la science de l'empire sur les passions, dans la vertu éduquée du perfectionnement de soi-même. Le souci constant de se perfectionner, l'éducation de l'individualité humaine fut l'effort vécu et

conseillé par les premiers maîtres de la loi spirituelle russe : Phéodossi, Monomaque, Serge, Cyrille et de nombreux autres moines, fondateurs de monastères, véritables saints qui pratiquèrent la loi du redressement de soi-même. L'autorité morale se trouva conférée, naturellement, sans décret ni ordre, à ces êtres d'élite dont les kniaz et les premiers tsars recherchèrent toujours l'appui, le conseil. Et l'étudiant se souvient aussi que les Maîtres du pouvoir achevèrent souvent leur vie parmi ces Sages dont la volonté avait été de vivre sans faiblesse les préceptes évangéliques. Qu'il se rappelle encore ce dédoublement tragique de l'âme d'Ivan le Terrible et il comprendra les profonds ravages produits par le déséquilibre sur un esprit mystique essayant, aux heures de conscience, de se justifier, et écoutant les conseils du « plus sage » que lui. Que dire enfin de ce tsar moscovite qui partagea le pouvoir avec son père dont il reconnaissait le mérite plus grand, exemple unique dans l'Histoire.

Pierre le Grand et la Loi morale. — Arrivons au tsar Pierre. De prime abord, on pourrait refuser le mérite d'avoir été un disciple de la Loi d'Amour à cet empereur qui bâtonnait des fonctionnaires ayant commis une faute, faisait décapiter les striéltsis révoltés et condamner son fils à mort. Mais le tsar était très dur vis-à-vis de lui-même, et, après être revenu de son voyage en Europe où, simple ouvrier, il avait voulu s'instruire, voir et étudier à la grande école de la Vie, il n'obéit, dans tous ses actes, qu'à l'idée directrice de son œuvre, qu'à la voie droite conduisant au but nécessaire. L'Amour de la Russie, des Russes se manifeste chez lui dans le désir, la volonté de développer, de grandir son individualité afin de pouvoir mieux guider ses sujets dans le chemin difficile de la culture, de l'intellectualisation. L'Amour de ses semblables ! Pierre le Grand l'a vécu dans sa conduite inflexible envers les dvorianes envoyées par lui à l'étranger afin qu'ils y devinssent hommes nouveaux dominant les conditions nouvelles.

Ce que voulait Pierre le Grand. — Que demandait Pierre aux Russes ? De s'instruire à l'école de l'Occident. Il continuait l'œuvre de ses prédécesseurs, mais avec plus de volonté, de rigueur, parce que l'expérience acquise durant ses voyages lui avait démontré l'urgente nécessité d'un contact plus étroit, de rapports plus profonds entre l'Occident intellectuel et la Russie spirituelle.

Le peuple russe n'avait toujours vécu que selon les lois de l'impulsion intuitive, de l'élan du cœur, des grandes et larges

visions mystiques, de la Faculté Sentiment. Pierre voulut qu'il apprît à connaître les lois du Jugement refrénateur, de la Pensée logique, de la Faculté Raison. A la force de l'instruction et de l'éducation purement spirituelles, le tsar exigea de son pays qu'il ajoutât les bienfaits de la culture rationaliste. Sa volonté ne fut pas vaine, son effort compta. Grâce à lui, à sa fille Elizabeth, à sa continuatrice Catherine II, la Russie entra, définitivement enfin, au XIX[e] siècle, dans la voie de l'Intellectualisation, elle qui, jusqu'alors avait uniquement connu les armes spiritualisatrices. Mais l'évolution des individualités humaines ou nationales sont lentes et l'Ame russe, ayant toujours vécu dans les hauteurs du monde de l'Esprit, n'est pas encore remise du heurt brutal produit par ce contact brusque avec les réalités rationelles de l'Occident, contact rendu plus violent encore par la tragédie napoléonienne et la marche des armées russes jusqu'à Paris. Ainsi s'explique tout le drame intime du tsar Alexandre I[er], cette belle figure « sentimentale et « mystique » dont la vie montre, sous une forme moins tragique que celle d'Ivan le Terrible, tout le déséquilibre auquel le Sentiment peut conduire un être qui n'a pas su maîtriser par la Raison ses impulsions intuitives. Tous les côtés sombres de l'Histoire russe, les tragédies individuelles s'expliquent à la lumière de cette vérité qui fait comprendre aussi les « orgies mystiques » à la Raspoutine et autres — aspect triste et dangereusement déséquilibré de la vie intime du peuple russe.

Pour bien comprendre l'âme russe, demeurée jusqu'à nos jours inconnue, puis incompréhensible, pour bien sentir sa grandeur passée, et expliquer sa naïveté, son instabilité et ses inconséquences qui se joignent à de belles et rares qualités actuelles, les « Occidentaux » doivent savoir qu'elle « descend » péniblement les marches qui réunissent les deux plans de l'Esprit et de l'Intelligence. Et le déséquilibre russe durera tant que le grand peuple slave n'aura pas développé en lui la faculté intellectuelle, encore latente.

Le Destin russe. — Ce destin ne se réalisera que le jour où le peuple russe aura triomphé du déséquilibre que nous venons de formuler.

Ce déséquilibre, le plus grand Russe du siècle dernier l'incarne encore Tolstoï qui continue la belle et héroïque lignée des Apôtres du Destin spirituel russe. Il aime et ses œuvres ne sont toutes que chants d'amour de l'Humanité ; il croit en l'indéfinie perfectibilité humaine, et les héros qu'il crée

ne représentent que des aspirations, des volontés tendant vers le mieux, le plus juste dans l'homme. Et ces héros sont l'âme même de Tolstoï tourmentée par son désir, son effort d'évoluer vers la perfection morale. Mais que d'impulsions déséquilibrées, que de naïveté presque puérile chez cet homme au grand cœur, chez cet écrivain de génie, chez cet apôtre de l'Amour.

Ce déséquilibre russe, Dostoievski, ce puissant peintre de la souffrance mystique, de la « Douleur » russe, l'incarne aussi dans son génie si dur, si sombre, si angoissé. Et Gogol, le grand chantre de l'époque des « Ames Mortes », qui flagelle et stigmatise les défauts de sa patrie, tombe lui-même victime, à quarante ans, d'un drame psychique intense qui provoqua la tragédie mystique de la fin prématurée de sa vie... Gorki, cet enfant prodigue, né des « Bas-Fonds » de la Civilisation Russe pour atteindre les cîmes de l'intellectualité et retomber ensuite dans les « terres » les plus basses de la démagogie des partis maximalistes, lui aussi, ne chante que les « Douleurs » de l'enfantement d'un monde nouveau...

Nous connaissons la Russie maintenant.

La culture rationaliste de l'Europe a subi l'influence profonde des traditions grecque et romaine ; l'Utilitarisme occidental procède des Codes romains, mais la noblesse, la générosité de l'Utilitarisme français, l'oubli presque de cette contrainte traditionnelle lors des sacrifices sublimes faits au nom des Idées Supérieures ont permis à la France de jouer grandement dans l'Histoire du Monde le rôle que son Destin lui assigna.

La Russie a vécu uniquement selon une tradition mystique forgée par elle-même au cours des siècles. Dès que les Russes commencèrent à devenir conscients de leur Destin spirituel, ils baptisèrent Moscou, leur ville sainte, du nom de « troisième Rome ». Forts de cette foi en les destinées de leur patrie, certains, dans leurs rêves, ont nommé cette ville, « seconde Jérusalem ». C'est tout l'inconnu de l'avenir. La Russie a connu, dès le début du Moyen Age, les épreuves nombreuses et dures de la Volonté d'Amour et de Perfectionnement de Soi-Même. Mais seule la Russie équilibrée pourra contribuer selon sa Loi Mystique, au développement moral, spirituel de la Culture humaine.

Train Sanitaire 18 *Midi-Vosges*. *Octobre* 1916-*Juillet* 1917.

Les pages sur le Bolchevisme, la Révolution et sur Constantinople ont été écrites en 1922.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER : **Scythes, Sarmates et Slaves.** 7

L'antiquité gréco-latine et la Russie. Les habitants de la Russie primitive. Du pays habité par les Slaves russes. Mœurs et religion des anciens russes. Les Bulgares. Les Chozars. Finnois et Lithuaniens.

CHAPITRE II : **Les premiers Kniaz de Russie** 17

Oleg. Igor. Olga. Sviatoslaf. Vladimir le Saint. Iaroslaf le Sage Une nouvelle version des Origines.

CHAPITRE III : **L'Europe et la Russie au XI^e siècle** 27

La France. L'Angleterre. Le Saint Empire romain-germanique. La Papauté. L'Allemagne, Tsargrad et les Slaves. Tsargrad et la Russie.

CHAPITRE IV : **Le christianisme en Russie. Feodossi. Vladimir Monomaque.** 39

Rôle de l'Eglise. Féodossi. Influence morale des monastères. Les premières écoles. L'art russo-byzantin. Les successeurs de Iaroslav. Vladimir Monomaque; sa « Règle de conduite ».

CHAPITRE V : **La chute de Kief. Les Principautés russes jusqu'à l'invasion tartare.** 51

Les Polovtsis. La Principauté de Rostof-Souzdal. André Bogolioubski. Vsevolod III le grand Nid. La Galicie ou Russie

rouge. Gospodine Veliki Novgorod (Grand Novgorod). Les viétchés. Conseil d'Etat. Aristocratie. Peuple. La Russie avant l'invasion tartare. La Vérité Russe. La Russie, pays démocratique. La vie du Kniaz. La vie du peuple. Littérature et Art.

CHAPITRE VI : **Le Joug mongol. Moscou : ses épreuves. Alexis et Serge. Littérature religieuse** 71

Les Tatares. Mœurs des Tatares. Tolérance religieuse. Baty. Le joug mongol. Conséquences de l'invasion mongole. Moscou. Ivan I Kalita, le premier rassembleur des Terres de la Russie. Moscou, Ville Sainte. Siméon le Fier et Ivan II le Débonnaire. Serge. Dmitri Donskoï. La puissance moscovite. La victoire de Koulikovo et ses conséquences. Vassili I et Vassili II l'Aveugle. L'Eglise russe pendant le joug tatare. Stéphane, Serge. Cyrille. Mœurs grossières. Spiritualité de l'Eglise. Littérature religieuse et profane.

CHAPITRE VII : **Suède, Allemagne, Lithuanie et Pologne. Slaves et Germains** 93

La Baltique. Slaves et Porte-Glaives. Alexandre Nevski, le héros de la Néva. « La Bataille des glaces. » Alexandre Nevski, grand Kniaz de Vladimir. Daniel, prince de Galicie. Les premiers princes lithuaniens, Minedovg et Guedimine. Guedimine, la Pologne et l'Allemagne. Victoire de Plewce, Olguerd et Iagailo. Lithuanie, Pologne ou Moscou. Union de la Lithuanie et de la Pologne. Vitovt. Défaite définitive des Ordres germaniques.

CHAPITRE VIII : **La Russie et l'Europe au XV^e^ siècle**. 107

Slavisme et germanisme. Polonais, Tchèques et Allemands. Bohême et Pologne. Fautes de la Pologne. Bohême et Autriche. L'Allemagne, naissance de la Prusse. Les villes libres allemandes. Frédéric II. L'Anarchie Allemande. L'Allemagne au XV^e^ siècle. L'Italie. Florence. Gênes et Venise. Les Slaves balkaniques et les Turcs. Les Turcs. Les batailles de Kossovo et de Nicopolis. La prise de Constantinople. La Papauté. L'Angleterre. La liberté politique. La liberté individuelle. La politique extérieure de l'Angleterre. La guerre des Deux Roses. La France, le domaine moral et intellectuel. Les rapports franco-anglais jusqu'au XIV^e^ siècle. Causes de la guerre de Cent ans. La Flandre. La guerre de Cent ans. La misère du pays. Les impôts. Jeanne d'Arc. L'unification de la France. Premiers efforts de la liberté française : les Communes, les Municipalités. Le Tiers-Etat. Les Etats généraux. La grande ordonnance de 1357. Emeutes à Paris. Triomphe de la Royauté. La maison de Bourgogne. La Monarchie française. La Russie et l'Europe au XV^e^ siècle.

CHAPITRE IX : **La grandeur de Moscou. La « Troisième Rome ». Ivan le Terrible et Philippe. Premiers rapports suivis avec l'Occident** 135

Ivan III. Guerre contre Novgorod. Chute des ondiels-principautés. Mariage d'Ivan III avec Sophie Paléologue. Moscou. « Troisième Rome ». Fin du joug mongol. Guerre contre la Lithuanie. Les étrangers à Moscou. Le Soudiebnik (code de lois nationales). La cour d'Ivan III. La succession au trône. Vassili III. Les monastères. L'hérésie juive. Réunion des derniers oudiels indépendants. Guerre contre la Lithuanie et les Tatares. Ivan IV le Terrible. Gouvernement d'Hélène. Règne des boïars. L'enfance d'Ivan. Ivan de 12 à 16 ans. Le métropolite Makari. Ivan IV monte sur le trône. Makari, Silvestre, Adachef. Leur influence. Les réformes. L'Assemblée Nationale. L'Assemblée Générale de l'Eglise. Instruction et éducation du peuple. L'imprimerie en Russie. L'armée Russe. Guerre contre les Tatares. Premiers rapports avec le Caucase. Le tsar rompt avec ses conseillers. Guerre contre la Crimée. Premiers rapports hostiles avec la Turquie. Guerre contre la Pologne et la Suède. Premiers traités de commerce entre la Russie et l'Angleterre. Conquête de la Sibérie. Les Cosaques. Les *Opritchnikis*. Le métropolite Philippe. La mort d'Ivan. L'individualité d'Ivan.

CHAPITRE X : **Boris Godounof. L'Epoque trouble. Guerres avec la Pologne. Mikhail Romanof élu tsar par le Zemski Sobor. Stienka Razine. Le patriarche Nicone** 167

Pheodor. Règne des boïars. Boris Godounof. Guerre avec la Suède. Le Patriarcat. Lois paysannes. Meurtre du tsarewitch Dmitri. Convocation du Zemski-Sobor. Boris Godounof, tsar. Boris Godounof et l'Occident. La famine à Moscou. Le *Smoutnoie Vremia* (Epoque trouble). Mort de Godounof. Ljedmitri tsar. Vassili Chouiski, tsar. Le « Touchineski Vor ». Alliance suédoise. Guerre avec la Pologne. Chouiski détrôné. Les Polonais, maîtres de Moscou. Minine et Pojarski. Les Polonais chassés de Moscou. Convocation du Zemski-Sobor. Mikhaïl Romanof élu tsar. Mihkaïl Pheodorovitch. Lutte contre les ennemis intérieurs. Guerre avec la Suède et la Pologne. Le patriarche Philarête. Pénétration de la culture occidentale. Seconde guerre avec la Pologne. Les Cosaques s'emparent d'Azof. L'œuvre de Mikhaïl. Alexeï Mikhailovitch. Gouvernement de Morozof. Emeute à Moscou. Convocation du Zemski-Sobor. Les Réformes de 1649. Emeutes à Novgorod et à Moscou. Stienka Razine. Tentative révolutionnaire. La Rietch Pospolitaia, République polonaise. Les jésuites en terre russe. Les confréries orthodoxes du XVI[e] et du XVII[e] siècles. L'Académie de Kief. Le *Kozatchestvo* du Dniepr. Sa lutte contre la Pologne. La Petite Russie se soulève contre le *Rietch Pospolitaia*. Le Zemski-Sobor

proclame son retour à la Moscovie. Guerre contre la Pologne. Le patriarche Nicone. Les réformes de Nicone. La disgrâce de Nicone. Mort d'Alexeï. Pheodor Alexeevitch. Guerre contre la Turquie. Suppression du *miestnitchestvo* (préséance boïar). La Russie avant l'avènement de Pierre le Grand. La population. Les prikazes. L'armée. La vie russe au XVII[e] siècle. La religiosité russe. Le tsar. Les Ecoles. L'académie slavo-gréco-latine de Moscou. Quelques remarquables individualités du règne d'Alexis. Nachtchokine. Matveef. Le premier théâtre en Russie. Nathalia Kirillovna. Littérature du XVI[e] et du XVII[e] siècles. Résumé général.

CHAPITRE XI : Pierre le Grand. Sa fille Elizavieta 219

Les troubles de 1682. Règne de Sophie. Révolte des Raskolnikis. Guerre avec la Turquie. Accord avec la Chine. L'enfance de Pierre. Pierre devient tsar. Guerre contre la Turquie. Prise d'Azof. Caractère de Pierre. Projets d'une alliance chrétienne contre la Turquie. Un enseignement : le départ du Souverain pour l'Europe. Pierre le Grand en Europe. Un travail de géant. Emeute des strieltsis. Paix avec la Turquie. La grande guerre du Nord. Fondation de Saint-Pétersbourg. Charles XII écrase la Pologne. Révolte populaire à Astrakhan. Soulèvement cosaque et paysan sur le Don. Charles XII envahit la Russie. Mazeppa. La victoire de Poltava. Ses conséquences. Guerre contre la Turquie. Le tsar à Paris. Saint-Simon sur Pierre le Grand. La France refuse l'alliance que Pierre lui propose. Invasion de la Suède. Fin de la Grande Guerre du Nord. Guerre contre la Perse. Les réformes de Pierre le Grand. L'Église. Les monastères. La tolérance religieuse. Réformes sociales. Lois paysannes. Le Sénat. Les « Collèges ». Quelques autres mesures générales. Instruction. Education. Les « Assemblées ». Littérature. Possochkof. Second mariage de Pierre le Grand. Le tsar condamne son fils à mort. Mort du tsar. Portrait de Pierre le Grand. Pierre le Grand et le destin russe. Catherine I. Pierre II. Anna Ivanovna. L'influence allemande. Guerre avec la Turquie. Mort d'Anna Ivanovna Ivan. VI. Soulèvement antigermanique. Elizavieta Petrovna. Suppression de la peine de mort. Les Réformes. L'instruction. L'influence française. Littérature. Lomonossof. Guerre contre la Suède. La Russie participe à la guerre de Sept Ans contre la Prusse. Pierre III. Soulèvement antigermanique.

CHAPITRE XII : La Russie et l'Europe au XVIII[e] siècle. 265

La Maison d'Autriche. L'Espagne. La France et la puissance germanique. France et Russie. L'Equilibre européen. France et Italie. François I[er] et Charles Quint candidats au trône d'Allemagne. La France en guerre contre la Maison d'Autriche. Défaite de Pavie. Victoires de Metz, Toul et Verdun. La Renaissance en Europe. La Russie étrangère à cette révolution. La Réforme et ses conséquences politiques en Europe. France et Allemagne. Eliza-

beth et Marie Stuart. La Papauté et la Réforme. Les Jésuites. Angleterre, Espagne et France. L'anarchie en France. Henri IV rétablit l'unité morale et politique du royaume. Son projet d'un Tribunal Suprême d'Arbitrage International. Richelieu continue la politique intérieure et extérieure de Henri IV. Le Slaves de la Maison d'Autriche provoquent la guerre de Trente ans. Intervention de la France. Les traités de Westphalie. Leur signification politique et morale. Tentative révolutionnaire en France. La Fronde. La Révolution anglaise de 1642-1649. La République et Cromwell. La Révolution de 1688. Le despotisme en France. Les erreurs et les crimes de Louis XIV. La politique extérieure de Louis XIV. La France menace l'équilibre européen. Les Hohenzollern, rois de Prusse. Frédéric II. La Prusse fonde sa puissance sur un « rapt ». La guerre de Sept ans. L'Angleterre fonde son empire mondial. La Prusse devient puissance prépondérante en Allemagne. Les désastres français préparent la Révolution. La puissance de l'Angleterre. La politique générale de Louis XV. Révoltes des Parlements et du Peuple. La puissance réelle de la France. Le rayonnement mondial de la culture française avant la Révolution de 1789. La Russie et l'Europe au XVIII[e] siècle.

CHAPITRE XIII : Catherine II la Grande. Paul I 291

Caractère de Catherine. Le coup d'Etat du 28-29 juin 1762. Catherine II Impératrice. La tsarine écrit un « Nakaz » (Règle de conduite). L'influence française. Convocation d'une « Grande Commission » élue par la Noblesse et les Villes. La peste à Moscou. La révolte cosaque et populaire de Pougatchef. Réformes administratives. Le dvorianstvo et les villes. Les paysans. Catherine échoue dans son projet d'abolir le servage. Mesures religieuses et financières. Catherine affranchit les serfs de l'Eglise et compare ses dépenses à celles du Roi de France. Guerre contre la Turquie. L'Autriche s'oppose à la proclamation de l'indépendance roumaine. Potemkine projette de chasser les Turcs d'Europe. Catherine réunit la Crimée à la Russie. Guerre contre la Turquie et contre la Suède. Relations avec la France de la Révolution. L'anarchie polonaise sous Catherine II. Catholicisme et orthodoxie. Intervention de la Russie. Les partages de la Pologne. Retour à la Russie des territoires de la « Kievskaia Rouss ». L'influence française sous Catherine II. Catherine II dirige le mouvement moral et littéraire de son époque. Radichtchef, Novikof, Derjavine. La Russie après la mort de Catherine Velikaia (la Grande). Paul I. Sa politique intérieure germanophile. Guerre contre la France. Soulèvement antigermanique ; assassinat de Paul I.

CHAPITRE XIV : Alexandre I le Béni. Nicolas I. 315

L'éducation, le caractère d'Alexandre. Premières mesures libérales. Les Réformes. Le Comité du Salut Public. Speranski. Les guerres contre Napoléon. De 1805 à 1807. Les rapports

franco-russes de 1807 à 1812. Alexandre demande Constantinople à Napoléon. Guerres contre la Suède et contre la Turquie. « Otiétchestvennaia Voïna » (La Guerre Nationale de 1812). Napoléon est attiré à l'intérieur du pays. La bataille de Borodino. Napoléon à Moscou. L'incendie de la Ville Sainte. La retraite de Napoléon. L'armée russe à Paris. Le tsar « ne fait la guerre qu'à Napoléon ». Alexandre fonde la « Sainte Alliance ». Transformation dans le caractère d'Alexandre. Araktcheef. Mort d'Alexandre I. Les Sociétés révolutionnaires secrètes sous Alexandre. Nicolas I. Soulèvement révolutionnaire décabriste. La politique intérieure. Guerre contre la Perse. Guerre d'Indépendance grecque. La Turquie proclame la guerre Sainte contre la Russie. Insurrection polonaise. Intervention de la Russie contre la révolte hongroise. Guerre contre la Turquie, l'Angleterre et la France. Mort de Nicolas I. Les « Slavophiles » et les « Occidentaux ». Le mouvement libérateur renaît.

CHAPITRE XV : **Alexandre II le Libérateur. Alexandre III. Nicolas II** 343

L'abolition du servage. Le « mir ». La réforme judiciaire. Les zemstvos. Quelques autres lois et mesures gouvernementales. La Russie, pays démocratique. Insurrection des Slaves balkaniques. Intervention de la Russie. Le congrès de Berlin. Le germanisme contre les Slaves. Le mouvement révolutionnaire des années 1860-1880. Assassinat d'Alexandre II. La littérature russe au XIX[e] siècle. Alexandre III. Politique intérieure. La politique étrangère. L'alliance franco-russe. Nicolas II.

CHAPITRE XVI : **La Russie et l'Europe au XIX[e] siècle** 363

La France à la veille de la Révolution. La guerre de l'Indépendance Américaine. La Révolution Française. De la Constituante à la Convention. La Convention Nationale. Robespierre jugé par Napoléon. Les guerres de Bonaparte. Les guerres de Napoléon. La France de 1815 à 1848. L'Europe de 1815 à 1848. La France de 1848 à nos jours. L'Europe de 1848 à nos jours. La Russie et l'Europe au XIX[e] siècle.

CHAPITRE XVII : **Le Destin Russe** 377

Comment nous définirons le Destin. Moscou. Le peuple ne s'habitue pas à la vie « légalisée ». Pierre le Grand, Catherine II, le tsarisme du XIX[e] siècle et le Destin Russe. « Zapadnikis » et Slavophiles. L'Instruction et l'Education russes. Les guerres de

Religion et l'Education Française. L' « Époque Trouble » et l'Education russe. La culture « occidentale » et la Russie. Le triomphe de l'influence germanique. Le bolchevisme. Le Destin national russe. Les Slaves russes et leurs voisins. Autonomie et fédération en Russie. Fédération Slave. Le problème de Tsargrad. Rationalisme et mysticisme. Le peuple russe aux grandes époques de son histoire. Le peuple russe recherche l'Amour et la Paix. Le rôle de l'Eglise. Les premiers maîtres de la loi morale russe. Pierre le Grand et la loi morale. Ce que voulait Pierre le Grand. Le Destin russe.

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 122885624